CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/875
Appendice II/Volume II
20 septembre 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RAPPORT DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT

APPENDICE II

VOLUME II

Comptes rendus in extenso de la session de 1988

GE.88-64500/4266N

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.458
19 avril 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA 458ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 19 avril 1988, à 10 heures

Président : M. Dávid Meiszter (Hongrie)

GE.88-61161/1756N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 458ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit son examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux, ainsi que du rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui le souhaite peut soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Comme prévu dans le calendrier des réunions de cette semaine, la Conférence tiendra immédiatement après cette séance plénière une réunion officieuse consacrée à l'amélioration et à l'efficacité de son fonctionnement.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Bulgarie, de la République fédérale d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, du Brésil, du Royaume-Uni et du Mexique.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, M. Radoslav Deyanov, qui présentera, au nom du Président du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, le rapport de cet organe subsidiaire qui a été publié sous la cote CD/825.

M. DEYANOV (Bulgarie) (parlant au nom du Président du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires) (traduit de l'anglais) : Au nom du Président du Comité spécial, j'ai l'honneur de soumettre à la Conférence le rapport spécial de ce Comité, dont vous êtes saisis aujourd'hui sous la cote CD/825.

Durant la première partie de la session de cette année, le Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité s'est réuni à huit reprises. En plus de la rédaction de ce rapport spécial, il a consacré plusieurs réunions à un échange de vues général et à un examen des propositions existantes concernant le fond de la question. Le Président juge opportun, dans la perspective de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui doit se tenir très prochainement, de souligner l'importance que toutes les délégations continuent d'accorder à la conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Selon lui, il est un fait admis que les travaux du Comité sont au point mort depuis plusieurs années. C'est pourquoi il est encourageant de constater que le Comité a pu commencer à travailler dès le début de cette session et engager des débats de fond.

Le Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité a pleinement mis à profit le temps dont il disposait pour passer la situation en revue à la lumière des faits récents survenus dans le domaine du désarmement et pour

(M. Deyanov, Bulgarie)

continuer à examiner une proposition intéressante qui avait été faite l'année dernière par une délégation, de même qu'une option présentée cette année par la même délégation et offrant une autre possibilité. La complexité de ces questions ne nous a pas permis de conclure cette partie de nos travaux. Des difficultés subsistent quant à l'ensemble du problème que pose la mise au point d'une "approche commune" ou d'une "formule commune" en matière de garanties de sécurité, susceptible de figurer dans un texte ayant force obligatoire sur le plan international, et le Comité a dû faire état de cette situation dans son rapport spécial. Parallèlement, il a souligné le vaste soutien en faveur d'une poursuite des efforts visant à l'adoption d'une telle "formule commune".

Pour introduire une note plus positive, le Président tient à souligner ici que les délibérations qui ont eu lieu à ce propos durant cette session de printemps ont été menées dans un esprit de sérieux, de coopération et de bonne volonté. Pour cette raison, il souhaite exprimer ses remerciements à toutes les délégations qui ont participé aux travaux du Comité durant la première partie de la session et qui ont contribué à établir ce que le Président estime être un rapport authentique, sinon tout à fait réjouissant, de l'état des négociations sur le point qui sera soumis à l'examen de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie M. Deyanov, qui a parlé au nom du Président du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, de la présentation qu'il a faite du rapport du Comité. J'ai l'intention de soumettre à la Conférence, pour adoption à notre séance plénière du mardi 26 avril, le rapport du Comité spécial.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur von Stülpnagel.

M. von STULPNAGEL (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Nous sommes tous sous le choc après l'horrible nouvelle de l'emploi récent d'armes chimiques dans la guerre entre l'Iran et l'Iraq. Les images que nous avons vues des victimes d'une attaque chimique nous confirment dans l'opinion déjà émise par le ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Genscher, que les armes chimiques ne sont pas des armes, mais des engins de destruction de l'homme et de la nature.

Nous ne pouvons pas rester indifférents devant cette violation flagrante du droit international. Au contraire, il faut y voir - comme le soulignait mon gouvernement dans sa note du 7 avril dernier adressée aux Etats participant à la Conférence du désarmement - un avertissement enjoignant ces Etats de prendre d'urgence leurs responsabilités dans les négociations en vue de l'interdiction universelle des armes chimiques. Nous devons redoubler d'efforts pour conclure une convention sans plus attendre. Les armes chimiques ne doivent plus être autorisées en aucun endroit du globe.

(M. von Stülpnagel, République fédérale D'Allemagne)

Cet engagement auquel nous accordons la priorité absolue, nous pouvons le réaffirmer en nous fondant sur les accords de base intervenus dans le courant de nos négociations sur les points essentiels d'une convention à la fois efficace et dont l'application soit vérifiable. Les progrès substantiels que les négociations des dernières années ont permis de réaliser permettent un certain optimisme et justifient l'espoir d'aboutir bientôt à un accord. Nous avons dépassé le point de non-retour. Il n'y a rien qui doive empêcher l'humanité de bannir une fois pour toutes les armes chimiques. C'est pourquoi nous ne devons pas mettre en péril les réalisations importantes et les consensus fondamentaux auxquels nous sommes arrivés dans nos négociations en introduisant de nouveaux éléments ou en tentant de développer des concepts anciens qui s'étaient déjà heurtés à un rejet collectif. Il vaut mieux suivre résolument la route sur laquelle nous nous sommes engagés, en nous efforçant de lever rapidement et efficacement les obstacles restants.

La session de printemps de la Conférence du désarmement s'achève. Durant cette période, nous avons poursuivi sans relâche nos négociations sur les armes chimiques, sous la présidence attentive de l'Ambassadeur Sujka, de la Pologne. Des entretiens approfondis ont eu lieu sur la plupart des points de la convention non encore résolus. En dépit des efforts soutenus qui ont été déployés, il n'a pas été répondu à toutes nos attentes. Nous sommes même un peu déçus par l'absence de progrès que nous constatons dans de nombreux domaines où, compte tenu des accords obtenus jusqu'à présent, on avait cru pouvoir obtenir de meilleurs résultats.

Permettez-moi de passer rapidement en revue quelques-uns des grands points de l'ordre du jour de nos négociations. Je voudrais en premier lieu m'arrêter sur les questions dont s'occupe le Groupe de travail A du Comité spécial.

La non-fabrication et le contrôle exercé sur l'industrie chimique revêtent une importance capitale dans la perspective d'une convention durable et efficace. Le mécanisme de vérification qu'il faudra établir à cette fin devra être global, suffisamment commode à appliquer et à gérer, cohérent et efficace. Pour satisfaire à tous ces impératifs, il faut concevoir un régime qui soit rigoureux et qui offre en même temps toute la souplesse nécessaire.

Il faut donc commencer par se poser la question essentielle, qui consiste à savoir ce qui est réellement vérifiable ou détectable.

Nous considérons les régimes de surveillance définis dans les tableaux 1, 2 et 3 de l'annexe de l'article VI comme une base valable pour un système de vérification de la non-fabrication à la fois viable et efficace, mais nous estimons que ces régimes ne doivent pas s'appliquer uniquement aux installations déclarées au titre des tableaux 1, 2 et 3. Il conviendrait en outre de disposer d'un instrument de vérification qui soit utilisable pour toutes les autres installations de l'industrie chimique. A cette fin, nous avons proposé, dans le document de travail CD/791 du 25 janvier 1988, des contrôles ad hoc qui puissent être assurés de façon systématique. Ces contrôles, effectués au départ par le Secrétariat technique, ne devraient servir qu'à vérifier si, au moment du contrôle, les substances énumérées dans

(M. von Stülpnagel, République fédérale D'Allemagne)

les annexes de l'article VI et qui ne sont pas déclarées pour l'installation considérée y étaient bien fabriquées. Nous sommes convaincus qu'à l'aide de cet instrument complémentaire, on peut atteindre un niveau optimal de transparence et donc de confiance dans le respect de la Convention par tous les Etats parties.

Au cours des dernières semaines, notre proposition a fait l'objet de débats intéressants. A la lumière de ces derniers, nous avons l'intention de préciser davantage notre idée des contrôles ad hoc, idée que la session d'été nous donnera l'occasion d'approfondir.

Deux autres questions ont mobilisé le Groupe de travail A durant les dernières semaines : le tableau 1 de l'article VI et la question des produits chimiques létaux supertoxiques ne figurant pas dans ce tableau.

Dans le document CD/CW/WP.192 du 11 mars 1988, nous proposions un projet remanié d'annexe de l'article VI [1]. Nous l'avons fait dans l'espoir d'aplanir les divergences de vues qui s'étaient manifestées à ce propos durant les longues discussions qui ont eu lieu pendant l'intersession du Comité spécial. Malheureusement, ainsi que les consultations des dernières semaines l'ont montré, il n'a pas encore été possible d'aboutir à un accord sur le régime de déclaration et de vérification des substances du tableau 1 de l'article VI. Nous restons convaincus que la démarche que nous avions adoptée dans notre document de travail constitue une base valable pour une solution de compromis, étant donné que le régime qui y est proposé se fonde sur des points d'accord existants. C'est pourquoi nous espérons que la question sera réexaminée cet été et qu'une solution acceptable pour tous pourra être trouvée. C'est un objectif qui devrait pouvoir être atteint compte tenu de l'adhésion de principe que cette question a déjà recueillie.

En ce qui concerne ce qu'il est convenu d'appeler le tableau 4, nous avons émis de vives réserves, durant la session de l'année dernière, au sujet de la démarche proposée. Nous avons en particulier attiré l'attention sur le défaut de compatibilité de ce tableau avec les autres tableaux de l'annexe de l'article VI. Nous avons également affirmé qu'il serait impossible d'appliquer ce tableau sous la forme envisagée.

Bien qu'un certain nombre de questions restent posées quant à la raison d'être du tableau 4 et à sa pertinence eu égard aux objectifs de la Convention, nous sommes disposés à tenir compte des préoccupations qui ont été exprimées à ce propos. Ainsi, dans le souci d'aplanir cet obstacle, nous avons proposé, dans le document de travail CD/792 du 25 janvier dernier, une démarche à la fois efficace, réalisable et cohérente avec le régime décrit dans l'article VI considéré de façon globale. Ce faisant, nous avons accepté que ledit régime soit fondé sur le seul critère de la toxicité et qu'à partir de là une liste des produits chimiques létaux supertoxiques répondant à ce critère soit établie. Nous partageons le sentiment de l'Ambassadeur Friedersdorf selon lequel ce problème devrait être ramené à ses dimensions réelles.

(M. von Stülpnagel, République fédérale D'Allemagne)

Nous sommes toujours à la recherche de solutions acceptables. Toutefois, comme l'expérience de cette session de printemps nous l'enseigne, avant de continuer à rédiger des textes, nous devons nous entendre sur ce qui doit être l'objet de ce tableau 4. Ce n'est que lorsque nous aurons identifié sans aucune ambiguïté les objectifs et les raisons d'un régime propre aux produits chimiques létaux supertoxiques que nous serons en mesure de donner à ce régime une configuration efficace et répondant à des exigences spécifiques.

L'une des principales questions restées sans réponse dans le cadre des travaux du Groupe de travail B est celle de l'ordre de destruction des armes chimiques. A cet égard, il est de la plus haute importance de faire en sorte que la sécurité de tous les Etats pendant toute la durée du processus de destruction ne soit pas diminuée. Pour ce faire, il existe, de l'avis du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, un certain nombre de conditions préalables à remplir lorsque la Convention sera entrée en vigueur à savoir : l'absence de tous travaux de recherche portant sur de nouvelles armes chimiques; l'absence de toute fabrication modernisation continues d'armes chimiques; l'absence de toute exception à la règle générale de la vérification de tous les stocks et installations existants, c'est-à-dire l'absence de stocks d'armes chimiques secrètes; enfin, l'absence de prolifération. Afin de traduire dans la réalité les principes ayant recueilli l'assentiment de la majorité des membres de la Conférence du désarmement et en nous efforçant de tenir compte des disparités existantes en ce qui concerne les arsenaux d'armes chimiques, nous avons formulé, en accord avec l'Italie, la proposition contenue dans le document de travail CD/822 du 29 mars 1988, qui nous paraît offrir une solution viable.

Voici les points essentiels de l'approche graduelle que nous proposons dans la perspective de la destruction des arsenaux d'armes chimiques.

Partant de l'engagement fondamental que toute fabrication d'armes chimiques cessera dès l'entrée en vigueur de la Convention et que tous les sites de stockage d'armes chimiques, ainsi que toutes les installations de fabrication d'armes chimiques, seront immédiatement soumis à une vérification internationale systématique sur les lieux mêmes, nous proposons que, dans une première phase, les Etats parties possédant les principaux stocks d'armes chimiques procèdent à la destruction de ces stocks jusqu'à une limite convenue. Les stocks importants ayant été nivelés à la fin de cette phase, qui pourrait couvrir les cinq premières années de l'opération de destruction, il est envisagé d'exiger que tous les Etats parties possédant des armes chimiques, quelle que soit l'importance de leurs stocks, soient tenus de les détruire. Durant la seconde phase, le stock de chaque Etat possédant des armes chimiques serait divisé en cinq quantités égales, qui seraient détruites pendant les cinq années restantes de la période de destruction.

Notre proposition porte également sur une surveillance étroite de l'opération de destruction. Ainsi, nous proposons qu'au cours de cette première phase, les Etats parties soumettent régulièrement des rapports annuels sur la réduction de leurs stocks. Nous envisageons en outre un examen de la situation à l'issue de la première phase. Cet examen devrait faire le compte des résultats obtenus et de l'expérience acquise. Il devrait poursuivre

(M. von Stülpnagel, République fédérale D'Allemagne)

deux objectifs : il s'agirait, premièrement, d'établir si oui ou non les réductions convenues ont bien été effectuées au cours de la première phase et, deuxièmement, de constater, à la lumière de l'expérience acquise plus particulièrement sur le plan du mécanisme de vérification, si ce dernier est approprié ou s'il y a lieu d'y apporter des aménagements. Un tel examen ne pourra cependant pas être invoqué pour modifier le calendrier de la période de destruction globale des arsenaux, pour prolonger la période transitoire ou pour décider du cours que prendra l'exécution de la Convention en dehors de celui prévu par celle-ci.

Un autre thème important dont aura à traiter le Groupe de travail B est la question des stocks d'armes chimiques abandonnés, des armes chimiques découvertes et des armes chimiques périmées. Au cours des dernières années, cette question a donné lieu à des débat soutenus et quelquefois marqués par la divergence des vues exprimées, et ma délégation a voulu participer activement à la recherche d'une solution qui soit acceptable pour toutes les parties intéressées et conforme aux objectifs et à la nature d'une convention multilatérale.

Nous nous réjouissons des progrès considérables que nous avons accomplis depuis l'année dernière en ce qui concerne l'article VIII de la Convention. Nos remerciements vont tout spécialement au coordonnateur de l'année dernière pour les questions du Groupe IV, M. Krutzsch, à qui nous devons l'initiative d'une refonte de cet article. Avec l'élaboration, dès le début de la session de cette année, du chapitre relatif au secrétariat technique, nous avons maintenant fini de remanier cet article VIII.

Nous estimons que l'article VIII se présente aujourd'hui sous un jour beaucoup plus favorable qu'il y a seulement un an. Nous voyons beaucoup mieux à présent ce que pourraient être les pouvoirs et les fonctions des organes de l'organisation du traité ainsi que les liens qui les uniront. La grande question qui reste à régler dans le cadre de l'article VIII est la composition du Conseil exécutif. De l'avis général, ce sera l'un des points les plus complexes et les plus épineux. Les entretiens préliminaires qui lui ont été consacrés indiquent qu'une certaine base de départ commune pourrait être trouvée. Je suis sûr qu'à la fin de la session d'été, nous pourrons encore mieux nous représenter les problèmes qui se posent, et notre sincère espoir est que, d'ici là, on pourra non seulement dire qu'une solution acceptable pour tous commence à se dessiner, mais même qu'elle est à notre portée.

L'inspection par mise en demeure revêt une importance essentielle pour la Convention. Seule une solution efficace à cette question permettra au système de vérification tout entier de bénéficier de la confiance qui lui est nécessaire.

Le travail accompli dans ce domaine sous la présidence de l'Ambassadeur Ekéus est très encourageant. Selon nous, le document reproduit dans l'appendice II du document CD/795 constitue une base susceptible d'assurer avec succès la mise en place d'un régime acceptable d'inspection par mise en demeure. La première partie de ce document, en particulier, a atteint

(M. von Stülpnagel, République fédérale D'Allemagne)

un stade d'élaboration avancé. Il devrait être possible d'y mettre la dernière main dans les premiers temps de la session d'été. Après la soumission du rapport d'inspection et de la deuxième partie du document de l'Ambassadeur Ekeus, le processus nécessitera un complément d'étude détaillée.

Nous pensons que l'évaluation d'une inspection devra tenir compte de deux considérations fondamentales. En premier lieu, il ne serait pas réaliste de présumer que le Conseil exécutif ne sera pas habilité à débattre des résultats d'une inspection par mise en demeure et à se former une opinion propre sur la question de savoir si l'Etat requis respecte ou non ses obligations. En second lieu, le Conseil exécutif, organe institué en vertu du Traité et constitué d'un nombre limité d'Etats parties à la Convention et qui prend ses décisions à la majorité des membres, n'est autorisé à prendre aucune décision ni à adopter des mesures spécifiques de nature à affecter la sécurité nationale d'un Etat partie.

Le rôle du Conseil exécutif et des Etats requérants et requis doit donc être vu sous cet angle. Ainsi, l'Etat requérant fera dans tous les cas connaître sa position à l'égard du rapport ainsi que les conclusions qu'il en tire. Il adoptera certainement les mesures qu'il juge nécessaires pour le maintien de sa sécurité nationale. D'un autre côté, on peut supposer que le Conseil exécutif, représentant l'ensemble des membres, évaluera lui aussi la situation, notamment lorsqu'un cas de non-respect semblera établi.

Selon nous, le Conseil exécutif devrait être habilité à examiner au grand jour les cas de violation de la Convention. Au cas où une telle violation ne pourrait être établie sans équivoque, le résultat de l'inspection par mise en demeure devrait sans doute faire l'objet d'un débat entre l'Etat requérant, l'Etat requis et le Conseil exécutif, afin de clarifier la situation. En cas d'impossibilité, une autre demande d'inspection par mise en demeure devrait être présentée.

Au cas où une violation de la Convention serait établie sans équivoque, la question des sanctions possibles pourrait être posée. Comme le droit international ne prévoit pas de sanctions sous forme de "pénalités conventionnelles", on pourrait étudier la question de savoir si le système de sécurité collective instauré par la Charte des Nations Unies pourrait servir de base à l'application de l'interdiction des armes chimiques. Normalement, c'est le Conseil de sécurité des Nations Unies qui est l'instance chargée d'établir si une situation donnée de non-respect d'une convention constitue une menace pour la paix. De ce fait, l'Etat partie en infraction avec la Convention pourrait faire l'objet de sanctions de la part de la communauté des nations, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

A ce stade, j'aimerais appeler l'attention sur le document de travail CD/CW/WP.191 du 11 mars dernier, soumis par la République fédérale d'Allemagne. Nous y posons un certain nombre d'autres questions nécessitant un complément d'étude. Nous espérons que les réflexions qu'il contient à propos de problèmes restés jusque-là sans solution seront de nature à stimuler les négociations relatives au régime d'inspection par mise en demeure et qu'elles contribueront à trouver des solutions acceptables.

(M. von Stülpnagel, République fédérale D'Allemagne)

Avant de conclure mes remarques sur l'état actuel de nos négociations, j'aimerais mentionner brièvement deux sujets qui ont suscité d'intenses discussions depuis décembre de l'année dernière : il s'agit de l'assistance (article X) et du développement économique et technologique (article XI). Un travail appréciable tant par la qualité que par la quantité a été fait dans ces deux domaines. Dans les deux cas, on a pu déterminer une base commune à partir de quoi des solutions satisfaisantes pourront être recherchées. A cet égard, ma délégation se félicite spécialement du document de travail CD/802 de l'Argentine, qui nous paraît offrir une bonne base de départ pour débattre la question de l'assistance. Je pense qu'il doit être possible de trouver des solutions acceptables aux problèmes posés par ces deux articles, à condition que l'on s'abstienne de poser des exigences irréalistes et que les solutions proposées soient conformes aux objectifs principaux de la Convention, et non en décalage avec ceux-ci.

Je n'ai pas pu aborder tous les aspects de nos négociations sur l'interdiction des armes chimiques. Je n'ai pas mentionné, par exemple, les discussions très utiles que nous avons eues au sujet des clauses finales, discussions que nous espérons poursuivre cet été afin de nous entendre sur la formulation des articles XII à XVI.

Avant de conclure, je voudrais cependant remercier le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka, ainsi que les présidents des groupes de travail, MM. Cima, Macedo et Numata, pour leur excellent travail et leur dévouement. Nous savons que, sous leur direction, nos travaux de la prochaine session d'été progresseront de façon appréciable. Je voudrais encore ajouter que le Président du Comité spécial et les présidents des groupes de travail peuvent continuer à compter sur notre soutien actif dans les efforts qu'ils déploient pour conclure le plus rapidement possible une convention efficace sur les armes chimiques.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : J'ai présenté à la séance plénière du 14 avril le point de vue de la délégation des Etats-Unis sur les travaux du Comité spécial des armes chimiques pendant la session de printemps de 1988. Aujourd'hui, je voudrais penser à l'avenir, à la session d'été.

Dans certaines interventions faites récemment en séance plénière, on s'est inquiété de ce que les négociations n'avaient pas progressé plus rapidement. La délégation des Etats-Unis a, elle aussi parfois ce sentiment de frustration. Elle estime cependant qu'un travail important a été accompli sur plusieurs questions de fond. Nous espérons que nous progresserons encore d'ici

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

à la fin de la session de 1988. Nous devons garder à l'esprit que les progrès futurs ne sont pas subordonnés à des événements extérieurs ou à des délais artificiels mais aux efforts de chaque délégation et de la Conférence tout entière pour s'attaquer aux problèmes essentiels en suspens.

Nombreuses en fait sont les questions non réglées qui nécessitent une négociation détaillée avant qu'on puisse aboutir à une convention. Ces questions sont complexes et difficiles à résoudre. La délégation américaine continuera de les étudier avec beaucoup d'énergie car les Etats-Unis tiennent beaucoup et depuis toujours à la négociation d'une interdiction générale, réellement vérifiable et véritablement mondiale des armes chimiques.

Certaines délégations ont pris des mesures pratiques pour aborder les problèmes clés en présentant des documents de travail utiles. Quelques autres, malheureusement, ont mis l'accent sur des propositions plus rhétoriques que concrètes. La délégation des Etats-Unis espère que, pendant la session d'été, il y aura plus de propositions concrètes et beaucoup moins de rhétorique creuse et inutile.

Nous espérons également que, pendant la session d'été, la tendance à une plus grande transparence quant aux capacités en matière d'armes chimiques et aux capacités industrielles se renforcera et se développera. Les Etats-Unis attachent une très grande importance à ce point. Nous nous félicitons des interventions de plusieurs délégations depuis le mois de janvier. Nous prions instamment les délégations qui ne l'ont pas encore fait d'indiquer pendant la session d'été si leur pays possède ou non des armes chimiques.

Des déclarations précises peuvent jouer un rôle essentiel pour créer le climat de confiance nécessaire à la conclusion des négociations et à l'entrée en vigueur de la Convention. Des déclarations vagues ou le silence auront inévitablement l'effet contraire, de diminuer la confiance et de rendre plus ardue la conclusion d'une convention.

Etant donné les expériences malheureuses du passé, on ne peut pas toujours prendre les déclarations au pied de la lettre. Celles-ci devraient être étudiées avec soin, de façon critique et en liaison avec les autres affirmations du même pays. Selon nous, pour renforcer la confiance, il faut que les pays dissipent toutes les inquiétudes qui naissent à propos des déclarations faites. La façon dont il sera répondu aux questions complémentaires jouera un rôle important pour déterminer si la confiance croît ou décroît.

Les Etats-Unis prennent aujourd'hui une autre mesure importante pour prouver leur volonté de transparence quant à leurs capacités en matière d'armes chimiques. Dans le passé et plus récemment dans notre document de travail CD/711 du 10 juillet 1986, nous avons donné des indications précises sur les emplacements des stocks et les plans de destruction. Au début de cette année, nous avons indiqué que nos stocks d'armes chimiques étaient moins importants que ceux de l'Union soviétique. Aujourd'hui, nous avons distribué à chaque délégation le document CD/830 qui apporte beaucoup d'éléments nouveaux.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Ce document identifie un à un les produits chimiques toxiques faisant partie des stocks des Etats-Unis et donne des indications très complètes sur leurs propriétés. Des schémas détaillés représentent chaque munition chimique des stocks américains, y compris l'obus d'artillerie binaire. Des données spécifiques sont fournies sur les caractéristiques de chaque munition.

En plus des renseignements sur les produits chimiques toxiques et les munitions, le document donne des précisions sur le programme américain de destruction des armes chimiques.

Depuis 1974, les Etats-Unis ont détruit près de 4000 tonnes d'agents chimiques. Dans les années à venir, des quantités encore plus importantes seront détruites. Le document contient des données détaillées, notamment de nombreuses photographies et des schémas sur la technologie mise au point et utilisée par les Etats-Unis pour s'acquitter de cette tâche difficile.

Les informations contenues dans ce document ont été présentées aux représentants de l'Union soviétique lors de leur visite, du 18 au 21 novembre 1987, à l'entrepôt militaire de Tooele. Les dispositions voulues sont prises pour mettre ce document à la disposition de toutes les délégations représentées à la Conférence. Nous ferons de notre mieux pour répondre à toute question que les délégations souhaiteraient poser.

La délégation des Etats-Unis a été heureuse de pouvoir participer récemment à la démonstration de Chikhany et nous estimons que les informations recueillies à cette occasion ont largement contribué à percer quelque peu le secret qui a longtemps entouré le programme soviétique en matière d'armes chimiques. Cette visite a toutefois suscité un certain nombre de questions que nous tentons d'éclaircir avec l'Union soviétique.

Plus récemment, la délégation soviétique a déclaré que ses stocks d'armes chimiques ne dépassaient pas 50 000 tonnes et elle a proposé un échange multilatéral de données pour certaines autres informations concernant les armes chimiques. Malheureusement, ces mesures très récentes ne reflètent pas une approche équilibrée du problème de l'échange de données. Selon nous, elles ne renforcent pas la confiance pas plus qu'elles ne facilitent les négociations.

La représentante du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby, a posé le 8 mars des questions sur le volume des stocks de l'Union soviétique. Ma délégation se pose le même genre de questions. La déclaration de l'Union soviétique sur ses stocks d'armes chimiques est vague et il est impossible d'apprécier isolément le chiffre qu'elle contient.

Nous espérons que la délégation soviétique répondra positivement à la demande de l'Ambassadrice Solesby ainsi qu'à la nôtre et qu'elle fournira de plus amples informations propres à clarifier la situation. Selon nous, ces renseignements devraient spécifier si la déclaration couvre les agents stockés en vrac ainsi que les munitions remplies. Des détails sur le nombre et l'emplacement des installations de fabrication d'armes chimiques et des sites de stockage soviétiques sont également essentiels.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Nous ne pouvons souscrire à l'affirmation faite le 15 mars par le représentant de l'Union soviétique, l'Ambassadeur Nazarkine, selon lequel l'essentiel est d'avoir des informations sur le volume total des stocks d'armes chimiques. Nous estimons que le nombre des installations et leurs emplacements sont des indicateurs beaucoup plus importants et pertinents de la capacité en matière d'armes chimiques et que ces indicateurs ont une plus grande importance pour nos négociations.

Nous sommes également déçus de voir que la délégation soviétique continue de prôner une approche déséquilibrée, d'après nous, du problème de l'échange de données. Selon cette approche, l'Union soviétique aurait beaucoup plus d'informations sur les capacités des Etats-Unis que les Etats-Unis n'en recevraient sur celles de l'Union soviétique.

La plupart des informations fournies par les Etats-Unis dans le document CD/711 sont présentées en termes de pourcentages des stocks globaux. Si nous dévoilions maintenant le chiffre se rapportant au volume de nos stocks, l'Union soviétique connaîtrait le volume des stocks de chacun des dépôts énumérés dans le document CD/711. Elle connaîtrait également les quantités d'agents chimiques en vrac et en munitions, ainsi que le nombre de munitions chimiques utilisables que possèdent les Etats-Unis. Bien sûr, les fonctionnaires soviétiques comprennent que la divulgation d'un seul chiffre de notre part leur donnerait cet avantage. Il n'est pas étonnant qu'ils insistent sur ce chiffre.

Le résultat serait que l'Union soviétique connaîtrait à peu près tout des stocks d'armes chimiques des Etats-Unis alors que les siens continueraient à être en grande partie tenus secrets. Nous ne pouvons guère accepter une approche partiale de ce genre. Les échanges doivent être réciproques.

Pour aider à renforcer la confiance, l'Union soviétique pourrait répondre d'une façon constructive aux questions concernant ses déclarations et présenter des propositions équilibrées pour l'échange de données.

Deux propositions récentes concernant l'échange de données et le renforcement de la confiance constituent véritablement une démarche constructive. Je pense à la proposition du 14 avril de la République fédérale d'Allemagne relative à un échange multilatéral de données et à celle du 18 avril de l'Union soviétique visant à essayer les procédures de vérification dans l'industrie chimique.

La proposition de la République fédérale d'Allemagne est directement liée aux négociations de la Conférence. Les données qui sont demandées pourraient aider les négociateurs à évaluer le nombre d'installations soumises à une vérification internationale et à identifier les pays qui seraient concernés.

En admettant que l'on puisse parvenir à un accord sur les données à déclarer et sur la date de ces déclarations, nous devons faire face au difficile problème de l'application de l'échange de données proposé. Nous devons également tenir compte du fait que la Conférence du désarmement ne

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

regroupe pas plusieurs des Etats concernés. Les données fournies par les Etats membres - même si elles sont exactes et complètes - suffiront-elles à renforcer la confiance ou à constituer une base de données utile ? Dans la négative, comment élargir cet échange et englober les Etats non membres ? Quelles seront les conséquences si la participation n'est pas suffisante ou ne reflète pas la réalité ? Ce sont des questions que nous devons aborder dans nos débats futurs.

Nous notons également avec intérêt la proposition soviétique que des efforts multilatéraux soient faits pour mettre au point et essayer des méthodes d'inspection pour les installations commerciales. Nous constatons que, en 1986, les délégations néerlandaise et australienne avaient fait état d'inspections expérimentales d'installations commerciales se trouvant dans leur pays. En 1987, les délégations du Royaume-Uni et de la Finlande ont proposé que les pays collaborent pour élaborer des procédures de vérification. La proposition soviétique peut être considérée comme une conséquence naturelle de ces activités et suggestions.

Nous pensons qu'il serait prématuré à ce stade d'essayer les procédures de vérification pour les installations commerciales, étant donné que ces procédures n'ont pas été élaborées à la Conférence du désarmement. Le premier pas doit être, pour chaque Etat dont les installations font l'objet d'une inspection, de s'acquitter de sa tâche. Les experts américains ont déjà beaucoup travaillé à l'élaboration de procédures d'inspection pour les installations commerciales. Nous prions instamment l'Union soviétique et d'autres pays de faire de même. Nous serions heureux que l'Union soviétique précise comment elle compte appliquer concrètement sa proposition. Quelles en seraient les modalités concrètes ?

Dans le cadre de vues sur la session d'été de 1988, j'ai insisté sur l'état d'esprit actuel des délégations et non sur des problèmes particuliers. La façon dont les délégations aborderont les travaux à venir jouera un rôle essentiel pour déterminer si des progrès significatifs sont faits. Nous espérons que les délégations reviendront avec la ferme détermination de s'attaquer aux problèmes clés, qu'elles oublieront la propagande, consacreront toute leur énergie aux questions de fond et feront preuve de plus de transparence concernant leurs capacités militaires et commerciales. Nous espérons enfin qu'elles présenteront des propositions concrètes et ne se contenteront pas de réagir aux idées d'autrui.

Après avoir passé en revue les progrès accomplis dans bien des domaines pendant la session de printemps de la Conférence, je ne doute pas que de nouveaux progrès pourront être faits et seront faits cet été. Les appendices du projet de rapport spécial du Comité spécial élaborés en vue de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, ainsi que les déclarations prononcées en séance plénière pendant cette session de printemps et d'autres documents dont a été saisi le Comité spécial sont autant d'éléments qui peuvent servir de base à des progrès futurs.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Notre délégation rentrera bientôt à Washington pour consulter les autorités américaines et aider aux préparatifs en vue de la session d'été. Nous attendons avec impatience la reprise des négociations au début du mois de juillet.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration. Je crois comprendre que le secrétariat s'apprête à traiter, comme cela le lui a été demandé, le document CD/830. Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil, l'Ambassadeur de Azambuja, qui parlera en qualité de coordonnateur du Groupe des 21 pour le point 1 de l'ordre du jour et présentera le document CD/829.

M. DE AZAMBUJA (Brésil) (parlant en sa qualité de coordonnateur du Groupe des 21) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je m'abstiendrai de vous adresser mes félicitations de façon officielle car je ne m'exprime pas en tant que représentant de mon pays mais en ma qualité de coordonnateur du Groupe des 21 pour le point 1 de l'ordre du jour. Je serai cependant très heureux de le faire lorsque je m'adresserai la semaine prochaine à la Conférence en qualité de représentant du Brésil.

Nous sommes saisis du document CD/829, qui contient le projet de mandat proposé par le Groupe des 21 pour un comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour de la Conférence.

Encore une fois, notre groupe déploie des efforts considérables pour faire avancer les choses et nous tenons à réaffirmer que nous sommes disposés à faire des concessions sur des points auxquels nous attachons une grande importance tant individuellement que collectivement, dans l'espoir de trouver un éventuel dénominateur commun.

Je pense que ce projet de mandat se passe d'explications. Toutefois, je souhaite appeler l'attention de la Conférence sur la note de bas de page de ce document et, en particulier, sur la dernière phrase dans laquelle il est dit que si les autres groupes faisaient preuve d'une souplesse comparable à la nôtre, le projet de mandat publié dans le document CD/520/Rev.2 du 21 mars 1986 pourrait être remplacé par le texte que je viens de vous présenter et que vous avez devant vous.

Permettez-moi seulement d'exprimer ma reconnaissance aux délégations du Groupe des 21, qui, par la qualité de leur travail et la bonne volonté qu'elles y ont mise, ont rendu possible la présentation de ce document. Même si ces remerciements s'adressent à de très nombreuses délégations, il serait injuste de ne pas signaler en particulier les efforts et le dévouement de la délégation mexicaine et de son chef, l'Ambassadeur Alfonso García Robles, qui ont oeuvré inlassablement à faire progresser les travaux d'une manière générale et sur chacun des points de l'ordre du jour en particulier, en faisant preuve de l'indispensable volonté de compromis et de négociation.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Brésil de sa déclaration et je donne maintenant la parole à la représentante du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : L'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne a présenté le 14 avril, au nom d'un groupe de pays occidentaux, un document sur la fourniture des données se rapportant à la Convention sur les armes chimiques. Le Royaume-Uni est l'un des pays dont il s'est fait le porte-parole.

Le document qu'a présenté l'Ambassadeur traite essentiellement de la fourniture de données sur une base multilatérale. Il y est également question d'un échange d'autres données plus détaillées entre Etats, sur une base bilatérale. Je voudrais préciser notre point de vue sur tous ces points.

Le Royaume-Uni attache depuis longtemps de l'importance à l'idée d'un échange de données. En mars 1983, nous avons souligné dans le document CD/353 que "pour démontrer que l'inspection des installations commerciales ne constituerait pas un fardeau excessif, il serait utile de savoir combien d'installations dans le monde fabriquent" des produits chimiques visés par la Convention. Nous avons appelé les membres du Comité du désarmement d'alors à fournir ce genre de données à propos de leurs industries chimiques civiles. Dans une annexe à ce document, nous avons donné les informations pertinentes sur notre propre industrie civile, informations que nous avons par la suite mises à jour en deux occasions.

L'évolution des négociations sur les armes chimiques a, je pense, confirmé l'utilité d'un échange de données. En effet, on s'accorde de plus en plus à reconnaître que cet échange est essentiel à plusieurs égards. Un échange de données, entrepris rapidement, servirait trois objectifs. En premier lieu, il permettrait de rédiger certaines dispositions de la Convention, notamment celles relatives au calendrier de la destruction, à la vérification, à l'organisation et aux coûts. A cette fin, un échange multilatéral de données sera essentiel avant la conclusion de la Convention, et il devrait être entrepris dès que possible. En deuxième lieu, un échange permettrait d'assurer rapidement le bon fonctionnement de la Convention. Comme nous l'avons souligné dans le document CD/769, plus vite les informations seront disponibles, plus vite nous pourrons prendre des dispositions - par exemple en ce qui concerne la formation du personnel du secrétariat technique - pour assurer le bon fonctionnement de la Convention. En troisième lieu, un échange permettrait de prendre des mesures propres à créer un climat de confiance et d'assurance qui, à son tour, faciliterait nos négociations et encouragerait une plus large adhésion. Il s'agit là aussi d'une question hautement prioritaire.

Nous nous félicitons des déclarations faites à la Conférence par plusieurs représentants sur les capacités de leur pays en matière d'armes chimiques et sur la fabrication de certains produits chimiques toxiques à des fins civiles. Nous espérons que d'autres représentants feront bientôt de même. Je viens d'écouter avec grand intérêt la déclaration de l'Ambassadeur des Etats-Unis, qui a annoncé que sa délégation se préparait à présenter de nouvelles informations sur les capacités du pays en matière d'armes chimiques. Nous nous sommes aussi félicités du Mémorandum concernant l'échange multilatéral de données présenté le 18 février par le vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Petrovski. Toutefois, nous nous demandons si les échanges de données proposés dans ce texte suffiront bien pour rendre possible la rédaction d'une Convention effective.

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

Le document de travail présenté par l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au nom d'un groupe de pays comprenant le Royaume-Uni, définit assurément ce que nous considérons être l'échange de données minimal nécessaire à l'élaboration d'une convention. Nous estimons que cet échange devrait être entrepris dès que possible. Il est essentiel que les Etats qui ont les stocks d'armes chimiques les plus importants soient parmi les premiers à fournir ces données. Nous ne pensons pas que l'absence de définitions convenues pour certains des termes utilisés dans la liste devrait bloquer l'échange d'informations. Selon nous, chaque Etat devrait préciser les critères qu'il a utilisés pour collecter ses données. De même, nous ne voyons pas la nécessité de négociations sur l'échange de données. Que chacun d'entre nous fournisse unilatéralement et sans tarder le plus grand nombre d'informations possible.

J'en viens maintenant à l'échange de données pour les mesures de confiance. Dans mon intervention du 8 mars, j'ai souligné toute l'importance que les autorités de mon pays attachaient à ce point. Il est nécessaire que nous nous communiquions le plus grand nombre d'informations possible sur nos capacités dans les différents domaines visés par la Convention. Il faut jouer cartes sur table afin que tous nous puissions être sûrs que nos partenaires négocient de bonne foi. Cela nécessite des données beaucoup plus précises que celles qu'exige la simple rédaction d'une convention. Il pourrait être utile que je donne une idée du genre d'informations qui, selon nous, devraient être fournies à cette fin. Il est impossible d'en dresser une liste exhaustive étant donné que les besoins varieront d'un pays à l'autre. Toutefois, on trouvera ci-après un exemple des informations qui, selon nous, devraient être incluses : Premièrement, l'emplacement et la capacité des installations de fabrication, de stockage et de destruction d'armes chimiques; deuxièmement, une ventilation quantitative détaillée des stocks d'armes chimiques par site et par agent ainsi que par munition et par agent stocké en vrac; troisièmement, le nombre d'usines civiles fabriquant, traitant ou utilisant des produits chimiques des tableaux 1, 2 ou 3 en quantités supérieures aux seuils à convenir, et le nom de ces produits chimiques; quatrièmement, l'emplacement des installations de recherche-développement fabriquant des produits chimiques du tableau 1 et l'emplacement de l'installation unique de fabrication à petite échelle autorisée; cinquièmement, les plans de destruction des installations de fabrication d'armes chimiques. Ces informations plus détaillées pourraient être fournies bilatéralement à titre de mesure de confiance. Elles pourraient également être fournies publiquement et auraient ainsi l'avantage supplémentaire de faciliter rapidement le bon fonctionnement de la Convention. Il appartient à chaque Etat de choisir.

Des échanges de visites d'usines fabriquant des produits chimiques à des fins militaires et civiles peuvent également être utiles pour renforcer la confiance. Ces visites ne remplacent pas bien sûr l'échange d'informations dont j'ai parlé. Elles en sont plutôt un instrument éventuel. Plusieurs pays, tels les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et l'Union soviétique, ont déjà effectué de telles visites, et nous souhaitons que ce processus se poursuive. En mars 1979, le Royaume-Uni a invité les membres de la Conférence du désarmement à visiter son ancienne usine pilote de fabrication d'armes chimiques de Nancekuke ainsi qu'une usine de composés organophosphorés près de Birmingham. Dans le document CD/15, nous avons rendu

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

compte de cette visite et de l'expérience que nous avons acquise avec la destruction de l'installation de Nancekuke. Nous avons récemment organisé un échange de visites avec l'Union soviétique aux termes duquel une équipe soviétique visitera, à la fin du mois de mai, notre centre pour la défense chimique de Porton Down et une équipe britannique visitera l'installation militaire de Chikhany au début du mois de juillet.

Nous sommes également en faveur de la proposition faite le 18 février par le vice-ministre Petrovski de procéder à un essai de vérification internationale dans des usines chimiques civiles.

On prétend parfois que l'échange de données risque d'affaiblir et non de renforcer la confiance et nous connaissons tous des cas où cela s'est produit. C'est un fait que, au départ, certaines informations divulguées susciteront de nouvelles questions ou pourront ne pas concorder avec les évaluations faites par d'autres pays. Nous souhaitons alors que le processus d'échange de données se poursuive jusqu'à ce que la confiance nécessaire ait été établie. Dans certains cas, la vérification de l'échange de données sur une base bilatérale, avant la conclusion de la Convention, pourrait être d'un grand secours pour atteindre cet objectif.

Je reviens d'une réunion d'experts organisée récemment par le Secrétariat de l'ONU à Dagomis, où nous avons pu procéder à un échange de vues très intéressant et bénéficier également de l'hospitalité généreuse de nos hôtes soviétiques. Il semble qu'un consensus se dégage en faveur non seulement de la vérification - thème spécifique de la réunion - mais aussi plus généralement d'une ouverture et d'une transparence plus grandes concernant les questions militaires. L'échange de données pendant le processus de négociation lorsqu'il est mené de façon positive, peut contribuer de façon tangible à la recherche d'un accord commun. Ma délégation espère que les participants aux négociations sur les armes chimiques fourniront, dans un très proche avenir, les informations dont il est question dans le document présenté par l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne et dans mon intervention d'aujourd'hui. Pour notre part nous continuerons de participer activement à cet échange.

Le PRESIDENT : Je remercie la représentante du Royaume-Uni de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique, l'Ambassadeur García Robles.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Ma délégation se félicite de voir que nos travaux seront dirigés pendant trois mois, et non pas seulement pendant un mois, par une personne faisant preuve de l'objectivité et de la maestria qui vous caractérisent. Vous pouvez compter sur la coopération absolue de la délégation mexicaine.

Le premier point de notre ordre du jour adopté à l'unanimité à la séance d'ouverture de la session, le 2 février dernier, est, comme on le sait, intitulé "Interdiction des essais nucléaires".

(M. Garcia Robles, Mexique)

On a dit, à juste titre, qu'il n'existait pas, dans le domaine du désarmement, d'autre question qui ait fait l'objet d'un examen aussi prolongé. On compte par centaines les résolutions adoptées à ce propos par l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que par de nombreux autres organes gouvernementaux et non gouvernementaux. Jusqu'ici, cependant, on est parvenu uniquement à ce que l'on a coutume d'appeler une "interdiction partielle des essais nucléaires", au moyen de divers traités dont le plus important a été signé à Moscou le 5 août 1963 et est entré en vigueur le 10 octobre de la même année. Pour contribuer à un changement de cette situation, la délégation mexicaine, conjointement avec celles des 20 autres pays qui constituent le Groupe des 21, a soumis à la Conférence du désarmement le projet de mandat que le coordonnateur du Groupe pour ce point, l'ambassadeur de Azambuja, a présenté aujourd'hui avec l'éloquence qu'on lui sait et qui a été distribué sous la cote CD/829. Les deux paragraphes principaux, qui se trouvent au début du texte, se lisent comme suit :

"La Conférence du désarmement décide d'établir un Comité spécial sur le point 1 de son ordre du jour en vue d'effectuer la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

Le Comité spécial constituera deux groupes de travail chargés, respectivement, d'examiner les questions suivantes, qui sont étroitement liées :

a) Groupe de travail I - Contenu et champ d'application du traité;

b) Groupe de travail II - Respect des dispositions et vérification."

Comme on le voit, contrairement à ce qui se passe fréquemment, les auteurs du projet ne prétendent pas détenir le monopole de la vérité, mais reconnaissent d'avance que chaque délégation a le droit de soutenir la thèse qui lui paraît appropriée. En approuvant ce projet, la Conférence peut ainsi établir un comité spécial "en vue d'effectuer la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires". L'expression "en vue de", comme je l'ai dit dans mon intervention à la Première Commission de l'Assemblée générale en octobre dernier, est une formule qui peut recevoir les interprétations les plus diverses. Pour ma délégation, il s'agit d'un objectif immédiat, tandis que pour d'autres, par exemple celle des Etats-Unis - comme elle l'a déclaré à diverses reprises -, il s'agit d'un objectif à long terme. Au cas où ce projet de mandat serait approuvé, la délégation mexicaine pourrait préciser dans une déclaration quelle est son interprétation. De même, la délégation des Etats-Unis, ou toute autre délégation, pourrait faire connaître la sienne. Il serait donc possible d'adopter par consensus le projet en question sans qu'aucune des délégations des Etats membres de la Conférence n'ait à abandonner sa position. Le Comité spécial constituerait les deux groupes de travail prévus dans le mandat et commencerait immédiatement ses travaux.

A moins qu'il y ait consensus pour approuver le projet de mandat figurant dans le document CD/829, les auteurs de ce projet ne souhaitent pas que la Conférence se prononce à cet égard avant le début de la session d'été. Nous sommes sûrs qu'alors l'unanimité recherchée pourra être facilement obtenue.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Mexique de sa déclaration et des mots aimables qu'il a adressés au Président.

Ainsi s'achève la liste d'orateurs pour aujourd'hui. Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole ? Je donne la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : S. E. l'Ambassadeur des Etats-Unis, M. Friedersdorf, a abordé dans son intervention aujourd'hui l'importante question de l'échange multilatéral de données avant la signature de la convention. S. E. l'Ambassadrice du Royaume-Uni, Mlle Solesby, en a fait de même. Je voudrais me livrer à quelques brefs commentaires à propos de ces deux interventions.

Je tiens avant tout à faire observer qu'un échange multilatéral de données avant la signature de la convention constituerait, premièrement, une importante mesure de confiance; deuxièmement, qu'il devrait favoriser l'élaboration de la convention. C'est du moins ainsi que la partie soviétique conçoit les choses. L'Union soviétique a donc déclaré le volume de ses stocks d'armes chimiques. Or, le représentant des Etats-Unis a critiqué aujourd'hui cette déclaration et je m'élève résolument contre ses affirmations, car elles tendent à déprécier cet acte.

Pour vous faire comprendre pourquoi nous estimons qu'il importe de fournir ces données, je me référerai, à titre d'exemple, au document sur l'ordre de destruction des stocks d'armes chimiques soumis récemment par la délégation de la République fédérale d'Allemagne et celle de l'Italie, où ces pays proposent que les Etats possédant les principaux stocks d'armes chimiques commencent les premiers à les détruire. Je n'ai pas l'intention de me prononcer aujourd'hui sur cette suggestion, mais demander aux Etats possédant les principaux stocks d'armes chimiques de commencer les premiers à détruire ceux-ci me paraît justifié. Cependant, il est évident que, pour régler cette question, il faut d'abord savoir quels Etats détiennent les stocks les plus importants. Et si nous partons de ce point de vue pratique, alors il est parfaitement clair que les données relatives au volume des stocks revêtent une grande importance pour l'élaboration de la convention.

Le représentant des Etats-Unis a aussi insisté fortement sur les données fournies par le Gouvernement américain, affirmant que c'était là ce dont on avait besoin pour les négociations. Il est peu probable qu'une telle attitude fasse avancer le règlement de la question considérée. C'est précisément la raison pour laquelle nous avons soumis cette année, sous forme de mémorandum, une proposition où nous exposions nos idées sur le genre de données que les Etats devaient échanger avant la signature de la convention, lesquelles d'ailleurs ne se résumaient pas à celles qu'avait déjà fournies l'Union soviétique. Nous estimons que le volume d'informations que les Etats sont appelés à échanger doit être déterminé par des critères objectifs et non point à partir des données déjà fournies par l'un quelconque des Etats. Bien entendu, nous avons écouté avec intérêt les propositions faites aujourd'hui, l'une par le représentant de la République fédérale d'Allemagne, et l'autre par la représentante du Royaume-Uni, concernant la teneur des informations

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

qu'il est envisagé d'échanger. Nous examinerons avec soin ces considérations. Je prends aussi acte avec satisfaction de l'annonce faite aujourd'hui par l'ambassadrice Solesby que la partie britannique accueillait favorablement la proposition avancée le 18 février par le vice-ministre Petrovsky et tendant à faire un essai de vérification internationale dans des entreprises de l'industrie chimique commerciale. Je voudrais aussi saisir cette occasion de remercier l'ambassadrice Solesby des paroles très aimables qu'elle a adressées à la partie soviétique à propos de la réunion d'experts organisée récemment à Dagomis.

Qu'il me soit permis de revenir à l'intervention faite aujourd'hui par le représentant des Etats-Unis : celui-ci s'est opposé à un essai de vérification dans les entreprises commerciales à ce stade. C'est, a-t-il dit, que les procédures de vérification n'ont pas encore été élaborées. Je tiens à préciser à nouveau, car la délégation soviétique l'a déjà fait, qu'à nos yeux l'intérêt de l'essai que nous avons proposé réside précisément en ce que les résultats obtenus nous aideraient à élaborer les procédures et à faire avancer les négociations. Nous disposons d'ores et déjà de certains éléments de procédures. L'essai, quant à lui, doit nous montrer dans la pratique les lacunes éventuelles de ces procédures, de quelle manière les compléter, comment les développer et les préciser. Voilà, à nos yeux, le sens principal de l'essai, et pourquoi il nous paraît parfaitement inutile d'attendre d'avoir arrêté les procédures pour effectuer cet essai : si les procédures sont déjà élaborées, à quoi bon les essayer ?

Je voudrais conclure en reprenant les paroles prononcées par l'ambassadeur Friedersdorf à la fin de son intervention : "... and we hope that they (c'est-à-dire les délégations) will come with specific proposals, rather than simply reacting to the ideas of others" ("... Nous espérons enfin qu'elles présenteront des propositions concrètes et ne se contenteront pas de réagir aux idées d'autrui"). Je souscris à cet appel, en y ajoutant toutefois ceci : "... and we hope that they will come with specific proposals rather than simply reacting to the ideas of others in a negative way" ("... Nous espérons enfin qu'elles présenteront des propositions concrètes et ne se contenteront pas de réagir d'une manière négative aux idées d'autrui").

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Notre délégation a étudié attentivement la déclaration faite aujourd'hui par le représentant du Brésil, l'ambassadeur de Azambuja, qui a présenté au nom du Groupe des 21 un projet de mandat pour un Comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour consacré à l'interdiction des essais nucléaires (CD/829). Ce projet de mandat avait déjà été présenté en 1987 par huit délégations appartenant à ce groupe.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Dans le rapport de la Conférence sur ses travaux de l'année 1987 (CD/787), un groupe de pays occidentaux, parmi lesquels les Etats-Unis, a fait ressortir que l'approche adoptée dans ce projet de mandat, publié sous la cote CD/772, n'était pas nouvelle. Ces pays ont fait valoir en outre que le projet de mandat qu'ils avaient proposé dans le document CD/521 continuait d'offrir un cadre viable pour engager et mener des travaux de fond sur le point 1 de l'ordre du jour. Ma délégation n'a pas changé d'avis.

Je voudrais dire un mot de plus concernant le mandat proposé aujourd'hui par le Groupe des 21. Le représentant du Mexique, l'ambassadeur García Robles, a indiqué que le fragment de phrase "en vue d'effectuer la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires", qui figure dans le libellé du projet, se prêtait à différentes interprétations. D'après lui, certains comprendraient par là que les négociations multilatérales commenceraient immédiatement, alors que pour d'autres il s'agirait d'un objectif à long terme. Pour notre délégation, c'est là une des grandes faiblesses du mandat proposé. Il va de soi que le texte d'un mandat doit être clair, de sorte que toutes les délégations le comprennent de la même manière. S'il n'en était pas ainsi, la confusion et les malentendus gêneraient nos travaux.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Ce n'est pas le cas; ainsi s'achève donc la liste d'orateurs pour aujourd'hui.

Je tiens maintenant à vous informer que des consultations officieuses à composition non limitée, en vue de l'examen des projets de paragraphes de fond concernant les points 3, 2 et 1, dans cet ordre, se tiendront demain mercredi à 15 heures, dans la salle de conférence I. Dans la même salle auront lieu aujourd'hui, à 16 heures, des consultations officieuses à composition non limitée sur le projet de rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Les consultations officieuses à composition non limitée sur la question des zones dénucléarisées et des zones de paix traitée dans le Programme global de désarmement sont maintenant prévues pour 15 heures; elles se dérouleront aujourd'hui dans la salle de conférence, au sixième étage du secrétariat.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, je vais lever la séance plénière pour convoquer dans cinq minutes une réunion officieuse qui sera consacrée à l'amélioration et à l'efficacité du fonctionnement de la Conférence.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 21 avril, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 40.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.459
21 avril 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT CINQUANTE-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 21 avril 1988, à 10 heures

Président : M. Dávid Meiszter (Hongrie)

GE.88-61182/2190n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 459ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit son examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux ainsi que du rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui le souhaiterait pourra soulever d'autres questions ayant trait aux travaux de la Conférence.

Comme je l'ai mentionné à la séance plénière de mardi, la Conférence tiendra immédiatement après cette séance une réunion officieuse, qui sera consacrée à l'amélioration et à l'efficacité de son fonctionnement.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants du Royaume-Uni, de l'Egypte, de l'Inde, de la Belgique et de l'Australie.

Je donne maintenant la parole à la représentante du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby, qui s'exprimera en qualité de Présidente du Comité spécial des armes radiologiques et présentera le rapport de cet organe subsidiaire, publié sous la cote CD/820.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (parlant en qualité de Présidente du Comité spécial des armes radiologiques) (traduit de l'anglais) : J'ai demandé la parole aujourd'hui pour présenter le rapport spécial du Comité spécial des armes radiologiques, diffusé sous la cote CD/820.

J'ai eu la chance d'être appelée à la présidence de ce comité à votre suite, Monsieur le Président, vous dont l'expérience de la Conférence du désarmement en général et de cette question en particulier est bien connue. Sous votre direction, en 1987, le Comité spécial avait décidé de créer deux groupes de contact, les groupes A et B, chargés d'examiner respectivement l'interdiction des armes radiologiques au sens traditionnel et celle des attaques contre des installations nucléaires. Chaque groupe de contact avait établi un rapport qui reflétait utilement l'état où se trouvait l'examen de ces questions.

Cette année-ci, le Comité spécial a décidé de suivre la même procédure. En conséquence, des groupes de contact A et B ont à nouveau été créés pour la session de 1988. Ces deux groupes se sont réunis en parallèle; ils étaient présidés l'un et l'autre par un coordonnateur, à savoir M. Wayarabi, de l'Indonésie, et M. Györffy, de la Hongrie. Durant la session de printemps, les deux groupes ont centré leurs travaux sur les questions de la vérification et du respect, ainsi que sur d'autres éléments principaux, poursuivant ainsi le travail entrepris en 1987, sur la base de ce qui avait été réalisé antérieurement dans ce domaine. Le rapport dont vous êtes saisis contient les nouveaux libellés qui sont le fruit de cette réflexion.

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

Les groupes ont en outre pu consacrer un certain temps à l'examen des textes relevés par les coordonnateurs et qui étaient joints au rapport de l'année précédente. Dans le cas du groupe B, on a pu noter un certain changement de la part d'une délégation, qui s'est traduit par la suppression d'un certain nombre de variantes de projets.

En dépit des efforts réels déployés par le Comité spécial pendant la session précédente comme pendant la session en cours, je suis dans l'obligation de dire que des divergences subsistent dans l'approche des deux aspects de la question.

Les rapports des deux groupes de contact font l'objet des annexes I et II du rapport général du Comité spécial. Les deux annexes sont accompagnées d'un texte relevé par le coordonnateur, reflétant les vues exprimées sur des éléments possibles ayant trait aux questions dont le Comité est saisi. Comme en 1987, ces textes ne lient aucune délégation, mais ils me paraissent refléter clairement l'état d'avancement des travaux. Cette clarté, je l'espère, sera utile pour les délégations participant à la session extraordinaire comme pour nos propres délégations, aussi bien durant la session d'été de la Conférence qu'au-delà.

Bien que nous ne soyons encore qu'à mi-chemin de nos travaux pour 1988, je voudrais, avant de terminer, exprimer mes remerciements les plus chaleureux à MM. Wayarabi et Györffy pour l'aide qu'ils nous ont apportée. Ils se sont l'un et l'autre dépensés sans compter pour accomplir les tâches que nous nous étions fixées dans le temps relativement court qui nous était imparti durant cette session de printemps. Je tiens à leur dire toute ma gratitude, ainsi qu'à tous les membres du Comité spécial, pour leur concours et leur esprit de coopération. J'attends la session d'été avec impatience pour me remettre à la tâche. C'est avec plaisir que je vous soumets ce rapport spécial, à vous, Monsieur le Président, et à la Conférence.

Le PRESIDENT : Je remercie la Présidente du Comité spécial des armes radiologiques de la présentation qu'elle a faite du rapport de ce Comité. Je saisirai la Conférence du rapport du Comité spécial, pour adoption, à notre prochaine séance plénière du mardi 26 avril.

Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant, le représentant de l'Egypte, l'Ambassadeur Elaraby.

M. ELARABY (Egypte) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, il faut à la fois une grande sagesse et une vaste expérience pour assurer la présidence de cette conférence, toutes qualités que vous réunissez. Vos compétences reconnues et votre qualité de chef de la délégation amie de la Hongrie nous apportent l'assurance que vous vous acquitterez de votre tâche d'une manière excellente et propre à stimuler encore les travaux de la Conférence, non seulement durant votre mandat mais aussi pendant toute la session.

(M. Elaraby, Egypte)

Vous succédez à l'Ambassadeur von Stülpnagel, de la République fédérale d'Allemagne, dont la présidence a été caractérisée par l'esprit de décision et la volonté d'accomplissement que nous pouvions attendre d'un si talentueux diplomate. Nous voudrions lui adresser nos remerciements et nos félicitations.

Je voudrais également rendre hommage à l'Ambassadeur Rose, de la République démocratique allemande pour le rôle important qu'il a joué en sa qualité de président en février dernier.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous remercier ainsi que tous ceux de mes collègues qui ont salué ma participation à la Conférence en tant que chef de la délégation égyptienne.

Je suis heureux de me retrouver, après une absence de 12 ans, dans cette instance multilatérale qui a pris sa nouvelle forme, pour continuer à participer aux efforts visant à atteindre l'objectif d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Je voudrais à mon tour souhaiter la bienvenue et le succès à nos nouveaux collègues, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, l'Ambassadeur de Martigny Marchand du Canada, l'Ambassadeur Nasseri de la République islamique d'Iran, l'Ambassadrice Solesby du Royaume-Uni et l'Ambassadeur Azikiwe du Nigéria.

La présente session de la Conférence se tient sous les heureux auspices de l'accord récemment conclu entre l'URSS et les Etats-Unis sur l'élimination de toute une génération d'armes nucléaires de moyenne portée. Cet accord a été salué par l'Egypte dans une déclaration publiée par le Gouvernement égyptien comme un événement historique et une importante réalisation de la communauté internationale tout entière dansle domaine du désarmement. Dans cette déclaration, le Président Hosni Mubarak a exprimé son espoir - et celui du peuple égyptien - que cet accord conduirait à l'adoption de nouvelles mesures concrètes dans le domaine du désarmement nucléaire et classique et à l'élimination de la menace d'une guerre du tiers monde qui mettrait en danger notre civilisation.

Dans quelques semaines s'ouvrira la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui, à l'instar des précédentes, sera l'occasion de passer en revue les efforts et les travaux de la Conférence du désarmement. Pour être objectif, il faut bien reconnaître que peu de progrès ont été accomplis par rapport à ce qui était attendu et souhaité.

Les négociations bilatérales et les résultats qu'elles ont permis d'obtenir ne devraient pas masquer le fait que la course aux armements nucléaires et classiques se poursuit de plus belle. En fait, on persiste toujours à vouloir étendre cette course à l'espace.

Ces réalités nous obligent à nous préoccuper de la tendance croissante à résoudre les problèmes concernant la limitation des armements et le désarmement entre les deux superpuissances, au détriment des efforts multilatéraux représentés par notre Conférence.

(M. Elaraby, Egypte)

Nous ne nions pas la responsabilité particulière qui revient aux deux superpuissances dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. En fait, nous avons mis l'accent sur cette responsabilité spéciale chaque fois que nous l'avons pu, en soulignant qu'il était capital que les superpuissances l'assument. Mais, en même temps, nous affirmons que les négociations bilatérales ne devraient pas remplacer les négociations multilatérales à la Conférence du désarmement. Ces négociations devraient se compléter et se renforcer mutuellement.

La Conférence du désarmement nous fournit un cadre unique, qui permet de traiter de la question du désarmement dans sa globalité, étant donné qu'elle comprend parmi ses membres tous les Etats dotés d'armes nucléaires et donne à tous les Etats la possibilité d'exercer leur droit légitime à participer aux efforts de désarmement. Aussi estimons-nous que le cadre offert par la Conférence mérite notre soutien.

Il est réconfortant de noter que quatorze ministres des affaires étrangères ont pris la parole à cette session. Nous espérons que cette manifestation d'intérêt politique aura des répercussions positives sur la discussion de fond des différents points inscrits à notre ordre du jour. Peut-être serait-il bon de revenir sur certains de ces points, afin de réaffirmer l'importance que nous y attachons, et de définir la position de l'Egypte à leur égard.

Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en 1978, qui est considéré à juste titre comme une sorte de charte du désarmement et une expression de la conscience mondiale, soulignait que l'arme nucléaire représentait la plus grave menace pour l'humanité et la civilisation, et qu'il fallait arrêter et inverser la course aux armements nucléaires sous tous ses aspects afin de prévenir le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire, l'objectif étant en fin de compte l'élimination générale et complète des armes nucléaires.

Ce Document final insistait aussi sur le fait que la course aux armements nucléaires, loin de contribuer à renforcer la sécurité des nations, l'affaiblissait et accroissait le risque de guerre nucléaire.

L'Egypte partage cette conviction, ayant présente à l'esprit la situation explosive au Moyen-Orient, qui pourrait conduire les pays de la région à se procurer des armes nucléaires. L'Egypte a également conscience des capacités nucléaires croissantes d'un Etat de la région - Israël- tant il est vrai que le problème n'est plus maintenant de savoir si Israël produit et possède des armes nucléaires mais tourne plutôt autour du nombre d'armes nucléaires et de leurs vecteurs qui sont en sa possession.

Compte tenu de cette situation, l'Egypte a appuyé tous les efforts visant à réaliser le désarmement nucléaire et à mettre fin à la course aux armements nucléaires; elle a été l'un des premiers pays à signer le Traité sur la non-prolifération, même si la situation au Moyen-Orient l'avait empêchée à

(M. Elaraby, Egypte)

l'époque de ratifier ce traité. Elle y a finalement adhéré en 1981, croyant à l'esprit et aux objectifs de ce traité ainsi qu'à la nécessité de mettre fin à la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires en tant qu'étape importante vers un désarmement général et complet.

Conformément à cette position de principe, l'Egypte a pris dès 1974 à l'Assemblée générale l'initiative de demander l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, en tant que moyen de prévenir la prolifération de ces armes et de réaliser le désarmement nucléaire. Son but était d'empêcher qu'une course aux armements nucléaires ait lieu dans cette zone névralgique et d'essayer de sauvegarder les dispositions de la Charte des Nations Unies concernant l'obligation des Etats de consolider la paix et la sécurité internationale. L'Egypte a continué à soulever cette question au sein de l'Assemblée générale, qui a adopté à ce jour 14 résolutions sur le sujet. D'ailleurs, au paragraphe 63 D du Document final de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale appuyait la création de cette zone exempte d'armes nucléaires et demandait l'examen sérieux de mesures pratiques et urgentes pour mettre en application cette proposition, soulignant qu'elle renforcerait considérablement la paix et la sécurité au Moyen-Orient. L'initiative égyptienne a été appuyée dès le départ par la communauté internationale. En 1980, l'Assemblée générale a adopté par consensus la résolution présentée par l'Egypte, qui a recueilli, outre l'adhésion des cinq puissances nucléaires, celle de tous les Etats de la région.

En conséquence, nous considérons qu'il est impératif de réclamer l'établissement de cette zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, et de passer du stade de l'adhésion et du soutien de principe à celui de la mise en application effective, selon des modalités et procédures définies et un calendrier convenu et avec la participation de toutes les parties directement concernées. Nous demandons aussi l'assistance des puissances nucléaires ainsi que des autres Etats pour l'établissement d'une telle zone.

La déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique et la résolution portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient constituent un pas en avant qui doit être suivi de mesures concrètes, ces deux régions étant des zones de conflit. Il est clair que ce principe a encore été renforcé par le processus qui a abouti à la conclusion du Traité de Rarotonga.

L'Egypte n'est-elle donc pas fondée à s'interroger sur ce que toute la communauté internationale attend, compte tenu du fait que le Moyen-Orient est une zone où les conflits font rage ? Le moment n'est-il pas venu de transformer cette initiative en réalité, afin de protéger cette zone et le monde entier des dangers d'un chantage nucléaire ? A la veille de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, ma délégation a l'intention de poser la question de l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient ainsi que la question de la dénucléarisation de l'Afrique. Nous espérons que nos initiatives trouveront un véritable écho.

(M. Elaraby, Egypte)

La délégation égyptienne estime qu'il est temps que la Conférence cesse d'examiner la question de la prévention de la course aux armements nucléaires et du désarmement dans des réunions générales et officieuses, et établisse un comité spécial qui cristallise les idées énoncées au paragraphe 50 du Document final de la première session extraordinaire, formule des propositions précises sur la meilleure manière d'engager des négociations multilatérales pour parvenir à un accord par des étapes appropriées et prenne les mesures qui s'imposent en matière de vérification, de limitation des armements et de leur réduction, en vue de leur élimination totale, conformément aux résolutions successives adoptées par l'Assemblée générale à cet égard, la dernière étant la résolution 42/42.

Je tiens à souligner à ce sujet que ma délégation regrette vivement que la Conférence ait été dans l'incapacité d'adopter le projet de mandat du Comité spécial sur le point 2 concernant la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire (CD/819).

L'interdiction des essais nucléaires est liée à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement, car on est quasiment unanime à reconnaître que cette interdiction préside véritablement à toute prévention de la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires et de la course aux armements nucléaires, ainsi qu'à la réalisation du désarmement. Cela reste vrai même si les puissances nucléaires continuent à procéder à leurs essais nucléaires, en les justifiant par de mauvaises excuses.

Ma délégation espère que la Conférence assumera ses responsabilités dans l'élaboration d'une telle convention. Nous ne voyons pas comment nous pourrions justifier que la Conférence, après quatre sessions ait été incapable d'adopter une résolution portant création d'un comité spécial à cet effet.

Nous nous félicitons de l'état d'avancement des négociations sur l'élaboration d'un traité interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques et prévoyant leur destruction. Les progrès accomplis sont dus à un changement d'attitude de nombreuses délégations concernant les dispositions de ce traité et à la souplesse dont il a été fait preuve dans ce contexte. A cet égard, nous ne pouvons pas manquer de reconnaître le rôle de premier plan et les efforts dévoués de la délégation suédoise, dirigée par l'Ambassadeur Ekéus, pendant que celui-ci présidait le Comité spécial à la dernière session.

Toutefois, il nous semble que nous avons encore un long chemin à parcourir avant de parachever le projet de convention, compte tenu en particulier du fait que certaines des divergences qui subsistent portent sur les concepts et la méthodologie et non pas uniquement sur des détails de forme.

A notre avis, il est impératif que cette convention ait un caractère universel et que tous les Etats y adhèrent. Cela présuppose que les Etats n'aient pas le sentiment que leur adhésion à la convention risque de porter atteinte à leur sécurité nationale, mais se sentent au contraire protégés contre l'emploi ou la menace d'emploi d'armes chimiques à leur encontre, soit par des Etats parties soit par d'autres Etats.

(M. Elaraby, Egypte)

Bien que ma délégation participe très activement aux négociations menées dans le cadre de la Conférence du désarmement, l'Egypte considère en vertu du principe de l'universalité de la convention proposée, que le moment est venu de tenir, avec les autres Etats concernés qui ne participent pas aux négociations, des consultations sur les projets d'articles. Cela pourrait être fait dans un cadre défini par les Etats membres, de manière officielle ou officieuse. Ces consultations seraient une première étape pour assurer une large participation ainsi que l'adhésion et l'appui internationaux auxquels nous aspirons, et que nous avons désignés précédemment sous le terme d'universalité.

Si nous aspirons tous à cette codification d'un régime international efficace assorti des règles et contrôles nécessaires, nous devons entamer sans tarder cette étape préliminaire et écouter les points de vue des Etats qui ne participent pas aux négociations actuelles.

En somme, la délégation égyptienne considère que la Convention devrait apporter une protection aux Etats parties, sous la forme d'une assistance fournie par les autres Etats parties en vue de contenir les effets de l'emploi ou de la menace d'emploi des armes chimiques et de limiter la capacité d'autres Etats de continuer à employer ou à menacer d'employer ces armes.

Dans ce contexte, l'idée d'une résolution éventuelle du Conseil de sécurité apportant des garanties positives aux Etats parties devrait être envisagée. La même démarche avait été suivie en 1968 pour le Traité sur la non-prolifération, avec l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 255. Pour remédier aux points faibles de cette résolution, nous estimons que ces garanties doivent être plus efficaces et plus crédibles, ce qui est d'ailleurs naturel compte tenu de la nature différente des deux types d'armes - nucléaires et chimiques. Cette proposition est motivée par le souci de réactiver le rôle du Conseil de sécurité dans le domaine du désarmement, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

D'un autre côté, l'adhésion à la Convention dépend dans une large mesure du respect du principe de l'égalité de tous les Etats sur le plan des devoirs et des droits. Tous les Etats doivent prendre part sur un pied d'égalité aux procédures, aux recommandations et aux décisions visant à consolider la Convention et à renforcer sa crédibilité.

L'Egypte estime que le recours aux armes chimiques où que ce soit est très préoccupant et considère que le fait que de tels actes aient été rapportés devrait donner une nouvelle impulsion à la conclusion rapide d'une convention par la Conférence.

A cet égard, je voudrais faire référence à un article qui est paru dans le "Journal de Genève" du 14 avril 1988, concernant un rapport médical de l'ONU qui confirme l'utilisation de gaz par les forces armées israéliennes contre des manifestants arabes dans les territoires occupés de Palestine. L'Egypte est extrêmement préoccupée par cette nouvelle et demande à toutes les parties de se conformer aux dispositions de la Convention et aux instruments internationaux connexes, en réaffirmant qu'il est impérieux de respecter les principes fondamentaux du Protocole de Genève de 1925.

(M. Elaraby, Egypte)

Il va sans dire que l'Egypte ne fabrique pas, n'élabore pas et ne stocke pas de telles armes, que nous considérons comme des armes de destruction massive qui devraient être interdites.

L'Egypte, comme les autres pays, est consciente du fait que l'exploration de l'espace peut être très profitable à l'humanité par ses utilisations pacifiques, mais qu'en même temps elle ouvre de nouvelles perspectives, ce qui fait augmenter le danger que ce milieu soit utilisé à des fins militaires. Ce danger ne concernera pas seulement les grandes puissances dotées de technolgies spatiales, mais s'étendra également au reste du monde. On peut même dire que les pays du tiers monde seront encore plus en danger que les autres car ils ne possèdent pas les techniques et les capacités dont disposent les grandes puissances pour se défendre contre un tel risque. Dès que la course aux armements dans l'espace commencera, un nombre toujours plus grand de pays se hâteront d'y participer, créant ainsi une situation dont les résultats sont difficiles à prévoir.

Nous continuons à avoir l'espoir que tous les efforts convergeront pour assurer que l'espace soit utilisé uniquement à des fins pacifiques et pour empêcher que la course aux armements ne s'y étende.

Le Comité spécial chargé de l'espace a examiné et défini au cours de trois sessions successives toutes les questions relatives à la prévention d'une course aux armements dans ce milieu . Cette année a été marquée par des délibérations intensives pour essayer de faire avancer les travaux de ce Comité jusqu'au niveau qui avait été défini dans les principes de la résolution 42/33 A de l'Assemblée générale adoptée, le 22 septembre 1987. Dans cette résolution, l'Assemblée générale avait prié la Conférence du désarmement "de reconstituer, au début de sa session de 1988, avec le mandat voulu, un comité spécial chargé d'engager des négociations en vue de la conclusion d'un ou de plusieurs accords, selon qu'il conviendra, visant à prévenir, sous tous ses aspects, une course aux armements dans l'espace".

Ma délégation est déçue qu'il n'ait pas été possible d'améliorer le mandat du Comité sur la base de la résolution de l'Assemblée générale, faute d'un accord sur les moyens de renforcer son programme de travail afin de lui permettre d'atteindre les résultats recherchés. Cette lacune a été due à la position rigide d'une délégation.

Les délibérations du Comité spécial ont aussi montré qu'en dépit des multiples facteurs positifs liés au système juridique qui régit l'utilisation de l'espace, ce système présente encore quelques points faibles auxquels il faudrait remédier, en tant que de besoin, par une ou plusieurs conventions visant à empêcher que la course aux armements ne soit étendue à l'espace.

Logiquement, le Comité spécial devrait maintenant passer à une autre étape de ses travaux, en examinant les propositions qui lui ont été soumises en vues de prévenir une course aux armements dans l'espace.

(M. Elaraby, Egypte)

Un grand nombre de propositions dont est maintenant saisi le Comité spécial méritent d'être étudiées et évaluées. Je voudrais mettre l'accent, dans ce contexte, sur la proposition visant à étendre la portée de l'interdiction formulée à l'article IV du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique à tous les types d'armes, au lieu de la limiter aux seules armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Cette proposition prévoit en outre que l'interdiction porterait non plus seulement sur l'implantation de telles armes dans l'espace, mais aussi sur leur utilisation. Elle permettrait de combler une grave lacune dans le système juridique qui régit actuellement l'utilisation de l'espace. Etant donné que toutes les tentatives visant à élargir la portée de l'article IV ont échoué, et ce depuis 20 ans, nous considérons que le moment est venu de régler ce problème, notamment eu égard au fait qu'il existe maintenant un danger croissant et de plus en plus net de voir se développer une course aux armements dans l'espace. Il y a encore peu de temps, cela n'était qu'une vue de l'esprit, mais ce danger constitue maintenant une réalité concrète.

Nous devons prendre conscience de la gravité de la situation et adopter les mesures nécessaires pour y faire face, en sachant qu'à cet égard, le temps ne joue pas en notre faveur. En conséquence, nous demandons instamment à la Conférence de traiter objectivement de cette question, en se concentrant sur le fond et en donnant au Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Taylhardat du Venezuela, l'autorité et la latitude nécessaires pour lui permettre de guider les travaux du Comité spécial vers la réalisation de cet objectif.

Je voudrais parler maintenant du Programme global de désarmement. Il conviendrait de souligner l'importance que nous attachons au parachèvement du projet de Programme. Beaucoup d'efforts sincères ont été faits depuis dix ans - l'âge précisément de la Conférence elle-même - pour élaborer ce Programme. Je pense que nous ne devrions épargner aucun effort pour que le Programme atteigne l'objectif pour lequel il a été conçu, en cristallisant et réaffirmant les principes énoncés dans le Document final au lieu d'utiliser les discussions préparatoires pour jeter des doutes sur la crédibilité et les objectifs du Document final. Je saisis cette occasion pour saluer les efforts déployés par l'Ambassadeur Garcia Robles du Mexique, Président du Comité spécial. Nous sommes convaincus que grâce à sa compétence, à sa sagesse et à sa tolérance, le Comité spécial achèvera ses travaux et s'acquittera de son mandat du mieux possible.

La communauté internationale a les yeux tournés vers la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui se tiendra prochainement à New York et sur les résultats de laquelle elle fonde beaucoup d'espoirs. Lors de cette session, l'Assemblée examinera la manière dont la Conférence du désarmement a amélioré son fonctionnement et son efficacité après dix années d'existence. Toute une série de propositions et d'idées diverses ont été avancées à cet égard. L'Egypte examine attentivement ces propositions, en particulier celles d'entre elles qui tendent à améliorer notre système de travail et à le mettre en prise directe avec les nouveaux événements et les nouvelles réalités qui nous entourent.

(M. Elaraby, Egypte)

L'Egypte pense qu'il est important de préserver la spécificité de la Conférence et en particulier son caractère restreint, afin que nous ne nous trouvions pas à la tête de deux organes délibérants. La Conférence ne devrait donc pas être une réplique de la Première Commission de l'Assemblée générale..

Dans le monde contemporain, les questions de désarmement sont devenues des sujets brûlants et ardus qui préoccupent l'humanité tout entière car elles ont un retentissement sur notre vie, influent sur notre présent et pèsent sur notre avenir. C'est la raison pour laquelle elles réclament notre profonde attention et tous nos efforts, dans la plus étroite coopération.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Egypte de sa déclaration et de ses mots aimables à l'adresse du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Teja.

M. TEJA (Inde) (traduit de l'anglais) : Je mettrai l'accent, dans ma déclaration d'aujourd'hui, sur les négociations en vue de l'interdiction des armes chimiques. C'est pourquoi je voudrais commencer par exprimer les remerciements de ma délégation au Président de cette année, l'Ambassadeur Sujka, et l'assurer de notre coopération. Nous sommes sûrs que sous sa direction avisée, nos travaux, qui avaient déjà bien avancé sous la présidence de son prédécesseur l'Ambassadeur Ekéus, de la Suède, continueront dans la bonne direction.

Notre objectif ultime est l'adoption d'une convention qui non seulement interdise la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques, mais aussi conduise à l'élimination de toute une catégorie d'armes de destruction massive. Durant notre session de printemps, nous avons écouté avec attention les déclarations faites par un certain nombre de ministres des affaires étrangères. L'urgence que reflètent ces déclarations est un signe positif. Le jour même de l'ouverture de notre session, le Ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Chnoupek, déclarait :

> "Nous estimons que les tâches les plus urgentes sont d'achever la rédaction de la Convention sur l'interdiction et la destruction des armes chimiques ...".

Et il ajoutait :

> "La Conférence est, littéralement, sur le point de conclure une convention".

A la séance suivante, nous avons eu le privilège d'entendre M. Genscher, Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, qui a déclaré ceci :

> "A notre sens, il reste hautement prioritaire de conclure sans tarder une convention d'interdiction complète des armes chimiques. En fait, ce ne sont pas des armes mais des engins de destruction de l'homme et de la nature".

(M. Teja, Inde)

La position du Groupe des 21 est bien connue. Dans une allocution prononcée le 8 mars 1988 au nom du Groupe des 21, l'Ambassadeur Ekéus de la Suède, a déclaré :

"En outre, le Groupe des 21 estime que la Conférence du désarmement doit intensifier, durant la présente session, les négociations sur la convention et qu'elle doit redoubler d'efforts en vue d'élaborer le texte final de la convention le plus tôt possible."

Mon gouvernement accorde une grande priorité à ces négociations et souscrit entièrement à la résolution 42/37 A de l'Assemblée générale, qui a été adoptée par consensus. Nos efforts sont sur le point d'être récompensés et, par conséquent, comme l'a dit le Ministre italien des affaires étrangères, M. Andreotti :

"Il est nécessaire de donner une impulsion définitive à ces négociations".

Nous sommes bien forcés de voir qu'une prolongation injustifiée des négociations pourrait avoir des effets néfastes sur une conclusion rapide de la Convention sur les armes chimiques. Il est de fait également que de telles armes sont encore fabriquées aujourd'hui dans certains pays et, qui plus est, utilisées dans certaines régions. D'ailleurs, le nombre des victimes d'armes chimiques est en hausse. Avec l'évolution des techniques, on assiste à un regain d'intérêt dans ce domaine. Les nouvelles armes, plus meurtrières que les gaz neurotoxiques de jadis, rendent la vérification plus malaisée. Nous croyons que tout retard dans la conclusion des négociations en vue de l'adoption d'une convention sur les armes chimiques augmenterait le risque de prolifération et que cela pourrait avoir des retombées négatives pour la sécurité internationale.

Je tiens à répéter que l'Inde ne possède aucune arme chimique et qu'elle n'a pas l'intention d'en fabriquer ou d'en acquérir dans l'avenir. Nous nous sommes engagés à poursuivre l'objectif d'une convention sur les armes chimiques à la fois globale, universelle et efficace. A notre avis, une approche limitée ou partielle du problème ne peut pas renforcer la sécurité. Pour être efficace, la Convention doit améliorer la sécurité de toutes les nations et elle doit donc être universelle.

Le problème de la vérification, dans le cadre de cette convention, est l'un des aspects les plus complexes. Un travail considérable a déjà été fait, même si certaines questions n'ont pas encore trouvé de solution; mais l'ampleur de l'opération ne fait qu'ajouter à cette complexité.

Notre démarche se fonde sur certains principes. Nous estimons que ceux-ci constituent un ensemble efficace de lignes directrices permettant d'aborder les problèmes de la non-fabrication et de l'inspection par mise en demeure. Les principes d'"universalité" et de "non-discrimination" sont parmi les plus importants de tout accord international. Si l'on veut que la Convention sur les armes chimiques réussisse à renforcer la sécurité sur l'ensemble du globe, il faut qu'elle se fonde sur un multilatéralisme universel.

(M. Teja, Inde)

Le régime de vérification doit être approprié et adéquat, et ne pas gêner indûment les activités licites. L'équilibre entre "approprié" et "adéquat" est délicat, surtout en ce qui concerne les activités visées par l'article VI. Moyennant une plus grande interaction avec l'industrie chimique, je crois que nous pourrons trouver le juste équilibre, mais il faut s'accorder sur le principe de base selon lequel certains secteurs de l'industrie chimique civile doivent être surveillés.

Un souci majeur des pays développés est de veiller à ce que la vérification ne se traduise pas par des intrusions injustifiées ni ne gêne les activités commerciales normales, surtout dans les domaines sensibles de la recherche-développement, et aussi que les informations "stratégiques" soient gardées secrètes. Nous comprenons cela. La préoccupation naturelle des pays en développement, par corrélation, est que les mesures de vérification ne mettent aucunement en péril le développement d'industries chimiques pacifiques qui jouent un rôle important dans les plans nationaux. A cet égard, une ouverture et une transparence accrues peuvent renforcer considérablement la confiance et déboucher sur une plus grande coopération pacifique entre pays développés et pays en développement.

La mise au point d'un système de vérification sur la base de ces principes peut donner naissance à un régime acceptable pour tous. Celui que décrit l'article VI doit manifestement être un régime différencié. Il doit cependant pouvoir atteindre son objectif fondamental, consistant à empêcher que des installations puissent être utilisées à mauvais escient pour fabriquer des produits interdits. Pour cela, le régime en question ne peut pas se limiter aux seuls produits chimiques qui ont été employés ou stockés dans le passé en tant qu'armes; il doit en outre contenir des dispositions visant les fabrications futures. En d'autres termes, si l'on veut que le processus de vérification remplisse pleinement son rôle, il faut qu'il soit judicieux et réalisable.

Une démarche semblable peut également contribuer à faire progresser nos travaux dans le domaine de l'inspection par mise en demeure. Nous sommes d'accord qu'une telle mesure ne serait vraisemblablement prise qu'en dernier ressort, lorsque tous les moyens, à caractère bilatéral ou autre, auraient été essayés et jugés inadéquats. La procédure choisie devrait donc renforcer cette conclusion. Un Etat requérant jouit d'un droit dont la portée peut être considérable, mais qui est limité par l'obligation de ne pas en abuser. L'Etat requis est tenu d'accepter ces inspections et l'intrusion qu'elles supposent, mais il a le droit de prouver qu'il respecte la Convention. Compte tenu de la nature politique de cet exercice, il paraît nécessaire d'équilibrer les droits et les obligations des deux parties. Les résultats des efforts déployés par le Président de la session de 1987 sont reflétés dans l'appendice du rapport de l'année dernière et constituent une base valable pour la poursuite des travaux. La question des "autres arrangements" reste à résoudre, ce qui devrait être fait objectivement et dans le contexte multilatéral. Un complément d'étude sera également nécessaire pour développer la procédure de la phase consécutive à l'inspection. Selon nous, des principes semblables à ceux définis précédement devraient permettre la mise au point d'un mécanisme efficace et présentant un caractère véritablement multilatéral.

(M. Teja, Inde)

Durant la session en cours, un travail utile a été fait dans le cadre de l'article VIII concernant la création d'une instance internationale chargée de faire appliquer la Convention. Le texte des dispositions relatives au secrétariat technique a déjà fait l'objet d'un remaniement et nous devrons prochainement aborder les questions politiques touchant la composition du Conseil exécutif et la répartition des tâches entre les différents organes. A notre avis, c'est en maintenant le principe de l'égalité de tous les Etats souverains qu'on pourra le mieux affirmer le caractère universel de la Convention sur les armes chimiques. Il semble qu'un consensus soit en train de se former sur la nécessité, pour le Conseil exécutif, de refléter l'équilibre politique entre les nations et une répartition géographique équitable. Les Etats dotés d'une industrie chimique puissante et techniquement avancée pourraient être représentés de façon appropriée dans ces organes, de façon à faciliter l'application de la Convention. En tant qu'organe responsable de cette application au jour le jour, le Conseil exécutif aura un rôle important à jouer. A la différence de la Conférence générale, qui se réunira vraisemblablement une fois par an, le Conseil exécutif siégera sans doute toute l'année. Cette caractéristique est à la base de l'autorité du Conseil exécutif; celui-ci dispose de pouvoirs étendus, même s'il les tient de la Conférence générale. Cela étant, en vertu de la représentation complète des Etats qui la composent, c'est la Conférence générale qui reste le dépositaire réel des pouvoirs que lui confère la Convention. Les documents soumis par la République démocratique allemande (CD/812) et par le Canada (CD/823) nous ont aidés dans nos travaux sur cet article. Nous sommes sûrs que les problèmes restés en suspens peuvent être résolus si l'on garde à l'esprit les éléments mentionnés ci-dessus.

Je voudrais également faire quelques observations sur deux articles qui revêtent une importance considérable, à savoir les articles X et XI. Le fait que l'on ait commencé à travailler sérieusement sur les dispositions de ces articles est un motif de satisfaction. Dans des conditions idéales, on pourrait ne jamais avoir à invoquer les dispositions de l'article X qui a trait à l'assistance et, en vertu de cette logique, il faut que ces dispositions soient adéquates. Pour un Etat partie, le fait de demander assistance en vertu de l'article X doit être vu à la lumière du régime de sécurité collective que prétend imposer la Convention sur les armes chimiques, et non pas comme un problème spécifique à un Etat partie déterminé.

La coopération économique et technologique pour le développement, qui fait l'objet de l'article XI, revêt un intérêt spécial pour les pays en développement, et notamment pour le nôtre. Des entretiens récents sur cette question ont révélé des divergences de vues. Nous estimons que la sécurité est un concept très général et que des menaces autres que militaires peuvent peser sur elle. C'est pourquoi il faut voir l'article XI comme un ensemble de mesures destinées à créer la confiance. Il faut y inclure à la fois des assurances négatives et des assurances positives. Une bonne formulation des dispositions en la matière ne fera qu'accroître les fonctions de renforcement de la sécurité de la Convention sur les armes chimiques.

(M. Teja, Inde)

L'intérêt croissant pour la divulgation volontaire d'informations et la soumission de propositions dans ce domaine est un fait nouveau qu'il faut saluer. Non seulement cet intérêt traduit l'engagement en faveur d'une conclusion rapide de notre mission et la confiance mise dans l'atteinte de cet objectif, mais il facilite en outre le travail pratique concernant l'article VIII et les annexes de l'article VI. Les Etats détenteurs d'armes chimiques portent une responsabilité toute spéciale à cet égard. Les propositions faites par l'Union soviétique et la République fédérale d'Allemagne sont un pas encourageant dans ce domaine et méritent une réaction positive de la part des Etats qui possèdent de telles armes.

S'agissant des débats dont les dispositions finales de la Convention ont fait l'objet, je voudrais dire très brièvement que les efforts déployés par le Président ont contribué à la formulation de certaines clauses des articles XII à XVI. Le document soumis par le Président nous aidera certainement dans nos délibérations futures à ce propos.

Cette année, nous avons été confrontés à la question du mandat du Comité spécial. Nous savons que le mandat actuel prendra fin avant la ligne d'arrivée. A mesure que nos travaux progressent, cette question elle aussi trouvera une solution. Toutefois, le processus pourrait se trouver facilité si des efforts parallèles étaient entrepris pour traduire dans les termes d'un traité les éléments "achevés" du texte évolutif.

En conclusion, il faut bien comprendre que nous sommes engagés dans une voie nouvelle et une entreprise unique. Chacun d'entre nous aimerait voir l'aboutissement d'une convention parfaite, mais nous savons aussi que, dans la pratique, le mieux est l'ennemi du bien. Nous achèverons notre mission avec, sans doute, quelques appréhensions, mais d'un autre côté nous aurons le sentiment d'avoir édicté une mesure de première importance en matière de désarmement. Le processus d'examen qui doit encore intervenir permettra de remédier aux derniers petits défauts qui pourraient subsister, dans la mesure où le texte n'est pas encore sous sa forme définitive et que nous laissons à d'autres la possibilité de l'améliorer. L'élément de finalité réside dans l'objectif, et non dans le moyen de mise en oeuvre, qui peut et doit être affiné en fonction de l'expérience acquise avec le temps.

Je me suis attardé aujourd'hui sur certains principes de base parce que j'estime qu'il faut souvent s'y référer pour sortir de certaines impasses techniques. Nous visons un accord universel et complet sur le désarmement parce que seul un tel accord peut renforcer la sécurité mondiale et sauvegarder les intérêts de tous les Etats. Ces impératifs d'universalité et d'exhaustivité imposent leurs propres conditions à la Convention et il convient d'y prêter attention si l'on veut que la Convention réponde à nos voeux et constitue le premier accord de désarmement issu de négociations multilatérales qui entraînera l'élimination d'une catégorie entière d'armes de destruction massive.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Inde de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique, l'Ambassadeur Clerckx.

M. CLERCKX (Belgique) : A l'instar de l'orateur qui vient de me précéder, le distingué représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Teja, je voudrais également présenter aujourd'hui quelques réflexions concernant la négociation sur l'arme chimique. En ce faisant, je toucherai un certain problème, certaines questions que l'Ambassadeur Teja a pour sa part également soulevées, ce qui prouve bien leur importance capitale dans la négociation que nous menons. Mais avant cela, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter et d'exprimer la satisfaction de ma délégation de vous voir présider nos travaux pendant ce mois d'avril, et pendant la période qui verra des membres de la Conférence se pencher, sous d'autres cieux, sur d'autres problèmes touchant à nos activités. Connaissant votre grande expérience en matière de désarmement, votre pondération et votre connaissance des dossiers, je désire vous assurer de l'entière collaboration de ma délégation et je voudrais également remercier ici les Ambassadeurs von Stülpnagel et Rose qui surent mettre la Conférence en route avec dynamisme et avec un profond sens de réalisme qui nous ont été très bénéfiques.

La session printanière de la Conférence touche à sa fin. Elle était placée, il faut bien le reconnaître, sous des auspices particulièrement prometteurs. Tout le monde a souligné à cet égard l'importance de l'Accord FNI entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Sa réalisation que d'aucuns ont d'ailleurs qualifiée d'événement révolutionnaire a, en effet, ouvert, dans le domaine du désarmement et du contrôle des armes, des perspectives auxquelles il y a quelques mois encore personne n'aurait osé croire. Cet accord élimine, souligne-t-on, une catégorie entière d'armes : d'autres catégories doivent donc pouvoir suivre; il consacre l'inclusion de mesures de vérification véritables : de telles mesures peuvent donc être envisagées dans d'autres conventions également; il porte en lui l'amorce d'une extension à une catégorie supérieure - la réduction à 50 % des armes nucléaires stratégiques -; il s'annonce donc comme un chaînon, un premier chaînon, dans un processus de désarmement aux dimensions plus amples et bien plus diversifiées.

Assez paradoxalement, ce n'est pas dans le domaine où cette première percée de désarmement a pu se réaliser, à savoir le nucléaire, qu'à notre Conférence son impact s'est fait le plus ressentir.

Dans ce domaine, nous en sommes encore - et toujours - à de grands desseins, aux idées généreuses, mais qui ont du mal à s'ancrer dans la réalité politique d'aujourd'hui et auxquels l'Accord FNI, et même la perspective d'une réduction à 50 % des armements stratégiques des deux grandes puissances, ne réussit pas, pour des raisons sur lesquelles je ne m'étendrai pas ici, à donner un élan véritable.

Par contre, nous avons connu une progression intense dans les négociations intersessions pour l'élimination de cette autre arme redoutable qu'est l'arme chimique; nous avons enregistré récemment des assouplissements particulièrement bienvenus et bénéfiques de positions, jusqu'alors figées, chez les uns et chez les autres, en particulier l'URSS, un foisonnement d'idées nouvelles, d'apports concrets aux textes négociés, qui sont

(M. Clerckx, Belgique)

indubitablement le fruit d'un dégel entre l'URSS et les Etats-Unis, qui s'articule autour de l'Accord FNI et de ses conséquences et qui permet, en effet, par voie de ricochet, dirais-je, des espoirs réels pour une conclusion raisonnablement rapide d'une convention d'élimination de l'arme chimique.

Toutefois, il ne faudrait pas que ces succès et ces progrès engendrent l'euphorie. La tâche à laquelle nous sommes attelés ici est bien différente. Il s'agit pour la Conférence de négocier, sur l'arme chimique, une convention de portée universelle.

C'est tout autre chose qu'une négociation bilatérale où l'accord s'établit entre deux Etats (aussi puissants et influents soient-ils) qui peuvent plus aisément s'accorder mutuellement compromis et contreparties, puisque ceux-ci ne lient qu'eux-mêmes et leurs alliés.

Ce n'est pas non plus une négociation entre un certain nombre de puissances industrielles développées qui règlent entre elles leurs affaires chimiques, en fonction de leurs intérêts politiques et économiques propres. Non, nous sommes ici 40 pays à négocier une convention qui doit être applicable à ces 40 pays et au-delà, doit être universelle, c'est-à-dire de nature à entraîner l'adhésion spontanée de l'ensemble de la communauté mondiale. Il en résulte que nos objectifs sont différents et nos méthodes de négociation le sont aussi.

Pour qu'une convention puisse atteindre une véritable universalité, il faut qu'elle rencontre les préoccupations fondamentales de tous les signataires potentiels et non pas seulement de quelques-uns d'entre eux, fût-ce les plus importants. Il faut aussi que ses dispositions, aussi bien dans les mesures d'interdiction que dans les mesures de vérification et de contrôle, s'adressent à et soient conçues en fonction de tous les signataires potentiels et non pas seulement de quelques-uns.

Il importe moins de savoir que loin de vous des pays et des alliances s'imposent l'interdiction de l'arme chimique que d'être assuré que votre voisin immédiat offre la même garantie. Ainsi donc, pour que la convention puisse réellement être universelle, il faut que l'élimination de l'arme chimique soit absolue et ne souffre aucune exception.

L'énoncé seul de ce principe, pourtant évident, pose déjà un énorme problème. Le monde compte des nations armées d'armes chimiques, heureusement minoritaires, et une majorité de nations sans armes chimiques. Parmi les nations à armes chimiques, le degré d'armement est, en outre, loin d'être comparable.

Comment imposer une interdiction absolue dans une telle diversité de situations sans mettre en danger la sécurité des Etats ou provoquer une prolifération accélérée ?

La Belgique a toujours soutenu que seul un ajustement approprié dans l'ordre de destruction des stocks existants, s'étalant sur les 9 ou 10 années prévues, peut apporter une solution à cette situation pour les Etats à armes chimiques, dans l'intérêt de tous les Etats parties et dans le contexte d'une interdiction totale de production.

(M. Clerckx, Belgique)

Plusieurs suggestions pratiques sont, à cet égard, actuellement à l'étude. Nous n'avons pas d'idées préconçues à leur sujet et prêterons volontiers notre concours en vue d'atteindre un consensus sur l'une ou l'autre des méthodes préconisées.

Si l'interdiction absolue de l'arme chimique pour tous les Etats signataires de la convention est certainement le premier élément indispensable à toute universalité de la convention, l'étendue de l'aire où elle s'appliquera en est un autre. Cette aire d'application devra, elle aussi, être universelle. L'on ne saurait avoir des pays où l'arme chimique est abolie et d'autres où elle ne l'est pas. Il faudra s'interroger sur les moyens qui permettront le mieux d'atteindre dans la pratique cette universalité de l'aire d'application.

Il ne suffit pas que les termes de la convention actuellement en voie d'élaboration satisfassent certains ou conviennent à un nombre limité de pays particulièrement concernés; il faut qu'ils s'adressent à la communauté mondiale tout entière, car tel est l'objectif poursuivi par la Conférence.

Nos méthodes de travail, dès lors, doivent être appropriées à ce dessein. Et tout d'abord s'impose ici la question de l'élargissement de la composition de la Conférence.

Cette question est figée depuis de nombreuses années. La Conférence du désarmement provoque dans la communauté des nations un très grand intérêt. Il suffit d'ailleurs de voir déjà le nombre d'observateurs qui suivent si activement nos travaux et dont ma délégation se plaît à saluer la présence. L'enjeu est de toute évidence d'une importance capitale et plus la communauté des nations participe et est directement associée aux entreprises de la Conférence, plus l'impact de nos travaux sera prépondérant. Aussi la Belgique se prononce-t-elle sans ambages pour un rapide élargissement de la composition de la Conférence, le cas échéant, même au-delà des quatre adjonctions prévues pour le moment.

Il n'y a actuellement pas moins de 13 pays candidats. Une opposition, aussi légitime soit-elle contre une candidature, ne devrait pas bloquer la désignation des autres. Nous pensons que l'élargissement doit se faire sans que soit établi un lien entre les diverses candidatures en présence et nous adressons un appel pressant pour qu'interviennent des initiatives de débloquage et que la question ne soit pas laissée en l'état, par impuissance de la Conférence du désarmement elle-même.

Deuxième considération sur nos méthodes de travail; il convient que les préoccupations de chacun des membres de cette conférence, quel qu'en soit le nombre, et que leur sensibilité propre puissent trouver à s'exprimer à tous les stades de la négociation.

A ce sujet, je voudrais dire que ma délégation n'est pas favorable à des méthodes de travail qui, bien que conçues dans les meilleures intentions, ont pour résultat d'établir des sélections et, par conséquent, des exclusions parmi les délégations qui constituent la Conférence : nous pensons ici non pas aux diverses consultations privées que présidents de comités et de groupes de travail peuvent fort légitimement et fort judicieusement tenir en vue de faire

(M. Clerckx, Belgique)

progresser nos travaux, mais à la constitution occasionnelle de petits groupes de travail ou de groupes rassemblant quelques représentants sélectionnés par groupe politique lorsque ces formules ont pour caractéristique de ne pas respecter la prescription fondamentale fixée dans nos règles de procédure, à savoir "d'être ouverts à la participation de tous les Etats membres de la Conférence, à moins que celle-ci n'en décide autrement", ainsi que le stipule l'article 23 du règlement intérieur, confirmé par l'article 24 en ce qui concerne les organes subsidiaires.

Nous pensons, en effet, que la négociation n'est pas servie par la présentation aux fins de discussions dans nos organes de travail de textes déjà préétablis, en quelque sorte donc préagréés, par une sélection restreinte de délégations. Les délégations qui n'ont pas été associées à ces prétravaux se trouvent en effet ainsi déforcées dès l'abord et mises, qu'on le veuille ou non, sous la pression d'accepter, en tout cas de suivre, les tendances fondamentales que le groupe des délégations sélectionnées a déjà imprimées dans ses prétravaux aux propositions lorsque celles-ci atteignent la table de négociation.

C'est un handicap injustifiable pour les délégations exclues de ces préconsultations qui désireraient émettre des points de vue divergents, puisqu'elles se voient contraintes de défaire ce qui a déjà été élaboré et apparaît comme déjà publiquement agréé par un certain nombre de délégations. Ceci n'est certainement pas de nature à permettre aux pays qui en éprouvent le désir de faire valoir leur sensibilité propre et leurs préoccupations légitimes dans des conditions d'égalité et d'égale efficacité et n'est pas non plus de nature à promouvoir l'universalité sans laquelle la convention perd son sens.

La Belgique alors, me direz-vous, aurait-elle ainsi une sensibilité propre à faire valoir ? En effet, et en particulier, une sensibilité historique.

Je crois qu'il n'est pas inutile de continuer à répéter ici que c'est sur le territoire de mon pays que fut utilisée pour la première fois à large échelle l'arme chimique, lors de la première guerre mondiale en 1915 - le 22 avril 1915, pour être plus précis; nous sommes à la veille de cet anniversaire. Le triste privilège d'avoir été pendant quatre ans champ de bataille lors de la première guerre mondiale nous vaut de déterrer chaque année, depuis plus de 70 ans maintenant, dans l'ouest de la province de Flandre occidentale en Belgique; des tonnes, je dis bien des tonnes de munitions utilisées, non explosées. Ces munitions sont, dans la plupart des cas, très malaisées à indentifier. Il est parfois impossible de déterminer s'il s'agit de munitions à explosif ou de munitions chimiques. Quant au contenu chimique présumé, il reste inconnu, aucune extraction n'ayant, que nous sachions, jamais eu lieu jusqu'à présent, ces restes de munitions étant généralement dans un état de détérioration tel que la manipulation en est très dangereuse - et nous avons eu à déplorer de nombreuses victimes lors des opérations d'évacuation et de triage - récemment entre quatre morts en 1986.

(M. Clerckx, Belgique)

Actuellement, nous déterrons environ 20 tonnes par an de telles munitions de tous types et de diverses origines. Lorsque l'on sait que pendant la première guerre mondiale, sur le seul front de l'Ouest, il fut "utilisé" de 1,5 milliard à 2 milliards d'obus de tout calibre, dont environ un tiers, soit 700 millions, n'ont pas explosé et se sont trouvés éparpillés et enterrés, il est impossible de prédire à l'heure actuelle pendant combien de temps encore notre pays aura ainsi à déterrer des vieilles munitions, notamment du type chimique.

Jusqu'en 1952, ces vieilles munitions furent indistinctement détruites dans des puits d'explosion. Cette façon de disposer présentant des problèmes d'environnement, on a tenté de repérer les vieilles munitions chimiques qui furent, à partir de cette date, coulées, comme telles, dans des coffrages en béton et déversées en haute mer.

De nouveaux impératifs concernant le respect de l'environnement, en particulier la Convention d'Oslo de 1972 et la Conférence de la mer du Nord de 1987, compliquent actuellement le recours à cette méthode. En attendant qu'une solution définitive, peut-être sous la forme d'une installation de destruction, soit arrêtée par les autorités belges, quelque 135 tonnes de ces vieux restes de munitions inutilisables et dangereuses sont actuellement entreposées pour élimination.

Il est évident que cette situation particulière qui se retrouve dans mon pays, se situe, à notre sentiment, en dehors des préoccupations de la convention. Celle-ci vise l'éradication de l'arme chimique et de ses composantes. Quelle que soit la définition que l'on veuille bien en donner, il est évident que des munitions éparses, utilisées mais non explosées, enterrées dans le sol, actuellement enterrées depuis plus de 70 ans, dans un état de détérioration poussé, et que l'on découvrirait accidentellement aujourd'hui ou demain, lors de travaux agricoles ou de construction, ne sont pas et ne sauraient jamais être, dans notre optique, des armes chimiques dans le sens d'engins de guerre chimique, militairement utilisables, qui font l'objet de la convention. Ainsi, pour la délégation belge, aucune des dispositions de la convention ne saurait raisonnablement leur être appliquée, ni dans la théorie ni dans la pratique.

J'ai illustré un problème spécifique qui témoigne de la sensibilité particulière qu'un pays, en l'occurrence le mien, peut avoir dans la négociation de la convention sur l'élimination de l'arme chimique et de l'incidence possible qui peut en découler sur l'objectif d'universalité de cette convention multilatérale. Il y en a d'autres. Je pense ici à la vérification. De la manière dont sera conçue la vérification dépendra également, en grande mesure, le degré d'universalité que la future convention pourra atteindre. Dieu soit loué, celle-ci ne sera pas purement déclaratoire, comme le furent, dans l'histoire, tant d'autres conventions et engagements de désarmement qui connurent le sort que vous savez. Elle comprendra des mesures de vérification.

(M. Clerckx, Belgique)

Fondamentalement, la vérification a pour objet d'établir que l'application d'une convention se déroule en conformité avec les stipulations de celle-ci. En matière de désarmement, il s'y ajoute un deuxième souci, celui de déceler d'éventuelles infractions clandestines et de prémunir sa sécurité contre les conséquences du non-respect des engagements pris.

La future convention a un double objectif : d'une part, faire disparaître à tout jamais l'arme chimique là où elle existe, en imposant de procéder à la destruction des stocks et des installations de fabrication - donc en prescrivant aux Etats signataires une action bien déterminée; d'autre part, empêcher la résurgence de l'arme chimique en bannissant la fabrication, l'acquisition, la conservation, le transfert, non seulement de l'arme chimique proprement dite, mais également de ses composantes, donc en prescrivant aux Etats signataires une abstention de faire, une défense de faire.

Que la convention se trouve appliquée en conformité avec ses stipulations, peut, nous semble-t-il, être assez aisément contrôlé par le système actuellement prévu de déclarations, de vérifications par inspection sur place, surveillance systématique internationale et usage d'instruments de surveillance, selon les cas.

Par contre, ce système ne saurait, à notre avis, garantir de déceler des infractions clandestines de la convention, ou prémunir contre le non-respect des engagements fondamentaux, même lorsqu'il s'agit de l'obligation de faire, car le système de vérification systématique de la destruction des stocks et des installations ne vise, par définition, que les stocks et les installations déclarées, c'est-à-dire connues; il est impuissant devant l'existence de stocks ou d'installations non déclarées, c'est-à-dire inconnues.

A fortiori, lorsqu'il s'agit de l'engagement de ne pas faire, de s'abstenir, lorsqu'il s'agit non seulement de l'interdiction de fabrication des armes chimiques, mais également des produits chimiques qui les composent, la vérification absolue apparaît comme impossible.

On aurait beau soumettre toute l'industrie chimique du monde entier à un système de police internationale, une production clandestine de produits illicites destinée à une arme chimique restera toujours possible dans quelque coin du monde - ou d'un pays. C'est pourquoi nous ne sommes pas convaincus, au départ, de la nécessité de soumettre l'industrie à des mesures généralisées de vérification, dans le but de vérifier l'absence de production à des fins d'armes chimiques.

Nous n'avons pas voulu faire obstacle à ce que d'autres délégations considéreraient comme un progrès vers l'achèvement de la convention, mais nous conservons une réserve de scepticisme à ce sujet, sauf, bien entendu, comme je le disais, en ce qui concerne les usines destinées à des fins militaires et affectées à cette fin, qui doivent cesser leur activité dès l'entrée en vigueur de la convention et être contrôlées en attendant d'être totalement et radicalement éliminées.

(M. Clerckx, Belgique)

Dans la mesure où la convention échouerait à soumettre à une vérification internationale efficace toutes les usines actuelles et futures capables de produire des agents potentiels de guerre chimique ou leurs précurseurs clés, l'efficacité du régime de vérification de la non-production resterait, pensons-nous, limitée. Or, est-il, dans ces conditions, justifié de tenter de multiplier les formes actuelles de vérification systématique, d'alourdir les mécanismes de la convention, d'en augmenter les charges et de peser sur l'industrie chimique, qui finirait par se retrouver soumise à un véritable carcan ?

L'exemple de la vérification assurée par les inspecteurs de l'AIEA en matière de fabrication de plutonium, nous apprend que, pour que la vérification d'une usine de plutonium soit valable, la présence des inspecteurs est pratiquement requise en permanence et que l'imposition de ces contrôles et de ces vérifications représente pour l'usine une augmentation du coût de production de l'ordre de 15 %. Ceci nous permet de nous faire une idée de ce que serait la charge sur l'industrie privée s'il fallait, pour détecter d'éventuels abus dans la fabrication autorisée des produits du deuxième et du troisième tableaux, lui appliquer une extension ou un surrogat du système de vérification systématique international sur place applicable à d'autres catégories.

Il ne nous paraît pas nécessaire de créer un système d'inspection systématique sur place pour les produits du tableau 3. D'ailleurs, à supposer qu'elle fût raisonnablement possible, serait-elle véritablement utile ? Nous devons bien situer le problème. De quoi s'agit-il ? Ou, plus exactement, de quoi peut-il s'agir ?

Dans le contexte de l'article VI, la seule hypothèse à redouter sur le plan inter-Etats et celui de la convention est celle de la fabrication clandestine d'une arme chimique, militairement significative. Une telle décision n'est pas prise par l'industrie chimique privée, mais par l'Etat. C'est l'Etat qui est le seul utilisateur et le seul client potentiel de l'arme chimique. C'est lui seul qui peut en décider la fabrication. L'industrie chimique privée ne saurait tout au plus que se rendre coupable du non-respect des normes et des interdictions de fabrication de certains produits chimiques prescrites par la convention. Le ferait-elle pour des raisons étrangères à l'Etat, c'est l'Etat, en tant qu'autorité nationale, qui doit sévir et non pas une instance internationale quelconque, qui ne saurait se substituer à l'Etat pour faire respecter à l'intérieur de la juridiction de celui-ci ses lois et règlements.

Le danger, vu sous l'angle de la convention et de l'interdiction de la fabrication de l'arme chimique, ne réside donc pas dans des écarts de conduite de l'industrie chimique, repérables d'ailleurs et réprimés par un Etat de bonne foi, mais dans les écarts de conduite possible des Etats, de l'Etat de mauvaise foi, c'est-à-dire de l'Etat qui décide de renier ses engagements, se lance dans la production d'une arme chimique. Or, nous devons partir de la conviction que tout Etat signataire est de bonne foi ou souscrivant à la convention. En outre, il y souscrit parce que c'est son intérêt.

(M. Clerckx, Belgique)

L'arme chimique - et je crois que les experts militaires acquiesceront - n'est pas indispensable dans la panoplie militaire servant à la sécurité d'un Etat, sauf comme moyen de représailles. Sauf cette dernière hypothèse, le renoncement à sa possession et à son utilisation ne constitue pas un risque indû pour la sécurité. C'est bien pourquoi nous sommes aujourd'hui en mesure de mettre au point, ici, multilatéralement, sa disparition totale. Sinon, nous ne trouverions personne à cette table.

Dès lors, pour que se réalise l'hypothèse de la fabrication clandestine d'une arme chimique, militairement significative - ou que se présente l'hypothèse de l'existence de stocks secrets de telles armes - il faut nécessairement supposer une volonté délibérée du chef d'un Etat partie qui, reniant ses engagements, entend se doter d'une arme chimique aux fins de conflits armés, ou pour le moins de déstabilisation politique grave. L'on ne voit pas, sinon, quel besoin éprouverait un Etat partie de se doter d'une arme chimique ou de ses composantes, la précaution de représailles étant devenue superflue.

Pour la même raison, il va de soi qu'un Etat partie de mauvaise foi n'ira pas, vu l'existence de la convention, tenter de se forger une arme chimique militairement significative au vu et au su de tout le monde, c'est-à-dire dans des installations soumises à vérification, que ce soient des installations spécifiques qui produisent dans les limites autorisées les produits des tableaux 1 et 2, ou l'industrie chimique privée, plus générale, fabriquant, elle, librement les produits du tableau 3, si cette industrie était effectivement soumise à des mesures de vérification et de contrôle multipliés sur son ensemble. De toute évidence, un Etat animé de telles intentions entreprendrait la fabrication de l'arme dans un endroit clandestin. Il en découle, à notre sentiment, que les probabilités d'une violation grave, militairement significative, de la convention, sont extrêmement réduites, l'arme chimique n'étant pas indispensable, une reprise clandestine de sa fabrication dans un monde où, sous l'empire de la convention elle se trouve éliminée et bannie, ne pouvant découler que d'intentions véritablement belliqueuses dont la probabilité malgré tout, il faut l'espérer, est également réduite, et sa fabrication ne pouvant se faire que dans la clandestinité. Il en découle aussi que la non-production, à partir du moment où la fabrication doit nécessairement se dérouler dans la clandestinité, paraît, en effet, dans une certaine mesure non vérifiable ou, en tout cas, pas toujours utilement vérifiable. Elle l'est pour les produits spécifiques des tableaux 1 et 2 parce que la vérification se limite, dans ces cas, à un nombre restreint de produits seulement et de produits uniquement destinés à l'arme chimique; elle ne l'est pas pour les produits du tableau 3 parce qu'elle ne saurait, quelle que soit son extension, englober la totalité de l'industrie chimique civile, parce qu'elle devrait imposer à celle-ci un carcan difficilement supportable sans graves inconvénients pour son fonctionnement et qu'elle devrait la soumettre à une immixtion étrangère, sous forme de contrôleurs étrangers, tout ceci sans pour autant offrir de garantie suffisante contre la non-fabrication de l'arme chimique. Dès lors, une telle mise sous tutelle de l'industrie privée ne nous paraît pas véritablement justifiée. L'ennemi n'est pas l'industrie chimique privée, l'ennemi c'est l'Etat de mauvaise foi.

(M. Clerckx, Belgique)

C'est alors que le recours à l'inspection par mise en demeure prend toute sa signification : c'est le dernier recours, la mise en demeure politique, lorsque l'on se trouve devant le soupçon de violation grave, c'est-à-dire clandestine et, dès lors, dangereuse pour la sécurité.

Ma délégation voit cette procédure comme l'instrument le plus important pour la crédibilité de la convention, parce qu'il permet de mettre l'Etat signataire de mauvaise foi au pied du mur. C'est bien pourquoi nous avons toujours vu cette procédure comme devant être contraignante, au-dessus de toute notion de souveraineté nationale et renversant la charge de la preuve. Elle ne saurait être banalisée en étendant son application à des cas autres que les cas d'extrême gravité.

C'est pourquoi nous pensons que l'inspection par mise en demeure doit être une mesure utilisable en dernière instance, dans les seuls cas de soupçon de violation grave, c'est-à-dire de violation de l'article premier - la fabrication, la possession, le transfert d'une arme chimique et, bien entendu, son utilisation - et que c'est un recours qui doit être ouvert à tous pays, sans distinction, ouvert sans condition, sans préalable, et sans droit de refus.

Ma délégation n'est pas convaincue de la validité de la notion d'installations sensibles, militaires ou autres, qui devraient être protégées et, par conséquent, pouvoir être exemptes de l'inspection par mise en demeure. Ce serait, à notre avis, risquer d'enlever à cette dernière sa signification, puisque si violation il y a, il y a, à priori, mauvaise foi délibérée du chef de l'Etat requis.

Pour la même raison, ma délégation ne voit pas grand mérite dans la possibilité de mesures dites de rechange, dont aucune, jusqu'à présent, ne satisfait véritablement comme remplacement valable de la visite sur place. Si un Etat requérant veut se contenter de mesures de rechange à convenir avec l'Etat requis, rien ne devrait s'y opposer, mais l'option de mesures de rechange ne devrait pas être, à notre avis, un droit reconnu comme tel à l'Etat requis, à inscrire dans la Convention.

Toute la procédure de l'inspection par mise en demeure, en dernière instance, doit reposer entre les mains de l'Etat requérant; c'est lui qui en prend la responsabilité, c'est à lui que les inspecteurs devront remettre le rapport factuel qu'ils sont appelés à dresser; c'est lui qui décide si ses craintes sont apaisées ou non; c'est lui qui opte pour les mesures de rétorsion ou autres conséquences à tirer de la situation, notamment en fonction du danger que représente cette situation pour sa sécurité.

Le véritable problème, qui se pose dans la procédure d'inspection par mise en demeure, c'est celui de la demande abusive (ou formulée à la légère).

Notons à ce sujet que le caractère abusif d'une demande pourra déjà assez clairement apparaître à la seule lumière du contexte politique du moment. C'est une première observation. La deuxième est que l'inspection par mise en demeure devant, par sa nature même, être réservée à des soupçons extrêmement graves visant l'article premier, elle doit obliger le pays requérant à

(M. Clerckx, Belgique)

indiquer avec exactitude la nature de son soupçon (fabrication d'une arme chimique, stockage, fabrication en quantités qui peuvent devenir militairement significatives de produits chimiques destinés à l'armée, etc.) et à donner, dans toute la mesure possible, toutes les précisions indispensables à la découverte de la violation qu'il impute, précisions de localisation, de temps, de durée, de quantité, etc.

Le sérieux de telles indications contribuera également à faire apparaître le caractère abusif ou non de la demande, car l'obligation de contrôle auquel se soumettra l'Etat requis dépend directement de la précision de l'imputation.

Enfin, on peut penser qu'à la limite il est préférable de tolérer un certain risque de demande abusive que de déforcer, par des exceptions destinées à couvrir des données confidentielles ou secrètes, le caractère contraignant indispensable à l'inspection par mise en demeure, pour que celle-ci puisse remplir son rôle.

Dès lors, dans cette procédure - exceptionnelle -, le rôle de l'organe international doit, à notre sentiment, rester extrêmement réduit. Il reçoit la demande; il la fait aussitôt exécuter par ses inspecteurs - dont il existera une liste agréée d'avance, sur laquelle l'Etat requérant effectue son choix; il informe tous les Etats membres de la mise en route de la procédure d'inspection par mise en demeure, avec toutes les précisions voulues. Il transmettra aussitôt à l'Etat requérant, et ultérieurement aux autres Etats parties, le rapport factuel que les inspecteurs sont appelés à dresser, et recevra de l'Etat requérant communication du jugement et des décisions que celui-ci aura été amené à formuler.

Je vous ai livré quelques réflexions sur des principes fondamentaux qui nous inspirent dans l'élaboration d'une convention interdisant l'arme chimique. Elles vous sont livrées dans un esprit constructif, dans l'espoir qu'elles pourront contribuer à cerner davantage encore des domaines qui demandent des décisions graves.

Il reste encore de nombreuses questions à trancher, au fil des articles. Ma délégation aura l'occasion d'y revenir ultérieurement.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Alliance atlantique ont tout récemment encore, le 3 mars dernier, réaffirmé à nouveau, dans leur déclaration publiée à l'issue du sommet, que l'élimination totale des armes chimiques faisait partie de leur concept global de maîtrise des armements et de désarmement.

Le Ministre des affaires étrangères de la Belgique, M. Tindemans, déclarait ici même, le 23 juillet de l'an dernier, lorsqu'il s'adressa à la Conférence, que la conclusion rapide d'un accord sur l'interdiction totale de l'arme chimique était, pour la Belgique, une priorité urgente et il ajouta que "ceci constitue pour l'heure la principale activité et je dirais même la principale responsabilité de la Conférence du désarmement".

(M. Clerckx, Belgique)

Ma délégation s'emploiera à réaliser cet objectif dans les délais les plus brefs. Mon pays entend s'y engager pleinement. Il s'offre, comme le Ministre des affaires étrangères vous l'a annoncé lors de sa déclaration du 23 juillet 1987, comme siège possible pour l'instance internationale qui devra gérer la convention. Cette offre, le Ministre l'a répétée lors de son allocution à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale. J'ai l'honneur de vous la confirmer aujourd'hui.

Nous reprendrons nos travaux après la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Ma délégation pense que le moment est proche où nous pourrons nous atteler aux textes à notre disposition, article par article, pour en fixer définitivement l'accord politique et les préparer à être coulés dans un langage juridique de convention, ce qui ne devrait plus tarder.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Belgique de sa déclaration et de ses paroles aimables à l'adresse du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Butler.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : La présente déclaration est faite au nom d'un groupe de pays occidentaux, membres de la Conférence du désarmement.

A la dernière séance plénière de la Conférence, tenue le 19 avril, l'Ambassadeur du Brésil a, au nom du Groupe des 21, présenté à la Conférence un projet de mandat pour un Comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour (CD/829).

Comme suite à la présentation de ce projet, la Conférence a entendu, à la même séance plénière, une déclaration de l'Ambassadeur du Mexique sur le même sujet. Dans cette déclaration, il était précisé que les coauteurs du document CD/829 n'insisteraient pas pour que le projet de mandat fasse l'objet d'une décision de la Conférence à la présente session, car ils espéraient que des consultations permettraient, dans le proche avenir, de faire l'unanimité sur ce document; de la sorte, celui-ci pourrait être mis en application lorsque la Conférence reprendrait ses travaux à l'été 1988.

Le groupe de pays occidentaux au nom duquel je m'exprime maintenant a étudié le projet de mandat proposé dans le document CD/829 et écouté attentivement les déclarations faites par les représentants du Brésil et du Mexique. Etant donné que ce groupe continue à attacher de l'importance au point 1 de l'ordre du jour et au rétablissement, le plus rapidement possible, d'un comité spécial sur ce point, il nous a semblé important de faire connaître immédiatement notre opinion dûment réfléchie sur le sujet.

Tout d'abord, le projet de mandat proposé dans le document CD/829 n'est pas vraiment différent, sur le fond, de celui qui a été soumis à la Conférence en juillet 1987, sous la cote CD/772, et au sujet duquel un groupe de pays occidentaux a déjà clairement exprimé sa position.

(M. Butler, Australie)

Deuxièmement, les déclarations qui ont accompagné la présentation du document CD/829 ne modifient pas, à notre avis, les données du problème. Le groupe reconnaît à toute délégation ou à tout groupe de délégations le droit de dire que son approche est souple, mais il pense que cette souplesse doit normalement se concrétiser par une évolution du texte proposé.

Troisièmement, la suggestion qui a été faite et selon laquelle le document CD/829 pourrait donner lieu à des déclarations reflétant les diverses interprétations du texte n'est pas de nature à constituer une base solide pour la conduite des travaux de la Conférence. Le groupe de pays occidentaux pense qu'en procédant ainsi on ne peut que semer la confusion, sinon vouer à l'échec tout travail concret qui serait entrepris par un comité spécial établi sur une telle base. Il est aussi préoccupé par le précédent que la Conférence risquerait de créer en essayant de mener ses travaux à partir d'interprétations manifestement différentes de la nature de ceux-ci.

Pour ces trois principales raisons, le Groupe ne peut se joindre au consensus sur le document CD/829.

La position de fond du Groupe est qu'il souhaite voir rétablir sans délai un comité spécial sur le point 1 de l'ordre du jour. Nous continuons à regretter vivement que l'on n'y soit pas encore parvenu depuis 1983.

Pour faciliter cette opération, le Groupe a proposé le projet de mandat contenu dans le document CD/521 qui prévoit le rétablissement d'un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour, chargé de :

"Reprendre son examen quant au fond de questions particulières relatives à une interdiction complète des essais, y compris la question de la portée ainsi que celles relatives à la vérification et au respect, en vue de la négociation d'un traité en la matière".

La Conférence lui demanderait également :

"d'examiner les arrangements institutionnels et administratifs nécessaires pour créer, expérimenter et exploiter un réseau international de vérification sismologique en tant qu'élément d'un système de vérification efficace".

Le Groupe demeure convaincu que ce projet de mandat ainsi que le projet de programme de travail correspondant présenté dans le document CD/621 permettraient à la Conférence d'entreprendre concrètement tous les travaux nécessaires et pertinents au plan multilatéral sur une interdiction des essais nucléaires.

Le Groupe insiste pour que ces propositions restent soumises à l'examen de la Conférence.

Pour que le travail concret qui est envisagé soit fructueux, il faut à l'évidence y associer tous les Etats membres de la Conférence qui sont désireux d'y participer, y compris les Etats dotés d'armes nucléaires.

(M. Butler, Australie)

Le projet de mandat figurant dans le document CD/521 offre cette possibilité. Il n'en va manifestement pas de même du projet de mandat présenté sous la cote CD/829, compte tenu de la manière dont il est formulé et nonobstant l'interprétation que certains ont jugé possible d'en donner quant au fond.

Dans ces conditions, le Groupe se joint à l'appel lancé par l'Ambassadeur du Mexique pour que cette question soit examinée plus avant pendant l'intersession et il espère qu'un comité spécial pourra être établi au cours de la session d'été, avec un mandat approprié et sur la base d'une participation de tous les Etats membres désireux de prendre part aux travaux sur une interdiction des essais nucléaires, dans le cadre de la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration.

Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole à ce stade ? Je donne la parole au représentant de la République démocratique allemande.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Je tiens à informer très brièvement la Conférence que le groupe de pays socialistes serait prêt à accepter le projet de mandat ayant trait à l'interdiction des essais nucléaires qui a été présenté par le Groupe des 21 et distribué sous la cote CD/829. Nous estimons que cette proposition est une bonne base de départ pour les travaux de la Conférence.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Je crois que ce n'est pas le cas.

Le Secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, le calendrier des réunions de la Conférence pour la semaine prochaine. A ce propos, je tiens à vous informer qu'il y aura le mardi 26 avril, immédiatement après la séance plénière, une réunion officieuse consacrée à la seconde lecture du projet de rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous examinerons ensuite toutes les questions qui restent en suspens. J'avais compté tenir cette réunion lundi, mais cela n'est pas possible, les consultations officieuses sur les points de l'ordre du jour n'étant pas encore achevées. J'espère bien que nous pourrons faire la seconde lecture sans rouvrir les questions de fond qui ont déjà été débattues à la Conférence et à l'occasion des consultations officieuses à composition non limitée où ont été examinés les projets de paragraphes de fond du rapport spécial. A ce sujet, en raison du fait que les consultations officieuses sur les points 1, 2 et 3 ne sont pas terminées, le traitement de la documentation se trouve retardé. Ainsi, bien que pour l'instant le calendrier prévoie que la dernière séance plénière se tiendra jeudi prochain à 16 heures, il se peut que nous ayons à reporter le jour de la clôture à vendredi afin de donner au secrétariat le minimum de temps nécessaire pour traiter le projet de rapport spécial, qui doit être adopté alors. Les consultations officieuses

(Le Président)

à composition non limitée sur les points 1, 2 et 3 se poursuivront cet après-midi, tout de suite après la réunion du Comité spécial sur le Programme global de désarmement. J'espère que nous mènerons à bien nos travaux aujourd'hui, sans quoi il nous faudrait revoir non seulement la date de la clôture mais aussi tout le calendrier de la semaine prochaine. Cela étant, je propose que nous adoptions ce calendrier. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai qu'il est adopté.

Il en est ainsi décidé.

Je propose maintenant de lever la séance plénière pour convoquer dans cinq minutes une réunion officieuse de la Conférence; nous y poursuivrons l'examen de la question de l'amélioration et de l'efficacité de son fonctionnement.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 26 avril, à 10 heures.

La séance est levée à midi.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.460
26 avril 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 26 avril 1988, à 10 heures

Président : M. Dávid Meiszter (Hongrie)

GE.88-61226/2158n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 460ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit son examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux ainsi que du rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui le souhaiterait pourra soulever d'autres questions ayant trait aux travaux de la Conférence.

Comme je l'ai déjà dit, j'ai l'intention de saisir la Conférence, pour adoption, lorsque la liste des orateurs sera épuisée, des rapports du Comité spécial des armes radiologiques et du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, qui ont été publiés sous la cote CD/820 et CD/825. Comme prévu dans le calendrier de la semaine en cours, nous suspendrons ensuite la séance plénière pour tenir une réunion officieuse où il sera procédé à la seconde lecture des parties techniques du rapport spécial de la Conférence à la troisième session extraordinaire, qui figurent dans le document CD/WP.336. Nous parlerons aussi, à cette occasion, de la date de clôture de la première partie de la session, car malheureusement nos travaux sur les questions de fond n'ont pas progressé autant que nous l'espérions et nous sommes confrontés à un problème de temps. Compte tenu de l'échange de vues que nous aurons eu, nous nous réunirons de nouveau en plénière pour prendre les décisions qui s'imposent.

Sont inscrits sur la liste des orateurs, pour aujourd'hui, les représentants du Brésil, de la Mongolie, du Pakistan, de la Pologne - celui-ci parlant en qualité de Président du Comité spécial des armes chimiques - de la Finlande, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Inde et de la Bulgarie.

Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil, l'Ambassadeur Azambuja.

M. AZAMBUJA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter d'assurer la présidence de la Conférence ce mois-ci et pour les deux mois à venir. Sous votre très compétente direction, nous nous sommes préparés avec beaucoup de soin à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui va se tenir prochainement. Comme c'est la première fois depuis quelque temps que je parle en séance plénière, je voudrais saisir l'occasion qui m'est donnée de féliciter et de remercier très chaleureusement vos prédécesseurs immédiats, les Ambassadeurs Harald Rose, de la République démocratique allemande, et von Stülpnagel, de la République fédérale d'Allemagne. Je tiens à souhaiter la bienvenue à plusieurs collègues qui se sont récemment joints à nous, les représentants de la Pologne, l'Ambassadeur Sujka, du Canada, l'Ambassadeur Montigny Marchand, de la République islamique d'Iran, l'Ambassadeur Nasseri, du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby, et du Nigéria, l'Ambassadeur Azikiwe.

(M. Azambuja, Brésil)

Ma délégation souhaite aborder aujourd'hui la question des armes chimiques. Je dirai tout d'abord que les nouvelles récentes et confirmées qui font état de l'utilisation d'armes chimiques dans la guerre du Golfe nous rappellent une fois de plus, s'il en est besoin, que les armes chimiques ne sont pas les spectres d'un passé révolu devenus anachroniques à une époque où les progrès techniques ont totalement modifié les méthodes de guerre. Ces événements ont bien montré que les armes chimiques pouvaient semer massivement et cruellement la destruction, la souffrance et la mort, essentiellement parmi les populations civiles. C'est ainsi, hélas, qu'ont été rappelés l'urgence et le caractère prioritaire de ce point de notre ordre du jour.

A sa dernière session ordinaire, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 42/37 A sur l'interdiction complète et effective des armes chimiques, la première résolution adoptée par consensus dans ce domaine. Dans ce texte, l'Assemblée générale prie de nouveau instamment la Conférence du désarmement d'activer à titre hautement prioritaire les négociations pour parvenir aussi rapidement que possible à arrêter le texte d'une convention.

Le Groupe des 21, dans une déclaration faite en son nom le 8 mars par l'Ambassadeur Ekéus, a réaffirmé son attachement à cette résolution. Au début de la session de 1988, la plupart d'entre nous nourrissions à juste titre l'espoir de voir les choses progresser rapidement. Malheureusement, à la veille de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, notre sentiment est celui de la déception. Certes, nous avons fait des progrès, mais ils n'ont pas été aussi rapides ni d'aussi grande portée que nous l'espérions, et ils sont trop modestes pour que nous soyons particulièrement fiers, lors de cette importante conférence internationale, de présenter notre rapport sur cette question.

On ne peut cependant pas nous reprocher notre oisiveté, car nous avons accompli un travail considérable sous la très experte direction du Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, et de ses dévoués coordonnateurs de groupes. Toutefois, ceux d'entre nous qui ont participé régulièrement aux réunions officielles ont eu parfois l'impression que les négociations se déroulaient ailleurs, privant ainsi l'effort collectif d'une bonne partie de sa vigueur et de sa signification.

Le multilatéralisme et le bilatéralisme peuvent et doivent se renforcer mutuellement mais ils ne peuvent, même pour un temps, se substituer l'un à l'autre.

Il apparaît à de nombreux signes que nos discussions quotidiennes traînent de plus en plus en longueur. Les crochets et les notes en bas de page semblent plutôt se multiplier qu'autre chose. Si l'on n'a pas la volonté politique de conclure, on peut poursuivre indéfiniment ce genre d'exercice purement formel.

Les positions des délégations sur les points essentiels de la convention future sont, à notre avis bien connues. Nous ne résoudrons pas les problèmes en suspens en nous contentant de rappeler ces positions ni en comptant sur le temps. C'est seulement en nous montrant prêts à des concessions mutuelles

(M. Azambuja, Brésil)

et à des compromis réels et mûrs que nous pourrons surmonter les dernières différences et entamer le sprint de la dernière ligne droite, pour emprunter une partie de la métaphore tout à fait appropriée de la représentante du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby.

Comme l'a dit devant cette assemblée le 18 février dernier le ministre des relations extérieures du Brésil, M. Roberto de Abreu Sodré, "nous sommes prêts à soutenir, que ce soit sur le fond ou sur la forme, toute initiative concrète susceptible d'accélérer nos travaux et nos consultations. Nous ne sommes pas pressés, mais nous refusons simplement de perdre du temps".

Les raisons pour lesquelles nous sommes prêts à accepter une interdiction universelle des armes chimiques sont faciles à comprendre. Le Brésil ne possède pas d'armes chimiques et n'a pas l'intention d'en mettre au point, d'en fabriquer ou d'en stocker, et il a toujours reconnu et défendu le Protocole de Genève de 1925.

Nous pensons qu'une interdiction des armes chimiques devrait viser en priorité la destruction de tous les stocks et de toutes les installations de fabrication, sans aucune exception, quelles que soient les raisons de sécurité invoquées. Nous estimons que plus le rythme de destruction des stocks d'armes chimiques sera lent au cours de la période de dix années (en supposant que ce soit bien là le délai retenu dans le texte définitif) plus le régime de transition sera discriminatoire à l'égard des pays qui n'ont pas d'armes chimiques.

L'objectif suprême de la future convention, à savoir l'interdiction complète et universelle des armes chimiques, doit pouvoir être atteint sans compromettre d'autres objectifs tout aussi légitimes, notamment celui qui consiste à rendre accessibles à l'humanité entière, sur une base universelle et non discriminatoire, les grandes découvertes de la chimie. L'interdiction des armes chimiques ne devrait en aucune façon entraver le développement économique et technique des parties à la convention, ni restreindre la coopération internationale dans le domaine des activités chimiques à des fins pacifiques. Il y a un lien étroit entre l'universalité et la non-discrimination. Un texte qui donnerait à titre permanent des responsabilités et des droits inégaux aux Etats membres ne saurait susciter une adhésion universelle.

L'occasion ne nous est pas seulement donnée de négocier l'un des accords de désarmement multilatéraux les plus importants qui aient jamais été, puisqu'il s'agit de soustraire l'humanité à la menace d'une arme de destruction massive effroyable, mais aussi d'instaurer des relations exemplaires entre les domaines étroitement liés de la science, de la technique, de l'industrie, du désarmement et du développement.

C'est devenu un truisme que de dire que la science et la technique sont les outils les plus merveilleux que l'homme ait jamais eus pour améliorer son existence puisqu'elles permettent de produire plus et mieux, allègent le travail physique, informent et enseignent plus vite et plus précisément.

(M. Azambuja, Brésil)

Personne n'ignore non plus, toutefois, qu'elles donnent également aux hommes les moyens de tuer leurs semblables avec une vitesse et à une échelle dont nos ancêtres n'avaient pas la moindre idée. La science et la technique sont, par nature, des armes à double tranchant.

Ces deux faces du progrès scientifique et technique sont, dans une certaine mesure, inséparables. Nous ne pouvons pas interdire ou restreindre la science et la technique car nous ne pouvons pas, finalement, interdire ou restreindre l'exercice et les produits de l'intelligence. Nous pouvons toutefois, et en fin de compte, nous devons interdire ou restreindre tous les types de course aux armements que les progrès de la science et de la technique ont rendu possibles et empêcher que cette course ne s'étende à d'autres domaines.

Toute réglementation de l'utilisation des progrès scientifiques et techniques à des fins militaires est la bienvenue, mais elle ne doit pas empêcher les pays en développement d'acquérir des capacités techniques élevées et offrir à leur population de meilleures conditions de vie.

Je pense que nous pouvons trouver un équilibre acceptable entre les exigences de sécurité que nous partageons tous et les intérêts nationaux qui sont propres à la plupart d'entre nous, notamment la capacité d'importer et d'exporter librement les produits chimiques non interdits par la future convention, le droit à la recherche et le droit de mettre au point, de fabriquer et d'utiliser des produits chimiques à des fins pacifiques, ainsi que le droit de contribuer à une coopération internationale scientifique et technique aussi large que possible dans le domaine de la chimie.

J'ai bon espoir que nos négociations permettront de lever les réticences qu'éprouvent certaines délégations pour l'inclusion dans un accord de sécurité des droits et obligations en matière de coopération.

D'autres accords internationaux de désarmement - appellation qui nous paraît plus appropriée que celle d'"accords de sécurité" s'agissant de traités de ce type - contiennent déjà des dispositions similaires, le dernier en date étant la Convention sur les armes biologiques.

Nous nous réjouissons, à cet égard, des progrès accomplis lors de la session en cours dans la rédaction de l'article XI. Nous avons exposé nos idées sur cette question dans le document CD/CW/WP.176. Même si nous estimons que, dans son état actuel, le libellé reste en deçà de ce que devrait être le texte définitif de la Convention, l'échange de vues que nous avons eu s'est révélé très encourageant et nous pensons que nous disposons là d'une assise solide pour nos prochains travaux. A ce sujet, je tiens à féliciter M. Cima, de la Tchécoslovaquie, pour le travail difficile qu'a réalisé le Groupe A sous sa présidence. Je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur Ekéus de la Suède, qui a présidé le Comité spécial lors de la dernière session et nous a présenté un document très utile pour l'examen de l'article XI. Certaines des idées qui y sont exposées pourraient s'avérer utiles lors de la rédaction du futur article sur le développement économique et technologique.

(M. Azambuja, Brésil)

La question de l'assistance, qui fait l'objet de l'article X, revêt elle aussi une grande importance pour le Brésil; là encore nous ne pouvons que nous réjouir des progrès accomplis durant la présente session par le Groupe B, que présidait avec beaucoup de compétence M. Pablo Macedo, du Mexique. A la suite de nombreuses délégations du Groupe des 21, je dirai à mon tour combien il me paraît naturel et logique que les Etats qui sont prêts à accepter l'obligation de renoncer pour toujours à acquérir des armes chimiques insistent vigoureusement pour que la Convention stipule clairement le droit symétrique à l'assistance en cas d'emploi ou de menace d'emploi de telles armes.

Jusqu'à la fin du siècle, la vérification sera sans aucun doute le point critique des négociations tant multilatérales que bilatérales en matière de désarmement . Compte tenu de l'évolution actuelle des autres domaines des relations internationales, cette question modifiera profondément les relations entre les Etats, et entre les Etats et les organisations internationales, ainsi que la notion même de souveraineté. Même si ma délégation souhaite par principe des mécanismes de vérification adaptés à chaque traité, elle reconnaît que nous allons créer un précédent important en présentant notre convention. Nous serons donc très prudents en abordant la question du régime de vérification et les idées nouvelles qu'il introduira.

Sur un plan général, la vérification devrait être efficace, réalisable, discrète et peu coûteuse. Poussée à ses limites logiques et appliquée avec une trop grande rigidité, la notion de vérification pourrait empêcher toute négociation en matière de désarmement de progresser. La vérification absolue étant un objectif inaccessible, nous devrions surtout mettre en relief l'effet dissuasif du mécanisme d'inspection sur les contrevenants éventuels.

Le coût des futures procédures de vérification dans tous les secteurs ne devrait pas être élevé au point d'absorber une partie importante des ressources financières qui sont à l'heure actuelle dépensées en pure perte dans les multiples domaines où s'exerce la rivalité militaire et qui, espérons-le, seront libérées quand les accords de désarmement auront permis de réduire les dépenses militaires.

En ce qui concerne la convention, le Brésil aimerait un régime de vérification aussi strict que possible, mais doté de garanties adéquates contre les intrusions excessives et les utilisations politiques abusives.

D'autre part, nous voyons dans la vérification un processus double. On ne peut raisonnablement mettre sur le même pied la menace que représentent au titre de la convention des stocks ou des installations de fabrication d'armes chimiques et le risque que présenteraient des substances toxiques mises dans le commerce par l'industrie chimique civile. La priorité absolue du système de vérification est de juguler le premier type de menace. Je me permettrai ici de citer mon distingué collègue, l'Ambassadeur Clerckx de la Belgique qui, à propos des risques qu'entraînerait une mise sous tutelle du secteur chimique civil, a souligné que "l'ennemi n'est pas l'industrie chimique, l'ennemi c'est l'Etat de mauvaise foi".

(M. Azambuja, Brésil)

Certains ont proposé de donner au Secrétariat technique la possibilité de décider d'effectuer des inspections ad hoc à court délai de préavis. Nous pensons nous aussi qu'il est bon de viser à renforcer les mécanismes de vérification de la convention, mais il nous semble que, dans son principe, cette proposition chargerait d'une très lourde responsabilité l'organe technique de la future Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, risquant ainsi de susciter des doutes sur son indépendance et son objectivité d'empêcher l'inspectorat de jouer son rôle dans d'autres domaines essentiels, en particulier dans celui des inspections par mise en demeure.

A propos de cet élément central et essentiel de notre future convention, ma délégation maintient qu'il faudrait le concevoir de telle sorte qu'il ne permette aucune mauvaise utilisation ou aucun abus de ce droit, non seulement en tablant sur l'opprobre international dont ne manquerait pas d'être couvert l'Etat coupable d'une mauvaise utilisation ou d'un abus, mais aussi en confiant un rôle important au Conseil exécutif dans l'une ou plusieurs des phases du processus d'inspection par mise en demeure.

Le rôle du Secrétariat technique sera décisif ici aussi. Nous comprenons fort bien, dans leur principe, les raisons que l'on oppose aux filtres entre la demande et la conduite de l'inspection et nous n'ignorons pas que la nécessité d'agir vite pour empêcher tout camouflage sur le site à inspecter exige à l'évidence une certaine automaticité. Nous préférons toutefois que les conditions de recevabilité de la demande soient très strictes et que des précisions soient exigées, notamment en ce qui concerne le site à inspecter, les points sur lesquels on demande des assurances, les circonstances et la nature du non-respect en question et les dispositions exactes qui auraient été violées. C'est au Secrétariat technique qu'il appartiendrait de s'assurer que chaque demande répond à ces exigences.

S'agissant de l'examen du rapport de l'équipe d'inspection, ma délégation pense que le Conseil exécutif devrait se réunir dès la réception de ce rapport et établir à partir de faits précis s'il y a eu ou non violation de la convention. C'est ce même organe qui devrait également décider des mesures ultérieures à prendre si la violation a été confirmée. Il ne serait guère habile de permettre à l'Etat requérant, qui est partie à la controverse, de prendre la décision finale sur un rapport concernant cette même controverse. Si la procédure de prise de décisions dont nous disposons exige la majorité des deux tiers, le Conseil exécutif pourra régler ce type de question sans qu'aucun groupe politique ou géographique ne puisse à lui seul influer excessivement sur les décisions à prendre.

En confiant ce rôle au Conseil exécutif, on éviterait dans une très grande mesure les mauvaises utilisations ou les abus de la procédure d'inspection par mise en demeure. Si l'autorité et la compétence du Conseil exécutif sont clairement définies, il est probable que les Etats pèseront soigneusement le pour et le contre avant de recourir à ce mécanisme.

Certains pays ont fait part de leurs appréhensions au sujet de ce qu'ils ont appelé le "pouvoir judiciaire" du Conseil exécutif. Ma délégation pense qu'il est certes bon de permettre le règlement des controverses bilatérales hors du cadre de notre convention, mais que si un différend n'est pas réglé

(M. Azambuja, Brésil)

après la mise en branle des processus prévus par la convention, il devrait faire l'objet d'un traitement multilatéral selon les règles et procédures fixées par la convention.

C'est parce que nous voulons confier au Conseil exécutif un rôle important dans le système de vérification que nous sommes sensibles à des questions comme sa composition, ses procédures et son pouvoir de décision. Nous aimerions un Conseil exécutif puissant, efficace et représentatif, composé d'une vingtaine ou d'une trentaine de membres, et donc pas assez petit pour être tenté par l'oligarchie ni assez grand pour devenir lourd et encombrant.

Au nom de l'efficacité, certains ont proposé que quelques sièges soient attribués à titre permanent. Ma délégation estime qu'il y aurait là une discrimination inacceptable et très nettement anachronique à l'heure où nous mettons au point, pour le siècle prochain, un élément important du nouvel ordre international.

Selon nous, la définition de l'éligibilité au Conseil exécutif pourrait combiner trois critères : les critères géographique et politique et le critère de la capacité industrielle. Dans un monde plus parfait, nous aimerions que prédomine, ou même que soit uniquement retenu, sur le modèle de l'Organisation des Nations Unies, le facteur géographique. En attendant, nous sommes prêts à faire preuve de réalisme et à rechercher des moyens ingénieux et équilibrés de combiner les trois critères. On pourrait, et c'est là une des formulations possibles, utiliser la Conférence du désarmement comme modèle et reprendre approximativement les mêmes proportions.

Les discussions préliminaires qui ont eu lieu durant la présente session au sein du Groupe C, que présidait M. Numata du Japon, ont - je crois pouvoir le dire - permis d'apporter beaucoup de lumière sur cet aspect décisif de notre future organisation.

Sous la présidence de mon ami et collègue, l'Ambassadeur Ekéus, le Comité spécial des armes chimiques a fait l'an dernier un travail sérieux et de grande qualité. L'Ambassadeur Sujka a assumé ce lourd fardeau pendant la session actuelle et je le félicite sincèrement en l'assurant de mes voeux de succès pour le reste de l'année 1988.

D'aucuns disent - non sans sagesse, probablement, mais à coup sûr non sans scepticisme - que les mesures de désarmement ne peuvent porter efficacement que sur les armes déjà pratiquement périmées ou sur celles qui en sont encore au stade de l'étude et qui ne seraient pas déployées avant longtemps. Si tel est le cas, hâtons-nous d'imposer une interdiction complète des armes chimiques avant que de nouveaux types d'engins ne provoquent une autre course aux armements, dont les conséquences pour l'ensemble de l'humanité seraient imprévisibles. Traitons les questions en suspens en gardant bien clairement à l'esprit que, pour toute entreprise humaine, il y a un moment opportun et qu'à remettre sans cesse les choses au lendemain on risque de laisser passer définitivement une occasion historique.

(M. Azambuja, Brésil)

En tant que seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement, la Conférence du désarmement doit répondre aux espoirs de la communauté internationale et s'acquitter du mandat qu'elle a reçu de l'Assemblée générale. Le multilatéralisme a là une chance unique de montrer son efficacité en matière de désarmement, et cette chance est à sa portée. Le succès des négociations en cours sur les armes chimiques nous autoriserait à jouer un rôle constructif dans les négociations à venir sur les points "nucléaires" inscrits à notre ordre du jour, ainsi que dans d'autres domaines importants comme l'espace.

Vous pouvez compter, Monsieur le Président, sur la délégation brésilienne pour oeuvrer de bonne foi et avec zèle à la réalisation de cet objectif commun.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Brésil de sa déclaration et de ses mots aimables à l'endroit du Président. Je donne maintenant la parole au représentant de la Mongolie, l'Ambassadeur Bayart.

M. BAYART (Mongolie) (traduit du russe) : Permettez-moi avant tout, au nom de ma délégation, de vous féliciter chaleureusement de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'avril. Nous sommes profondément satisfaits de voir à ce poste le représentant de la Hongrie avec laquelle mon pays entretient des relations d'amitié sincère et de coopération.

Nous sommes heureux qu'en ce moment important, où la Conférence doit préparer le rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, la direction de nos travaux soit confiée à un homme aussi sage et érudit que vous, riche par ailleurs d'un grand savoir et d'une vaste expérience.

Ma délégation est reconnaissante à votre prédécesseur au poste de Président, le représentant de la République fédérale d'Allemagne, pour sa contribution aux travaux de la Conférence.

Les négociations sur une interdiction générale et complète des armes chimiques engagées depuis déjà quelques années sont arrivées aujourd'hui, de l'aveu de tous, à une étape décisive. J'en veux pour preuve le fait que le rapport spécial du Comité spécial des armes chimiques à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (CD/CW/WP.200) fait pratiquement figure de traité.

Il est particulièrement important aujourd'hui d'intensifier nos négociations, notamment en leur consacrant plus de temps tout au long de l'année, et de présenter des propositions concrètes et constructives et non de nouveaux concepts qui compliquent les travaux sur la convention.

Dans son intervention d'aujourd'hui, ma délégation souhaiterait s'arrêter de nouveau brièvement sur l'un des principaux problèmes non résolus, à savoir la question de l'ordre de destruction des armes chimiques, étant donné qu'elle a fait l'objet de discussions animées lors de la préparation du rapport spécial.

(M. Bayart, Mongolie)

J'ai déjà eu l'occasion de déclarer que mon pays ne possédait pas d'armes chimiques et n'avait pas l'intention d'en mettre au point, d'en fabriquer et d'en acquérir. Dans les négociations sur les armes chimiques, ma délégation est animée par la volonté de contribuer, dans la mesure de ses moyens, à l'achèvement rapide de l'élaboration de la future convention. Les documents de travail présentés par notre délégation témoignent de cette attitude.

Nous nous rendons compte que la question de l'ordre de destruction des armes chimiques présente non seulement une grande importance d'un point de vue militaire et stratégique, mais aussi des aspects politiques et moraux bien précis.

La rédaction minutieuse des dispositions de la convention relatives à cette question et leur application scrupuleuse par les parties après l'entrée en vigueur de la convention détermineront, dans une large mesure, la viabilité de celle-ci.

Il est encourageant de voir qu'aujourd'hui s'esquisse une convergence des principaux points de vue sur la question et nous espérons qu'il sera bientôt possible de les transformer en accords car la solution de cette question aura une très grande importance pour la conclusion rapide de la convention.

Un travail considérable a déjà été fait sur la base des principes convenus, tels que la sécurité non diminuée pour tous les Etats pendant toute la phase de destruction, de renforcement de la confiance au début de la phase de destruction, l'acquisition progressive d'expérience au cours de la destruction des stocks d'armes chimiques et l'applicabilité de l'ordre de destruction indépendante de la composition ou du volume réels des stocks et des méthodes choisies pour détruire les armes chimiques.

Il existe un accord général sur le fait que tous les stocks doivent être détruits à la fin de la dixième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention. Nous notons avec satisfaction que les négociations sur cette question ont progressé de façon tangible durant ces derniers mois. On peut indiquer à titre d'exemple l'accord sur le fait que la destruction des armes chimiques de la catégorie 3 doit être achevée cinq ans au plus après l'entrée en vigueur de la Convention. La délégation mongole, tout en tenant compte des positions des diverses délégations, a proposé dans son document de travail CD/CW/WP.182 le principe de nivellement suivant lequel il resterait aux Etats possédant des armes chimiques, à la fin de la huitième année de mise en oeuvre de la Convention, des quantités à peu près égales d'armes chimiques à détruire avant la fin de la dixième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention. Ce principe est maintenant reconnu par tous les participants aux négociations. Les questions du niveau des stocks subsistants et de la durée de la phase de nivellement font l'objet d'un complément d'étude. Il va de soi que pour ces questions également, les pays socialistes sont prêts à coopérer de façon constructive avec toutes les délégations intéressées.

Nous préconisons un ordre de destruction des armes chimiques simple, pratique et efficace. Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, cet ordre doit prévoir la destruction complète de tous les stocks, l'interdiction de leur mise au point, de leur fabrication et de leur stockage,

(M. Bayart, Mongolie)

et surtout la cessation immédiate de la fabrication d'armes chimiques, la déclaration par tous les Etats détenteurs du volume exact et de l'emplacement de tous les stocks d'armes chimiques 30 jours au plus tard après l'entrée en vigueur de la convention à leur égard, la vérification de la fiabilité de ces déclarations et le contrôle international systématique des stocks.

Permettez-moi à cette occasion de faire quelques observations sur le document de travail CD/CW/WP.197 présenté par les délégations de la République fédérale d'Allemagne et de l'Italie. Nous avons étudié avec intérêt les idées formulées dans ce document et nos remarques préliminaires se résument à ce qui suit. Nous avons du mal à comprendre pourquoi le délai fixé pour la phase de nivellement est si court (cinq ans), ce qui conduit presque automatiquement à l'établissement d'un seuil élevé pour les stocks d'armes chimiques des "Etats parties détenteurs de stocks importants". Nous voudrions, et cela est étroitement lié à l'objectif fondamental de la convention, que tous les Etats parties à la convention, sans exception, possédant des armes chimiques, quel que soit le volume de leurs stocks, commencent en même temps leur destruction. Bien entendu, le rythme de destruction variera selon les Etats. Il faudra définir quel doit être ce rythme. On peut envisager différents degrés de nivellement pour les Etats parties détenteurs d'armes chimiques selon l'importance de leurs stocks.

Etant donné que le déroulement de l'opération de destruction des stocks est une question très importante pour le sort de la convention, nous estimons qu'elle doit être inscrite à l'ordre du jour de chaque session ordinaire de la Conférence générale de la future Organisation. Les dispositions relatives à la convocation d'une session extraordinaire, quelles que soient des questions qui y seront examinées, seront fixées de façon précise dans l'article VIII de la convention.

La question de l'ordre de destruction est également abordée dans le document CD/CW/WP.199. Nous avons déjà fait connaître notre point de vue sur ce document dans des interventions antérieures.

Notre délégation, à l'instar de nombreuses autres délégations, estime que la position reflétée dans ce document ne contribue nullement à faire avancer l'élaboration de la convention et à éliminer sans retard les armes chimiques de façon qu'elles ne réapparaissent jamais sous quelque prétexte que ce soit.

Il ne fait aucun doute que les Etats qui ne l'ont pas encore fait, en déclarant dans les plus brefs délais les armes chimiques qu'ils possèdent et le niveau des stocks de ces armes, contribueraient efficacement à ce que soit achevée l'élaboration de leur ordre de destruction avant la fin de la session d'été de 1988.

En conclusion, je voudrais dire quelques mots sur la nécessité urgente de résoudre la question des agents irritants. L'utilisation d'armes chimiques à base de produits chimiques nocifs contre les pays en développement n'ayant pas les moyens de protection suffisants peut porter gravement atteinte à leur sécurité. La population civile et le secteur d'activité pacifique de ces pays

(M. Bayart, Mongolie)

en sont les premières victimes. Il faut également résoudre la question de l'utilisation des herbicides à des fins militaires. Il est temps de faire figurer sous une forme appropriée dans le texte évolutif des dispositions à ce sujet.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Mongolie de sa déclaration et de ses mots aimables à l'endroit du Président. Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, l'Ambassadeur Ahmad.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi de commencer par vous dire tout le plaisir que j'ai à voir présider la Conférence du désarmement par le représentant d'un pays qui a toujours joué un rôle actif au sein de cet organe et contribué utilement à ses travaux. Au début de la session, le ministre des affaires étrangères de votre pays, S.E. M. Péter Várkonyi, nous a honorés de sa présence. L'importante déclaration qu'il a faite témoigne de l'intérêt pris par la Hongrie aux efforts déployés à l'échelon multilatéral en vue du désarmement. Nos délibérations, en ce mois d'avril, ont revêtu une importance particulière en raison du rapport spécial que la Conférence doit soumettre à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Je suis certain que, grâce à votre expérience et à vos qualités de diplomate, vous saurez mener nos travaux à bonne fin. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour exprimer ma sincère gratitude à l'Ambassadeur von Stülpnagel de la République fédérale d'Allemagne, qui a dirigé avec efficacité et compétence les travaux de la Conférence durant le mois de mars, ainsi qu'à l'Ambassadeur Rose, de la République démocratique allemande, qui s'est acquitté de cette tâche en février.

Je tiens également à saluer chaleureusement les collègues qui se sont joints à nous depuis la dernière fois que j'ai pris la parole, à savoir l'Ambassadeur de Montigny Marchand, du Canada, l'Ambassadeur Elaraby, de l'Egypte, l'Ambassadeur Nasseri, de la République islamique d'Iran, l'Ambassadeur Azikiwe, du Nigéria, l'Ambassadeur Sujka, de la Pologne, et l'Ambassadrice Solesby, du Royaume-Uni; j'adresse à ceux de nos collègues qui ont quitté récemment Genève tous mes voeux de succès dans leurs nouvelles fonctions.

Il y a dix ans, à la première session extraordinaire consacrée au désarmement, était constitué notre organe du désarmement sous la forme que nous lui connaissons aujourd'hui encore, tant en ce qui concerne sa composition que ses méthodes de travail. Lorsqu'elle tiendra sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, le mois prochain, l'Assemblée générale se penchera aussi sur les travaux que nous aurons faits au cours des dix dernières années. Nul ne peut prétendre que les progrès enregistrés par la Conférence durant cette période répondent entièrement à l'attente de la communauté internationale, ni que la Conférence a pleinement réalisé les possibilités qu'elle offrait en sa qualité de forum multilatéral unique de négociation sur le désarmement.

(M. Ahmad, Pakistan)

Cependant, la session de 1988 a commencé sous des auspices plus favorables qu'ils ne l'avaient été durant plusieurs années. La signature, en décembre dernier, du Traité entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, a créé un climat propice à nos travaux, ici. Ce traité montre qu'il est possible de faire cesser et même d'inverser la course aux armements nucléaires et que le désarmement nucléaire est un objectif réaliste. Ainsi disparaîtront environ 2 500 missiles - ce n'est pas beaucoup - mais la signification de l'accord conclu entre les superpuissances l'emporte sur les considérations de nombre : c'est le premier accord de désarmement qui prévoit l'élimination, et non plus simplement la limitation, d'une catégorie entière d'armes nucléaires. Le principe des réductions asymétriques que consacre le Traité, mais aussi ses dispositions relatives à la vérification, qui sera détaillée et intrusive, constituent d'importants précédents dont il sera tenu compte lors des négociations sur de futurs accords en la matière, qu'elles soient menées par les superpuissances ou par la communauté mondiale, voire dans un contexte régional. L'accord montre que les inspections obligatoires sur place sont souhaitables et réalisables, et peuvent être effectuées sans que la souveraineté des Etats et la sécurité nationale soient compromises. En outre, le Traité consolide le principe suivant lequel, aux fins de tout accord de désarmement, celui qui a de l'avance quant à un élément doit procéder à des réductions plus fortes à cet égard.

Bien entendu, le Traité FNI ne sera un véritable jalon qu'à la condition d'être le précurseur de nouvelles mesures de désarmement. La communauté internationale s'attend qu'il soit suivi d'accords tendant à réduire radicalement les armes stratégiques offensives ainsi que les armes tactiques, puis à les éliminer complètement, et d'accords visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. En revanche, le Traité perdrait beaucoup de sa valeur si l'élimination des armes nucléaires à portée intermédiaire et à plus courte portée venait à être compensée par l'accroissement ou le perfectionnement d'autres types d'armes nucléaires.

La non-prolifération fait partie intégrante du processus de désarmement nucléaire. Les Etats qui ont volontairement renoncé aux armes nucléaires l'ont fait afin de contribuer à l'objectif supérieur d'un monde exempt d'armes nucléaires et dans l'attente de voir aussi les Etats dotés d'armes nucléaires y renoncer solennellement un jour. Ce contrat est consacré par le Traité sur la non-prolifération. Toute tentative pour dénier aux Etats non dotés d'armes nucléaires le droit de participer à l'élaboration de mesures visant au désarmement nucléaire et à la prévention d'une guerre nucléaire serait donc moralement indéfendable de même que juridiquement déloyale. Une telle politique manquerait encore de clairvoyance, car la viabilité de toute mesure concernant un domaine qui affecte aussi profondément la sécurité et la survie de chaque Etat est déterminée par la manière dont la mesure considérée concilie les intérêts de sécurité de tous.

Par conséquent, on ne saurait dénier à la Conférence du désarmement, en sa qualité d'unique instance multilatérale de négociation, le rôle qui lui revient dans le domaine du désarmement nucléaire. Il est donc regrettable qu'en raison de l'opposition du groupe de pays occidentaux, la Conférence n'ait pas pu adopter le projet de mandat d'un comité spécial au titre

(M. Ahmad, Pakistan)

du point 2 de son ordre du jour, que lui avait soumis le Groupe des 21 dans les premières semaines de la présente session (CD/819) et aux termes duquel l'organe subsidiaire serait chargé de développer le paragraphe 50 du Document final et d'identifier des questions de fond pour les négociations multilatérales. De même, nous sommes profondément déçus qu'en raison de la position adoptée par le groupe occidental, la Conférence n'ait pas été à même d'engager réellement les travaux sur la question de la prévention de la guerre nucléaire depuis son inscription à l'ordre du jour, en 1984, et que le projet de mandat soumis par le Groupe des 21 (CD/515/Rev.4) pour un comité spécial chargé d'examiner toutes les propositions pertinentes ait été rejeté une fois encore.

Je voudrais maintenant aborder la question de l'interdiction des essais nucléaires, qui occupe un rang de priorité des plus élevés dans les négociations multilatérales sur le désarmement. Il y a 25 ans, les parties au Traité sur l'interdiction partielle des essais ont déclaré qu'elles chercheraient à parvenir à la conclusion d'un traité qui aboutirait à l'interdiction permanente de toutes les explosions nucléaires expérimentales, y compris toutes les explosions souterraines. Cinq ans plus tard, les parties au Traité sur la non-prolifération rappelaient cet engagement et déclaraient leur intention de prendre des mesures efficaces dans la voie du désarmement nucléaire. La nécessité urgente de conclure une interdiction des essais nucléaires a été soulignée à plusieurs reprises par l'Assemblée générale des Nations Unies, par le Mouvement des pays non alignés, par l'Organisation de la Conférence islamique et, tout dernièrement encore, par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale dans leur Déclaration de Katmandou de novembre 1987.

Pendant longtemps, il a semblé que les négociations relatives à une interdiction des essais se brisaient sur l'écueil de la vérification. Cependant, il est manifeste à présent que certains Etats dotés d'armes nucléaires n'accepteraient pas une interdiction des essais, même assortie d'un système de vérification à toute épreuve. Dans ces conditions, la délégation pakistanaise ne trouve guère de réconfort dans l'ouverture de négociations de grande envergure et progressives sur les essais nucléaires entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Nous voulons appliquer à ces pourparlers les critères énoncés au paragraphe 51 du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, où il est dit que la cessation des essais d'armes nucléaires représenterait une contribution significative à l'objectif que constitue le fait de mettre un terme au perfectionnement qualitatif des armes nucléaires et à la mise au point de nouveaux types de telles armes et d'empêcher la prolifération des armes nucléaires.

Les négociations que mènent actuellement les Etats-Unis et l'Union soviétique visent en premier lieu à assortir de mesures de vérification améliorées le Traité relatif à la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et le Traité sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques, qui établissent à 150 kilotonnes la puissance maximale admissible des explosions. Ces restrictions n'ont toutefois pas réellement limité de quelque manière le programme de mise au point d'armes nucléaires de l'un quelconque des signataires. Par conséquent,

(M. Ahmad, Pakistan)

un accord visant à vérifier la puissance des explosions n'empêcherait pas l'élaboration de nouveaux modèles d'armes, ni ne mettrait fin au perfectionnement des armes nucléaires, comme l'avait prévu le Document final. Le monde ne s'attend pas que l'on s'attache à vérifier la puissance des explosions - dont le seuil actuellement admis est d'ailleurs élevé - mais bien plutôt que ces essais cessent tout à fait. La limitation progressive du nombre et de la puissance des essais n'aurait de sens que si elle servait à freiner la mise au point qualitative des armes et était adoptée dans le contexte d'un engagement juridiquement contraignant quant au fait de parvenir à une interdiction complète des essais dans un délai bref et fixé d'avance.

L'objectif que constitue l'interdiction à jamais de toutes les explosions nucléaires effectuées par tous les Etats dans tous les milieux ne peut être atteint au moyen de pourparlers bilatéraux. Il est donc indispensable d'aborder la question de leur interdiction dans un contexte multilatéral. La Conférence du désarmement ne devrait plus ajourner les négociations sur cette question.

Il est regrettable que, faute d'une entente entre ses membres sur un mandat adéquat pour un comité spécial, la Conférence n'ait pas été en mesure, durant les cinq dernières années, d'entreprendre des travaux de fond sur une interdiction des essais. Au début de ce mois, le Groupe des 21, dans un esprit de compromis et faisant une nouvelle fois preuve de souplesse, a soumis un projet de mandat (CD/829) pour un comité spécial qui serait établi en vue d'effectuer la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Nous avons l'espoir que cette proposition viendra à être adoptée, et nous encourageons vivement les pays pour lesquels une interdiction des essais constitue un objectif à long terme à réfléchir de près aux effets que tout nouveau retard dans la conclusion d'un traité relatif à l'interdiction complète des essais aurait sur les efforts visant à empêcher l'acquisition de l'arme nucléaire par d'autres Etats.

A ce propos, je tiens aussi à informer la Conférence de la proposition faite l'année dernière par le Premier Ministre pakistanais au Premier Ministre indien, tendant à ce que les deux pays concluent un traité bilatéral d'interdiction des essais nucléaires. Nous avons l'espoir qu'il sera répondu favorablement à cette proposition. Nous estimons que la conclusion d'un accord bilatéral sur la question entre le Pakistan et l'Inde aurait l'avantage de donner à chacun des deux pays et au monde entier l'assurance que ni le Pakistan ni l'Inde n'ont la moindre intention de poursuivre dans la voie des armes nucléaires.

La délégation pakistanaise a toujours attaché une importance particulière au point 6 de l'ordre du jour relatif aux garanties négatives de sécurité. Nous notons avec satisfaction qu'un comité spécial au titre de ce point a été créé au début de la session et tenons à exprimer notre reconnaissance à l'Ambassadeur Tellalov, de la Bulgarie, pour la détermination avec laquelle il préside les travaux de cet organe. A la présente session, les négociations sur cette question, que la Conférence du désarmement examine depuis 10 ans, n'ont guère progressé. Il n'a pas été tenu compte de la demande légitime des Etats non dotés d'armes nucléaires, lesquels insistent pour que, en échange de leur renonciation aux armes nucléaires, les Etats dotés d'armes nucléaires

(M. Ahmad, Pakistan)

leur donnent, dans un instrument international ayant force juridique obligatoire, l'assurance qu'ils n'emploieront ni ne menaceront d'employer les armes nucléaires contre ceux qui n'en possèdent pas. Malheureusement, une telle attitude de la part des puissances nucléaires intéressées ne peut qu'affaiblir le régime de non-prolifération.

La prévention d'une course aux armements dans l'espace est aussi un domaine où la Conférence doit avancer d'urgence et à titre prioritaire. La délégation pakistanaise se félicite que le comité spécial au titre de ce point ait commencé ses travaux de fond le mois dernier, bien qu'avec un certain retard, et elle tient à assurer l'Ambassadeur Taylhardat, du Venezuela, de son entier concours dans l'accomplissement de sa tâche difficile.

Depuis sa création en 1985, ce comité spécial a examiné dans le détail les questions ayant un rapport avec la prévention d'une course aux armements dans l'espace ainsi que les accords existants. Nous devons maintenant concentrer nos efforts sur le troisième point du programme de travail, qui concerne les propositions existantes et les futures initiatives, en vue de parvenir à un accord sur des mesures concrètes visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. Nous avons l'espoir que le Comité spécial aura la possibilité, cette année, de travailler réellement à l'accomplissement de cette tâche.

Nul ne peut sérieusement contester le fait que le régime juridique qui gouverne actuellement les activités des Etats dans l'espace et qui est constitué du droit coutumier, de la Charte des Nations Unies et de plusieurs accords internationaux se rapportant explicitement à l'espace, n'est pas suffisant pour prévenir une course aux armements dans ce milieu. Au cours de ses débats, le Comité spécial a identifié plusieurs lacunes dans le droit existant. Celui-ci est déjà dépassé du fait de progrès technologiques que n'avaient pas prévus les auteurs des traités existants. La rapidité avec laquelle les techniques spatiales avancent risque de vider de toute substance le droit de l'espace actuellement en vigueur.

Des activités militaires de toutes sortes sont d'ores et déjà menées dans l'espace, et les systèmes d'appui spatial sont devenus un élément important de la machine militaire des puissances spatiales. Il reste que, pour l'heure, ces activités n'entraînent pas l'emploi d'armes dans l'espace ou d'armes dirigées contre des objets spatiaux. Il est encore temps d'adopter des mesures qui excluraient à tout jamais la possibilité d'une course aux armements dans l'espace coûteuse et extrêmement dangereuse. Il faut établir d'urgence un nouveau régime international global susceptible d'empêcher que notre dernier domaine d'exploration ne se transforme en une arène de conflit armé. Il conviendrait d'adopter une interdiction stricte et universelle de la mise au point, de l'essai, de la fabrication et du déploiement d'armes de toute sorte dans l'espace. Ce régime devrait en outre viser à ouvrir à toutes les nations, sur une base d'égalité, l'accès aux utilisations bénéfiques et stabilisatrices de l'espace.

(M. Ahmad, Pakistan)

Une plus grande transparence dans les activités militaires menées par les puissances spatiales dans l'espace serait un important facteur d'accroissement de la confiance. Nous invitons donc les pays qui se livrent à des recherches sur les armes spatiales, ainsi qu'à la mise au point et à l'essai de telles armes, d'informer franchement et en détail la Conférence du désarmement de ces activités, en attendant qu'intervienne une interdiction complète de telles armes.

La proposition tendant à renforcer la Convention sur l'immatriculation a été appuyée par de nombreuses délégations. Les renseignements sur la fonction générale des objets spatiaux, que les parties à la Convention ont actuellement à fournir conformément à son article IV, ne sont pas communiqués en temps voulu, ne sont pas suffisants pour donner une idée claire des activités militaires menées par les puissances spatiales, et ne font pas l'objet d'une vérification.

Pour combler ces lacunes, il serait nécessaire de modifier la Convention sur l'immatriculation, ou de conclure un nouvel accord en vertu duquel des renseignements détaillés concernant notamment la fonction précise du véhicule spatial seraient fournis avant son lancement et vérifiés sur l'aire de lancement par un organisme international. A ce propos, je voudrais rappeler la proposition soviétique d'établir un inspectorat international chargé de vérifier le non-déploiement d'armes dans l'espace. A notre avis, une telle institution pourrait en un premier temps être mise sur pied dans le but de vérifier les données concernant la fonction des objets spatiaux et de fournir ainsi à la communauté internationale des informations fiables sur les activités dans l'espace, en particulier celles qui revêtent un caractère militaire.

La délégation pakistanaise a déjà apporté à diverses occasions son appui à la proposition d'établir une agence internationale pour la surveillance de l'espace. Une telle organisation donnerait à la communauté internationale les moyens de vérifier le respect d'accords de désarmement grâce aux techniques de télédétection et de surveillance dont ne disposent encore qu'un petit nombre d'Etats. Cela contribuerait à renforcer la confiance et la transparence, partant, la paix et la sécurité internationales.

Nous sommes préoccupés par les vastes programmes que mènent actuellement quelques pays dans le but de mettre au point des défenses antimissiles basées dans l'espace. Nous croyons que l'implantation de tels systèmes, si tant est que cela soit techniquement possible, conduirait à une concurrence sans fin sur le plan des défenses stratégiques, à la mise en place d'une légion de contre-systèmes capables de déjouer ces défenses et au déploiement d'un nombre plus élevé d'armes offensives plus perfectionnées. Une telle course aux armements, qui affecterait la Terre aussi bien que l'espace, se révélerait coûteuse et extrêmement déstabilisatrice.

On s'est aperçu dès les années 60 des dangereuses répercussions que pourrait avoir une rivalité sur le plan de la défense antimissile. D'où l'adoption du Traité ABM de 1972 qui limite rigoureusement de tels systèmes. L'idée fondamentale de cet instrument, à savoir qu'il n'est possible de limiter les armes nucléaires offensives qu'à la condition

(M. Ahmad, Pakistan)

de restreindre strictement les systèmes antimissiles, reste valable et universellement admise. Il est donc nécessaire de compléter et de renforcer ce traité bilatéral par un accord multilatéral de durée illimitée. Je tiens à rappeler à cet égard une proposition faite à cet effet par la délégation pakistanaise, en 1986.

L'importance d'une interdiction des armes antisatellites est largement reconnue. A l'évidence, une telle interdiction doit assurer la protection des seuls satellites remplissant des fonctions pacifiques, et non pas de ceux qui menacent la sécurité d'autres Etats. Par conséquent, une interdiction des armes antisatellites présuppose une définition convenue des fonctions pacifiques et un système de vérification destiné à déterminer si les objets lancés dans l'espace répondent à ce critère. Il faut entreprendre d'urgence l'examen de ces questions.

Une vérification efficace est un élément indispensable de tout accord international relatif au désarmement. C'est aussi vrai de tout instrument concernant l'espace. On exagère parfois les difficultés liées à la vérification du respect des accords sur l'espace en raison de l'immensité de ce milieu. Une vérification parfaite relève de l'impossible, et ce n'est donc pas à cela qu'il faut viser. Tous les objets spatiaux sont lancés de la Terre, et leur nombre n'est pas illimité. On sait où se trouvent les aires de lancement et il serait facile d'inspecter les satellites avant qu'ils ne soient lancés. De plus, l'espace peut être librement inspecté, puisque aucune considération de souveraineté nationale n'entre en ligne de compte.

Il est indispensable de respecter pleinement le régime juridique existant applicable à l'espace, malgré ses imperfections et ses lacunes. Le Traité ABM en est l'un des éléments essentiels. Il faut l'observer rigoureusement, mais aussi maintenir et renforcer encore ses dispositions.

La délégation pakistanaise accueille favorablement les négociations bilatérales sur des questions liées à l'espace que mènent actuellement les superpuissances et encourage vivement les deux parties à les mener rapidement à bonne fin, en adoptant des solutions qui tiendraient aussi compte des intérêts plus larges de la communauté internationale.

J'ai abordé ce matin les points 1, 2, 3, 5 et 6 de l'ordre du jour et espère avoir ultérieurement l'occasion de traiter des points 4, 7 et 8.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Pakistan de sa déclaration et des mots aimables qu'il a adressés au Président. Je le remercie en particulier de ce qu'il a dit touchant mon pays.

Je donne maintenant la parole au Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sujka, qui présentera le rapport de ce Comité, publié sous la cote CD/831.

M. SUJKA (Pologne) (parlant en qualité de Président du Comité spécial des armes chimiques) (traduit de l'anglais) : Camarade Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter chaleureusement de la manière dont vous avez dirigé la Conférence en ce mois d'avril. Vous vous êtes acquitté de votre tâche avec une grande habileté et avec beaucoup d'efficacité au cours de cette période difficile où il nous fallait établir le rapport de la Conférence à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Je tiens aussi à saisir l'occasion qui m'est donnée de remercier les ambassadeurs qui viennent de me souhaiter la bienvenue.

Le rapport que je présente aujourd'hui sous la cote CD/831 a été adopté dans son intégralité le 20 avril par le Comité spécial des armes chimiques. Il reflète les résultats des négociations menées depuis la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, y compris celles qui se sont achevées durant la demi-session de printemps. Pour répondre aux besoins de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, il traduit le stade actuel de l'élaboration d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Le document présenté suit d'une manière générale le même plan que celui qui a été adopté les années précédentes. Il comprend trois volets, constitués par la partie dite technique, qui rappelle brièvement l'historique des négociations au sein de la Conférence et de son organe subsidiaire, et par les appendices I et II. Je résumerai succinctement les deux dernières parties. L'appendice I contient la version actuelle du texte dit évolutif du projet de convention et constitue une partie essentielle du rapport. L'appendice II renferme le texte de documents qui reflètent le résultat des travaux entrepris jusqu'ici sur les questions pertinentes. Ces documents font partie du rapport et il a été convenu qu'ils devaient servir de base pour les travaux ultérieurs. Ils ne sont pas encore suffisamment développés pour figurer dans l'appendice I.

Le rapport présenté traduit un nouveau pas en avant dans nos négociations. Il englobe les résultats obtenus durant la demi-session de printemps. Le temps dont nous avons disposé était plus court que d'habitude, mais il a été mis à profit avec beaucoup d'intensité et de sérieux. Néanmoins, je partage l'opinion de ceux qui estiment que les résultats apparaissent inférieurs aux espoirs et aux attentes communément exprimés.

Il reste toutefois la demi-session d'été qui pourrait nous rapprocher beaucoup de nos buts communs.

Résumant la situation telle que la reflètent les appendices I et II, je dirai que, dans certains domaines, nous avons pu développer les textes existants et avancer vers des solutions mutuellement acceptables. Dans d'autres domaines, nous avons mis au point une base commune pour la poursuite des travaux. Nous avons obtenu également un tableau plus clair des divergences de positions sur certaines questions fondamentales. J'espère que cela nous permettra de surmonter ultérieurement ces obstacles.

(M. Sujka, Pologne)

Je voudrais appeler l'attention des délégations sur un aspect des travaux du Comité que je considère très important pour le processus de négociation. Il s'agit de la transparence et de la confiance accrues entre les délégations qui se sont manifestées dans de nombreuses déclarations faites par les Etats participants au sujet des armes chimiques et des questions connexes, ainsi que dans les diverses visites d'installations chimiques militaires et l'échange de données aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Nous sommes convenus lors de la première réunion du Comité spécial que celui-ci examinerait tous les articles du projet de convention, en s'attachant plus particulièrement aux articles III, IV, V et X examinés par le Groupe de travail B, aux articles VI et XI relevant du Groupe A et aux articles VII, VIII et IX examinés par le Groupe C.

Le Comité a donc concentré ses travaux sur ces domaines. J'ai tenu en outre un certain nombre de consultations non restreintes sur les articles XII à XVI du projet de convention - qui n'ont pas fait jusqu'ici l'objet de négociations véritables. Nous n'avons toutefois pas pu examiner de près les articles I et II - bien qu'ils aient été eux aussi actualisés - afin de refléter la situation telle qu'elle se présente dans son ensemble.

Pour résumer, je voudrais dire que le rapport traduit de façon juste et détaillée ce qui a été accompli et ce qui reste à négocier et à convenir. Il montre que l'élaboration de la convention a atteint un stade très avancé. Le point où nous en sommes arrivés pour examiner les questions en suspens laisse place à l'optimisme, en particulier si les délégations mettent à profit l'interruption des travaux pour préparer soigneusement la session d'été afin que nos activités puissent s'intensifier.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude aux présidents des groupes de travail, M. Cima, de la Tchécoslovaquie, M. Macedo, du Mexique, et M. Numata, du Japon, ainsi qu'au secrétaire du Comité, M. Bensmail, et à son assistante, Mlle Darby.

Le PRESIDENT : Je remercie l'Ambassadeur Sujka, Président du Comité spécial des armes chimiques, de sa présentation du rapport de ce comité et des mots aimables qu'il a eus à l'adresse de la présidence.

Conformément à la décision prise par la Conférence à sa 436ème séance plénière, je donne maintenant la parole au représentant de la Finlande, l'Ambassadeur Mennander.

M. MENNANDER (Finlande) (traduit de l'anglais) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'avril. Vos qualités de diplomate sont bien connues et sont très appréciées de ma délégation.

Je prends la parole aujourd'hui pour appeler l'attention sur une note verbale distribuée par la Finlande à toutes les délégations participant à la Conférence du désarmement, qu'elles soient membres ou non. Cette note, déposée dans les casiers près de la salle III, expose les vues du Gouvernement finlandais sur la question de l'élargissement de la composition de la Conférence.

(M. Mennander, Finlande)

Nous sommes heureux de noter que cette question soulève un regain d'intérêt, comme le montrent les nombreuses remarques faites en séance plénière durant la demi-session de printemps. Jeudi dernier encore, le représentant de la Belgique, l'Ambassadeur Clerkcx, a souligné que la question de la composition de la Conférence avait été gelée pendant bien des années et il a exprimé le soutien de la Belgique à l'égard d'un élargissement rapide de la Conférence, dépassant même le chiffre de quatre membres. Il a ensuite lancé un appel urgent en faveur d'initiatives visant à sortir de l'impasse dans ce domaine. Pour notre part, nous jugeons ses remarques tout à fait appropriées.

Faisant suite aux observations présentées ici le 18 février par le Ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Kalevi Sorsa, la note finlandaise réaffirme notre intérêt de devenir membre de la Conférence dans les meilleurs délais. Elle souligne également que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement fournit une occasion opportune d'examiner à nouveau dans son ensemble la question de la composition, de façon à aider la Conférence à parachever rapidement ses consultations sur le sujet.

A notre avis, le réexamen de cette question devrait conduire à se pencher sur toutes les options susceptibles d'aboutir sans tarder à un accord. Nous pensons qu'un élargissement progressif mais limité constitue une option qui mérite d'être envisagée sérieusement.

Nous sommes convaincus qu'avec la bonne volonté et l'esprit de compromis nécessaires, la question de la composition de la Conférence ne saurait rester encore longtemps sans solution. Nous sommes prêts à mener des consultations dans ce domaine avec toutes les délégations intéressées.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Finlande de sa déclaration et de ses mots aimables à l'adresse de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Lors de leur réunion à Moscou les 21 et 22 avril, le Ministre des affaires étrangères de l'URSS et membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Edouard Chevardnadze, et le Secrétaire d'Etat américain, George Shultz, ont passé en revue, entre autres questions importantes, l'état des négociations bilatérales et multilatérales à Genève visant une interdiction globale des armes chimiques, qui serait effectivement vérifiable et engloberait tous les Etats capables de fabriquer de telles armes. Dans leur déclaration commune, les ministres ont souligné qu'ils avaient chargé leurs délégations de procéder à de nouveaux travaux constructifs, notamment dans des domaines tels que le renforcement de la confiance, la transparence, la vérification et la sécurité des Etats parties, en vue de contribuer à l'élaboration de la convention multilatérale interdisant les armes chimiques. Ils ont également noté leur préoccupation à l'égard du problème croissant de la prolifération et de l'emploi des armes chimiques.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Je voudrais parler aujourd'hui des questions concernant le renforcement de la confiance et la transparence.

Le 18 février dernier, le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'URSS, Vladimir Petrovski, a présenté à la Conférence un mémorandum concernant l'échange multilatéral de données dans le cadre de l'élaboration de la convention sur l'interdiction complète et générale des armes chimiques et sur leur destruction. Ce texte contenait nos idées relatives à l'objectif d'un tel échange et au volume d'information que nous jugeons approprié d'échanger. Le 15 mars, la délégation soviétique a fourni des explications supplémentaires sur le mémorandum et a présenté des renseignements dans le cadre de la première étape de l'échange de données proposé.

Dans la déclaration du 18 février 1988, il a été également proposé de désigner, chacun à titre volontaire, une installation dans laquelle seraient essayées, par un groupe international d'experts spécialement constitué, les procédures élaborées au cours des négociations pour la vérification internationale systématique de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie commerciale.

Ces deux propositions nous semblent avoir suscité un certain intérêt. Nous avons entendu des remarques, des idées et des demandes d'explications. Il nous paraît maintenant approprié, à la fin de la première partie de la session de 1988, de résumer les premiers résultats de l'échange de données qui a effectivement commencé et de l'échange de vues sur nos propositions qui s'est déroulé. Tel est donc le sujet dont je vais parler.

Nous notons avec satisfaction que d'importantes mesures ont été prises récemment en vue d'assurer une plus grande transparence dans le domaine des armes chimiques. Plus de 20 Etats ont déclaré qu'ils ne possédaient pas de telles armes; deux représentants l'ont fait aujourd'hui même, à cette séance - l'Ambassadeur Azambuja, du Brésil, et l'Ambassadeur Bayart, de la Mongolie, lequel a réaffirmé la déclaration qu'il avait déjà faite en ce sens. Un certain nombre de pays ont fourni des données montrant qu'ils fabriquaient des produits visés par la convention. Les visites d'installations ayant un rapport avec les armes chimiques deviennent une pratique de plus en plus générale. Nous espérons que ces initiatives de renforcement de la confiance se renouvelleront.

En particulier, nous estimons que les Etats possédant des armes chimiques devraient fournir des informations sur le volume de leurs stocks. Ces informations servent non seulement à dissiper les soupçons et à renforcer la confiance, mais elles sont aussi nécessaires d'un point de vue pratique pour l'élaboration de la convention, notamment en ce qui concerne l'ordre de destruction des stocks d'armes chimiques. Comme on le sait, l'Union soviétique a déjà fourni de telles données.

Toutefois, nous percevons une note de méfiance, en particulier dans la déclaration de la délégation des Etats-Unis, en ce qui concerne le chiffre que nous avons annoncé, bien qu'aucun argument ne soit venu étayer cette méfiance. Adoptant sans autre forme de procès cette même "logique de la méfiance", nous pourrions aussi, semble-t-il, mettre en doute la fiabilité des informations fournies par les Etats-Unis quant à leur arsenal chimique.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Nous nous en abstiendrons toutefois car nous ne voulons pas que l'échange de données et l'esprit d'ouverture nous conduisent dans une direction opposée à la confiance.

En outre, dans sa déclaration du 19 avril, le représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Friedersdorf, a reproché à l'Union soviétique d'essayer - prétendument - de "connaître à peu près tout", fin de citation, des armes chimiques américaines en invitant les Etats-Unis à déclarer le volume global de leurs stocks, tandis que ceux de l'Union soviétique "continueraient à être en grande partie tenus secrets". La délégation des Etats-Unis a affirmé que les données sur le nombre et l'emplacement des installations de fabrication et de stockage d'armes chimiques étaient "beaucoup plus importantes". De telles données sont certes importantes. Mais à quelles fins ? Evidemment, aux fins de la vérification qui aura lieu après l'entrée en vigueur de la convention. Alors, bien entendu, l'emplacement de toutes les installations de stockage devra être déclaré, y compris celles qui se trouvent en territoire étranger. Or j'ignore, par exemple, où sont situées les armes chimiques des Etats-Unis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Mais puisqu'il n'est pas envisagé de vérifier les données échangées à l'échelon multilatéral avant la signature de la convention, on ne voit pas clairement à quoi peuvent servir à ce stade des données sur l'emplacement des installations. Il n'en va pas de même, comme je l'ai déjà, dit, pour le volume des stocks.

Les Etats-Unis ne veulent pas fournir de chiffre à ce sujet en disant que les données qu'ils ont déjà communiquées, y compris celles qui concernent la répartition en pourcentage des stocks globaux, divulguent, comme le dit l'Ambassadeur Friedersdorf, "à peu près tout des stocks d'armes chimiques des Etats-Unis". Mais on peut tout aussi bien considérer cela sous l'angle opposé. Si l'Union soviétique fournit, en plus du chiffre déclaré relatif au volume de ses stocks, les données que les Etats-Unis ont communiquées, nous nous trouverons dans la situation même que les Etats-Unis essaient d'éviter. Y a-t-il une issue à cela ? Nous croyons qu'il en existe une si l'on part du critère de la nécessité de certaines données pour l'élaboration de la convention, de préférence aux raisons, sans rapport avec les négociations, pour lesquelles des données ont été communiquées à un moment ou à un autre. Ces raisons appartiennent à chaque Etat individuellement.

Le 19 avril, se référant de toute évidence à sa déclaration du 8 mars dernier, la représentante du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby, a dit que, "au départ, certaines informations divulguées susciteront de nouvelles questions ou pourront ne pas concorder avec les évaluations faites par d'autres pays". De même, le 8 mars, elle a émis des doutes quant au chiffre que nous avons communiqué à propos de nos stocks et quant à la portée de la démonstration de Chikhany. J'ai déjà souligné auparavant que tout peut être mis en question. Les estimations démesurées de nos stocks d'armes chimiques qui ont été publiées à l'Ouest ne peuvent qu'être laissées à la conscience de leurs auteurs. Il est difficile de comprendre pourquoi nous devrions prouver l'exactitude de nos déclarations uniquement parce que d'aucuns, à l'Ouest, manifestent une imagination débordante au sujet de nos stocks. La preuve de l'exactitude de nos déclarations sera fournie dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur de la convention. Pour l'heure, permettez-moi de rappeler

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

ce que nous avons dit, à savoir que les stocks d'armes chimiques en Union soviétique ne dépassent pas 50 000 tonnes de substances toxiques. Par "armes chimiques", nous entendons à la fois les munitions chimiques et les substances toxiques en vrac.

Quant à la démonstration de Chikhany, le commandant du dispositif chimique de l'Union soviétique a déclaré lors de la conférence de presse tenue à l'issue de la démonstration que celle-ci avait inclus toutes les substances toxiques et les munitions de type standard dont disposait l'Union soviétique.

Je pense que l'on peut dire dans l'ensemble que des progrès substantiels ont été accomplis pendant cette partie de la session en ce qui concerne l'échange multilatéral de données sur les armes chimiques avant la signature de la convention. Nous espérons que de nouveaux progrès seront réalisés dans ce domaine cet été, durant la seconde partie de la session.

Je voudrais maintenant aborder une question qui est liée d'une certaine manière à la première, à savoir la proposition que la délégation de l'Union soviétique a faite le 18 février à la Conférence du désarmement en ce qui concerne une expérience consistant à essayer les procédures élaborées au cours des négociations pour la vérification internationale systématique de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie commerciale. Nous sommes encouragés par l'intérêt que de nombreuses délégations ont manifesté à l'égard de cette idée. Certaines évaluations initiales de notre proposition ont été faites. Compte tenu de l'examen fait, nous voudrions fournir aujourd'hui des éclaircissements complémentaires sur l'organisation de cette expérience telle que nous l'entendons.

Premièrement, nous estimons que, durant l'expérience, il conviendrait d'effectuer des activités envisagées dans le projet de convention pour les types d'usines dont les installations auront été choisies pour l'expérience, y compris les déclarations pertinentes.

Deuxièmement, l'expérience pourrait être effectuée par étapes. Lors de la première étape, une expérience nationale (réalisée par les inspecteurs de l'Etat concerné) serait effectuée dans l'usine désignée. Le gouvernement présenterait à la Conférence du désarmement un rapport sur les résultats de l'expérience contenant des conclusions et, le cas échéant, des suggestions sur les procédures de vérification internationale élaborées durant les négociations.

Troisièmement, un groupe d'experts spécialement constitué (ses membres seraient désignés par les Etats où l'expérience a eu lieu) analyserait les rapports et en tirerait des conclusions générales. Ce groupe essaierait également, lors de la deuxième étape, les procédures de vérification systématique dans les usines désignées par les Etats. Ces inspections internationales pourraient comprendre l'essai (avec l'accord de l'Etat d'accueil) des procédures supplémentaires que les experts jugeraient souhaitables.

Le groupe international d'experts présenterait ses conclusions et ses recommandations à la Conférence du désarmement.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Quatrièmement, le coût des expériences, y compris les frais d'invitation des experts, serait à la charge des gouvernements.

Telles sont les nouvelles réflexions dont je voulais vous faire part. Nous attendons avec intérêt les réactions des autres délégations.

Pour conclure, je voudrais exprimer l'espoir que l'interruption estivale de nos travaux sera mise à profit par toutes les délégations pour réfléchir aux résultats de la première partie de cette session et pour étudier les possibilités de réaliser de nouveaux progrès dans l'élaboration de la convention.

Permettez-moi aussi, Camarade Président, de vous remercier d'avoir guidé avec sagesse et succès les travaux de la Conférence durant ce mois d'avril, alors qu'elle avait une lourde tâche à remplir - l'établissement du rapport de la Conférence à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Je dois encore vous parler d'une circonstance qui nous attriste : cette séance est la dernière à laquelle assiste notre collègue, le représentant de la République populaire de Bulgarie, l'Ambassadeur Konstantin Tellalov. Il quitte Genève, après avoir accompli la mission qui lui était confiée et dont il s'est acquitté dignement, avec une grande compétence. Sa vivacité d'esprit, sa vaste expérience politique et diplomatique et le charme de sa personnalité vont nous manquer. Je suis sûr qu'il continuera à mettre ces remarquables qualités au service de son pays. Au nom de la délégation soviétique et en mon nom propre, je tiens à adresser à Konstantin Tellalov et à son épouse, Youliya, nos voeux les plus cordiaux de bonheur, de santé et de succès.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Teja.

M. TEJA (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, au début du mois, ma délégation a dit combien elle se réjouissait de vous voir occuper la présidence pendant ce mois d'avril décisif. Aujourd'hui, alors que les travaux de notre session de printemps tirent à leur fin, je voudrais vous féliciter pour l'efficacité et le savoir-faire avec lesquels vous avez guidé nos travaux, en particulier lors de la mise au point du rapport spécial de la Conférence du désarmement à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Quand nous reprendrons nos travaux cet été, un événement majeur aura eu lieu dans le domaine du désarmement, à savoir la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, organisée à New York du 30 mai au 25 juin 1988. Quelle que soit la nature exacte des relations entre la Conférence du désarmement et l'ONU, cette session extraordinaire sera sans aucun doute très importante pour nos travaux. Dans ma déclaration d'aujourd'hui, j'aimerais m'arrêter en particulier sur certaines des questions relatives à cette session extraordinaire.

(M. Teja, Inde)

Elle nous donne une chance unique de relancer et de renforcer le multilatéralisme en matière de désarmement. Plusieurs choix s'offrent à nous, et il nous appartient de profiter de ces circonstances exceptionnelles pour engager un dialogue constructif et pacifique. Nous pensons que la troisième session extraordinaire ne devrait être ni une simple réédition des sessions précédentes, ni essayer de modifier ou de remanier ce dont on est déjà convenu. Toute tentative pour diminuer ou affaiblir l'autorité ou la validité du Document final que nous avons tous approuvé il y a dix ans, et auquel nous avons tous réaffirmé notre adhésion unanime et catégorique en 1982, aurait pour seul résultat de nous égarer et de nous enliser dans de vains débats. Nous devrions donc faire en sorte que la session extraordinaire soit tournée vers l'avenir et empreinte de pragmatisme, de façon que nous puissions bâtir sur ce qui a déjà fait l'objet d'un accord et oeuvrer à la réalisation de notre objectif global : un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Nous sommes tous foncièrement attachés au succès de cette troisième session extraordinaire. Ce qui nous distingue, ce sont les diverses interprétations que nous donnons du succès. En 1978, la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a été un événement historique. Elle avait été organisée en réponse à l'inquiétude croissante des peuples qui voyaient la course aux armements, en particulier la course aux armements nucléaires, menacer de plus en plus l'humanité et la survie même de l'espèce humaine. Lors de cette session, la communauté internationale est parvenue, pour la première fois dans l'histoire des négociations sur le désarmement, à un consensus sur une stratégie de désarmement internationale. Cette stratégie avait pour objectif immédiat l'élimination du danger de guerre nucléaire et l'adoption de mesures visant à arrêter et à inverser la course aux armements. L'objectif final, comme je viens de le dire, était un désarmement général et complet placé sous un contrôle international efficace.

C'est parce que nous étions convaincus que tous les hommes avaient le droit légitime de prendre part au processus de désarmement et que son succès était vital pour tous que nous avons confié à l'ONU un rôle essentiel et une responsabilité de premier plan dans ce domaine. Le succès qu'a représenté l'adoption du Document final de cette première session extraordinaire reposait sur une prise de conscience commune. C'est une prise de conscience semblable qui est nécessaire pour que la troisième session extraordinaire marque une étape importante des efforts multilatéraux de désarmement.

Le texte qui sera adopté par consensus à l'issue de la troisième session extraordinaire devrait, à notre sens, être cohérent et positif. Il faudrait aussi qu'il soit relativement bref et qu'il traite des grandes questions qui intéressent tout le monde. Il serait souhaitable de ne pas l'encombrer de questions qui peuvent être examinées ailleurs. A nos yeux, ce devrait être un document concis, concret dans sa substance et tourné vers l'avenir sans être irréaliste. Il devrait nous permettre de faire le point, de développer les principes déjà acceptés par la communauté internationale et de dessiner la voie sur laquelle nous devrons axer nos efforts multilatéraux. Il faudrait qu'il indique dans quels domaines les efforts de désarmement multilatéraux

(M. Teja, Inde)

peuvent bénéficier d'un concours plus grand, et quels sont les moyens de l'obtenir. En un mot, il devrait être de nature équilibrée et d'orientation constructive. Cela ne signifie aucunement que ce document ne puisse pas faire apparaître des divergences authentiques sur les principes et les orientations, ni que le consensus doive servir de droit de veto.

La tendance générale semble être à l'optimisme, ce qui est compréhensible quand on sait que la troisième session extraordinaire a lieu dans un climat international propice. Dans le domaine bilatéral, la conclusion récente du Traité FNI entre les Etats-Unis et l'Union soviétique constitue un événement positif qui a permis de défricher du terrain en matière de désarmement nucléaire. Cet accord est d'autant plus important qu'il fraye la voie vers une diminution de 50 % des armes stratégiques dont disposent les deux Etats les plus importants sur le plan militaire. Dans le cadre régional, le succès de la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe est aussi un signe encourageant. Au niveau multilatéral, nous pouvons constater une accélération des négociations sur les armes chimiques. Tout cela traduit des attitudes et des politiques nouvelles.

Il faut que nous en tenions compte dans la notion que nous avons de la sécurité. A l'ère nucléaire, il ne peut y avoir d'existence que dans la coexistence et de sécurité que dans la sécurité collective. La sécurité n'est viable que si elle vaut pour tous les pays et tous les peuples. Il est vrai que les pays du monde se trouvent à des stades différents de développement économique, social et culturel, et que certains sont bien plus puissants que d'autres; cependant, la communauté internationale doit définir ce qu'il faut entendre à l'époque actuelle par sécurité, car il n'est plus possible d'aborder la question sous le seul angle de la puissance militaire. La sécurité commune doit reposer sur le sentiment que tous les peuples partagent le même destin. Tout en tenant compte des différences actuelles entre les niveaux de développement, la notion de sécurité doit faire apparaître que tous ont conscience qu'il faut soustraire le monde à la menace d'une apocalypse nucléaire et au danger que présentent les autres armes de destruction massive.

La sécurité est la priorité suprême de toutes les nations. Une conception plus large de la sécurité, qui prendrait en compte non seulement sa dimension militaire mais aussi ses aspects politiques, économiques, sociaux et humanitaires, signifierait que la recherche unilatérale de la sécurité par la simple accumulation d'armes toujours plus nombreuses et plus perfectionnées est vouée à l'échec. Le renforcement de la sécurité universelle appelle des progrès dans les domaines connexes du désarmement, du développement et du multilatéralisme appliqué à la solution des différends, ainsi qu'une aspiration plus vigoureuse à un ordre mondial équitable. La démarche multilatérale peut, d'une part, créer des conditions favorables au désarmement et, d'autre part, susciter la confiance nécessaire au succès du développement. Le processus du développement, en surmontant les obstacles non militaires qui s'opposent à la sécurité et en contribuant à l'élaboration d'un système international mieux adapté et plus durable peut renforcer la sécurité et accélérer le désarmement. Le désarmement renforcerait la sécurité tant directement qu'indirectement. Un processus de désarmement prévoyant une sécurité non diminuée à des niveaux d'armement graduellement moins élevés

(M. Teja, Inde)

permettrait de disposer de ressources supplémentaires pour lutter contre les facteurs non militaires qui nuisent à la sécurité, renforçant ainsi la sécurité générale.

Dans le domaine du désarmement, nous disposons de toute la structure organique d'un mécanisme multilatéral puisque nous avons, d'une part, la Conférence du désarmement, qui est la seule instance de négociation multilatérale, d'autre part, la Commission du désarmement, qui est un organe délibératif multilatéral, et enfin, au sein de l'Assemblée générale, la Première Commission. La Conférence du désarmement est unique, en ce sens que les cinq Etats dotés de l'arme nucléaire en font partie. Son règlement intérieur est très bien conçu et assez souple pour permettre d'aborder les questions sous des angles assez variés. Des propositions ont été déjà faites en faveur d'un ordre du jour réaliste. Nous serions favorables à une approche constructive, mais nous pensons que les priorités établies ne peuvent être renversées au nom du réalisme. Pour inscrire tel ou tel point à l'ordre du jour d'un organe multilatéral, le critère n'est pas de savoir simplement si l'objectif est réalisable ni si l'on peut aisément escompter des progrès, mais s'il s'agit d'une question qui concerne la survie de l'humanité. Même si des progrès ne sont pas possibles à court terme, il est nécessaire d'inscrire la question à l'ordre du jour d'un organe multilatéral, de ne pas la négliger et de s'évertuer à la régler d'une façon jugée acceptable par le plus grand nombre. Ce critère justifie le rang prioritaire accordé à la question du désarmement nucléaire.

Les techniques scientifiques modernes ont, plus que tout autre chose, contribué à façonner le monde actuel. Si ces techniques nous ont apporté nombre de bienfaits, elles ont aussi compliqué nos problèmes en les étendant au monde entier. On ne peut plus résoudre isolément les problèmes de la pauvreté, du développement, du désarmement, de la sécurité, de la pollution et de l'écologie. L'interdépendance croissante des nations, les liens entre les problèmes planétaires et la mutualité des intérêts, tout cela exige une démarche collective et un cadre multilatéral dans lequel ces questions peuvent être étudiées et résolues.

Au cours des décennies précédentes, nous avons essentiellement axé nos efforts sur les aspects quantitatifs de la course aux armements. Nous nous sommes efforcés de contrôler les quantités, alors que les progrès incessants de la technique permettaient de mettre au point des sytèmes d'armes plus destructeurs et plus précis. Il apparaît aujourd'hui clairement que ce sont les innovations techniques qui ont suscité la dynamique de la course aux armements. Que la recherche-développement militaire soit devenue le stimulant principal de la course aux armements est un phénomène relativement récent, essentiellement dû au rôle toujours plus important que jouent la science et la technique dans notre vie. On estime que le monde rassemble actuellement 90 % de tous les scientifiques qui ont jamais vécu et que, mesurées en fonction du volume des publications scientifiques, nos connaissances doublent tous les quinze ans. Environ un million et demi de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens consacrent leur temps à concevoir, mettre au point et expérimenter de nouveaux systèmes d'armements. Malheureusement, la croissance de la recherche-développement militaire a été encore plus importante, et c'est elle

(M. Teja, Inde)

qui est maintenant au premier rang. De nos jours, le monde consacre environ 100 milliards de dollars par an à la recherche militaire, ce qui représente un tiers de l'ensemble des dépenses mondiales en matière de R-D scientifique et technique.

Nous sommes aujourd'hui au seuil d'une nouvelle course aux armements qui combine les découvertes les plus récentes de l'électronique avec les derniers progrès en matière de puissance nucléaire explosive. Les vecteurs ont été considérablement améliorés avec la mise au point de moyens de guidage de précision, alors que les systèmes d'armes devenaient plus compacts et plus souples. Des ogives similaires peuvent être utilisées sur plusieurs systèmes de lancement et les missiles peuvent maintenant être équipés aussi bien d'ogives classiques que d'ogives nucléaires. Pareille évolution menace aussi d'étendre à l'espace la course aux armements. L'automatisation et la modernisation toujours plus poussées des systèmes d'armes ne peuvent donner autre chose que l'illusion de la stabilité. La décentralisation croissante, l'accélération de la prise des décisions, l'estompage de la distinction entre les armes nucléaires et les armes classiques ainsi qu'entre les armes tactiques et les armes stratégiques, tout cela a un effet corrosif sur les seuils. Les progrès techniques ne modifient pas seulement les systèmes d'armes nucléaires, mais également les armes classiques. Dans un domaine comme dans l'autre, il faut aborder la question dans un cadre universel.

En soi, la technologie est neutre. Ses applications pourraient toutefois contribuer à accroître la stabilité ou à renforcer les équilibres actuels. Nous devrions nous efforcer d'étudier ce problème et d'en analyser toutes les implications de façon à orienter les progrès techniques dans le sens de la stabilisation. Une analyse de ce type exigerait un apport technique considérable. Nombre de ces techniques ont aussi des applications intéressantes en matière de limitation des armements et de désarmement. Avant d'inverser la course aux armements, il faut y mettre un terme, et avant d'y mettre un terme, il faut la ralentir. Dans le passé, la technique a servi à accélérer le rythme de la compétition et à créer des incertitudes; aujourd'hui, nous devons ralentir le rythme et susciter la confiance. La troisième session extraordinaire devrait nous donner le moyen de suivre inlassablement cette question et de faire des évaluations périodiques.

La canalisation des progrès techniques et leur mise au service de la vérification et du renforcement de la confiance nous aiderait aussi à ralentir la course aux armements en vue d'y mettre un terme et, par la suite, de l'inverser. C'est un objectif à long terme, mais il faut bien un commencement. La troisième session extraordinaire nous donne l'occasion de faire un premier pas dans cette direction.

La vérification du respect des accords de désarmement intéresse toutes les nations. Nous voulons tous être sûrs que sont strictement respectés les accords par lesquels les parties se sont engagées à détruire des armes ou à ne plus en mettre au point. On a invoqué dans le passé l'insuffisance des mesures de vérification pour justifier l'absence de progrès en matière de désarmement. C'est pourquoi les dirigeants de l'Initiative des six nations ont vigoureusement souligné, dans leur Déclaration de Stockholm, "la nécessité d'établir un système multilatéral intégré de vérification au sein de

(M. Teja, Inde)

l'Organisation des Nations Unies, qui fasse partie d'un cadre multilatéral renforcé en vue de garantir la paix et la sécurité, aussi bien pendant le processus du désarmement que dans un monde exempt d'armes nucléaires."

La troisième session extraordinaire est un moment de réflexion et de délibération. Elle nous fournit l'occasion de présenter un calendrier commun de désarmement multilatéral, qui nous sera très utile jusqu'à la fin du siècle. C'est un moment propice à la poursuite de l'oeuvre amorcée par le Document final de 1978. C'est aussi le moment de faire en sorte que s'accélèrent les négociations en cours, en particulier sur la Convention relative aux armes chimiques, pour les conclure dans les meilleurs délais.

Je suis convaincu que, tempérée par le sens du réalisme, la conscience de partager des objectifs communs est la clef du succès de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Je voudrais dire en terminant combien nous sommes tristes de voir partir notre collègue de longue date, l'Ambassadeur Tellalov. Je tiens à lui adresser nos voeux les meilleurs. Ses contributions sont nombreuses et tous, assurément, nous le regretterons.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Inde de sa déclaration et de ses mots aimables à l'adresse du Président. Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Ce n'est pas sans émotion que je prends la parole maintenant. J'ai commencé à participer à la Conférence du désarmement il y a un peu plus de six ans, assis en cet endroit même à droite de la tribune, précisément là où se trouve aujourd'hui ma délégation. En d'autres termes, j'ai eu l'occasion de m'asseoir successivement sur les quarante sièges disposés autour de la table, d'observer les travaux de la Conférence et d'y participer sous tous les angles, et même d'occuper le fauteuil du Président, honneur qui vous revient actuellement, Camarade Président.

Je n'ai pas l'intention aujourd'hui d'analyser et d'évaluer les activités de la Conférence durant ces six dernières années. Il est inutile que je rappelle la position de mon pays, que j'ai exposée et défendue ici même, comme l'a fait il y a douze jours le Ministre des affaires étrangères de mon pays. J'ajouterai néanmoins quelques mots.

Lorsque j'ai commencé à participer à la Conférence du désarmement en 1982, un vent froid soufflait sur les relations internationales. L'atmosphère n'était guère propice aux travaux fructueux. Les comptes rendus de nos séances regorgent de déclarations acerbes et de répliques non moins vives prononcées dans l'exercice du droit de réponse. L'anathème réciproque était de mise et nous nous rejetions mutuellement la responsabilité de la course aux armements. Les désirs déclarés d'accomplir des pas réels vers le désarmement n'étaient pas accompagnés de la volonté politique et des actions requises. Quelques années plus tard, les rayons du soleil ont commencé à percer dans cette salle. A proximité de notre organe de négociation, ici à Genève, le premier sommet Gorbatchev-Reagan a eu lieu et le monde a entendu

(M. Tellalov, Bulgarie)

pour la première fois la déclaration commune des deux superpuissances énonçant qu'"une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être livrée". Vinrent ensuite un deuxième et un troisième sommets, et nous sommes actuellement à la veille du quatrième. Le premier accord de désarmement véritable a été signé et un deuxième s'annonce. Et pour nous ici, les négociations concernant les armes chimiques ont pris un élan assuré sur la voie d'un accord quant à une future convention interdisant ce type d'armes.

Cependant, je quitterai mon poste sans avoir eu la satisfaction personnelle que l'on peut tirer d'une oeuvre accomplie - la réalisation d'au moins un accord multilatéral de désarmement. C'est pourquoi je souhaite sincèrement le succès à tous mes collègues dans leurs efforts à venir, qui seront stimulés, je l'espère, par les décisions prises à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Sur le plan de l'expérience personnelle, je voudrais vous assurer que je conserverai le meilleur souvenir de tous les collègues avec lesquels j'ai travaillé ici. Certains d'entre eux, tels les Ambassadeurs Kómives de la Hongrie, Cromartie du Royaume-Uni et Lowitz des Etats-Unis, nous ont quittés pour toujours. D'autres ont pris leur retraite. D'autres encore ont assumé de nouvelles fonctions importantes. Je suis véritablement heureux de constater que des vétérans, tels l'Ambassadeur García Robles du Mexique et le Secrétaire général adjoint de la Conférence, l'Ambassadeur Berasategui, continuent à oeuvrer énergiquement, comme ils le faisaient quand nous nous sommes rencontrés en 1982, à la noble cause du désarmement.

Je voudrais exprimer ma gratitude et mes remerciements à chacun d'entre vous, chers collègues, pour votre coopération et votre amitié.

Je tiens aussi à exprimer ma chaleureuse gratitude à tous les membres du secrétariat, en particulier au Secrétaire général de la Conférence, mon ami l'Ambassadeur Komatina, ainsi qu'aux interprètes qui essaient de rendre mon mauvais anglais dans d'autres langues, et à tous ceux qui sont indispensables pour la bonne marche de la Conférence.

C'est le pur effet du hasard si ma tâche à la Conférence prend fin alors que vous présidez nos travaux, avec les talents de diplomate qu'on vous sait. Mais le hasard fait souvent bien les choses et je tiens à ne pas laisser passer cette occasion. Je ne saurais conclure sans souligner l'excellente coopération qui a existé entre nous deux, Camarade Président, non seulement dans le cadre de la Conférence mais aussi dans celui de nos activités en tant que représentants permanents. C'est une coopération qui est digne des relations fraternelles existant entre nos deux pays.

Je voudrais vous assurer, chers amis, que je conserverai intact, où que je sois, mon intérêt à l'égard des travaux de la Conférence et que je serai particulièrement heureux de voir vos efforts couronnés de succès le plus rapidement possible.

Je vous souhaite à tous une bonne santé, beaucoup de bonheur et un grand succès dans vos activités futures.

Le PRESIDENT : Je tiens à remercier le représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Tellalov, de sa déclaration et, en particulier, des paroles aimables qu'il m'a adressées en ma qualité de président de la Conférence du désarmement, et en tant que collègue.

L'Ambassadeur Tellalov est ici l'un des représentants les plus expérimentés puisqu'il est à la Conférence du désarmement depuis janvier 1982. Il y a joué un rôle important et en a été le Président pour le mois de juin 1986. Sous sa présidence ont été adoptés des arrangements organiques pour l'examen du point 2 de l'ordre du jour, qui a trait à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. L'Ambassadeur a également présidé le Comité spécial sur des garanties négatives de sécurité pendant la première partie de cette session. Nous apprécions tous, je le sais, la contribution précieuse à nos travaux qu'ont rendu possible sa personnalité chaleureuse et sa compétence professionnelle. Je voudrais me départir un instant de l'attitude un peu figée qui sied au président pour ajouter à cette appréciation mes vues personnelles. J'ai eu le privilège de suivre l'activité de l'Ambassadeur Tellalov non seulement dans le domaine du désarmement mais aussi dans bien d'autres sphères, dans ses fonctions à la Conférence du désarmement et dans celles de représentant permanent. J'ai trouvé très remarquable ce qu'il faisait, mû qu'il était par un vif sentiment de ses responsabilités et par le sens de la coopération. En notre nom à tous, je lui adresse ainsi qu'à sa famille nos voeux les meilleurs et une heureuse poursuite de son activité dans le domaine des relations internationales.

Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole ? Je donne la parole au représentant de la Mongolie.

M. BAYART (Mongolie) (traduit du russe) : Notre grand ami, l'Ambassadeur et représentant de la République populaire de Bulgarie à la Conférence du désarmement, Konstantin Tellalov, quittera Genève sous peu, ses fonctions ici ayant pris fin. Exprimant les sentiments de mes collègues du groupe de pays socialistes et les miens propres, je tiens à souligner que l'Ambassadeur Tellalov, qui a dirigé la délégation bulgare à la Conférence durant plusieurs années - il vient de nous faire observer qu'il a occupé tour à tour chacun des fauteuils dans cette salle où se réunit notre prestigieux organe de négociation - a apporté une éminente contribution aux travaux de la Conférence du désarmement. Chacun connaît le charme de l'Ambassadeur Tellalov, qui a toujours été d'un commerce agréable et qui s'est acquis ici une autorité méritée, par son calme habituel et sa sagesse, par sa perspicacité et la bienveillante attention avec laquelle il a su écouter autrui, par l'esprit constructif dans lequel il a abordé activement les problèmes traités à la Conférence et par sa ferme conviction qu'il était nécessaire et possible de les régler pour le bien de tous les Etats et peuples. Cet excellent homme et ami sur lequel nous pouvions toujours compter nous manquera beaucoup, et sa très grande expérience comme ses vastes connaissances nous feront défaut. Nous adressons à l'Ambassadeur Tellalov nos voeux de succès dans ses futures tâches et initiatives, et nous lui exprimons, ainsi qu'à son épouse Youliya et à ses enfants, nos souhaits de bonne santé, de réussite et de bonheur. Que ceci ne soit qu'un au revoir.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Mongolie de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. GRANGER (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique, l'Ambassadeur Nazarkine, a informé la Conférence des instructions que nos deux délégations ont reçues de leur gouvernement à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères qui a eu lieu récemment à Moscou. La délégation des Etats-Unis suivra évidemment ces instructions; elle a d'ailleurs déjà commencé à le faire. Vous noterez, si vous relisez les déclarations faites par l'Ambassadeur Friedersdorf les 14 et 19 avril, que les questions abordées dans la déclaration commune que l'Ambassadeur Nazarkine a mentionnée aujourd'hui, à savoir celles du renforcement de la confiance, de l'ouverture, de la vérification et de la sécurité, sont précisément des questions que ma délégation considère comme importantes et devant être approfondies. Il y en a bien sûr d'autres, que nous avons aussi traitées dans les deux déclarations susmentionnées, et nous sommes prêts à oeuvrer de manière constructive dans tous ces domaines. Lorsque nous nous réunirons à nouveau cet été, pour la reprise de la session, nous examinerons plus avant la déclaration commune car elle porte bien entendu sur de nombreux autres domaines que celui des armes chimiques.

En ce qui concerne l'échange multilatéral de données, ma délégation a noté avec intérêt la proposition soviétique, que nous examinons attentivement de même que d'autres propositions comme celle qui a été soumise récemment par plusieurs Etats occidentaux. A première vue, il nous paraît que cette dernière proposition permettrait de faire avancer davantage nos négociations. En effet, il semblerait que les types de données qui y sont demandées soient plus utiles et que leur communication soit prévue au moment le plus opportun. La proposition soviétique ne nous paraît pas équilibrée. Nous réservons toutefois notre opinion quant à la marche à suivre par la Conférence du désarmement et nous attendons avec intérêt qu'elle examine, lorsque nous reprendrons les travaux cet été, toutes les possibilités envisagées, et toutes autres propositions qui pourraient être faites en plus des deux qui viennent d'être mentionnées. Pour ce qui est des réserves que ma délégation, parmi d'autres, a formulées concernant certaines des révélations que les Soviétiques ont faites récemment, l'Ambassadeur Friedersdorf a déclaré la semaine dernière que, étant donné les expériences malheureuses du passé, on ne pouvait pas toujours prendre les déclarations au pied de la lettre. Vous savez tous à quelles expériences je fais allusion et je n'ai pas l'intention de revenir là-dessus aujourd'hui. Il en a été question dans les déclarations que nous avons faites au cours des deux ou trois dernières années. Je me contenterai de dire qu'en parlant de ces expériences malheureuses nous ne faisons pas preuve d'une imagination débordante; elles n'ont cependant pas refroidi notre enthousiasme pour l'échange multilatéral de données. Au contraire, elles ont prouvé qu'un tel exercice était très important pour la cause que nous défendons. En ce qui concerne la proposition soviétique tendant à ce que des efforts multilatéraux soient faits pour mettre au point et essayer des méthodes d'inspection pour les installations commerciales, nous l'avons bien accueillie dans le passé. Toutefois, il ne nous semble pas déraisonnable d'approfondir la question avant de nous lancer dans une telle expérience.

(M. Granger, Etats-Unis d'Amérique)

Il faut tout d'abord, bien sûr, comme l'Ambassadeur Friedersdorf l'a indiqué la semaine dernière, savoir précisément ce qu'envisage l'Union soviétique et, à cet égard, nous apprécions vraiment les éclaircissements que l'Ambassadeur soviétique a donnés au sujet de la proposition soumise par son pays et, en particulier, sa remarque selon laquelle la mise au point, à l'échelon national, de procédures de vérification doit constituer la première étape indispensable avant de procéder à cette expérience. C'est là précisément ce que nous avons proposé la semaine dernière. Comme les Soviétiques eux-mêmes le reconnaissent, les inspecteurs suivraient des procédures élaborées ici par la Conférence du désarmement. La réserve que nous avons faite la semaine dernière avait pour seul objet de montrer que nous ferions mieux de mettre au point ces procédures avant de demander à nos experts en chimie d'interrompre leurs négociations pour se rendre dans ces installations, tâche certes utile mais de longue haleine. Nous attendons avec intérêt la session d'été où ces questions, ainsi que d'autres points importants, seront examinés à nouveau et, nous l'espérons, réglés.

La délégation américaine regrette, elle aussi, que la Conférence soit bientôt privée des précieux services du fin diplomate qu'est l'Ambassadeur Tellalov, de la Bulgarie.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. MASHHADI (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) : Dans le rapport de la mission envoyée par le Secrétaire général pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques (S/18852, en date du 8 mai 1987), les spécialistes, qui attestent que des armes chimiques ont à nouveau été utilisées contre les forces iraniennes par les forces iraquiennes, faisant également des victimes parmi les civils en République islamique d'Iran, tirent la conclusion suivante : "Nous sommes tous fermement convaincus que nous avons fait tout ce que nous pouvions en tant que spécialistes pour identifier les types de produits chimiques et d'armes chimiques qui sont utilisés dans le conflit irano-iraquien. A notre avis, c'est seulement par des efforts concertés au niveau politique que l'on pourra obtenir de tous les signataires du Protocole de Genève de 1925 qu'ils respectent leurs obligations".
Les spécialistes terminent en mettant en garde la communauté internationale contre ce qui nous attend si nous restons indifférents; ils disent en effet : "cela risque d'amener notre planète sous la menace de l'utilisation d'armes biologiques". Nous savons, hélas, que non seulement ces efforts concertés au niveau politique, qui avaient été vivement recommandés, ne se sont pas concrétisés, mais encore que la communauté internationale a en quelque sorte fermé les yeux sur ces crimes.

Nous assistons actuellement à une intensification sans précédent de l'emploi d'armes chimiques contre des civils, illustrée par l'holocauste d'Halabja. Or, ironie du sort, il a fallu plus de deux semaines pour satisfaire notre demande d'envoi d'une mission d'enquête; l'équipe envoyée était incomplète et, qui plus est, les lieux du crime n'ont pas été visités. Gardons-nous d'oublier qu'une fois le mauvais génie sorti de la bouteille, nul ne peut l'y remettre. Lorsque les armes chimiques seront devenues

(M. Mashhadi, République islamique d'Iran)

un agent de guerre dans chaque conflit de par le monde et que de nombreux pays seront frappés par leurs effets négatifs sur l'environnement, il sera sans doute bien tard pour déplorer une situation créée de toutes pièces. L'absence de réaction à la réaction du Conseil de sécurité des Nations Unies a fait que l'emploi d'armes chimiques par l'Iraq est devenu un "fait accompli", une pratique courante dans la guerre déclenchée par l'Iraq le 22 septembre 1980. Le 21 avril 1988, la commune de Darkhovein, de même que les alentours de Susangerd dans la province méridionale du Khugistan ont subi les bombardements chimiques intensifs des forces iraquiennes. Cette opération, comme la précédente à Halabja, avait pour cible des civils sans protection, et elle a fait des morts et des blessés.

La République islamique d'Iran, par l'intermédiaire de sa mission permanente à New York, a immédiatement demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'envoi sur place d'une mission d'enquête afin d'établir à nouveau les faits.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République islamique d'Iran de sa déclaration. Y a-t-il d'autres délégations qui souhaitent prendre la parole à ce stade ? Je n'en vois pas.

Je passerai donc à une autre question. Comme je l'ai annoncé à l'ouverture de cette séance plénière, j'ai l'intention maintenant de soumettre à la Conférence, pour adoption, les rapports du Comité spécial des armes radiologiques et du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, rapports qui font l'objet des documents CD/820 et CD/825.

Je commencerai par le rapport du Comité spécial des armes radiologiques. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte le rapport publié sous la cote CD/820.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : Je tiens à remercier Mlle Tessa Solesby, Ambassadrice du Royaume-Uni, sous la présidence de qui les travaux du Comité spécial ont été menés à bien. Je voudrais que l'on passe maintenant au rapport du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, rapport qui fait l'objet du document CD/825. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : Je tiens aussi à remercier M. Konstantin Tellalov, Ambassadeur de la Bulgarie, sous la présidence de qui les délibérations du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires ont été menées à bien.

(Le Président)

J'ai l'intention maintenant de suspendre la séance plénière et de convoquer, dans cinq minutes, une réunion officieuse de la Conférence afin de passer à la seconde lecture du rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

La séance est suspendue à 12 h 25; elle est reprise à 12 h 40.

Le PRESIDENT : La 460ème séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise.

A l'issue de l'échange de vues que nous avons eu à la réunion officieuse, je me permets de proposer que la Conférence convienne de clôturer la première partie de la session de 1988 lors d'une séance plénière qui se tiendrait le vendredi 29 avril, à 17 heures. La Conférence tiendra sa séance plénière ordinaire le mardi 28 avril à 10 heures, à la suite de quoi aura lieu une réunion officieuse en vue d'achever l'examen des projets de paragraphes de fond relatifs aux différents points de l'ordre du jour.

S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que ma proposition est acceptée.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : J'ai l'intention maintenant de lever la séance plénière.

La séance est levée à 12 h 45.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.461
28 avril 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE ET UNIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 28 avril 1988, à 10 heures

Président : M. Dávid Meiszter (Hongrie)

GE.88-61244/2044n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 461e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui son examen des rapports des organes subsidiaires, ainsi que du rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Cependant, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme cela a été annoncé à notre séance plénière de mardi, la Conférence tiendra aujourd'hui une réunion officieuse immédiatement après cette séance, pour y examiner en seconde lecture les projets de paragraphes de fond du rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui, les représentants du Pakistan, du Zaïre, du Venezuela - qui parlera en sa qualité de Président du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace - et du Mexique, qui parlera au nom du Président du Comité spécial sur le programme global de désarmement.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, l'Ambassadeur Ahmad.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Dans ma déclaration d'aujourd'hui, je voudrais traiter des points 4, 7 et 8 de notre ordre du jour ainsi que de la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence.

Nos négociations sur l'interdiction des armes chimiques sont notre domaine de travail le plus prometteur, ainsi qu'en témoigne l'intensité de nos discussions sur cette question. Ces négociations ont maintenant atteint un stade avancé et nous entrevoyons le but, même s'il n'est pas encore tout à fait à notre portée. Les travaux du Comité spécial des armes chimiques ont considérablement progressé au cours de la dernière session et durant l'intersession, sous la direction de l'Ambassadeur Ekéus de la Suède, efficacement assisté par son équipe de coordonnateurs sur la question. Cette année, nous avons à nouveau la chance d'avoir pour président du Comité l'Ambassadeur Sujka de la Pologne qui, il y a six ans, avait habilement guidé les délibérations du Groupe de travail sur ce point de notre ordre du jour.

Il y a 20 ans que nous débattons de la question des armes chimiques dans ce forum multilatéral de négociation. Le chemin parcouru au cours des six dernières années apparaît clairement à la lecture du rapport spécial qui a été soumis à la Conférence à notre dernière séance. Pour la première fois, il est proposé des textes ou des projets de textes convenus pour tous les articles du projet de convention. Les progrès accomplis ne se mesurent cependant pas uniquement à l'épaisseur de notre rapport et il nous reste encore une longue et difficile tâche à accomplir pour atteindre le but.

(M. Ahmad, Pakistan)

Plusieurs délégations ont insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de nos travaux. Nous partageons ce point de vue. Dans sa résolution 42/37A, adoptée l'an dernier sans qu'il soit procédé à un vote, l'Assemblée générale demandait une intensification de nos négociations. Cet appel devrait être entendu.

On ne saurait trop insister sur l'urgence de conclure une convention relative à l'interdiction des armes chimiques à un moment où il est de plus en plus souvent fait état de l'utilisation de ces armes, où les stocks existants grossissent, où ces armes sont produites par un nombre de plus en plus grand de nations et où les progrès scientifiques et technologiques risquent de favoriser la mise au point de nouveaux types d'armes chimiques encore plus meurtrières. Le Gouvernement et le peuple pakistanais ont été alarmés d'apprendre qu'il avait à nouveau été fait usage d'armes chimiques dans la guerre opposant l'Iran à l'Iraq. Nous réitérons notre ferme condamnation de tous les actes commis en violation du Protocole de Genève de 1925 et invitons instamment les deux parties au conflit à respecter les règles du droit humanitaire international et, en particulier, les dispositions relatives aux conflits armés.

La situation dans laquelle nous nous trouvons devrait nous inciter à redoubler d'efforts. Nous sommes parvenus à un stade crucial de nos négociations et, avec la volonté politique d'aboutir, nous pourrions franchir un pas véritablement décisif. La convention que nous négocions serait le premier accord multilatéral de désarmement prévoyant l'établissement d'un mécanisme international pour veiller à la mise en application de ses dispositions et surveiller une branche importante de l'industrie civile. Elle donnerait un élan considérable à la Conférence du désarmement et réactiverait le processus multilatéral de désarmement. Nous devons saisir cette occasion.

Ainsi que l'a déclaré l'Ambassadeur Ekéus, le 8 mars, au nom du Groupe des 21, les pays neutres et non alignés souhaitent la conclusion rapide d'une convention non discriminatoire complète, vérifiable, efficace et véritablement globale sur l'interdiction de toutes les armes chimiques. Ils travailleront résolument à la réalisation de cet objectif et n'accepteront pas de demi-mesures ou d'arrangements à caractère limité. Ma délégation estime que la question de la prolifération devrait être traitée dans le contexte d'une convention globale.

Les divergences qui subsistaient sur certaines questions ont été en partie aplanies au cours de cette session de printemps. Toutefois, il reste à résoudre un certain nombre de problèmes délicats, tels que l'ordre de destruction, la surveillance de l'industrie civile, la structure institutionnelle et l'inspection par mise en demeure. Il est évident que nous aurons encore un long travail ardu à fournir cet été et au-delà. Nous voudrions demander à toutes les délégations d'aborder ces questions en se pénétrant de leur urgence et dans un esprit constructif.

(M. Ahmad, Pakistan)

La marge d'accord s'est encore renforcée sur la question de l'ordre de destruction à propos de laquelle un large terrain d'entente s'était déjà dégagé l'an dernier. Nous pensons que les préoccupations qui ont été exprimées concernant la sécurité pendant la période de destruction pourraient être dissipées par l'introduction d'ajustements appropriés dans l'ordre de destruction. Plusieurs suggestions utiles ont été formulées concernant le nivellement des stocks. D'un autre côté, en tolérant le maintien de stocks secrets ou la poursuite de la fabrication au cours de la période de destruction, on soulèverait probablement plus de problèmes que l'on en résoudrait.

Nous nous félicitons de l'accord auquel sont parvenus les Etats-Unis et l'Union soviétique, les deux plus grandes puissances détentrices d'armes chimiques, sur la définition du terme d'installation de fabrication d'armes chimiques et sur le principe d'une destruction complète de ces installations. Cet accord devrait faciliter au Comité spécial un travail concret sur l'article V au cours de l'été.

L'article VI sera l'une des parties les plus importantes de la Convention. A la différence des dispositions relatives à la destruction qui s'appliqueront uniquement aux Etats dotés d'armes chimiques et qui, nous l'espérons, deviendront caduques après une période transitoire au cours de laquelle les stocks et les installations de fabrication seront détruits, le régime de surveillance de l'industrie chimique sera, lui, de durée illimitée et présentera un intérêt direct pour un nombre beaucoup plus grand de pays. Ce régime devrait être aussi peu intrusif que possible. Il devrait présenter également un bon rapport coût-efficacité et, en même temps, réussir à donner confiance quant au respect effectif de la Convention.

La proposition faite par la République fédérale d'Allemagne (CD/791) d'instituer des contrôles ad hoc a apporté une contribution utile à notre discussion. Elle a attiré l'attention sur un problème réel, celui du danger d'une fabrication clandestine dans des installations normalement destinées à des usages pacifiques mais qui pourraient être converties pour la fabrication de produits chimiques présentant un risque au regard des objectifs de la Convention. Notre délégation envisagerait toutefois avec circonspection toutes procédures tenant de l'inspection par mise en demeure qui pourraient être confiées au secrétariat technique, car cela risquerait de compromettre le caractère apolitique de celui-ci.

Les travaux sur l'article VIII ont progressé concrètement et la structure institutionnelle commence à se dessiner de manière de plus en plus claire. Le Conseil exécutif a été décrit comme l'organe "le plus puissant". Nous ne voyons pas les choses ainsi. Notre but devrait être de créer une organisation démocratiquement constituée et capable de surveiller efficacement la mise en oeuvre de la Convention et le respect de ses dispositions. La Conférence générale, en tant qu'organe suprême regroupant tous les Etats parties sur un pied d'égalité, devrait déléguer au jour le jour au Conseil exécutif des fonctions de routine tout en gardant autorité sur lui.

(M. Ahmad, Pakistan)

La composition du Conseil exécutif reste une question délicate et nous nous réjouissons qu'elle soit maintenant examinée au sein du Groupe de travail approprié du Comité. Ma délégation estime que le nombre des membres du Conseil exécutif ne devrait être ni trop grand - ce qui affaiblirait ses capacités de prendre rapidement des décisions -, ni trop petit - ce qui l'empêcherait d'avoir un caractère véritablement représentatif. Sa composition précise devrait être fondée sur les principes d'une répartition géographique équitable et de l'équilibre politique. Nous ne sommes pas convaincus qu'il y ait à prendre en compte d'autres critères à cet égard.

Comme plusieurs délégations l'ont fait remarquer, il existe un rapport direct entre la composition du Conseil exécutif et ses procédures de prise des décisions. Nous estimons qu'il y a aussi un rapport entre ces deux questions d'une part et les pouvoirs et fonctions respectifs de la Conférence générale et du Conseil exécutif d'autre part.

Les procédures d'inspection par mise en demeure auront un rôle crucial à jouer dans un régime de vérification efficace - en tant que moyen de décourager les violations et d'engendrer la confiance quant au respect effectif de la Convention. On s'accorde généralement à reconnaître que ces procédures devraient être obligatoires et que nul ne devrait avoir le droit de s'y opposer. Les consultations menées par le Président du Comité spécial pour la session de 1987 ont permis d'aboutir à des progrès tangibles reflétés dans l'appendice II du rapport. Il existe d'ores et déjà une large mesure d'accord sur les procédures de mise en route de l'inspection, en particulier sur le fait qu'il ne devrait y avoir aucun "filtre" politique avant le déclenchement du processus.

En ce qui concerne la conduite de l'inspection proprement dite, il reste encore à définir des procédures qui permettront de concilier les exigences d'efficacité de l'inspection et le droit légitime des Etats de protéger des informations sensibles sans rapport avec les armes chimiques. En outre, toutes les questions touchant le suivi après la présentation du rapport d'inspection devront encore être approfondies. C'est là un domaine dans lequel il faudrait donner un rôle significatif aux deux organes politiques qui seront établis au titre de la Convention, à savoir le Conseil exécutif et la Conférence générale. Une fois que des doutes auront été émis publiquement concernant le respect de la Convention, on ne pourra plus considérer que l'affaire regarde uniquement l'Etat requérant et l'Etat requis et doit être réglée par eux, bilatéralement. Chaque partie à la Convention a intérêt à ce que l'inspection soit menée de manière efficace et aboutisse, dans toute la mesure possible, à une conclusion claire sur la question de savoir si la Convention a été ou non respectée. Il y va de questions qui pourraient à juste titre être tranchées par le Conseil exécutif. En cas d'infractions à la Convention qui ne seraient pas immédiatement corrigées et de violations graves, le Conseil exécutif devrait, à notre avis, saisir la Conférence générale pour qu'elle se prononce et prenne éventuellement des mesures visant à restaurer la crédibilité de la Convention.

(M. Ahmad, Pakistan)

Nous nous sommes particulièrement intéressés aux articles X et XI de la Convention qui traitent respectivement de l'assistance et du développement économique et technologique. Nous appuyons pleinement la proposition présentée par l'Argentine concernant l'article X (CD/809). Certaines délégations continuent à considérer ces questions sous un angle assez étroit et à n'y voir qu'une des multiples facettes des relations Nord-Sud. Or, la formulation de dispositions efficaces pour ces deux articles doit être envisagée dans une perspective plus large, comme un moyen de promouvoir l'objectif d'universalité de la Convention et d'en renforcer la viabilité. A l'heure actuelle, un Etat qui est confronté à la menace des armes chimiques n'a pas d'autre choix que de se doter de sa propre capacité de dissuasion. Un tel Etat ne pourra en conséquence devenir partie à la Convention, ou, s'il y a déjà adhéré, il sera amené à s'en retirer, à moins qu'il ne puisse compter sur l'assistance des autres Etats parties pour faire face à cette menace. Cette assurance devrait être donnée en incluant dans la Convention des dispositions prévoyant la fourniture obligatoire d'une assistance à l'Etat menacé pour l'adoption de mesures de protection. L'existence de telles clauses dans la Convention serait d'ailleurs en elle-même dissuasive pour quiconque envisagerait d'utiliser des armes chimiques.

A notre avis, l'article XI de la Convention devrait contenir des engagements sur la promotion de la coopération scientifique et technologique internationale dans le domaine des applications pacifiques de la chimie. De tels engagements n'auraient rien de nouveau puisque des clauses analogues figurent déjà dans deux autres accords multilatéraux de désarmement, à savoir le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et la Convention sur les armes biologiques. L'inclusion dans l'article XI de dispositions solides en matière de coopération se justifie d'autant plus qu'il existe un lien généralement reconnu entre le désarmement et le développement et que le respect de la Convention engendrerait une plus grande confiance.

Avant de passer à d'autres points de l'ordre du jour, je voudrais remercier la délégation soviétique d'avoir organisé en octobre dernier la visite des installations militaires de Chikhany et de nous avoir fourni des informations sur les stocks soviétiques d'armes chimiques. Nous accueillons aussi avec satisfaction toutes les propositions qui ont pu être faites concernant l'échange multilatéral d'informations sur les stocks et les installations de fabrication d'armes chimiques et autres données pertinentes. Ces informations nous donneraient une idée plus précise de l'ampleur de la tâche qu'aurait à accomplir l'Inspectorat et nous aideraient à rédiger les parties correspondantes de la Convention.

Sous la compétente présidence de l'Ambassadrice Solesby du Royaume-Uni, le Comité spécial des armes radiologiques a pu achever très rapidement la préparation de son rapport à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Les rapports des coordonnateurs sur les deux volets de la question - les armes radiologiques au sens "traditionnel" et l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires - contiennent maintenant des libellés possibles sur la vérification et le respect et sur d'autres éléments majeurs. Les divergences de vues n'ont été aplanies ni sur l'un ni sur l'autre aspect; mais maintenant que nous avons clairement identifié les problèmes, il est possible de faire une évaluation réaliste des perspectives futures.

(M. Ahmad, Pakistan)

Le Pakistan s'est vivement intéressé à la question des attaques contre des installations nucléaires. Nous continuons à penser que cette conférence est la tribune appropriée pour traiter de ce sujet. Nous avons déjà exposé ici notre position sur les problèmes de fond; c'est pourquoi je ne reviendrai pas sur les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas accepter le critère de la "destruction massive" préconisé par certains.

Le Comité spécial sur le programme global de désarmement a poursuivi ses travaux sous la sage direction de l'Ambassadeur García Robles, en se fondant sur le texte riche en crochets qui est issu des travaux de l'an dernier. Nous avons noté les progrès accomplis ce printemps pour arrêter le texte de plusieurs paragraphes. Il va sans dire que le Programme doit être considéré comme un tout. D'importantes divergences subsistent sur un certain nombre de questions cruciales - en particulier sur l'importance primordiale qu'il convient d'attacher au désarmement nucléaire, pour ne citer que celle-ci. Le nouveau texte sur les principes qui a été présenté au Comité à sa dernière réunion devra être examiné attentivement. Sur ce chapitre comme sur d'autres, notre principal souci est que le Programme ne s'écarte pas des priorités et des principes énoncés dans le Document final et tienne dûment compte des faits nouveaux intervenus depuis.

Nos discussions sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence ont eu lieu à point nommé, juste avant la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement dont l'ordre du jour comprend un examen du rôle de l'ONU dans le domaine du désarmement. Les rapports du Groupe des Sept qui s'est réuni l'an dernier sous la présidence de l'Ambassadeur Fan, de la Chine, nous ont fourni une mine d'idées et de suggestions à cet égard.

Ma délégation pense que, pour l'essentiel, les structures et procédures actuelles de la Conférence sont saines. L'absence de progrès sur certains points précis de notre ordre du jour n'est pas imputable à une quelconque déficience de nos méthodes de travail, mais à un manque de volonté politique. Nous ne sommes pas partisans du changement pour le changement, mais nous sommes prêts à l'accepter si le besoin s'en fait clairement sentir. Nous sommes de toute façon favorables au débat actuel sur cette question et nous pensons que le réexamen de nos méthodes de travail devrait, comme dans toute autre organisation, être un processus permanent.

Les propositions visant à allonger la durée de la session traduisent un désir d'accélérer les travaux de la Conférence du désarmement dans des domaines où des négociations sont en cours. Le règlement intérieur actuel, qui prévoit l'organisation de sessions spéciales et la réunion d'organes subsidiaires entre les sessions, a déjà la souplesse nécessaire. Les réunions intersessions du Comité spécial des armes chimiques en sont un exemple. La suggestion de tenir cinq sessions de cinq semaines chacune réparties sur l'ensemble de l'année aurait l'avantage de nous laisser du temps entre les sessions pour préparer nos positions et propositions; mais cet avantage ne serait-il pas en grande partie effacé par les coupures répétées que ces interruptions fréquentes introduiraient dans notre travail ? Nous devons aussi tenir compte du fait que doivent s'accorder les dates de nos sessions et de celles de la Commission du désarmement et de la Première Commission, à New York.

(M. Ahmad, Pakistan)

Nous sommes favorables à ce que le nombre des membres de la Conférence du désarmement soit rapidement augmenté de quatre, comme cela avait été décidé en 1983. Toutefois, il ne faut rien faire qui risquerait de détruire l'équilibre politique délicat qui est l'une des conditions essentielles d'un fonctionnement efficace de notre Conférence.

Plusieurs délégations ont fait des propositions tendant à un réexamen de notre ordre du jour à la lumière des faits nouveaux. Nous sommes favorables à l'inscription de nouvelles questions et, le moment venu, nous aimerions soumettre à la Conférence nos propres idées sur les points qui pourraient être ajoutés à l'ordre du jour. Trois nouvelles questions ont déjà été inscrites depuis 1979. De nouveaux points seront sans aucun doute ajoutés à mesure que l'on identifiera de nouveaux sujets pouvant se prêter à des négociations multilatérales. En revanche, nous ne sommes pas en faveur de la suppression d'un point simplement parce que l'on n'a pas progressé sur la question considérée ou que les progrès sont maigres. Si l'on devait appliquer ce critère, le premier point à abandonner serait celui de l'interdiction des essais nucléaires. Or cela, aucun d'entre nous ne le souhaiterait, j'en suis convaincu.

Je voudrais conclure en disant que nos procédures actuelles nous ont rendu bien des services. Elles ne demandent pas de restructuration radicale et elles ont la souplesse nécessaire pour s'adapter aux exigences de notre tâche.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Pakistan de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant du Zaïre, M. Monshemvula Omvuane.

M. Monshemvula OMVUANE (Zaïre) : Etant donné que c'est la première fois que je prends la parole au cours de cette session de la Conférence, permettez-moi au nom de ma délégation et en mon nom propre de vous exprimer ma reconnaissance pour la manière dont vous avez dirigé avec autorité et compétence nos travaux au cours de ce mois qui arrive presque à sa fin.

Qu'il me soit permis également de féliciter vos prédécesseurs à la présidence pour les mois de février et mars, LL. EE. les ambassadeurs Rose de la République démocratique allemande et Stülpnagel de la République fédérale d'Allemagne qui ont mis toutes leur expérience et leur compétence au service de la Conférence.

Je voudrais par la même occasion présenter les félicitations de la délégation zaïroise à S. E. l'Ambassadeur Komatina, secrétaire général de la Conférence et représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, tout comme à S. E. l'Ambassadeur Berasategui, son adjoint, pour le tâche combien difficile et exaltante qui est la leur au sein de la Conférence. Je me fais aussi un plaisir de souhaiter la bienvenue aux ambassadeurs nouvellement arrivés à la Conférence, notamment les ambassadeurs Solesby du Royaume-Uni, Marchand du Canada, Azikiwe du Nigéria, El Araby de l'Egypte, de Azambuja du Brésil, Sujka de Pologne et Nasseri de l'Iran.

(M. Monshemvula Omvuane, Zaïre)

Je voudrais enfin rendre hommage à la mémoire de l'Ambassadeur Cromartie dont la disparition a été lourdement ressentie parmi les membres de la Conférence qui ont gardé de lui le souvenir d'un diplomate modèle, qui a oeuvré avec compétence, éloquence et dévouement.

Au moment où les travaux de la session de printemps de notre Conférence touchent à leur fin et à la veille de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la délégation de la République du Zaïre voudrait s'associer aux orateurs qui l'ont précédée pour exprimer son point de vue sur les différentes questions à l'ordre du jour de la Conférence et contribuer à la recherche de solutions à la problématique d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Parmi les tâches qui nous sont confiées, les questions nucléaires occupent le rang de priorité le plus élevé de l'avis de ma délégation, comme d'ailleurs de l'avis de tous les membres de la Conférence. Il est décevant de constater que depuis dix ans qu'a été adopté le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, document appelé à juste titre Charte pour le désarmement mondial, aucun accord n'a été conclu au titre des trois questions inscrites à l'ordre du jour en matière nucléaire, qu'il s'agisse de l'interdiction des essais nucléaires, de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire ou de la prévention de la course aux armements nucléaires, y compris toutes les questions qui lui sont liées. Ma délégation estime que tous les groupes devraient se mettre d'accord pour la constitution de comités spéciaux dotés d'un mandat de négociation en vue de parvenir à des accords assortis de mesures de vérification efficaces au plan mondial. Ces questions d'une importance capitale et qui présentent un danger réél pour la survie même de l'humanité tout entière devraient être traitées en premier lieu au sein de la Conférence. La tendance d'un groupe à les subordonner aux négociations entre les deux plus grandes puissances nucléaires ne fait que retarder nos travaux.

Certes, nous avons accueilli avec une grande satisfaction les progrès réalisés dans les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, négociations que d'aucuns qualifient de "parallélisme constructif"; mais toujours est-il que, dans l'esprit de la plupart des membres de la Conférence, ces négociations devraient s'interpénétrer avec celles menées par nous dans cette Conférence, seul organe multilatéral de négociation en matière de désarmement, tel que prescrit dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Aujourd'hui nous avons la certitude absolue, avec la présence des armes nucléaires, que la question du renforcement de la paix et de la sécurité est l'affaire de toutes les nations prises collectivement. La sécurité véritable devient donc universelle; ce n'est plus l'affaire des puissances nucléaires, mais l'affaire de toutes les nations, indistinctement. Dans ce domaine, il faudrait tirer les leçons de l'accident de Tchernobyl. Depuis cet accident, le monde a pris davantage conscience du danger qui le menace, car, même en l'absence d'une guerre nucléaire, un accident peut anéantir une partie de l'humanité par une défaillance humaine.

(M. Monshemvula Omvuane, Zaïre)

Ma délégation est en faveur de la création d'un système international de vérification et de surveillance sismologiques concernant une interdiction complète des essais nucléaires.

La signature à Washington, en décembre dernier, par le secrétaire général Gorbatchev et le président Reagan, du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) assorti d'un régime de vérification, ouvre une ère nouvelle sur la voie de l'élimination des armes nucléaires. Cet événement très historique et sans précédent devrait inciter les gouvernements des Etats dotés d'armes nucléaires à donner à leurs délégations respectives des instructions précises afin qu'elles travaillent plus positivement.

Dans notre travail, la Conférence, organe multilatéral unique de négociation en matière de désarmement, devrait prendre en compte les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui contient certaines tâches spécifiques à la Conférence. Il est vrai que la Conférence travaille de façon autonome et prend ses décisions par consensus, mais les résolutions adoptées par l'Assemblée générale, à une écrasante majorité dans la plupart des cas, reflètent la préoccupation majeure de la communauté internationale. Nous réclamons la cessation des essais nucléaires, comme le recommande d'ailleurs la résolution 42/26 de l'Assemblée générale, adoptée l'année dernière. Par ailleurs, nous osons espérer que la perspective d'un traité sur la réduction des arsenaux stratégiques entre les deux grands, allant jusqu'à 50 % de ceux-ci, verra le jour bientôt. Il en est de même de la poursuite des négociations sur les armes spatiales.

Pour instaurer la confiance, nous encourageons les efforts conjugués au niveau des régions, tels que la création de zones de paix et de zones dénucléarisées, les résultats de la Conférence de Stockholm sur la sécurité et la coopération en Europe et de la Conférence de Vienne sur la réduction des armes classiques ou conventionnelles. Pour ce qui est de mon continent, l'Afrique, tant que la communauté internationale dans son ensemble ne mettra pas en oeuvre les résolutions sur la dénucléarisation de l'Afrique ainsi que la résolution sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, il restera perpétuellement en danger. Nous lançons donc un appel aux Etats dotés d'armes nucléaires qui aident l'Afrique du Sud à se doter de l'arme nucléaire pour qu'ils cessent de le faire en vue de préserver le continent d'une éventuelle guerre nucléaire dont les conséquences désastreuses pourraient atteindre d'autres cieux. En d'autres termes, nous demandons l'application par les Etats des dispositions des résolutions 42/34 A et B de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Toutes les puissances nucléaires devraient indistinctement prendre l'engagement ferme de ne pas utiliser l'arme nucléaire et de ne pas faciliter la prolifération de celle-ci.

Abordant le point 5 de l'ordre du jour, ma délégation est d'avis que l'espace, patrimoine commun de l'humanité, devrait être réservé uniquement à l'exploration et à l'exploitation à des fins pacifiques. Le régime juridique actuel régissant les activités en matière spatiale devrait être adapté, compte tenu de l'évolution étonnante de la technologie spatiale. Il serait hautement

(M. Monshemvula Omvuane, Zaïre)

souhaitable que le Traité de 1966 sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes soit amendé par un protocole additionnel.

Dans ce domaine de l'espace, il faudrait qu'on arrive à l'interdiction des armes antisatellites, à la déclaration d'un moratoire concernant ces armes, à l'adoption d'un code de conduite régissant la mise en place des objets spatiaux, à un renforcement de la Convention sur l'immatriculation des objets spatiaux et enfin à un échange d'informations sur les activités spatiales.

Quant à la Convention sur les armes chimiques dont l'élaboration est fort avancée au sein de la Conférence, nous voudrions que les Etats détenteurs d'armes chimiques mettent assez de volonté politique afin de régler les questions en suspens non moins importantes, par exemple les questions couvertes par l'article VI du projet de convention, pour permettre à la Conférence de présenter ce projet à l'Assemblée générale des Nations Unies.

La violation du Protocole de Genève du 17 juin 1925, par l'utilisation de plus en plus intensive d'armes chimiques dans la guerre qui oppose l'Iran à l'Iraq, renforce l'idée de conclure au plus tôt la convention sur les armes chimiques qui complétera les dispositions du Protocole. Plusieurs ministres des affaires étrangères qui ont pris la parole devant notre Conférence ont exprimé leurs inquiétudes à ce sujet.

La Conférence ferait un grand pas dans ses travaux si elle parvenait à soumettre au cours de cette année les projets de convention sur les armes chimiques et sur le programme global du désarmement.

Pour la première fois de son histoire, la Conférence a été honorée de la présence d'un nombre impressionnant de ministres des affaires étrangères, qui sont venus y parler du désarmement; cela témoigne de l'importance qu'ils attachent à nos travaux et de l'importance des rapports spéciaux qui seront présentés à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

La troisième session extraordinaire fera le bilan de nos travaux en s'inspirant du décalogue, les dix points devant être examinés par la Conférence.

En dix ans, la Conférence n'a encore conclu aucun accord et n'a même pas pu épuiser son ordre du jour en dix points. La troisième session extraordinaire devra faire le bilan et arrêter de nouvelles orientations par des mesures novatrices. Elle portera également son attention sur le renforcement de l'efficacité du fonctionnement des travaux de la Conférence. Parmi les questions non examinées par la Conférence et qui feront l'objet de discussions au cours de la troisième session extraordinaire, ma délégation voudrait mettre un accent particulier sur la relation entre le désarmement et le développement, ces questions étant à notre avis étroitement liées. Des milliers et des milliers de savants à travers le monde gaspillent leur énergie au service de l'armement; des milliards de dollars des Etats-Unis sont

(M. Monshemvula Omvuane, Zaïre)

dépensés annuellement dans la recherche sur l'armement, alors que l'humanité en a besoin pour son expansion économique, culturelle, humanitaire, sociale et scientifique. Il faudrait donc lier la formule désarmement/développement au nouvel ordre économique international, au problème de la dette du tiers-monde et au problème de l'interdépendance des peuples à l'époque du miracle technologique.

Le monde existe pour assurer aux vivants et aux générations futures le bonheur et le bien-être et non pour disparaître à jamais sous l'effet d'armes sophistiquées.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Zaïre de sa déclaration et des mots aimables qu'il a adressés au Président.

Je donne maintenant la parole au Président du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, l'Ambassadeur Taylhardat du Venezuela, qui présentera le rapport de ce comité, publié sous la cote CD/833.

M. TAYLHARDAT (Venezuela) (parlant en sa qualité de Président du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace) (traduit de l'espagnol) : Je voudrais tout d'abord exprimer la satisfaction de ma délégation de vous voir présider les travaux de notre Conférence pendant le mois en cours et durant l'intersession. Nous vous souhaitons tout le succès possible et nous vous offrons toute notre collaboration.

Je prends aujourdhui la parole pour présenter à la Conférence le rapport spécial du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, Comité que j'ai l'honneur de présider pendant la session en cours. Ce rapport, publié sous la cote CD/833, a été distribué aux délégations.

Le rapport du Comité, qui fera partie du rapport que la Conférence présentera à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, couvre les travaux du Comité depuis sa création en 1985 jusqu'à ce jour. Durant cette période, le Comité a oeuvré activement et je tiens à rendre hommage à l'excellent travail accompli par mes prédécesseurs à la présidence, les ambassadeurs Alfarargi de l'Egypte, Bayart de la Mongolie et Pugliese de l'Italie.

Durant ses trois années et demie d'existence, le Comité, conformément au mandat qui lui avait été confié, a concentré son attention sur les points suivants : questions se rapportant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace; accords en vigueur; propositions existantes et initiatives futures.

La partie du rapport consacrée aux travaux de fond rend compte de l'examen de ces points, en exposant les positions des différentes délégations à cet égard. Les délibérations ont été très actives et ont été enrichies par les idées et propositions de diverses délégations qui ont contribué ainsi à approfondir l'examen du point 5 de l'ordre du jour de la Conférence. Elles ont aussi permis de mettre en évidence les difficultés associées à l'ensemble des problèmes que peut poser la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Je crois que nous pouvons souligner que l'une des nouveautés à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée sera précisément ce rapport. On se souviendra que les travaux de fond de la Conférence sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace ont commencé en 1985, c'est-à-dire après la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. C'est donc la première fois que l'Assemblée recevra de la Conférence un rapport sur cette importante question.

Si l'on tient compte du temps relativement court que la Conférence a consacré à l'examen de ce point, on doit reconnaître que même si aucun résultat concret n'a encore été enregistré à ce jour,le bilan du débat et des délibérations est incontestablement positif.

Il ne fait pas de doute que des progrès significatifs ont été enregistrés dans l'examen multilatéral de cette question. A cet égard, on soulignera que la conclusion du rapport montre que le consensus existe sur plusieurs points majeurs. L'importance et l'urgence de la prévention d'une course aux armements dans l'espace ont été généralement reconnues, et tous se déclarent prêts à contribuer à la réalisation de cet objectif. On notera également que les travaux accomplis par le Comité depuis sa création ont contribué à le faire avancer dans la réalisation de sa tâche. Le Comité a entrepris puis approfondi l'examen et l'identification des diverses questions se rapportant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Le débat a permis une meilleure compréhension des problèmes et des différentes positions. On a reconnu que le régime juridique applicable à l'espace ne permettait pas, en soi, de prévenir une course aux armements dans l'espace; mais on a aussi reconnu qu'il jouait un rôle important dans cette prévention, qu'il fallait le consolider, le renforcer, en améliorer l'efficacité, et que la stricte observation des accords existants, tant bilatéraux que multilatéraux, était primordiale. Au cours des débats, on a reconnu qu'il était de l'intérêt commun d'explorer et d'utiliser l'espace à des fins pacifiques. A cet égard, on a souligné l'importance du paragraphe 80 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, où il est dit que : "Pour éviter la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, de nouvelles mesures devraient être prises et des négociations internationales appropriées devraient être engagées conformément à l'esprit du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes". Enfin, le rapport rend compte de l'examen préliminaire de diverses propositions et initiatives tendant à prévenir une course aux armements dans l'espace et à garantir que l'exploration et l'utilisation de l'espace se fassent exclusivement à des fins pacifiques, dans l'intérêt de tous les pays et au bénéfice de l'humanité tout entière.

Je voudrais, avant de conclure, exprimer ma reconnaissance à toutes les délégations pour leurs utiles contributions, pour la souplesse et l'esprit de coopération dont elles ont fait preuve et pour l'appui qu'elles m'ont apporté dans mes efforts pour aplanir les divergences sur certains concepts, rendant

(M. Taylhardat, Venezuela)

ainsi possibles les résultats qui vont être maintenant présentés à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Je voudrais en particulier remercier les coordonnateurs de groupe pour leur précieuse collaboration en toutes circonstances.

Je tiens aussi à exprimer ma gratitude à la Secrétaire du Comité, Mlle Aida Levin, ainsi qu'à ses collaborateurs et à tout le personnel de la Conférence qui, directement ou indirectement, ont participé aux travaux du Comité spécial et ont contribué au progrès de sa tâche.

Le PRESIDENT : Je remercie le Président du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace d'avoir présenté le rapport de ce comité. Je suis sensible aux mots aimables qu'il a adressés au Président.

Je donne maintenant la parole à la représentante du Mexique, Mme González, qui présentera, au nom du Président du Comité spécial sur le Programme global de désarmement, le rapport de ce comité publié sous la cote CD/832.

Mme GONZALES (Mexique) (parlant au nom du Président du Comité spécial sur le Programme global de désarmement) (traduit de l'espagnol) : L'Ambassadeur Garcia Robles, qui a dû s'absenter de Genève pour la réunion, à New York, du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement m'a chargée de faire la déclaration suivante, qui a pour objet de présenter à la Conférence le rapport spécial que le Comité spécial sur le Programme global de désarmement a établi en vue de le transmettre à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, conformément à la recommandation faite par le Comité préparatoire de ladite session.

Les trois premières pages du rapport contiennent une synthèse serrée des négociations sur cette question entreprises depuis la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui, on le sait, s'est tenue en 1982. Même si des progrès ont été réalisés sur la voie d'une harmonisation des positions, il subsiste des points de désaccord sur de nombreuses questions, comme le montre le projet annexé au rapport.

Bien entendu, l'absence de l'accord total recherché ne peut être attribué à un manque de travail ou de compétence de la part des membres du Comité. On peut en dire autant du secrétariat et de ses membres, ceux que l'on voit comme les autres, qui nous ont apporté une précieuse collaboration et au nombre desquels la Secrétaire, Mlle Aida Levin, occupe une place de premier plan. Je voudrais enfin rappeler le nom de ceux qui ont assuré la coordination des groupes de contact : M. Fernando Moura Fagundes du Brésil, M. Hubert Renié de la France, M. Johan Molander de la Suède, M. Rakesh Sood de l'Inde, Mme Zadalinda González du Mexique, M. Adorni Braccesi de l'Italie, M. Lkhagvajav de la Mongolie, Mme Martine Letts de l'Australie, M. Radoslav Dejanov de la Bulgarie et M. Sten Lundbo de la Norvège.

Le PRESIDENT : Je remercie la représentante du Mexique de sa déclaration.

Comme nous en sommes convenus à la dernière séance plénière, j'ai l'intention de saisir la Conférence, pour adoption à notre séance plénière de demain, du rapport des deux comités spéciaux ainsi que de celui du Comité spécial des armes chimiques; nous adopterons ensuite le rapport spécial de la Conférence à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Il n'y a plus d'orateurs inscrits pour aujourd'hui. Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade ?

Avant de passer à d'autres questions, je voudrais prendre quelques instants de votre temps pour m'acquitter d'un agréable devoir, celui d'accueillir parmi nous l'Ambassadeur Wisber Loeis, représentant permanent et représentant à la Conférence du désarmement de l'Indonésie.

J'aimerais que la Conférence se prononce maintenant sur la date d'ouverture de la seconde partie de la session de 1988. Après avoir consulté les coordonnateurs, je proposerais que nous reprenions nos travaux le jeudi 7 juillet 1988. Nous commencerions par une séance plénière ordinaire, étant entendu que, le mercredi 6 juillet au matin, il y aurait des consultations de groupes, que, l'après-midi, le nouveau président tiendrait sa première réunion avec les coordonnateurs de groupe et que le Comité spécial des armes chimiques aurait des consultations officieuses. A ce propos, le secrétariat a fait distribuer aujourd'hui un calendrier des réunions que tiendra la Conférence dans le courant de la semaine en question. Comme d'habitude, ce calendrier présenté à titre purement indicatif pourra être modifié, le cas échéant; s'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Comme l'ordre du jour est épuisé, je vais lever la séance et convoquer, dans cinq minutes, une réunion officieuse de la Conférence où il sera procédé à la seconde lecture des paragraphes de fond du projet de rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le vendredi 29 avril, à 17 heures.

La séance est levée à 11 h 10.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.462
29 avril 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-DEUXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le vendredi 29 avril 1988, à 17 heures

Président : M. Dávid Meiszter (Hongrie)

GE.88-61368/2088n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 462ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence étudiera, pour les adopter aujourd'hui, les rapports des organes subsidiaires ainsi que le rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui le souhaiterait pourra soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Comme je l'ai annoncé à notre séance plénière d'hier, la Conférence examinera tout d'abord, pour adoption, les rapports des comités spéciaux des armes chimiques, sur le Programme global de désarmement et sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Prenons tout d'abord le document CD/831, qui contient le rapport du Comité spécial des armes chimiques. A ce propos, je tiens à relever qu'à la page 113, dans la section intitulée "Principes et ordre de destruction des armes chimiques", à l'avant-dernière ligne du premier paragraphe, les mots "ou du volume" qui suivent le mot "composition" et précèdent les mots "réels des stocks" ont sauté. L'avant-dernière ligne doit se lire comme suit :

> "... et sur une applicabilité indépendante de la composition ou du volume réels des stocks et des méthodes choisies pour détruire les armes chimiques."

Le secrétariat publiera un rectificatif dans les différentes langues où l'omission s'est produite. Cela étant, et compte tenu de l'ajout que je viens de lire, je propose à la Conférence d'adopter le rapport du Comité spécial des armes chimiques, publié sous la cote CD/831.

Il en est ainsi décidé.

J'en viens maintenant au document CD/832, qui contient le rapport du Comité spécial sur le Programme global de désarmement. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

Le document suivant, publié sous la cote CD/833, contient le rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais adresser mes félicitations aux présidents des comités spéciaux, les ambassadeurs Bogumil Sujka de la Pologne, Alfonso García Robles du Mexique et Adolfo Taylhardat du Venezuela, qui ont mené à bonne fin l'établissement des rapports des trois organes subsidiaires. Ces rapports, et ceux des autres comités spéciaux, feront partie intégrante du rapport spécial à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le Président

Avant de passer à autre chose, je voudrais savoir s'il est un membre de la Conférence qui souhaite faire une déclaration touchant les rapports des comités spéciaux que nous venons d'adopter.

Comme ce n'est pas le cas, j'en viens au projet de rapport spécial de la Conférence à la troisième session extraordinaire, qui a été publié sous la cote CD/WP.336/Rev.1. Le document distribué par le secrétariat contient les parties techniques du rapport spécial ainsi que les paragraphes de fond au titre des points de l'ordre du jour pour lesquels il n'a pas été constitué d'organe subsidiaire. Les rapports des comités spéciaux seront incorporés dans le texte lorsque celui-ci aura été adopté par la Conférence et publié comme document officiel.

Avant de passer à l'adoption du document CD/WP.336/Rev.1, je voudrais savoir si un membre de la Conférence souhaite faire une déclaration.

Personne ne demandant la parole, je présente, pour adoption, le rapport spécial de la Conférence à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (CD/WP.336/Rev.1). S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte le rapport spécial.

Il en est ainsi décidé.

Je donne maintenant la parole à tout membre de la Conférence qui voudrait s'exprimer après l'adoption du rapport spécial.

Comme personne ne demande à parler et que nous avons épuisé notre ordre du jour, je vais faire ma déclaration de clôture en tant que Président de la Conférence.

La première partie de la session de 1988 de la Conférence du désarmement touche à sa fin. Le moment est peut-être venu pour moi de faire un bilan. Pour la Conférence du désarmement, ce mois d'avril se détache des autres en raison de l'approche de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. La règle du roulement a voulu que je sois à la présidence en ce mois d'avril et que j'aie le privilège de diriger les travaux de cet organe alors même qu'il lui fallait résumer ce qui avait été accompli depuis la deuxième session extraordinaire. Dans les circonstances présentes, il me paraît approprié de remercier au nom de la Conférence tous ceux qui, de bonne foi, ont participé à ses travaux, soit à la présidence soit en qualité de représentants de leur gouvernement.

Le regard que je porte sur mon mandat de président me donne la satisfaction de constater qu'il a été fertile en événements, intéressant et riche d'enseignements. J'ai fait de mon mieux pour faciliter le progrès sur des questions prioritaires de notre ordre du jour, telles que l'interdiction des essais nucléaires, la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire ou la prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées. A mon grand regret, il subsiste des divergences de position sur ces questions, divergences qui, une fois de plus, nous ont empêchés de créer les organes subsidiaires appropriés et de jeter les bases de travaux de fond pour l'avenir.

Le Président

Cependant, la Conférence du désarmement a mené à bien la tâche qu'elle devait accomplir : établir le rapport spécial qui sera présenté à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement; et elle a mis la dernière main à ce processus en adoptant le rapport au cours de la présente séance plénière.

Le rapport spécial contient notre évaluation des travaux effectués depuis 1982; il présente les résultats obtenus, les tâches qui restent à accomplir et les divergences qui subsistent. A divers degrés, cela s'applique à tous les sujets qui y sont traités, aussi bien aux paragraphes de fond concernant les questions nucléaires qu'aux rapports des organes subsidiaires. Le long débat, parfois constructif, que nous avons consacré à l'amélioration et à l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement a fait venir à la surface des idées et des suggestions novatrices concernant divers aspects du problème.

La troisième session extraordinaire étudiera le rapport spécial, analysera nos réussites et nos échecs, et nous fera très vraisemblablement certaines critiques sur plusieurs points. J'ai toutefois le ferme espoir qu'elle mettra à profit l'expérience pratique découlant d'une décennie de fonctionnement de la Conférence du désarmement, tant sur le plan du fond que des procédures. Cette expérience pourrait lui être utile pour tirer les conclusions qui s'imposent et établir les principes directeurs applicables à nos travaux futurs, travaux dont nous voulons penser qu'ils seront plus féconds.

Avant de conclure, je voudrais dire à tous les participants réunis ici que je garderai un agréable souvenir de ce mois où j'ai présidé la Conférence. La bonne volonté réelle et le solide esprit de coopération dont chacun d'entre vous a fait preuve m'ont facilité la tâche. Le souvenir que j'emporte de cette période me restera longtemps cher. Permettez-moi pour finir de vous exprimer à tous ma sincère gratitude pour votre concours et vos conseils, pour votre aide et votre coopération.

Je tiens aussi, au nom de tous ceux qui participent à nos travaux, à adresser nos remerciements au Secrétaire général de la Conférence, l'ambassadeur Komatina, au Secrétaire général adjoint, l'ambassadeur Berasategui, à tous les membres du secrétariat, à l'équipe d'interprètes, aux traducteurs et à tous ceux qui assurent le service de la Conférence, pour leur fidèle concours, leur patience et leur compréhension, qui nous ont été des plus précieux en diverses occasions.

Je voudrais souhaiter bon voyage à ceux qui vont bientôt quitter Genève pour New York ou pour leurs capitales respectives. J'espère vous revoir tous à la reprise de nos travaux, en juillet.

Je lève maintenant cette séance plénière par laquelle s'achève la première partie de la session de 1988 de la Conférence.

La séance est levée à 17 h 20.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.463
7 juillet 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-TROISIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,

le jeudi 7 juillet 1988 à 10 heures

Président : M. Jaskaran Singh Teja (Inde)

GE.88-62651/3043n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 463ème séance plénière de la Conférence du désarmement, qui inaugure la seconde partie de la session de 1988.

Je voudrais tout d'abord, en votre nom à tous, accueillir chaleureusement parmi nous les nouveaux ambassadeurs de l'Indonésie, de la Bulgarie, du Kenya et du Pérou, MM. Wisber Loeis, Dimitar Kostov, Samuel S. Ruoro et Oswaldo de Rivero, et leur souhaiter le succès dans leurs travaux à la Conférence. Je tiens à les assurer de la coopération de la délégation indienne.

Je voudrais saluer en particulier la présence parmi nous aujourd'hui du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, M. Jan Martenson, que j'ai l'honneur et le privilège de connaître depuis de nombreuses années.

Je tiens en outre à saluer, à l'occasion de leur départ, les ambassadeurs Mansur Ahmad du Pakistan et U Tin Tun de la Birmanie, qui vont occuper de nouvelles fonctions. Tous deux ont représenté leur pays avec dignité et efficacité et ont énormément contribué aux travaux de la Conférence. Je suis sûr que tous les membres ont beaucoup apprécié les relations individuelles qui se sont nouées avec les deux ambassadeurs. Pour ma part, je regrette d'autant plus leur départ qu'ils représentaient des pays voisins de l'Inde. Avec l'Ambassadeur Mansur Ahmad, tout spécialement, j'ai entretenu des rapports de travail particulièrement étroits, du fait que nous étions membres du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et que, tous deux originaires de la même partie du sous-continent, nous avons en commun l'une des langues les plus anciennes de ce sous-continent, ce qui nous a permis de converser en toute confiance et intimité.

Est inscrite sur la liste des orateurs d'aujourd'hui la représentante de la Suède. Toutefois, avant de lui donner la parole, je voudrais faire une déclaration en mon nom propre.

En assumant la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de juillet, je voudrais tout d'abord vous accueillir à nouveau dans la Salle des Conseils après une interruption de deux mois. Je suis honoré d'avoir la possibilité de présider les travaux de cette auguste assemblée. Il est évident qu'à ce titre, je m'appuierai sur la coopération et l'aide de chaque délégation afin d'accomplir la tâche qui nous a été confiée.

Je tiens en premier lieu à féliciter le distingué représentant de la Hongrie, l'Ambassadeur Dávid Meiszter, pour l'efficacité avec laquelle il a assuré la présidence durant ces trois derniers mois. Je ferai de mon mieux pour exploiter les fruits de son travail, comme de celui de ses distingués prédécesseurs, les Ambassadeurs Joachim von Stülpnagel de la République fédérale d'Allemagne et Harald Rose de la République démocratique allemande.

(Le Président)

Je me réjouis à l'idée de collaborer étroitement avec le Secrétaire général de la Conférence, l'Ambassadeur Komatina, et le Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, son collègue l'Ambassadeur Berasategui, ainsi qu'avec les membres du secrétariat.

Comme c'est aujourd'hui la première séance du mois de juillet, je voudrais saisir cette occasion pour prononcer une brève déclaration.

Nous approchons de la dernière décennie du siècle, qui a été une période de l'histoire particulièrement fertile en événements marquants. Le vingtième siècle a enrichi la vie humaine de progrès sans précédent dans les domaines de la science, de la technique, de la santé, de l'éducation et des moyens de communication. Il a également subi le fléau de deux guerres mondiales. Ce qui est plus important encore, il nous a ouvert les portes de l'ère nucléaire avec tous ses dangers de destruction ainsi que ses possibilités d'exploitation à des fins pacifiques. Nous nous sommes accommodés il y a longtemps à la mortalité individuelle de l'homme; il nous faut maintenant affronter sa mortalité collective, dont il est lui-même responsable. Ce problème ne peut être résolu que par la maturité, la sagesse et la mobilisation d'un effort nouveau de coopération.

Le progrès scientifique et technique a mis en évidence un fait irréfutable : le caractère interdépendant de la vie sur notre planète. Non seulement le globe s'est rétréci aux dimensions d'un village à l'échelle mondiale, mais encore la spécificité multidimensionnelle de la paix, de la prospérité et de la sécurité est devenue plus évidente. Cette réalité doit être acceptée. Alors seulement nous pourrons construire une pensée nouvelle.

Le mois dernier, l'Assemblée générale a conclu sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, qui a été convoquée face au désir croissant d'accomplir davantage dans le domaine du désarmement multilatéral depuis la première session, notamment dans le contexte de l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest. Chacun de nous interprétera sans aucun doute à sa manière propre les résultats de cette session. On peut cependant affirmer, reflétant une opinion largement partagée, que cette manifestation particulière de l'effort de désarmement a permis dans une certaine mesure d'enregistrer les préoccupations de la communauté internationale à l'égard des questions d'actualité brûlante. Nombre d'entre nous aurions aimé voir davantage de résultats concrets, en raison notamment du fait qu'il existait une large zone d'accord au sujet des objectifs communs, comme l'ont montré les déclarations publiques faites à l'Assemblée générale.

Sans entrer dans une analyse approfondie, il convient de souligner que la session extraordinaire n'a constitué ni un échec, ni un recul pour le multilatéralisme. Il n'y a pas eu de gagnants ni de perdants; peut-être est-on resté provisoirement sur la réserve. Et cependant, malgré l'absence de document final, certains aspects positifs de la session méritent d'être soulignés. Premièrement, le fait même que la session a eu lieu comme prévu montre que le multilatéralisme est bien vivant; il ne saurait en être

(Le Président)

autrement dans un monde de plus en plus interdépendant. Deuxièmement, un effort authentique a été fait pour parvenir à des compromis; il n'y a pas eu d'affrontements. Troisièmement, les esprits ont été ouverts sur l'avenir, sans méconnaître pour autant les difficultés énormes qui existent encore. Quatrièmement, on a largement reconnu que le Document final de 1978 représentait un consensus historique. Cinquièmement, la présence de dirigeants du monde entier - 23 chefs d'Etat ou de gouvernement, 7 vice-présidents ou vice-premiers ministres et 61 ministres des affaires étrangères - a témoigné du sérieux avec lequel la communauté internationale aborde les problèmes des armements et du désarmement. Enfin, il convient d'envisager le désarmement - nucléaire, chimique et classique ainsi que les mesures collatérales - comme un processus intégré et permanent dans le cadre duquel les pays s'efforcent de régler au moyen d'une action collective les problèmes les plus graves de la sécurité et du développement dans le monde.

La tâche qui nous incombe en notre qualité de négociateurs, revient donc à combler l'écart qui sépare nos convictions, divergentes mais profondes. Les progrès réalisés en matière de désarmement depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies, qui sont certes lents mais aucunement insignifiants, doivent nous rappeler en toute circonstance que notre mission est trop importante pour être laissée aux caprices du moment, même lorsque nous traversons des périodes difficiles. Je suis convaincu que de nouvelles perspectives s'ouvrent devant nous à la suite de l'évolution récente des événements et de la pensée. Il nous appartient maintenant de saisir cette occasion en élaborant des idées neuves pour nous attaquer à des problèmes anciens.

De nombreuses idées ont été avancées lors de la session extraordinaire. Mon pays a soumis un plan d'action pour un monde non violent et exempt d'armes nucléaires, dans lequel la communauté internationale est invitée à négocier un engagement contraignant en vue du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Le plan porte non seulement sur les armes nucléaires, mais aussi sur les autres armes de destruction massive. Mon pays a suggéré des mesures visant à éliminer l'aspect qualitatif de la course aux armements grâce à une transparence et à une coopération accrues. Avec les dirigeants de cinq autres pays, nous avons souligné la nécessité d'un système unique de vérification multilatérale intégrée dans le cadre des Nations Unies. Dans notre plan, nous avons envisagé la question non pas d'un point de vue bilatéral, limité aux Etats-Unis et à l'URSS, ni même d'un point de vue régional; nous l'avons envisagée à l'échelle mondiale et avons essayé d'élaborer une stratégie multilatérale.

Un nouvel espoir de paix existe aujourd'hui. La ratification du Traité FNI entre les Etats-Unis et l'URSS a été saluée comme le premier pas important dans la bonne voie. Nous espérons que ces deux pays s'entendront bientôt pour réduire de 50 % leurs arsenaux nucléaires stratégiques. Cette évolution est positive, mais son impact pourra être beaucoup plus grand si elle se traduit dans le domaine multilatéral. Le bilatéralisme et le multilatéralisme devraient être considérés comme s'appuyant et se renforçant mutuellement.

(Le Président)

L'Inde est membre de cet auguste organe multilatéral depuis 1962, année de la création du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement. Notre attachement au désarmement provient de notre croyance dans l'ahimsâ, ou non-violence, qui a guidé notre lutte pour l'indépendance. En tant que seul organe international de négociation multilatérale sur le désarmement, la Conférence jouit d'une position exceptionnelle. Le succès des négociations exige un esprit d'accommodement mutuel, lequel demande à son tour une meilleure compréhension. Il nous faut parvenir à une perspective claire, car c'est seulement dans ces conditions que nous pourrons traduire notre attachement à l'objectif de la sécurité collective dans nos négociations quotidiennes au sein de la Conférence.

Les organes subsidiaires créés au titre de certains points de notre ordre du jour sont en train d'accomplir leur tâche. Il est essentiel que ces comités spéciaux réalisent des progrès dans leurs travaux de fond. Au moins deux d'entre eux - l'un sur les armes chimiques et l'autre sur le Programme global de désarmement - ont vu se dessiner très nettement un engagement en vue de mener à bien rapidement les négociations. Je voudrais souligner aussi que je poursuivrai mes efforts dans les domaines prioritaires concernant le désarmement nucléaire. Les consultations seront également intensifiées en vue de trouver un cadre organique approprié pour effectuer les travaux de fond portant sur l'interdiction des essais nucléaires, la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, et la prévention de la guerre nucléaire.

Je suis convaincu que pour jeter les bases de travaux de fond structurés durant la session d'été, je pourrai compter sur votre bonne volonté et votre coopération.

Je voudrais maintenant accueillir à nouveau parmi nous la représentante de la Suède, Mme Maj Britt Theorin, à qui je donne la parole.

Mme THEORIN (Suède) (traduit de l'anglais) : Je voudrais féliciter l'Ambassadeur Teja à l'occasion de son accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Conscients de la tâche difficile qui vous attend durant le premier mois qui suit la conclusion de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, nous sommes convaincus que vos qualités bien connues de diplomate et votre longue expérience, Monsieur le Président, vous aideront à donner à la Conférence l'orientation et l'élan requis pour qu'elle accomplisse ses travaux. Je voudrais aussi exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, pour la qualité de sa présidence durant le mois d'avril. Je tiens à accueillir chaleureusement les Ambassadeurs Loeis de l'Indonésie, Kostov de la Bulgarie, Ruoro du Kenya et de Rivero du Pérou. Cette séance étant la dernière durant laquelle la délégation pakistanaise sera dirigée par l'Ambassadeur Mansur Ahmad, je saisis cette occasion pour remercier très chaleureusement l'Ambassadeur d'avoir servi la cause du désarmement, et je lui souhaite le succès dans son poste futur. Je viens d'apprendre que

(Mme Théorin, Suède)

l'Ambassadeur U Tin Tun de la Birmanie est sur le point de quitter Genève, et ma délégation le remercie de sa coopération en lui souhaitant le succès dans ses fonctions à venir.

Mieux vaut allumer une chandelle que maudire les ténèbres, dit le vieil adage. C'est dans cet esprit qu'il nous faut aborder notre tâche. Alors que débute ici, à Genève, la session d'été de la Conférence du désarmement, c'est inévitablement l'issue de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui suscite avant tout notre réflexion. Voici à peine deux semaines que s'est terminée la session extraordinaire, sans que l'on se soit entendu sur un document final. Comment devons-nous évaluer cette situation ?

Au moment historique où les superpuissances venaient de ratifier un traité bilatéral sur l'élimination de tous leurs missiles nucléaires à portée intermédiaire basés au sol et où elles s'engageaient à négocier une réduction de 50 % de leurs armes nucléaires stratégiques, la communauté mondiale se trouvait devant une occasion unique d'élaborer et d'approuver un programme multilatéral de désarmement pour les années à venir.

De l'avis de ma délégation, nous étions près de parvenir à un accord lors de la session extraordinaire. Il aurait donc été naturel de disposer du temps voulu pour essayer de résoudre le petit nombre de questions qui faisaient obstacle au consensus - lequel supposait aussi, bien entendu, une volonté politique réelle de la part de tous les intéressés. Dans ces conditions, nous avons été surpris que les Etats-Unis aient décidé de refuser une prolongation raisonnable des travaux pour chercher à dégager un consensus.

La conclusion à laquelle je suis arrivée est qu'il n'y a pas eu la volonté politique d'accorder à la communauté internationale une influence décisive sur les efforts de désarmement futurs. Mais la communauté internationale doit refuser d'être mise à l'écart face à des questions qui ont une importance cruciale pour tous les peuples et pour tous les Etats.

Je dirai que l'opinion mondiale attendait davantage, et qu'elle avait toute raison de le faire. Elle attendait davantage de détermination, davantage de persévérance. Elle aura de la difficulté à comprendre et risque de mal accepter le fait que l'occasion ne nous a pas été accordée, en fin de compte, de nous efforcer par tous les moyens de régler les problèmes en suspens.

Il n'y a pas eu de consensus final à l'issue de la session extraordinaire. Mais cela ne signifie pas absence de progrès. Lorsqu'il s'agit de s'entendre sur un document, l'adoption tacite d'un projet reste toujours soumise à cette condition : rien n'est convenu tant que tout ne l'est pas. Cela étant posé, nous sommes tous en droit de tenter une interprétation sur la base d'une ébauche de texte consensuel.

(Mme Théorin, Suède)

Tout d'abord, il faut reconnaître que nous sommes parvenus à nous entendre sur un certain nombre de questions importantes. De même, nous avancions vers un accord sur plusieurs des quelques points qui restaient à résoudre. En vue de parvenir au consensus, d'importantes concessions ont été faites. De nombreuses délégations se sont montrées déterminées à arriver à un accord - et prêtes à en payer le prix en s'écartant des positions de leur pays.

Je mentionnerai en premier lieu une question à laquelle mon gouvernement attache une importance particulière, à savoir la vérification et le rôle de l'Organisation des Nations Unies. On s'est entendu pour demander au Secrétaire général d'entreprendre une étude approfondie du rôle des Nations Unies dans le domaine de la vérification. Il faut espérer que cette étude servira de base pour poursuivre l'examen de la question à l'Assemblée générale.

Je soulignerai ensuite les aspects positifs de la session extraordinaire qui ont une importance immédiate pour la Conférence du désarmement. Ainsi, il a été réaffirmé que la conférence restait une tribune indispensable, et des recommandations ont été formulées pour qu'elle intensifie ses travaux sur diverses questions de fond inscrites à son ordre du jour. Il importe de noter que, dans les propositions concernant un projet de texte, il a été souligné que le désarmement nucléaire demeurait un objectif prioritaire et représentait une tâche primordiale pour la communauté internationale.

De même, l'importance de la cessation des essais nucléaires a été réaffirmée dans ce contexte et la Conférence du désarmement a été priée d'examiner plus intensivement cette question.

Durant les consultations, il a été convenu d'inviter la Conférence du désarmement à continuer d'oeuvrer pour résoudre la question de l'interdiction des armes radiologiques et des attaques militaires contre des installations nucléaires.

Par ailleurs, un consensus s'est esquissé en vue d'encourager tous les Etats, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, à s'efforcer notamment de consolider davantage le régime de non-prolifération et les autres mesures visant à arrêter et à prévenir la prolifération des armes nucléaires.

Un accord était en voie de réalisation en ce qui concerne la prévention d'une course aux armements dans l'espace, la Conférence du désarmement devant être instamment priée de poursuivre ses efforts dans ce domaine.

En outre, la Conférence du désarmement a été exhortée à persévérer, à titre urgent et permanent, dans ses efforts visant à conclure une convention globale sur l'interdiction des armes chimiques.

Tout cela est encourageant. Les travaux de la Conférence du désarmement ont reçu un appui solide. Cependant, comme ce jugement repose entièrement sur l'acceptation d'un projet de texte qui ne s'est pas matérialisé, je ne m'étendrai pas davantage sur le sujet.

(Mme Théorin, Suède)

Quelle conclusion devons-nous tirer maintenant ? Dans quelle voie nous faut-il nous diriger ? La réponse est la suivante : nous devons poursuivre nos travaux et ne pas perdre de temps à nous lamenter et nous justifier dans des discours prolixes.

Il est impératif que nous continuions vigoureusement nos travaux tant dans les nombreux domaines de convergence apparus lors des consultations à la session extraordinaire que dans les autres domaines limités - mais parfois difficiles - où s'est esquissé un consensus plus lointain.

Je voudrais rappeler ce qu'a dit Danilo Dolci, l'organisateur de communautés italien : "Il y a des moments où tout va bien et où l'on se sent encouragé. Il y a des moments difficiles où l'on se sent dépassé. Mais il est absurde de parler d'optimisme ou de pessimisme. La seule chose qui compte est de savoir que les paroles ne déplacent pas les montagnes. C'est le travail, un travail opiniâtre qui les déplace."

Le Traité FNI entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, qui élimine tous les missiles nucléaires à portée intermédiaire basés à terre, est un succès pour le désarmement nucléaire. Il suscite de grands espoirs. Il y a un peu plus d'un mois, le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev ont échangé les instruments de ratification de ce traité, ouvrant la voie à l'élimination d'une catégorie entière d'armes nucléaires. L'ultime confirmation du traité signé l'an dernier à Washington a été l'événement marquant de la quatrième rencontre au sommet, à Moscou, des dirigeants des deux superpuissances.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique poursuivent leurs négociations sur une réduction de 50 % de leurs armes nucléaires stratégiques. Nous savons que ces négociations sont ardues sur le plan technique. Nous comprenons qu'un traité doive être élaboré avec soin afin d'en faciliter la ratification et d'éviter que des problèmes ne se posent en ce qui concerne son exécution et son respect.

Cependant, nous demandons instamment à l'Union soviétique et aux Etats-Unis d'accélérer ces négociations. J'ai bon espoir que ces pourparlers aboutiront à un accord dans des délais relativement courts. Je juge particulièrement encourageant à cet égard que le Secrétaire d'Etat Georges Shultz ait déclaré à la session extraordinaire que les Etats-Unis accordaient à cette question la priorité absolue dans le domaine de la limitation des armements, et qu'il ait assuré que les deux superpuissances feraient tous leurs efforts pour qu'un tel traité soit conclu cette année.

Un traité sur une réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques américaines et soviétiques constituerait une mesure de désarmement extrêmement importante. Il confirmerait également qu'une évolution politique majeure s'est produite dans les relations internationales. En concluant un tel traité les deux superpuissances montreraient au monde qu'elles ont commencé à rechercher des moyens de coopération en vue d'édifier la sécurité, plutôt que de se concurrencer dans une course aux armements sans fin.

(Mme Théorin, Suède)

La Commission Palme a forgé le concept de sécurité commune, déclarant qu'une telle doctrine devait remplacer l'expédient actuel de la dissuasion par les armements. La paix internationale doit reposer sur un engagement de survie commune plutôt que sur la menace de la destruction mutuelle. A une époque où l'humanité est menacée d'extinction par l'arme nucléaire, on ne peut plus retenir l'idée qu'une guerre est la continuation d'une politique qui a échoué. Le concept de la sécurité commune constitue une doctrine viable exprimant l'aspiration commune à la survie entre idéologies différentes.

Le Traité FNI peut être considéré comme un élément servant à édifier la sécurité commune. Un traité réduisant de 50 % les armes nucléaires stratégiques renforcerait un système de sécurité naissant par la coopération et le désarmement.

Bien qu'un certain optimisme soit justifié dans quelques domaines du désarmement - ou, tout du moins, un espoir grandissant face aux négociations en cours ou à venir, telles que les pourparlers sur la réduction des armes stratégiques, les armes chimiques et le désarmement classique en Europe -, ni l'optimisme ni l'espoir ne sont actuellement de mise en ce qui concerne une interdiction complète des essais nucléaires. L'une des tâches essentielles - en fait, l'objectif le plus impérieux - en matière de désarmement a atteint une impasse. La nécessité d'aboutir à une interdiction des essais nucléaires est plus urgente que jamais.

Plus de 1 600 explosions expérimentales avaient eu lieu à la fin de l'année dernière, et les essais nucléaires se poursuivent. L'an dernier, les cinq Etats dotés d'armes nucléaires ont procédé à de tels essais malgré l'opprobre jeté depuis longtemps par la communauté internationale et au mépris des protestations vigoureuses des Etats voisins. Diverses raisons techniques et excuses politiques - fiabilité, sécurité, etc. - ont été avancées par les Etats dotés d'armes nucléaires pour justifier l'injustifiable. Mais il est évident que les essais nucléaires sont effectués dans le but essentiel de mettre au point des types d'armes encore plus efficaces.

Simultanément, les autres Etats du monde - placés sous la menace mortelle de ces armes - s'entendent dire que les armes nucléaires ne sont là que pour la dissuasion, qu'elles ne doivent jamais être utilisées. Il n'en reste pas moins qu'il faut constamment les perfectionner pour obtenir des capacités de guerre toujours plus efficaces. La course qualitative aux armements se poursuit donc, et nul n'a l'avantage.

Répétons-le, des négociations bilatérales qui ne visent qu'à réglementer la poursuite des essais ne sauraient répondre aux exigences et aux espoirs de la quasi-majorité des Etats n'appartenant pas au club nucléaire. Ce que nous exigeons, ce n'est pas que les Etats dotés d'armes nucléaires puissent contrôler leurs essais respectifs, c'est que la communauté internationale puisse vérifier qu'aucun essai nucléaire n'est effectué.

(Mme Théorin, Suède)

Le Gouvernement actuel des Etats-Unis soutient qu'une interdiction des essais devrait être subordonnée à d'autres questions prioritaires plus urgentes, telles que la réduction substantielle des arsenaux nucléaires. Alors que cette réduction, aux dires des deux parties, semble maintenant plus proche, l'interdiction des essais, quant à elle, n'en continue pas moins à apparaître plus lointaine que jamais.

Il est impératif que la plus haute priorité soit accordée aux négociations sur une interdiction complète des essais. Cela est d'autant plus nécessaire que, tout comme les négociations bilatérales visant à réduire les armes nucléaires demandent sans conteste du temps et de la réflexion, un traité d'interdiction complète des essais exigerait lui aussi des préparatifs minutieux.

Un réseau mondial de stations sismiques devrait être installé, essayé et exploité en vue de se préparer à un traité d'interdiction. Le Groupe d'experts scientifiques a réalisé des travaux fort utiles dans ce domaine, mais il reste encore à faire si l'on veut disposer d'un système de vérification internationale en état de fonctionner lorsqu'un traité entrera en vigueur. Il est essentiel de tirer parti des progrès réalisés sur les plans scientifique et politique dans le domaine de la vérification. Un échange de vues constructif a eu lieu lors de la Conférence des six pays auteurs de l'Initiative pour la paix et le désarmement qui a été consacrée, en mai dernier à Linköping (Suède), à la surveillance de l'interdiction des essais nucléaires. Les participants à cette conférence ont souligné la nécessité d'une vérification adéquate et ont examiné diverses méthodes telles que la surveillance sismique, la vérification par satellite et l'inspection sur place.

Il est navrant de devoir conclure que les pourparlers bilatéraux actuels sur les essais nucléaires ne peuvent contribuer à faire progresser la question de l'interdiction des essais, sauf peut-être en aidant les deux parties à éclaircir certaines de leurs préoccupations à l'égard de la vérification. Cependant, l'accent est apparemment mis sur la vérification des essais en cours et sur l'application de seuils qui ont une importance limitée pour le désarmement.

Or, il ne suffit pas de ratifier quelques traités d'interdiction partielle qui n'ont guère de sens. Il n'est pas acceptable de faire fi des appels en faveur d'un traité multilatéral d'interdiction des essais. Il est dangereux de méconnaître les risques de la prolifération des armes nucléaires. Afin de présenter un intérêt réel pour la communauté internationale, les pourparlers sur les essais nucléaires doivent viser des accords limitant la puissance et le nombre des essais à un niveau vraiment significatif sur le plan militaire. De tels accords devraient aussi conduire à la conclusion, à une date rapprochée et spécifiée, d'un traité d'interdiction complète des essais.

(Mme Théorin, Suède)

Permettez-moi de signaler ici que la question de la non-prolifération a été mise en relief la semaine dernière à l'occasion du vingtième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Dans une déclaration commune publiée pour commémorer cet événement, les ministres des affaires étrangères des pays nordiques ont rappelé la contribution importante du Traité à la stabilité et à la sécurité internationales. Il s'agit là d'un instrument vital pour prévenir la prolifération des armes nucléaires, qui reste l'accord multilatéral de limitation des armements le plus important qui ait été conclu jusqu'à présent.

Les travaux du Comité spécial sur les armes radiologiques et sur l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires devraient se poursuivre en vue de résoudre les deux questions à l'examen. Une attaque militaire contre une installation nucléaire aboutirait à des destructions massives et reste le seul moyen de livrer une guerre radiologique. Il devrait être dans l'intérêt de tous les Etats d'interdire des attaques de ce genre. Nous lançons un appel à tous les Etats participants pour qu'ils s'efforcent par tous les moyens d'ouvrir la voie à un tel accord, qui serait de la plus haute importance pour la sécurité de tous les Etats, qu'ils possèdent ou non des installations nucléaires.

Le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace fonctionne depuis 1985. Il est regrettable que seuls des résultats limités aient pu être obtenus jusqu'ici. A cette date, les débats ont permis de mieux comprendre un certain nombre de problèmes et de percevoir plus clairement les diverses prises de position.

En premier lieu, on a reconnu d'une manière générale que les activités concernant l'exploration et l'utilisation de l'espace devraient être effectuées conformément au droit international, y compris la Charte des Nations Unies.

En deuxième lieu, on s'est rendu de plus en plus compte de la nécessité de consolider et de renforcer le régime juridique en vigueur applicable à l'espace.

En troisième lieu, la plupart des délégations - dont la mienne - ont réaffirmé que l'objectif général des travaux de la Conférence du désarmement dans ce domaine devrait viser dans le long terme à interdire complètement la mise au point, l'essai, la fabrication et le déploiement d'armes spatiales. En attendant la réalisation de cet objectif global, la Suède, comme plusieurs autres délégations, a déclaré qu'une mesure partielle extrêmement urgente pourrait consister à interdire les armes antisatellites.

Afin que le Comité spécial puisse enregistrer de nouveaux progrès dans ses travaux, il est nécessaire et urgent de préparer le terrain sur le plan technique. Je tiens à saisir cette occasion pour réitérer la proposition suédoise visant à organiser au sein de la Conférence une réunion de courte

(Mme Théorin, Suède)

durée d'experts gouvernementaux qui seraient chargés, par exemple, d'examiner les définitions et les techniques de vérification intéressant nos efforts communs visant à prévenir une course aux armements dans l'espace.

La Conférence du désarmement a consacré beaucoup de temps et d'efforts communs à la conclusion d'une convention sur les armes chimiques.

Nous sommes, à juste titre, gravement préoccupés. Des armes chimiques sont à l'heure actuelle effectivement utilisées.

Pas plus tard que la semaine passée, le Secrétaire général de l'ONU a envoyé une nouvelle mission, comprenant l'Ambassadeur Berasategui, un expert espagnol et un expert suédois, pour enquêter sur les dernières allégations concernant l'emploi d'armes chimiques. Les conclusions du groupe ne sont pas encore connues, mais les résultats des enquêtes antérieures n'incitent pas à l'optimisme. La Suède condamne l'emploi répété d'armes chimiques, qui constitue une violation flagrante du droit international. Des tragédies telles que celle qui a eu lieu à Halabjeh ne doivent plus jamais se produire.

Des indices montrent en outre que les armes chimiques font leur entrée dans les arsenaux d'autres pays. Qui plus est, il semble également que les techniques et les agents de guerre chimique soient encore perfectionnés.

Cette évolution alarmante explique pourquoi nous devrions tous être guidés par un sentiment d'urgence extrême dans la poursuite de nos efforts de négociation. Elle indique aussi tout à fait clairement qu'une convention est non seulement devenue urgente, mais qu'elle doit également être universelle et globale. Des mesures partielles ou intérimaires risqueraient de retarder ou d'entraver sérieusement la conclusion d'une convention tous azimuts.

Les Etats-Unis comme l'Union soviétique se sont fermement engagés, lors de la dernière rencontre au sommet, à interdire globalement les armes chimiques. Je dois toutefois constater que ces déclarations prononcées au plus haut niveau ne se sont malheureusement pas accompagnées d'un libellé précis qui contribuerait à accélérer les négociations et à les achever selon un calendrier spécifié. L'expérience acquise lors des diverses négociations multilatérales a montré qu'un calendrier de ce genre peut être utile en contribuant à éviter de détourner l'attention sur des détails d'une manière qui risque d'être plus obstructive que constructive, et en donnant de la vigueur au processus politique nécessaire pour des décisions effectives.

Je voudrais rappeler à cet égard - en les approuvant - les paroles qu'a prononcées il y a un mois le Vice-Chancelier et Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, M. Genscher, qui a exhorté les participants à la session extraordinaire à exercer toute leur influence politique de façon que "la convention puisse être conclue avant la fin de l'année". La session extraordinaire a montré qu'il existait une volonté générale de poursuivre avec célérité et détermination les négociations sur une interdiction des armes chimiques. La Conférence du désarmement devra continuer à oeuvrer dans cet esprit.

(Mme Théorin, Suède)

Ma délégation, bien entendu, n'ignore pas qu'un certain nombre de problèmes de rédaction épineux restent à résoudre, et nous n'avons absolument aucune raison de minimiser ces difficultés. Comme vous le savez, la Suède a toujours attaché une attention particulière aux divers aspects de la vérification. Cela étant posé, je persiste à croire que ces problèmes peuvent être réglés si la bonne volonté prévaut.

L'un de ces problèmes - celui qui a trait aux principes et à l'ordre de destruction des armes chimiques - est sans conteste sérieux. Je suis toutefois convaincue qu'il peut trouver une solution sur la base de ce qui a déjà été élaboré lors de consultations avec certaines des délégations le plus directement intéressées.

Je ne vois pas non plus d'obstacle majeur qui puisse empêcher de s'entendre sur un système suffisamment élaboré pour assurer à l'avenir la non-fabrication, ou sur un mécanisme d'inspections obligatoires par mise en demeure, voire sur une organisation internationale chargée de surveiller l'application de la convention.

Il faut que nous combinions nos efforts pour achever ces travaux le plus tôt possible. Il ne s'agit pas seulement de parvenir à un accord de désarmement important, qui devrait améliorer la sécurité de tous. Il s'agit aussi d'obtenir un triomphe indispensable pour la diplomatie multilatérale en matière de désarmement, pour notre organe de négociation et pour les délégations qui y participent ici.

Le temps ne joue pas en notre faveur, qu'il s'agisse des armes chimiques ou de tous les autres domaines que je viens d'évoquer. La Conférence du désarmement doit aller de l'avant dans ses travaux. Comme l'a dit Danilo Dolci : "Les paroles ne déplacent pas les montagnes. C'est le travail, un travail opiniâtre, qui les déplace."

Le PRESIDENT : Je remercie la représentante de la Suède de sa déclaration et de ses mots aimables à l'adresse du Président. Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Un autre représentant souhaite-t-il prendre la parole ? Je donne la parole au représentant des Etats-Unis.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Si j'ai demandé la parole, c'est pour émettre une objection et rejeter ce qu'a avancé l'Ambassadrice de la Suède lorsqu'elle a critiqué et attaqué les Etats-Unis à propos de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, qui s'est achevée récemment. Je ne crois pas que quiconque a participé aux derniers jours et aux dernières heures de la session à New York puisse reprocher aux Etats-Unis de n'avoir pas tout fait pour qu'il puisse se dégager un consensus sur un document. Ceux qui sont ici présents aujourd'hui et se trouvaient à New York se rappelleront qu'au cours des dernières heures de la session les Etats-Unis étaient représentés au plus haut niveau par l'Ambassadeur Hansen, venu de Washington, et que leur représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Vernon Walters, s'est joint tout au long de la nuit à l'effort déployé pour rendre possible un consensus.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Je pense aussi que nul d'entre vous n'a oublié que les Etats-Unis avaient accepté qu'on arrête les pendules à minuit et que la séance, que présidait avec compétence l'Ambassadeur Ahmad, se poursuive. Ils se sont associés aussi activement que possible aux travaux qui, comme vous le savez, ont duré toute la nuit. L'Ambassadrice de la Suède n'a absolument rien dit des graves problèmes que le Document final posait à d'autres délégations, notamment dans son libellé auquel certains trouvaient à redire vu la mention d'un certain pays du Moyen-Orient et d'un pays de l'Afrique australe. Elle n'a rien dit non plus des problèmes que posaient à d'autres délégations la question de la prolifération et la section sur les armes classiques. Elle a préféré monter les Etats-Unis en épingle et désigner mon pays comme l'élément provocateur et la cause de tous les insuccès. Comme le Général Walters l'a dit à la dernière séance du Comité plénier, il y avait de sérieux obstacles mettant en jeu la sécurité et la politique nationales et, à ce propos, il ne pouvait y avoir de compromis et il n'y en aurait pas. Mais jeter le blâme sur les Etats-Unis pour l'échec de la troisième session extraordinaire, alors qu'y participaient 159 nations ayant des perspectives diverses concernant les intérêts et préoccupations d'ordre régional et national, c'est non seulement déformer les faits mais aussi offenser, insulter profondément la délégation de mon pays dont le gouvernement n'a pas ménagé son effort à la troisième session extraordinaire. Les Etats-Unis ont fait leurs preuves en ce qui concerne le désarmement. Ils ont oeuvré assidûment au cours des deux dernières années pour que soit mené à bien le Traité FNI qu'ils ont signé avec l'Union soviétique. Ils travaillent avec diligence à l'élaboration d'un traité sur la réduction des armes stratégiques et, ici même, à Genève, sur la question de la vérification d'une interdiction des essais et sur celle des armes chimiques. Aussi, ne peuvent-ils tout simplement pas accepter les critiques faites par l'Ambassadrice de la Suède quant à leur comportement dans le domaine du désarmement.

Le PRESIDENT : Je donne la parole à la représentante de la Suède.

Mme THEORIN (Suède) (traduit de l'anglais) : J'ai écouté avec beaucoup d'attention la déclaration de l'Ambassadeur des Etats-Unis et, pour commenter ce qu'a dit mon distingué collègue, je devrais peut-être me limiter à souligner que les faits présentés dans mon intervention sont éloquents en soi. En ces moments historiques où il est évident que s'accomplit un dur effort de dernière heure, comme il arrive souvent dans les conférences internationales où c'est toujours à l'ultime moment que les problèmes sont résolus - et je dirai que chacun, jusqu'ici, s'y était employé -, il est naturel d'avoir en pareil cas suffisamment de temps à sa disposition. J'évoquerai ainsi mon expérience personnelle de la Conférence de Stockholm, où nous avions arrêté les pendules et où quelques heures de plus nous avaient permis de parachever nos travaux. Je me répéterai donc en soulignant qu'il aurait été naturel de disposer du temps voulu pour essayer de régler le petit nombre de questions qui faisaient obstacle au consensus, lequel présupposait aussi, bien entendu, une volonté politique générale de la part de tous les intéressés. Bien évidemment, ma surprise est venue du fait que les Etats-Unis ont décidé de ne pas accepter une prolongation raisonnable pour essayer de

(Mme Théorin, Suède)

résoudre quelques problèmes. Quant à l'autre question - comment interpréter les faits -, je ne peux que noter qu'il existe à cet égard une divergence entre l'Ambassadeur Friedersdorf et moi-même. J'espère toutefois que nous serons d'accord sur le reste de mon intervention, à savoir qu'il est maintenant temps pour nous d'aller de l'avant et de nous mettre tous ensemble à la tâche afin de trouver une solution aux problèmes que la Conférence doit résoudre.

Le PRESIDENT : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, l'Ambassadeur Mansur Ahmad.

M. AHMAD (Pakistan) (traduit de l'anglais) : J'ai tout particulièrement plaisir à vous voir diriger nos travaux, Monsieur le Président. Comme vous l'avez dit, vous et moi venons de la même région et, l'ajouterai-je, de la meilleure région dans cette partie du monde. Cela, je le pose sans crainte de me voir contredire, puisque aussi bien votre assistant que le mien viennent de là.

Vous représentez, Monsieur le Président, un pays qui est un grand voisin du Pakistan et vous vous êtes montré un bon ami et un collègue des plus serviables. Je n'ai aucun doute que vous conduirez avec beaucoup de distinction les travaux de la Conférence au cours de ce mois. Je voudrais aussi saluer nos nouveaux collègues ici; j'ai déjà eu le plaisir et l'honneur de travailler en étroite collaboration avec eux et je suis certain qu'ils marqueront la Conférence de leur empreinte.

C'est la dernière fois que je m'exprime devant la Conférence et je voudrais dire combien j'ai été touché par les très aimables paroles qu'ont dites à mon endroit mes collègues ici et à New York. Je ne puis que les attribuer à leur générosité sans bornes et aux sentiments d'amitié qu'ils ont pour moi. Alors que je quitte Genève, je tiens à dire mes propres sentiments de gratitude et de haute appréciation pour l'amitié et le concours qu'ils m'ont tous apportés. Si je dis cela, c'est que les derniers mois de mon association avec la Conférence du désarmement ont été très remplis et qu'ils ont donné lieu à une forme de coopération que l'on n'a peut-être jamais vue dans d'autres instances multilatérales. Qu'on me permette aussi de rappeler la dette de gratitude que j'ai vis-à-vis de M. Komatina, notre Secrétaire général, qui a été pour moi un guide et un ami, avec qui les échanges ont toujours été fructueux et dont les conseils sur des questions importantes n'ont jamais manqué d'être opportuns et constructifs. Je lui dis toute ma reconnaissance, qui va également à l'équipe si compétente qu'il anime.

J'ai passé sept ans et demi à Genève. En plus de mes autres fonctions, j'ai été associé tout au long de cette période à la Conférence du désarmement et ce temps m'a permis d'apprendre et de mieux comprendre les questions de désarmement qui, nous le savons tous, sont des plus complexes. Il m'a aussi été donné de me faire de très nombreux amis et ces amitiés, qui m'ont rendu si agréable le travail que j'accomplissais à la Conférence du désarmement, seront, je le sais, durables. Je ne doute pas non plus que, vu la nature des carrières qui sont les nôtres, nos routes se croiseront de nouveau et je me réjouis à coup sûr de cela.

(M. Ahmad, Pakistan)

Ils ne sont pas nombreux ceux qui ont travaillé à la Conférence du désarmement et qui ont eu l'honneur de faire tout le tour de cette table rectangulaire. En fait, à mon arrivée en janvier 1981, j'étais assis à quatre sièges d'ici en partant de la gauche. J'ai ainsi eu l'occasion d'admirer cette salle sous tous ses angles et de contempler l'oeuvre de José Maria Sert, qui a dépeint l'invention de la première machine, l'évolution de l'esclavage, le progrès scientifique, les effets de la guerre - mort et destruction tant pour le vainqueur que pour le vaincu -, mais qui a aussi exprimé son'espoir d'un monde libéré de la guerre. J'ai tout lieu de croire que les mêmes réflexions continueront d'inspirer les membres de la Conférence.

Il a été fait mention de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Je ne saurais cacher ma déception devant le fait que nous n'avons pu produire un document final, mais je suis tout à fait sûr que les efforts très sincères et très résolus qu'ont faits toutes les délégations ne seront pas vains. Comme l'Ambassadrice Theorin l'a fait ressortir, la troisième session extraordinaire a permis d'arriver à une plus grande convergence de vues qu'on aurait pu s'y attendre sur toute une gamme de questions importantes. Je suis convaincu que ces convergences, qui s'appliquent tant aux concepts qu'aux méthodes, exerceront une influence salutaire sur le processus de désarmement. Qu'on me permette de saisir l'occasion qui m'est donnée de rappeler encore ma gratitude et ma satisfaction face à la coopération généreuse et à l'inépuisable courtoisie que m'ont apportées tous ceux qui ont participé à la troisième session extraordinaire. Je vous remercie, Monsieur le Président, et vous, mes collègues, une fois de plus, de votre amitié qui me restera toujours chère.

Le PRESIDENT : Je remercie l'Ambassadeur Ahmad de sa déclaration et de ses mots aimables à l'égard du Président. S'il n'y a pas d'autres orateurs, je voudrais faire une brève déclaration.

Je tiens à vous informer que j'ai demandé au secrétariat de faire distribuer aujourd'hui le document de travail CD/WP.343, qui contient le projet de programme de travail que nous pourrions examiner de nouveau en séance officieuse, le jeudi 14 juillet, conformément à l'article 28 du règlement intérieur, et que, je l'espère, nous adopterons le même jour, lors de la reprise de la séance plénière.

Comme vous le verrez, le texte n'appelle aucune explication détaillée. La répartition du temps consacré aux différents points de l'ordre du jour correspond de près à celle des sessions précédentes, et l'ordre d'examen est le même que pour la première partie de la session annuelle. J'ai bien sûr tenu compte, pour assurer l'équilibre nécessaire, du fait que la seconde partie de la session serait plus courte. Ainsi, vous noterez que toutes les questions de fond occupent chacune une semaine, à l'exception de celles qui ont trait aux garanties négatives de sécurité et aux armes radiologiques, qui se partageront une semaine. Le programme de travail part de l'hypothèse que la date de clôture sera le 15 septembre, un jour étant gardé en réserve au cas où la rédaction du rapport présenterait des difficultés. La période

(Le Président)

relativement brève qui se sera écoulée depuis l'établissement du rapport spécial à la session extraordinaire fera que, sans doute, le rapport de la seconde partie de la session sera assez court. A ce propos, il serait sans doute souhaitable que nous arrêtions ensemble la date précise de la clôture de la session.

La date fixée pour l'achèvement des travaux des organes subsidiaires spéciaux est le 5 septembre. Dans certains cas toutefois, on peut s'attendre à une poursuite des travaux s'il s'offre des possibilités de réaliser de nouveaux progrès sur des questions précises. L'ONU faisant toujours face à une crise financière, il faudra s'efforcer par tous les moyens de terminer les travaux pour la date indiquée.

Je vais maintenant lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 12 juillet.

La séance est levée à 11 h 10.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.464
12 juillet 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 12 juillet 1988, à 10 heures.

Président : M. Jaskaran Singh Teja (Inde)

GE.88-62819/2620N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 464ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Nous diffusons aujourd'hui un message adressé par le Ministre indien des affaires extérieures, M. Narasimha Rao, à l'occasion de l'accession de l'Inde à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de juillet.

"A l'occasion de l'accession de l'Inde à la présidence de la Conférence du désarmement, qui constitue un honneur pour mon pays, j'adresse à cette auguste assemblée mes salutations et mes meilleurs voeux.

On ne aurait trop insister sur l'importance des travaux de la Conférence du désarmement, qui est le seul organe international de négociation multilatérale sur le désarmement. L'ordre du jour de cette instance unique englobe certaines des questions les plus essentielles dans le domaine du désarmement. A ce titre, elles intéressent tous les pays et tous les peuples du monde entier. Il incombe donc à cette auguste assemblée de présenter des résultats dans l'accomplissement de ses lourdes responsabilités.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement a été convoquée en réponse à la préoccupation croissante manifestée par la communauté internationale devant l'insuffisance de ce qui avait été fait en vue de réaliser le grand dessein énoncé dans le Document final de la première session extraordinaire en 1978. Bien que cette première session ait abouti à un consensus historique sur les objectifs et sur la voie à suivre, son Programme d'action tarde à être exécuté. Comme de nombreux autres pays, l'Inde, elle aussi, est déçue du manque de résultats concrets de la troisième session extraordinaire. Néanmoins, nous attachons de la valeur à l'échange de vues qui s'y est déroulé. Le fait qu'un grand nombre de dirigeants du monde entier ont choisi de participer personnellement à cette session montre clairement que le désarmement intéresse l'ensemble de la planète. La participation active de plus de 500 organisations non gouvernementales a souligné par ailleurs la préoccupation manifestée par les peuples du monde entier.

Lors de la session extraordinaire, l'Inde a présenté un plan d'action pour un ordre mondial exempt d'armes nucléaires et non violent. Il y est demandé que des négociations soient menées en vue d'un engagement contraignant visant à éliminer toutes les armes nucléaires d'ici à l'an 2010. Ce plan porte non seulement sur les armes nucléaires et les autres armes de destruction massive, mais aussi sur les armes classiques, les systèmes d'armes spatiales et les diverses mesures collatérales susceptibles de faciliter le processus de désarmement nucléaire. Il inclut des mesures visant à éliminer l'élément qualitatif de la course aux armements grâce à une transparence et à une coopération accrues. De concert avec les dirigeants de cinq autres pays, nous avons souligné la nécessité d'un système intégré de vérification multilatérale

(Le Président)

dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Il est prévu dans le plan d'action que cette mesure fasse partie d'un système global de sécurité mondiale, nécessaire pour assurer et maintenir un monde exempt d'armes nucléaires. L'intention n'est pas que ce plan constitue le dernier mot sur le sujet. Il a été présenté en tant que base de négociation. Nous espérons que la Conférence du désarmement le considérera comme tel.

Nous approchons de la dernière décennie du siècle. La pensée politique n'a pas pu suivre le rythme des mutations technologiques qui se sont produites à notre époque dans le domaine militaire. Un retour à l'essentiel s'impose peut-être si l'on veut s'extirper de l'étau des prises de position antérieures. Le mandat de la Conférence du désarmement symbolise les aspirations des peuples de la planète tout entière. Il est impératif que la Conférence accélère le rythme de ses progrès. Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer l'engagement de l'Inde à cet effet.

C'est dans cet esprit que je souhaite aux participants à la Conférence de réussir dans leurs efforts."

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les distingués représentants de la France, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le distingué représentant de la France, l'ambassadeur Pierre Morel.

M. MOREL (France) : Permettez-moi d'abord de vous dire la satisfaction que ma délégation éprouve à vous voir accéder à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de juillet, à un moment où nous devons reprendre rapidement nos travaux et leur donner un tour aussi concret que possible. Votre expérience, votre autorité et votre détermination nous seront nécessaires. Elles rencontreront le plein concours de ma délégation qui, bien sûr, lira avec attention et intérêt le message de M. Rao, Ministre des affaires étrangères de l'Inde.

Je voudrais également souhaiter la bienvenue à l'ambassadeur Loeis de l'Indonésie, à l'ambassadeur Kostov de la Bulgarie, à l'ambassadeur Ruoro du Kenya et à l'ambassadeur de Rivero du Pérou. Dans le même temps, je tiens à saluer le départ de l'ambassadeur Ahmad du Pakistan qui était, si je puis dire, notre vice-doyen, et de l'ambassadeur Tin Tun de la Birmanie. L'un et l'autre ont apporté leur marque personnelle dans les travaux de la Conférence.

Comment, en outre, ne pas rendre hommage à cette occasion au travail remarquable que l'ambassadeur Ahmad vient d'accomplir comme Président du Comité plénier de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Et, à ce propos, M. le Président, je voudrais aujourd'hui, à l'ouverture de nos travaux, faire le point après

(M. Morel, France)

l'expérience à la fois stimulante et décevante qu'a été la troisième session extraordinaire. Je retiendrai pour ma part deux constatations susceptibles de nourrir nos travaux à Genève :

- il s'agit d'une leçon sévère, mais sans doute salutaire;

- l'absence de résultat final n'a pas effacé les avancées qui ont été faites et qui seront très utiles pour la poursuite des efforts de désarmement.

Il s'agit bien d'une dure leçon pour les Nations Unies et le désarmement multilatéral. Ce n'est certes pas le moment de se perdre en regrets, même si chacun d'entre nous rentre de New York avec le sentiment d'un rendez-vous manqué. La vie continue, nous avons ici à Genève un ordre du jour précis. Nous devons donc nous attacher à un examen utile, soucieux de mieux organiser l'avenir.

Il faut à cet égard commencer par comparer les résultats des deux dernières sessions, qui sont l'une et l'autre restées très en deçà de la première, pour dire le moins.

Le relatif échec de la deuxième session extraordinaire de 1982 a des causes précises qui expliquent a posteriori que le coup ait été accusé sans trop de dommage par la communauté internationale. La situation politique était défavorable, l'ambition sans doute excessive, quatre ans à peine après la session inaugurale de 1978, qui ne pouvait en tout état de cause être répétée à l'identique. La déconvenue n'avait pas vraiment surpris, et l'image des Nations Unies n'en avait guère pâti. Les perspectives étaient cette année beaucoup plus propices : la satisfaction engendrée par le Traité de Washington, à laquelle la plupart des interventions dans le débat général ont fait écho, l'attente consécutive de nouvelles opportunités pour le désarmement multilatéral, l'émergence de nouveaux thèmes mobilisateurs, l'esprit d'ouverture et de modération perceptible dans la démarche de la plupart des délégations, tout ou presque paraissait conduire à un document équilibré permettant de consacrer les acquis des 10 dernières années.

Mais le climat ne peut pas tout faire. L'amélioration incontestable de la situation internationale, et en particulier des relations soviéto-américaines, ne garantit pas pour autant un résultat à l'échelle des Nations Unies. Nous avons eu pour notre part l'occasion de mettre en garde contre la croyance en une sorte de parallélisme plus ou moins automatique entre le bilatéral et le multilatéral. La relation est plus complexe, et plus encore aujourd'hui qu'il y a 10 ans, ou même 5 ans.

Constatons donc que les éléments propices que je viens de rappeler brièvement sont des conditions nécessaires, mais non suffisantes à la réussite d'une démarche globale telle que celle de la session extraordinaire consacrée au désarmement. Mais ne nous laissons pas aller pour autant à des réactions

(M. Morel, France)

trop rapides qui consisteraient à incriminer le choix du moment, ou encore les insuffisances du système des Nations Unies. La vraie leçon n'est pas aussi évidente. Elle est plutôt dans quelques constatations plus dérangeantes mais salutaires, à savoir que tout exercice de désarmement multilatéral fondé sur la règle du consensus est très délicat, puisqu'il revient à accumuler un grand nombre de difficultés sans que les participants disposent dans le même temps des moyens nécessaires pour les régler ou même pour les réduire. Certaines de ces difficultés sont permanentes. D'autres peuvent être surmontées par un effort particulier. Mais quand il s'agit de couvrir tous les sujets, le risque de ne pas aboutir est inhérent à l'exercice, et l'absence de conclusion agréée ne doit donc pas revêtir un caractère dramatique.

Si nous avons peut-être appris ainsi à nous méfier de l'extraordinaire à répétition, nous ne devons pas pour autant tomber dans un sentiment d'impuissance. Passer d'un excès à l'autre serait absurde et profondément contraire à la vérité de cette expérience. Le projet de document final allait souvent bien au-delà de ce que nous attendions de cette session, mais sa mise au point a fait ressortir une poignée de questions très sensibles pour lesquelles il n'est pas possible de dire avec certitude que quelques heures ou quelques jours auraient suffi pour en venir à bout. L'intensité du travail de fond engagé pendant plusieurs semaines, comme les efforts considérables accomplis jusqu'au dernier moment, permettaient de penser qu'un accord n'était pas hors de portée. Dans le même temps, le texte inachevé trace un inventaire assez exact des ouvertures, des limites et des difficultés, inventaire dans lequel nous pouvons nous reconnaître. Ce document est d'une certaine façon plus vrai que celui par lequel nous aurions pu, nous aurions dû conclure.

C'est pourquoi je voudrais maintenant souligner que l'absence de résultat final n'a pas effacé les avancées qui ont été faites pendant la session, et qui seront très utiles dans la suite de nos travaux.

Il faut certes commencer par souligner la reconnaissance générale de l'importance de cette session, le bon déroulement des débats et des travaux, et l'effort accompli par toutes les délégations. Mais il me semble que l'on peut essayer d'aller plus loin. Cette rencontre a été suffisamment riche pour permettre de dégager quelques orientations pratiques qui pourront nous guider efficacement dans la nouvelle phase qui s'ouvre devant nous.

En premier lieu, nous rapportons de New York la confirmation d'un intérêt considérable de la communauté internationale pour la poursuite du désarmement multilatéral, même si les intérêts, les démarches et les priorités de chacun sont clairement différents, voire opposés. Toutes ces différences confirment en fait la relation étroite qui existe entre la sécurité des Etats, le maintien de la paix et de la sécurité internationale et le désarmement. Cette confirmation est essentielle pour la poursuite de nos travaux. L'intérêt commun existe, mais le progrès dans le désarmement multilatéral doit aller de pair avec un progrès dans la sécurité, c'est-à-dire dans le renforcement de

(M. Morel, France)

la sécurité des Etats, dans la diminution des tensions internationales, enfin, comme les derniers moments de cette session l'ont montré, dans le règlement des conflits régionaux.

Les divergences que nous constatons sur certains des concepts de base du désarmement multilatéral ne sont pas nouvelles. Il ne s'agit pas d'un affrontement entre deux camps, mais d'une multitude de clivages, qui doivent être assumés. Ces oppositions multiples mais changeantes confirment que le débat doit être repris et approfondi dans un processus continu, qui suppose le respect mutuel des points de vue des uns et des autres. Nous avons fait concrètement l'expérience pendant la troisième session que cette prise en considération réciproque permettait de travailler. L'exercice est difficile, mais indispensable, et en fin de compte fructueux.

La priorité donnée au désarmement nucléaire ne saurait tourner au splendide isolement, et encore moins devenir une exclusive. Une certaine diversification des domaines d'application du désarmement multilatéral est reconnue par tous comme souhaitable, sans renoncer pour autant à une vue d'ensemble. Cette évolution se traduit déjà dans la réalité des négociations multilatérales ou régionales en cours, et elle est appelée à s'accentuer au cours des prochaines années, qu'il s'agisse du conventionnel, du chimique, du biologique ou de l'espace. Il ne s'agit pas d'additionner des compartiments étanches, mais de promouvoir une démarche pragmatique intégrant des domaines divers et des négociations différentes.

On constate le développement parfois très rapide d'un certain nombre de thèmes horizontaux tels que la vérification, les mesures de confiance, l'assistance, la transparence, les procédures d'enquête, ou encore le développement de nouvelles technologies, ainsi que les efforts pour trouver un équilibre entre les applications pacifiques des technologies sensibles et la prévention de leur dissémination anarchique. Tous ces thèmes horizontaux n'entrent pas dans une catégorie bien définie, ne relèvent pas d'une seule institution ou d'un seul traité, et nécessitent aujourd'hui un investissement intellectuel, politique et technique considérable. Ce sont en quelque sorte les outils du désarmement. Ils suscitent dans bien des cas un intérêt et même une mobilisation que l'on n'aurait pas soupçonnés il y a encore quelques années.

S'agissant enfin de l'appareil institutionnel du désarmement multilatéral, tout le monde est aujourd'hui d'accord pour reconnaître qu'il est relativement bien adapté et n'appelle donc pas de changement majeur. Cela n'empêche pas de souhaiter tel ou tel ajustement, et par exemple un élargissement raisonné de la Conférence du désarmement. Mais cet accord de principe sur les grandes lignes du dispositif actuel devrait faciliter la recherche d'améliorations pratiques et la concentration des efforts sur les questions de substance.

(M. Morel, France)

En partageant ainsi quelques réflexions, j'ai essayé de prendre du recul par rapport aux positions propres à mon pays, qui sont bien connues de tous. C'est ce que nous avons fait tous en juin à New York, et nous pouvons, je crois, prolonger cet effort tout en reprenant point par point les questions qui nous occupent.

La déception est là. Elle ne peut pas être effacée. Mais elle permet un retour au réel, et une véritable acceptation mutuelle de la diversité de nos points de vue. Ce sont là des préalables indispensables à tout progrès sérieux en matière de désarmement multilatéral.

Nous avons peut-être mieux compris que le désarmement ne peut pas être une idéologie qui s'impose comme un bloc, et dans l'affrontement. Même inachevée, la troisième session extraordinaire a suffisamment démontré que l'on pouvait sortir des symboles, des formules toutes faites et des stéréotypes, et que c'était précisément à ce moment-là que commençait la négociation, la seule qui vaille vraiment la peine.

Certes, tout n'a pas changé d'un seul coup, et la persistance de certaines rigidités a freiné l'émergence d'une conception à la fois réaliste et exigeante du désarmement multilatéral qui réponde aux nécessités du monde contemporain, toujours plus interdépendant, plus complexe et plus technicien. Mais ce processus de renouvellement est désormais engagé, et il nous appartient de le confirmer à Genève comme à New York.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Morel de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant inscrit sur ma liste, la distinguée représentante du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (traduit de l'anglais) : M. le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence ; c'est pour ma délégation un grand plaisir de vous voir présider nos travaux durant le premier mois de notre session d'été. Je tiens aussi à remercier l'Ambassadeur Meiszter, de la Hongrie, de l'efficacité avec laquelle il a dirigé la Conférence en avril. Il est des devoirs moins agréables, comme celui qui m'amène à regretter le départ de l'Ambassadeur Tin Tun, de la Birmanie, ainsi que l'Ambassadeur Ahmad, du Pakistan, qui, comme chacun le sait, s'est acquitté de manière éminente de très hautes responsabilités au cours de ces derniers mois. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue aux ambassadeurs de l'Indonésie, du Kenya, du Pérou et de la Bulgarie, et leur dire tout mon désir de collaborer avec eux.

(Mlle Solesby, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

J'ai demandé la parole aujourd'hui afin de présenter brièvement le document CD/837 où est reproduit le texte d'une déclaration faite par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Sir Geoffrey Howe, à l'occasion du 20ème anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération.

J'ai demandé que le texte de cette déclaration soit distribué afin de marquer la très haute importance que le Gouvernement britannique attache à ce traité. Celui-ci a joué un rôle vital dans le monde des deux dernières décennies en aidant à limiter la dissémination des armes nucléaires, tout en favorisant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Il demeurera tout aussi essentiel dans les décennies à venir. Le Traité constitue pour nous tous une protection cruciale.

Je voudrais appeler tout particulièrement l'attention sur l'un des passages de la déclaration faite par le Secrétaire d'Etat, à savoir l'appel qu'il a lancé à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils signent le Traité. L'Espagne, Trinité-et-Tobago et l'Arabie saoudite ont décidé récemment d'y adhérer, et nous avons l'espoir que d'autres pays suivront leur exemple.

Le fait d'avoir mis au point le texte du Traité sur la non-prolifération par la voie de négociations multilatérales constitue un acquis notable. La troisième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité, qui s'est déroulée à Genève en 1985, en est un aussi. L'Assemblée générale des Nations Unies engagera à sa session de 1988 le processus aboutissant à la tenue, en 1990, de la quatrième conférence d'examen et les premières réunions préparatoires de celle-ci auront lieu l'année prochaine. Nous espérons que ce sera là une nouvelle occasion de réaffirmer l'importance capitale que revêt le Traité sur la non-prolifération pour la paix et la sécurité internationales.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadrice Solesby de sa déclaration et des paroles aimables qu'elle a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : M. le Président, qu'il me soit permis tout d'abord de vous dire tout le plaisir qu'a la délégation soviétique de vous voir présider la Conférence durant le mois de juillet, vous le représentant de ce pays ami qu'est l'Inde. Je tiens à vous adresser tous mes voeux de succès dans l'accomplissement de votre tâche et à vous assurer de la volonté inébranlable de la délégation soviétique de collaborer activement avec vous. Par la même occasion, je voudrais à nouveau exprimer ma reconnaissance à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Meiszter, qui a su diriger avec efficacité nos travaux pendant la période importante où la Conférence a préparé le rapport qu'elle a présenté à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Nous avons le plaisir d'accueillir de nouveaux collègues, venus prendre leurs fonctions de représentants à la Conférence, les ambassadeurs de la Bulgarie, M. Kostov, de l'Indonésie, M. Loeis, du Kenya, M. Ruoro, et du Pérou, M. de Rivero.

Nous avons appris avec regret que l'Ambassadeur du Pakistan, M. Ahmad, devait nous quitter. Nous lui adressons nos voeux de succès dans ses activités futures.

J'ai demandé la parole aujourd'hui afin de vous présenter succinctement le document CD/838, où sont reproduites les réponses faites par le chef du Gouvernement soviétique, M. N. I. Ryjkov, aux questions d'un correspondant de l'agence TASS à l'occasion du 20ème anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

S'exprimant au nom du Gouvernement soviétique, M. Ryjkov y dresse le bilan des 20 années d'existence du Traité et parle de la place que celui-ci occupe dans les relations internationales, à l'heure actuelle, ainsi que du rôle qu'il est appelé à jouer dans la mise en place d'un système général de sécurité internationale.

M. Rijkov souligne en particulier dans ses réponses que l'URSS continuera résolument à appuyer ce traité, qui doit rester en vigueur tant que le monde dans lequel nous vivons ne sera pas dénucléarisé et sans violence. Ce traité ne peut être remplacé que par un traité international général interdisant de reprendre la fabrication des armes nucléaires après leur élimination totale et définitive.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Nazarkine de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. La liste des orateurs est épuisée pour aujourd'hui. Je ne vois pas d'autre délégation qui souhaiterait intervenir.

Je voudrais à présent aborder la question du programme de travail de la Conférence pour la seconde partie de la session de 1988. Un projet de programme a été distribué la semaine passée en tant que document de travail portant la cote CD/WP.343. Comme je l'ai indiqué à notre dernière séance plénière, j'ai l'intention de soumettre à examen ce projet de programme de travail lors d'une réunion officieuse qui se tiendra jeudi prochain 14 juillet, afin que le texte en soit adopté à la reprise de la séance plénière qui aura lieu immédiatement après la réunion officieuse.

Une autre question que je voudrais soulever concerne les demandes de participation de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée, qui ont été distribuées aux délégations la semaine passée. Les projets de décision correspondants de la Conférence seront déposés demain mercredi dans les casiers de toutes les délégations. La Conférence sera ainsi à même d'examiner ces demandes de participation à

(Le Président)

la réunion officieuse qui aura lieu jeudi prochain dans la matinée, et d'adopter les décisions pertinentes à la reprise de la séance plénière.

Je voudrais enfin appeler l'attention de la Conférence sur la question du rétablissement du Comité spécial sur le Programme global de désarmement. Le Comité a été reconstitué au début de la session de cette année en vue de présenter le Programme global de désarmement à l'Assemblée générale à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Etant donné les circonstances, il est maintenant nécessaire de prendre une décision au sujet du rétablissement du Comité. Comme je l'ai noté dans ma déclaration d'ouverture la semaine dernière, le Programme global de désarmement constitue l'une des deux questions - l'autre étant celle des armes chimiques - à propos desquelles on a vu "se dessiner très nettement un engagement en vue de mener à bien rapidement les négociations". Je suis en train de tenir des consultations concernant le rétablissement du Comité sur la base d'un texte qui avait été examiné à New York aux fins d'inclusion dans le document de clôture qui devait être adopté à la troisième session extraordinaire. Etant donné que ce texte n'avait suscité aucune objection, j'espère que la Conférence du désarmement pourra s'entendre à cet égard afin que le Comité puisse reprendre ses travaux sans retard.

Le secrétariat a distribué à ma demande un calendrier des réunions que doivent tenir cette semaine la Conférence et ses organes subsidiaires. Comme à l'accoutumée, ce calendrier est donné à titre purement indicatif et pourra être modifié. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Si aucune délégation ne souhaite prendre la parole, je vais maintenant lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 14 juillet, à 10 heures.

La séance est levée à 10 h 40.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.465
14 juillet 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA 465e SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 14 juillet 1988, à 10 heures.

Président : M. Jaskaran Singh Teja (Inde)

GE.88-62956/3163n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 465e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Est inscrit sur la liste des orateurs pour aujourd'hui le distingué représentant de l'Argentine, l'Ambassadeur Cámpora, auquel je donne la parole.

M. CÁMPORA (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Je suis heureux, Monsieur le Président, de vous présenter les félicitations de la délégation argentine à l'occasion de l'accession de votre pays à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de juillet. Je tiens à vous faire savoir à cet égard que ma délégation est entièrement prête à coopérer avec vous dans l'accomplissement de votre tâche. Nous voudrions également adresser nos meilleurs voeux de succès dans leurs nouvelles fonctions aux ambassadeurs Mansur Ahmad du Pakistan et U Tin Tun de la Birmanie. Nous tenons enfin à souhaiter la bienvenue parmi nous aux ambassadeurs Ruoro du Kenya, Loeis de l'Indonésie, Kostov de la Bulgarie et de Rivero du Pérou.

En ce qui concerne la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, la délégation argentine a proposé que les puissances spatiales déclarent qu'elles n'ont pas implanté, de manière permanente, d'armes dans l'espace.

Cette initiative a été stimulée par l'exemple de diverses délégations qui se sont prononcées à différentes reprises en faveur de déclarations unilatérales visant à créer un climat de confiance. Ainsi, on sait que certaines délégations, dont plusieurs appartenant à des alliances militaires, ont demandé que les pays déclarent unilatéralement s'ils possèdent ou non des armes chimiques et, le cas échéant, quelle est l'importance de leurs arsenaux d'armes chimiques. Dans cet esprit, de nombreux pays, parmi lesquels la République argentine, ont déclaré ne pas posséder d'armes chimiques.

Assurément, ces déclarations unilatérales n'ont d'autre valeur que la confiance qu'on veut bien leur accorder, puisqu'elles ne sont soumises à aucune procédure de vérification, du moins aussi longtemps que n'est pas adoptée la convention interdisant les armes chimiques.

On sait par ailleurs que, dans les négociations sur les armes stratégiques menées par les Etats-Unies et l'Union soviétique, il y a eu des échanges de données concernant les quantités, le type et l'emplacement de ces armes. Il s'agit là aussi de déclarations unilatérales ayant pour objet de créer un climat de confiance dans le cadre de la négociation, l'échange d'informations visé n'étant pas vérifiable lui non plus.

De même, dans les pourparlers de Vienne sur la réduction des forces et des armements classiques, il a été proposé de procéder à un échange de données sur les quantités et le type d'armes en question, aux fins de créer un climat de confiance, et il n'a été demandé aucune forme de vérification concernant l'échange d'informations.

Dans les négociations bilatérales sur les armes stratégiques engagées par les Etats-Unis et l'Union soviétique, il a également été proposé un échange d'informations sur les missiles de croisière lancés à partir de la mer, compte tenu de la difficulté que présente la vérification de ce type d'armes. Cette déclaration de bonne foi et de caractère unilatéral ne pourrait pas non plus faire l'objet d'une vérification.

(M. Cámpora, Argentine)

Il convient de signaler que dans le domaine des accords multilatéraux de désarmement, le principe de la validité des déclarations unilatérales a été reconnu par la communauté internationale. Ainsi, le document final de la deuxième Conférence des parties chargées de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction a accueilli avec satisfaction les déclarations des Etats selon lesquelles ceux-ci ne possédaient aucun des agents, toxines, armes, matériels ou vecteurs énumérés dans l'article premier de la Convention. La Conférence a estimé à cette occasion que ces déclarations accroissaient la confiance en ce qui concerne la Convention.

Si nous avons mentionné tous ces précédents, c'est que l'une des objections faites à la proposition de l'Argentine est qu'il ne serait pas possible de vérifier la véracité de la déclaration d'une puissance spatiale dans laquelle celle-ci dirait n'avoir pas implanté, de manière permanente, d'armes dans l'espace.

La vérification ne joue aucun rôle dans ce type de déclaration unilatérale qui tire son mérite du fait qu'elle existe et dont la valeur est fonction de la crédibilité de son auteur. Il a été cependant reconnu que ces déclarations unilatérales contribuaient à créer un climat de confiance, à l'instar des mesures de confiance élaborées avec succès par la Commission du désarmement à sa session de 1988.

Nous estimons que les pays et les délégations qui préconisent la présentation de déclarations unilatérales non vérifiables dans le domaine des armes chimiques, des armes stratégiques basées sur la terre ou en mer, ou des armes classiques devraient reconnaître également l'intérêt de déclarations unilatérales par lesquelles les puissances spatiales diraient qu'elles n'ont pas implanté, de manière permanente, d'armes dans l'espace.

Cette proposition a soulevé une autre objection, à savoir qu'il n'y a pas de définition universellement acceptable du terme "arme spatiale". Nous tenons à faire remarquer à ce sujet qu'il n'est pas question dans notre proposition d'armes spatiales, mais simplement d'armes, car nous partons de l'hypothèse que l'on sait ce qu'il faut entendre par armes. S'il en allait autrement, la Conférence du désarmement serait une instance n'ayant aucune compétence.

Il a aussi été dit que tout objet dans l'espace peut être utilisé comme une arme si on le dirige, par exemple, sur un autre objet spatial pour provoquer une collision. Cet argument est à notre avis des plus superficiels, car il permettrait, par analogie, de poser qu'un autobus lancé de l'avant pour provoquer une collision est une arme terrestre.

Nous saisissons cette occasion pour réitérer notre demande à la Conférence du désarmement d'analyser cette initiative dont l'intérêt, pour créer un climat de confiance touchant la prévention d'une course aux armements dans l'espace, est évident.

(M. Cámpora, Argentine)

Il est parfaitement clair qu'une puissance spatiale qui déclare ne pas avoir implanté, de manière permanente, d'armes dans l'espace prend un engagement vis-à-vis de l'opinion publique internationale qui restera valable aussi longtemps que cette déclaration n'aura pas été déclarée caduque. Une déclaration de cette nature constitue une prémisse fondamentale et je dirais même qu'elle est indispensable pour prévenir la course aux armements dans l'espace.

Nous estimons, et nous l'avons dit à diverses reprises, que favoriser l'adoption de mesures propres à accroître la confiance constitue une option valable et adéquate au stade actuel de prénégociation où se trouve la Conférence du désarmement pour ce qui est de l'espace. La proposition de l'Argentine s'inscrit parfaitement dans cette optique.

A cet égard, il nous paraît important de souliqner qu'il a été établi dans les recommandations de la Commission du désarmement sur la question des mesures propres à accroître la confiance que l'un des objectifs primordiaux en était de réduire, voire d'éliminer les causes de méfiance, de crainte, de malentendus ou d'erreurs de calcul eu égard aux activités militaires pertinentes des Etats. Il a aussi été estimé que les mesures unilatérales de caractère volontaire, comme celles dont nous parlons aujourd'hui, constituaient des moyens utiles qui, le moment venu, pourraient être exploités pour arriver à des arrangements internationaux efficaces.

Pour l'heure, notre objectif est plus modeste et nous nous bornons à présenter des mesures collatérales qui permettraient de préparer le terrain pour des mesures plus précises, si tel était le voeu des membres de la Conférence.

Dans le document que la délégation canadienne a fait distribuer sous la cote CD/716, en date du 16 juillet 1986, et qui s'intitule "Terminologie de la limitation des armements et de l'espace", il est écrit à la page 4 que : "Pour autant que la communauté internationale puisse en juger, aucune arme n'a encore été mise en orbite de façon permanente ou durable, encore que l'on suppose généralement qu'aux fins d'essais des armes antisatellites ont été mises en orbite, complète ou partielle, à diverses reprises dans le passé".

Des armes n'ayant pas encore été implantées dans l'espace de manière permanente, une déclaration des puissances spatiales telle que celle que nous proposons contribuerait à geler la situation et constituerait pour la communauté internationale un message rassurant. Le silence suscite au contraire les plus grandes inquiétudes et engendre la crainte que les puissances spatiales ne s'arrogent toute liberté d'action pour faire de l'espace une aire d'activités laissée à leur seule discrétion.

Nous nourrissons l'espoir que les délégations des pays considérés comme des puissances spatiales feront connaître dans cette instance leur opinion sur cette initiative.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Cámpora de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je ne vois pas d'autres délégations qui souhaiteraient intervenir.

Comme je l'ai annoncé à notre séance plénière de mardi dernier, je vais maintenant convoquer une réunion officieuse qui examinera le programme de travail de la Conférence pour la seconde partie de la session, ainsi que les demandes de participation de deux Etats non membres de la Conférence, la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée, afin que nous adoptions les décisions appropriées à la reprise de la séance plénière, immédiatement après la réunion officieuse.

S'il n'y a pas d'objections, je vais suspendre la séance plénière et convoquer une réunion officieuse dans cinq minutes.

La séance est suspendue à 10 h 35; elle est reprise à 10 h 45.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 465e séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise. A la suite de l'échange de vues qui s'est déroulé lors de la réunion officieuse, je crois que la Conférence est en mesure d'adopter des décisions officielles concernant les questions d'organisation que j'ai mentionnées avant de suspendre la séance.

J'aborderai en premier lieu le programme de travail de la Conférence pour la seconde partie de la session de 1988, qui est publié sous la cote CD/WP.343. Il a été convenu à cet égard que la date de clôture de la session devrait être le 15 septembre. Je considérerai donc que la Conférence adopte le programme de travail publié sous la cote CD/WP.343 avec la modification indiquée concernant la date de clôture, étant entendu que la session pourrait se prolonger d'un jour, c'est-à-dire jusqu'au 16 septembre, au cas où l'exigerait la mise au point du rapport annuel de la Conférence à l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

Je passe maintenant aux projets de décision concernant les demandes de participation de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée, publiés respectivement sous les cotes CD/WP.344 et CD/WP.345. Etant donné qu'aucune objection n'a été soulevée lorsque ces demandes de deux Etats non membres ont été distribuées et qu'un consensus est apparu à la réunion officieuse, je considérerai que la Conférence adopte les projets de décision.

Il en est ainsi décidé.

Comme je l'ai indiqué à la Conférence lors de notre dernière séance plénière, j'ai mené des consultations touchant le rétablissement du Comité spécial sur le Programme global de désarmement en partant du texte examiné à New York aux fins d'inclusion dans le document de clôture qui devait être adopté à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Je suis heureux de pouvoir annoncer maintenant que l'on est parvenu à un accord pour que le Comité soit rétabli sur cette base.

(Le Président)

La Conférence sera donc en mesure d'adopter une décision officielle sur ce sujet jeudi prochain, lorsque le texte du projet de mandat sera disponible dans toutes les langues officielles.

Je voudrais enfin me référer à la question concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Les consultations qui se sont déroulées à ce propos montrent que, de l'avis général, il serait approprié d'examiner tous les aspects de cette question dans le cadre de réunions officieuses. Sont visés à ce titre les travaux effectués par le Groupe des Sept, tels qu'ils sont reflétés dans ses deux rapports (documents CD/WP.286 du 24 juillet 1987 et CD/WP.341 du 12 avril 1988), ainsi que l'examen futur de la question. Si la Conférence est d'accord, le secrétariat prendra les mesures nécessaires pour organiser deux réunions de cet ordre durant la dernière partie du mois.

Il en est ainsi décidé.

Le secrétariat a distribué à ma demande le calendrier des réunions que la Conférence et ses organes subsidiaires doivent tenir la semaine prochaine. Comme à l'accoutumée, ce calendrier est fourni à titre indicatif et pourra être modifié. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le calendrier.

Il en est ainsi décidé.

S'il n'y a pas de délégations qui souhaiteraient intervenir, je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 19 juillet, à 10 heures.

La séance est levée à 10 h 50.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.466
19 juillet 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-SIXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 19 juillet 1988, à 10 heures

Président : M. Jaskaran Singh Teja (Inde)

GE.88-63210/3207n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 466ème séance plénière de la Conférence du désarmement. Je tiens à saluer la présence ici de M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, qui est actuellement à Genève. Je voudrais aussi accueillir à notre séance plénière les boursiers du Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement et je suis sûr qu'ils apprécieront l'intérêt et l'utilité des échanges de vues.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les distingués représentants des Pays-Bas, de la Yougoslavie, de la Chine, de la Hongrie, de l'Indonésie et de la République démocratique allemande. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le représentant des Pays-Bas, l'Ambassadeur van Schaik.

M. van SCHAIK (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que votre délégation, à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de juillet. Nous sommes heureux, sur le plan professionnel comme sur le plan personnel, de vous voir occuper ce poste et nous sommes convaincus que vous dirigerez nos débats avec fermeté et impartialité. Je voudrais de même remercier notre précédent Président, l'Ambassadeur Meiszter, pour la manière excellente et équilibrée dont il a présidé nos séances en avril et dirigé nos travaux durant les mois de mai et de juin. Permettez-moi également d'accueillir très chaleureusement le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, notre excellent ami M. Akashi, que nous sommes heureux d'avoir parmi nous ce matin. Je voudrais saluer les nouveaux représentants qui viennent d'arriver, tout spécialement les ambassadeurs Loeis de l'Indonésie, Kostov de la Bulgarie, Ruoro du Kenya et de Rivero du Pérou. Je souhaite aussi la bienvenue aux boursiers dans le domaine du désarmement. Par ailleurs, nos notons avec regret que certains de nos collègues ont quitté Genève ou sont sur le point de le faire, en particulier nos amis les ambassadeurs Mansur Ahmad du Pakistan, Tin Tun de la Birmanie et, si je ne me trompe, également mon excellent ami l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie.

Permettez-moi maintenant, à la suite de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, de faire une brève déclaration en ce début de la session d'été. Je tiens d'abord à vous exprimer ma reconnaissance pour votre déclaration d'ouverture qui, j'en suis sûr, a donné le ton à nos débats. Comme vous l'avez dit, la session extraordinaire n'a été ni un échec ni un recul pour le multilatéralisme. Il n'y a eu ni gagnants ni perdants, ni pêcheurs ni saints. Naturellement, nous aurions tous préféré de beaucoup que le résultat en soit concrétisé sous une forme écrite dans un document de clôture. Il ne faut pas cependant devenir esclaves des mots en tant que tels. La rédaction d'un document final n'est pas un but en lui-même. En faisant un bilan de la troisième session extraordinaire, il faut y inclure une évaluation du dialogue et rendre compte de l'ambiance dans laquelle il s'est déroulé et des nombreuses idées et propositions constructives qui ont été soumises et discutées.

La session a également révélé que, sur certains points, les divergences d'opinions nous ont empêchés de parvenir à un consensus. Mais ces divergences n'ont pas abouti à des confrontations. En ce qui concerne ma délégation, nous sommes heureux que, là où les compromis n'ont pas été possibles,

(M. van Schaik, Pays-Bas)

les délégations aient manifesté cette sagesse qui découle de la modération : empêcher une querelle de mots, empêcher aussi qu'un effort ne soit déployé en dernière minute pour obtenir un résultat sous une forme écrite qui, tout en étant peut-être un chef-d'oeuvre de virtuosité verbale, ne nous aurait pas aidés dans nos délibérations futures, que ce soit ici ou ailleurs.

Comme l'a déclaré le Ministre néerlandais, M. van den Broek, à la troisième session extraordinaire, le ler juin 1988 : "Il y a autre chose dont il faut tenir compte, à savoir que la limitation des armements n'est pas un but en soi mais devrait contribuer à notre sécurité. La limitation des armements, d'une part, et les efforts de légitime défense, de l'autre, ne sont pas contradictoires mais complémentaires." Il conviendrait, en effet, à notre avis, de situer cette troisième session dans un contexte plus large.

Le document final de la première session extraordinaire de 1978 contient un passage où il est dit que la session ne marquait pas "la fin mais plutôt le début d'une nouvelle phase des efforts de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement". Mon gouvernement est d'avis que l'on pourrait en dire de même de la session extraordinaire qui a pris fin le mois dernier, même si aucun document final n'a été approuvé.

C'est aux négociateurs dans les différentes instances, et tout particulièrement, bien sûr, à la Conférence du désarmement, qu'il appartient désormais d'établir leurs propres conclusions, tâche pour laquelle ils auront été stimulés par les débats tenus à New York. La Conférence du désarmement devrait relever ce défi. Certes, nous nous efforcerons tous de faire avancer nos travaux en nous fondant sur les accords intervenus à New York et qui, sans être officiels, peuvent être pour nous une source d'inspiration. Il faut mentionner aussi le consensus qui commence à se dégager sur des questions prioritaires telles que les armes chimiques et les allégations relatives à leur emploi, la vérification et la non-prolifération des armes nucléaires.

La semaine dernière, l'Ambassadeur Morel, de la France, a présenté une analyse intéressante et lucide de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement et s'est efforcé, ce qui ne manquait pas d'intérêt, d'en tirer des conclusions de portée plus générale. Dans l'ensemble, ma délégation se range à ses conclusions. Je souhaiterais revenir en particulier sur deux observations qu'il a faites, premièrement à propos de la diversification des domaines qui nous intéressent, deuxièmement sur les thèmes appelés "horizontaux", tels que la vérification, qui demandent une attention croissante. A notre avis, il conviendrait d'approfondir l'étude de ces deux questions.

A New york, nous avons pu constater que les délégations prenaient peu à peu conscience de la grande diversité des questions qu'il faudrait examiner, là encore compte tenu de différentes préoccupations légitimes en matière de sécurité. Cette attitude se reflète aussi dans le nombre croissant d'organismes entreprenant des travaux dans ce domaine, au niveau mondial comme aux niveaux bilatéral et régional. Il va sans dire qu'en dépit de cette diversité des thèmes et des points de vue, il reste nécessaire d'avoir une vision globale et des principes directeurs généraux. Il nous faut dégager des concepts nouveaux. Mais la diversité nous oblige aussi à rechercher

(M. van Schaik, Pays-Bas)

une démarche pragmatique, réaliste, qui ne peut trouver appui (et encore un appui limité) et inspiration qu'à partir d'orientations générales définies dans un cadre global. Cela impose en soi une limite aux espoirs que l'on pourrait fonder sur les sessions extraordinaires en tant que telles. Cela oblige aussi à se demander si, à l'avenir, d'autres sessions extraordinaires avec des ordres du jour étendus et ambitieux - alourdis aussi par des questions accessoires - pourraient fonctionner de façon efficace et faire progresser réellement nos objectifs.

La diversification pourrait aussi avoir des conséquences pour notre propre ordre du jour. Au cours des mois à venir, nous vivrons principalement sous l'ancien régime, tel qu'il a été établi au début de l'année. Nous espérons néanmoins que, une fois que les pays auront dressé un bilan de la session extraordinaire, les délégations se pencheront également sur les répercussions que l'orientation du débat au cours de la troisième session pourrait avoir, l'an prochain, sur l'ordre du jour et le programme de travail de la Conférence du désarmement.

Pour ce qui est de l'intérêt croissant porté aux thèmes horizontaux qu'a évoqués l'Ambassadeur Morel, je voudrais faire quelques observations particulières sur la vérification. On reconnaît généralement, je crois, que la vérification efficace joue un rôle capital dans tout accord de désarmement. S'agissant des armes chimiques, c'est l'élément fondamental dont dépend l'issue fructueuse des négociations. Son importance pour les efforts en matière de désarmement l'a érigée au rang des thèmes horizontaux. Les directives adoptées par la Commission du désarmement en mai constituent un cadre de référence utile à cet égard. D'autre part, la session extraordinaire a également mis en lumière la diversité des problèmes techniques en jeu, notamment selon la catégorie d'armements considérée. Dans la pratique, la dimension horizontale du thème connaît certaines limites.

J'en viens maintenant au rôle général que l'Organisation des Nations Unies pourrait et, selon nous, devrait jouer dans ce domaine. Le Canada et les Pays-Bas ont présenté un document exposant les possibilités de même que les limites d'un tel rôle et il a été proposé à la session extraordinaire de créer un groupe d'experts gouvernementaux pour aider le Secrétaire général à présenter un rapport à ce sujet. D'autres pays se sont déclarés disposés à s'engager dans cette voie. Il est hors de propos ici d'aborder le sujet lui-même. Mais on peut s'y référer pour illustrer ce que j'ai dit précédemment : le dialogue engagé lors de la troisième session extraordinaire se poursuivra , dans le cas de la vérification, très certainement à la première Commission de l'Assemblée générale durant l'automne prochain et, par la suite, au cours de la session à venir de la Commission du désarmement de l'ONU au printemps de l'année prochaine.

Telles sont nos premières réflexions sur les résultats de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Je m'abstiendrai à ce stade de parler des différentes questions inscrites à l'ordre du jour de la session d'été de la Conférence. Je désirerai néanmoins faire deux observations concernant les travaux que nous avons à aborder au cours des semaines à venir.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

La première concerne les armes chimiques. On a fait valoir que les négociations sur les armes chimiques auraient besoin d'une nouvelle impulsion politique, sous une forme précise, qu nous permettrait de conclure rapidement la convention à laquelle nous travaillons depuis si longtemps déjà. Ma délégation partage le souci qui sous-tend ce raisonnement, compte tenu de la nécessité pressante de parvenir à un accord sur une convention interdisant la production, le stockage et l'utilisation des armes chimiques. Des rapports alarmants sur l'utilisation continue de ces armes et les préoccupations croissantes au sujet de leur prolifération confirment le besoin de déployer un effort maximum sur ce plan. L'appel lancé, le 6 juillet 1988, par le Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, M. Hans Dietrich Genscher, recueille le plein appui de mon gouvernement. Toutefois, nous estimons qu'il reste encore à entreprendre de nombreux travaux complexes de nature technique, surtout dans le domaine de la vérification.

Nous sommes encouragés par le nombre croissant de documents utiles actuellement examinés dans ce domaine. Ma délégation se propose de présenter sous peu un document de travail en tant que contribution au processus d'échange multilatéral de données, dans lequel nous fournirons des renseignements sur le nombre de producteurs et de consommateurs néerlandais de substances chimiques figurant aux tableaux 1, 2 et 3 du document CD/831. Nous espérons que les discussions officieuses qui auront lieu à la fin de la semaine avec des experts de l'industrie chimique nous aideront aussi à nous frayer un chemin sur le terrain épineux qui doit nous mener à une convention globale et effectivement vérifiable.

Nous demeurons convaincus qu'avec la volonté politique et la patience requises, ces problèmes complexes peuvent être résolus. Disons une fois de plus qu'un accord entièrement et parfaitement vérifiable n'est pas ce dont nous avons besoin. Ce qu'il nous faut, c'est une convention dotée de la capacité de vérification voulue pour permettre à toutes les parties d'avoir confiance dans son application.

Ma deuxième observation se rapporte à des questions d'organisation, c'est-à-dire à l'amélioration et à l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Nous sommes bien d'accord avec ceux qui ont affirmé en avril que la Conférence n'avait pas besoin d'une révision générale. Sur certains points cependant, on pourrait apporter des modifications pratiques qui permettraient à la Conférence de fonctionner de façon plus efficace et de simplifier ses méthodes de travail. Dans mon intervention du 31 mars dernier, j'ai fait quelques suggestions à ce propos. Pour n'en prendre qu'un exemple, nous demeurons convaincus que nous aurions tout avantage à modifier le calendrier de la Conférence en étalant les sessions sur une période plus longue au cours de l'année et, par ailleurs, à prévoir des intervalles plus fréquents consacrés à l'étude et à la mise au point de nos positions, tant dans les capitales qu'ici, à l'occasion d'entretiens bilatéraux et multilatéraux.

Cependant, ce que je souhaiterais faire ici n'est pas tellement de souligner l'avantage de telle ou telle amélioration de nos méthodes de travail, mais plutôt de suggérer que la Conférence aborde ces questions de façon plus systématique, sur la base des deux rapports du Groupe des sept,

(M. van Schaik, Pays-Bas)

en premier lieu lors de réunions officieuses, peut-être durant les deux semaines à venir. En avril et pendant les mois précédents, des observations intéressantes ont été faites par l'une ou l'autre délégation. Ce qu'il nous faut maintenant c'est un débat permettant à la Conférence de parvenir à des conclusions même si elles ont un caractère préliminaire. C'est seulement à la lumière de telles conclusions que la Conférence pourra juger de l'utilité de méthodes de travail spécialement conçues pour traiter de ces questions.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur van Schaik de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Yougoslavie, l'Ambassadeur Kosin.

M. KOSIN (Yougoslavie) (traduit de l'anglais) : M. le Président, j'aimerais tout d'abord vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence, dont je me réjouis d'autant plus que vous représentez un pays uni avec la Yougoslavie par des liens d'amitié anciens et par une coopération de longue date au sein du Mouvement des non-alignés. Cette amitié et cette compréhension mutuelles se sont confirmées une fois de plus la semaine dernière lorsque votre Premier Ministre s'est rendu en Yougoslavie. Je suis certain que vous saurez vous acquitter avec succès de votre tâche, grâce à votre compétence bien connue, à votre expérience et à votre détermination.

Je félicite aussi vos distingués prédécesseurs, les ambassadeurs Meiszter de la Hongrie et Stülpnagel de la République fédérale d'Allemagne, qui ont dirigé les travaux de la Conférence avec beaucoup de savoir-faire. Je suis navré d'apprendre que l'Ambassadeur Meiszter va nous quitter. Il nous manquera beaucoup ici. Je voudrais saluer la présence de notre excellent ami le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. Akashi, que nous sommes toujours heureux d'accueillir parmi nous.

Je profite également de cette occasion pour souhaiter la bienvenue aux ambassadeurs Loeis de l'Indonésie, Kostov de la République populaire de Bulgarie, Ruoro du Kenya, et de Rivero du Pérou, en les assurant de la coopération de ma délégation. Je souhaite également la bienvenue aux boursiers dans le domaine du désarmement. Je présente tous mes voeux de réussite à nos chers collègues qui quittent Genève pour de nouveaux postes et dont nous apprécions la coopération : les ambassadeurs Tellalov de la Bulgarie, Ahmad du Pakistan, et U Tin Tun de la Birmanie.

Il y a deux mois et demi, notre Conférence a achevé la première partie de sa session annuelle avec plus d'une raison de se montrer optimiste, puisqu'on pouvait raisonnablement espérer que les efforts que la communauté internationale déploie depuis longtemps pour parvenir à des résultats tangibles en matière de désarmement entraient dans une phase nouvelle.

La première raison en était que le processus de désarmement s'était accéléré, on avait en effet engagé des négociations d'un niveau et d'une portée sans précédents, qui avaient abouti au premier accord de désarmement nucléaire jamais conclu, ratifié ensuite par les deux grandes puissances. Ces négociations avaient aussi permis une convergence de vues

(M. Kosin, Yougoslavie)

sur des mesures parallèles de renforcement de la confiance et de la transparence. Elles avaient préparé le terrain pour l'application du Traité FNI et débouchaient sur un engagement de principe à diminuer de moitié les arsenaux nucléaires stratégiques.

La deuxième raison était que le Traité FNI et la convergence de vues sur d'importantes questions de désarmement et de sécurité étaient considérés comme faisant partie intégrante d'un dialogue d'une portée beaucoup plus vaste, qui visait à améliorer les relations internationales - notamment les relations Est-Ouest - et qui laissait espérer que l'on commencerait à réduire les foyers de crise.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, il était encourageant de voir la communauté internationale s'engager à appuyer l'évolution positive des relations entre les grandes puissances et, bien sûr, à contribuer à l'accélération du désarmement. Nous espérions que cette évolution positive du monde et cette conscience qu'avait la communauté internationale de la nécessité d'unir ses efforts se concrétiseraient à l'issue de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui s'est tenue récemment.

Bien qu'il soit trop tôt pour déterminer les causes et les conséquences de l'impossibilité de s'entendre sur un document de clôture à la session extraordinaire - alors que nous étions plus près que jamais de l'adoption de véritables mesures de désarmement -, force est de constater que cette instance internationale n'a pas répondu à nos espoirs ni épuisé toutes ses possibilités. L'accord s'était fait sur de nombreuses questions de désarmement et l'on se trouvait, selon nous, sur un terrain suffisamment solide pour parvenir à un consensus de fond sur un document final qui traduise la convergence toujours plus grande des points de vue et des concepts. Toutefois, les choses sont ce qu'elles sont et la session extraordinaire a fait apparaître qu'il y avait des divergences considérables quant aux moyens à mettre en oeuvre pour réaliser le désarmement, ainsi que des divergences quant à ce qu'il fallait entendre par sécurité. Ces divergences ne sauraient être négligées. Mais la session a aussi montré combien il était difficile de faire entrer dans un document unique ce domaine complexe des relations internationales, avec tous ses éléments spécifiques et ses controverses.

Il appartient maintenant à chacun d'entre nous de dégager et d'étudier les leçons de la situation où nous ont mis notre inflexibilité exagérée, notre ambition excessive et le simplisme avec lequel nous envisageons la relation entre les négociations multilatérales et bilatérales, et de concentrer nos efforts sur les tâches immédiates. Il n'en reste pas moins, en dépit de ce qui s'est passé, que les membres de la communauté internationale, réunis en très grand nombre à un niveau politique très élevé, se sont engagés résolument à mettre un terme à la course aux armements et à traiter la question du désarmement au niveau mondial et en tant que processus intégré. La participation à la troisième session extraordinaire d'hommes d'Etat de plus de 90 pays, qui ont exprimé leurs préoccupations et ont fait des propositions importantes touchant les intérêts vitaux de l'ensemble de la communauté internationale, a prouvé sans équivoque que

(M. Kosin, Yougoslavie)

le caractère multilatéral de presque toutes les questions était devenu un fait. S'il résiste à la simplification, ce fait n'en demeure pas moins indéniable. Comme l'a dit le Secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, lors de la séance d'ouverture de la troisième session extraordinaire : "... toutes les grandes questions de sécurité et de désarmement revêtent des dimensions bilatérales, régionales et mondiales". Le multilatéralisme n'est pas le fait des organismes et organes internationaux que nous avons créés ensemble. Il ne dépend pas du fonctionnement de tel ou tel organe. Il signifie, fondamentalement, que nous sommes collectivement responsables de la paix mondiale et de la sécurité internationale, il traduit l'universalité du danger et la diversité des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité, ainsi que notre interdépendance toujours plus grande en ce monde. Que ce soit comme processus ou comme mode de négociation, le multilatéralisme n'est jamais entré en conflit avec les négociations bilatérales ou régionales, pas plus en théorie qu'en pratique, et il s'est encore moins efforcé de s'y substituer. Il s'est naturellement intégré dans tout dialogue, dont il est devenu un élément non seulement complémentaire et parallèle, mais constructif et stimulant.

Les débats au sein de l'Assemblée générale et les résultats globaux de cette troisième session extraordinaire ont toutefois montré qu'en dépit de nos divergences, nous cherchions à coordonner plus étroitement nos efforts pour résoudre les problèmes de paix et de sécurité internationale, ils ont fait aussi apparaître que nous nous accordions dans une grande mesure à penser que le désarmement et l'équilibre stratégique devaient être considérés globalement et sous tous leurs aspects (nucléaire, classique, spatial et autres), tout en tenant compte des situations particulières en matière de sécurité.

Puisque je parle de l'approche globale des questions de désarmement, je me permettrai d'ajouter que ma délégation a toujours demandé que l'on accorde toute l'attention requise au désarmement classique et a toujours souhaité que cette question soit abordée plus franchement dans toutes les instances de négociation. Il ne s'agit pas de mettre sur le même plan le désarmement classique et le désarmement nucléaire; il s'agit de ne pas oublier que les armes classiques sont utilisées quotidiennement et que leur puissance de destruction et leur potentiel offensif augmentent. Si le désarmement classique reste dans une impasse, il n'est guère réaliste, apparemment, d'espérer à long terme des progrès décisifs en matière de désarmement nucléaire. Sur le sol européen, au moins, il semble que s'offrent de nouvelles possibilités de réduire les armements classiques et de remédier aux dissymétries et disparités nouvelles ou anciennes. Cela contribuerait certainement à relancer le désarmement nucléaire.

Le fait que la troisième session extraordinaire n'ait pas adopté de document final ne devrait pas, et ne doit pas nous amener à relâcher nos efforts au sein de la Conférence du désarmement, cette instance unique de négociations multilatérales. Les divergences actuelles ne constituent pas des obstacles insurmontables et ne sauraient nous empêcher de rechercher un intérêt commun dont l'existence n'est pas douteuse. Nous n'avons donc aucune raison de nous sentir découragés et encore moins de nous abandonner à un sentiment d'impuisssance ou de nihilisme. Nous devrions plutôt aborder sans

(M. Kosin, Yougoslavie)

hésiter les nombreux problèmes inscrits à notre ordre du jour et nous acquitter de notre tâche en gardant à l'esprit que celle-ci évolue et que nous avons à nous montrer constructifs.

Commençons par les questions nucléaires. Il est inutile de dire que c'est aux détenteurs d'armes nucléaires, et en particulier aux deux pays les plus puissants dans ce domaine, qu'il appartient de prendre des décisions en matière de désarmement nucléaire. Toutefois, comme dans les autres instances, les participants à la troisième session extraordinaire ont de nouveau fait part de leur préoccupation justifiée devant la prolifération nucléaire horizontale, même s'ils ont souvent négligé le danger d'une prolifération verticale. Ce que nous voulons souligner ici, c'est qu'un régime de non-prolifération est par excellence multilatéral et qu'il inclut les pays qui ont explicitement renoncé à acquérir des armes nucléaires, ou les pays qui y adhèrent de facto. Le désarmement nucléaire est le meilleur moyen de prévenir la prolifération, et c'est là que la Conférence du désarmement a un rôle utile à jouer, en s'appuyant bien entendu sur les résultats des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, et en premier lieu sur l'accord de Washington. On ne voit pas pourquoi la Conférence ne s'acquitterait pas de son rôle en contribuant au processus de désarmement nucléaire puisque la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire ont été à l'unanimité inscrits à son ordre du jour. Si elle négligeait cette approche, c'est l'ensemble du régime de non-prolifération - objet d'un des principaux accords multilatéraux - qui risquerait d'être sérieusement compromis, et tout cela au moment même où nous assistons aux premières mesures de désarmement nucléaire et où nous commémorons la conclusion du Traité sur la non-prolifération. La Conférence du désarmement pourrait contribuer à accélérer et à élargir le processus de désarmement nucléaire en suscitant des discussions de fond sur l'ensemble des points inscrits à son ordre du jour, conformément à son rôle d'instance unique de négociation multilatérale. Aucun effort n'est négligeable. C'est la passivité qui est pire que tout.

A cet égard, les activités en faveur de l'interdiction des essais nucléaires revêtent une importance particulière. J'aimerais à ce sujet rappeler que, durant la première partie de la session en cours, le Groupe des 21 a proposé le mandat d'un comité spécial, identique au mandat que plusieurs membres du Groupe avaient proposé l'année précédente et reposant sur une résolution que l'ONU a adoptée à une large majorité. Selon nous, cette proposition constitue un dénominateur commun très intéressant pour la question de l'interdiction des essais nucléaires, qui est la grande priorité de notre ordre du jour depuis une bonne trentaine d'années. Ici même, en séance plénière, une délégation du Groupe des pays occidentaux a dit l'an dernier que cette proposition était acceptable aux yeux de la majorité, et nous espérons qu'elle sera prise en considération. S'il en est ainsi, et si cette initiative s'accompagne d'un moratoire complet sur les essais nucléaires à compter du 5 août (pour coïncider avec le vingt-cinquième anniversaire de la signature du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires), comme l'a proposé la Yougoslavie à la troisième session extraordinaire, les travaux de la Conférence du désarmement s'en trouveront grandement stimulés. La délégation yougoslave est prête à examiner toute proposition permettant à la Conférence de faire un examen approfondi de cette question.

(M. Kosin, Yougoslavie)

En ce qui concerne les accords internationaux visant à protéger efficacement les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation de ces armes, il apparaît de plus en plus clairement que les déclarations unilatérales actuelles n'apportent pas de solution satisfaisante. Nous devrions donc négocier un instrument contraignant à l'échelle multilatérale. On a suggéré de commencer l'élaboration d'un document de ce type, qui devrait prendre en compte les points de vue spécifiques. Cette proposition montre qu'il est possible de trouver une solution commune.

Il va de soi qu'il ne faut pas négliger les autres questions figurant à notre ordre du jour. Nous en venons ainsi à aborder un point qui n'est pas seulement extrêmement important dans notre ordre du jour mais également dans la réalité, comme l'ont encore rappelé, malheureusement, des événements récents : la convention sur l'interdiction complète de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques. C'est là un test de crédibilité pour la Conférence. Il met aussi à l'épreuve la capacité des autres organes multilatéraux de mener à bien une tâche qui promet d'inaugurer une phase nouvelle des négociations multilatérales en général. Sans aucun doute, nous considérons tous qu'il est urgent de mettre au point et d'adopter une convention complète, vérifiable, non discriminatoire, et donc acceptable.

Nous n'ignorons pas qu'il reste à régler d'autres questions complexes, tant sur le plan technique que sur le plan politique, mais nous sommes persuadés que c'est dans la mesure où nous parviendrons à un accord qu'elles trouveront une solution. Puisque l'on s'accorde généralement à reconnaître que les armes chimiques ne sont pas des armes mais un moyen de destruction de l'homme et de la nature, il est possible de résoudre les problèmes de sécurité qu'entraîne l'ordre de destruction des stocks. Pour devenir un instrument multilatéral authentique, la future convention devrait être universellement acceptable. Elle devrait contribuer au renforcement et à la stabilité du régime qu'elle instaure. C'est pourquoi nous pensons que ce serait prendre une mesure opportune et encourager puissamment nos travaux en même temps que rendre la Convention elle-même plus universellement acceptable que d'organiser l'an prochain une conférence des Nations Unies pour la signature de la convention, comme l'a proposé le ministre yougoslave des affaires étrangères à la troisième session extraordinaire. Il faudrait s'efforcer de rationaliser le mécanisme de vérification internationale de la convention, de l'adapter aux besoins réels et d'empêcher dans la mesure du possible les abus, en particulier ceux dont pourraient souffrir les pays en développement. Le système des Nations Unies aurait lui aussi son rôle à jouer dans ce domaine. La convention devrait aussi, selon nous, faire une place, sous une forme ou une autre, à la question de la coopération internationale et du développement technologique.

Le danger d'une extension à l'espace de la course aux armements donne une dimension nouvelle à ce processus général. Il est indispensable d'empêcher la course aux armements de gagner l'espace si l'on veut que celui-ci soit réservé à la coopération et aux activités pacifiques. Les pays qui sont dotés de techniques spatiales ne peuvent pas se les réserver, en effet, tous les pays qui utilisent l'espace dans un plus ou moins grande

(M. Kosin, Yougoslavie)

mesure ont un intérêt légitime à négocier, comme point de départ, un système juridique visant à prévenir une militarisation accrue, que les armes spatiales soient déployées dans l'espace ou sur terre. Nous espérons que toutes les délégations le comprendront bien lors des travaux du Comité spécial.

L'interdiction complète des armes radiologiques devrait constituer un autre domaine d'accord possible. Les résultats de la première partie de la session nous ont permis d'espérer que les délibérations sur ce sujet s'intensifieraient au cours de la seconde. Pour ce qui est de l'autre élément de cette question - l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires -, nous pensons que l'accident de Tchernobyl a suffi à nous convaincre de la nécessité de prévenir toute possibilité de transformer des centrales nucléaires en moyens de destruction massive.

A une époque d'évolution rapide des techniques, nous ne devrions pas oublier un instant que tous les types d'armes sont constamment perfectionnés, que l'on ne cesse de créer de nouveaux systèmes et que les ressources consacrées à la recherche militaire prennent des proportions alarmantes. Nous risquons de ne plus maîtriser la course aux armements. Il faut absolument entreprendre sans tarder une étude très fouillée de toutes les implications de la militarisation de la recherche-développement et les faire ressortir davantage; il faut aussi définir les critères techniques des négociations sur le désarmement, ainsi que synchroniser, coordonner et renforcer les instruments internationaux et, en premier lieu, le régime de non-prolifération. Nous devons améliorer nos connaissances et coopérer étroitement si nous ne voulons pas continuer à créer "des armes viriles et des hommes stériles".

On s'est beaucoup penché récemment sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de notre Conférence. Son efficacité est essentiellement, bien sûr, un problème de fond et un problème de convergence politique réelle des points de vue, et cette convergence devrait être accentuée, mais l'efficacité dépend aussi de notre capacité à ne pas nous arrêter à des problèmes techniques ou à des considérations de procédure. A ce propos, j'apprécie à leur juste valeur les travaux réalisés par les ambassadeurs du Groupe des sept, sous la direction éclairée de l'Ambassadeur Fan. Selon moi, la Conférence devrait reprendre l'examen de leurs propositions et des autres aspects de cette question.

En conclusion, j'aimerais dire que les résultats de la troisième session extraordinaire ne diminuent pas, mais renforcent le du rôle de notre Conférence en tant qu'instance de négociation unique de la communauté internationale. Bien que nous ne soyons pas d'accord sur la façon de traduire l'évolution des relations internationales dans un document final, nous devrions poursuivre nos efforts en faisant preuve de réalisme et d'inventivité. En fin de compte, ce à quoi l'on assiste de nos jours dans les domaines du désarmement et des relations politiques, et qui se manifeste dans les faits aussi bien que dans les mentalités, était inscrit depuis longtemps dans les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et dans les documents des non-alignés et répond à une exigence essentielle de la communauté internationale. Nous sommes, bien sûr, reconnaissants à ceux qui ont fini par satisfaire à cette exigence et ont pris les premières mesures de désarmement nucléaire. Cela ne leur confère cependant pas le droit de ne demander de

(M. Kosin, Yougoslavie)

procéder à des ajustements qu'à ceux qui sont depuis longtemps persuadés de la justesse de cette cause. Nous devons tous changer et procéder à des ajustements si nous voulons véritablement suivre la voie qui débouche sur des résultats concrets, une voie qui, par définition, est difficile.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Kosin de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Chine, l' Ambassadeur Fan.

M. FAN Guoxiang (Chine) (traduit du chinois) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour ce mois-ci. La Chine tout comme l'Inde sont de grands pays asiatiques et les plus peuplés du monde. La Chine souhaite sincèrement entretenir avec l'Inde des relations d'amitié et de bon voisinage fondées sur les cinq principes de la coexistence pacifique. La délégation chinoise vous soutiendra dans votre tâche de président et collaborera activement avec vous. Je suis sûr que votre compétence et votre expérience assureront le déroulement harmonieux des travaux de la Conférence. Je profite aussi de cette occasion pour exprimer ma reconnaissance et ma gratitude à votre prédécesseur, le distingué Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, qui a mené nos travaux d'excellente manière pendant le dernier mois de la session de printemps et durant l'intersession. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue au Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement qui participe à notre séance d'aujourd'hui, ainsi qu'à nos nouveaux collègues qui assistent ce matin à notre Conférence - les boursiers dans le domaine du désarmement. Il est regrettable que l'Ambassadeur Meiszter, l'Ambassadeur Monsur Ahmad du Pakistan et l'Ambassadeur U Tin Tun de la Birmanie nous aient quittés ou soient sur le point de le faire. Leurs contributions positives aux travaux de la Conférence sont bien connues et je leur souhaite tout le succès dans leurs nouvelles fonctions. Je voudrais en outre accueillir chaleureusement parmi nous les ambassadeurs Wisber Loeis de l'Indonésie, Dimitar Kostov de la Bulgarie, Samuel S. Ruoro du Kenya et Oswaldo De Rivero du Pérou, et je me réjouis de travailler avec eux.

Depuis le début de la session d'été, certains représentants ont pris la parole pour faire des observations sur la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement qui vient de se terminer et qui a retenu l'attention partout dans le monde. Je voudrais maintenant vous faire part de certaines vues de la délégation chinoise.

La session extraordinaire s'est réunie alors que la situation internationale était moins tendue, que les relations Est-Ouest s'étaient quelque peu améliorées et que les négociations bilatérales sur le désarmement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique avaient enregistré certains progrès. La communauté internationale espérait d'une manière générale que, dans ces circonstances, les efforts multilatéraux de désarmement aboutiraient à des résultats tangibles. De nombreux pays ont fait des efforts sérieux et ont procédé à des consultations intensives pour qu'un document de clôture sur les objectifs et les tâches futures du désarmement puisse être adopté sur la base des résolutions et des documents antérieurs. Comme bien d'autres pays, la Chine a participé à la session extraordinaire en étant ouverte sur l'avenir et animée d'un esprit réaliste et constructif. Elle a soumis une série de propositions et de suggestions raisonnables et n'a rien négligé pour que la session ait une issue positive.

(M. Fan Guoxiang, Chine)

Il est regrettable que nous n'ayons pu arriver à un consensus sur le document de clôture. Les questions de désarmement sont, en vérité, ardues et compliquées car elles concernent la paix dans le monde et la sécurité de tous les Etats. Il convient toutefois de signaler que l'absence de résultats concrets est due surtout au fait que la session a été trop axée sur les relations bilatérales entre les superpuissances et n'a pas accordé une attention suffisante aux efforts multilatéraux en matière de désarmement, et en particulier au fait que chacun est resté sur ses positions sans tenir aucun compte des exigences raisonnables de la grande majorité. Néanmoins, la délégation chinoise ne considère pas que les efforts de la communauté internationale se soient soldés par un échec. L'engagement et la détermination dont font preuve les gouvernements et les peuples du monde entier en vue de maintenir la paix mondiale et de lutter pour le désarmement n'en sortent nullement affaiblis.

Bien qu'aucun document final n'ait été adopté, les travaux de fond accomplis pendant la session n'ont pas été vains. Des consultations ont permis un échange de vues sérieux. Sur bien des problèmes le consensus n'était pas loin. Nous pensons que les aspects suivants de la session extraordinaire méritent de retenir l'attention.

Premièrement, la session a été l'occasion d'un rassemblement imposant au cours duquel la communauté internationale a montré sa volonté de maintenir la paix et la sécurité internationales, de s'opposer à la course aux armements et de lutter pour le désarmement. Partout dans le monde, les gouvernements et les peuples ont attaché beaucoup d'importance à la session et y ont activement participé. Nombreux ont été les chefs d'Etat, les premiers ministres et les ministres des affaires étrangères qui ont fait des déclarations pour expliquer leur position sur les problèmes de désarmement. Un assez grand nombre de suggestions importantes ont été avancées. De nombreuses organisations non gouvernementales et des personnalités venant des cinq continents ont elles aussi participé activement aux travaux de la session et apporté leur contribution. Tout cela témoigne du vif désir de la communauté internationale de sauvegarder la paix et de lutter pour le désarmement. Ce grand concours de forces morales et d'opinions fait peser sur la course aux armements des contraintes importantes et de grande portée.

Deuxièmement, un grand nombre de pays ont fait une évaluation objective de la situation internationale et du désarmement. Ils ont fait observer avec justesse que, malgré une certaine amélioration des relations Est-Ouest et les progrès enregistrés dans les négociations bilatérales sur le désarmement entre les superpuissances qui ont signé et ratifié le Traité sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, la course aux armements entre les superpuissances ne s'était pas arrêtée, mais avait laissé place à une nouvelle tendance marquée par la réduction quantitative des armes nucléaires et l'application accélérée des progrès scientifiques et techniques en vue de mettre au point une nouvelle génération d'armes classiques et nucléaires et d'armes spatiales. L'extension de la course aux armements à l'espace et à d'autres domaines techniques de pointe ne peut que susciter de graves préoccupations dans la communauté internationale.

(M. Fan Guoxiang, Chine)

Troisièmement, nombre de pays ont avancé des propositions raisonnables et concrètes sur les objectifs et les tâches futurs du désarmement dans des domaines tels que le désarmement nucléaire, le désarmement classique, la prévention de la course aux armements dans l'espace, l'interdiction des armes chimiques, les armes navales et le désarmement, les mesures propres à accroître la confiance, la vérification, et la relation entre le désarmement et le développement. On notera en particulier que tous les participants ont réaffirmé que les superpuissances qui possédaient les arsenaux les plus importants et les plus perfectionnés portaient une responsabilité particulière dans le domaine du désarmement. Elles devraient donner l'exemple en réduisant de façon substantielle leurs arsenaux nucléaires et classiques et en arrêtant la course aux armements dans l'espace. C'est là le moyen effectif de réaliser un désarmement véritable, et il ne saurait être contourné.

On notera qu'au cours de la session, l'accroissement des dépenses militaires des pays en développement et la cadence à laquelle ils accumulaient les armements ont été montés en équipe et même exagérés, comme si ces pays étaient responsables au premier chef de la course aux armements. Pareil argument est manifestement démenti par les faits. La Chine a toujours estimé que les pays en développement devraient utiliser au mieux leurs ressources limitées pour le progrès économique et social, et que les différends qui les opposaient devraient être réglés par des moyens pacifiques et non par la force. Très souvent, toutefois, les pays en développement ne sont pas à même de choisir librement. Même aujourd'hui, leur sécurité est encore compromise par certaines menaces d'agression militaire venant de l'extérieur. Nous ne saurions donc accepter l'argument fallacieux selon lequel ils devraient partager la responsabilité du désarmement.

Quatrièmement, les pays participant à la session ont reconnu d'une manière générale que le désarmement engageait la sécurité de tous les pays. Les négociations bilatérales entre les superpuissances sont certes nécessaires, mais les efforts multilatéraux n'en sont pas moins indispensables. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont signé le Traité FNI qui a été bien accueilli par la communauté internationale. Tous les pays ont ensuite demandé instamment aux Etats-Unis et à l'Union soviétique, lors de la session extraordinaire, d'engager des négociations sérieuses sur des problèmes tels que la réduction radicale des armes nucléaires stratégiques et la cessation de la course aux armements dans l'espace. Ils ont engagé les deux puissances à négocier sérieusement dans le but de conclure et de mettre en oeuvre des accords qui contribuent véritablement à relâcher encore la tension internationale et à réaliser un désarmement véritable sans porter atteinte aux intérêts des autres pays.

Dans leurs négociations sur le désarmement, les superpuissances sont très préoccupées par l'équilibre de leurs forces et l'égalité de leur sécurité. Toutefois, une sécurité égale ne suffit pas à elle seule pour faire un monde pacifique. La disproportion entre les capacités militaires des deux superpuissances et celles des autres pays, est actuellement si large qu'elle donne un sentiment de grande insécurité à la plupart des pays. C'est pourquoi les superpuissances devraient être les premières à réduire radicalement leurs arsenaux énormes et à tenir sérieusement compte des propositions et des suggestions raisonnables de la communauté internationale afin de renforcer

(M. Fan Guoxiang, Chine)

la sécurité dans le monde. Comme le désarmement engage la sécurité de tous les pays, chacun d'entre eux, qu'il soit grand ou petit, fort ou faible, devrait avoir son mot à dire sur la question.

Les progrès réalisés ces dernières années dans le domaine du désarmement ont été dus aux efforts communs des gouvernements et des peuples dans le monde entier. Il s'agissait d'efforts bilatéraux, d'efforts multilatéraux et d'actions unilatérales. On n'encouragerait pas le processus du désarmement en n'attribuant le mérite des progrès accomplis qu'à certains pays et en négligeant, en méconnaissant ou en dépréciant les efforts multilatéraux. Les efforts bilatéraux et multilatéraux devraient se compléter. L'Organisation des Nations Unies a le devoir et la possibilité de jouer un rôle important dans les efforts multilatéraux.

La troisième session extraordinaire consacrée au désarmement a montré une fois de plus que le désarmement était une tâche de longue haleine hérissée de difficultés considérables. En adoptant une attitude sérieuse et réaliste, diverses parties ont réalisé une somme de travail considérable . Selon le proverbe chinois "Qui s'arrête après quelques entailles ne coupera pas le bois pourri, qui persévère découpera le métal et le roc". C'est dans cet esprit de persévérance que la Chine se joindra aux autres pays en travaillant sans relâche pour l'arrêt de la course aux armements, pour le désarmement et pour le maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Fan de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Hongrie, l'Ambassadeur Meiszter.

M. MEISZTER (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis, avant d'entrer dans le vif du sujet, de saluer votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de juillet et de vous adresser mes voeux de succès dans l'accomplissement de vos importantes tâches. Je travaille étroitement avec vous depuis assez longtemps déjà et cette expérience me confirme dans le sentiment que vous saurez vous acquitter de vos fonctions avec efficacité et compétence. La délégation hongroise fera tout son possible pour collaborer avec vous à cette fin. C'est un privilège que d'avoir parmi nous le Secrétaire général adjoint M. Akashi, et je lui souhaite la bienvenue. Je salue également les boursiers dans le domaine du désarmement qui assistent à la séance.

J'ai demandé la parole aujourd'hui afin de présenter la Déclaration adoptée le 28 juin 1988 par le Comité des affaires étrangères du Parlement de la République populaire hongroise à l'occasion du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le texte en a été distribué par le secrétariat sous la cote CD/841.

Le Traité sur la non-prolifération, ouvert à la signature il y a vingt ans, peut à juste titre être considéré comme l'un des accords de désarmement les plus importants. Malgré les faiblesses inhérentes au Traité, son application a démontré irréfutablement le succès des efforts déployés par

(M. Meiszter, Hongrie)

la communauté internationale pour faire obstacle à la prolifération horizontale des armes nucléaires. Dans sa Déclaration, le Comité des affaires étrangères réaffirme explicitement que la Hongrie reste déterminée à respecter les objectifs, les obligations et les mesures énoncés dans le Traité. En vingt ans d'application, le régime gouvernant la non-prolifération des armes nucléaires n'a cessé de s'affermir et le Traité est devenu l'instrument international multilatéral comptant le plus grand nombre d'Etats parties. La République populaire hongroise a lancé devant diverses instances internationales maints appels à tous les Etats, qui pour une raison quelconque ne l'ont pas encore fait, afin qu'ils signent le Traité sans tarder. Nous ne pouvons donc que saluer l'adhésion récente de l'Espagne, de la Trinité-et-Tobago et de l'Arabie saoudite et nous avons l'espoir que d'autres Etats encore suivront l'exemple de ces derniers.

Dans sa Déclaration, le Comité des affaires étrangères attache une grande importance à la pleine application du Traité sur la non-prolifération. C'est pourquoi il accueille avec satisfaction le Traité conclu entre l'URSS et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, qu'il considère comme un pas audacieux dans la voie du désarmement nucléaire. L'aboutissement des pourparlers en cours relatifs à une réduction de 50 % des armes stratégiques offensives des deux pays serait aussi un acquis de la plus haute importance, eu égard à l'application de l'article VI du Traité.

La Déclaration met tout particulièrement l'accent sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire et la coopération internationale dans ce domaine. J'appelle l'attention de la Conférence sur le passage de la déclaration où, à propos de la sécurité des activités nucléaires pacifiques, le Comité des affaires étrangères se prononce résolument en faveur de la conclusion d'un accord sur l'interdiction des attaques contre des centrales nucléaires et autres installations nucléaires. Le Comité souligne que la Conférence du désarmement est une instance appropriée pour mener rapidement à bien les négociations actuellement en cours sur cette question.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement s'est achevée récemment. Bien qu'il m'ait été impossible d'y assister, pour des raisons indépendantes de ma volonté, j'ai néanmoins suivi de près les travaux. La délégation hongroise m'ayant tenu au courant de ses interventions devant l'Assemblée générale, je voudrais à présent partager avec vous quelques idées préliminaires sur le bilan de la session. Celle-ci a eu lieu à un moment que l'on peut qualifier à juste titre de décisif dans l'histoire des relations internatinales. Elle a fourni aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies une bonne occasion de revoir ce qui a été fait pour le désarmement, mais aussi d'évaluer où en sont les efforts déployés dans ce domaine vital pour la sécurité internationale. Même si aucun document final de fond n'y a été adopté, la session a une valeur et une importance en soi.

L'échange de vues constructif et prospectif a fait apparaître l'existence d'un nombre non négligeable de points de convergence sur d'importantes questions de désarmement qui font actuellement l'objet de négociations, en particulier sur celles inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Bien que les délégations puissent interpréter différemment

(M. Meiszter, Hongrie)

cette convergence, il n'en demeure pas moins que les principales orientations que doivent prendre nos efforts sont désormais assez précises. Les différents aspects de la question du désarmement nucléaire, notamment le traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, sont restés au centre des préoccupations. Il a été reconnu qu'il fallait adopter des mesures afin de renforcer encore le régime gouvernant la non-prolifération des armes nucléaires. La Conférence du désarmement a été priée de faire avancer rapidement les négociations relatives à une convention sur les armes chimiques, puisqu'il ne semble pas y avoir d'obstacle majeur à la conclusion à brève échéance d'un tel instrument.

Les consultations tenues et les documents examinés à la session extraordinaire ont montré clairement que les Etats sont d'accord pour penser que la Conférence du désarmement devrait continuer à chercher une solution à des questions telles que la prévention d'une course aux armements dans l'espace et l'interdiction des armes radiologiques, y compris des attaques contre des installations nucléaires, et à poursuivre ses efforts afin d'élaborer le Programme global de désarmement. La question du désarmement classique à l'échelon mondial et régional a aussi été abordée sous un angle nouveau. Ce ne sont là que quelques moments de la troisième session extraordinaire où, à mon avis, l'Assemblée générale a clairement établi l'orientation des travaux de la Conférence et jeté les bases de négociations qui, je l'espère, aboutiront. A mon sens, il importe que la Conférence poursuive ses travaux de fond dans les domaines où le consensus, ou à tout le moins quelque chose s'en rapprochant, semble à notre portée. Toute idée ou suggestion nouvelle et utile, susceptible d'éliminer peu à peu les points de désaccord, pourra encore faire l'objet de consultations entre les Etats.

Avant de conclure cette brève intervention, je voudrais accueillir les collègues venus récemment se joindre à nous, les représentants de l'Indonésie, l'Ambassadeur Loeis, de la République populaire de Bulgarie, l'Ambassadeur Kostov, du Kenya, l'Ambassadeur Ruoro, et du Pérou, l'Ambassadeur de Rivero. Je leur souhaite un agréable séjour à Genève et leur adresse mes voeux de succès dans leurs activités à la Conférence.

J'aimerais aussi faire mes adieux à deux amis à qui va notre estime, l'Ambassadeur de la Birmanie, U Tin Tun, et l'Ambassadeur du Pakistan, M. Mansur Ahmad, qui, comme moi, vont quitter la Conférence du désarmement ou l'ont déjà fait. Il se peut que ce soit la dernière fois que j'ai l'honneur de prendre la parole devant cette instance, car, vous le savez peut-être, je quitterai bientôt Genève, mes fonctions ici ayant pris fin.
A cette occasion, je tiens à exprimer ma reconnaissance pour l'amitié et l'esprit de coopération que tous mes collègues de la Conférence ont témoignés à mon égard durant tout mon séjour. En guise d'adieu à mes amis et collègues respectés, je voudrais dire qu'en dépit de l'insatisfaction ou des déconvenues que m'a souvent inspirées l'absence de progrès, je crois fermement que les travaux de cet organe sont indispensables, et je souhaite à mes collègues, lorsque viendra éventuellement leur tour, de quitter ces lieux mémorables avec davantage de succès derrière eux que je ne le fais.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Meiszter de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie, l'Ambassadeur Loeis.

M. LOEIS (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Qu'il me soit permis tout d'abord de vous faire part du plaisir de ma délégation de vous voir, Monsieur le Président, vous le représentant d'un pays non aligné frère, accéder à la plus haute charge de la Conférence et de vous assurer de son soutien dans l'exercice de vos fonctions. Comme c'est la première fois que je prends la parole ici, je voudrais aussi exprimer ma gratitude à vous-même, Monsieur le Président, et, à travers vous, aux distingués collègues qui m'ont souhaité chaleureusement la bienvenue dans leurs interventions et dire à tous que ma délégation collaborera avec eux à la poursuite des objectifs de la Conférence.

Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour dire à votre prédécesseur immédiat, l'Ambassadeur Meiszter, combien nous avons apprécié la compétence avec laquelle il a guidé les travaux de la Conférence en avril dernier. Je tiens par ailleurs à m'associer à d'autres représentants pour souhaiter bonne chance à l'Ambassadeur Ahmad dans ses nouvelles fonctions ainsi qu'à l'Ambassadeur Meiszter et à l'Ambassadeur Tin Tun qui vont, ai-je appris, nous quitter très bientôt. A ceux de nos collègues qui ont grossi nos rangs après mon arrivée, j'adresse l'accueil chaleureux de ma délégation et je les assure de notre pleine coopération. Qu'il me soit aussi permis de saluer la présence parmi nous ce matin du Secrétaire général adjoint, M. Akashi.

Bien que la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement ait été dans l'impossibilité d'adopter un document de clôture recueillant l'assentiment général, elle a servi néanmoins à montrer que la communauté internationale attachait toujours autant d'importance à la mise en oeuvre de mesures de désarmement. La session a été riche d'idées, d'initiatives, d'espérances nouvelles et a laissé apparaître un regain de détermination, comme l'ont montré les déclarations faites par les chefs d'Etat ou de gouvernement et d'autres représentants ainsi que par un assez grand nombre d'organisations non gouvernementales. Il s'en est dégagé une image plus claire et plus compréhensible des positions et des intérêts des participants, ainsi d'ailleurs que de la complexité des problèmes en jeu dans le domaine du désarmement.

De surcroît, la conviction selon laquelle le désarmement n'est pas une affaire ponctuelle mais un processus continu a été fortifiée au cours de la session extraordinaire qui n'est elle-même qu'un des éléments de ce processus et non une fin en soi. Autrement dit, on ne peut ni ne doit écarter les principes, les objectifs et les buts approuvés dans le passé et sur lesquels il existe un consensus. On imagine sans peine ce qu'il adviendrait des efforts futurs de désarmement, ou d'ailleurs de tous autres efforts, si nous ne luttions pas pour défendre et consolider les principes, les objectifs et les buts déjà arrêtés. Cela est tout particulièrement vrai en ce qui concerne le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, adopté alors que nous savions que ces principes resteraient pour une bonne part lettre morte, non parce qu'ils étaient nébuleux ou dépassés, mais en raison d'un manque de volonté politique et de circonstances défavorables sur la scène internationale qui, tout au long de la dernière décennie, ont créé un climat peu propice à leur réalisation.

Ces raisons, associées aux arrangements de compromis intervenus au cours de la session, sont autant d'éléments nouveaux indispensables pour tracer la voie des efforts à entreprendre aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral.

(M. Loeis, Indonésie)

On se gardera donc bien de considérer la troisième session extraordinaire comme un échec total, néfaste pour les efforts multilatéraux de désarmement. Il va de soi que ce qui s'est produit à la session extraordinaire a des incidences sur la Conférence du désarmement; mais il suffit de se reporter à quelques années en arrière pour s'apercevoir que la tâche de la Conférence n'a jamais été facile. C'est ainsi qu'au cours de la négociation sur les armes chimiques, nous avions fait un progrès décisif en ce qui concerne l'un des problèmes les plus épineux rencontrés par le Comité : la question de l'inspection sur place par mise en demeure. Malheureusement, ce progrès n'a pas été exploité pour accélérer la négociation.

Néanmoins et malgré ce qui s'est passé au tout début de la Conférence, nous avons pris plusieurs engagements, parmi lesquels celui de conclure de toute urgence une convention sur les armes chimiques. Nous sommes tous tenus de faire face à cet engagement. A ce propos, on a souvent fait observer que les Etats devraient contribuer à la conclusion prochaine de la convention sur les armes chimiques en communiquant des renseignements utiles. A la troisième session extraordinaire un paragraphe sur ce point a été approuvé par consensus, ou tout au moins ce paragraphe n'a pas été rejeté et il n'est pas nécessaire de le renégocier. A ce sujet, notre Ministre des affaires étrangères a informé la Conférence que l'Indonésie ne possédait pas d'armes chimiques. Dans le même esprit, j'ajouterai que nous ne produisons actuellement aucun produit chimique inscrit aux tableaux 1 et 2 et que nous sommes en train de dresser la liste des produits chimiques inscrits au tableau 3 qui sont fabriqués ou transformés en Indonésie.

Quant aux efforts à entreprendre et à la nécessité de nous acquitter des obligations et des engagements contractés, il n'est que de rappeler le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a vu le jour le 1er juillet 1968 pour entrer en vigueur le 5 mars 1970. Presque tous les pays, dont l'Indonésie, adhèrent maintenant au TNP qui est aujourd'hui considéré comme un traité important pour le désarmement. Comme nous le savons tous, ce Traité a pour objectif non seulement d'empêcher l'apparition de nouveaux Etats nucléaires, mais aussi d'obliger les Etats actuellement dotés de l'arme nucléaire à éliminer celle-ci. Nous estimons qu'il faut tout faire pour préserver cet objectif, aussi valable aujourd'hui qu'il y a 20 ans.

Je ne saurais trop insister sur les préoccupations que la reprise du débat sur l'interprétation du paragraphe 2 de l'article X inspire à ma délégation, en particulier à un moment où l'Indonésie oeuvre, avec d'autres pays, au renforcement du régime de non-prolifération en encourageant la création d'une zone dénucléarisée en Asie du Sud-Est. Nos préoccupations sont fondées; c'est que, sans chercher à savoir qui a tort ou raison dans cette controverse, le TNP n'a servi qu'à empêcher la prolifération horizontale des armes nucléaires chez les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité. Il y a par ailleurs d'autres obligations et l'une d'entre elles, de la plus haute importance actuellement, est la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais d'explosifs nucléaires qui est considérée par de nombreux Etats non dotés d'armes nucléaires comme une condition sine qua non non seulement pour empêcher l'apparition de nouveaux Etats nucléaires, mais aussi pour préserver le régime du TNP lui-même.

(M. Loeis, Indonésie)

Il va sans dire que le meilleur moyen de préserver un traité est que tous les Etats parties en appliquent pleinement les dispositions. Il y a maintenant un quart de siècle que le Traité sur l'interdiction partielle des essais est entré en vigueur et 20 ans que le TNP a été ouvert à la signature, alors qu'il reste moins de sept ans - d'ici 1995 - pour donner effet aux dispositions du paragraphe 2 de l'article X du TNP et que l'échéance approche rapidement.

Le TNP, on le sait, rappelait dans son préambule le Traité sur l'interdiction partielle des essais de 1963 concernant la nécessité de chercher à mettre fin à toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et de poursuivre les négociations à cet effet. Considérant qu'il ne reste que sept années pour élaborer un traité sur le désarmement, ce qui est un délai assez court, ma délégation se demande si nous pouvons encore nous permettre de continuer à empêcher la Conférence du désarmement où sont représentés tous les Etats dotés d'armes nucléaires, ou d'autres forums appropriés de négocier et de conclure directement et de toute urgence un traité d'interdiction complète des essais.

En ce qui concerne la réduction et l'élimination des armes nucléaires, la nécessité de s'acquitter des obligations énoncées à l'article VI du TNP doit elle aussi venir en tête des priorités. Malgré les mesures qui ont été prises conformément aux accords SALT ou qui seront prises en application du traité FNI, l'accumulation des armes nucléaires restera nettement plus forte qu'à l'époque - 1968 - où les obligations découlant de ce traité ont été prévues. A cet égard, la conclusion dès que possible d'un traité sur une réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique, la convention sur les armes chimiques ainsi que la réduction et le redressement des asymétries de la part des alliances militaires qui possèdent les plus importants arsenaux d'armes classiques seraient considérés comme des marques incontestables de bonne foi vis-à-vis des obligations contractées aux termes de l'article VI du TNP.

Enfin, et ce point n'est pas des moindres, il serait très utile aussi que les Etats parties au TNP soutiennent les initiatives d'un groupe quelconque d'Etats, en vue de conclure des traités régionaux, sur la base d'arrangements auxquels seraient arrivés librement les pays des régions concernées, de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs. Ces initiatives constituent un droit, comme le stipule l'article VII du Traité sur la non-prolifération.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie de sa déclaration et des mots aimables qu'il a adressés à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation tient tout d'abord à vous féliciter très chaleureusement à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de juillet. Vous représentez un pays avec lequel la République démocratique allemande a toujours maintenu des relations cordiales et qui joue un rôle important dans la recherche de la paix, de la sécurité et du désarmement. C'est ce qui ressort du plan d'action pour un monde

(M. Rose, République démocratique allemande)

non violent et exempt d'armes nucléaires, qui a été présenté par le Premier Ministre Rajiv Gandhi à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Je suis convaincu que votre grande expérience et vos qualités de diplomate vous permettront de diriger efficacement la Conférence durant le premier mois de la session d'été.

Je voudrais en même temps remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Meiszter, pour la compétence et le brio avec lesquels il s'est acquitté de ses responsabilités en tant que Président de la Conférence. Je saisis cette occasion pour dire au revoir à cet excellent ami et collègue, que je remercie de son amicale coopération et auquel j'adresse tous mes meilleurs voeux dans ses activités futures et dans sa vie personnelle. Il nous manquera beaucoup à tous, ici à Genève.

Je voudrais dire aussi combien nous sommes heureux d'avoir à nouveau parmi nous le Secrétaire général adjoint M. Akashi, et je me joins aux orateurs qui m'ont précédé pour accueillir les boursiers dans le domaine du désarmement. Je tiens également à saluer l'Ambassadeur Ahmad du Pakistan et l'Ambassadeur Tin Tun de la Birmanie à l'occasion de leur départ. Enfin, je saisis également cette occasion pour accueillir chaleureusement les nouveaux ambassadeurs de la Bulgarie, de l'Indonésie, du Kenya et du Pérou, MM. Kostov, Loeis, Ruoro et de Rivero.

Notre Conférence reprend ses travaux alors que les relations internationales ont enregistré des progrès significatifs. Le traité sur l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire et à plus courte portée, qui est entré en vigueur au cours de la rencontre au sommet soviéto-américaine à Moscou, en a apporté une preuve évidente. Toutes les conditions préalables nécessaires sont réunies pour la destruction effective de ces armes.

Il importe maintenant de progresser rapidement sur la voie dans laquelle nous sommes engagés. Nous espérons que les négociations bilatérales sur une réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques soviétiques et américaines, tout en respectant le Traité ABM tel que signé en 1972, connaîtront bientôt une issue positive, et que d'autres domaines seront inclus dans le processus de désarmement qui doit se développer aux niveaux bilatéral, régional et mondial.

Des efforts multiples et énergiques ont été entrepris partout dans le monde afin de consolider les tendances positives dans l'évolution des relations internationales, et de les renforcer grâce à de nouvelles mesures destinées à accélérer le processus de limitation des armements et de désarmement. Lors de leur réunion tenue à Varsovie il y a quelques jours, les dirigeants des pays signataires du Traité de Varsovie se sont à nouveau déclarés résolus à n'épargner aucun effort pour maintenir ces processus positifs et les rendre irréversibles. Ils ont souligné les tâches prioritaires dans le domaine du désarmement et ont avancé des propositions concrètes et de fond en vue de réduire de manière considérée les forces armées et les armements classiques en Europe, en escomptant que l'autre partie réponde de façon constructive. La troisième session extraordinaire revêt une importance particulière dans ce contexte. Elle a été marquée par un vaste échange de vues mené dans un esprit sérieux et exempt de confrontation, et le message

(M. Rose, République démocratique allemande)

qu'elle a délivré est clair : dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, la sécurité nationale ne peut être réalisée que grâce à la coopération de tous les Etats. Le caractère universel de la sécurité et du désarmement est plus largement reconnu. Par conséquent, l'une des exigences cruciales formulées à la session a été que l'on assure ce que l'on appelle un parallélisme constructif entre les négociations bilatérales soviéto-américaines et les efforts multilatéraux, tout en accordant un rôle plus important à l'Organisation des Nations Unies. La troisième session extraordinaire a, de notre point de vue, amélioré les conditions politiques permettant d'adopter une démarche globale de ce genre. Nul ne peut cependant ignorer les divergences de fond qui doivent être surmontées. Les travaux de la troisième session extraordinaire n'ont pas seulement confirmé les priorités reconnues de tous en matière de désarmement, mais ils ont également donné lieu à de nouvelles propositions appelées à jouer un rôle important dans l'avenir.

Ces efforts constructifs n'ont malheureusement pas pu se traduire dans un document de clôture adopté à l'unanimité. Cela prouve que, même si nous sommes sur la bonne voie, l'harmonisation des diverses manières d'aborder le désarmement appelle des efforts soutenus, et que la question nécessite une résolution politique. C'est pourquoi nous devrions tirer davantage parti de notre Conférence pour poursuivre avec plus de vigueur les discussions et les négociations sur les points de notre ordre du jour, afin d'aboutir à des résultats concrets.

Au nombre des résultats positifs de la troisième session extraordinaire figure le désir unanime de conclure dès que possible la convention sur l'interdiction de toutes les armes chimiques. Dans ce contexte, la représentante de la Suède, l'Ambassadrice Theorin, dans son intervention du 7 juillet 1988, a mis en garde contre les dangers graves qui pourraient résulter de nouveaux atermoiements. Nous partageons pleinement cette préoccupation. Les risques en matière de sécurité augmentent en effet considérablement alors que les armes chimiques continuent à être fabriquées, modernisées et mises au point, qu'elles sont utilisées et que leur prolifération constitue une menace de plus en plus grande. Aucun Etat ne devrait pouvoir tolérer cette situation.

Il faut poursuivre cette année l'élaboration de diverses parties du texte, par exemple en ce qui concerne l'ordre de destruction des armes chimiques, les inspections par mise en demeure, l'assistance, le développement économique et technologique ainsi que les dispositions finales.
Nous considérons que la clarification des problèmes relatifs à la non-fabrication d'armes chimiques constitue l'une des tâches prioritaires. Elle concerne directement la plupart des Etats. Dans ces conditions, nous pensons qu'il est urgent d'aller de l'avant et d'achever les travaux sur l'article VI et l'annexe s'y rapportant.

Ce faisant, il sera possible de rendre clair le contenu des engagements qui doivent être pris, de susciter l'intérêt de tous les Etats et de jeter les bases d'une adhésion universelle à la convention.

(M. Rose, République démocratique allemande)

A ce stade, je souhaiterais rappeler la proposition faite par la République démocratique allemande et la Pologne visant à ce que la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies soit utilisée aux fins d'information et de dialogue avec les pays ne participant pas à la Conférence de Genève.

Le nombre croissant de renseignements se rapportant à la future convention sur les armes chimiques qui ont été fournis par diverses délégations nous semble encourageant. Cela renforce indubitablement la confiance dans le processsus de négociation et lui est directement profitable. A l'instar de bon nombre d'autres membres de la Conférence du désarmement, la République démocratique allemande a déjà fait savoir dans une déclaration qu'elle ne possède aucune arme chimique. L'Union soviétique a fourni des détails sur l'importance de ses stocks d'armes chimiques. Nous sommes convaincus qu'au cours de la session d'été, d'autres Etats prendront part aux efforts visant à instaurer la confiance.

Dans ces conditions, nous croyons qu'un échange continu de données au niveau multilatéral dans le domaine de la non-fabrication des armes chimiques ainsi que des inspections expérimentales pourraient permettre d'accumuler de la pratique et de rendre opératoires les régimes de vérification.

Nous restons convaincus qu'il est indispensable d'intensifier sérieusement les négociations, et nous apporterons notre soutien aux activités du Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka.

Permettez-moi d'ajouter ici l'idée suivante. Tirant profit de l'expérience accumulée dans le processus bilatéral et gardant à l'esprit l'importance de la question, nous estimerions approprié d'organiser, en temps voulu, une réunion des ministres des affaires étrangères des Etats participant à la Conférence. L'amélioration des conditions politiques du processus de désarmement devrait permettre à la Conférence de surmonter les blocages concernant les questions nucléaires inscrites à notre ordre du jour. Pour notre part, nous pensons qu'il faut s'attaquer immédiatement aux tâches qui nous permettent de nous mettre concrètement au travail. Nous recommandons en même temps d'intensifier le dialogue dans le but de poser les fondements politiques nécessaires à la poursuite des négociations. Même si les objectifs concrets ne sont pas les mêmes pour les négociations bilatérales et pour les processus multilatéraux, il est néanmoins incontestable qu'ils peuvent et doivent évoluer en parallèle, se complétant mutuellement de la façon qui convient pour arriver au but commun d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Cela vaut particulièrement pour l'interdiction des essais d'armes nucléaires. L'ouverture de négociations bilatérales entre l'Union soviétique et les Etats-Unis en relation avec la ratification des traités de 1974 et 1976 sur la limitation des essais souterrains d'armes nuclaires est un pas positif dans la bonne direction. Mais cela ne saurait remplacer les travaux de la Conférence en ce qui concerne une interdiction complète des essais d'armes nucléaires. A la troisième session extraordinaire, une grande majorité d'Etats se sont déclarés particulièrement désireux de mener à bien cette tâche. C'est pour cette raison que la Conférence devrait entreprendre de nouveaux

(M. Rose, République démocratique allemande)

efforts à sa session d'été pour créer un comité sur le point 1 de l'ordre du jour, dont le mandat pourrait être accepté par toutes les parties. Il est à notre avis possible d'arriver à un compromis compte tenu des propositions dont nous sommes saisies. Permettez-moi ici d'appeler votre attention sur le texte qui a été présenté par le Président de l'époque, l'Ambassadeur Vejvoda, au cours des consultations officieuses d'avril 1987. Il devrait, selon nous, constituer une bonne base d'entente. En ce qui concerne le programme de travail d'un comité, nous ne voyons aucune divergence irréductible entre les différentes idées énoncées à cet égard. Ma délégation considère qu'il est possible de commencer par la question de la vérification.

La Conférence devrait également étudier la proposition soumise en août 1987 par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, Edouard Chevardnadze. Elle traite de l'établissement d'un groupe spécial d'experts qui devrait élaborer des recommandations sur la structure et les fonctions d'un système de vérification en vue d'un accord éventuel prévoyant la cessation des essais d'armes nucléaires.

Nous sommes partisans d'une discussion sur la contribution que la Conférence du désarmement pourrait apporter par rapport à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire dans le cadre du point 2 de l'ordre du jour. Personne n'a l'intention de perturber le déroulement des négociations bilatérales, bien au contraire. Ce qui importe avant tout, c'est que l'ensemble des interlocuteurs adoptent une démarche constructive en vue d'identifier les sujets qui pourraient et devraient être traités à notre Conférence. Nous pensons que cette tribune convient tout particulièrement pour s'attaquer à des problèmes conceptuels issus des résultats obtenus dans le processus bilatéral, et pour identifier des questions qui débordent de son cadre, par exemple la mise au point de nouvelles structures de sécurité, telles que la capacité défensive non nucléaire. Dans ce contexte, la relation entre le désarmement nucléaire et le désarmement classique devrait constituer un thème intéressant.

Les travaux théoriques pourraient également consister à définir les enseignements du Traité FNI qui pourraient, d'une manière générale, être utiles au désarmement nucléaire. Lorsque nous réclamons une activité multilatérale systématique, parallèlement à des négociations bilatérales, nous avons toujours à l'esprit qu'il s'agit non seulement de réduire et de détruire les arsenaux existants, mais également d'empêcher la compensation et la modernisation. Des activités multilatérales sont donc indispensables, et deviennent même de plus en plus urgentes.

Le mieux serait de tenir ces discussions dans le cadre d'un organe spécial de la Conférence. Toutefois, il serait également possible de commencer par des séances plénières officieuses et d'instituer ultérieurement un groupe de travail. L'important est de faire le premier pas, de mettre en marche la Conférence et d'avancer vers l'objectif, à savoir le désarmement nucléaire et la prévention d'une guerre nucléaire.

Il faut empêcher que la course aux armements ne s'étende à l'espace si l'on veut arriver à y mettre fin sur la terre. Les négociations sur la réduction de 50 % des missiles nucléaires stratégiques offensifs de l'Union soviétique et des Etats-Unis sont inévitablement liées à la question globale du respect du Traité ABM.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Dans ses travaux relatifs au point 5 de l'ordre du jour, le Comité devrait avant tout veiller à ce que la discussion soit encore davantage centrée sur les mesures d'ensemble destinées à prévenir une course aux armements dans l'espace. Nous enregistrons avec satisfaction qu'un certain nombre de propositions ont déjà été déposées. A cet égard, nous aimerions rappeler le document de travail de la République démocratique allemande et de la Mongolie sur les "Dispositions principales d'un Traité sur l'interdiction des armes antisatellites et sur les moyens d'assurer l'immunité des objets spatiaux" (CR/777). Nous n'ignorons pas les questions techniques complexes qui se posent effectivement dans ce domaine. Pour cette raison, nous souscrivons à l'idée de mettre sur pied un groupe de scientifiques qui fonctionnerait d'une façon temporaire.

La troisième session extraordinaire a montré un engagement croissant en vue de l'adoption de mesures régionales sur la limitation des armements et le désarmement dans l'intérêt d'une sécurité internationale accrue.

La réunion internationale pour des zones exemptes d'armes nucléaires, qui s'est tenue à Berlin du 20 au 22 juin 1988, a également illustré ce phénomène important. Partant du principe qu'un monde sans armes nucléaires ne peut être réalisé du jour au lendemain, les participants - venus de 113 pays et représentant des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des instituts de recherche - ont mené un dialogue systématique qui a démontré la viabilité de l'idée consistant à établir des zones exemptes d'armes nucléaires et des zones de paix. Dans son allocution de clôture, le Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, Erich Honecker, qui accueillait la réunion, a souligné notamment que de telles zones renforçaient le régime de la non-prolifération des armes nucléaires, instauraient la confiance et la stabilité et étaient propres à débarrasser des régions toujours plus vastes de l'horreur des armes nucléaires.

Nous fournirons aux délégations intéressées les documents de ladite réunion, dès qu'ils seront disponibles.

La République démocratique allemande, de concert avec la Tchécoslovaquie, a pris l'initiative de créer des garanties pour la sécurité en Europe, précisément là où les potentiels de destruction les plus importants se trouvent face à face. Elle est favorable à l'établissement d'un couloir exempt d'armes nucléaires, le long de la ligne de démarcation entre l' OTAN et le Traité de Varsovie, et préconise une zone exempte d'armes chimiques. Ces propositions sont conformes aux efforts entrepris pour débarrasser l'Europe des armes de destruction massive et pour réduire considérablement les effectifs militaires et les armes classiques.

Toutes les parties soutiennent que c'est grâce à une transparence et à une vérification plus importantes que le désarmement et la limitation des armements devraient progresser et se stabiliser dans le cadre régional également. C'est la raison pour laquelle une grande attention et une réponse positive méritent d'être accordées aux propositions que viennent de soumettre le Parti socialiste unifié de la République démocratique allemande et le Parti social démocrate de la République fédérale d'Allemagne en ce qui concerne une zone de confiance et de sécurité en Europe centrale.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Cette initiative a pour motif profond de convaincre les deux parties qu'en dépit des capacités militaires encore existantes, il n'existe aucune intention de déclencher une attaque par surprise. Elle comprend les mesures suivantes :

- des arrangements allant au-delà du Document de Stockholm de 1986 sur le déroulement des manoeuvres militaires, en ce qui concerne leur nombre, leurs effectifs, leur notification obligatoire, etc.;

- l'établissement de centres permanents afin de promouvoir la confiance;

- des postes d'observateurs permanents mixtes occupés par des experts militaires des deux parties et établis dans des points d'importance stratégique;

- la mise en place d'une surveillance européenne commune par satellite;

- l'installation de lignes de communications directes entre les Etats d'Europe centrale.

Cette initiative étayera et favorisera les plans Jaruzelski et Jakes.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Rose de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence.

Comme il n'y a pas d'autres délégations qui souhaiteraient intervenir, je vais maintenant passer à la question du rétablissement du Comité spécial sur le Programme global de désarmement. Vous vous rappellerez qu'à notre dernière séance plénière, j'ai annoncé qu'un accord avait été obtenu au sujet du rétablissement de ce Comité sur la base d'un texte examiné aux fins d'inclusion dans le document de clôture qui aurait dû être adopté à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. En conséquence, un projet de décision publié dans le document de travail CD/WP.346 a été distribué aux délégations vendredi après-midi dans toutes les langues.

Puis-je considérer que la Conférence adopte le projet de décision ?

Il en est ainsi décidé.

Je crois savoir que la Conférence souhaite nommer à la présidence du Comité spécial l'Ambassadeur Alfonso García Robles du Mexique et que ce dernier a aimablement accepté ce poste. Puis-je considérer que cette nomination est adoptée ?

Il en est ainsi décidé.

Si aucune délégation ne souhaite prendre la parole, je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le jeudi 21 juillet, à 10 heures.

La séance est levée à midi.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.467
21 juillet 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 21 juillet 1988, à 10 heures.

Président : M. Jaskaran Singh Teja (Inde)

GE.88-63344/2809N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 467ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit cette semaine son examen des points 1 de l'ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires", et 2 : "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Cependant, comme le prévoit l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient pourront soulever toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits aujourd'hui sur la liste des orateurs les représentants de la Tchécoslovaquie et de Sri Lanka. Je donne la parole au premier orateur, le représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Vejvoda.

M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, M. le Président, vous le représentant du pays ami qu'est l'Inde, de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de juillet. Nous sommes convaincus que, dans l'exercice de vos fonctions, vous mettrez pleinement à profit vos qualités personnelles et le riche bagage d'expérience que vous avez acquis au sein de cet organe. Je tiens à vous dire que nous sommes tout prêts à coopérer dans vos efforts pour faire avancer les travaux. Je voudrais en même temps exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, mon ami l'ambassadeur David Meiszter de la Hongrie qui a présidé la Conférence en avril, mai et juin. C'est avec distinction qu'il a achevé son séjour à Genève et c'est avec tristesse qu'il nous faut lui dire adieu. L'ambassadeur Meiszter a éminemment représenté son pays. J'aimerais aussi mentionner sa participation aux travaux du Groupe des Sept où il a présenté plusieurs idées intéressantes sur les possibilités d'accroître l'efficacité de notre tâche. Il nous faut aussi faire nos adieux à l'ambassadeur Ahmad du Pakistan et à l'ambassadeur U Tin Tun de la Birmanie. Agréable en revanche est la tâche d'accueillir parmi nous nos nouveaux collègues, l'ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'ambassadeur Loeis de l'Indonésie, l'ambassadeur Ruoro du Kenya et l'ambassadeur de Rivero du Pérou.

Permettez-moi tout d'abord de faire quelques remarques - à titre purement personnel - concernant la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Je voudrais dire d'entrée qu'elle a été à mon sens utile et valable, même si les travaux n'ont pas été couronnés par un document que nous aurions dû et que nous aurions pu produire si quelques délégations s'étaient montrées plus disposées à accepter un compromis mutuellement bénéfique. Ce que nous avons constaté c'est qu'une infime minorité a essayé jusqu'au tout dernier moment d'imposer l'incorporation dans le document final des dogmes de sa politique nationale, ce qui - bien sûr - n'était pas possible.

Ce que la session dans son ensemble a montré, c'est que les objectifs du désarmement faisaient l'objet d'un appui écrasant, que la communauté mondiale s'intéressait à la négociation et non à l'affrontement, que même aux échelons les plus élevés de la politique mondiale on était attentif au désarmement. De nombreuses idées, intéressantes et nouvelles, se sont exprimées au cours du débat général et se sont traduites dans les documents de travail. Nous pouvons y puiser une inspiration et matière à réflexion pour l'avenir et pour l'élaboration de projets de propositions et de décisions. Il nous a été donné

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

de voir quelles étaient les questions véritablement négociables. J'ai été accueilli par un intérêt qui, dirais-je, m'a quelque peu surpris lorsque j'ai essayé d'élaborer un texte de compromis concernant la négociation sur l'interdiction des essais. J'ai échoué mais je ne regrette pas mon effort; et, comme j'aurai l'occasion de le redire, ma délégation serait prête à poursuivre cet effort ici même et à ajouter ce qu'il est en elle de faire pour que nous atteignions l'objectif urgent de créer un comité spécial sur une interdiction complète des essais.

Il m'a cependant semblé à la troisième session extraordinaire que si, à certains égards, nous faisions des progrès, à d'autres nous reculions. Je n'ai pas oublié l'époque, lointaine, des négociations sur le désarmement où certaines délégations manifestaient leur peu d'attirance pour le mot "désarmement", comme si elles voulaient marquer qu'elles ne croyaient pas possible l'élimination des armements. Nous avons perçu quelques signes analogues à la session extraordinaire. Certaines délégations ont prétendu qu'elles menaient une politique dite de fermeté fallacieusement présentée comme offrant une voie vers le désarmement; mais cette prétendue fermeté et le refus de tenir compte des intérêts d'autrui peuvent-ils réellement être considérés comme offrant une voie vers le désarmement ? Il ne peut y avoir qu'un type de fermeté, celle qui consiste à essayer de réaliser le désarmement sur une base d'égalité pour tous. Enfin, j'ai aussi eu l'impression que, pour certaines délégations, la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement n'était qu'un avatar de la Première Commission de l'Assemblée générale, où les positions sont exposées sous la forme de projets de résolutions à mettre aux voix. Or dans le cadre de sessions où le consensus est une nécessité de procédure, ce n'est pas là le moyen d'arriver à des résultats positifs.

En revanche, de nombreuses délégations ont marqué un attachement extrême pour la cause du désarmement et se sont montrées des plus ouvertes à toutes les possibilités qui se présentaient pour obtenir des résultats tangibles. Je n'oublierai jamais les efforts qu'ont déployés sans relâche certains participants, pour la plupart des chefs de délégations de notre organe, afin d'arriver à des compromis dans les dernières minutes de la séance de nuit.

Les délégations de l'Organisation du Traité de Varsovie ont publié un mémorandum dans lequel elles ont exposé les principaux points de leur position; mais pendant la négociation elles se sont efforcées de favoriser la convergence de vues sur tous les problèmes et, pour que l'on puisse arriver à un consensus, elles ont fait preuve d'une très grande souplesse. Assurément, l'absence de consensus n'a rien de tragique - ce qui est fait est fait; c'est plutôt le reflet d'une situation qui, en dépit de progrès récents dans certains domaines, reste loin d'être satisfaisante sur le plan des acquis, de la réflexion et du mode d'approche touchant notre objectif commun : le désarmement. A ce propos, je voudrais citer le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. Yasushi Akashi, qui a prononcé à la Convention nationale de l'Association pour les Nations Unies des Etats-Unis des paroles

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

auxquelles je souscris pleinement : "Ce serait bien dommage si des calculs à court terme dans l'intérêt de la sécurité nationale devaient l'emporter sur les intérêts à long terme dans des domaines aussi vitaux et de portée mondiale que la non-prolifération nucléaire, la conclusion d'une convention sur les armes chimiques, le renforcement de l'autorité du Secrétaire général pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et sa limitation dans les zones maritimes".

Le 1er juillet, nous avons célébré le vingtième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La République socialiste tchécoslovaque, Etat partie dès le début, considère ce traité comme un pilier de soutènement du régime de non-prolifération en vigueur. Dans le domaine de la limitation des armements nucléaires, ce traité, auquel adhèrent 136 Etats, est l'instrument international le plus représentatif et il joue un rôle important dans le renforcement de la paix et de la sécurité mondiales. Il contribue effectivement à la stabilisation des relations et à la confiance entre les Etats. Aussi, à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité, est-il tout à fait approprié de lancer un appel à tous les pays qui ne sont pas encore parties à cet instrument international important et significatif de s'y associer le plus tôt possible. Aujourd'hui, alors que sont franchis les premiers pas tangibles sur la voie du désarmement nucléaire, tous les Etats, grands et petits, dotés ou non d'armes nucléaires, se doivent de contribuer à la prévention de la prolifération nucléaire. Et, à la prochaine session de l'Assemblée générale, il sera grand temps d'engager les travaux préparatoires de la prochaine Conférence des parties chargée de l'examen du TNP.

Nous croyons fermement, et nous en avons la preuve, que le TNP n'a en aucune manière entravé le développement de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, tant sur le plan multilatéral que bilatéral. Nous espérons que dans les années à venir le TNP sera maintenu et fortifié encore grâce à la participation d'un nombre plus grand d'Etats. Cela renforcerait indubitablement la sécurité et créerait des conditions favorables à un processus de désarmement nucléaire profond et irréversible. Voilà qui serait en pleine conformité avec toutes les obligations souscrites aux termes de l'article VI, que nous considérons comme une disposition importante du Traité.

La signature et la ratification du Traité FNI conclu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sont considérées à juste titre comme un premier pas important dans cette direction. Il est maintenant vital pour la crédibilité des événements historiques qui se sont produits à Washington et à Moscou que l'Union soviétique et les Etats-Unis arrivent dans un avenir proche à un accord sur une réduction de 50 % de leurs armements stratégiques, allant de pair avec un respect strict de la lettre du Traité ABM tel qu'il a été signé en 1972 et assorti de la condition que ni l'une ni l'autre partie ne se retirera du Traité pendant une période convenue. Cela représenterait un autre pas extrêmement important, et qui aurait une grande portée, vers le

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

désarmement nucléaire sur la Terre, à condition que les intérêts vitaux de sécurité de tous les Etats ne soient pas directement menacés par de nouveaux dispositifs militaires implantés dans l'espace.

Vu les progrès rapides des techniques spatiales, il reste à espérer qu'il ne nous faudra pas dans quelques années faire face au problème de la cessation, et non plus de la prévention, d'une course aux armements dans l'espace. Nous préférerions de loin éviter une telle modification de l'une des questions prioritaires inscrites à notre ordre du jour.

La troisième session extraordinaire consacrée au désarmement nous a, comme je l'ai déjà dit, donné un élan pour oeuvrer plus activement dans différents domaines. A notre sens, la Conférence du désarmement est l'organe tout indiqué pour assurer le suivi des travaux à cet égard. Je voudrais parler aujourd'hui brièvement de l'une des tâches - l'interdiction des essais nucléaires - dont la validité et l'opportunité ont été reconfirmées à l'occasion du débat à la session extraordinaire.

J'avais espéré qu'à New York déjà nous serions en mesure d'établir un cadre qui nous permettrait d'engager cet été, à la Conférence du désarmement, des travaux concrets sur l'interdiction des essais nucléaires. Les consultations que j'avais menées en pensant à cet objectif m'avaient paru encourageantes. Toutefois, comme tous les problèmes en suspens ont été traités dans la phase finale de la session extraordinaire, sous la contrainte pressante du calendrier, nous n'avons eu ni le temps, ni le calme, ni le minimum d'atmosphère constructive voulus pour examiner de manière concluante la question de l'interdiction des essais nucléaires, même si nous sommes arrivés à un texte de compromis.

Ma délégation, qui est en faveur d'entreprendre des travaux précis sur l'interdiction des essais nucléaires, part de l'hypothèse que l'objectif qu'il nous faut poursuivre est la cessation générale et complète des essais. Pour des raisons qu'il est inutile d'exposer, la Conférence du désarmement n'est toutefois pas en mesure, à l'heure actuelle, d'engager des négociations complètes dans cette direction. Nous pouvons cependant traiter de certains aspects - assez importants, dirais-je - de l'interdiction future des essais. Ces discussions, si elles étaient bien centrées, pourraient nous aider à clarifier tous les problèmes qui font obstacle à la réalisation d'une interdiction des essais nucléaires et à identifier les moyens soit de les résoudre, soit de les réévaluer.

C'est dans cette optique qu'en ma qualité de Président de la Conférence du désarmement, j'avais présenté en avril 1987 un document officieux contenant un projet de mandat pour le Comité spécial sur le point 1 de notre ordre du jour : l'"Interdiction des essais nucléaires". Comme ce document n'a pas été distribué officiellement, qu'on me permette d'en lire, à l'intention de ceux qui pourraient ne pas avoir vu le texte, les deuxième et troisième paragraphes :

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

"La Conférence prie le Comité spécial d'engager, comme première mesure en vue d'arriver à un traité d'interdiction des essais nucléaires, des travaux de fond sur des questions précises et reliées entre elles qui se rapportent à l'interdiction des essais, notamment celles de la structure et de la portée, de la vérification et du respect.

Conformément à son mandat, le Comité spécial tiendra compte de toutes les propositions existantes et initiatives futures. En outre, il s'appuiera sur les connaissances et l'expérience acquises au fil des ans touchant l'examen de la question d'une interdiction complète des essais auquel ont procédé les organes successifs de négociation multilatérale et les participants aux négociations trilatérales."

Permettez-moi d'appeler votre attention sur le membre de phrase "engager, comme première mesure en vue d'arriver à un traité d'interdiction des essais nucléaires", qui me paraît constituer une partie très importante de cette proposition. Je tiens à souligner que ma délégation n'a jamais considéré isolément de l'objectif final, qui reste la cessation générale et complète des essais nucléaires, les travaux que pourrait entreprendre cet organe au titre du point 1. Nous nous félicitons donc de toutes les activités de nature à nous rapprocher de la réalisation de cet objectif. L'une d'entre elles pourrait être la ratification des traités d'interdiction en fonction d'un seuil relatifs aux explosions nucléaires à des fins pacifiques conclus par l'URSS et les Etats-Unis en 1974 et 1976, une autre l'examen, avec la participation active d'experts techniques, de tous les aspects du problème de la vérification d'une interdiction des essais nucléaires. Mais il y a beaucoup plus à faire à cet égard et je continue de croire que notre Conférence, par le truchement de son organe subsidiaire pertinent, est à même de contribuer de manière importante à abréger et à aplanir autant que possible la route qui nous sépare de l'interdiction des essais nucléaires.

L'ordre du jour de notre Conférence est vaste et j'aurai l'occasion d'intervenir sur d'autres points. Pour aujourd'hui, je voudrais conclure en insistant sur le fait qu'à notre avis la Conférence devrait travailler activement sur tous les points au cours des semaines qu'il nous reste avant la fin de la session d'été. Nos efforts doivent se poursuivre tant ici qu'à la quarante-troisième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, si nous voulons dépasser le stade auquel il nous a fallu nous arrêter à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie l'ambassadeur Vejvoda de sa déclaration et de ses aimables paroles à l'adresse de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka, l'ambassadeur Rodrigo.

M. RODRIGO (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Je voudrais dire tout d'abord combien la délégation sri-lankaise est satisfaite de voir le représentant de l'Inde voisine présider ce mois-ci la Conférence du désarmement. Des liens séculaires unissent Sri Lanka et l'Inde, qui ont

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

survécu à toutes les vicissitudes de l'histoire. Vos qualités personnelles, Monsieur le Président, votre vaste et riche expérience des questions de désarmement et de la diplomatie multilatérale sont trop connues pour que j'y revienne. Nous n'avons aucun doute que les travaux de la Conférence du désarmement gagneront beaucoup à être dirigés par vous.

Ma délégation voudrait aussi exprimer sa gratitude à votre prédécesseur, l'ambassadeur Dávid Meiszter de la Hongrie, qui a si excellemment conduit les travaux de la Conférence du désarmement pendant une période importante. Nous lui adressons nos voeux les plus chaleureux de réussite dans ses futures fonctions. Il nous manquera, comme nous manquent l'ambassadeur Tin Tun de la Birmanie et l'ambassadeur Mansur Ahmad du Pakistan, qui a joué un rôle de premier plan à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Ma délégation tient aussi à accueillir l'ambassadeur Rivero du Pérou, l'ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'ambassadeur Ruoro du Kenya, et un vieil et cher ami, l'ambassadeur Loeis de l'Indonésie.

Le ler juillet 1988 a marqué le vingtième anniversaire de la signature de cet instrument historique qu'est le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont devenus parties à ce Traité, y compris Sri Lanka, l'ont fait dans la ferme conviction qu'il contribuerait à assurer la paix et la sécurité internationales. Comme le Ministre sri-lankais des affaires étrangères l'a déclaré à l'occasion de la célébration du 20ème anniversaire, nous espérions aussi que le Traité constituerait un premier pas sur la voie du désarmement nucléaire. La nature essentiellement multilatérale des obligations contractées aux termes du TNP fait qu'il est évident que la revitalisation du processus de désarmement multilatéral dans des domaines de préoccupations clés pour tous les pays contribuerait pour beaucoup au succès de l'important examen du TNP qui aura lieu en 1995.

Près de quatre semaines se sont écoulées depuis la clôture de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Nous continuons à dresser le bilan de cette session, ce qui témoigne à la fois de sa nature complexe et de l'énorme intérêt qu'elle a suscité, et qu'elle suscite encore, quant à l'avenir du processus multilatéral de désarmement, dont l'Organisation des Nations Unies offre un exemple. Les observations dont je désire vous faire part pourraient servir en partie d'épilogue à la troisième session extraordinaire et en partie de préface aux sessions extraordinaires à venir. Je suis heureux de constater que personne, ou presque, ne voit dans l'analyse en cours une autopsie ; le débat et les négociations sur le désarmement menés au niveau multilatéral n'ont rien perdu de leur vitalité et l'absence à New York d'un document final reflétant un consensus signifie avant tout que les négociateurs ont manqué de temps et que le processus doit se poursuivre.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

La Conférence du désarmement possède une dynamique de négociation indépendante et que régissent ses propres procédures. Il existe néanmoins une relation importante entre la session extraordinaire et cet organe. Sur un plan purement formel, cette relation est plutôt évidente, puisque la structure de représentation et la composition actuelles de la Conférence sont issues de la première session extraordinaire. Sur un autre plan, étant donné le haut niveau de la représentation politique et la participation quasi universelle à la session, la Conférence du désarmement devra assurément être sensible au pouls des travaux, tenir compte de l'orientation qui s'en est dégagée.

L'évolution spectaculaire de la situation au cours des quelque 12 derniers mois, en particulier la signature du Traité FNI, la réunion au sommet de Moscou et l'amélioration des relations entre les deux grandes puissances qui, et c'est d'une importance capitale, prennent de plus en plus conscience que la paix et la sécurité internationales sont mieux assurées par le désarmement que par les armements, tout cela a profondément influé sur la session extraordinaire. Les opinions peuvent différer, bien sûr, quant à la métaphore qu'il conviendrait d'employer pour décrire cette influence : jette-t-elle des ombres ou répand-elle la lumière ? Ce qui compte, toutefois, c'est que la session extraordinaire s'est penchée avec beaucoup d'attention sur le contexte international entourant la question du désarmement. A vrai dire, ce sont les potentialités et les promesses que recèlent les derniers progrès accomplis sur le plan bilatéral dans le domaine du désarmement qui, pratiquement, ont occupé la première place. Il est pourtant apparu clairement à beaucoup de participants que si ces tendances positives récentes étaient une raison d'espérer, il y avait encore de nombreux sujets de préoccupation. Le danger d'une guerre nucléaire exterminatrice n'a pas été écarté et les essais nucléaires continuent, la course aux armements se poursuit avec des apports techniques et des perfectionnements qui transforment radicalement la nature et la puissance meurtrière des armes non nucléaires, on n'a pas accordé l'attention qu'elles méritaient aux menaces d'ordre politique, économique, et autres menaces non militaires pesant sur la sécurité internationale et régionale.

Pourtant, une vérité première s'est imposée, je crois, qui, et l'on peut s'en réjouir, a été énoncée en des termes acceptables à tous les membres du Comité plénier :

> "Vu l'interdépendance des éléments de la vie sur notre planète, il est impératif d'assurer une coopération multilatérale en vue de résoudre les problèmes internationaux."

Appréhender la situation internationale dans sa réalité totale pour parvenir à une entente sur l'orientation future des négociations concernant le désarmement, sur les domaines qui se prêtent aux négociations multilatérales et sur le rythme et la portée de ces négociations, tel était en dernière analyse le défi redoutable que la troisième session extraordinaire, en tant

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

que successeur de la première, se devait de relever. L'absence de document final ne doit pas être le seul critère retenu pour juger du succès ou de l'échec de cet effort. Partant du consensus historique dont le Document final de la première session extraordinaire est le fruit, les délibérations de la troisième session se sont orientées dans plusieurs directions. Les débats se sont poursuivis sur les questions de désarmement traitées dans ce document. De nouvelles tendances se sont dégagées et de nombreuses propositions nouvelles ont été présentées.

Le projet de texte présenté au Comité plénier par le président Mansur Ahmad du Pakistan, qui portait la marque de la compétence, du sens de l'équilibre et des capacités de jugement de son auteur, a été considéré comme une bonne synthèse de ce qu'on a qualifié comme étant les vues modérées qui se sont exprimées au sein des trois groupes de travail, ainsi que des opinions qui ne se sont pas trouvées reflétées dans les rapports des présidents de ces groupes. Par exemple, la question de la création de zones de paix dans différentes parties du monde, dont l'océan Indien, que n'avait pas mentionnée le rapport du président du Groupe de travail II, a été traitée dans le document de M. Ahmad. En conséquence, ce texte a servi de facto de base pour les très nombreuses rencontres entre négociateurs qui ont eu lieu au cours de la session extraordinaire; s'il est vrai que le déroulement des travaux reposait sur le principe que rien n'est convenu tant qu'il n'est pas convenu de tout, il ne faut pas pour autant perdre tout le bénéfice de la convergence de vues tout à fait préliminaire qui s'est dégagée sur des questions particulières au cours de ces rencontres.

Les rencontres entre négociateurs au cours de la session sont essentiellement de quatre types. Les rencontres du premier type sont celles qui ont abouti à l'adoption de textes provisoires sur des questions comme celles de la vérification, des armes chimiques, de la non-prolifération, des techniques nouvelles, ou des mesures propres à renforcer la confiance. De même, on s'est aussi entendu sur certains aspects des mécanismes de désarmement qui relèvent de l'Assemblée générale et de la Première Commission, de la Conférence du désarmement, de la Commission du désarmement et d'autres organes et institutions subsidiaires. Ces accords contiennent d'importantes conclusions qui sont le produit de négociations serrées; il ne faudrait donc pas qu'il y ait de recul à cet égard.

Les rencontres du deuxième type sont celles qui ont donné lieu à des solides échanges au sein des instances de la session à composition non limitée et au cours de nombreux débats bilatéraux officieux, et autres, et qui auraient vraisemblablement pu aboutir à des accords si l'on avait disposé de plus de temps et injecté une dose additionnelle de courage politique. Ma délégation estime que les sections concernant les zones de paix et diverses initiatives spécifiques offrent l'exemple de négociations de ce type.

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

Il y a eu aussi les rencontres du troisième type, qui n'étaient pas réellement des rencontres dans la mesure où certaines questions n'ont pas été débattues au sein du Comité plénier faute de temps ou en raison d'autresdifficultés. On en trouvera des exemples dans les passages du texte de l'ambassadeur Ahmad se rapportant à la capacité nucléaire d'Israël et de l'Afrique du Sud.

Enfin, il reste les rencontres du quatrième type, malheureusement caractérisées par un manque de souplesse, faisant qu'il semblait impossible de parvenir à un consensus. Ainsi, les délégations n'ont pas pu s'entendre sur l'inclusion de certaines questions telles que la course aux armements navals. C'est tout particulièrement dans ces domaines controversés qu'il conviendrait à l'avenir d'encourager l'exposé complet des diverses positions afin de trouver les points de convergence possibles et de déceler les divergences.

Les différents types de rencontres qui ont eu lieu au cours de la session sont révélateurs de la complexité des questions étudiées. Ils ont également mis en évidence certaines positions nationales tranchées qui ne céderaient pas aux sollicitations internationales. Pourtant, soucieuses de parvenir à un consensus, certaines délégations ont accepté d'importants compromis sur des positions jusqu'alors très fermement défendues. A l'évidence, certaines ont fait des sacrifices plus grands que d'autres pour satisfaire le grand dieu du Consensus. Même en pareils cas, et lorsque le débat n'aboutissait qu'à de décourageantes impasses, le processus a néanmoins fourni de précieuses indications non seulement sur les positions individuelles, mais aussi sur l'influence considérable que l'opinion internationale exerce en faveur d'une action multilatérale négociée portant, par exemple, sur des domaines comme celui de l'espace qui a été le théâtre d'une grande activité depuis la dernière session extraordinaire. Les tensions contradictoires entre des intérêts de sécurité nationale intensément perçus, d'une part, et ce que d'autres estimaient être des impératifs mondiaux, plus larges et plus valables, d'autre part, non pas toujours été conciliées.

Plus que tout, ces rencontres ont fait ressortir la conviction, partagée, je crois, par toutes les délégations, que le désarmement est un processus qui concerne la communauté internationale tout entière, mais, malheureusement, le corollaire logique de cette proposition n'a pas été pleinement tiré, à savoir qu'il convenait d'aborder systématiquement, dans une optique multilatérale, toutes les questions de désarmement où il y allait des intérêts, voire de la survie du genre humain.

Nul ne peut nier que la troisième session extraordinaire a été décevante et même, à de nombreux égards, décourageante, surtout si on la mesure à l'aune de la première session extraordinaire, dont le document final demeure, dans l'esprit de ma délégation, l'expression la plus complète de l'engagement pris par la communauté internationale de réaliser systématiquemen tous les objectifs d'un désarmement général et complet. Le mois dernier, dans les

(M. Rodrigo, Sri Lanka)

couloirs de l'Organisation des Nations Unies à New York, un esprit cynique a déclaré ce document "idéaliste", laissant entendre par cette pointe d'ironie que le résultat final de la troisième session extraordinaire en tant qu'exercice de désarmement multilatéral tenait du monde réel, ce qui n'était pas le cas du document final de 1978. M. Brian Urquhart, qui a été secrétaire général adjoint et dont la carrière à l'Organisation des Nations Unies s'est étendue sur les 40 premières années d'existence de celle-ci, a écrit, nullement ébranlé par sa longue expérience du multilatéralisme, que "l'idéalisme qui est une distillation de l'expérience humaine est une attitude beaucoup plus réaliste que le cynisme ou le défaitisme."

Une démarche concertée, fondée sur une sobre acceptation de l'interdépendance mondiale et suivie d'une façon qui reconnaît véritablement l'égalité souveraine de tous les Etats est l'approche la plus réaliste à adopter dans la quête qui est la nôtre de la paix et de la sécurité. Cette approche, les pays non alignés la préconisent depuis leur tout premier sommet, tenu à Belgrade en 1961. Conjuguée à un refus d'adhérer à l'une ou à l'autre des deux alliances militaires antagoniques, elle a longtemps été considérée comme utopique, impraticable et même immorale. Le temps a cependant prouvé la justesse de cette position fondamentale des pays non alignés, à savoir que la paix internationale ne peut être fondée de manière durable sur la puissance militaire, qu'elle se déploie unilatéralement ou dans le cadre de pactes.

Dans le langage du désarmement et des Nations Unies, le terme de "multilatéralisme" a fini par prendre un certain sens, lourd de connotations, et il s'entend malheureusement parfois comme un antonyme de "bilatéralisme". On ne peut que le regretter parce que cette interprétation tend à masquer le fait que multilatéralisme est en réalité synonyme de coopération internationale. Il n'y a rien de contradictoire entre les approches multilatérale et bilatérale à moins que les mesures bilatérales ne soient appliquées aveuglément, dans une indifférence totale aux impératifs de l'interdépendance mondiale, et que la diplomatie multilatérale refuse de s'instruire courageusement des réalités internationales.

A la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, les deux approches n'ont peut-être pas toujours été parfaitement synchronisées, sans pour autant, je crois, s'être opposées. Chacune cherchait peut-être, avec sérieux, à s'accommoder de l'autre. Cette rencontre salutaire devrait se poursuivre. La troisième session extraordinaire consacrée au désarmement a donc eu son utilité.

Le PRESIDENT : Je remercie l'ambassadeur Rodrigo de sa déclaration et de ses mots aimables à l'adresse de la présidence. Je ne vois pas d'autre délégation qui veuille prendre la parole.

Le secrétariat a distribué aujourd'hui un document officieux contenant le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine à venir. Ce calendrier n'est présenté qu'à titre indicatif et

(Le Président)

peut être modifié. Je tiens à dire que, conformément à la décision de la Conférence à sa séance plénière de jeudi dernier, des dispositions ont été prises pour tenir deux réunions officieuses après les séances plénières de mardi et de jeudi. Nous y discuterons de tous les aspects de la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement. Il est entendu que si nous parvenions mardi, dans le temps qui nous est imparti, à épuiser le sujet, la réunion de jeudi serait annulée. Je voudrais aussi noter qu'il ne s'agit là que d'une première série de discussions et que l'examen du sujet se poursuivra en août.

S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : L'ordre du jour étant épuisé, je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 26 juillet, à 10 heures. Avant de lever la séance, j'ai à annoncer que le Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires se réunira immédiatement après la plénière.

La séance est levée à 10 h 55.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.468
26 juillet 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA 468ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 26 juillet 1988, à 10 heures

Président : M. Jaskaran Singh Teja (Inde)

GE.88-63828/3429n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 468ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence continue cette semaine d'examiner le point 1 de son ordre du jour, intitulé "Interdiction des essais nucléaires", ainsi que le point 2 intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Cependant, comme il est prévu à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants du Canada et du Pérou. Avant de donner la parole au premier orateur, je voudrais, en votre nom à tous, souhaiter cordialement la bienvenue aux parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale, dont la présence parmi vous ce matin témoigne du vif intérêt qu'ils portent aux travaux de la Conférence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de Montigny Marchand, du Canada.

M. de MONTIGNY MARCHAND (Canada) : Mon intervention d'aujourd'hui sera consacrée au point 5 de l'ordre du jour de la Conférence, c'est-à-dire la "Prévention d'une course aux armements dans l'espace". J'ai l'intention, dans d'autres interventions que je ferai ultérieurement, de parler de deux autres grandes questions prioritaires pour le Canada : les armes chimiques et l'interdiction des essais nucléaires.

Prenant la parole pour la première fois en séance plénière depuis la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, je ne puis vous cacher combien je suis déçu que cette dernière ait pris fin sans que les participants aient pu aboutir à un accord sur un document final solide. Néanmoins, comme nombre de ceux qui ont parlé avant moi de cette question, plutôt que d'imputer la faute à tel ou tel participant, je crois que nous devons, à cette conférence, bâtir sur le terrain d'entente qui s'est dégagé durant les délibérations à cette session et poursuivre le dialogue dans les domaines où il existe encore des divergences.

Le consensus naissant, issue de cette troisième session extraordinaire, a confirmé l'importance et l'urgence de prévenir une course aux armements dans l'espace. Aussi les participants ont-ils demandé instamment à la Conférence du désarmement d'intensifier ses efforts dans ce domaine. Il était également fait état dans le projet de document de la contribution appréciable que serait le succès des négociations américano-soviétiques pour la réalisation de notre objectif commun, à savoir la prévention d'une course aux armements. Le Gouvernement canadien est tout à fait d'accord avec cette analyse qui reconnaît l'importance de la tâche qui nous attend et donne sa juste mesure à la dimension bilatérale.

Malgré cela, il est clair que la dimension multilatérale du contrôle des armements dans l'espace prend et continuera de prendre de plus en plus d'importance. C'est là, comme il se doit, un fait implicitement reconnu dans le projet de document de la session extraordinaire, où il est demandé à tous les Etats de contribuer activement à la poursuite de l'objectif qu'est l'utilisation pacifique de l'espace. Compte tenu des possibilités d'une course aux armements dans l'espace, du plus grand nombre de pays ayant des intérêts et des capacités substantiels dans l'espace, enfin compte tenu de

(M. de Montigny Marchand, Canada)

la multiplication constante des activités dans l'espace, le Gouvernement canadien estime juste que cette dimension soit appelée à prendre et prenne en fait une importance de plus en plus grande.

Cela dit, il est clair que si la dimension multilatérale doit prendre plus d'importance, la Conférence du désarmement devra jouer un rôle plus significatif dans la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Pour qu'il en soit ainsi nous devons nous fonder sur quatre considérations importantes : premièrement, nous devons prendre extrêmement soin de renforcer la stabilité et de ne pas y porter atteinte; deuxièmement, nos négociations doivent compléter, au sens le plus strict du terme, celles que mènent actuellement les deux grandes puissances spatiales; troisièmement, nous devons reconnaître que l'espace fait déjà l'objet de mesures de prohibition et de protection considérables et que nous devons partir de cette base; enfin, quatrièmement, nous ne devons pas confondre ou perdre de vue la répartition très utile et pratique du travail établie entre la Conférence du désarmement et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU.

Il est relativement facile de trouver un point de départ. Le reste est nettement plus difficile. La prévention d'une course aux armements dans l'espace réclame évidemment un effort important tant pour définir ce que sont les armes spatiales que pour définir les activités légitimes dans l'espace. Chacun d'entre nous se rend compte de la complexité déconcertante des problèmes que posent l'emplacement des armes dans l'espace et le déploiement sur terre d'armes capables d'attaquer des objets dans l'espace. Nous savons tous également combien il est difficile de définir les types d'activités militaires qui peuvent ou ne peuvent être légitimement menées dans l'espace.

Le fait que cette tâche soit difficile et complexe ne signifie pas que nous devions nous y soustraire, mais plutôt que nous devons peut-être nous concentrer davantage sur les mesures qui pourraient constituer un point de départ pour l'établissement d'un régime international approprié.

On pourrait se contenter d'affirmer qu'il faut à ces questions des solutions globales et non un traitement partiel et à la pièce. Quant à nous, nous pourrions accepter des mesures progressives pourvu qu'elles soient pleinement compatibles avec le régime existant et à venir et pourvu qu'on puisse effectivement vérifier l'accomplissement des obligations légales qu'elles créeraient.

Nous croyons, aussi, comme la délégation australienne l'a noté l'an dernier, que ces objectifs ne seront finalement atteints que dans la mesure où les Etats donneront à leurs activités spatiales toute la transparence requise. En effet, nous devons tous bien réaliser qu'à moins d'accomplir des progrès appréciables vers une transparence accrue en ces matières, nos chances de jamais en arriver à négocier un régime global prévenant la course aux armements dans l'espace sont passablement minces.

(M. de Montigny Marchand, Canada)

Un domaine susceptible de fournir des gains pratiques en matière de transparence accrue serait l'échange multilatéral de renseignements sur les fonctions militaires des objets spatiaux. La Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace offre des possibilités réelles d'améliorer nos comportements collectifs pour autant que l'on décide d'en mieux observer les prescriptions et surtout l'esprit. En particulier, l'article IV stipule au paragraphe 1 (E) que chaque Etat doit fournir au Secrétaire général l'information relative aux fonctions générales de l'objet spatial inscrit à son registre national.

Tout d'abord, il faut noter que la Convention sur l'immatriculation n'est pas principalement un accord de limitation des armements ou un traité de désarmement. De plus, il faut noter que le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, qui a aussi été négocié au sein du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, est en partie sans aucun doute une mesure de contrôle des armements. Il est évident que c'est la lettre et non pas la provenance de l'accord qui doit refléter ses buts et ses fonctions.

Comme on l'a déjà noté, l'article IV de la Convention de 1975 exige, entre autres, que chaque Etat fournisse des informations concernant la fonction générale de l'objet spatial avant de procéder ou de faire procéder à son lancement. Jusqu'à maintenant, les descriptions fournies à ce titre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ont été extrêmement vagues. En fait, comme l'ont fait remarquer le Royaume-Uni et le Canada à la Conférence de 1985, jamais un seul objet spatial dont le lancement avait été enregistré n'a été décrit comme ayant une fonction militaire, en dépit du fait que, au bas mot, plus de la moitié de tous les lancements effectués dans l'espace l'aient été avant tout à des fins militaires. Nous reconnaissons qu'il est parfois nécessaire, pour des raisons de sécurité nationale, de limiter l'étendue et l'à-propos de l'information fournie relativement aux activités militaires dans l'espace (encore ce point mériterait-il peut-être d'être examiné); nous ne croyons pas cependant que l'on doive aller jusqu'à refuser de décrire les objets spatiaux comme ayant des fonctions militaires. Dans ce cas encore, il s'agit de se servir des éléments du régime juridique existant applicable à l'espace pour renforcer la confiance et accroître vraiment la transparence.

Ce que nous proposons donc c'est que les Etats parties à la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique prennent plus au sérieux leurs responsabilités en matière de notification et ne se contentent pas de révéler, ainsi qu'ils y sont obligés, la fonction générale des objets spatiaux, mais fournissent des informations plus détaillées et pertinentes sur la fonction d'un satellite, notamment qu'ils précisent si le satellite en question remplit une mission civile ou militaire, ou les deux. Ce que nous proposons en fait, c'est de renforcer l'application de la Convention aux fins du contrôle des armements.

(M. de Montigny Marchand, Canada)

En supposant que les Etats parties à la Convention parviennent à s'entendre et acceptent à l'avenir de fournir systématiquement, au moment de l'immatriculation, des renseignements sur la fonction civile ou militaire d'un objet spatial, les puissances spatiales qui ne sont pas parties à la Convention pourront alors se soumettre à la résolution de l'Assemblée générale 1721 (XVl) de 1961, qui demande à tous les Etats de fournir des renseignements sur leurs objets spatiaux.

Peut-être convient-il à ce stade de demander aux membres de cette Conférence, qui ont lancé des objets spatiaux et qui ne sont pas parties à la Convention, ou qui sont parties à la Convention mais ou bien n'ont pas immatriculé leurs objets spatiaux ou bien ont attendu plusieurs années avant de le faire, selon le cas, soit de devenir partie à la Convention, soit de mieux observer l'esprit de ses dispositions.

Cela serait évidemment un très petit progrès vers une transparence et une ouverture plus grandes. Il faudrait aussi examiner la façon d'y parvenir. Peut-être devrions-nous nous rallier à la proposition faite en 1987 par la délégation de la République fédérale d'Allemagne, qui suggérait d'unir nos efforts à ceux d'autres forums qui ont les connaissances juridiques nécessaires.

Renforcer l'application de la Convention sur l'immatriculation pourrait même ouvrir la voie à l'établissement d'un code de conduite applicable à l'espace, tel que préconisé par la France, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne à la Conférence du désarmement en 1985. Cela pourrait aussi permettre de faire avancer les propositions concernant l'immunité juridique des satellites. A cet égard, nous avons noté avec grand intérêt que le Ministre des affaires étrangères de la France, M. Dumas, a demandé instamment, à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, que la Conférence du désarmement se penche sérieusement sur plusieurs questions, notamment le renforcement du système de notification établi par la Convention de 1975, et l'élaboration d'un code de bonne conduite dans l'espace. L'important à notre avis est de bien comprendre que, si cette Conférence continue à travailler dans l'espoir qu'elle peut, d'un seul coup, mettre en place un accord global pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace, elle n'accomplira jamais rien. Il nous faut pourtant commencer quelque part. L'élaboration de mesures de confiance, même modestes, serait sûrement un bon point de départ.

Pour passer à un autre sujet, la distribution des recueils à cette Conférence ne peut être considérée comme une mesure de confiance. Toutefois, les réactions d'autres délégations ici présentes nous ont amenés à croire, au fil des ans, que le recueil dressé par la Direction du contrôle des armements et du désarmement du Ministère des affaires extérieures du Canada a été extrêmement utile à ce Comité et à la Conférence en général. Nous avons demandé au secrétariat de faire circuler les recueils des années 1986 et 1987. Ils ont été transmis aux délégations le 23 mai 1988, sous la cote CD/OS/WP.23. J'espère que, d'une certaine manière, ils contribueront un tant soit peu à faire avancer les travaux de ce Comité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration l'Ambassadeur de Montigny Marchand. Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Pérou, l'Ambassadeur de Rivero.

M. de RIVERO (Pérou) (traduit de l'espagnol) : Je crois que le hasard fait bien les choses puisque, pour ma première intervention en séance plénière de la Conférence du désarmement, c'est vous, Monsieur le Président, qui dirigez nos travaux. Ceux d'entre nous qui avons eu l'occasion de vous connaître sommes convaincus des avantages que nous vaudront vos talents et votre expérience dans la recherche de possibilités nouvelles en faveur du désarmement.

Ma délégation voudrait s'associer aux chaleureuses félicitations qui ont été adressées aux distingués Ambassadeurs de la Birmanie, de la Hongrie et du Pakistan, dont le départ laisse un vide sensible dans cette instance unique de négociation multilatérale, mais dont l'oeuvre accomplie sollicite notre mémoire et notre sympathie.

Je tiens également à exprimer mes souhaits cordiaux de bienvenue aux distingués Ambassadeurs de la Bulgarie, de l'Indonésie et du Kenya. Je voudrais dire en même temps combien j'apprécie l'accueil généreux que m'ont réservé les distingués orateurs qui m'ont précédé en soulignant que je serai toujours prêt à coopérer de mon mieux au succès de notre tâche.

Je voudrais axer mes premières remarques sur la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il est évident que de grands espoirs et un optimisme inévitable ont régné au début dans certains milieux, bien que nous ayons eu tous conscience que cette session n'était pas suffisamment préparée et ne disposait pas non plus du temps nécessaire pour être couronnée de succès. Soit il y a eu un excès de confiance, soit on a cru possible d'obtenir beaucoup avec si peu de temps et de préparatifs. La dure réalité nous a tirés de ce mirage : la troisième session extraordinaire n'a pas permis d'atteindre les objectifs fixés. Quels que soient les termes employés - échec, manque de consensus ou nouvelle frustration -, il est certain que la session n'a pas abouti à une heureuse issue.

Il n'y a pas lieu de sombrer dans des reproches stériles ou des lamentations intempestives. Ma délégation estime plutôt que, même si les espoirs ont été déçus, la leçon à tirer pour tous est que le désarmement doit être le fruit du réalisme et de la persévérance. La tâche est immense et difficile. Il ne s'agit de rien de moins que de convaincre les grandes puissances qu'elles doivent abandonner, à l'ère nucléaire, la politique de la force pour adopter une politique de coopération et d'interdépendance. En d'autres termes, passer de la bilatéralité à la multilatéralité dans le processus de désarmement et dans la manière d'aborder la sécurité internationale.

Après le marasme et le pessimisme dont ont souffert dans le passé les discussions sur le désarmement à la suite de la confrontation idéologique et politique entre les superpuissances, la détente récente, le climat propice des rencontres au sommet et l'entrée en vigueur du Traité FNI ont incité de nombreux enthousiastes et optimistes excessifs à croire que ces faits nouveaux

(M. de Rivero, Pérou)

avaient créé un espace politique suffisant pour assurer le succès de la session extraordinaire. Tel n'a pas été le cas. Cette session a malheureusement été un vain effort en vue d'obtenir des résultats concrets dans le processus multilatéral du désarmement.

En résumé, nous nous trouverions devant un paradoxe. Durant ces dernières années, la confrontation entre les blocs n'a pas été propice à l'adoption de nouvelles mesures concrètes de désarmement au sein des Nations Unies, et il semblerait maintenant que les prémices de la détente ne le soient pas non plus. Face à cette situation, on pourrait peut-être citer un vieux proverbe africain qui dit : "Quand les éléphants se battent, l'herbe est détruite, et quand ils s'accouplent, elle l'est aussi."

Quoi qu'il en soit, l'issue de la troisième session extraordinaire a montré que les négociations bilatérales et les négociations multilatérales ne se déroulaient pas sur le même plan ni au même rythme. En fait, il faut qu'elles soient convergentes et complémentaires et qu'elles puissent s'influencer à un moment donné. Mais nous devons reconnaître que les deux processus répondent à une dynamique qui leur est propre. D'où notre intérêt à éviter que les négociations bilatérales asphyxient ou infléchissent les démarches multilatérales en faveur du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Des pessimistes ont cru voir dans l'impasse de la troisième session extraordinaire un nouvel épisode, peut-être dramatique, de la crise du multilatéralisme. Même s'ils ont raison en ce qui concerne la très grande complexité à laquelle se heurte l'harmonisation des différents points de vue entre Etats souverains, il semble exagéré d'en inférer que tout est perdu ou sur le point de l'être. La réalité, comme toujours, nous offre un tableau moins pessimiste, que l'on pourrait même qualifier d'encourageant. Le désarmement ne naîtra pas d'une décision altruiste, ni du jour au lendemain. Il faudra procéder par étapes, et les pas à accomplir ne seront pas toujours tous dirigés en avant. Assurément, le fiasco de la troisième session extraordinaire a fait perdre une occasion à la communauté internationale. Si elle n'a certes pas gagné, elle a en revanche perdu quelque chose. Cependant, cette perte n'est pas irréparable du fait même que personne n'escomptait une victoire majeure et définitive sur la course aux armements.

Si nous voulons regarder le côté positif de cette occasion manquée, la morale essentielle de la troisième session extraordinaire est peut-être qu'il nous faut mesurer nos espoirs, mieux graduer nos objectifs et mieux nous préparer. Quoi qu'il en soit, il nous incombe de poursuivre cet effort et de faire naître une nouvelle possibilité de nous prouver à nous-mêmes que rien n'est perdu quand existe la volonté de modifier le cours des choses.

Cette année-ci est celle des anniversaires. Le 1er juillet, il y a eu vingt ans que s'ouvrait à la signature le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et le 5 août, vingt-cinq ans se seront écoulés depuis

(M. de Rivero, Pérou)

l'ouverture à la signature du Traité sur l'interdiction partielle des essais. Bien que ces deux instruments répondent à des objectifs différents, il existe entre eux une relation infrangible née de leur conséquence indéniable pour l'arrêt de la course aux armements.

Le Traité sur la non-prolifération a fait l'objet de nombreuses critiques, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit là du premier instrument multilatéral jouissant du plus large appui international. Par ailleurs, dans la mesure où l'article VI est pleinement appliqué, ce traité est indissociable du désarmement nucléaire et constitue le point de référence du processus général du désarmement. Dans deux ans se tiendra la quatrième Conférence des parties chargée de son examen. Mon pays se propose d'y participer activement et a décidé en conséquence d'appuyer l'initiative des Etats-Unis visant à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale une question intitulée "Application des conclusions de la troisième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et création d'un comité préparatoire pour la quatrième conférence".

Par ailleurs, le Traité de 1963 est également un instrument multilatéral qui n'a pas été pleinement mis en oeuvre dans la mesure où ne se sont pas concrétisées les négociations multilatérales sur l'arrêt total des essais dont il est question au paragraphe 1 b) de l'article I. Le dernier mot n'a toutefois pas été dit, et il est certain que si la Conférence du désarmement est habilitée à créer le comité spécial approprié doté d'un mandat de négociation, il reste l'option de l'amendement qu'offre le Traité de 1963 et à laquelle les Etats dépositaires ne pourraient se soustraire s'ils respectent les dispositions stipulées.

L'une des tâches prioritaires de la Conférence du désarmement est d'avancer résolument sur la voie d'un accord prévoyant l'interdiction et la destruction totale des armes chimiques. A cet égard, ma délégation se félicite de la proposition formulée à la troisième session extraordinaire par le Ministre des affaires extérieures de la Yougoslavie et réitérée la semaine passée par le distingué représentant de ce pays à la Conférence du désarmement, qui vise à convoquer une conférence spéciale des Nations Unies pour l'adoption de la convention sur l'interdiction totale des armes chimiques et sur leur destruction. Cette démarche correspond dans une large mesure à celle qu'a proposée ma délégation le 6 août 1987 et vise à consolider les efforts qui ont été déployés pendant de longues années au sein de notre organe.

La doctrine de la maîtrise des armements, ou de l'arms control, ne peut continuer à se traduire par des avantages pour les superpuissances ou pour les grands blocs militaires. La convention qui est actuellement négociée au Comité spécial des armes chimiques doit être symétrique, non discriminatoire et compensatoire. Le renoncement des Etats qui n'ont pas d'armes chimiques ne peut être un chèque en blanc si les Etats qui en possèdent se réservent certains droits qui peuvent légitimer plus tard leur situation actuelle. D'où la nécessité de la participation solidaire de tous les Etats de la communauté

(M. de Rivero, Pérou)

internationale pour garantir l'application intégrale d'un compromis authentique en matière de désarmement.

Je voudrais enfin déclarer que le Gouvernement péruvien, épousant pleinement la cause du désarmement et fidèle à son attachement historique à la paix et à la coopération internationale, a décidé de créer une délégation spéciale en vue de participer activement aux travaux de cette instance exclusive de négociation multilatérale. Soyez sûr que l'appui de la délégation spéciale du Pérou sera constructif et aura pour unique dessein de contribuer à la poursuite du désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur de Rivero pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence.

Je constate qu'il n'y a pas d'autres délégations qui souhaiteraient intervenir. Avant de lever la séance, je voudrais noter que, comme convenu, une réunion officieuse se tiendra après la séance plénière pour examiner tous les aspects de la question concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 28 juillet, à 10 heures.

La séance est levée à 10 h 45.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.469
28 juillet 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 28 juillet 1988, à 10 heures

Président : M. Jaskaran Singh Teja (Inde)

GE.88-63690/3000N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 469ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence continue cette semaine à examiner les points 1, "Interdiction des essais nucléaires", et 2, "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Toutefois, en vertu de l'article 30 du Règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient pourront soulever toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits aujourd'hui sur la liste des orateurs les distingués représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la Pologne, de la Mongolie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Puisque c'est la première fois ce mois-ci que j'ai l'occasion de faire une déclaration préparée, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, de même que la délégation indienne, pour la manière remarquable dont vous avez dirigé les travaux de la Conférence durant le mois de juillet.

Notre délégation adresse aussi tous ses voeux aux autres représentants qui nous quittent ou qui sont partis récemment : l'Ambassadeur Ahmad du Pakistan, qui a travaillé si longtemps et patiemment ici à Genève et à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, l'Ambassadeur Tellalov de la Bulgarie, l'Ambassadeur U Tin Tun de la Birmanie, l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, qui a fait un si bon travail en tant que Président de la Conférence au mois d'avril, et l'Ambassadeur Tarmidzi de l'Indonésie. Nous souhaitons aussi la bienvenue aux nouveaux représentants qui se joignent à nous; l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie, l'Ambassadeur Ruoro du Kenya et l'Ambassadeur de Rivero du Pérou, et nous les assurons de notre coopération.

Je voudrais commencer aujourd'hui par présenter le document CD/839, qui contient le texte d'une déclaration du Président Reagan et d'une déclaration de l'Assistant du Président pour les relations avec la presse faites à la Maison-Blanche à l'occasion du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ces deux déclarations attestent de la grande importance que les Etats-Unis attachent au renforcement de la paix et de la stabilité internationales par la prévention de toute nouvelle dissémination des armes nucléaires. Comme le Président Reagan le note dans sa déclaration, "le Traité sur la non-prolifération est l'un des plus importants instruments dont dispose la communauté internationale" à cet effet.

Les Etats-Unis ont fait des efforts concertés pour réduire le risque de guerre nucléaire et atteindre les objectifs du Traité sur la non-prolifération, en particulier ceux de l'article 6, en procédant à des négociations sur le Traité FNI, maintenant couronnées de succès, et sur une réduction de 50 % des arsenaux stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Les Etats-Unis lancent un appel à tous les autres pays pour qu'ils participent à cet effort en adhérant au Traité sur la non-prolifération et, s'ils y sont déjà parties, en réaffirmant leur engagement à l'égard des objectifs de ce traité.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Je voudrais aussi présenter, en parallèle avec la délégation de l'Union soviétique, deux autres documents importants pour les travaux de la Conférence. Le premier, qui porte la cote CD/846, est la déclaration commune des Etats-Unis et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, publiée à l'issue de la réunion au sommet du Président Reagan et du Secrétaire général Gorbatchev à Moscou, du 29 mai au 1er juin 1988. Cette déclaration commune traite longuement des questions ayant trait à la limitation des armements, y compris les pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales, et des questions relatives aux armes chimiques sur lesquelles je reviendrai plus en détail dans un instant. Elle prend acte également de l'échange des instruments de ratification du Traité FNI, événement qui revêt une grande importance historique pour nous tous, puisque c'est la première fois qu'intervient un véritable désarmement nucléaire avec élimination de toute une catégorie d'armes nucléaires américaines et soviétiques. Les importantes dispositions de ce traité concernant l'inspection sont actuellement mises en oeuvre.

Le second document, qui porte la cote CD/847, contient le texte de l'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur les notifications des lancements de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles balistiques lancés par sous-marins, signé à Moscou le 31 mai 1988. Cet accord est la dernière mesure prise par les deux gouvernements pour réduire les risques de déclenchement d'une guerre nucléaire à la suite d'erreurs de calcul, de malentendus ou d'accidents. J'espère avoir davantage à dire, plus tard dans l'été, sur certaines questions relatives à la limitation des armements qui sont traitées dans cette déclaration commune, ainsi que sur l'Accord concernant les notifications des lancements.

A la clôture de la session de printemps de la Conférence du désarmement, j'avais consacré deux déclarations en plénière à l'état d'avancement des négociations sur les armes chimiques. Le 14 avril, j'avais fait quelques remarques sur les résultats obtenus jusqu'ici au cours de la session de 1988. Dans ma déclaration du 19 avril, je fondais des espoirs sur la reprise de la session cet été.

Je voudrais revenir aujourd'hui, sur l'importante question de l'interdiction des armes chimiques. Beaucoup de choses se sont passées depuis la dernière fois que j'ai abordé ce sujet à la Conférence.

A plusieurs reprises au cours des derniers mois, la question de l'interdiction des armes chimiques a été examinée bilatéralement au plus haut niveau par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Ainsi que je l'ai déjà mentionné, les dirigeants de ces deux pays ont eu des discussions importantes et de grande portée sur les questions relatives à la limitation des armements, y compris l'interdiction des armes chimiques. En outre, plusieurs réunions ont eu lieu à l'échelon ministériel.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Au sommet de Moscou, le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev ont réaffirmé l'importance des efforts déployés pour faire face, en tant que tâche qui reste urgente, au défi unique que présente l'interdiction des armes chimiques et pour conclure une convention efficace. Ils ont relevé les progrès déjà réalisés dans la négociation, et les problèmes complexes que soulève la surveillance efficace d'une interdiction globale des armes chimiques et de la non-utilisation de produits chimiques à double capacité pour fabriquer des armes chimiques. En outre, les deux dirigeants ont souligné les problèmes de la garantie d'une vérification efficace et de la non-diminution de la sécurité pour toutes les parties à la convention.

Les deux parties ont aussi reconnu qu'une plus grande ouverture de la part de tous les Etats revêtait une importance vitale car elle constituait l'un des moyens de renforcer la confiance et de consolider les fondements d'une convention efficace. Les dirigeants ont également souligné la nécessité d'une étroite coordination sur une base multilatérale afin de garantir que soient parties à la convention tous les Etats possédant des armes chimiques ou capables d'en fabriquer.

Je pense que c'est aussi l'opinion qui prévaut dans la communauté internationale. Au niveau multilatéral, un texte exprimant l'urgence persistante d'une interdiction des armes chimiques a été largement appuyé au cours de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, y compris par la délégation des Etats-Unis.

Tout cela est reflété dans les instructions données à notre délégation. S'il en va de même pour les autres délégations, alors je crois que les perspectives de progrès futurs sont bonnes.

Je voudrais parler maintenant de la substance des négociations et aborder en particulier trois questions essentielles mentionnées dans la Déclaration commune américano-soviétique :

- l'importance vitale d'une plus grande ouverture;

- le problème délicat de la surveillance efficace de l'industrie chimique;

- la nécessité d'assurer que seront parties à la Convention tous les Etats possédant des armes chimiques ou capables d'en fabriquer.

Les participants aux négociations reconnaissent de plus en plus qu'il est d'une importance vitale que tous les Etats fassent preuve d'une grande transparence en ce qui concerne leur capacité de fabriquer des armes chimiques et leur industrie chimique. La délégation des Etats-Unis a elle-même apporté des contributions majeures à cet égard. Par exemple, dans le document CD/711, présenté en juillet 1986, les Etats-Unis ont fourni des renseignements détaillés sur leurs stocks d'armes chimiques, y compris sur les lieux de stockage. En outre, dans le document CD/830, présenté en avril dernier, nous avons donné d'autres renseignements détaillés sur les armes chimiques elles-mêmes.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Aujourd'hui, la délégation des Etats-Unis franchit une nouvelle étape majeure vers une plus grande transparence. Nous avons entrepris de déclarer l'emplacement de chacune de nos installations de fabrication d'armes chimiques. Une carte indiquant l'emplacement de toutes ces installations est fournie dans le document de travail présenté aujourd'hui même, qui est intitulé "Destruction des installations de fabrication d'armes chimiques". Nous espérons que ce document contribuera à la fois à engendrer une plus grande confiance et à faciliter la négociation des dispositions pertinentes de la Convention.

La déclaration que nous faisons aujourd'hui est sans précédent. Aucun autre membre de la Conférence n'a fourni de renseignements sur ses installations de fabrication d'armes chimiques. Nous invitons instamment les autres pays possédant de telles installations à en déclarer l'emplacement et à indiquer dans les grandes lignes comment elles seraient détruites.

Ces derniers mois, la Conférence a accompli des progrès importants vers la solution de questions depuis longtemps en suspens en ce qui concerne les installations de fabrication d'armes chimiques. Nous sommes sur le point d'arriver à une définition concertée. Il a été décidé d'un commun accord que toutes ces installations devaient être détruites. On est déjà en train d'apporter les modifications correspondantes au projet de texte de la future convention.

Même si l'on est d'accord sur le fait que les installations de fabrication d'armes chimiques doivent être détruites, la Conférence n'a guère d'informations sur la manière dont cela se ferait. Cette question a déjà été soulevée cet été au sein du Groupe de travail B. Pour faciliter les négociations, notre document de travail décrit en termes généraux comment les Etats-Unis procéderont pour détruire leurs installations de fabrication.

Bien entendu, la transparence n'a pas été le monopole de quelques délégations. Nous sommes réconfortés de voir que l'idée d'un échange multilatéral de données a commencé à faire son chemin depuis un an ou deux. De nombreuses délégations ont fourni des renseignements pertinents, soit dans des déclarations en plénière, soit dans des documents de travail. De nouveaux renseignements seront sans nul doute fournis au cours des dernières semaines de cette session.

D'après ce que nous avons pu établir, une douzaine de membres de la Conférence n'ont pas encore indiqué s'ils possédaient ou non des armes chimiques. Nous les invitons instamment à le faire cet été.

Avant d'en finir avec la question de la transparence, j'aimerais émettre un discret avertissement. Les renseignements fournis à la Conférence ne pourront faciliter les négociations que s'ils sont véridiques. Des déclarations inexactes ne feront au contraire qu'ébranler la confiance et compliquer les efforts pour interdire les armes chimiques. Il nous semble malheureusement qu'il y a déjà eu des déclarations concernant la non-possession d'armes chimiques qui pourraient bien produire de tels effets.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Si graves que puissent être dès à présent les résultats de déclarations inexactes, elles risquent, après l'entrée en vigueur de la Convention, d'entraîner une série d'inspections par mise en demeure, avec toutes les conséquences politiques que cela entraînerait. Des déclarations véridiques sont essentielles pour l'ensemble du processus d'interdiction des armes chimiques.

La Conférence se débat déjà depuis quelque temps avec le problème délicat de la surveillance efficace de l'industrie chimique. Le rapport du Comité spécial des armes chimiques, publié à la fin du mois d'avril sous la cote CD/831, indique clairement que des progrès importants ont été accomplis. Toutefois, ce rapport fait apparaître tout aussi clairement qu'il reste un certain nombre de questions complexes et épineuses à résoudre. Cela nécessitera non seulement des approches créatives, mais aussi une compréhension approfondie de la situation de l'industrie chimique civile.

Notre délégation est convaincue que les représentants de l'industrie chimique peuvent apporter une contribution importante aux négociations. Cette conviction est née des contacts étroits et prolongés qui ont eu lieu entre nos négociateurs et décideurs politiques d'une part, et les représentants de l'industrie chimique américaine, d'autre part. Nous avons découvert que l'industrie aspire, comme nous, à une interdiction complète, effectivement vérifiable et véritablement globale des armes chimiques. Permettez-moi de citer une récente déclaration officielle de M. Robert Roland, président de la CMA, l'Association des fabricants américains de produits chimiques. Cette organisation regroupe des sociétés qui représentent au total plus de 95 % de la capacité de production chimique aux Etats-Unis.

Dans sa déclaration du 28 avril 1988, M. Roland a réclamé "un traité international fort et efficace" en vue d'interdire les armes chimiques. Il a souligné que les représentants de l'industrie chimique américaine, canadienne, japonaise et européenne travaillaient depuis plusieurs mois sur une série de recommandations qui, d'après la CMA, pourraient faciliter la conclusion d'un accord sur l'interdiction des armes chimiques. Lorsque ces recommandations auront été adoptées, a ajouté M. Roland, "elles seront envoyées à nos négociateurs avec un engagement de l'industrie de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour rendre un tel traité efficace".

Je voudrais noter aussi que le conseil d'administration de la CMA a récemment déclaré qu'il appuyait vigoureusement l'idée d'un traité sur les armes chimiques et a invité les industries chimiques de tous les pays à s'efforcer d'arriver à un consensus sur les questions techniques.

Notre conviction que l'industrie souhaite vivement faciliter les négociations a encore été renforcée lors des discussions informelles que nous avons eues avec ses représentants la semaine dernière, ici à Genève. Les échanges sérieux et constructifs qui ont eu lieu entre les négociateurs et les experts de l'industrie sont pour nous très encourageants. Ils ont fait ressortir clairement la nécessité d'accorder davantage d'attention aux dispositions relatives à la protection des informations industrielles

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

confidentielles et de préciser explicitement quels types d'informations devraient être considérés comme confidentiels. Nous exprimons nos remerciements aux représentants de l'industrie qui sont venus ici à Genève et à ceux qui ont organisé ces discussions. Leurs compétences techniques et leur expérience pratique sont très précieuses pour résoudre les multiples problèmes dont ils s'accordent à reconnaître avec nous l'existence et qui sont abordés dans les discussions.

Un autre point positif est la proposition de travailler sur le plan multilatéral à la mise au point et à l'expérimentation de procédures pour la conduite des inspections des installations de l'industrie chimique. A l'origine, ma délégation avait réservé sa position sur cette proposition en attendant qu'elle soit davantage développée. Compte tenu des précisions fournies par la délégation soviétique, les Etats-Unis approuvent l'idée d'une telle expérience multilatérale et sont prêts à y participer.

Pour que cette expérience réussisse, une large participation de tous les Etats possédant des installations commerciales qui seraient soumises à une inspection de routine au titre de la Convention est indispensable.

La participation d'autres Etats est aussi hautement souhaitable. A notre avis, il est important que les participants aux négociations fassent non seulement une déclaration pour indiquer s'ils possèdent ou non des armes chimiques, mais déclarent aussi rapidement s'ils ont ou non des installations civiles de fabrication de produits chimiques qui seraient soumises à inspection. Les Etats-Unis, bien entendu, possèdent de telles installations.

Nous appuyons la suggestion faite le 26 avril de mener cette entreprise par étapes. Avant que les procédures puissent être définies et mises à l'essai au niveau international, il faudrait que les Etats fassent à titre individuel leurs propres expériences nationales et en communiquent les résultats à la Conférence du désarmement. Le Gouvernement des Etats-Unis travaille déjà en collaboration avec l'Association des fabricants de produits chimiques pour mettre au point et expérimenter des procédures d'inspection. Nous invitons instamment l'Union soviétique et les autres pays à indiquer quelles mesures ils ont prises.

Il faudra encore beaucoup de discussions et de travail d'organisation au sein de la Conférence pour que cette expérience devienne réalité. L'idée est bonne, mais elle doit prendre forme. De nombreuses questions restent à résoudre en ce qui concerne la manière de procéder. Par exemple, comment pourra-t-on protéger des informations commerciales sensibles dans des situations où il n'y aura pas forcément de règles juridiquement contraignantes sur le respect de la confidentialité ? Nous espérons que la délégation soviétique prendra la direction des efforts pour trouver des réponses à ces problèmes.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Enfin, je voudrais insister sur la nécessité d'une interdiction véritablement universelle des armes chimiques. On a accordé beaucoup d'attention à la sécurité en Europe, mais les événements qui se sont produits ces dernières années montrent à l'évidence que c'est à l'extérieur de l'Europe que le risque d'utilisation des armes chimiques est le plus grand - comme on a pu le voir au Moyen-Orient. Nous partageons l'opinion exprimée à la séance plénière du 26 avril par le distingué représentant de l'Egypte, l'Ambassadeur Elaraby, à savoir que la Convention devrait avoir un caractère universel. Une convention qui n'arriverait pas à faire face de manière efficace à l'effrayante réalité que représente la multitude des installations capables de fabriquer des armes chimiques ne pourrait être considérée comme une réussite.

Notre objectif est très ambitieux - obtenir la participation à la Convention de tous les Etats qui possèdent des armes chimiques et sont capables d'en fabriquer. Les pessimistes argueront que cela est impossible et que nous devrions nous fixer un but beaucoup plus modeste. Mais nous ne pouvons pas être d'accord. En fait, nous appuyons plutôt la proposition constructive et créative de la délégation égyptienne, à savoir qu'il faudrait trouver les moyens de consulter les principaux Etats qui ne participent pas pour le moment aux négociations. Des points de vue analogues ont été exprimés par l'Ambassadrice Solesby du Royaume-Uni et l'Ambassadeur Rose de la République démocratique allemande. Nous pensons nous aussi que des consultations aideraient à parvenir à l'universalité souhaitée. Nous offrons notre coopération à la délégation égyptienne et aux autres Etats intéressés pour faire aboutir cette proposition.

Le PRESIDENT : Je remercie l'Ambassadeur Max Friedersdorf de sa déclaration et de ses aimables remarques à l'endroit de la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne, l'Ambassadeur Sujka.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous dire tout d'abord le plaisir que j'ai à vous voir diriger nos travaux durant ce mois. Je saisis l'occasion qui m'est ici donnée de vous féliciter de l'efficacité et de la compétence avec lesquelles vous vous acquittez de vos responsabilités de Président. Je voudrais aussi exprimer la gratitude de ma délégation à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, dont la contribution, pendant la période difficile de préparation de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, a été si précieuse. Je regrette vraiment beaucoup que l'Ambassadeur Meiszter s'apprête à quitter Genève; son départ sera assurément une perte pour la Conférence. Je lui adresse mes voeux les meilleurs. J'aimerais par ailleurs accueillir chaleureusement nos nouveaux collègues, l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie, l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'Ambassadeur Ruoro du Kenya, et mon voisin, l'Ambassadeur Oswaldo de Rivero du Pérou, qui sont venus récemment se joindre à nous. Je me réjouis de travailler avec eux et je tiens à les assurer de la pleine coopération de ma délégation.

(M. Sujka, Pologne)

Les 15 et 16 juillet, s'est tenue à Varsovie une session du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie, au cours de laquelle les dirigeants de ces pays ont adopté des documents importants qui concernent directement les travaux de la Conférence du désarmement et sont à cet égard d'un haut intérêt.

Ces documents qui sont maintenant publiés sous la cote CD/842 en date du 22 juillet 1988 - dans les seules langues officielles de la Conférence, pour l'isntant, mais je suis certain qu'ils le seront sous peu dans d'autres langues - comprennent le communiqué de la réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie, la Déclaration des Etats parties au Traité de Varsovie concernant les négociations sur une réduction des forces armées et des armements classiques en Europe et les incidences de la course aux armements sur l'environnement et autres aspects de la sécurité écologique. On y trouve un programme d'activités concrètes visant à la prévention de la guerre, à la détente, au désarmement et au développement d'une coopération étendue et mutuellement avantageuse en Europe et dans le monde.

Dans leur communiqué, les dirigeants de l'Organisation du Traité de Varsovie ont procédé à un examen de l'évolution actuelle de la situation internationale tout en réaffirmant que les Etats représentés à la réunion continueraient de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour développer les processus favorables dans l'arène internationale et pour leur donner un caractère irréversible. Ils ont également désigné des priorités dans tous les domaines de la sécurité internationale - politique, militaire, économique, écologique et humanitaire.

Je n'ai pas l'intention de procéder à une analyse détaillée de la Déclaration concernant les négociations sur une réduction des forces armées et des armements classiques en Europe. Son contenu est évident et se passe de commentaires. Je souhaiterais cependant attirer l'attention sur un aspect plus général de ce document, à savoir l'esprit de conciliation qui l'anime et la volonté de parvenir à des compromis. Il répond vraiment à un grand nombre de préoccupations et de suggestions exprimées par les pays occidentaux ainsi que par les pays neutres et non alignés. Il découle entièrement du principe fondamental que nous appliquons aux relations internationales, à savoir une sécurité égale pour tous reposant sur un niveau d'armement radicalement plus bas, de manière à maintenir les forces et les moyens indispensables à la défense mais à un niveau excluant la possibilité de procéder à des attaques par surprise et à des opérations offensives. Nous estimons que cette approche - qui résulte de la conviction que la situation actuelle en Europe, où se trouve la concentration la plus forte des armements les plus modernes, a des effets négatifs sur les possibilités d'une coopération étendue dans tous les domaines - renforcerait la stabilité et la sécurité politico-militaire, contribuerait à l'instauration de la confiance entre les nations et réduirait les menaces de guerre.

(M. Sujka, Pologne)

Le troisième document, qui a trait aux incidences de la course aux armements sur l'environnement, est une sorte d'avertissement qui s'adresse à chacun d'entre nous. Sa motivation repose sur le mécontentement croissant de l'opinion publique mondiale face à la dégradation continue de l'environnement, notamment en raison des activités militaires. Je ne citerai qu'un seul exemple, celui des essais nucléaires, qui est en même temps le plus convaincant, en particulier pour notre instance, qui, je l'espère, se montrera finalement capable d'entreprendre des travaux concrets sur une interdiction de ces essais.

Ce troisième document comprend un certain nombre de propositions concrètes visant à élaborer et à appliquer le concept de sécurité écologique international sur la base d'une coopération internationale aussi large et aussi ouverte que possible.

Les documents de la réunion de Varsovie ont été élaborés à un moment bien particulier, marqué par les circonstances suivantes : en premier lieu, les efforts entrepris de longue date par les forces progressistes et réalistes pour parvenir à la conclusion d'accords concrets de désarmement ont trouvé leur aboutissement avec l'entrée en vigueur du premier accord de ce genre conclu entre l'URSS et les Etats-Unis. En deuxième lieu, le processus de la détente s'est amorcé, les contacts entre l'Est et l'Ouest se sont renforcés, créant ainsi des conditions favorables pour juguler la course aux armements, assurer la réduction des budgets militaires et parvenir au règlement pacifique des conflits régionaux. Des exemples récents sont là pour le montrer. En troisième lieu, on assiste de la part de tous les Etats à un accroissement décisif de l'intérêt qu'ils portent au désarmement. En quatrième lieu, un processus de transformation de la réflexion sur les relations internationales s'est engagé; les conceptions militaristes le cèdent de plus en plus aux conceptions humanitaires. Ce processus est notamment dû à l'amplification des problèmes mondiaux qui se posent à l'humanité et dont la solution dépasse les capacités des Etats pris individuellement ou collectivement.

Bien que favorable, cette évolution est encore loin d'être satisfaisante, comme il est rappelé dans le communiqué : "Il n'y a pas encore eu cependant de changement radical pour le mieux. La situation dans le monde reste complexe et contradictoire". C'est dans cet esprit que les Etats parties au Traité de Varsovie ont établi en commun leurs priorités, tout en procédant à un examen de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement; à cet égard, ils ont préconisé le renforcement du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies et l'accroissement de l'efficacité des mécanismes et des processus de négociation sur le désarmement.

Ces opinions concertées serviront de principes directeurs aux délégations des Etats membres, notamment à ceux qui participent à la Conférence du désarmement.

(M. Sujka, Pologne)

Quatre tâches prioritaires ont été définies en commun. Premièrement, conclusion d'un accord sur les armements stratégiques offensifs soviétiques et américains en respectant scrupuleusement le Traité ABM. Deuxièmement, interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires et, en tant qu'étapes sur cette voie, conclusion d'accords sur des mesures de vérification afin d'aboutir à la ratification aussi rapide que possible des traités conclus en 1974 et en 1976 entre l'URSS et les Etats-Unis, et conclusion d'accords visant à réduire la puissance et le nombre des explosions nucléaires des deux pays. Troisièmement, conclusion d'une convention sur l'interdiction complète des armes chimiques et sur la destruction de leurs stocks. Quatrièmement, réduction des forces armées et des armements classiques en Europe et diminution correspondante des budgets militaires.

En ce qui concerne l'évaluation de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, il mérite d'être noté que les Etats parties au Traité de Varsovie ne s'arrêtent pas au fait qu'"il n'a pas été possible d'adopter un document final", ni même à la considération des avantages qui en résultent par la preuve qu'elle a donnée de la volonté d'arrêter la course aux armements et de poursuivre le désarmement dans tous les domaines; c'est dans le contexte des perspectives qu'elle ouvre que la session est évaluée. On lit en effet dans le communiqué : "Il convient d'utiliser, lors des négociations sur le désarmement, les nombreuses propositions constructives qui y ont été émises". Il n'est donc pas question de se lamenter sur les pots cassés ni d'aller à la recherche des coupables. Il s'agit plutôt de s'efforcer d'utiliser de façon constructive les éléments favorables apparus au cours de débats intéressants.

Dans la mesure où j'ai participé moi-même à ces débats, je tiens à souligner ma conviction que tous ceux qui y ont pris part en ont tiré un grand nombre d'enseignements. Si nous voulons vraiment avancer sur la voie du désarmement - et je suis certain qu'il n'y a pas d'autre choix -, il nous faut tous apprendre à nous préoccuper de la sécurité de notre pays sans pour autant que soit diminuée celle des autres. La sécurité ne peut être universelle que si elle est indivisible, c'est-à-dire égale et réciproque, en observant évidemment des proportions globales qui tiennent compte de la superficie et des capacités de chaque pays. La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement est pour nous tous une leçon dans l'art du compromis. Il n'est pas exact de dire que tout compromis est exclu dès lors que les intérêts de la sécurité d'un Etat sont en jeu. Ce n'est qu'aux chefs de guerre ou aux belligérants engagés sur le champ de bataille que cette notion reste étrangère. Encore qu'eux-mêmes soient capables de parvenir à des accords de cessez-le-feu.

Les documents que je viens de vous présenter, et qui ont été adoptés à la session du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie, tenue dans la capitale de mon pays, sont à la fois le résultat et la manifestation d'efforts visant à rechercher un compromis viable, reposant sur la confiance mutuelle, en vue de résorber les foyers de tension existant en Europe, et pas seulement en Europe.

(M. Sujka, Pologne)

La proposition est concrète, les objectifs sont clairs, les intentions sont durables. Il s'agit d'une invitation à la discussion et non pas d'une offre à prendre ou à laisser. C'est ainsi que je comprends nombre des réactions qui se sont manifestées jusqu'ici à ce propos.

Le PRESIDENT : Je remercie l'Ambassadeur Sujka de sa déclaration et de ses paroles aimables à l'endroit de la présidence.

Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant inscrit sur la liste, le représentant de la Mongolie, l'Ambassadeur Bayart.

M. BAYART (Mongolie) (traduit de l'anglais) : C'est assurément pour moi un grand plaisir que de vous voir présider les délibérations de la Conférence du désarmement pendant ce mois. Votre attachement personnel à notre cause commune, votre expérience et vos talents de diplomate, Monsieur le Président, permettent à la Conférence de prendre l'élan nécessaire pour accomplir des travaux substantiels au cours de la session d'été. Je suis heureux de rappeler les liens historiques et culturels profondément enracinés ainsi que l'amitié traditionnelle qui existent entre l'Inde et la Mongolie, et qui ont été cimentés encore par la visite officielle qu'a récemment faite en Mongolie le Président de votre grand pays. Nous apprécions tous hautement la politique étrangère pacifique de l'Inde, qui contribue de tout son poids à la noble recherche de la paix et de la sécurité en Asie et dans le reste du monde.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est donnée ici d'exprimer notre gratitude à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, qui a guidé avec efficacité les travaux de la Conférence du désarmement à la veille de la troisième session extraordinaire. Je tiens à le remercier, ainsi que l'Ambassadeur Ahmad du Pakistan et l'Ambassadeur U Tin Tun de la Birmanie pour leur éminent apport aux travaux de la Conférence du désarmement et, à tous, je souhaite un plein succès dans leurs tâches futures. Je me joins aussi de tout coeur aux orateurs qui ont accueilli avant moi chaleureusement l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie, l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'Ambassadeur Ruoro du Kenya et l'Ambassadeur de Rivero du Pérou. J'aurai grand plaisir à coopérer étroitement avec eux.

Depuis le début de la seconde partie de la session de 1988 de la Conférence du désarmement, les délibérations en séance plénière ont porté pour l'essentiel sur la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui a récemment pris fin. Cela est tout à fait naturel, puisque la session extraordinaire constitue en soi un événement important qui n'a lieu qu'à plusieurs années d'intervalle, avec l'assentiment de tous les Etats Membres de l'ONU et conformément à une décision prise par ceux-ci.

Contre toute attente, la troisième session extraordinaire n'a pas réussi à adopter un document final, lacune que nous ne pouvons que déplorer profondément et qui montre à l'évidence la persistance de modes de pensée et de stéréotypes surannés.

(M. Bayart, Mongolie)

Il faut souligner que certains grands Etats ont adopté une position très rigide au cours de la session et ont refusé de prendre en compte les intérêts légitimes de la majorité écrasante des autres Etats. Nous avons été très déçus de constater qu'ils s'efforçaient de marquer un recul même par rapport à des positions qui avaient été convenues précédemment et qui sont clairement énoncées dans une série de documents communs adoptés par consensus.

Je n'ai pas toutefois l'intention d'analyser en détail les raisons pour lesquelles la session extraordinaire n'a pu aboutir. Malgré tout, comme je l'ai déjà dit, cette session est un événement important de l'actualité internationale. C'est une des grandes étapes de l'instauration d'un dialogue constructif sur une large gamme de questions concernant la sécurité et le désarmement, qui a permis aux Etats d'acquérir une expérience considérable avec les différentes formes d'interaction et de coopération que peut revêtir la recherche concertée des moyens d'atteindre les objectifs du désarmement et du renforcement de la sécurité internationale.

A notre avis, la session extraordinaire a montré très clairement que les Etats sont plus que jamais conscients de la nécessité permanente de rechercher des solutions politiques aux problèmes fondamentaux du développement dans le monde, au lieu de recourir à des solutions militaires et à la manière forte, et qu'ils sont de plus en plus résolus à contribuer véritablement à la réalisation de cet objectif.

Il est évident que ces tendances expliquent le grand nombre de propositions importantes ainsi que d'idées et d'opinions valables qui ont été présentées au cours de la session pour nous aider à progresser de manière continue et systématique dans la voie du désarmement.

Pour ma délégation, l'un des aspects positifs de la session extraordinaire est qu'elle a permis une fois de plus de mieux délimiter les différents terrains d'entente et les questions sur lesquelles les positions des Etats divergent. On peut supposer que cette clarification de la situation nous aidera beaucoup à consolider ce qu'il y a de positif dans nos réalisations passées et à nous concentrer désormais sur les questions restées en suspens.

Le fait que la session extraordinaire n'a pu élaborer un document final, c'est-à-dire parvenir à des conclusions concrètes sur les questions du désarmement, incitera la Conférence à déployer toute l'énergie nécessaire pour trouver, sans perdre de temps, une solution pratique aux problèmes qu'il nous reste à aborder. Ces problèmes sont nombreux.

La majorité des Etats reconnaissent que les armes nucléaires ne sont pas des instruments de guerre, mais plutôt des moyens d'anéantissement, et que le stockage des armes nucléaires constitue donc une menace pour l'existence même de l'humanité.

(M. Bayart, Mongolie)

C'est précisément pour cette raison qu'une importance véritablement historique doit être attachée à l'échange des instruments de ratification du Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, qui a eu lieu au sommet de Moscou entre le Secrétaire général du Comité central du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, et le Président des Etats-Unis, Ronald Reagan, et qui marque l'entrée en vigueur du Traité. Le sommet de Moscou a donné un nouvel élan à l'élaboration d'un accord sur une réduction de 50 % des armes stratégiques offensives et d'un accord séparé concernant le Traité ABM. La Mongolie espère que les deux parties feront tout leur possible pour signer ces accords d'ici la fin de l'année, comme le demande la communauté internationale.

Les efforts déployés pour renforcer le processus du désarmement nucléaire et ceux qui sont entrepris pour affermir le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dépendent étroitement les uns des autres.

Nous sommes convaincus que la préservation et le renforcement de ce Traité, qui a été ouvert à la signature il y a 20 ans, exige en particulier que nous nous efforcions de négocier dans tous les domaines du désarmement et que nous entreprenions des travaux concrets au sein de la Conférence du désarmement pour régler les trois premières questions inscrites à l'ordre du jour. A cet égard, il est essentiel de souligner la nécessité de sortir de l'impasse sur le problème d'une interdiction des essais nucléaires qui, à moins d'être résolu, nous mettra dans l'impossibilité d'empêcher la prolifération tant horizontale que verticale des armes nucléaires.

Dans leurs interventions récentes, les représentants de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie ont attiré l'attention de la Conférence sur le texte non officiel d'un projet de mandat pour un comité spécial sur le point 1, établi l'année dernière au mois d'avril par l'Ambassadeur Vejvoda en qualité de président de la Conférence et présenté comme un moyen permettant de sortir de la situation actuelle. Le projet de mandat proposé par le Groupe des 21 dans le document CD/829 pourrait aussi, à notre avis, jouer le même rôle.

Je voudrais faire ici quelques remarques concernant les résultats de la récente réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie, résultats que le représentant de la Pologne, l'Ambassadeur Sujka, vient de présenter à la Conférence du désarmement. Mon pays s'en félicite et note avec satisfaction les grandes initiatives constructives énoncées dans les documents adoptés à cette réunion et qui visent à résoudre des problèmes importants et urgents - réduction des forces armées et des armements classiques en Europe, cessation de la course aux armements et sauvegarde de la sécurité écologique. L'appel lancé par les Etats parties au Traité de Varsovie pour intensifier les efforts visant à conclure rapidement d'importants accords sur la réduction des armements et des forces armées, pour renforcer la sécurité et la stabilité et s'abstenir de toute action susceptible d'entraver les progrès sur cette voie répond aux nécessités de notre époque.

(M. Bayart, Mongolie)

La Mongolie est convaincue que l'espace est le patrimoine commun de l'humanité et que son exploration et son exploitation devraient être entreprises exclusivement à des fins pacifiques dans l'intérêt du développement scientifique, économique et social de tous les Etats. L'extension à l'espace de la course aux armements non seulement en empêcherait toute exploration et exploitation pacifiques, mais risquerait aussi de compromettre le processus déjà engagé pour limiter la course aux armements et parvenir au désarmement. C'est dans ce contexte que nous soulignons la nécessité pressante de prévenir une course aux armements dans l'espace, de même que la très grande responsabilité dont notre Conférence est investie en tant que seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement dans ce domaine.

Le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace poursuit ses travaux sous la direction compétente de l'Ambassadeur Taylhardat du Venezuela.

Nous voudrions rappeler une fois de plus que l'heure est venue d'examiner toutes les propositions et initiatives présentées au Comité spécial, y compris celles des délégations des pays socialistes. Ces initiatives comprennent tout d'abord la proposition soviétique, publiée sous la cote CD/817, sur la création d'un système international de vérification de non-déploiement dans l'espace d'armes d'aucune sorte, qui envisage la création d'un inspectorat spatial international; le document CD/777, "Dispositions principales d'un Traité sur l'interdiction des armes antisatellites et sur les moyens d'assurer l'immunité des objets spatiaux", présenté conjointement par la République démocratique allemande et par ma propre délégation; le document de travail CD/OS/WP.18 de la République démocratique allemande sur un examen structuré du point 3 du programme de travail du Comité spécial; enfin, le document CD/OS/WP.14, "Compilation de définitions des armes spatiales", contenant les définitions proposées par la Bulgarie, la Hongrie et l'URSS. Il va sans dire que nous sommes disposés à examiner dans un esprit constructif les initiatives valables proposées par les autres délégations participant aux travaux du Comité spécial.

La suggestion de la délégation suédoise tendant à créer un groupe d'experts gouvernementaux pourrait être utile pour analyser les initiatives et propositions actuelles et en dégager des mesures précises capables d'empêcher le déploiement d'armes quelconques dans l'espace. A notre avis, les travaux du Comité spécial ont atteint le point où la création d'un tel groupe doté d'un mandat clairement défini pourrait être très utile et contribuer au succès de ces travaux, tout en permettant de mieux définir une ligne d'action véritablement multilatérale pour l'étude de la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

La mise au point d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques constitue toujours l'une des tâches les plus importantes de la Conférence. Malheureusement, le rythme actuel des négociations tenues dans ce domaine est loin de correspondre à l'urgence et au caractère impératif des objectifs à atteindre. Il reste encore beaucoup à faire si nous voulons trouver une solution aux questions, en grande partie techniques, qui restent en suspens.

(M. Bayart, Mongolie)

On pourrait ajouter que parmi elles figurent certains problèmes qui ont des incidences politiques. En bref, je voudrais souligner que nous avons de nombreux travaux à accomplir avec la plus grande diligence possible si nous voulons parvenir à des résultats tangibles avant la fin de la présente session de la Conférence.

Les membres de la Conférence savent que ma délégation a soumis dans le passé des propositions et des initiatives concrètes sur l'ordre de destruction des armes chimiques, et elles se souviendront peut-être qu'à la fin de la session de printemps j'ai traité cette question de manière assez approfondie. Je désirerais simplement suggérer ici que l'on examine l'ordre de destruction des armes chimiques dans ses rapports possibles avec la destruction des installations de fabrication de ces armes.

Pour conclure, je tiens à souligner que ma délégation est satisfaite de voir rétabli le Comité spécial sur le Programme global de désarmement, sous la direction de l'Ambassadeur García Robles du Mexique. Je puis l'assurer du plein appui et de l'entière coopération de ma délégation et je lui souhaite sincèrement de réussir dans l'accomplissement de cette tâche difficile mais indispensable et essentielle.

Le PRESIDENT : Je remercie l'Ambassadeur Bayart de sa déclaration et de ses mots aimables, alors que j'arrive au terme de mon mandat.

Je donne la parole à l'orateur suivant inscrit sur la liste, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Parallèlement à la délégation des Etats-Unis, la délégation soviétique présente aujourd'hui comme documents officiels de la Conférence du désarmement le texte de la déclaration commune au sommet de Moscou (CD/844), ainsi que le texte de l'Accord entre l'URSS et les Etats-Unis sur les notifications des lancements de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles balistiques lancés par sous-marins (CD/845).

La rencontre au sommet qui a eu lieu à Moscou a été un événement capital de l'activité internationale. Elle a eu comme principal résultat d'approfondir le dialogue politique entre l'URSS et les Etats-Unis, qui englobe désormais tous les problèmes fondamentaux des relations bilatérales et de la politique mondiale. En fournissant une assise solide au développement durable des relations entre nos deux pays, le dialogue soviéto-américain contribuera à les orienter dans une voie normale et salutaire et à les rendre plus stables et plus prévisibles.

La déclaration commune au sommet est un document politique important qui marque toute une étape des relations soviéto-américaines. Par ailleurs, elle établit en quelque sorte un ordre du jour pour le dialogue à venir entre l'URSS et les Etats-Unis. Les passages les plus importants de la déclaration sont ceux qui se rapportent à la nécessité de poursuivre et d'élargir le dialogue politique entre les pays et d'intensifier les négociations.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'accord signé pendant la rencontre de Moscou entre l'URSS et les Etats-Unis sur les notifications des lancements de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles balistiques lancés par sous-marins est une nouvelle mesure concrète qui traduit la volonté des deux parties de réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire, en particulier à la suite d'un malentendu, d'une erreur de calcul ou d'un accident.

Je tiens à dire ce qui suit à propos du discours qu'a prononcé aujourd'hui le distingué représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Friedersdorf. Nous allons bien sûr étudier attentivement cette intéressante intervention, mais je voudrais
saluer d'ores et déjà le fait que les Etats-Unis sont d'accord pour participer à l'expérience que nous avons proposée concernant l'essai de procédures de vérification de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie civile. Nous pensons qu'il convient maintenant de prendre des mesures concrètes pour organiser cette opération multilatérale. Je puis vous informer que la délégation soviétique prend à cette fin les dispositions nécessaires et que, en particulier, elle est en consultation avec le Président du Comité spécial des armes chimiques, le représentant de la Pologne, l'Ambassadeur Sujka.

Le PRESIDENT : Je remercie l'Ambassadeur Nazarkine de sa déclaration.

D'autres délégations souhaitent-elles prendre la parole ? Comme ce n'est pas le cas, j'en profite pour noter que le secrétariat à distribué aujourd'hui un document officieux contenant le calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine à venir. Ce calendrier n'est présenté qu'à titre indicatif et il peut être modifié. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Je rappelle aussi que, comme convenu, il y aura après la séance plénière une réunion officieuse où nous continuerons à discuter de tous le aspects de la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement. Je voudrais maintenant faire ma déclaration de clôture en tant que Président de la Conférence pour le mois de juillet.

Le premier mois de la session d'été touche à sa fin. Nous avons repris nos travaux ici, il y a trois semaines, dans l'ombre de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui s'était achevée peu auparavant. Nous savions tous qu'à New York nous n'avions pu nous entendre sur une déclaration finale. Voilà qui donnait à réfléchir. Je crois en tout cas qu'ici, à la Conférence, ce fait nous a donné une conscience accrue de nos responsabilités. Il nous a aussi amenés à faire d'autant plus cas du consensus auquel nous sommes arrivés, tout fragile qu'il puisse être parfois, sur les différentes questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement.

(Le Président)

Si nos travaux de la session d'été ont démarré sans à-coups, cela est dû au premier chef à l'intelligence dont les délégations ont fait preuve de leurs obligations partagées en vue d'atteindre des objectifs universellement reconnus. Je suis tout particulièrement encouragé par le fait que, alors que bon nombre de représentants distingués ont présenté leur évaluation de la troisième session extraordinaire, nul ne l'a qualifiée d'échec. Au contraire, presque toutes les délégations ont trouvé des éléments positifs dans les rencontres de négociation auxquelles elle a donné lieu. Le degré d'unanimité sur quelques-uns des points suivants mérite certes d'être relevé.

D'abord, à la troisième session extraordinaire, la communauté internationale a manifesté sa détermination de maintenir la paix et la sécurité internationales et de mettre un terme à la course aux armements. En témoignent amplement le grand nombre de déclarations faites par les dirigeants du monde et la participation active de nombreuses organisations non gouvernementales. Il est aussi généralement reconnu que la troisième session extraordinaire a donné l'occasion de procéder à une évaluation objective de la situation internationale. On y a pris note des tendances nouvelles, aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral, ainsi que des progrès réalisés dans le domaine technique, avec les incidences qui en découlent pour la sécurité mondiale. Enfin, et surtout, tous les représentants ont, dans leurs analyses, souligné que la troisième session extraordinaire avait réaffirmé le droit et la responsabilité de tous les Etats de participer pleinement et efficacement aux efforts multilatéraux de désarmement.

Le mois de juillet a également vu la réunion d'experts de l'industrie chimique venus du monde entier discuter du problème de la vérification de la non-fabrication, apprécier de plus près nos efforts dans ce domaine et y contribuer. Nous sommes tous conscients de la complexité d'une convention universelle et effectivement vérifiable. Cette complexité que l'on constate au stade des négociations existera aussi au stade de l'application. On ne saurait donc trop souligner l'importance de la coopération de l'industrie pour assurer l'efficacité de la mise en oeuvre de la Convention sur les armes chimiques.

Les comités spéciaux sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires ainsi que le Comité spécial des armes radiologiques ont aussi repris leurs travaux. Le Comité spécial sur le Programme global de désarmement a été rétabli sous la compétente présidence de l'Ambassadeur García Robles du Mexique et se mettra à la tâche cet après-midi. Il reste à faire de nouveaux efforts intensifs pour organiser la structure des travaux sur les points 1 à 3 de l'ordre du jour. J'ai aussi mené des consultations officieuses, qu'il faudra poursuivre, sur d'autres sujets en suspens, notamment sur l'élargissement de la composition de la Conférence.

Nous avons repris le débat sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement. Les deux rapports du Groupe des Sept ont été fort utiles et ils ont servi de catalyseur pour l'examen de la question.

(Le Président)

Avant d'en terminer, je voudrais remercier toutes les délégations du concours qu'elles m'ont apporté alors que j'étais président. Je suis tout particulièrement redevable aux coordonnateurs, l'Ambassadeur Tin Tun de la Birmanie et son adjoint, M. Mya Than, l'Ambassadrice Solesby du Royaume-Uni, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne et l'Ambassadeur Fan de la Chine, qui ont contribué à la solution de quelques-uns des problèmes que je viens de mentionner. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude à mon prédecesseur, l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie. Je souhaite à mon successeur, l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie, de réussir dans sa tâche et je tiens à l'assurer de tout le soutien et de toute la coopération de ma délégation.

Au nom des membres de la Conférence du désarmement, je voudrais saisir l'occasion qui m'est ici donnée d'adresser mes voeux les meilleurs à l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, qui va bientôt nous quitter.

Je voudrais sincèrement remercier, de la part de tous les participants à la Conférence, le Secrétaire général adjoint pour les affaires de désarmement, M. Akashi, le Secrétaire général de la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Komatina, le Secrétaire général adjoint de la Conférence, l'Ambassadeur Berasategui et les autres membres du secrétariat, ainsi que les services de conférence, les interprètes, les traducteurs et les autres personnes qui ont contribué au succès de nos efforts.

Qu'on me permette de conclure sur une note personnelle. Comme c'est la dernière fois que j'assiste aux travaux de la Conférence du désarmement en tant que représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies et chef de la délégation indienne à la Conférence du désarmement, je voudrais remercier très sincèrement tous mes collègues de la Conférence pour leur amitié et leur coopération. J'ai eu plaisir à travailler avec vous tous à différentes étapes et dans différentes phases de nos travaux, et je quitterai ces lieux avec un sentiment de profonde satisfaction à l'idée que nous avons accompli une tâche importante et utile au cours des deux années durant lesquelles j'ai eu le privilège de représenter ici mon pays. Cette tâche, bien sûr, n'est pas achevée, mais elle est trop importante pour qu'on la laisse au hasard, ou pour que l'on cède au découragement. Au contraire, l'importance de notre ordre du jour pour l'humanité, pour la guerre et la paix, pour le bien-être des peuples veut que nous redoublions d'efforts tout en restant conscients de la nécessité de préparer très soigneusement nos travaux et d'adopter une approche motivée, pragmatique et orientée vers l'avenir.

Je tiens aussi à adresser mes voeux les meilleurs aux membres plus jeunes des délégations à la Conférence du désarmement et des délégations d'observateurs, y compris à mes compatriotes, qui ont énormément travaillé et sans les efforts de qui, j'en suis convaincu, nous autres chefs de délégations n'aurions pas pu jouer notre rôle. Je voudrais aussi exprimer mes remerciements aux divers représentants des organisations non gouvernementales,

(Le Président)

aux professionnels des médias et à tous ceux qui, peut-être dans les coulisses mais très activement, ont pris part à nos délibérations. Je sais que nous pouvons compter sur leur intérêt durable pour atteindre un public plus large qui, je n'en doute pas, continuera de suivre nos travaux. Ainsi s'achève ma déclaration.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 2 août, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 30.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.470
2 août 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-DIXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 2 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

GE.88-63842/3470n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 470ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je me permets tout d'abord de donner lecture d'un message adressé à la Conférence par le Président de la République d'Indonésie, Son Excellence M. Soeharto :

"En ce mois d'août, l'Indonésie a l'honneur de présider pour la deuxième fois la Conférence du désarmement, instance unique de négociation multilatérale sur le désarmement. Ce fait a une importance particulière pour le peuple indonésien qui, le 17 août, célébrera le 43ème anniversaire de l'indépendance nationale.

La République d'Indonésie est née au milieu des souffrances résultant de la seconde guerre mondiale, qui a causé des dégâts matériels incalculables ainsi que la perte d'un grand nombre de vies humaines. Consciente de ces conséquences tragiques, la Constitution de 1945 de la République d'Indonésie fait obligation à la population de prendre une part active à la prévention d'une autre tragédie de cette ampleur en oeuvrant pour l'établissement d'un ordre international et pour la promotion du bien-être de l'humanité, fondé sur l'indépendance, la paix éternelle et la justice sociale.

Afin de remplir cette obligation constitutionnelle, l'Assemblée consultative du peuple, organe suprême de l'Etat et détenteur de la souveraineté populaire, m'a donné pour mandat de conduire une politique étrangère visant à accroître le rôle de l'Indonésie dans la recherche de solutions aux problèmes internationaux qui mettent en danger la paix et l'ordre dans le monde et qui font obstacle aux intérêts de la justice et de l'humanité, telle la course aux armements.

La course aux armements, aux armements nucléaires en particulier, en est arrivée au point que la paix et la sécurité internationales se trouvent gravement menacées. La communauté internationale est très préoccupée par cette situation qui peut être la cause d'une effroyable guerre qui compromettrait sérieusement la survie de l'humanité et de sa civilisation.

La conclusion du Traité FNI entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS pourrait être considérée comme un premier pas en vue de nouveaux efforts pour arriver à un désarmement général et complet. Il faut donc espérer que ce premier pas sera suivi par d'autres accords conduisant à l'élimination totale des armes nucléaires.

L'histoire nous montre que de grands progrès dans le domaine scientifique et technique ont été des facteurs d'amélioration de la qualité de notre vie. Il est indéniable que, sous un autre aspect, ces progrès peuvent constituer un danger pour la survie de l'humanité et de la civilisation. Ils peuvent être exploités non seulement au service du développement et de la paix mais aussi à des fins militaires, en particulier pour fabriquer des armes de destruction massive. Si l'on ne changeait rien à cette situation, il en résulterait une intensification de la course aux armements et une dégradation de la sécurité internationale. De plus, la course aux armements continue d'absorber

(Le Président)

les fonds et les ressources limités du monde, alors que les pays en ont un besoin plus urgent que jamais pour leur développement économique et social.

Pour surmonter ces problèmes, il nous faut immédiatement nous efforcer de concert de réaliser un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

C'est pourquoi je lance un appel à la Conférence du désarmement, instance unique de négociation multilatérale sur le désarmement, pour qu'elle renforce son rôle et qu'elle s'acquitte des obligations que lui a confiées la communauté internationale afin d'arriver à des résultats concrets dans tous les domaines de négociation.

Je termine en adressant mes meilleurs voeux à tous les représentants pour le succès de leur entreprise. Que Dieu les guide vers la réalisation de leurs nobles objectifs.

Djakarta, 2 août 1988

Le Président de la République d'Indonésie

(Signé) SOEHARTO"

Ici s'achève le message du Président de la République d'Indonésie.

En ma qualité de Président de la Conférence pour le mois d'août, je tiens à remercier l'Ambassadeur Teja de l'Inde, qui a conduit efficacement nos délibérations en juillet. Ses compétences de diplomate ont fait que la seconde partie de la session de 1988 a pris un bon départ et qu'ont été réglées un certain nombre de questions de procédure qui peuvent être épineuses. Dans sa déclaration de clôture, l'Ambassadeur Teja a passé en revue tous les problèmes d'organisation auxquels nous sommes confrontés. Il l'a fait éminemment bien et point n'est besoin d'y revenir. Je ne sous-estime pas les difficultés qui nous attendent, mais je m'emploierai à y faire face et cela, bien sûr, en étroite liaison avec les coordonnateurs et avec chacun d'entre vous. Je sais très bien que je puis compter sur votre coopération, pour m'acquitter au mieux de mes capacités de mes fonctions de président. Je suis convaincu de pouvoir aussi compter pleinement sur le concours de l'Ambassadeur Komatina, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de l'Ambassadeur Berasategui, Secrétaire général adjoint de la Conférence, et du secrétariat.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui à examiner le point 5 de son ordre du jour, intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace". Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui le souhaiterait pourra soulever n'importe quelle autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande, va s'adresser aujourd'hui à la Conférence et, comme suite à la décision prise par celle-ci à sa 436ème séance plénière, je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Fortune.

M. FORTUNE (Nouvelle-Zélande) (traduit de l'anglais) : C'est pour moi un plaisir d'être le premier à vous saluer à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'août. Vous représentez, Monsieur le Président, un pays avec lequel la Nouvelle-Zélande entretient depuis longtemps des relations étroites dans de nombreux secteurs d'intérêt bilatéral. Nous avons la plus grande confiance en votre capacité de guider nos travaux à bonne fin.

La Nouvelle-Zélande tient à faire connaître ses vues sur un certain nombre de questions importantes pour la Conférence du désarmement à sa présente session. L'année se fait longue pour le processus multilatéral de désarmement et il est tout naturel qu'avec la chaleur de cet été genevois on ressente de l'épuisement. Nous espérons que c'est là une phase passagère. Le rythme et la direction des travaux de la Conférence du désarmement ne doivent pas s'en trouver affectés. Les questions qui nous requièrent sont trop importantes pour cela. Le moment est venu pour nous tous de prouver le profond attachement à la paix mondiale et aux progrès du désarmement que nous avons déclaré à la session extraordinaire, et par la suite.

La session extraordinaire est maintenant chose révolue et, pour l'essentiel, le monde du désarmement ne s'en est pas trouvé affecté. Les importants progrès récemment accomplis dans les négociations bilatérales ont été relevés et vivement salués. Comme d'autres, nous espérons que cette orientation constructive se maintiendra. Mais rien n'a changé dans l'arène multilatérale. Les négociations en vue de l'interdiction des armes chimiques se poursuivent, dans un sens positif. En ce qui concerne les questions nucléaires, dont l'importance est critique, les avances sont entravées par deux fissures qui barrent le terrain international. Tout d'abord, les progrès tendant à promouvoir la stabilité dans le monde à des niveaux d'armement nucléaire plus bas sont enrayés par le jugement contradictoire que portent les deux grandes puissances sur ce qui doit constituer à l'avenir le fondement de la stabilité stratégique. Ensuite, dans le domaine de la non-prolifération horizontale, la voie est obstruée par le maintien des divergences de vues quant aux mérites et au rôle du TNP. Pour ce qui est des mécanismes de désarmement, rien n'a changé. On a dit qu'en dépit du manque de progrès enregistrés au cours de la dernière décennie dans les efforts multilatéraux de désarmement, la machine était bien conçue et bien construite et qu'elle fonctionnait sans trop d'à-coups. La Nouvelle-Zélande n'est pas de cet avis. C'est là sans doute une vue qui surprendra l'opinion internationale, préoccupée qu'elle est par la menace que les armes nucléaires continuent de présenter pour sa survie.

Il me faut avouer que la Nouvelle-Zélande n'est pas de ceux qui voient dans la session extraordinaire une réussite, fût-elle modeste. Si la session extraordinaire nous a appris une leçon, c'est que dans un monde de sécurité commune, il ne faut pas rester sourd à la parole d'autrui. Dans le sillage de la session extraordinaire, la Conférence du désarmement reste un instrument à utiliser. Si l'on veut qu'un jour le monde connaisse véritablement la sécurité, il faut que soient prises à la Conférence du désarmement des mesures multilatérales indispensables. La Conférence est là pour que ses membres et les autres Etats intéressés en fassent bon usage, à des fins constructives. L'entreprise est de longue haleine et il faut s'y atteler.

La Nouvelle-Zélande tient à participer pleinement à ce processus et à jouer un rôle constructif; mais, comme les membres de la Conférence le savent, elle continue d'être gênée en cela par le règlement en vigueur. A la session

(M. Fortune, Nouvelle-Zélande)

extraordinaire, avec le Danemark et l'Irlande, elle a présenté des suggestions quant à la manière dont la Conférence du désarmement pourrait faciliter une plus grande participation des pays observateurs. Les idées que nous avons exprimées s'inspiraient du rapport présenté à la Conférence par le Groupe des sept, en avril dernier. Nous appuyons la suggestion faite récemment, à savoir que la Conférence examine le rapport du Groupe et s'efforce d'arriver à un accord sur quelques-unes au moins des propositions qui s'y trouvent. Nous espérons que la participation d'observateurs fera partie des propositions retenues. Ma délégation serait toute prête à développer sa pensée sur ce point, dans le cadre d'un débat officieux.

Beaucoup a été dit au fil des ans, et les observations à ce sujet n'ont pas manqué le mois dernier à la session extraordinaire, sur ce que l'on appelle l'autonomie de la Conférence du désarmement. La Nouvelle-Zélande voudrait faire entendre clairement ses vues là-dessus. Il est vrai que la Conférence, dans ses divers avatars, a été conçue et créée comme un organe distinct, indépendant du système des Nations Unies. Cet héritage n'a pas fait l'objet de modifications, à proprement parler. Mais il ne faut pas que la Conférence du désarmement soit perçue comme un organe qui fonctionne de manière autonome, car cela impliquerait qu'avec ses 40 Etats membres elle a des intérêts souverains qui tranchent sur ceux de la communauté internationale dans son ensemble. Quelle que soit son histoire, la Conférence du désarmement négocie aujourd'hui au nom de la communauté internationale tout entière. Il est indéniable, à l'heure actuelle, qu'un effondrement du système de sécurité internationale aurait des conséquences à l'échelle mondiale. Cela étant, la Conférence du désarmement doit être considérée non pas comme un organe souverain autonome mais comme un organe responsable vis-à-vis de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Je voudrais passer maintenant aux questions les plus importantes qui sont inscrites à l'ordre du jour de la Conférence. La dernière fois qu'a été établi un comité pour examiner le problème de l'interdiction des essais nucléaires remonte à quatre ans. Le constater revient à reconnaître que la Conférence a échoué à cet égard. Ceux qui sont attachés à l'idée d'arriver sans tarder à une interdiction complète des essais préfèrent qu'on engage immédiatement des négociations. Ceux qui voient dans une interdiction complète des essais un objectif à long terme préfèrent que le Comité se livre à des travaux de fond ne tenant pas de la négociation. On n'a pas trouvé jusqu'ici de terrain d'entente et, de ce fait, la question reste au point mort.

Apprenons la leçon qui nous vient de la session extraordinaire et employons-nous à trouver un terrain d'entente. Que commencent les discussions au sein du Comité sur un mandat qui engloberait, en tant que premier élément du programme de travail, la question de la place d'une interdiction des essais dans le processus de désarmement, y compris le calendrier d'une telle interdiction à l'intérieur de ce processus. Cela permettrait à ceux qui voient de bonnes raisons de remettre à plus tard l'interdiction complète des essais d'expliquer à la Conférence le bien-fondé de leur raisonnement. Cela permettrait à ceux, dont fait partie la Nouvelle-Zélande, qui voient un avantage à conclure d'urgence une interdiction complète des essais d'expliquer pourquoi il faudrait d'ores et déjà mettre fin à ceux-ci. Cette façon de faire ne pourrait que contribuer à renouveler l'air et l'on peut espérer qu'il en résulterait une meilleure compréhension de la question. Rien que cela représenterait un progrès.

(M. Fortune, Nouvelle-Zélande)

Au Comité spécial des armes chimiques, les travaux se poursuivent en vue de la conclusion d'une convention d'interdiction universelle et globale des armes chimiques. La Nouvelle-Zélande reconnaît les difficultés techniques qui obstruent la voie conduisant à une convention efficace. Nous ne pensons point toutefois qu'il ne soit pas à notre portée de conclure bientôt une convention. Il est possible de surmonter avec une impressionnante rapidité des obstacles techniques complexes, comme l'ont prouvé les négociations qui ont abouti au Traité FNI. Ce succès doit inspirer nos négociations. Sans mésestimer la complexité des négociations multilatérales, ce qui a joué ailleurs s'applique aussi aux armes chimiques. Entre-temps, et pour hâter la conclusion d'une convention, il serait important de prendre de nouvelles mesures pour accroître la transparence. A cet égard, nous nous félicitons tout particulièrement de l'initiative prise la semaine dernière dans ce sens par le Gouvernement américain de faire une déclaration relative aux installations de fabrication d'armes chimiques des Etats-Unis.

Le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace est chargé de l'une des plus importantes questions intéressant aujourd'hui la communauté internationale. La Nouvelle-Zélande estime que beaucoup peut être fait pour accélérer les travaux du Comité. La manière la plus efficace de prévenir une course aux armements dans l'espace est de s'assurer qu'on n'y déploie jamais d'armes. Depuis quatre décennies, la "stabilité globale" est maintenue dans le monde sans armes dans l'espace. Il faut renforcer la stabilité globale en respectant cette limitation. A elle seule, la Charte des Nations Unies ne peut suffire à empêcher une course aux armements dans l'espace, pas plus qu'elle ne s'est avérée suffisante pour juguler la course aux armements sur la terre. La Charte a été complétée par des accords de limitation des armes nucléaires, tels que le Traité sur l'interdiction partielle des essais et le TNP. Elle a été également complétée par le Traité sur l'espace extra-atmosphérique - complétée et renforcée par ces traités, non pas affaiblie ou rendue par eux superflue. On déploie sur la terre des armes nucléaires au nom des dispositions de la Charte relatives au droit de légitime défense. On pouvait, en s'appuyant sur la même logique, permettre le déploiement d'armes nucléaires dans l'espace; mais la communauté internationale a interdit cela au moyen du Traité sur l'espace extra-atmosphérique. Il est donc clair que le droit de déployer des armes nucléaires au nom de la légitime défense n'est pas irrévocable, et qu'on peut en retirer l'exercice - on l'a fait - dans certaines circonstances et dans l'intérêt commun. La même logique peut s'appliquer à toutes les armes dans l'espace. Les problèmes techniques, définitions et vérification entre autres, ne sont pas insolubles.

Le Comité sur des garanties de sécurité négatives a entendu d'intéressantes propositions au cours des dernières sessions et il semble se dégager des tendances dynamiques. La Nouvelle-Zélande suit de près cette question, car l'extension et la consolidation de garanties de sécurité négatives, compte tenu de l'impératif de la stabilité stratégique, doivent compter parmi les principaux objectifs de l'initiative tendant à créer une autre forme, plus sûre, de système de sécurité internationale. Pour la Nouvelle-Zélande, la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires ne se trouvera pas accrue par le seul fait qu'on énumérera, dans une résolution de

(M. Fortune, Nouvelle-Zélande)

l'Assemblée générale n'ayant pas force obligatoire, les garanties données unilatéralement à l'heure actuelle. Nous préférerions voir les nouvelles garanties réduites à une formule convenue, énoncée de préférence dans un instrument international en bonne et due forme. A notre avis, il y a en fait moins de divergences entre les cinq formules avancées qu'il ne paraît de prime abord. La Nouvelle-Zélande espère que le climat nouveau qui marque depuis un an les relations bilatérales dans le domaine de la limitation des armements aura une influence sur cette question critique des garanties de sécurité négatives. On peut encore faire des progrès décisifs dans les négociations à cet égard.

Pour le Gouvernement néo-zélandais, les questions les plus importantes dont est présentement saisie la Conférence du désarmement sont celles des essais nucléaires, des armes chimiques, de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et des garanties de sécurité négatives. On ne discerne actuellement de progrès qu'en ce qui concerne l'une d'entre elles. Touchant deux des autres, il serait possible d'accélérer le progrès vers l'objectif commun si seulement l'approche constructive qui s'est manifestée dans les négociations bilatérales pouvait aussi s'appliquer aux mécanismes multilatéraux. Si ce transfert d'attitude des négociations bilatérales vers les négociations multilatérales s'opérait, cela donnerait de l'élan à un comité sur l'interdiction des essais nucléaires. Ce transfert d'attitude, la troisième session extraordinaire y a, on le sait, aspiré. Cette aspiration n'a pas encore été comblée, mais la Conférence peut y parvenir : ce n'est au-dessus ni de son imagination ni de ses capacités.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Nouvelle-Zélande de sa déclaration et de ses paroles aimables à l'endroit du Président.

Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole ?

L'ordre du jour étant épuisé, je vais lever la séance.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 4 août, à 10 heures.

La séance est levée à 10 h 30.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.471/Corr.1
21 octobre 1988

FRANCAIS SEULEMENT

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE ET ONZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 4 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

Rectificatif

Page de couverture, titre

Remplacer "mardi" par "jeudi"

Page 38, intervention de M. Ochsner (Suisse), septième ligne

Remplacer les deux phrases du passage "Aucun obstacle ... du 1er août." par le texte suivant :

> Il n'y a vraiment aucune obligation pour l'Office des Nations Unies à Genève et la Conférence du désarmement d'observer ce jour. Toutefois on peut se demander s'il ne conviendrait pas, éventuellement à titre de courtoisie internationale, de respecter désormais l'après-midi du 1er août.

GE.88-64461/4956n

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.471
4 août 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE ET ONZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 4 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

GE.88-63855/3678n

LE PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 471ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit son examen du point 5 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace". Toutefois, en vertu de l'article 30 du Règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient pourront soulever toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits aujourd'hui sur la liste des orateurs les représentants de l'Autriche, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Canada, du Venezuela et de la Bulgarie.

Comme suite à la décision prise par la Conférence à sa 436ème séance plénière, je donne maintenant la parole au représentant de l'Autriche, l'Ambassadeur Ceska.

M. CESKA (Autriche) (traduit de l'anglais) : C'est un privilège pour moi, M. le Président, que de prononcer ma première intervention en séance plénière de la Conférence du désarmement alors que vous en assurez la présidence pour le mois d'août. Je voudrais me joindre à ceux qui vous ont félicité à cette occasion et vous adresser mes meilleurs voeux de succès.

Ma déclaration sera axée sur des problèmes liés à une interdiction possible des armes chimiques. Voici près de vingt ans que cette question est inscrite à l'ordre du jour de la Conférence du Comité du désarmement puis de l'instance actuelle. L'histoire des négociations menées ici, à Genève, sur les armes chimiques ne date donc pas d'hier et a connu des hauts et des bas, de longues périodes s'étant écoulées durant lesquelles personne ne croyait vraiment à la possibilité d'un accord vu la complexité du problème. Et pourtant ceux qui ont continué patiemment de rechercher des solutions et qui n'ont pas cédé devant l'énormité de la tâche ont eu raison. Aujourd'hui, de l'avis général, une convention multilatérale sur l'interdiction des armes chimiques a de réelles chances de voir le jour, même s'il a fallu réviser les évaluations optimistes de la fin de 1987 qui n'excluaient pas un accord dans le courant de 1988.

Parmi les facteurs qui incitent à espérer que les négociations aboutiront dans un avenir assez proche, je soulignerai les suivants.

En premier lieu, dès le début des négociations sur une interdiction des armes chimiques, chacun a été conscient des énormes difficultés soulevées par la vérification adéquate de l'accord. Nous avons maintenant atteint le stade où un processus approfondi d'examen et de négociation se déroule à un niveau très technique et où les travaux en vue d'un accord sont réalisés en partie avec la coopétration étroite des industries chimiques civiles des divers pays. C'est là un phénomène relativement nouveau qui marque, espérons-le, l'amorce de la dernière ligne droite.

(M. Ceska, Autriche)

En second lieu, il ne faut pas oublier qu'une convention multilatérale de portée analogue, pour laquelle la surveillance efficace a posé d'énormes problèmes techniques, a été réalisée ici à Genève en 1972, à savoir la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Les perspectives d'une guerre biologique sont aussi effrayantes que l'utilisation de substances chimiques avec leur capacité d'annihiler ou de mutiler des êtres humains à une échelle massive et avec des budgets limités. Le fait que les substances biologiques, telles les toxines, ont été effectivement prohibées a encouragé ceux qui se sont efforcés, des décennies durant, de parvenir également à une interdiction des armes chimiques.

Bien qu'il ne me soit pas nécessaire de préciser ici les énormes difficultés politiques et techniques qui devront être surmontées avant que l'on puisse aboutir à une interdiction complète des armes chimiques, je voudrais toutefois souligner les quelques points suivants.

Sur le plan politique, il faudra répondre à un certain nombre de questions fondamentales :

Tous les pays qui possèdent des armes chimiques l'admettront-ils ?

Tous les pays qui ont la capacité de fabriquer des armes chimiques y renonceront-ils ?

Tous les pays qui disposent d'armes chimiques seront-ils prêts à détruire leurs stocks sous un contrôle international approprié, et renonceront-ils à en fabriquer et à en acquérir à l'avenir ?

En d'autres termes, tous les pays dont la participation est essentielle pour le succès et l'efficacité d'une telle interdiction seront-ils prêts à adhérer à la convention interdisant les armes chimiques ?

A ce propos, nous nous félicitons de l'information détaillée que l'ambassadeur Friedersdorf a présentée dans sa déclaration à la Conférence du 28 juillet dernier touchant des installations de fabrication d'armes chimiques des Etats-Unis.

Sur le plan technique, les difficultés sont évidemment liées à une vérification adéquate. Les moyens envisagés à cet effet, entre autres l'inspection par mise en demeure, permettront, il faut l'espérer, d'assurer le respect de la convention.

Afin d'atteindre cet objectif, il nous faut notamment tenir compte de la production des industries civiles et du phénomène des armes binaires. Bien que nous recherchions une surveillance qui soit la plus stricte possible, nous devons admettre qu'une vérification à 100 % n'est pas réalisable. En conséquence, la procédure envisagée des inspections par mise en demeure devrait être conçue de manière à constituer un risque suffisamment élevé pour dissuader les violateurs éventuels du traité.

(M. Ceska, Autriche)

Il reste bien entendu de nombreux problèmes à résoudre. Il faudra notamment mettre au point les modalités financières concernant le régime de vérification. Etant donné l'ampleur de la tâche, la question du financement des procédures de vérification ne sera pas négligeable et devra trouver de justes solutions.

Une condition préalable importante pour parvenir à un accord significatif est que les industries chimiques de tous les pays soient prêtes à coopérer pleinement. Dans ce contexte, mon pays attache une grande importance à la réunion d'experts chimiques qui a eu lieu la semaine passée. Un expert autrichien y a participé. Comme dans les autres pays, il n'a pas été facile au départ de convaincre l'industrie chimique autrichienne de coopérer. L'industrie se préoccupe beaucoup des questions concernant la confidentialité de l'information sur les techniques de production et les listes de clients, et ces inquiétudes devraient être prises en considération. Grâce à un processus d'information et d'explication, les représentants de l'industrie chimique se sont montrés disposés à contribuer à la future convention.

Je voudrais saisir cette occasion pour ajouter que l'Autriche étudie actuellement les dispositions législatives requises pour réglementer le transfert et l'exportation de huit substances chimiques extrêmement toxiques, dont cinq appartiennent à la catégorie des "précurseurs clefs", de manière que les restrictions voulues puissent entrer en vigueur dès que possible.

Je voudrais aussi confirmer ce que le Vice-Chancelier et le Ministre fédéral des affaires étrangères de l'autriche, M. Mock, a déclaré à la Conférence du désarmement le 14 avril dernier, à savoir que sur la base de la "matrice" présentée dans le document CD/CW/WP.193, un vaste travail de recherche est en cours à l'échelle nationale sur les données concernant les installations de fabrication et les produits chimiques visés aux tableaux 2 et 3 de l'annexe de l'article VI de la convention.

Après les expériences effrayantes qui ont été faites en Europe durant la première guerre mondiale, où des gaz toxiques ont été utilisés à grande échelle et ont causé la mort ou l'invalidité de milliers de soldats, des armes chimiques n'ont plus été employées à pareil niveau pendant près de 60 ans. L'horreur de cette situation a conduit au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Ce protocole, bien qu'incomplet puisqu'il n'interdit pas la production et le stockage de ces substances et ne prévoit aucune procédure de vérification, a été respecté même durant les périodes les plus noires de la seconde guerre mondiale.

Récemment, toutefois, des armes chimiques ont été massivement employées dans la guerre du Golfe. Le monde a été le témoin horrifié de ces événements par le truchement des médias modernes. Partout dans le monde, l'opinion publique est devenue sensibilisée au fait qu'à la fin du XXème siècle, l'emploi de produits chimiques mortels dans les conflits armés, loin d'appartenir au domaine du cauchemar constituait bien une réalité horrible. L'utilisation répétée d'armes chimiques dans la guerre du Golfe est un fait, et je perçois un certain risque de banalisation des armes et de la guerre

(M. Ceska, Autriche)

chimiques. Il est par conséquent impératif d'alerter la communauté internationale en vue d'éviter un état d'esprit général où l'on en viendrait à tolérer de telles "violations ordinaires" du droit international.

Si nous réussissons, par une convention sur l'interdiction des armes chimiques, à supprimer ces armes des arsenaux de tous les pays, nous ne nous limiterons pas seulement à éliminer la menace de leur emploi dans un conflit armé : nous ferons également en sorte que cette catégorie d'armes ne puisse pas être utilisée comme moyen de pression politique en dehors des affrontements militaires.

La guerre chimique - qui, pendant de nombreuses années, est restée du domaine de l'histoire militaire plutôt que de l'emploi réel au combat - est redevenue ces dernières années une cruelle réalité, décimant soldats et civils - vieillards, femmes et enfants -, instrument du destin aveugle qui frappe les innocents et bouleverse de façon inhumaine la vie de tous les jours.

Evoquant à ce sujet les deux rapports publiés par le Conseil de sécurité (documents S/20060 du 10 juillet 1988 et S/20063 du 25 juillet 1988), nous ne pouvons qu'être choqués d'y trouver la confirmation de l'emploi récent d'armes chimiques dans le conflit entre l'Iran et l'Iraq.

Nous avons eu, en Autriche, l'occasion de traiter médicalement des victimes de ce type de guerre, et nous avons essayé de trouver de nouveaux moyens pour rétablir et réadapter ces victimes et pour mettre au point du matériel nouveau de protection et de secours. Nous considérons que c'est là un moyen par lequel un pays indéfectiblement neutre peut contribuer à endiguer les souffrances innombrables que causent les armes chimiques. Mais cela ne suffit pas.

L'Autriche est profondément résolue à coopérer pleinement à la lutte que mène contre les armes chimiques la communauté internationale et, plus particulièrement aux efforts de la Conférence du désarmement à Genève qui en est le mandataire.

L'Autriche ne possède ni ne fabrique d'armes chimiques et n'a pas d'installations de production dans ce domaine. Le Gouvernement autrichien a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour être parmi les premiers Etats à signer une convention sur l'interdiction complète et générale des armes chimiques et sur leur destruction. Nous espérons sincèrement qu'une telle convention sera bientôt mise au point malgré les nombreux problèmes qui subsistent.

Nous nous trouvons actuellement face à des paramètres politiques favorables, tels que nous n'en avons pas connus depuis bien longtemps. Les relations entre l'Est et l'Ouest en général, et entre les deux principales puissances en particulier, reflètent la volonté de parvenir à des accords mutuellement bénéfiques. Il semble que l'on soit sur le point de résoudre des conflits régionaux qui ont lourdement pesé pendant de nombreuses années sur les relations internationales. L'évolution de la situation concernant l'Afghanistan, la guerre du Golfe, le Kampuchea et l'Angola incite à espérer un avenir connaissant moins de tensions internationales. Ces conditions favorables devraient permettre de faire naître la volonté politique nécessaire pour barrer la voie au spectre de la guerre chimique. Veillons à ne pas laisser échapper cette possibilité !

LE PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Autriche de sa déclaration et de ses mots aimables à l'adresse du Président. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous exprimer ma satisfaction à l'occasion du début de votre présidence et de vous souhaiter le succès dans vos fonctions. Nous sommes également heureux de voir à vos côtés l'Ambassadeur Tarmidzi, qui vous a précédé au poste de représentant de l'Indonésie à la Conférence du désarmement.

La question de la corrélation entre les efforts multilatéraux et les efforts bilatéraux dans le domaine des négociations sur le désarmement a été soulevée à maintes reprises à l'Organisation des Nations Unies, dans d'autres instances internationales et en particulier à la Conférence du désarmement. Le débat a montré que, de l'avis général, les processus bilatéraux et multilatéraux devaient aller de pair, en se complétant et en s'enrichissant mutuellement. L'un des moyens permettant cet enrichissement mutuel consiste, selon nous, à informer les participants aux instances multilatérales du déroulement des pourparlers bilatéraux

Cette mise au courant est une pratique qui a déjà été assez largement appliquée. On peut rappeler ici que les délégations soviétique et américaine ont présenté en parallèle à la Conférence du désarmement les documents de la rencontre au sommet de Washington, y compris le Traité FNI, l'Accord soviéto-américain sur la création de centres de réduction du risque nucléaire et les deux protocoles qui s'y rattachent, la Déclaration commune au sommet de Moscou et l'Accord entre l'URSS et les Etats-Unis sur les notifications des lancements de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles lancés par sous-marins. Ainsi l'Union soviétique et les Etats-Unis ont-ils répondu à l'appel qu'a lancé l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 42/38 A du 30 novembre 1987, dans laquelle elle invitait "les deux gouvernements à tenir les autres Etats ... dûment informés du progrès de(s) ... négociations".

Nous avons également étudié de près ce qui a été déclaré lors de la session de printemps de la Conférence au sujet de la nécessité de mettre systématiquement la Conférence au courant du déroulement des pourparlers bilatéraux soviéto-américains, ainsi que des problèmes et des difficultés rencontrés.

Nous partageons le point de vue selon lequel cette information peut faire progresser l'examen des problèmes inscrits à l'ordre du jour de la Conférence. Ainsi, par exemple, dans ses travaux consacrés à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, la Conférence peut utilement tirer profit des dispositions concernant la vérification qui ont été élaborées pour le Traité FNI. Enfin, les objectifs que nous cherchons à atteindre dans le cadre des points 2 et 5 de l'ordre du jour de la Conférence sont liés à l'objet des pourparlers bilatéraux sur les armes nucléaires et spatiales.

D'autre part, nous estimons que les délibération au niveau multilatéral peuvent stimuler les négociations bilatérales.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Poursuivant notre démarche de principe visant à internationaliser les efforts en matière de désarmement et à tenir la communauté internationale au courant du déroulement de nos pourparlers bilatéraux avec les Etats-Unis sur l'ensemble des problèmes liés à la limitation et à la réduction des armements, la partie soviétique accomplit aujourd'hui un nouveau pas dans cette direction. Permettez-moi de vous présenter le chef de la délégation soviétique aux pourparlers soviéto-américains sur les armes nucléaires et spatiales, l'Ambassadeur A. Oboukhov, qui va informer la Conférence du déroulement de ces négociations.

Avec votre permission, Monsieur le Président, je vais laisser la parole à l'Ambassadeur A. Oboukhov.

M. OBOUKHOV (Union des République socialistes soviétiques) (traduit du russe) : J'aimerais avant tout vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir bien voulu me donner la possibilité de prendre la parole à la Conférence du désarmement pour communiquer à ses membres le point de vue soviétique sur les pourparlers qui se déroulent à Genève entre l'URSS et les Etats-Unis au sujet des armes nucléaires et spatiales.

Quelques mots d'abord sur l'historique de ces pourparlers. Comme vous le savez ils ont été engagés au printemps 1985 conformément à ce qui avait été convenu au niveau des ministres des affaires étrangères de l'URSS et des Etats-Unis. Dès le début, chacune des deux délégations s'est divisée en trois groupes chargés respectivement des questions spatiales, des armements stratégiques offensifs et des missiles nucléaires à portée intermédiaire. Neuf séries de négociations se sont déjà tenues et la dixième a commencé le 12 juillet courant. Voilà pour l'aspect statistique.

Quel est maintenant le bilan des activités des délégations au cours des trois dernières années et demie ?

A l'heure actuelle, le résultat le plus important est la mise au point du projet de Traité entre l'URSS et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée. Cet accord, signé au cours de la rencontre soviéto-américaine au sommet qui s'est tenue à Washington en décembre 1987, revêt une signification historique en ce sens qu'il élimine pour la première fois une catégorie entière d'armes nucléaires soviétiques et américaines et fixe de nouvelles normes pour la limitation et la réduction des armements. Le nombre de missiles voués à la destruction est en gros de 2 500. Les parties s'engagent à ne plus fabriquer de missiles balistiques ou de croisière basés au sol d'une portée de 500 à 5 500 km et à ne pas procéder à des essais en vol de ces missiles. Ainsi la première pierre est-elle posée en vue d'édifier un monde exempt d'armes nucléaires.

Le Traité FNI est entré en vigueur avec la signature du Protocole sur l'échange des instruments de ratification lors de la rencontre soviéto-américaine au sommet qui s'est tenue à Moscou en mai et juin 1988. Depuis lors, plusieurs mesures d'inspection prévues par ce traité ont été mise en application. Le processus d'élimination des missiles sous un contrôle strict a commencé.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Le Traité FNI est une expression concrète de la nouvelle mentalité politique, alors que l'humanité est confrontée dans toute son ampleur au problème de sa survie et de la prévention d'une catastrophe nucléaire.

Il convient de souligner que le programme de désarmement nucléaire proposé le 15 janvier 1986 par Mikhail Gorbatchev revêt une importance capitale pour la démarche soviétique concernant les pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales et, en particulier, la question des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée. Compte tenu des réalités de la situation internationale actuelle et des possibilités pratiques qui en découlent, ce programme offre un cadre conceptuel et en même temps concret en vue de parvenir à un monde dénucléarisé d'ici à l'an 2000. De ce fait, la diplomatie soviétique dispose de principes directeurs précis pour une action dynamique visant à réaliser l'objectif fixé.

Les rencontres soviéto-américaines au sommet qui se sont tenues à Genève en octobre 1985 et à Reykjavik en novembre 1986 ont joué un rôle essentiel pour amener les parties à conclure le Traité FNI. Il a été et il reste tout aussi important pour les progrès des pourparlers que l'URSS et les Etats-Unis soient convenus au sommet de Genève de continuer à être guidés par la conviction qu'une guerre nucléaire ne doit jamais être livrée et ne peut être gagnée. Les parties ont également affirmé qu'elles étaient décidées à prévenir toute guerre nucléaire ou classique entre l'URSS et les Etats-Unis et qu'elles renonçaient à rechercher la supériorité militaire. Cette déclaration de Genève a été également confirmée par les parties lors de la rencontre de Mikhaïl Gorbatchev et de Ronald Reagan à Washington. On a toutes les raisons de penser que le Traité FNI traduit concrètement les termes de cette déclaration dans le domaine qui est le sien.

Lorsqu'au cours des pourparlers sont apparus des obstacles apparemment insurmontables, il a été fait preuve d'innovationn créatrice pour trouver les solutions les plus adéquates. Les initiatives prises à cet égard par Mikhaïl Gorbatchev en 1987 sont des exemples frappants d'équilibre judicieux, de souplesse et d'aptitude à tenir compte de tous les facteurs dans la recherche de solutions répondant aux intérêts de l'URSS et des Etats-Unis, de leurs alliés respectifs et des autres pays.

Il faut également souligner le rôle joué par les rencontres soviéto-américaines au niveau des ministres des affaires étrangères qui se sont tenues cinq fois entre avril et novembre 1987 - c'est-à-dire pendant la période la plus intense et la plus importante de préparation du traité. Le Ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Chevardnadze et le Secrétaire d'Etat américain George Schultz ont réglé un grand nombre de questions fondamentales qui constituaient autant d'obstacles à la conclusion d'un accord.

Grâce au soutien actif de l'opinion publique et d'un grand nombre d'Etats du monde, il en est résulté un texte qui assure l'équilibre des intérêts des parties et contribue de manière sûre à la sécurité générale. Fidèle à l'idéal du désarmement nucléaire, l'Union soviétique considère que le Traité FNI constitue le premier pas concret sur la voie de cette réalisation difficile

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

mais tout à fait possible. Il est donc d'autant plus préoccupant d'entendre maintenant certains milieux de l'OTAN parler de "compensation" pour les missiles américains qui doivent être éliminés en Europe occidentale. Il est clair qu'une telle démarche irait à l'encontre de la tendance croissante à la réduction des armements nucléaires et à la diminution du risque nucléaire.

Le Traité FNI ne doit pas constituer un simple épisode de la lutte menée pour liquider les armes nucléaires. Sa conclusion signifie que la communauté internationale tout entière s'est enrichie d'une expérience pratique inestimable qui lui permet d'aller de l'avant sans ralentir le pas. Les pauses sur la voie du désarmement sont inadmissibles. La partie soviétique estime qu'il faut progresser dans tous les domaines du désarmement sans conditions préalables ni liaisons.

Le Traité FNI est une première non seulement par son but, qui est la destruction compléte d'une catégorie entière d'armes soviétiques et américaines, mais également par la nouveauté et l'ampleur des mesures de contrôle qui y sont prévues. Le système mis en place par le traité pour la vérification du respect des obligations que les parties ont contractées est d'une portée et d'une précision littéralement sans précédent.

S'agissant de l'élimination d'une catégorie entière de missiles nucléaires soviétiques et américains, la question de la vérification acquiert à notre avis une importance particulière. L'assurance du respect scrupuleux des dispositions du traité ne concerne pas seulement le renforcement de la confiance, mais aussi les intérêts légitimes en matière de sécurité. C'est pourquoi la partie soviétique a préconisé dès le départ l'adoption dans le cadre du traité d'un système de vérification efficace et rigoureux, qui serait fondé sur les moyens techniques nationaux combinés à des inspections sur place.

Je voudrais rappeler rapidement les éléments principaux du système de vérification visé par le Traité FNI.

Les données de base fournies par les parties dans le cadre du Mémorandum d'accord, qui fait partie intégrante du Traité, contribuent à la mise en oeuvre des mesures de vérification. Ces données portent aussi bien sur des aspects quantitatifs que sur certaines caractéristiques qualitatives des armements à éliminer. La précision et le volume de ces données sont également sans précédent. Pour que la vérification soit rigoureuse et les objectifs de l'accord réalisés, les parties sont convenues de mettre sur la table des négociations des documents - notamment des photographies des armements ainsi que des plans des bases d'opérations de missiles et des installations auxiliaires, y compris des installations de production - qui étaient jusque-là jalousement tenus secrets. On voit donc une manifestation de la transparence dans cette nouvelle étape du combat pour le désarmement nucléaire à laquelle on est parvenu grâce au Traité FNI.

Un des points particuliers du Traité est qu'il ne préconise pas seulement l'élimination complète de tous les missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée déployés ou non, mais aussi l'arrêt de leur production. Cette obligation est soumise à une vérification adéquate. On est convenu en

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

particulier d'observer en permanence la production aux accès de l'usine soviétique de Votkinsk et de l'usine américaine de Magna dans l'Utah. On pourra donc s'assurer que la partie soviétique a cessé de produire des missiles SS-20 et que les Etats-Unis ne fabriquent plus de missiles Pershing-2.

Des inspections périodiques permettront de contrôler la non-production de lanceurs de missiles balistiques et de missiles de croisière basés au sol pour les portées pertinentes. Une liste des installations qui feront l'objet de ces inspections figure dans le Mémorandum d'accord.

Des inspections sur place sont prévues aussi bien sur le territoire de l'URSS et des Etats-Unis que sur celui des pays où sont implantés les missiles à éliminer, c'est-à-dire d'une part, la République démocratique allemande et la République socialiste tchécoslovaque, et de l'autre, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas.

Des inspections peuvent être effectuées, dans la limite des quotas fixés, pendant toute la période de destruction des missiles, ainsi que durant une période consécutive de 10 ans. L'URSS et les Etats-Unis ont le droit de procéder à 20 inspections par an pendant les trois premières années suivant l'entrée en vigueur du Traité, puis à 15 inspections par an au cours de la première période de cinq ans et à 10 inspections au cours de la seconde période de cinq ans.

En plus de l'observation permanente des accès des usines de fabrication et des inspections soumises à quota pour vérifier la non-production de lanceurs de missiles balistiques et de missiles de croisière, il est prévu d'effectuer des inspections pour vérifier les données de base, pour confirmer l'élimination des bases d'opérations de missiles et des installations auxiliaires pour missiles (à l'exception des installations de production de missiles) et pour vérifier le processus d'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée. Il est également prévu d'inspecter les anciennes bases d'opérations de missiles et les anciennes installations auxiliaires pour missiles éliminées aux termes du Traité, à l'exception des anciennes installations de production de missiles.

On a également défini les obligations générales des parties concernant la procédure de notification de l'intention d'effectuer une inspection, les obligations de la partie inspectée et de la partie inspectante touchant ces notifications, les procédures d'entrée d'accueil et de déplacement des inspecteurs, y compris les procédures d'utilisation des appareils de contrôle, les règles générales d'organisation des inspections, les privilèges et immunités des inspecteurs et des membres d'équipage, etc.

Les procédures d'organisation des inspections sur le territoire des pays de mise en place sont définies dans des accords conclus avec ces pays, conformément aux dispositions pertinentes du Traité FNI.

La signature à Washington, en septembre 1987, de l'Accord soviéto-américain sur les centres de réduction du risque nucléaire, au niveau des ministres des affaires étrangères, revêt une importance particulière. L'établissement d'une liaison de communication en fac-similé entre ces centres permet de transmettre les notifications et autres informations relatives au Traité FNI.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Les parties sont convenues de créer une commission spéciale de vérification qui se réunira pour examiner et résoudre les questions liées à l'application du Traité.

Ainsi a été mis sur pied un système fiable permettant de vérifier que les parties appliquent rigoureusement les obligations qu'elles ont assumées.

Le système de vérification établi par le Traité FNI a déjà fait la preuve de sa viabilité. C'est ainsi que, pendant la phase de préparation du Traité préalable à sa ratification, les parties ont réussi, en se fondant sur les dispositions dudit Traité, à résoudre sur une base mutuellement acceptable plusieurs questions concernant la mise en oeuvre des mesures de vérification.

Il est ainsi démontré que, lorsque les deux parties font preuve de bonne volonté et manifestent un égal désir d'améliorer la confiance réciproque et d'éliminer les motifs de préoccupation, il est possible de régler de manière satisfaisante les problèmes de vérification les plus complexes. C'est ce que prouvent la conclusion du Traité FNI et son début d'application. Je crois que cette expérience ne doit pas se limiter à ce seul traité et qu'elle peut et doit être utilisée, en tenant évidemment compte des aspects spécifiques de chaque question concrète, pour la mise au point d'autres accords bilatéraux ou multilatéraux dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement.

Il convient de noter que l'URSS et les Etats-Unis ont décidé d'utiliser cette expérience d'une manière créatrice pour élaborer les dispositions relatives à la vérification lors de la préparation du projet de traité sur la réduction de 50 % des armes stratégiques offensives. Cela a déjà permis de s'entendre sur un certain nombre de dispositions extrêmement importantes dans ce domaine.

Il me semble que l'esprit novateur dont témoigne le mécanisme de vérification mis en place par le Traité FNI ainsi que certaines approches et solutions concrètes qui y sont inscrites peuvent être utilisées avec succès pour résoudre les problèmes liés à l'élaboration du projet de convention sur l'élimination complète des armes chimiques et sur l'arrêt de leur production. La conclusion du Traité FNI démontre que la vérification - quelle que soit la complexité de ses différents aspects - ne doit pas constituer un obstacle à l'élimination des armes de destruction massive et notamment des armes chimiques.

Le désarmement est un problème global, et il faut absolument que les résultats obtenus dans l'un ou l'autre de ses domaines servent de stimulant et d'humus fertile pour parvenir aussi ailleurs à de bonnes récoltes.

Après la conclusion du Traité FNI, les pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales ont subi une certaine réorganisation. Au lieu de trois groupes de travail comme au début, il y en a maintenant deux - l'un portant sur les armements stratégiques offensifs et l'autre concernant l'espace. A l'heure actuelle, les travaux se concentrent donc sur deux problèmes principaux : la préparation d'un projet de traité sur la rédcution de 50 % des armements stratégiques offensifs, et l'élaboration d'un accord séparé concernant le Traité ABM.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Les pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales constituent l'un des aspects de l'évolution positive qui se produit actuellement dans le monde. Cette évolution a avant tout permis d'éloigner la menace d'une guerre nucléaire. Grâce aux accords importants qui ont été conclus, l'axe de la vie internationale s'est déplacé : de la confrontation on est passé à la coopération, à la compréhension mutuelle et à un processus de négociation visant à obtenir des résultats concrets, en premier lieu pour ce qui concerne les armes de destruction massive. Les relations soviéto-américaines se sont améliorées. Le processus européen s'est redynamisé à l'échelle internationale et surtout sur le plan de l'opinion publique. Les accords de Genève ont été conclus et le retrait du contingent soviétique en Afghanistan a commencé.

La partie soviétique souhaite que les pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales et les accords qui peuvent en résulter apportent une contribution de poids à la poursuite de la normalisation des relations internationales. Cela est d'autant plus nécessaire que la situation dans le monde reste malgré tout complexe et contradictoire. Il n'y a pas encore eu de changement radical pour le mieux. Le danger d'anéantissement de la civilisation et de la vie elle-même n'a pas encore été écarté.

D'où la nécessité de nouveaux efforts énergétiques pour parvenir à réduire les budgets militaires, ainsi qu'à diminuer et finalement à éliminer le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire. L'URSS et ses alliés sont unanimes à souhaiter que ces objectifs soient atteints, comme le montrent les résultats de la réunion du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie. Analysant la situation en Europe et dans l'ensemble du monde ainsi que les problèmes vitaux de l'heure - la prévention de la guerre, l'arrêt de la course aux armements et le passage résolu au désarmement - les participants à la réunion du Comité politique consultatif ont dégagé les tâches prioritaires dans ce domaine. Il s'agit notamment de conclure un accord sur la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs, en respectant le Traité ABM tel que signé en 1972 et en s'abstenant de le dénoncer durant la période convenue.

Où en sont actuellement les pourparlers sur le plan concret ?

Comme on le sait, d'importantes décisions sur l'ensemble des questions concernant les armes nucléaires et spatiales ont été prises lors de la réunion au sommet de Washington, en décembre 1987. Plusieurs problèmes conceptuels ont été alors résolus et des instructions ont été données aux deux délégations pour qu'elles avancent à marche forcée vers la mise au point d'un projet conjoint de traité. Une formule a été également trouvée en ce qui concerne le respect du Traité ABM et sa non-dénonciation.

Après la rencontre au sommet de Washington, les deux parties ont fait des progrès significatifs en vue d'un accord sur la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs. Là aussi, un rôle particulier a été joué par les réunions régulières, pratiquement mensuelles, qui ont eu lieu au niveau des ministres des affaires étrangères soviétique et américain, et durant lesquelles ont été examinés les problèmes les plus importants concernant les pourparlers en cours.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Il en est résulté quatre projets de texte conjoints : le Traité lui-même sur la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs, un mémorandum d'accord, un protocole sur les inspections et un protocole sur la reconversion ou l'élimination.

Le projet conjoint de traité reflète l'accord précédemment intervenu sur la fixation de plafonds ne dépassant pas 1 600 vecteurs d'armes stratégiques offensives et 6 000 ogives, ainsi que l'accord sur des sous-plafonds ne dépassant pas 4 900 ogives pour le nombre total d'ogives de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et de missiles balistiques lancés par sous-marins (SLBM), et 1 540 ogives pour 154 missiles lourds.

Il est également mentionné dans le projet de traité que les parties conviennent qu'après les réductions, la capacité d'emport global des ICBM et des SLBM sera réduite d'environ 50 %, et que ce niveau ne sera pas dépassé.

Les parties sont également convenues d'axer leurs futurs travaux d'élaboration du traité sur le principe selon lequel, pour ce qui est des ICBM et des SLBM déployés de types existants, la règle du décompte inclura le nombre d'ogives indiqué dans la Déclaration commune du 10 décembre 1987, ainsi que le nombre d'ogives de chaque nouveau type de missile balistique que les parties doivent fixer d'un commun accord.

Les parties ont aussi établi en commun une règle de décompte des armements embarqués à bord des bombardiers lourds selon laquelle les bombardiers lourds uniquement équipés pour transporter des bombes nucléaires à chute libre et des missiles d'attaque à courte portée seront comptés comme une unité dans la limite des 1 600 vecteurs et comme une unité dans la limite des 6 000 ogives. Bien entendu, cette règle de décompte établie à Reykjavik peut s'appliquer si l'on utilise la limite déjà convenue de 600 km pour distinguer les missiles "air-sol" de longue portée et ceux de courte portée.

Les projets concernant le protocole sur les inspections, le protocole sur la reconversion ou l'élimination et le mémorandum d'accord, qui font partie intégrante du Traité, développent les dispositions du Traité FNI concernant la vérification en les élargissant et en les perfectionnant dans la mesure nécessaire pour répondre aux exigences plus grandes du Traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs.

Les mesures de vérification comporteront au minimum l'échange et la mise à jour de données, des inspections en vue de vérifier l'exactitude de ces données, l'observation sur place de l'élimination des armes stratégiques, la surveillance permanente sur place du périmètre et des accès des principales installations de production pour vérifier la production des armements faisant l'objet de limitations, etc.

Force est malheureusement de constater que lors de la rencontre au sommet de Moscou, on n'est pas parvenu à un accord complet sur le texte des projets ci-dessus. Les difficultés rencontrées à cet égard sont d'ailleurs dans une large mesure objectives. Elles sont dues à la grande complexité des problèmes en jeu - il s'agit en effet de réduire radicalement des armements de types divers. Il faut trouver des approches concertées correspondant à chacun

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

d'entre eux tant en ce qui concerne les moyens permettant de les limiter efficacement qu'en ce qui concerne la vérification fiable du respect des engagements souscrits. Et ce n'est pas là une tâche aisée.

Le sommet soviéto-américain de Moscou a donné une nouvelle impulsion aux travaux des délégations qui participent aux pourparlers de Genève. C'est ainsi qu'on a pu, à Moscou, élargir sensiblement le terrain d'entente sur des questions importantes telles que la vérification des lanceurs d'ICBM mobiles, et la limitation des missiles de croisière à grande portée lancés par air et des bombardiers lourds. De nouveaux domaines d'accord figurent dans les textes échangés par les parties. Il revient maintenant aux délégations de traduire ces points d'accord dans le projet conjoint de traité sur les armements stratégiques offensifs. Mais il va de soi qu'il faut aller plus loin et arriver à résoudre entièrement les problèmes évoqués ci-dessus.

Il est également très important pour l'évolution positive des pourparlers que la Déclaration commune adoptée à l'issue du sommet de Moscou ait confirmé ce qui avait été convenu à propos du Traité ABM lors du sommet de Washington en décembre 1987. Les dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis ont chargé leurs représentants aux pourparlers d'établir un projet conjoint d'accord séparé et de poursuivre les travaux sur le protocole qui s'y rattache. A l'issue de la rencontre de Moscou, les parties se sont déclarées mutuellement convaincues que le travail important déjà accompli fournissait une base permettant de conclure le traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs, qui contribuerait à la stabilité stratégique et au renforcement de la sécurité, non seulement pour les peuples soviétique et américain, mais aussi pour l'ensemble de l'humanité. Les parties sont convenues de poursuivre leurs efforts dans ce domaine avec toute l'énergie et la détermination nécessaires. Elles se sont également entendues sur le principe qu'une fois réglés les problèmes en suspens, et une fois approuvés le traité et les instruments qui s'y rattachent, ceux-ci seront signés dans les plus brefs délais. A l'issue du sommet de Moscou les deux délégations se sont donc vu confier un mandat commun aux termes duquel elles doivent, sur la base des progrès déjà réalisés, parvenir aussi rapidement que possible à un traité sur la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs en observant strictement le Traité ABM.

C'est mue par de telles intentions que la délégation soviétique est retournée à Genève pour les pourparlers actuels. Conformément aux instructions de leurs dirigeants, les représentants soviétiques se sont immédiatement attachés à accélérer le processus de négociation. Au cours des trois dernières semaines, nous avons avancé toute une série de propositions de nature à faire avancer les travaux.

Il s'agit notamment du projet soviétique de protocole concernant la capacité d'emport globale des ICBM et des SLBM, que nous avons proposé dès la première séance plénière des pourparlers en cours. Cette initiative de la partie soviétique, qui tient compte des considerations exprimées par la délégation des Etats-Unis, permet de résoudre la question de la capacité d'emport sur la base d'un compromis mutuellement acceptable.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

La partie soviétique a fait des propositions constructives en ce qui concerne la partie du futur traité concernant la reconversion ou l'élimination à laquelle il faudrait procéder pour atteindre et maintenir à l'égard des systèmes visés les limites globales radicalement réduites fixées aux termes du traité. L'approche soviétique permet d'arriver à un accord complet sur cette partie du futur traité.

La délégation soviétique a adopté également une position dynamique en vue de dégager de nouveaux domaines d'accord sur les questions concernant la vérification des lanceurs d'ICBM mobiles et la limitation des missiles de croisière à grande portée lancés par air et des bombardiers lourds. Nous avons proposé à cet égard plusieurs formules aux fins d'inclusion dans les textes en préparation.

Nous attendons de la partie américaine une réaction constructive à l'ensemble des propositions soviétiques.

Il convient de noter que, dans quelques domaines, certains progrès ont déjà été réalisés dès les premières semaines des pourparlers en cours. Mais l'esprit d'autocritique oblige à avouer que ces progrès sont extrêmement modestes. A notre avis, ils auraient pu être bien plus importants. Il reste encore beaucoup à faire pour régler les questions en suspens. Pour mener une telle tâche à bien, il faut que les deux parties manifestent leur bonne volonté et leur désir de trouver des solutions, qui doivent être étayées par une action constructive et concrète lors des pourparlers.

Il faut noter que les progrès des négociations dépendent actuellement dans une large mesure de la solution de problèmes tels que le respect et la non-dénonciation du Traité ABM ainsi que la limitation du déploiement des missiles de croisière à grande portée lancée par mer (SLCM).

Pourquoi ces questions sont-elles actuellement au centre des discussions ?

Prenons les questions spatiales. Il y a un lien étroit et organique entre une limitation radicale des armements stratégiques offensifs et un accord qui confirmerait que l'URSS et les Etats-Unis s'engagent à respecter les clauses du Traité ABM au moins pendant les neuf ou dix années à venir. Si en effet, la course aux armements est introduite dans l'espace, la situation dans le monde en sera profondément déstabilisée. Pour reprendre les propos de Mikhaïl Gorbatchev : "Il n'est pas logique de limiter les armements stratégiques offensifs sur la Terre et d'ouvrir en même temps la voie à une course aux armements dans l'espace". Il est évident que ces deux processus sont incompatibles.

En quoi consiste concrètement l'approche de la partie soviétique vis-à-vis du Traité ABM ? Nous voulons que les dispositions d'un accord séparé à cet égard reflètent fidèlement et dans sa totalité, sous une forme juridique appropriée, l'accord obtenu à Washington le 10 décembre 1987. En d'autres termes, l'accord en préparation doit incorporer l'obligation de respecter le Traité ABM tel que signé en 1972, de ne pas le dénoncer durant la période convenue et de procéder à des discussions extensives sur la stabilité stratégique au plus tard trois ans avant l'expiration de la période de non-dénonciation.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

La conclusion d'un accord sur le respect du Traité ABM et sur sa non-dénonciation durant la période convenue est une condition indispensable à la réalisation de réductions radicales des armements stratégiques offensifs faute de quoi de telles réductions seraient impossibles.

Nous estimons à cet égard que l'obligation de ne pas se retirer du Traité ABM doit être nette et sans ambiguïté : elle doit être inconditionnelle. Ce n'est qu'ainsi que cette obligation pourrait jouer un rôle stabilisateur dans le cadre de réductions profondes des armements stratégiques offensifs.

Cette approche découle directement de la substance de l'Accord de Washington. Cet accord stipule aussi clairement que le Traité ABM doit être respecté tel que signé en 1972. Ainsi, la formulation adoptée à Washington confirme les limitations imposées aux parties par le Traité ABM et ne peut être considérée comme autorisant ce que l'on appelle l'interprétation "large" du Traité.

De même, ce serait trahir l'esprit et la lettre de l'Accord de Washington que d'instituer maintenant le droit des parties à déployer de vastes systèmes de défense antimissile, notamment à partir de l'espace, dès l'expiration de la période de non-dénonciation. Cette démarche signifierait que l'on s'efforce de définir à l'avance l'issue des discussions futures sur la stabilité stratégique.

C'est pourquoi nous souhaitons parvenir à un accord sur le respect du Traité ABM et sur sa non-dénonciation durant la période convenue, et non pas sur un passage conjoint au déploiement de systèmes antimissiles interdits par le Traité.

Au cours de la série précédente des pourparlers, les parties ont réussi à mettre au point un projet conjoint de protocole à l'accord sur les questions relatives au Traité ABM. Toutefois, les nombreux crochets qui émaillent ce texte exigent encore un travail sérieux afin d'éliminer les différences d'approche des parties. La partie soviétique estime que les mesures concernant la vérification, le renforcement de la confiance et la prévisibilité qui figurent dans le protocole doivent également viser à ce que les parties soient fermement assurées du respect rigoureux du Traité ABM.

A cette fin nous proposons l'adoption des mesures suivantes :

Premièrement, échange de données sur les travaux concernant les systèmes antimissiles balistiques, réunions d'experts et visites réciproques des polygones d'essai où se déroulent des travaux dans ce domaine.

Deuxièmement, échange d'informations en vue de prévenir toute incertitude à l'égard du respect des obligations assumées par les parties.

Troisièmement, vérification du respect des obligations, jusques et y compris l'inspection des installations qui suscitent la préoccupation des parties.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Quatrièmement, organisation de consultations pour examiner les situations qui, de l'avis de l'une des parties, compromettent ses intérêts suprêmes. Au cours de ces consultations les parties utiliseraient tous les moyens disponibles pour régler lesdites situations sur une base mutuellement acceptable.

Les propositions soviétiques constituent donc là aussi une bonne base pour parvenir à un accord.

La délégation soviétique aux pourparlers est résolue à faire tout le nécessaire pour appliquer les instructions données par les dirigeants soviétiques et américains à la suite de leur rencontre de Moscou, qui consistent à préparer un projet conjoint d'accord séparé reflétant fidèlement et dans sa totalité la formule adoptée à Washington pour les questions relatives au Traité ABM, et à mener à bien les travaux sur le protocole qui s'y rattache.

Un autre problème capital dont dépend le futur traité sur les armements stratégiques offensifs est lié à la limitation des SLCM à grande portée. Ce nouveau type dangereux d'armes stratégiques offensives doit être limité de façon sûre. C'est là une mesure indispensable pour assurer l'efficacité et la stabilité du futur traité et pour garantir qu'il ne pourra être contourné. Les deux parties sont conscientes, nous semble-t-il, de l'importance de cette question, comme en témoigne la Déclaration commune de Washington où il est fait état de l'obligation réciproque de fixer un plafond quantitatif pour les SLCM à grande portée assurant une vérification efficace.

Au cours des pourparlers actuels, la partie soviétique, guidée par cette obligation, a proposé de manière circonstanciée un programme global de mesures de grande portée dans ce domaine, y compris la fixation de limites quantitatives concrètes pour le déploiement des SLCM à grande portée.

Je voudrais m'arrêter de manière plus détaillée sur les questions de vérification étant donné que, comme le font remarquer nos partenaires dans les pourparlers, c'est précisément là où réside la difficulté principale.

La partie soviétique a proposé de soumettre à une vérification rigoureuse l'ensemble du cycle de vie - si l'on peut dire - des SLCM à grande portée.

La vérification commencerait par une surveillance permanente du périmètre et des accès des installations de production de ces missiles. On pourrait ainsi immédiatement compter chaque missile produit.

Une vérification permanente serait également effectuée dans des centres de chargement, spécialement désignés, où les SLCM sont dotés de leurs ogives nucléaires avant d'être embarqués sur les sous-marins ou les navires de surface de types convenus. Nous proposons de limiter le nombre de ces centres de chargement et d'interdire l'embarquement de SLCM dans des sous-marins ou des navires de surface ailleurs et notamment en mer.

Si au moment de l'entrée en vigueur du Traité sur les armes stratégiques offensives, des sous-marins et des navires de surface de l'une ou l'autre partie ont déjà embarqué des SLCM à grande portée, la partie concernée devra montrer chacun d'entre eux aux fins du décompte.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

La partie soviétique préconise également une large utilisation des moyens techniques nationaux de vérification. Elle a proposé à la partie américaine d'effectuer une expérience conjointe visant à déterminer la présence d'armes nucléaires à bord de navires à l'aide d'appareils de télédétection. La vérification effectuée grâce à ces moyens pourrait, dans le cas où des inquiétudes se feraient jour, s'accompagner d'inspections réalisées directement à bord des sous-marins ou des navires de surface soumis à la vérification. Cette procédure éviterait les malentendus éventuels.

Les inspections occupent d'une manière générale une grande place dans l'approche soviétique en matière de vérification des SLCM à grande portée. Par exemple, si l'une des parties estime que des SLCM sont secrètement déployés, nous proposons qu'il soit procédé à des inspections à court délai de préavis. Cela signifie qu'en cas de besoin, tout navire de guerre de chacune des parties pourrait être soumis à inspection sur une base de réciprocité. Il me semble qu'une mesure aussi radicale de vérification n'a pas besoin d'être commentée.

Il va de soi que toutes les dispositions du traité permettant de vérifier les limitations prévues s'appliqueraient aussi bien aux SLCM à grande portée qu'aux autres types d'armes stratégiques offensives. Ces dispositions incluent l'échange des données pertinentes, l'envoi de notifications et la réalisation d'inspections en vue de vérifier l'exactitude des données de base que les parties échangeraient au moment de l'entrée en vigueur du traité, de même que la vérification des procédures d'élimination, etc. La fiabilité de la vérification serait également assurée par la proposition soviétique visant à limiter le nombre des types de sous-marins et de navires de surface qui pourraient embarquer des SLCM à grande portée.

Toutes ces formes et ces méthodes de vérification prises dans leur ensemble donneraient aux deux parties l'assurance que les obligations contractées sont rigoureusement respectées. En un mot, le problème de la limitation des SLCM à grande portée sous un contrôle approprié peut être résolu, et il doit l'être faute de quoi le traité sur la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs serait inefficace. Nous nous efforcerons, durant les pourparlers, de convaincre les Etats-Unis d'adopter les mesures de vérification efficaces et approfondies que nous avons proposées pour les SLCM à grande portée.

Je voudrais souligner à nouveau que la partie soviétique accorde une grande importance aux questions concernant la vérification rigoureuse de l'application des limitations qui auront été prévues. Cette démarche de principe a été une fois de plus confirmée par Mikhaïl Gorbatchev dans le rapport qu'il a fait à la dix-neuvième Conférence nationale du Parti qui s'est tenue récemment. La délégation soviétique entend, comme par le passé, appliquer cette démarche de manière suivie dans le déroulement concret des pourparlers. Nous sommes convaincus que des mesures efficaces de vérification doivent valoir également pour tous les armements stratégiques offensifs visés dans le futur traité, notamment les missiles balistiques intercontinentaux, les missiles balistiques lancés par sous-marins, les bombardiers lourds et les missiles de croisière à grande portée lancés par air et par mer. Il s'agit là d'un domaine où l'on ne saurait admettre les exceptions ou les démarches sélectives. Nous attendons de la partie américaine une coopération constructive en vue d'élaborer un système fiable de vérification correspondant aux buts et aux objectifs du futur traité.

(M. Oboukhov, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Des travaux substantiels ont été déjà réalisés en vue d'un traité sur la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs.

Conformément aux instructions données aux délégations par les dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis lors de la réunion de Moscou, la partie soviétique est prête à oeuvrer activement et efficacement au sein des deux groupes - celui sur l'espace et celui sur les armes stratégiques offensives. Nous tenons à ne pas perdre l'élan acquis et à achever aussi rapidement que possible l'élaboration des projets conjoints de texte en coopération avec les représentants des Etats-Unis aux pourparlers. Le futur traité ne peut être que le résultat d'efforts communs des deux parties.

Tous les pays et tous les peuples nourrissent l'espoir que le Traité soviéto-américain sur la réduction de 50 % des armements stratégiques offensifs dans le respect du Traité ABM se réalisera dans les plus brefs délais. C'est ce qu'exigent la sauvegarde de la sécurité générale et la prévention de la menace de guerre.

Le PRESIDENT : Je tiens à remercier le chef de la délégation soviétique aux négociations bilatérales sur les armes nucléaires et spatiales, l'Ambassadeur Oboukhov, de l'information qu'il vient de nous communiquer. Je voudrais aussi lui dire combien j'ai apprécié qu'il soit venu présenter à la Conférence les vues de son gouvernement sur des questions d'importance vitale pour cette instance unique de négociation multilatérale. Je remercie par ailleurs l'Ambassadeur Nazarkine de sa déclaration liminaire.

Je donne maintenant la parole à l'orateur suivant inscrit sur ma liste, le représentant du Canada, l'Ambassadeur de Montigny Marchand.

M. de MONTIGNY MARCHAND (Canada) (traduit de l'anglais) : J'aimerais tout d'abord, M. le Président, vous adresser officiellement un accueil des plus chaleureux et vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence pour le mois d'août. Moi qui suis arrivé ici il y a relativement peu de temps, je puis aisément apprécier la position dans laquelle vous-même devez vous trouver en endossant, si peu après votre venue à Genève, cette importante responsabilité; je tiens à vous assurer que ma délégation et moi-même vous apporterons notre entière collaboration pour vous faciliter la tâche. Je voudrais aussi remercier au nom de ma délégation votre prédécesseur immédiat, l'Ambassadeur Teja, et sa délégation, qui ont accompli un travail remarquable pendant le mois de juillet. Par ailleurs, en mon nom propre et au nom de ma délégation, j'adresse un chaleureux accueil aux autres nouveaux représentants à la Conférence et je présente à l'Ambassadeur Tarmidzi et à ceux de nos collègues qui nous quittent nos voeux les meilleurs de réussite pour l'avenir.

J'ai fait, la semaine dernière, quelques observations sur les résultats de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement et sur les incidences que, selon le Canada, cela aurait pour nos travaux futurs concernant l'espace. Je voudrais, cette semaine, présenter quelques brefs commentaires à propos des négociations en cours sur une convention interdisant les armes chimiques et, plus précisément, sur les questions que nous examinons au cours de cette session d'été. Mes observations, qui seront axées sur quelques-uns des problèmes qui inquiètent tout particulièrement le Canada, n'auront rien d'exhaustif ni de catégorique.

(M. de Montigny Marchand, Canada)

Il existe un degré de consensus encourageant, et qu'on a pu constater à la troisième session extraordinaire, quant à l'importance et à l'urgence de mener à bien la convention proposée sur les armes chimiques. Nous devrions faire fond sur cela pendant ce qu'il reste de la session de 1988. Déjà, bien qu'il ne se soit écoulé que quatre semaines depuis le début de la session d'été, nous sommes heureux de voir avec quel sérieux les négociateurs examinent les problèmes en suspens. Comme je l'ai dit au printemps dernier, mon gouvernement est en faveur d'une conduite pondérée des travaux, sans imposition de délais artificiels.

Pourtant, le Gouvernement canadien reconnaît aussi qu'il y a de solides raisons de pousser de l'avant nos négociations avec toute la vigueur dont nous sommes capables. Non seulement notre objectif est plus clairement en vue, mais l'utilisation récente et répétée d'armes chimiques fait de plus en plus courir le risque que ces armes n'apparaissent comme des armes de guerre efficaces. Aussi mon gouvernement partage-t-il le sentiment qu'il est urgent d'éliminer ou d'écarter cette tentation. Il est convaincu que c'est là un diable que nous pouvons et devons renfermer dans sa bouteille - et vite.

En présentant quelques observations sur les questions qu'examinent actuellement le Comité spécial et ses groupes de travail, je tiens à souligner de nouveau que, dans l'ensemble, nous sommes satisfaits de l'approche sérieuse et dénuée de polémique qu'ont adoptée les délégations.

Nous constatons plusieurs faits encourageants. Nous en constatons quelques autres qui ne sont peut-être pas des plus encourageants. Nous saluons les signes prometteurs de progrès sur des questions importantes, voire capitales, touchant les articles VIII et IX et les derniers articles. Nous espérons que se dégageront des indices analogues de nos discussions sur les articles X et XI, encore qu'il me faille noter que certaines propositions avancées cette semaine concernant l'article X semblent plutôt en régression par rapport au consensus qui paraissait se dégager lors du débat à la session de printemps.

Mais ce qui nous préoccupe surtout, ce sont les échanges de vues sur l'article VI; on semble s'enfermer là dans un cercle vicieux. Je pense en particulier à l'examen récemment achevé des tableaux [1] et [4], où l'on n'a enregistré que de rares indices de progrès réels depuis les discussions de janvier dernier. Il ne faudrait pas oublier que les questions débattues au titre de ces sections se rapportent à l'une des zones vitales qu'il nous reste à couvrir. Nous pensons qu'un certain nombre des problèmes auxquels nous nous heurtons ici remontent sans doute au fait que nous n'avons pas de définitions clairement établies, notamment de ce qui constitue une arme chimique. Si cette situation dure et si le débat au sein du Groupe de travail B ne fait pas véritablement avancer notre intelligence commune de ces définitions, alors peut être faudrait-il envisager de faire de l'article II l'objet, à titre prioritaire; de discussions plus détaillées cet hiver, pendant l'intersession.

A propos des travaux du Groupe B sur l'article V, j'avais espéré saluer les progrès obtenus en passant en revue les propositions des Etats-Unis et de l'URSS sur les installations de fabrication d'armes chimiques. Mais, à l'instar de bien d'autres délégations, la délégation canadienne a appris avec inquiétude la semaine dernière que les efforts de M. Macedo pour incorporer

(M. de Montigny Marchand, Canada)

des éléments de ces propositions dans le texte de l'article V s'étaient heurtés à des difficultés. Nous nous rangeons fermement aux côtés de M. Macedo, qui a appelé les participants à chercher sans tarder une solution à ces problèmes, - mineurs - espérons-le de sorte qu'il soit possible d'amender, comme il se doit, le texte de l'article V.

En ce qui concerne le reste des travaux à l'ordre du jour du Groupe B, je tiens à faire une remarque précise concernant l'article IV et la question générale de l'ordre de destruction. S'agissant d'élaborer un régime convenu de destruction par étapes des armes chimiques, mon gouvernement reconnaît que l'une des principales préoccupations doit être de garantir que le processus visé ne diminue en rien la sécurité nationale des Etats parties, quels qu'ils soient, pendant les 10 années de la phase très délicate de destruction. Il me faut toutefois redire que mon gouvernement ne saurait appuyer des propositions visant à répondre à de légitimes préoccupations en matière de sécurité qui auraient pour effet net de permettre la fabrication d'armes chimiques et la prolifération de celles-ci pendant cette phase cruciale. L'objectif central de la Convention étant l'élimination complète, à tout jamais, des armes chimiques, il semble fondamentalement illogique que la Convention permette la fabrication d'armes chimiques, après son entrée en vigueur.

A propos de l'Article VIII, nous sommes impressionnés par les solides progrès qu'a accomplis le Groupe de travail C, sous l'habile direction de son Président, M. Numata. Nous comptons que le Groupe réalisera d'autres progrès substantiels sur les problèmes politiques de fond qui subsistent, en particulier touchant la composition du Conseil exécutif, ses procédures et la question de la prise des décisions. Je tiens à noter ici que mon gouvernement continue d'axer une bonne part de son effort de recherche sur l'Inspectorat international et sur un aspect qui lui est quelque peu lié, celui de l'autorité nationale (Article VII) et qu'il espère présenter le résultat de ses travaux au Comité, pour examen, au début de la prochaine session. (A ce propos, je vous informe que nous sommes en train de distribuer les derniers additifs en date à notre Recueil de la documentation concernant les armes chimiques.)

Nous avons aussi plaisir à constater que les débats du Groupe C sur l'inspection par mise en demeure (Article IX) sont productifs. Comme d'autres, nous souscrivons à l'opinion de M. Numata qui pense que les divergences sont sans doute plus apparentes que réelles; à notre sens, les réunions à composition non limitée que M. Numata a tenues prouvent le bien-fondé de cette vue.

Nous reconnaissons que l'un des principaux objectifs de l'inspection par mise en demeure est de répondre aux préoccupations de l'Etat requérant. Mais nous faisons nôtre aussi l'argument qui veut que cette procédure intéresse également la Convention dans son ensemble et, de ce fait, tous les Etats parties. Notre position à cet égard reflète une conviction tenace et traduit l'attachement du Canada à un multilatéralisme authentique, ainsi que l'assurance que la Convention que nous sommes en train de négocier, si nous voulons qu'elle conserve pour tous les Etats parties son autorité et sa légitimité, doit être à proprement parler un instrument multilatéral.

(M. de Montigny Marchand, Canada)

Notre délégation a suivi avec un grand intérêt la discussion sur les derniers articles de la Convention et nous apprécions beaucoup l'adresse avec laquelle l'Ambassadeur Sujka dirige sa barque parmi les nombreux écueils de ces eaux relativement inexplorées. Mon gouvernement a étudié attentivement les arguments présentés récemment au cours de l'échange de vues sur l'Article XII concernant la relation entre la Convention et le Protocole de Genève de 1925. Nous avons été particulièrement intéressés par les arguments de l'Ambassadeur von Stülpnagel et du représentant de la Belgique. Réflexion faite, les autorités canadiennes sont d'avis que, d'un point de vue strictement juridique, l'Article XII n'est peut-être pas nécessaire. Vu les interdictions précises qui sont énoncées à l'article premier (en particulier aux paragraphes 1 et 3) et les dispositions de l'Article 59 de la Convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de traités, il se peut que l'article XII fasse double emploi et qu'il faille le supprimer.

Je voudrais faire quelques observations d'ordre plus général sur un autre problème juridique qui se rapporte à un certain nombre de dispositions de la Convention; je parle de l'utilisation des termes "juridiction et contrôle". Un aspect de ces termes couramment utilisés mais souvent mal compris présente pour nous des difficultés particulières. Il s'agit de la question de la responsabilité de l'Etat partie concernant les activités menées hors de son territoire par des filiales constituées à l'étranger d'entreprises privées érigées en sociétés aux termes de sa propre législation.

Pour des raisons que je n'énumérerai pas ici, le Gouvernement canadien a depuis longtemps pour politique de ne pas accepter qu'un Etat puisse exercer de juridiction extraterritoriale sur des entreprises constituées en vertu de la législation d'un autre Etat, même s'il s'agit de filiales appartenant à ses nationaux ou sous leur contrôle. Il est fermement convaincu que l'Etat sous la législation duquel la filiale a été constituée a toute juridiction sur les activités que mène cette entité juridique distincte sur son propre territoire.

Cette politique fondamentale sous-tend l'approche du Gouvernement canadien concernant un vaste éventail de questions se posant dans l'arène internationale. Si nous comprenons fort bien les préoccupations de ceux qui préconisent l'extension extraterritoriale de juridiction dans le cadre de la Convention sur les armes chimiques, nous tenons à dire que nous n'avons pas entendu jusqu'ici d'arguments de nature à nous convaincre de modifier cette politique fondamentale en la matière pour réaliser les objectifs de la Convention. Nous estimons au demeurant que les objectifs de la Convention peuvent être atteints sans recourir à des dispositions englobant l'extraterritorialité. Nous ne sommes pas convaincus de la nécessité de faire référance à des questions de juridiction dans la Convention.

Dans une récente intervention, l'Ambassadeur Friedersdorf a abordé deux autres questions sur lesquelles j'aimerais dire quelques mots. L'une avait trait à la proposition de l'Union soviétique d'organiser une expérience multilatérale pour élaborer et tester des procédures d'inspection des installations de l'industrie chimique. Selon des enquêtes préliminaires, il se pourrait que - et cela dépendra des seuils que l'on sera éventuellement amené à fixer - le Canada ne possède pas d'installations commerciales susceptibles de faire l'objet d'inspections de routine au titre de la Convention.

(M. de Montigny Marchand, Canada)

Nonobstant cette possibilité - et c'est là une considération importante - nous estimons que la proposition soviétique mérite notre appui de principe et un examen attentif. Les résultats de toute expérience multilatérale de cet ordre seraient, à condition qu'elle soit bien structurée et organisée, extrêmement utiles pour la poursuite de nos travaux sur l'Article VIII et pour l'organisation de l'Inspectorat international.

La seconde question avait trait à la protection de l'information commerciale confidentielle. Elle a figuré en bonne place dans nos consultations d'il y a deux semaines avec des représentants de l'industrie chimique et présente un intérêt tout particulier pour notre délégation et pour plusieurs autres, autour de cette table. Il est évident qu'un des principaux soucis pour nous autres négociateurs doit être de veiller à ce que l'industrie chimique nous fournisse l'information nécessaire à une application efficace de la Convention; mais nous devons aussi être prêts à tenir dûment compte des préoccupations légitimes de l'industrie quant à une protection adéquate de données commerciales sensibles. L'Ambassadeur Friedersdorf a fait valoir entre autres qu'il fallait que l'industrie précise quels étaient les types d'information véritablement confidentielle. Je suis d'accord avec lui : c'est là un point essentiel; mais j'ajouterai qu'ici même une de nos priorités doit être d'examiner de plus près comment protéger effectivement cette information, peut-être - et d'autres l'ont déjà suggéré - en nous inspirant des précédents que peuvent nous fournir d'autres organisations internationales et de nos procédures nationales. Les autorités canadiennes étudient actuellement diverses manières d'aborder le problème de la protection de la confidentialité et comptent exposer ultérieurement d'autres vues sur la question.

Il est évident, je pense, à en juger par le nombre de questions que j'ai soulevées, que nos négociations nous amènent à nous pencher avec sérieux sur des problèmes importants. Voilà qui est encourageant et je crois que si nous parvenons à soutenir notre rythme de travail et si nous continuons à chercher des solutions pratiques pour résoudre ces problèmes, la session de 1988 pourrait bien être l'une des plus productives de la Conférence.

LE PRESIDENT : Je remercie le représentant du Canada de sa déclaration et de ses paroles aimables à l'adresse du Président. Au nom de la délégation indonésienne, je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur de Montigny Marchand pour ses mots aimables à l'endroit de l'Ambassadeur Tarmidzi. Je donne maintenant la parole au représentant du Venezuela, l'Ambassadeur Taylhardat.

M. TAYLHARDAT (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Avant d'entrer dans le vif de mon sujet, je voudrais exprimer notre satisfaction de vous voir présider nos travaux pendant le mois d'août. Nous vous assurons, M. le Président, de notre collaboration la plus large et nous vous souhaitons tout le succès possible dans l'exercice de vos délicates fonctions.

Je tiens aussi à exprimer notre gratitude à votre prédécesseur à la présidence, l'Ambassadeur Teja de l'Inde que nous remercions d'avoir dirigé avec finesse et de manière judicieuse les travaux de la Conférence pendant le mois de juillet.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Au cours de cette session d'été, plusieurs de nos collègues sont arrivés au terme de leur mandat de représentant de leur pays à la Conférence. Tous vont nous manquer et nous leur adressons nos voeux de bonheur dans leur vie privée et de réussite dans leurs tâches futures.

Pendant la session d'été nous avons aussi vu se joindre à nous de nouveaux représentants, parmi lesquels vous même, M. le Président, et les Ambassadeurs Kostov de la Bulgarie, Ruoro du Kenya et de Rivero du Pérou. Nous leur souhaitons très cordialement à tous la bienvenue et leur offrons notre collaboration.

Comme d'autres orateurs qui ont pris la parole avant moi à cette session d'été de la Conférence du désarmement, j'aimerais consacrer la première partie de mon intervention à des observations personnelles sur la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui s'est récemment achevée. Alors qu'approchait le début des travaux, une question flottait dans l'air ambiant : en quoi consisterait une session extraordinaire considérée comme réussie ? La réponse la plus fréquente et la moins optimiste était la suivante : la troisième session extraordinaire serait une réussite si le Document final de 1978 en sortait renforcé et si on pouvait construire du nouveau sur la base de cet instrument, grâce à la consolidation des objectifs qui y sont énoncés et à la revitalisation des efforts de la communauté internationale en faveur du désarmement.

Les oeuvres de l'homme se mesurent à leurs résultats. On pourrait en dire autant de l'oeuvre des gouvernements et des Etats. Cela nous amène à affirmer que la troisième session extraordinaire a été un échec puisqu'elle n'a débouché sur aucun résultat concret.

Il nous faut être francs avec nous-mêmes et reconnaître les faits en appelant les choses par leur nom. Il ne sert à rien de vouloir dissimuler cet échec en mettant en relief des aspects qui, bien qu'ils soient importants, ne parviennent pas à cacher la vérité. On a dit qu'un des résultats de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement avait consisté dans le fait qu'un nombre considérable de chefs d'Etat et de ministres des relations extérieures ou autres personnalités éminentes y avaient participé. On en a dit autant de la très large présence des organisations non gouvernementales. Si on ne se laisse pas de reconnaître l'importance de ces faits, il faut dire pourtant que ni l'un ni l'autre ne constitue un résultat en soi. L'effort de mobilisation de l'opinion publique internationale autour de la troisième session extraordinaire, qui a été couronné par cette participation massive de personnalités et d'organisations non gouvernementales, n'a pas permis d'arriver à l'effet recherché, c'est-à-dire à créer des conditions de nature à contribuer au succès de la session et à l'obtention du résultat poursuivi. On a dit aussi que la troisième session extraordinaire avait permis un échange d'opinions et de points de vues et qu'elle avait servi de tribune pour débattre d'importantes questions relatives au désarmement. Ici encore, il nous semble qu'on intervertit les termes de l'équation. Cet échange d'idées et d'opinions, ces débats, que nous aussi considérons comme des plus utiles, ne sont pas un résultat : ils devraient offrir le moyen d'arriver au résultat recherché.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Il faut cependant reconnaître que les interventions entendues à la session, lors des séances plénières, nous amènent à nourrir la conviction que la course aux armements constitue aujourd'hui un sujet de préoccupation très profonde et généralisée. Il semblerait que la cause du désarmement gagne de plus en plus d'adeptes, y compris dans les pays développés qui sont importants sur le plan militaire.

On a dit encore que la troisième session extraordinaire avait permis une vaste convergence de vues sur de nombreuses questions importantes et qu'on avait été sur le point d'arriver à un consensus. On a également parlé du quasi-consensus qui s'était dégagé à New York sur la majorité des questions examinées.

A notre avis, la notion de consensus a une valeur absolue. Il y a ou il n'y a pas consensus. On ne saurait parler de semi-consensus. Nous l'avons dit à d'autres occasions et cela s'applique tout particulièrement dans le domaine du désarmement, où une décision ou bien une mesure qui ne font pas le consensus n'ont guère de valeur, voire aucune.

Il est tout juste possible de sauver du naufrage de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement deux résultats concrets, qu'il faut préserver à tout prix. En premier lieu, le Document final de la première session extraordinaire est resté intact et l'utilité de cet instrument en tant qu'outil fondamental sur lequel compter pour orienter l'action internationale en faveur du désarmement non seulement n'a pas été amoindrie mais s'est trouvée renforcée. En second lieu, la confiance de la communauté internationale dans la Conférence du désarmement en tant qu'instance unique de négociation multilatérale sur le désarmement a été fortifiée. Il en résulte que nous autres, Etats membres de la Conférence, avons aujourd'hui sur les épaules une responsabilité plus lourde que jamais, celle de contribuer à faire en sorte que les activités de la Conférence soient à la hauteur de l'attente de la communauté internationale.

Je suis de ceux qui soutiennent qu'il ne sert à rien de désigner les responsables de l'échec de la troisième session extraordinaire. Je crois aussi qu'au lieu de nous lamenter de cette infortune, il nous faut en tirer des enseignements qui nous permettent de poursuivre, avec un regain de vigueur, notre tâche en faveur du désarmement. Mais cela ne nous empêche pas de faire un effort pour comprendre ce qui s'est passé à New York et pour essayer d'identifier la cause de l'échec.

A notre avis, la raison de l'échec de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement tient au fait qu'il existe deux conceptions différentes, deux approches diamétralement opposées du rôle que doivent remplir les efforts multilatéraux dans le domaine du désarmement.

La première approche, que l'on pourrait qualifier d'"universaliste", tient que le désarmement est une affaire d'intérêt général, à propos de laquelle la communauté internationale organisée est appelée à jouer un rôle déterminant au moyen de l'adoption, par le truchement des organes multilatéraux qu'elle même a institués, de mesures concrètes et effectives visant à juguler et à inverser la course aux armements. Cette approche a pour point de départ la reconnaissance du rôle central que doit jouer

(M. Taylhardat, Venezuela)

l'Organisation des Nations Unies, sans sous-estimer l'importance d'autres instances plus limitées ni méconnaître la place essentielle des négociations bilatérales entre les deux superpuissances. Cette approche se reflète fidèlement dans le paragraphe 5 du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, où il est dit ce qui suit :

> "Les Membres de l'Organisation des Nations Unies sont pleinement conscients que leurs peuples sont convaincus que la question du désarmement général et complet est d'une importance extrême et que paix, sécurité et développement économique et social sont indissociables, et ils ont reconnu en conséquence que les obligations et responsabilités qui découlent de cet état de choses sont universelles".

L'autre approche, que l'on pourrait qualifier de "marginaliste", bien qu'elle reconnaisse aussi que la question du désarmement est affaire d'intérêt général - peut-être à l'exception du problème des armes chimiques - n'admet pas que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle déterminant dans les efforts visant à arrêter la course aux armements. Les partisans de cette approche conçoivent comme marginale l'action de l'Organisation des Nations Unies ou de ses organes compétents, comme devant se limiter à une tâche de nature plutôt académique qui consisterait en l'examen de problèmes généraux et dans l'identification de questions abstraites. L'action concrète de l'Organisation ne pourrait aller au-delà de l'adoption et de la mise en oeuvre de mesures périphériques ("ancillary measures" est, je crois, le terme utilisé en anglais) destinées à traiter des aspects marginaux du désarmement, telles que les mesures propres à renforcer la confiance, à accroître l'ouverture ou la transparence, à consolider la sécurité, à créer des mécanismes d'échange d'informations ou à divulguer des données sur les dépenses militaires, etc. Cette approche rejette la possibilité que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle significatif dans le domaine de la vérification. Elle attend en revanche que la communauté internationale soit toujours prête à se réunir quand on a besoin qu'elle donne sa bénédiction ou qu'elle applaudisse à des accords conclus dans le cadre de négociations bilatérales ou dans des instances plus limitées. Je répète que nous sommes conscients de ce que, du moins en ce qui concerne les armes chimiques, les travaux progressent dans le sens d'une interdiction effective de ces armes.

L'opposition entre ces deux conceptions du rôle des efforts multilatéraux en matière de désarmement était manifeste dès le début de la troisième session. Il est vrai qu'en ce qui concerne bien des aspects du projet de Document final, on a pu arriver à des accords; mais ces accords ont été obtenus aux dépens de la position des défenseurs de l'approche universaliste. Le fait qu'il n'a pas été possible de s'entendre sur la totalité du projet de Document final est dû à ce que trop de concessions avaient déjà été faites à la conception marginaliste. Aller plus loin, c'était ravaler à un niveau inadmissible la fonction de la communauté internationale organisée dans le domaine du désarmement.

Cette différence d'approche concernant les efforts en faveur du désarmement trouve son expression concrète dans le problème de la complémentarité entre l'action multilatérale et l'action bilatérale. Ceux d'entre nous qui préconisons l'approche "universaliste" sommes conscients que

(M. Taylhardat, Venezuela)

ce sont les superpuissances qui détiennent dans leurs arsenaux les armes nucléaires et qui disposent des techniques militaires et spatiales les plus perfectionnées, conscients que leurs préoccupations et intérêts en matière de sécurité posent des problèmes délicats et exigent une attention particulière. C'est bien pourquoi non seulement nous reconnaissons qu'elles ont une responsabilité particulière touchant tout ce qui se rapporte au désarmement, mais nous exigeons qu'elles s'acquittent de leurs obligations. De là vient que nous insistons sur l'étroite interdépendance et sur la complémentarité des efforts menés dans différentes instances et à divers niveaux : bilatéraux, multilatéraux - régionaux et multilatéraux - universels. Nul ne prétend que les instances multilatérales puissent imposer de mesure concrète de désarmement aux superpuissances. Mais il est légitime d'exiger que, dans la négociation de telles mesures, surtout lorsqu'elles doivent avoir des effets et une portée universels, on reconnaisse à la communauté internationale organisée le rôle qui lui revient.

La leçon que nous devons tirer de l'expérience de la troisième session extraordinaire pourrait se résumer dans la nécessité d'établir, aussi clairement que possible, la relation réciproque devant exister entre les différentes instances qui traitent des problèmes de désarmement et de définir le rôle que chacune d'entre elles est appelée à jouer pour assurer la réalisation de l'objectif commun que nous poursuivons tous, le désarmement général et complet sous un contrôle efficace, en renforçant du même coup le rôle et la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies dans la sphère du désarmement, en particulier au moyen du forum multilatéral au sein duquel nous oeuvrons, mandatés que nous sommes par la communauté internationale.

Telles sont les réflexions que m'a inspirées la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement et que je souhaitais partager avec les autres membres de la Conférence.

Je voudrais aujourd'hui parler plus particulièrement du point 5 de l'ordre du jour : "Prévention d'une course aux armements dans l'espace", que la Conférence examine actuellement en séance plénière.

La communauté internationale est gravement et à juste titre inquiète à la perspective d'une transformation possible de l'espace en arène où se poursuivrait la course aux armements qui se déroule actuellement sur la Terre. Cette inquiétude redouble avec les progrès de la science et des techniques spatiales qui rapprochent l'homme de l'heure où il sera effectivement capable de mettre au point et de fabriquer des armes spatiales. C'est pourquoi l'immense majorité des pays insistent pour que la poignée d'Etats qui ont la capacité d'implanter des armes dans l'espace renoncent à la possibilité de le faire. Il est manifeste que la communauté internationale a exprimé, au moyen de divers instruments, sa détermination indubitable de garder l'espace à l'abri des rivalités militaires que connaît notre planète, et son intention d'utiliser ce milieu exclusivement à des fins pacifiques. Jusqu'à présent, ce voeu de l'humanité a été pratiquement satisfait.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Il est certain que de nombreuses activités menées dans l'espace ont un intérêt militaire. C'est un fait connu qu'environ les trois quarts des objets créés par l'homme qui sont actuellement en orbite autour de la Terre remplissent des missions militaires. Mais, comme on l'a dit à nombre de reprises, dans bien des cas ces missions ont un effet stabilisateur ou jouent aussi un rôle bénéfique du point de vue civil.

Cette constatation n'affaiblit pas l'affirmation selon laquelle le caractère de l'espace en tant qu'"apanage de l'humanité", voué avant tout à l'intérêt commun des peuples au moyen d'utilisations pacifiques a été en fait préservé jusqu'à présent. Il ne fait aucun doute non plus que si cela s'est révélé possible, c'est grâce à l'existence d'un ordre juridique international capable, pour le moment, d'empêcher que l'espace ne soit utilisé pour y implanter des armes; mais cet ordre juridique est devenu insuffisant face aux progrès vertigineux de la science spatiale qui nous rapprochent toujours plus du moment où pourrait se déclencher une course aux armements dans l'espace.

Quand nous parlons de prévenir la course aux armements dans l'espace, nous évoquons quelque chose qui ne s'est pas produit, mais qui pourrait arriver. Prévenir signifie empêcher, anticiper, éviter qu'il ne se produise quelque chose. Pour autant que l'on sache, personne n'a encore implanté d'armes dans l'espace et l'on pourrait même affirmer qu'il n'existe pas encore d'armes spatiales, à proprement parler. Il est donc encore temps d'éviter que cela se produise; il nous est encore possible de prévenir cela. Il faut éviter que les puissances qui ont la capacité technique de le faire entrent en concurrence sur le terrain des armes spatiales.

A notre avis, la manière la plus efficace d'atteindre cet objectif consiste à établir une interdiction générale et complète, englobant la mise au point, les essais, la fabrication, l'implantation, le stockage et l'utilisation des armes spatiales.

Le Traité sur l'espace extra-atmosphérique interdit déjà partiellement les armes spatiales puisqu'il interdit l'implantation dans l'espace d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est étendre cette interdiction à tout autre type d'armes qui pourrait être conçu en vue d'une utilisation dans l'espace, depuis l'espace et vers l'espace.

A notre sens, on arriverait à ce résultat en modifiant l'article IV du Traité sur l'espace extra-atmosphérique. Il est évident que cet instrument comporte un vide, une lacune qu'il faut combler. Mais il suffirait pour cela d'un amendement qui aurait pour objet d'ajouter une disposition au moyen de laquelle les Etats parties s'engageraient également à ne mettre sur orbite autour de la Terre et à ne placer sur leur territoire ou en quelque autre lieu relevant de leur juridiction aucun type d'armes spatiales ou de systèmes de telles armes. Par l'amendement en question, on stipulerait aussi que les Etats parties sont tenus à s'abstenir de mettre au point, de fabriquer, d'essayer, de stocker ou d'utiliser de telles armes, sous quelque forme que ce soit.

(M. Taylhardat, Venezuela)

On peut arguer que cette idée est par trop naïve, pour être viable, qu'elle est candide à l'excès. A ce propos, il est intéressant de signaler qu'aujourd'hui précisément, 4 août 1988, à la veille du vingt-cinquième anniversaire du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, un groupe de six Etats parties à cet instrument, parmi lesquels mon propre pays, ont adressé une lettre aux gouvernements dépositaires, leur demandant de convoquer une conférence afin d'apporter au Traité les modifications nécessaires pour le transformer en un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. C'est là une idée que personne, jusqu'ici, n'a qualifiée de naïve ou de candide mais qui, tout au contraire, a pris corps peu à peu au point que la dernière résolution de l'Assemblée générale relative à cette question a été adoptée à une majorité écrasante et que seuls ont voté contre les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni.

Si l'on se souvient que la procédure d'amendement prévue dans le Traité sur l'espace extra-atmosphérique est beaucoup plus simple que celle qui est envisagée dans le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, l'initiative visant à élargir la portée de celui-ci ne devrait pas poser de difficulté insoluble.

On peut aussi alléguer qu'une interdiction complète de cette nature appelle un mécanisme de vérification très efficace et fiable. A notre avis, la vérification est sans l'ombre d'un doute essentielle pour toute mesure de désarmement; mais la conception d'un schéma approprié pour la vérification d'une interdiction des armes spatiales ne devrait pas poser de problèmes insurmontables. Nous estimons que les problèmes les plus difficiles en ce qui concerne la vérification d'une interdiction des armes spatiales se poseraient à propos des armes placées sur la Terre. Ces problèmes sont similaires, à bien des égards, à ceux que pose le contrôle de l'application du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et de l'accord sur les armes stratégiques qui fait actuellement l'objet de négociations. Les deux superpuissances ont fait preuve d'imagination et de créativité pour mettre au point les mesures de contrôle et de vérification qui s'appliqueront au Traité FNI. L'Ambassadeur Oboukhov, chef de la délégation soviétique aux négociations bilatérales, nous a présenté ce matin une information complète, détaillée et extrêmement intéressante sur le système de vérification convenu dans le cadre du Traité FNI, ainsi que sur le problème que pose la vérification du respect d'un traité sur la réduction des armements stratégiques. On pourrait faire un effort analogue en ce qui concerne les armes spatiales qui, au demeurant, pourraient bénéficier des techniques et méthodes applicables dans le cas des forces nucléaires à longue et à moyenne portée.

Pour ce qui est des armes implantées dans l'espace proprement dit, le problème, selon nous, est moins complexe. Pour autant qu'on sache, dans l'état actuel de l'art, il est aujourd'hui impossible de cacher quoi que ce soit dans l'espace. Tout objet spatial peut être détecté et identifié, son rôle déterminé avec une précision quasi absolue. On disait il y a quelques années que cela était possible pour un objet de la taille d'une orange, situé dans l'espace. Avec le développement des techniques spatiales, on peut dire en toute sécurité la même chose aujourd'hui d'un objet de dimensions plus petites encore.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Il faut tenir compte aussi du fait qu'il existe des traités qui fonctionnent sans mécanismes de vérification. L'interdiction partielle envisagée dans le Traité sur l'espace extra-atmosphérique est en vigueur depuis plus de 20 ans sans véritable système de vérification. Or, nul n'a jamais dit que cette absence avait affecté le fonctionnement de cet instrument. Il est d'autres exemples de traités fonctionnant sans vérification : le Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, le Traité de 1971 interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, la Convention de 1977 sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, l'Accord de 1979 régissant les activités des Etats sur la Lune et les autres corps célestes. Aucun de ces instruments n'a nécessité de mécanisme de vérification développé ou complexe.

Il est impossible, on le sait, de concevoir et de mettre au point un mécanisme de vérification que l'on puisse considérer comme sûr à 100 %. Le problème peut se poser de la façon suivante : Combien de vérification faut-il ? Quel est un degré suffisant de vérification ?

A ce propos, il est utile de faire ressortir que le Traité sur l'espace extra-atmosphérique contient déjà quelques éléments rudimentaires d'un mécanisme de vérification. L'Article IX dispose que tout Etat partie ayant lieu de croire qu'une activité ou expérience envisagée par un autre Etat partie dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, causerait une gêne potentiellement nuisible aux activités poursuivies en matière d'exploitation et d'utilisation pacifiques de l'espace peut demander que des consultations soient ouvertes au sujet de ladite activité ou expérience. L'Article X prévoit la possibilité, pour un Etat partie, de demander à observer le vol des objets spatiaux lancés par un autre Etat. L'Article XI établit l'obligation pour les Etats parties d'informer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la nature, de la conduite, du lieu et des résultats des activités spatiales qu'ils mènent. Le même article dispose que le Secrétaire général doit être prêt à assurer la diffusion effective de ces renseignements. L'Article XII établit que toutes les stations et installations, tout le matériel et tous les véhicules spatiaux se trouvant sur la Lune ou sur d'autres corps célestes seront accessibles aux représentants des autres Etats. Ces dispositions pourraient être complétées au moyen d'un instrument approprié, afin d'être rendues compatibles avec un traité d'interdiction complète des armes spatiales.

La transformation du Traité sur l'espace extra-atmosphérique en un Traité d'interdiction complète des armes spatiales exige, logiquement, que l'on ait une notion claire et précise de ce qu'il faut entendre par ce terme. C'est pourquoi les amendements qui seraient apportés au Traité doivent envisager l'incorporation à cet instrument d'une définition de l'arme spatiale. On sait que, au cours des délibérations de la Conférence du désarmement sur le point 5 de son ordre du jour, diverses propositions de définition ont été avancées.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Elles ont toutes des éléments en commun, ce qui donne à penser qu'il ne devrait pas être difficile d'élaborer une définition couvrant adéquatement les différents types concevables d'armes spatiales.

Il est bien connu que mon pays accorde un intérêt particulier à la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Cet intérêt, nous l'avons manifesté par notre participation aux débats, par la présentation de propositions et, tout récemment, lorsque par mon intermédiaire nous avons présidé le comité spécial chargé de l'examen de cette question.

Ma délégation a voulu apporter une contribution supplémentaire en présentant un document de travail dans lequel elle offre une proposition d'amendement au Traité sur l'espace extra-atmosphérique. Ce document, qui a été distribué aujourd'hui sous la cote CD/851, repose sur des considérations que nous avons exposées à diverses reprises et que j'ai développées aujourd'hui; il vise à servir de base à un débat qui serait axé sur une solution globale et exhaustive du problème que posent les armes spatiales.

Nous sommes conscients que certains pays préfèrent traiter cette question dans l'optique "marginaliste". Certains pays voudraient que la Conférence du désarmement se borne à examiner des mesures périphériques, comme celle de l'établissement de "normes régissant la circulation des objets spatiaux" et autres mesures similaires. On est allé jusqu'à dire que "si cette Conférence continue à travailler dans l'espoir qu'elle peut, d'un seul coup, mettre en place un accord global pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace, elle n'accomplira jamais rien. Les tenants de la même opinion soutiennent que ce que nous devons faire, c'est "commencer quelque part" et que "l'élaboration de mesures de confiance, même modestes, serait sûrement un bon point de départ".

Nous respectons cette opinion, mais nous soutenons que pour peu qu'on en ait la volonté politique, il sera toujours possible de trouver une solution globale et exhaustive, comme cela s'est produit dans le cas des armes chimiques.

Notre document, qui est conforme à cette position, s'inspire, et c'est logique, de notre approche "universaliste" des efforts en faveur du désarmement. Il est motivé par la profonde inquiétude que nous éprouvons à la perspective que, sous peu, il pourrait se déclencher dans l'espace une course aux armements dont la portée - en termes des ressources humaines, matérielles et financières qu'elle engloutirait - est incalculable et moralement injustifiable à quelque égard que ce soit, même lorsque l'on veut nous la présenter comme un moyen d'éliminer le danger nucléaire.

Nous espérons que les délégations examineront notre proposition avec l'attention qu'elle mérite. Pour notre part, nous recevrons et analyserons avec intérêt toutes les remarques et observations qui pourraient être faites.

LE PRESIDENT : Je remercie le représentant du Venezuela de sa déclaration et de ses paroles aimables vis-à-vis du Président. Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Kostov.

M. KOSTOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : C'est un grand plaisir pour moi, qui parle pour la première fois dans cette salle, de vous saluer à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'août. Ma délégation est heureuse de travailler sous la compétente direction du distingué représentant de l'Indonésie, pays avec lequel la Bulgarie a pour tradition d'entretenir des relations très amicales. Je voudrais aussi dire combien nous avons apprécié la compétence de votre prédécesseur, l'Ambassadeur Teja de l'Inde, qui a dirigé les travaux de la Conférence pendant le premier mois de sa session d'été. L'Ambassadeur a quitté la Conférence pour assumer d'autres responsabilités importantes; son expérience et sa sagesse nous feront défaut. La délégation bulgare continuera de coopérer avec le distingué Secrétaire général de la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Milan Komatina, et avec son adjoint, l'Ambassadeur Berasategui, ainsi qu'avec les membres du secrétariat.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est ici donnée de remercier tous les collègues qui m'ont souhaité la bienvenue lorsque j'ai été nommé chef de la délégation bulgare à la Conférence du désarmement. Ce sera pour moi un honneur de travailler avec tous les représentants que j'assure de la pleine coopération de ma délégation. Je souhaite tout le succès possible à ceux de nos collègues qui nous quittent, l'Ambassadeur Dávid Meiszter de la Hongrie, l'Ambassadeur Mansur Ahmad du Pakistan et l'Ambassadeur U Tin Tun de la Birmanie.

La Conférence est aujourd'hui honorée par la présence du distingué chef de la délégation soviétique aux négociations bilatérales sur les armes nucléaires et spatiales menées par l'URSS et les Etats-Unis, l'Ambassadeur Aleksei Oboukhov. Ma délégation lui est reconnaissante de l'information très intéressante et très détaillée qu'il nous a présentée aujourd'hui sur l'état de ces négociations. Nous souhaitons à l'Ambassadeur Oboukhov de nouveaux succès dans les pourparlers bilatéraux, dont on ne saurait trop souligner le rôle fondamental qu'ils jouent en faveur du désarmement.

Un mois après la troisième session extraordinaire, la Conférence du désarmement poursuit ses travaux profondément marquée par les espoirs et les frustrations nés de la session de New York. On n'a pas cessé de souligner ici que tout en ayant accompli une tâche remarquable par leur examen d'un certain nombre de propositions importantes, les participants à la session extraordinaire n'ont pas réussi à couronner leur travail d'un document final concerté. Cette situation fâcheuse ne préoccupe pas seulement les membres de la Conférence du désarmement. Elle est actuellement analysée par les gouvernements, les mouvements politiques et les organisations pacifiques de nombreux pays du monde entier.

La Commission des affaires étrangères du Parlement bulgare a organisé, il y a quelques jours, une série d'auditions au cours desquelles les fonctionnaires responsables du Ministère des affaires étrangères ont apporté leur témoignage sur les résultats de la session extraordinaire. Il a été souligné en particulier que la communauté internationale, plutôt que de s'engager dans un débat prolongé sur les occasion perdues, devrait faire face à la situation actuelle en s'armant d'une détermination nouvelle, en tirant les conclusions qui s'imposent et en continu sur la voie du désarmement.

(M. Kostov, Bulgarie)

C'est dans cet esprit que la délégation bulgare appuie l'idée qu'a exprimée la distinguée Ambassadrice de la Suède, Mme Theorin, dans son intervention à la séance plénière du 7 juillet, à savoir que nous sommes tous en droit de tenter une interprétation sur la base d'une ébauche de texte consensuel, et que nous devons partir de là pour entreprendre de nouvelles actions communes dans le domaine du désarmement. Les aspects positifs de la session extraordinaire sont de fait encourageants. Ils doivent être préservés et renforcés. Le rôle indispensable de la Conférence du désarmement a été également réaffirmé. Cette instance devrait donc redoubler d'efforts afin d'accomplir des progrès substantiels dans des domaines tels que le désarmement nucléaire, l'interdiction des essais nucléaires, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et une convention sur les armes chimiques.

La Bulgarie apprécie la part qu'ont prise de nombreuses délégations à l'examen des questions prioritaires du désarmement lors de la session extraordinaire. Un large échange de vues s'est déroulé à propos de concepts récemment apparus tels que les menaces non militaires contre la paix et la sécurité, la défense non agressive, la suffisance raisonnable et les dispositifs militaires non offensifs. J'évoquerai à cet égard les propositions avancées par le Ministre soviétique des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, en ce qui concerne les mesures propres à accroître la confiance dans le domaine naval, l'Agence internationale de contrôle et de vérification sous l'égide de l'ONU et l'Agence internationale de surveillance de l'espace. C'est dans une direction analogue que va la nouvelle initiative des six nations visant à créer, sous les auspices des Nations Unies, un système intégré de vérification multilatérale et à confier à des experts la définition de ses fonctions. Tout aussi importantes sont les propositions avancées par un certain nombre de pays du Mouvement des non-alignés en vue d'interdire l'utilisation des progrès scientifiques et techniques pour mettre au point et fabriquer de nouvelles armes de destruction massive et de nouveaux systèmes d'armes classiques. Le Plan d'action présenté par le Premier Ministre indien, Rajiv Gandhi, vise à parvenir au désarmement général et complet d'ici à l'an 2010. Plusieurs autres propositions, que je ne mentionnerai pas ici, faute de temps, y compris celles qui émanent des pays socialistes, peuvent offrir de nouvelles possibilités de progrès rapides sur la voie du désarmement.

Comme toute entreprise humaine, la session extraordinaire nous a fourni des enseignements qui pourraient être extrêmement importants pour l'avenir. J'en examinerai ici quelques-uns.

Ma délégation, parmi d'autres, a mentionné au stade préparatoire la possibilité de limiter les travaux de la session extraordinaire à l'examen de quelques questions spécifiques figurant à l'ordre du jour du désarmement. S'appuyant sur le Document final historique, les Etats pourraient décider, en de futures occasions identiques, de n'aborder que certaines propositions particulières. Si un tel processus commençait assez tôt durant la préparation d'une session extraordinaire, on pourrait éventuellement inclure par la suite un texte consensuel dans des documents axés sur de telles propositions, au lieu d'essayer de récrire des instruments internationaux fondamentaux comme le Document final.

(M. Kostov, Bulgarie)

Nous reconnaissons tout à fait que les questions de désarmement sont liées entre elles. Cela est dûment reflété dans le Document final qui reste aujourd'hui valable, bien que certaines de ses dispositions soient peut-être maintenant quelque peu périmées. On pourrait évoquer à cet égard, sans risque d'erreur excessif, une certaine analogie avec la Charte des Nations Unies. Cette dernière contient en effet certaines dispositions qui peuvent sembler aujourd'hui légèrement vieillies, sans pour autant rendre complètement caduc l'ensemble du cadre juridique. Au contraire, la Charte constitue un fondement universellement reconnu pour tous les efforts déployés au niveau international en vue de réaliser les buts principaux des Nations Unies.

Le Document final de 1978 joue un rôle similaire dans le domaine du désarmement. La stratégie qui y est définie devrait être régulièrement passée en revue et développée d'une manière dynamique. La corrélation existant entre les questions de désarmement doit être respectée. Mais les progrès ne devraient pas être subordonnés à un accord sur l'ensemble de la stratégie du désarmement. Sinon, nous pourrions nous trouver dans une situation absurde où de modestes mesures risqueraient même d'être bloquées à moins qu'on ne parvienne à un consensus général sur toutes les questions de désarmement, qu'elles soient importantes ou secondaires, de portée mondiale ou régionale. Le désir de tout embrasser risque d'entraver les progrès concernant des questions près d'être résolues.

En deuxième lieu, il nous faudrait peut-être définir le rôle exact du consensus. Cette démarche est sans aucun doute extrêmement importante pour traiter des questions de sécurité. Les décisions consensuelles acquièrent un surcroît d'autorité morale et politique et ont de meilleures chances d'être appliquées. La règle du consensus ne devrait toutefois pas être envisagée uniquement comme un droit de veto. Elle entraîne aussi pour les Etats l'obligation d'examiner de concert des propositions constructives, compte tenu des intérêts légitimes des autres Etats en matière de sécurité. Elle doit impliquer en outre des efforts authentiques visant à accomplir au moins la moitié du chemin en vue d'apaiser les inquiétudes, ainsi qu'une recherche active de dénominateurs communs permettant d'assurer des progrès dans l'intérêt de tous. Cette remarque peut valoir aussi bien pour les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies que pour la Conférence du désarmement.

Le Traité FNI a ouvert un processus réel de désarmement nucléaire. Ce début est encourageant et fait naître de grands espoirs pour l'avenir. Il s'agit là d'une percée qui permettra, il faut le souhaiter, de prendre de nouvelles mesures en vue d'élargir et d'approfondir le terrain d'entente. Toute tentative de "compenser" les armes qui vont être détruites risque d'annuler la valeur du Traité lui-même. Bien maigres seront les gains en matière de sécurité et de stabilité si les mesures de désarmement adoptées dans un domaine sont utilisées comme prétexte pour entamer ailleurs une autre course aux armements. La communauté internationale espère également que l'Union soviétique et les Etats-Unis s'entendront sans tarder pour réduire de 50 % leurs arsenaux stratégiques. Les deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires ont pris un important engagement politique en vue d'atteindre cet objectif. L'Ambassadeur Oboukhov de l'URSS a réaffirmé aujourd'hui la détermination de son pays d'arriver à ce but. Il ne fait aucun doute qu'un

(M. Kostov, Bulgarie)

tel résultat constituerait une nouvelle percée dans le domaine du désarmement nucléaire, en renforçant la stabilité stratégique et en améliorant encore le climat international.

Les négociations bilatérales sur le désarmement nucléaire sont de toute évidence insuffisantes. L'existence des armes nucléaires menace la survie de tous les pays. D'où la nécessité d'efforts multilatéraux en vue de réduire le danger nucléaire en mettant à profit les succès obtenus au niveau bilatéral. Une démarche multilatérale s'impose aussi du fait qu'il n'existe pas uniquement deux Etats possédant des armes nucléaires dans le monde. Les efforts bilatéraux et multilatéraux ne s'excluent pas les uns les autres et devraient être considérés comme mutuellement complémentaires.

La composition de la Conférence du désarmement facilite l'ouverture d'un tel processus multilatéral, qui pourrait être orienté par un organe subsidiaire approprié. Un premier pas a été accompli avec la tenue de réunions plénières officieuses sur le point 2, qui devraient être suivies de la création d'un comité spécial doté d'un mandat de négociation. La participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires est indispensable pour le processus de désarmement nucléaire. La délégation bulgare a suggéré à plusieurs reprises que la Conférence du désarmement crée un sous-comité habilité à négocier et composé des cinq Etats détenteurs de l'arme nucléaire, dans le but de contribuer à l'examen multilatéral du point 2 par la Conférence elle-même. Cet organe pourrait commencer par définir les conditions préalables nécessaires pour que tous les Etats possédant des armes nucléaires se joignent au processus de réduction. Cela pourrait marquer le début d'une deuxième étape du désarmement nucléaire.

La Conférence du désarmement n'a pas pu, durant ces dernières années, aller au-delà d'un examen général en séance plénière du point consacré à l'interdiction des essais nucléaires. De nombreux Etats se sont déclarés, lors de la session extraordinaire, réellement préoccupés par cette situation. La poursuite des essais de nouveaux types d'armes signifie que les Etats dotés d'armes nucléaires projettent la menace nucléaire dans l'avenir de l'humanité. Nous sommes convaincus que la principale raison du manque de progrès actuel est que certains Etats dotés d'armes nucléaires continuent de faire fond sur les versions "anti-forces" de la dissuasion nucléaire. L'effet déstabilisateur de tels concepts militaires sur les relations internationales est largement reconnu par les gouvernements, l'opinion publique et les milieux scientifiques. Les Etats relient toujours le désarmement à la sécurité. Cela pourrait constituer une importante raison pour que les Etats représentés à la Conférence du désarmement accordent une plus grande importance aux aspects doctrinaux d'une interdiction des essais nucléaires, ce qui pourrait contribuer à définir les éléments qui préoccupent gravement les autres Etats pour leur sécurité et qui entravent les progrès.

La communauté internationale observe cette année le vingtième anniversaire de la signature du Traité sur la non-prolifération, dont l'importance s'est encore accrue avec le début d'un processus réel de désarmement nucléaire.

(M. Kostov, Bulgarie)

Demain, nous célébrerons aussi le vingt-cinquième anniversaire d'un autre instrument multilatéral fondamental - le Traité de Moscou interdisant tous les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Il nous est ainsi donné une autre occasion de souligner le rôle d'une interdiction des essais nucléaires dans l'ensemble du processus de désarmement. Le Traité de Moscou contient une obligation, réaffirmée dans le Traité sur la non-prolifération, en vertu de laquelle tous les Etats, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, chercheront "à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais" et "à poursuivre les négociations à cette fin". La question de l'interdiction des essais nucléaires devrait rester inscrite à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement en tant que domaine de la plus haute priorité.

La Bulgarie se félicite des premiers progrès réalisés dans les négociations générales et progressives entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur les questions relatives aux essais nucléaires. Nous espérons vivement que ces pourparlers bilatéraux permettront de parvenir dans un avenir prévisible au but final - un traité d'interdiction complète des essais.

La Conférence du désarmement est l'instance la plus appropriée pour la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Il est intolérable de la voir rester en retrait des efforts bilatéraux, même pour ce qui est de la vérification. La Conférence compte parmi ses membres d'autres Etats dotés d'armes nucléaires, ainsi qu'un certain nombre d'Etats qui n'en possèdent pas. Si nous voulons parvenir à un traité d'application universelle, il faut que ces Etats participent au processus de négociation. Ce dernier devrait porter sur tous les aspects interdépendants d'une interdiction des essais. Le distingué représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Vejvoda, a récemment présenté à nouveau une proposition intéressante à cet égard, qui offre un cadre plus souple pour entamer des travaux concrets sur une interdiction des essais. L'adoption de cette proposition n'empêcherait pas la Conférence de suivre une démarche par étapes, qui pourrait commencer par l'examen des questions liées à la vérification et au respect du futur traité. La délégation bulgare estime que la Conférence devrait également tirer parti de la proposition de la délégation soviétique visant à créer un groupe d'experts scientifiques chargé d'élaborer des recommandations sur la structure et les fonctions d'un système de vérification pour tout accord éventuel sur une interdiction des essais nucléaires.

La Bulgarie attache une grande importance aux assurances négatives de sécurité accordées aux Etats non dotés d'armes nucléaires. La mise en oeuvre du Traité FNI améliorera sensiblement la sécurité de nombreux Etats. Divers types d'armes nucléaires restent toutefois déployés de par le monde et menacent ainsi la survie des Etats non dotés d'armes nucléaires. En attendant la réalisation du désarmement nucléaire, la sécurité des Etats qui ne sont pas en mesure de devenir une source de menace nucléaire devrait être uniformément et inconditionnellement assurée sous une forme juridiquement contraignante, les garantissant contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Les négociations menées à cette fin durent depuis dix ans maintenant. Comme l'a souligné en avril dernier devant la Conférence du désarmement le ministre bulgare des affaires étrangères, Petar Mladenov :

(M. Kostov, Bulgarie)

"Nous sommes convaincus qu'il est temps d'adopter des démarches plus audacieuses, qui feraient sortir les négociations de l'impasse où elles se trouvent actuellement. l'Assemblée générale des Nations Unies elle-même nous y invite instamment. Des propositions intéressantes ont déjà été faites en ce sens. Une amélioration de la situation aurait un effet considérable sur le renforcement du régime de non-prolifération des armes nucléaires."

La prévention d'une course aux armements dans l'espace est également une question qui préoccupe le monde entier. Il s'agit là d'un objectif qui a été fixé par consensus, à l'échelon bilatéral comme au niveau multilatéral à la Conférence du désarmement. Le Comité spécial au titre du point 5 offre à tous les Etats membres l'occasion de contribuer à la réalisation de ce but commun.

La délégation bulgare estime que les travaux de ce Comité devraient être axés sur les propositions existantes et les initiatives futures en vue d'adopter des mesures appropriées pour interdire l'introduction d'armes de tout genre dans l'espace. Notre distingué collègue, l'Ambassadeur Tay Chardat du Venezuela, a présenté aujourd'hui un intéressant document sur la manière dont on pourrait aborder la question. Il existe aussi plusieurs autres propositions qui ont été soumises au Comité spécial et nous estimons que le moment est maintenant venu de commencer par une interdiction des armes antisatellites. Le régime juridique applicable à l'espace n'exclut pas la possibilité de mettre au point des types classiques d'armes de cette sorte. Le moratoire virtuellement en cours sur les essais de systèmes d'armes antisatellites, qui est observé par l'Union soviétique comme par les Etats-Unis, est propice à des négociations concrètes sur une telle interdiction. Le document de travail énonçant les "Dispositions principales d'un Traité sur l'interdiction des armes antisatellites et sur les moyens d'assurer l'immunité des objets spatiaux", présenté sous la cote CD/777 par les délégations de la République démocratique allemande et de la République populaire mongole, pourrait servir de base utile pour ce travail. On pourrait également utiliser avec succès, aux fins d'une interdiction des armes antisatellites, l'idée soviétique de créer un système international de vérification du non-déploiement dans l'espace d'armes d'aucune sorte.

Il existe un certain nombre de questions complexes concernant les définitions et les aspects techniques qu'il faudra aborder dans le cadre d'une interdiction des armes antisatellites. Ces problèmes pourraient être examinés par un groupe approprié d'experts gouvernementaux chargé de fournir au Comité spécial des informations et des principes directeurs d'ordre technique en vue de surmonter les difficultés éventuelles. La délégation bulgare a avancé des propositions spécifiques visant à faire progresser cette question au sein du Comité.

Nous nous sommes penchés avec un vif intérêt sur la proposition du distingué représentant de l'Argentine, l'Ambassadeur Cámpora, visant à ce que les membres de la Conférence du désarmement déclarent solennellement et unilatéralement qu'aucun d'entre eux n'a déployé d'armes dans l'espace à titre permanent. La mise en oeuvre de cette proposition pourrait devenir une importante mesure propre à accroître la confiance, qui introduirait une ouverture et une transparence plus grandes dans les activités spatiales ayant

(M. Kostov, Bulgarie)

un rapport avec les questions militaires. En raison de leur caractère propre à renforcer la confiance, de telles mesures unilatérales ne requièrent aucune vérification et constitueraient un bon point de départ pour des mesures partielles plus spécifiques en vue de prévenir une course aux armements dans l'espace.

L'interdiction des armes chimiques est une autre question importante que j'ai l'intention d'examiner plus amplement lors d'une séance future.

Ma délégation déplore que la Conférence du désarmement n'ait guère avancé, depuis maintenant un certain nombre d'années, dans ses travaux de fond concernant plusieurs questions. Il semble que la Conférence renonce lentement à ses responsabilités en tant qu'organe de négociation. Il conviendrait selon nous de mettre un terme à cette tendance. La délégation bulgare estime qu'il est temps que la Conférence du désarmement entreprenne une action concrète au sujet de toutes les questions prioritaires inscrites à son ordre du jour, et elle est résolue à apporter sa contribution à cette fin.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Bulgarie de sa déclaration et de ses mots aimables à l'adresse du Président.

Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Je voudrais savoir si un autre membre de la Conférence souhaite prendre la parole.

Le représentant de la Suisse a demandé la parole. Je la lui donne, comme suite à la décision prise par la Conférence à sa 436ème séance plénière.

M. OCHSNER (Suisse) (traduit de l'anglais) : Après vous avoir adressé nos meilleurs voeux de réussite, nous voudrions, Monsieur le Président, appeler brièvement, et en toute modestie, votre attention sur un problème d'ordre plutôt administratif, mais qui n'est pas sans importance pour notre pays. Lundi dernier, la Confédération helvétique a célébré son 697ème anniversaire. Le ler août est considéré dans le pays tout entier comme un jour de fête nationale. Aucun obstacle réel ne justifiait que l'Office des Nations Unies et la Conférence du désarmement n'en tiennent pas compte. La question se pose de savoir s'il ne serait pas possible, peut-être en tant que manque de courtoisie internationale, de respecter à l'avenir l'après-midi, je le répète l'après-midi, du ler août. Imagine-t-on une conférence internationale se réunissant, même compte tenu du statut de l'ONU, le 4 juillet aux Etats-Unis d'Amérique, le 7 novembre en Union soviétique, ou le 14 juillet en France ?

Loin de nous la pensée d'en faire une affaire d'Etat. A première vue, il pourrait d'ailleurs sembler que les Genevois, ceux du moins qui sont suisses, ne tiennent pas grand compte non plus de cette journée; mais en réalité il n'en est pas ainsi et ce n'est certainement pas le cas dans les communes avoisinantes et dans les quelque 3 000 villes et villages que compte le pays. Quant à la réunion de lundi après-midi du Groupe de travail B du Comité spécial des armes chimiques, nous espérons qu'en acceptant en silence qu'elle se tienne, nous avons apporté notre petite, une toute petite contribution à l'accélération des négociations sur la question examinée.

Nous n'attendons pas de réponse officielle; tout ce que nous demandons pour l'instant, c'est qu'on prenne mentalement note du problème pour y songer en 1989.

LE PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Suisse de sa déclaration et des voeux qu'il m'a adressés. Je tiens à l'assurer, quant à ce qu'il vient de dire, que la Conférence apprécie vivement l'hospitalité de Genève et des autorités suisses et qu'il ne faut voir en aucun cas, dans le fait que nos travaux se sont poursuivis le jour de l'anniversaire de la Confédération helvétique, un signe d'oubli de cette importante célébration.

Le secrétariat a distribué aujourd'hui un document officieux contenant la liste des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires qui auront lieu la semaine prochaine. Comme d'habitude, ce calendrier est présenté à titre purement indicatif et peut donc être modifié, selon les besoins. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Comme l'ordre du jour est épuisé, je vais lever la séance.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 9 août, à 10 heures.

La séance est levée à 12 h 45.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.472
9 août 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 9 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Locis (Indonésie)

GE.88-63912/3956n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 472e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen du point 3 de l'ordre du jour intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants du Mexique, du Pérou et du Pakistan. Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique, l'ambassadeur García Robles.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Ma délégation se félicite de votre accession à la présidence en ce mois qui est certainement, chaque année, l'un des plus importants de la Conférence du désarmement. Celle-ci mettra sans aucun doute à profit l'expérience et les connaissances dont nous vous savons riche. Pour ce qui concerne ma délégation, vous pouvez compter sur la coopération sans réserve de tous ses membres.

Mes félicitations vont aussi au distingué représentant de l'Inde qui a occupé la présidence le mois passé, ainsi qu'à tous les représentants qui participent pour la première fois aux travaux de la Conférence.

La séance que tient aujourd'hui la Conférence du désarmement est la première depuis vendredi dernier, 5 août 1988. On célébrerait ce jour-là le vingt-cinquième anniversaire de l'ouverture à la signature, à Moscou, du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau.

Les Gouvernements des cinq pays - Indonésie, Pérou, Sri Lanka, Yougoslavie et Mexique - qui, par l'intermédiaire de leurs représentants à la Conférence du désarmement, ont présenté à cette date une proposition conjointe d'amendement à ce Traité (dont le texte a été distribué sous la cote CD/852) pour qu'elle soit étudiée lors d'une conférence des parties conformément à ce que prévoit l'article II, sont convaincus que rien ne pouvait être plus approprié à la célébration de cet heureux anniversaire.

Dès 1963, était proclamée dans le préambule du Traité la ferme volonté de chercher à assurer l'arrêt de toutes - je souligne, toutes - les explosions expérimentales d'armes nucléaires et de poursuivre les négociations à cette fin.

(M. Garcia Robles, Mexique)

Cinq ans plus tard, dans le préambule du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires signé en 1968, était rappelée la détermination des parties au Traité de Moscou et se trouvait consacré, à l'article VI, l'engagement de "poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire".

A la première séance de la session de 1972 de la Conférence du Comité du désarmement, le Secrétaire général a déclaré ce qui suit : "Aucun autre problème dans le domaine du désarmement n'a fait l'objet d'autant d'études et de discussions que le problème de l'arrêt des essais nucléaires. J'estime que tous les aspects techniques et scientifiques du problème ont été explorés de manière si complète que seule une décision politique est désormais nécessaire pour parvenir à un accord final.

La troisième Conférence chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a, dans sa Déclaration finale adoptée par consensus le 21 septembre 1985, "regretté profondément qu'un traité multilatéral sur une interdiction complète des essais nucléaires [...] par tous les Etats, dans tous les environnements et à tout jamais n'ait pas encore été conclu" et elle a invité instamment tous les Etats dotés d'armes nucléaires à participer d'urgence à la négociation et à la conclusion d'un tel traité à titre hautement prioritaire à la Conférence du désarmement.

Les six chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie, qui depuis 1985 se réunissent, ont formulé des déclarations communes en faveur de la paix et du désarmement et évoqué expressément, d'entrée, la nécessité de mettre fin à tous les essais d'armes nucléaires.

Dans la Déclaration de New Delhi, adoptée dans la capitale indienne le 28 janvier 1985, ils ont déclaré ce qui suit : "Nous invitons encore les Etats dotés d'armes nucléaires à interrompre immédiatement les essais de tous les types d'armes nucléaires et à conclure au plus tôt un traité d'interdiction des essais d'armes nucléaires. Ce traité constituerait une étape majeure vers l'arrêt de la modernisation constante des arsenaux nucléaires".

(M. Garcia Robles, Mexique)

Dans la Déclaration de Mexico, adoptée dans la ville d'Ixtapa le 7 août 1986, ils ont affirmé : "Nous demeurons convaincus qu'à l'heure actuelle aucune question n'est plus urgente ni plus cruciale que l'arrêt de tous les essais nucléaires. La mise au point, aussi bien qualitative que quantitative, d'armes nucléaires exacerbe la course aux armements et la suppression complète des essais d'armes nucléaires permettrait d'y faire obstable sur l'un et l'autre plan. Par ailleurs, il est manifeste que la poursuite de la mise au point d'armes nucléaires par les Etats qui en possèdent déjà nuit aux efforts tendant à prévenir l'acquisition d'armes de ce type par d'autres Etats qui, jusqu'ici, se sont abstenus de s'en doter. Nous devons reconnaître que, de même qu'on ne peut guérir un toxicomane en lui injectant de plus en plus de drogue, de même on ne peut mettre à l'abri de la guerre, grâce à l'accumulation indéfinie d'armements, un monde en état de dépendance à l'égard des armes. C'est dès maintenant qu'il faut mettre fin à une telle situation."

Dans la Déclaration qui porte le nom de la capitale de la Suède, où elle fut adoptée le 21 février dernier, ces Etats ont proclamé que : "Les accords sur la réduction des arsenaux nucléaires existants doivent s'accompagner de mesures décisives en vue de maîtriser la mise au point effrénée de nouvelles générations d'armes nucléaires encore plus perfectionnées et épouvantables. La meilleure solution serait que tous les Etats cessent tous les essais d'armes nucléaires. Une telle mesure serait cruciale non seulement pour atteindre cet objectif, mais encore pour éviter que les armes nucléaires prolifèrent dans des pays qui se sont abstenus jusqu'ici d'en acquérir. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont entrepris des négociations bilatérales pour fixer progressivement des limites inférieures aux essais nucléaires. Un accord quel qu'il soit qui n'exclut pas la possibilité de poursuivre les essais ne serait pas acceptable. Nous affirmons une fois de plus qu'une interdiction complète des essais aurait dû être décidée depuis longtemps. En attendant qu'elle le soit, nous lançons à nouveau un appel pour que tous les pays suspendent immédiatement tous les essais nucléaires."

A propos de cette question, l'Assemblée générale, dans trois résolutions adoptées successivement en 1985, 1986 et 1987, a formulé des recommandations.

(M. Garcia Robles, Mexique)

Dans la dernière d'entre elles, elle a recommandé aux Etats non dotés de l'arme nucléaire qui sont parties au Traité de Moscou "de présenter formellement aux gouvernements dépositaires une proposition d'amendement tendant à convoquer le plus tôt possible une conférence chargée d'examiner des amendements qui transformeraient le Traité en un traité portant interdiction complète des essais nucléaires".

C'est pour donner suite à cette demande ou recommandation que les cinq représentants que j'ai mentionnés au début de mon intervention ont soumis, au nom de leurs gouvernements respectifs, la proposition d'amendement au Traité de Moscou, pour examen lors d'une conférence des parties au Traité qui serait convoquée à cette fin dès qu'un tiers ou plus des parties en auraient fait la demande. Nous espérons que cette condition sera remplie cette année même.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Mexique pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Pérou, l'ambassadeur de Rivero.

M. de RIVERO (Pérou) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous dire combien ma délégation est heureuse de vous voir présider nos travaux durant le mois d'août. Nous savons que votre riche expérience et le tact qui vous caractérisent nous seront très précieux dans l'entreprise commune qui nous réunit dans ce forum de négociation.

La série de difficultés à laquelle la Conférence du désarmement se heurte dans l'accomplissement de son mandat en ce qui concerne le point 1 de l'ordre du jour - Interdiction des essais nucléaires - est la preuve éclatante que des positions divergentes nous séparent encore, nous qui sommes censés avoir pris l'engagement de négocier dans cette enceinte des mesures multilatérales de désarmement. Elles témoignent cependant aussi clairement des faiblesses inhérentes à la Conférence du désarmement lorsqu'il s'agit de mieux prendre en considération le voeu exprimé unanimement par les peuples de la planète qui réclament la cessation définitive des essais nucléaires dans tous les milieux.

Il ne fait aucun doute, en effet, que si tous les gouvernements décidaient d'organiser un plébiscite mondial pour connaître le sentiment de l'humanité, les citoyens de tous les pays se prononceraient à une majorité

(M. de Rivero, Pérou)

écrasante pour un moratoire immédiat sur les essais suivi d'une interdiction de ceux-ci. Esquiver systématiquement cette tâche urgente, comme le fait la Conférence du désarmement, c'est en quelque sorte tourner le dos à la réalité et opposer au voeu de la communauté internationale une conception intransigeante de la sécurité nationale, fondée sur la politique de la force et non sur la notion de sécurité égale pour tous, qui relève d'une conception démocratique des relations internationales.

A cet égard, le Groupe des 21 a fait preuve d'une grande souplesse et d'un grand esprit d'ouverture qui l'ont même amené récemment à prendre des positions très différentes de celles qu'il avait soutenues au départ.

En effet, la thèse défendue par le Groupe des 21 dans le document CD/492 de mars 1984 où il préconise l'ouverture immédiate de négociations multilatérales est bien différente de celle qu'il a formulée au mois d'avril de cette année, consignée dans le document CD/829, où il demande la création d'un comité spécial en vue d'effectuer la négociation multilatérale d'un traité, sans parler du caractère immédiat de celle-ci.

Il faut que les peuples du monde sachent que ce n'est pas à cause de l'intransigeance du Groupe des 21 ou de son manque de réalisme que la Conférence du désarmement se soustrait à ses responsabilités en ce qui concerne la cessation complète des essais nucléaires; la raison en est l'obstination de ceux qui, détenant des armes nucléaires, persistent à défendre des positions tortueuses, fondées sur de pures hypothèses, ce qui nuit considérablement au régime de la non-prolifération des armes nucléaires.

Le projet de mandat qui figure dans le document CD/829 est, selon le Pérou, totalement neutre et le mieux adapté aux positions particulières que peuvent avoir les Etats représentés dans cette enceinte. S'il préjuge - nous l'admettons - la négociation multilatérale, il ne la rend pas pour autant inéluctable dans l'immédiat, pas plus qu'il n'en conditionne le rythme. Autrement dit, il établit un équilibre entre l'intérêt de chacun et l'intérêt de la communauté internationale. Dans ce contexte, tout délai ou tout retranchement derrière des positions irréductibles serait incompréhensible et illogique aux yeux de l'opinion publique internationale et finirait sans aucun doute pas dévaloriser le rôle de cette instance dans le processus de désarmement.

(M. de Rivero, Pérou)

En grande partie parce que la Conférence du désarmement n'est jamais parvenue à créer un comité spécial sur la cessation complète des essais nucléaires, le Pérou s'est associé, dès 1985, à l'Indonésie, au Mexique, à Sri Lanka et à la Yougoslavie pour favoriser la convocation d'une conférence chargée d'apporter des amendements au Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires.

C'est ce travail graduel de réflexion, conduit par le défenseur infatigable de la cause du désarmement qu'est l'ambassadeur Alfonso García Robles, qui a permis aux représentants de ces cinq pays de présenter la semaine dernière aux Etats dépositaires une proposition d'amendement liée à la convocation d'une conférence des Parties, qui serait chargée d'examiner ladite proposition. Le Gouvernement vénézuelien s'est aussi associé à cette initiative.

Ce matin, l'ambassadeur de l'Union soviétique, M. Youri Nazarkine, a informé les coauteurs de la proposition des mesures prises par son pays, en tant qu'Etat dépositaire, pour enclancher le mécanisme prévu à l'article II du Traité, et nous espérons que des mesures analogues seront adoptées par les deux autres Etats dépositaires.

Cette proposition d'amendement ne constitue pas une réaction irréfléchie, ni une réponse entêtée à l'opposition d'une superpuissance; il s'agit d'une mesure découlant de l'une des dispositions du Traité de 1963 qui prévoit la conclusion d'un accord en la matière. Il faut donc espérer que les Etats dépositaires seront à la hauteur des obligations qui leur incombent en cette qualité et feront le nécessaire pour que cette conférence chargée d'examiner la proposition d'amendement puisse avoir lieu.

Le Comité spécial des armes chimiques poursuit ses travaux normalement, semble-t-il, encore que l'on ait l'impression qu'il a ralenti le pas; mais ce qui est certain, c'est que les Etats dotés d'armes chimiques qui sont représentés à la Conférence n'ont pas encore la volonté politique nécessaire pour surmonter les divergences qui subsistent sur certaines questions cruciales.

Pour contribuer à renforcer la confiance et manifester franchement sa volonté de transparence concernant les activités militaires, le Pérou a la satisfaction d'annoncer aujourd'hui par ma voix qu'il ne possède ni ne

(M. de Rivero, Pérou)

fabrique d'armes chimiques. Pour cette raison, lorsque nous disons que la future convention doit prévoir un mécanisme compensatoire, nous entendons qu'elle doit contenir des clauses restrictives en cas de caducité. Cela signifie qu'en aucune manière les dispositions de cet instrument ne doivent donner l'occasion aux Etats parties dotés d'armes chimiques d'accroître leurs arsenaux pendant la période de destruction qui doit durer dix ans. A plus forte raison, ils ne devraient pas non plus mettre au point, fabriquer ou essayer de nouveaux types d'armes chimiques. Si, à l'issue du délai de dix ans, un ou plusieurs Etats parties possèdent toujours des armes chimiques, la convention sera frappée de caducité pour avoir perdu sa raison d'être, ce qui mettra forcément fin aux obligations contractées par tous les Etats.

L'ambassadeur du Canada a indiqué la semaine dernière quelle était la position de son pays concernant la question de la juridiction et du contrôle. A ce propos, ma délégation juge très intéressantes les remarques faites à propos des filiales qui opèrent sur le territoire d'un Etat partie, ou qui sont placées sous l'administration de celui-ci, ou encore sous l'autorité internationale. Il va de soi qu'il incombe à l'Etat partie en question d'appliquer sa législation. Cependant, on pourrait à titre complémentaire créer deux voies de coopération afin de prévenir toute tentative de tourner la convention par des moyens indirects. Concrètement, nous nous référons à la coopération bilatérale entre l'Etat partie et l'Etat dans lequel la maison mère a son siège (que ce dernier ait adhéré ou non à la Convention) et à la coopération multilatérale dans le cadre de l'organisation internationale qui serait créée à cet effet, au cas où la coopération bilatérale serait impossible ou insuffisante. Ce qu'il faut à tout prix, c'est éviter de donner le moindre prétexte à l'Etat partie qui accueille d'une manière ou d'une autre une entreprise de l'industrie chimique pour se soustraire à ses obligations par le biais de cette entreprise.

La prévention de la course aux armements dans l'espace est devenue un point prioritaire de notre ordre du jour. Néanmoins, l'examen de ce point reste complexe étant donné la diversité des intérêts en présence et, précisément, l'existence d'un cadre juridique qui, bien qu'imparfait, engage un grand nombre d'Etats.

(M. de Rivero, Pérou)

De nombreuses propositions ont été formulées pour éviter ce que, dans le langage de la presse, on appelle communément la "guerre des étoiles". Si l'on dramatise par trop le risque que cette menace se concrétise, il n'en reste pas moins que la situation laisse heureusement une marge de manoeuvre que, par ailleurs, les négociations entre les superpuissances se poursuivent en vue d'établir un modus vivendi qui permette d'écarter le danger dans l'immédiat.

Lorsque, en 1967, on a adopté le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, on avait très probablement la conviction que, de cette manière, on éviterait la concurrence militaire dans le cosmos. Malheureusement, il n'en a rien été et, aujourd'hui, la science et la technique nous lancent un nouveau défi.

Le Traité de 1967 témoigne de la relativité qui caractérise les accords sur lesquels repose la doctrine de la limitation des armements. On ne peut pas dire que ce soit un mauvais instrument multilatéral, et bien moins encore qu'il omette l'essentiel. En fait, il s'agit d'un traité qui était valable pour son époque et qui répondait à la dynamique qu'impose le progrès scientifique et technique.

Voila pourquoi le Pérou a fait valoir, dans cette même enceinte, en août 1987, la nécessité d'y apporter des amendements. Depuis lors, le Venezuela a aussi soumis un projet.

Quand, l'année dernière, le Pérou a proposé d'amender le Traité de 1967, il a souligné qu'il conviendrait d'interdire la mise sur orbite de tout engin porteur d'armes, quelles qu'elles soient. Cette démarche est plus pragmatique, expéditive et efficace. Il ne s'agit pas de chercher à définir ce qu'on entend par "armes spatiales"; ce serait aussi difficile que d'essayer de trouver une définition généralement acceptable du terme "armes terrestres". Pour ce qui est des armes, ce qui compte, c'est non pas tout l'espace ou le milieu dans lequel elles opèrent, mais la fonction et l'effet qui les désignent comme telles, outre les fins toujours hostiles qu'elles servent. C'est pourquoi il n'est pas intéressant de savoir si l'engin porteur d'armes, quel qu'en soit le type, se trouve en permanence ou en quasi-permanence dans l'espace, ni quel en est le principe d'action.

(M. de Rivero, Pérou)

Cela dit, dans la mesure où ce n'est pas seulement en plaçant une arme sur orbite que l'on obtient un effet donné dans l'espace, il convient, comme ma délégation l'a déjà aussi indiqué, de "multilatéraliser" les obligations fondamentales découlant du traité ABM, afin d'écarter toute possibilité de trahir l'esprit du Traité de 1967 qui stipule que l'espace ne peut être utilisé qu'à des fins pacifiques.

La vérification est l'expression de la confiance réciproque; elle est appelée à renforcer la confiance. Il ne s'agit pas là d'une activité policière, sa principale fonction étant la dissuasion. Elle ne révèle pas les intentions des Etats; elle se borne à déceler les violations, par action ou par omission. Cette remarque, faite entre parenthèses, s'applique au point 5 de notre ordre du jour.

La vérification dans l'espace peut se faire par les moyens nationaux de vérification et par voie multilatérale. Le Traité de 1967 faisait essentiellement appel aux moyens nationaux. Il va de soi que si l'on apporte des amendements à cet instrument international, il faudra donner la priorité à la vérification multilatérale. Dans cette optique, les amendements au Traité de 1967, outre qu'ils permettraient de perfectionner le mécanisme de vérification existant, devraient inclure des dispositions expresses sur les "conférences d'examen", de sorte que les Etats parties soient en mesure de procéder à des réformes endogènes pour adapter le mécanisme de vérification aux impératifs de la science et de la technique.

Le bilan par lequel s'est soldée en 1986 la deuxième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention de 1972 sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines constitue un exemple très encourageant et des plus révélateurs de ce que l'on peut faire lorsque les Etats parties sont animés de la volonté politique nécessaire.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pérou pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, M. Ezdi.

M. ASIF EZDI (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'août. Le Pakistan et l'Indonésie, deux pays frères d'Asie

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

qu'unissent les liens d'une foi commune, coopèrent étroitement et de longue date dans les instances internationales. Nous voudrions vous assurer de notre total soutien dans l'exercice de vos importantes fonctions. Connaissant vos qualités de diplomate et votre expérience, nous ne doutons pas que vous dirigerez d'une main de maître les travaux de la Conférence pendant ce mois.

Je souhaiterais également dire à votre distingué prédécesseur, l'ambassadeur Teja de l'Inde, combien j'ai apprécié l'habileté avec laquelle il a dirigé les travaux de la Conférence le mois dernier. Son départ et celui des ambassadeurs U Tin Tun de la Birmanie et Meiszter de la Hongrie ont privé la Conférence des compétences de trois de ses chefs de délégations les plus distingués, chacun ayant participé activement à nos travaux. Tous nos voeux les accompagnent dans leurs tâches à venir et pour la suite de leur carrière.

Vendredi dernier, nous avons célébré le vingt-cinquième anniversaire de la signature du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires. La signature, le 5 août, il y a un quart de siècle, de ce traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau a été un événement historique. Le Traité a été largement salué pour avoir écarté la menace que les retombées radioactives faisaient peser sur la santé et la survie de l'humanité. Il l'a aussi été parce qu'il était porteur d'espérances de progrès sur la voie du désarmement nucléaire. La communauté internationale espérait que de nouvelles mesures seraient prises pour faire disparaître le spectre d'une catastrophe nucléaire qui menaçait notre planète tout entière. U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à l'époque, s'était fait l'écho de ce sentiment lorsqu'il avait exprimé l'espoir que des mesures seraient prises pour mettre à tout jamais un terme à toutes les explosions nucléaires expérimentales, prévenir une nouvelle prolifération des armes nucléaires et créer des zones dénucléarisées dans différentes régions géographiques du monde.

Lors de la signature du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, le Gouvernement pakistanais a vivement souhaité que cet instrument soit bientôt suivi d'accords prévoyant aussi la cessation des essais souterrains et prévenant une nouvelle dissémination des armes nucléaires.

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

Le Pakistan a fait valoir que, si ces mesures et d'autres mesures de désarmement nucléaire n'étaient pas prises, le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, même s'il était le bienvenu, risquerait de n'avoir qu'une utilité bien illusoire pour dissiper la crainte d'une guerre nucléaire.

Si nous examinons comment la situation a évolué pendant le dernier quart de siècle, force est de constater que les espoirs nés de la signature du Traité ont été pour la plupart déçus. L'objectif d'une interdiction complète des essais semble encore bien lointain. Les essais d'armes nucléaires, loin de se ralentir après la signature du Traité, se sont poursuivis plus énergiquement que jamais. Les arsenaux nucléaires des Etats dotés d'armes nucléaires sont aujourd'hui beaucoup plus importants qu'en 1963. Dans ce tableau par ailleurs bien sombre, l'entrée en vigueur du Traité FNI, prévoyant l'élimination de toute une catégorie d'armes nucléaires, apporte une lueur d'espoir. Le monde attend maintenant qu'un accord soit rapidement conclu entre les superpuissances qui ont promis de réduire de 50 % leurs armes stratégiques offensives. L'effet de ces réductions quantitatives serait toutefois annulé si la course aux armements envahissait l'espace ou si l'on s'efforçait de compenser ces réductions par un perfectionnement des armes nucléaires.

Les efforts axés sur le perfectionnement des armes nucléaires sont aujourd'hui, dans une très large mesure, le moteur de la course aux armements nucléaires. Ce perfectionnement, à son tour, dépend de la poursuite des essais nucléaires. Avec l'arrêt des essais nucléaires, un maillon clef de la course aux armements nucléaires serait brisé. Une interdicton complète des essais serait donc la mesure la plus importante pour mettre fin au perfectionnement des armes nucléaires. Elle permettrait aussi de contrôler très efficacement la prolifération horizontale de ces armes. Pour ces deux raisons une interdiction complète des essais, en ralentissant la course à la mise au point de types d'armes nucléaires nouveaux et plus perfectionnés et en renforçant le régime de non-prolifération, constituerait un pas essentiel vers le désarmement nucléaire.

Un traité sur l'interdiction complète des essais est une mesure indispensable pour ralentir, stopper et inverser la course aux armements.

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

C'est également une possibilité réaliste, si la volonté politique existe. Il n'y a plus aujourd'hui d'obstacles techniques à la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais. On ne peut plus invoquer les problèmes de vérification pour retarder ces négociations. De l'opinion des experts, il est même possible d'identifier et de détecter des explosions nucléaires d'une puissance du kilotonne. On ne pourrait donc plus poursuivre les essais clandestins ayant une importance militaire nécessaires à la mise au point de nouveaux modèles d'armes, de nouvelles générations d'armes nucléaires et d'armes exotiques, ce qui est aujourd'hui le principal objectif des essais nucléaires.

Ma délégation n'a guère de raison de penser que les négociations progressives en cours entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les essais nucléaires permettront de se rapprocher de l'objectif qu'est l'interdiction complète des essais. Bien au contraire, ces pourparlers pourraient retarder encore cette interdiction. Le seuil de 150 kilotonnes fixé dans le Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et dans le Traité sur les explosions nucléaires pacifiques est suffisamment élevé pour autoriser la quasi-totalité des essais nécessaires au perfectionnement des armes nucléaires. Les nouvelles techniques suffisent amplement pour vérifier des essais d'une puissance bien moindre.
En conséquence, la ratification de ces traités, qui doit intervenir pendant la première étape des négociations bilatérales américano-soviétiques, ne permettra pas de réduire sensiblement les programmes d'armement nucléaire des parties et ne répondrait pas aux espérances de la communauté internationale. De même, une réduction du nombre et de la puissance des essais souterrains qui ne freine pas le perfectionnement des armes nucléaires et ne s'inscrit pas dans le cadre d'une interdiction complète des essais serait très vite considérée comme une tentative de légitimer pour longtemps les essais nucléaires et non comme un pas important vers une interdiction complète des essais.

Tout nouveau retard dans la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais nuirait à la cause du désarmement et risquerait d'affaiblir le régime de non-prolifération. Les négociations multilatérales relatives au traité sur l'interdiction complète des essais doivent commencer

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

sans tarder dans le cadre de la présente Conférence. En avril dernier, le Groupe des 21 a fait une proposition constructive (document CD/829) concernant le mandat d'un comité spécial créé au titre du point 1 de l'ordre du jour. Cette proposition reste valable. Elle traduit une volonté de compromis et offre une nouvelle preuve de la souplesse dont fait preuve notre groupe en la matière. Malheureusement, le groupe des pays occidentaux n'a pas à ce jour manifesté une telle volonté.

Le mois dernier, plusieurs délégations ont souligné l'importance du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à l'occasion du vingtième anniversaire de sa signature. Le Pakistan s'est prononcé depuis longtemps en faveur de la non-prolifération. Notre position reste ferme et inébranlable. Dans son discours à la dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en 1962, le Président pakistanais de l'époque avait mis en garde contre "le danger certain que présente actuellement une plus grande diffusion des armes nucléaires" et avait souligné que, faute de mesures efficaces et immédiates de la part des Nations Unies contre la dissémination des armes nucléaires, d'autres régions du monde se verraient, dans un avenir très proche, impliquées dans la course aux armements. Ce péril imminent, disait-il, devait inciter l'Assemblée générale à examiner de toute urgence la conclusion d'un traité interdisant une dissémination plus large des armes nucléaires.

Même si le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est injuste et discriminatoire, nous avons voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale de 1968 qui visait à le promouvoir. Nous avons pleinement souscrit à ses objectifs. Nous avons respecté la clause principale du Traité contenue dans son article II. Nous sommes convaincus que la dissémination des armes nucléaires à des Etats autres que les cinq Etats actuellement dotés d'armes nucléaires accroîtrait l'insécurité dans le monde. En conséquence, nous aimerions que l'actuel régime de non-prolifération soit maintenu et renforcé. La crédibilité du Traité sur la non-prolifération serait accrue si les Etats dotés d'armes nucléaires respectaient loyalement les engagements qu'ils ont pris aux termes du Traité touchant une interdiction complète des essais, le désarmement nucléaire et la coopération avec les Etats non dotés d'armes nucléaires pour l'utilisation à des fins pacifiques des techniques nucléaires.

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

Le Traité sur la non-prolifération n'est toutefois pas la seule composante d'un régime efficace de non-prolifération. Un régime de non-prolifération viable, durable et complet suppose d'autres mesures, tant au niveau mondial qu'au niveau régional, qui permettent de dissiper les inquiétudes des Etats non dotés d'armes nucléaires concernant leur sécurité et de garantir à ceux-ci que leurs programmes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ne seront pas contrecarrés.

Dans son discours à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, en 1968, le Ministre pakistanais des affaires étrangères avait déclaré ce qui suit :

> "Il est évident - et la chose a été reconnue par les principaux auteurs de cet instrument - que le Traité ne représente qu'un premier pas vers la non-prolifération des armes nucléaires. Il perdra beaucoup de sa force et de sa viabilité s'il n'est pas complété par d'autres mesures également indispensables à l'établissement du processus d'un régime de non-prolifération."

Le Pakistan s'est toujours efforcé de renforcer le régime de non-prolifération en le complétant par d'autres mesures, telles que la création de zones dénucléarisées dans différentes régions du monde, les garanties données aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires et la promotion de la coopération pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Nous nous félicitons des mesures qu'ont prises les pays d'Amérique latine et du Pacifique Sud pour faire de ces régions des zones exemptes d'armes nucléaires et nous espérons que les Etats dotés d'armes nucléaires intéressés prendront rapidement les engagements juridiques nécessaires pour respecter le statut de zones dénucléarisées de ces régions. Nous félicitons chaleureusement aussi l'Argentine et le Brésil qui, bilatéralement, ont pris des mesures pour protéger leur région contre les risques d'introduction d'armes nucléaires et pour favoriser l'avènement d'un climat de plus grande confiance mutuelle dans le domaine nucléaire. Ils ont donné là un exemple qui mérite d'être suivi ailleurs.

En Asie du Sud, le Pakistan s'est efforcé inlassablement de maintenir la région à l'abri des armes nucléaires et d'encourager les pays qui la composent à se faire confiance en ce qui concerne leurs programmes nucléaires

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

respectifs. Les inquiétudes quant à la prolifération des armes nucléaires en Asie du Sud ont été suscitées par une suite de tensions et de conflits régionaux. Elles sont alimentées par les soupçons que chaque pays nourrit vis-à-vis du programme nucléaire de l'autre. Seule une approche régionale peut donc apporter une solution concrète à ce problème. C'est celle que le Pakistan a choisie.

Tous les Etats de l'Asie du Sud se sont déclarés prêts, au plus haut niveau, à ne pas acquérir ou produire d'armes nucléaires. Ce qu'il faut maintenant, c'est traduire ces déclarations unilatérales en engagements juridiques contraignants. Nous avons fait un certain nombre de propositions à cet égard. Le Pakistan est toujours disposé à adhérer, en même temps que l'Inde, au Traité sur la non-prolifération, à accepter, en même temps que l'Inde, des garanties généralisées concernant son programme nucléaire, à conclure avec l'Inde un accord bilatéral prévoyant l'inspection par chaque pays des installations nucléaires de l'autre, à faire une déclaration commune avec l'Inde sur la renonciation aux armes nucléaires et à devenir partie avec l'Inde à un traité bilatéral d'interdiction des essais nucléaires.

Nous sommes prêts à accepter tout accord équitable et non discriminatoire assorti d'arrangements de vérification efficaces et par lequel les pays de la région auraient l'obligation juridique contraignante de ne pas acquérir ou fabriquer d'armes nucléaires. L'année dernière, nous avons proposé, pour réfléchir à la possibilité d'un tel accord, qu'une conférence sur la non-prolifération des armes nucléaires en Asie du Sud soit convoquée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, avec la participation des Etats de la région et des autres Etats intéressés.

En 1974, à la suite de l'explosion nucléaire effectuée par l'Inde, le Pakistan a pris l'initiative de proposer la création d'une zone dénucléarisée en Asie du Sud. Depuis, cette proposition a reçu l'accord de principe de l'Assemblée générale des Nations Unies à chacune de ses sessions annuelles et bénéficie du soutien d'un nombre de plus en plus important d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'Asie du Sud est une région particulière d'un point de vue géopolitique et historique et les Etats situés dans cette région ont déclaré unilatéralement qu'ils ne fabriqueraient ni n'acquerraient d'armes nucléaires. Les conditions nécessaires à la création d'une zone dénucléarisée en Asie du Sud sont donc réunies.

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

Nous nous félicitons du fait que la dimension régionale du problème nucléaire en Asie du Sud soit de plus en plus reconnue et que l'idée d'une solution régionale fasse son chemin. En attendant, nos propositions pour maintenir la zone exempte d'armes nucléaires restent valables.

Pour qu'un régime de non-prolifération soit efficace, il faut dissiper les inquiétudes que les Etats non dotés d'armes nucléaires nourissent à propos de leur sécurité. Les déclarations unilatérales de quatre des cinq Etats dotés d'armes nucléaires, selon lesquelles ils n'auraient pas recours ou ne menaceraient pas d'avoir recours aux armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires, sont truffées de conditions, de nuances et d'exceptions et ne sauraient accroître le sentiment de sécurité des Etats qui ont volontairement et sans condition renoncé à l'option des armes nucléaires. La Conférence du désarmement achoppe là-dessus et on ne peut que le regretter.

Il y a moins de deux mois que s'est achevée la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Pendant quatre semaines, les nations du monde ont réfléchi non seulement aux problèmes qui concernent leur propre sécurité et leur propre survie mais aussi à la menace d'holocauste nucléaire qui pèse sur la planète tout entière. Les délégations, les unes après les autres, ont souligné le lien étroit qui existe entre désarmement, développement et sécurité et demandé instamment que soit revivifié le processus multilatéral de désarmement. La Conférence du désarmement, en tant que forum multilatéral unique de négociation sur le désarmement, doit tenir compte de cet appel. Nous devons aborder notre ordre du jour avec une détermination renouvelée et un sentiment d'urgence accru. Si tous les membres de la Conférence en ont la volonté politique et adoptent une approche constructive, il n'y a pas de raison pour que cette instance ne puisse pas remplir le rôle que l'on attend d'elle.

Le fait que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement n'ait pas pu adopter de document final est bien sûr regrettable. Toutefois, le long débat et les négociations serrées qui ont eu lieu sur le projet présenté par le Président de la Commission plénière n'ont pas été vains. Tout en portant au premier plan les divergences existant sur certaines questions vitales, ces discussions ont révélé l'existence d'un accord sur de nombreuses questions importantes et l'émergence d'un consensus sur d'autres.

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

Ces acquis, quoique modestes, n'en sont pas moins réels. Il nous appartient de les conserver et de les développer. Il a déjà été question ici du consensus tacite consacré dans certaines parties du projet de document final. Je voudrais renvoyer notamment à la déclaration de l'ambassadeur Kostov de la Bulgarie qui, la semaine dernière, à propos de cela, a parlé d'une ébauche de texte consensuel qui pourrait servir de point de départ à de nouvelles actions dans le domaine du désarmement.

La Conférence elle-même est allée dans ce sens lorsque, le 19 juillet, elle a décidé de rétablir le Comité spécial sur le Programme global de désarmement. Comme le Président de la Conférence pour le mois de juillet, l'ambassadeur Teja de l'Inde l'a noté dans ses interventions des 12, 14 et 19 juillet, le mandat du Comité reprend les termes du projet de document final. Nous entendrons sans doute parler de ce document dans les semaines et les mois à venir, notamment à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, lorsque sera abordée la question du suivi de la troisième session extraordinaire.

Cette troisième session extraordinaire a également montré une convergence croissante de vues sur la nécessité, dans les années à venir, d'élargir l'ordre du jour des négociations multilatérales sur le désarmement et d'adopter une approche multidimensionnelle des problèmes étudiés en s'attaquant simultanément à un large éventail de questions, y compris les mesures connexes. Nous sommes certains que ces tendances auront une influence positive sur le processus de désarmement.

La question de l'application de nouvelles techniques à la mise au point de nouvelles armes et de nouveaux systèmes d'armes figurera de plus en plus dans les travaux consacrés au désarmement. Le mois dernier l'utilisation d'armes de haute technicité et une erreur de jugement ont eu des conséquences tragiques pour les passagers innocents d'un avion civil. Il n'est pas difficile d'imaginer une situation dans laquelle les conséquences de l'erreur humaine, une fausse appréciation ou un accident dans l'utilisation d'équipements de haute technicité pourraient être catastrophiques pour le monde tout entier. Il est temps d'imposer des restrictions aux travaux de recherche-développement axés sur la mise au point de nouvelles armes et il faudrait s'atteler sérieusement à cette question.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pakistan pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Il n'y a plus d'orateurs sur la liste d'aujourd'hui. D'autres membres souhaiteraient-ils intervenir à ce stade ? Je donne la parole au distingué Ambassadeur du Venezuela.

M. TAYLHARDAT (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Comme vous le savez, le Venezuela est l'un des pays - avec le Mexique, le Pérou, l'Indonésie, la Yougoslavie et Sri Lanka - qui ont lancé l'initiative visant à amender le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires en vue de le transformer en traité d'interdiction complète. C'est ainsi que le Venezuela, conjointement avec les autres pays que je viens de mentionner, a parrainé à l'Assemblée générale des Nations Unies les divers projets de résolution qui ont été examinés par cet organe et qui ont reçu un appui de plus en plus large. La résolution 42/26, qui est la dernière en date, a ainsi été approuvée avec les seules voix contre des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique. Le Venezuela continue d'être partie à cette initiative et l'appuie pleinement.

Les membres de la Conférence auront certainement remarqué que le Venezuela ne figure pas parmi les pays signataires de la lettre publiée sous la cote CD/852 qui a été distribuée ce matin et à laquelle le distingué représentant du Mexique, l'Ambassadeur García Robles, s'est référé expressément tout à l'heure. La raison pour laquelle ma signature n'apparaît pas à côté de celle des autres distingués représentants - c'est-à-dire ceux du Mexique, du Pérou, de l'Indonésie, de la Yougoslavie et de Sri Lanka - n'a rien à voir avec le fond, avec la substance de l'initiative, laquelle, comme je l'ai dit, recueille l'appui enthousiaste du Venezuela. Le fait que le Venezuela n'a pas signé cette lettre s'explique par une raison de pure forme : en effet, étant donné l'importance du sujet et le rang élevé des destinataires, le Gouvernement vénézuélien a estimé qu'il incombait à son Ministre des relations extérieures d'envoyer et de signer la lettre destinée aux Ministres des affaires étrangères des trois Etats dépositaires. De fait, le 4 août, à la veille du 25e anniversaire du Traité sur l'interdiction

(M. Taylhardat, Venezuela)

partielle des essais nucléaires, M. Germán Nava Carrillo, Ministre des relations extérieures du Venezuela, a adressé aux Ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique la lettre suivante :

"Monsieur le Ministre, en tant que Ministre des relations extérieures d'un Etat partie au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, je vous adresse cette lettre en votre qualité de représentant de l'un des gouvernements dépositaires du Traité. Des lettres identiques ont été envoyées aux autres gouvernements dépositaires. Conformément à l'article II du Traité et à la résolution 42/26 B de l'Assemblée générale des Nations Unies, je vous soumets officiellement, au nom de mon gouvernement, la proposition d'amendement ci-jointe pour examen lors d'une conférence des Parties au Traité qui serait convoquée à cette fin. Je vous serais donc obligé, en vertu de l'article II du Traité, de faire distribuer une copie du texte de la proposition d'amendement à toutes les Parties et de prendre des dispositions en vue de la convocation d'une conférence dès qu'un tiers des Parties en aura fait la demande. Je saisis l'occasion qui m'est ici donnée de vous renouveler les assurances de ma très haute considération."

Le texte de cette lettre correspond en substance à celui qui est reproduit dans le document CD/852 et n'en diffère que du point de vue de la forme, comme je l'ai déjà dit.

J'ai jugé nécessaire d'apporter cet éclaircissement afin de bien marquer que le Gouvernement vénézuélien continue de s'identifier à la proposition visant à transformer le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires en traité d'interdiction complète.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier le distingué représentant de l'Union soviétique et, par son entremise, le Gouvernement soviétique - comme l'a fait le représentant du Pérou - d'avoir répondu si rapidement et si efficacement à l'initiative des six pays. Nous espérons que les deux autres pays dépositaires donneront également suite à cette proposition avec la même promptitude et la même efficacité que celles dont a fait preuve le Gouvernement soviétique.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Nous voudrions aussi saisir cette occasion pour exprimer l'espoir qu'un nombre croissant de pays adhèrent à cette initiative, de façon à pouvoir rassembler le plus rapidement possible le tiers des Etats parties au Traité qui est requis pour procéder à la convocation de la conférence.

Ma délégation fera parvenir en temps voulu au Secrétaire général de la Conférence du désarmement le texte de la lettre adressée par le Ministre vénézuélien des relations extérieures aux Ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique, afin qu'il soit également reproduit comme document officiel de la Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le distingué Ambassadeur du Venezuela. Je donne la parole à l'Ambassadeur de l'Union soviétique.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je voudrais avant tout exprimer ma gratitude aux distingués représentants du Pérou et du Venezuela pour les remerciements qu'ils ont adressés au Gouvernement soviétique à l'égard des mesures que ce dernier a prises en tant que dépositaire du Traité de Moscou. Je voudrais par ailleurs appeler l'attention sur le fait que, d'après l'interprétation de la déclaration du distingué représentant du Venezuela, l'Ambassadeur Taylhardat, l'Union soviétique aurait voté contre la résolution 42/26 B, ce qui est manifestement une erreur technique car l'Union soviétique a voté pour cette résolution.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration l'Ambassadeur de l'Union soviétique et je donne la parole à l'Ambassadeur du Venezuela.

M. TAYLHARDAT (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Effectivement, je demande pardon au distingué représentant de l'Union soviétique. C'est par un lapsus mentis que j'ai mentionné le nom de l'Union soviétique. L'autre pays qui a voté contre était la France. Je prie de nouveau le distingué représentant de l'Union soviétique de bien vouloir m'en excuser.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Y a-t-il d'autres membres qui souhaiteraient intervenir à ce stade ? Je donne la parole à l'Ambassadeur de l'Australie.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, de la manière dont vous dirigez la Conférence durant le mois d'août. J'ai l'intention de faire ultérieurement une déclaration sur la question des essais nucléaires, mais je me dois de prendre la parole ce matin pour noter que deux intervenants ont laissé entendre que la Conférence se heurtait à l'intransigeance occidentale au sujet du point 1 de notre ordre du jour. L'Australie est un Etat occidental et je dois repousser cette accusation. Ma délégation a appuyé le mandat défini depuis juin 1984 dans le document CD/521 et elle a toujours été prête à en discuter avec les autres. Cette accusation d'intransigeance ne correspond pas aux faits connus et est de toute manière dénuée de sens, par définition au sein d'une conférence qui doit travailler sur la base du consensus.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur de l'Australie pour sa déclaration et pour les félicitations qu'il a adressées à la présidence.

Comme il a été convenu par la Conférence, nous tiendrons jeudi prochain, immédiatement après la séance plénière, une réunion officieuse pour examiner sous tous ses aspects la question concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, y compris les deux rapports présentés par le Groupe des Sept dans les documents CD/WP.286 et CD/WP.341, ainsi que les activités futures de la Conférence dans ce domaine.

Comme il n'y a plus d'autres questions à examiner aujourd'hui, je vais maintenant lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 11 août, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 15.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.473
11 août 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-TREIZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 11 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

GE.88-63939/3364N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 473ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui l'examen du point 3 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". En vertu de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient peuvent soulever toute question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits aujourd'hui sur la liste des orateurs les représentants de l'Italie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Nigéria. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le représentant de l'Italie, l'Ambassadeur Pugliese.

M. PUGLIESE (Italie) (traduit de l'anglais) : Prenant la parole pour la première fois depuis le début de notre session d'été, je tiens à m'associer aux félicitations chaleureuses et aux souhaits que vous ont adressés, Monsieur le Président, les orateurs précédents à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'août. Nous avons la confiance la plus entière dans votre aptitude à diriger nos travaux et je voudrais vous assurer que la délégation italienne vous accordera toute sa coopération durant ce mois. Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à vos distingués prédécesseurs, l'Ambassadeur Teja de l'Inde et l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, les ambassadeurs Kostov de la Bulgarie, Ruoro du Kenya et de Rivero du Pérou. A nos collègues qui ont quitté Genève ou qui sont sur le point de le faire, et dont nous avons beaucoup apprécié la coopération, je souhaite le succès dans leurs nouvelles fonctions.

La session d'été de la Conférence du désarmement a repris dans un cadre politique international qui continue d'être marqué par une dynamique soutenue des négociations - tant bilatérales que multilatérales - sur les questions de désarmement.

Deux événements majeurs, en particulier, se sont produits dans le domaine de la maîtrise des armements : le sommet de Moscou et la troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Le premier de ces événements a pleinement confirmé la tendance positive des relations Est-Ouest. En effet, la quatrième rencontre au sommet du Président Reagan et du Secrétaire général Gorbatchev marque, à notre avis, une nouvelle stabilisation du dialogue entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et une compréhension plus large entre les deux superpuissances sur les questions de désarmement. Dans le cadre de ces perspectives encourageantes, nous pensons que les convergences réalisées à Moscou sur la limitation des explosions nucléaires et l'interdiction des armes chimiques sont particulièrement significatives et auront vraisemblablement un effet positif sur les progrès de nos travaux.

(M. Pugliese, Italie)

L'accord auquel sont parvenus à Moscou les Etats-Unis et l'Union soviétique en ce qui concerne des expériences conjointes en matière de vérification, et la volonté, réaffirmée par les dirigeants des deux pays, d'arriver à conclure sans tarder une interdiction complète des armes chimiques constituent des éléments majeurs pour que la Conférence du désarmement accomplisse de nouveaux progrès dans ces domaines.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement s'est tenue à New York alors que les relations entre les deux superpuissances prenaient un tour favorable. Comme l'a déclaré le Ministre Andreotti dans son allocution, le Gouvernement italien espérait que cette session offrirait l'occasion de créer un élan vigoureux vers les objectifs du désarmement en évitant, dans les négociations multilatérales, une stagnation qui contrasterait avec le dynamisme actuel au niveau bilatéral. Afin d'imprimer une impulsion aux négociations multilatérales, nous pensons qu'il est nécessaire, en particulier, de rechercher - avec imagination et réalisme - le moyen de satisfaire les diverses préoccupations légitimes de tous les Etats en matière de sécurité, comme l'a également déclaré le Secrétaire général de l'ONU lors de la troisième session extraordinaire.

Bien que le projet de document final n'ait pu recueillir l'assentiment général et être approuvé, nous croyons que la session n'a pas entièrement manqué les objectifs indiqués par le Secrétaire général.

A notre avis, la troisième session extraordinaire a effectivement constitué une occasion importante de réflexion; elle a au moins contribué à identifier avec plus de précision les difficultés existantes et les options techniques et politiques dont on dispose pour les résoudre, dans le contexte d'un engagement général réaffirmé à l'égard du dialogue et du compromis - qui ont fait défaut uniquement au stade ultime de nos travaux.

S'il est juste de tirer cette leçon de la session extraordinaire, nous croyons néanmoins qu'il est nécessaire de suivre une voie permettant aux négociations bilatérales et multilatérales de se féconder mutuellement.

Un deuxième élément à prendre en considération à l'issue de la troisième session extraordinaire nous semble être la confirmation que les conflits régionaux constituent un obstacle important à la réalisation de progrès plus marqués sur la voie du désarmement.

Sans relâchement des tensions créées par ces conflits, il est difficile d'espérer que le processus multilatéral du désarmement pourra avancer d'un pied ferme. Nous jugeons donc opportun d'envisager des solutions propres à empêcher l'emploi de la force, étant donné qu'elles sont propices à la maîtrise des armements et au désarmement.

En ce qui concerne les essais nucléaires, la troisième session extraordinaire a été témoin d'une certaine convergence de vues sur la réaffirmation de l'objectif visant à y mettre fin, dans le cadre d'un processus efficace de désarmement nucléaire. Une tendance commune s'est également dessinée à l'égard du rôle que doit jouer dans ce domaine la Conférence du désarmement, parallèlement à celui que jouent déjà les Etats-Unis et l'Union soviétique dans leurs négociations bilatérales.

(M. Pugliese, Italie)

La rencontre au sommet de Moscou entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev a en fait permis d'enregistrer des progrès intéressants dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires stratégiques. C'est là une évolution favorable pour que de nouveaux progrès en matière de désarmement nucléaire soient accomplis entre les deux superpuissances dans un contexte de sécurité non diminuée. Mais ce qui est le plus important, c'est que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont conclu à Moscou un accord détaillé sur la réalisation d'expériences conjointes concernant la vérification; cela doit à coup sûr ouvrir la voie - dans le cadre de mesures de vérification concertées et efficaces - à la ratification du Traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains et du Traité de 1976 sur les explosions nucléaires pacifiques, ainsi qu'à la négociation ultérieure de nouvelles limitations de la puissance et du nombre des essais.

Nous estimons que cette démarche progressive et pragmatique est la plus apte à sauvegarder la sécurité générale, et par conséquent à réaliser par étapes l'objectif consistant à mettre fin à tous les essais nucléaires.

Cette évolution nous conduit à espérer que la Conférence du désarmement va véritablement reprendre ses travaux sur cette question. Il faudrait commencer par examiner les questions de fond - telles que la portée et le régime de vérification de l'interdiction future - conformément au mandat et au programme de travail présentés par le Groupe occidental.

En effet, ce n'est qu'à partir d'une démarche pragmatique, fondée sur l'examen complet des questions concrètes, qu'il est selon nous possible de jeter les fondements indispensables d'une future négociation multilatérale sur des problèmes qui impliquent d'aussi vastes incidences sur le plan de la stratégie et de la sécurité.

Nous sommes convaincus que la contribution que peut apporter le Groupe d'experts scientifiques à la définition d'un régime de vérification général et efficace sera d'une importance essentielle. Des mesures de vérification adéquates, capables d'assurer le respect des accords pertinents par toutes les parties, sont effectivement au centre d'un processus par étapes dirigé vers la conclusion d'une interdiction complète des essais nucléaires.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, le Ministre italien des affaires étrangères a rappelé la conviction profonde du Gouvernement italien que - dans le contexte d'un désarmement général et complet - l'espace devrait être exclusivement réservé à des activités pacifiques. A cette occasion, le Ministre Andreotti a exprimé en particulier l'espoir que la Conférence du désarmement puisse parvenir à certains progrès dans ce domaine, malgré les difficultés indéniables d'ordre politique, stratégique et technique que cela comporte.

Au cours des travaux de la session extraordinaire, nous avons pu noter une convergence de vues sur le fait que la Conférence du désarmement doit intensifier ses efforts dans ce domaine, de même que sur la responsabilité qui incombe à tous les Etats de parvenir à l'objectif de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques.

(M. Pugliese, Italie)

De fait, l'évolution positive des négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique pourrait apporter une contribution importante, sinon décisive, au progrès du débat au sein de la Conférence, et nous espérons de tout coeur qu'une démarche commune pourra être adoptée dans le cadre des pourparlers actuels à Genève - de même qu'en ce qui concerne le rapport entre l'offensive et la défensive.

Quant à la possibilité de voir également se produire bientôt un rapprochement entre les positions américaines et soviétiques dans ce secteur du désarmement, la nouvelle initiative qui a été décidée au récent sommet de Moscou dans le domaine de la coopération spatiale à des fins civiles nous semble justifier un certain optimisme.

En attendant cette évolution souhaitable des négociations, il reste important que la Conférence du désarmement poursuive, par le truchement de son organe subsidiaire, les travaux effectués jusqu'ici. Elle devrait, d'une part, préciser les différents aspects concernant le régime juridique qui s'applique à la maîtrise des armements dans l'espace et, d'autre part, examiner certaines des activités qui se déroulent actuellement dans l'espace.

S'agissant du régime juridique, nous pensons qu'un examen approfondi reste nécessaire pour définir sans ambiguïté certains aspects techniques et pour cerner avec davantage de précision la portée et les objectifs réels des règles futures concernant la maîtrise des armements dans l'espace.

Nous voudrions toutefois souligner à ce propos que le régime juridique en vigueur serait grandement renforcé si les accords bilatéraux et multilatéraux qui le composent étaient plus rigoureusement respectés et faisaient l'objet d'une plus large adhésion.

Outre les questions juridiques, nous estimons que des progrès devraient être également accomplis quant aux vérifications et aux modalités permettant d'assurer le respect des accords.

Nous voudrions souligner enfin que, suivant une démarche réaliste et dans un esprit renouvelé de coopération, il faudrait que notre réflexion commune sur l'espace ne néglige pas l'évolution qui se dessine au niveau des négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, tout en encourageant leur conclusion positive.

Une autre question inscrite à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement à propos de laquelle d'importantes convergences se sont fait jour durant la troisième session extraordinaire est celle d'une interdiction globale des armes chimiques. A sa dernière session de printemps, déjà, la Conférence nous semble avoir bien avancé en analysant des questions importantes qui restent en suspens. Cela montre donc que nous avons maintenant la possibilité concrète d'éliminer définitivement la grave menace contre la paix et le bien-être de l'humanité que représente cette catégorie d'armes particulièrement odieuses.

(M. Pugliese, Italie)

Des événements dramatiques qui se sont récemment produits au niveau régional montrent l'ampleur du risque d'une prolifération des armes chimiques. Ils prouvent en outre que ces armes ne constituent pas seulement une menace potentielle, mais qu'elles sont aussi aisément employées en entraînant des conséquences dévastatrices pour les populations civiles.

Nous estimons donc que les efforts actuellement entrepris doivent s'intensifier de manière à imprimer un plus grand élan au processus de négociation. Seul l'aboutissement de notre effort dans le temps minimum requis pour résoudre de concert les principales difficultés de négociation peut offrir une réponse adéquate aux préoccupations d'un grand nombre de gouvernements et aux questions anxieuses de l'opinion publique.

Il reste encore à définir certains aspects de l'interdiction, qui nécessitent essentiellement une mise au point sur le plan politique et juridique. Je mentionnerai en premier lieu l'ordre de destruction des armes chimiques, ainsi que les diverses questions intéressant la juridiction et le contrôle de l'interdiction future. D'autres aspects font l'objet d'un large assentiment quant à leurs principes fondamentaux, notamment la vérification de la destruction des arsenaux et le contrôle des activités industrielles autorisées compte tenu de la discipline du régime de l'interdiction. Cependant, ces aspects présentent aussi un certain nombre d'incidences techniques qui demandent encore un examen approfondi et une définition précise.

A notre avis, ce domaine se prête également à des solutions novatrices et pragmatiques. Un accord à leur sujet dépend pour l'essentiel du caractère concret et exhaustif des prémisses sur lesquelles elles peuvent être fondées.

Je me réfère en particulier à la nécessité d'évaluer en temps opportun et de manière adéquate les conséquences que les progrès techniques peuvent avoir pour les composés chimiques qui se trouvent à la limite entre les agents toxiques et les produits dont les fins sont interdites; à la définition appropriée des caractéristiques des installations de fabrication pouvant fonctionner dans la marge qui se situe entre la production licite et les activités interdites par la convention; à l'identification des procédures, des techniques et des matériels (en particulier les plus modernes) qui peuvent être utilisés pour la vérification et le contrôle de la production industrielle; enfin, aux modalités concernant la protection des brevets industriels et de toutes les informations confidentielles relatives à la production, lorsqu'une usine est sujette à des inspections ou à des contrôles.

L'identification précise et l'analyse des nombreuses questions techniques inhérentes à ces problèmes peuvent être facilitées par une coopération plus large entre les chercheurs et les experts de tous les pays intéressés.

La nécessité d'élargir cette coopération a été reconnue par les chercheurs qui se sont réunis à Rome, en mai dernier, sous l'égide du Centro Ettore Majorana, association italienne bien connue consacrée à la promotion des relations scientifiques internationales.

(M. Pugliese, Italie)

En raison de sa courte durée, cette réunion ne visait pas à fournir des solutions univoques aux nombreux problèmes que j'ai mentionnés plus haut. Son objectif consistait à dégager certaines orientations méthodologiques susceptibles d'améliorer l'efficacité de la coopération internationale pour un certain nombre d'aspects cruciaux inhérents à l'interdiction des armes chimiques.

Le rapport sur les travaux de cette réunion est en cours de publication et nous avons l'intention de le présenter en temps voulu à la Conférence. Entre-temps, il pourrait être utile d'indiquer certaines conclusions auxquelles sont parvenus les chercheurs qui y ont participé. Les principaux éléments en sont les suivants :

Premièrement, le besoin prioritaire d'accélérer la définition des procédures de vérification et de contrôle.

Deuxièmement, la nécessité urgente d'entreprendre une plus large coopération entre les chercheurs et les experts de tous les pays intéressés en vue de résoudre les problèmes cités.

Troisièmement, l'utilité, à cet égard, de concentrer la recherche sur les possibilités de normalisation des méthodes et des instruments d'analyse ainsi que des procédures de vérification.

Quatrièmement, l'opportunité d'envisager des mesures visant à contrôler les travaux futurs de recherche-développement sur les agents chimiques toxiques pour empêcher la mise au point de nouvelles armes chimiques, et d'étudier également l'élaboration d'une liste ouverte d'agents chimiques qui risquent de menacer la stabilité et l'efficacité de l'interdiction actuellement négociée.

Cinquièmement, l'utilité de la contribution que peut apporter le recours systématique à une méthode expérimentale pour évaluer les procédures visées à l'article VI de l'actuel projet de convention (notamment en ce qui concerne la liste cruciale des précurseurs clés), avec l'assistance d'experts internationaux.

Nous pensons qu'en raison de l'autorité et de l'indépendance des sources dont elles proviennent, qui représentent aussi une vaste gamme d'opinions, ces indications méritent de recevoir toute l'attention voulue et d'être étudiées d'un point de vue pratique et concret. En conséquence, l'Italie a entrepris des travaux de recherche sur la possibilité d'une contribution nationale dans cette direction.

Nous invitons dès maintenant les Etats membres de la Conférence à tirer des indications susmentionnées un encouragement à avancer avec une détermination accrue vers la solution des difficultés techniques qui continuent à nous empêcher de parachever le projet de traité sur l'interdiction globale des armes chimiques. Cela sera effectivement possible si nous acceptons d'être guidés par un esprit de coopération authentique.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Italie de sa déclaration et de ses paroles aimables à l'endroit de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, le hasard a fait que vous présidiez la Conférence durant un mois de l'année qui a joué un rôle particulier dans l'histoire de l'ère nucléaire : le 6 août 1945, une bombe atomique était lancée sur Hiroshima et, le 9 août, sur Nagazaki. Comme l'humanité tout entière, le peuple soviétique pleure les Japonais victimes de l'arme nucléaire utilisée par les Etats-Unis. La tragédie de ces deux villes japonaises a mis le monde tout entier devant une sombre réalité : l'entrée de l'humanité dans l'ère nucléaire. Il y avait là un paradoxe monstrueux, puisque la plus grande découverte scientifique - la fission du noyau de l'atome - avait servi à créer une arme de destruction massive et devenait une menace pour la survie même de l'humanité.

Mais le mois d'août est aussi marqué par des événements d'un tout autre ordre, qui font naître l'espoir et l'optimisme : le 5 août 1963 était conclu le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, et le 6 août 1985, jour du quarantième anniversaire de la tragédie d'Hiroshima, l'Union soviétique a déclaré un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires, auquel elle s'est strictement tenue un an et demi durant.

Enfin, il y a la date historique du 1er août 1988 : à midi, heure de Moscou, au polygone situé au nord-ouest de Saryozek, a été détruit un "lot" de quatre missiles OTR-22, soit les premiers des 2 400 missiles nucléaires que l'Union soviétique et les Etats-Unis devront éliminer en vertu du Traité FNI. L'humanité a mis 43 ans pour parcourir le chemin qui mène du recours initial aux armes nucléaires à la destruction des premières armes de ce type. Il est écrit sur la pierre commémorative dressée à Hiroshima : "Dormez en paix, cette faute ne se répétera pas". Le garant en est le Traité FNI, en vertu duquel, dans un délai de trois ans, l'Union soviétique et les Etats-Unis élimineront de leurs arsenaux nucléaires des charges nucléaires dont la puissance globale équivaut, selon les experts, à 32 000 bombes d'Hiroshima. Cela ne représente que 4 % des stocks d'armes nucléaires des deux pays, mais ce n'est qu'un début.

La conclusion du Traité FNI est le résultat concret, tangible, des modifications apportées à notre position sur les questions de désarmement au cours des deux ou trois dernières années dans le cadre de la restructuration profonde et globale dont notre pays fait l'objet. L'évolution de notre politique extérieure découle des changements qui ont lieu à l'intérieur du pays. Autrement dit, la transformation profonde de notre propre société nous a obligés à revoir notre conception des affaires internationales.

Pour relever le défi qui nous avait été jeté ainsi qu'à tous les pays du monde socialiste, nous avons dû rechercher la parité stratégique pour nous mettre sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis. Et nous y sommes parvenus. Mais en centrant notre attention sur l'aspect militaire des choses, et en y consacrant d'énormes ressources, nous n'avons pas toujours tiré profit

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

des possibilités d'ordre politique que nous offrait l'évolution profonde du monde pour assurer la sécurité nationale, atténuer les tensions et promouvoir la compréhension mutuelle entre les peuples. Ainsi, nous nous sommes laissé entraîner dans la course aux armements, et le développement social et économique du pays, mais aussi sa situation sur le plan international, ne pouvaient que s'en ressentir.

Dans l'intervalle, la course aux armements allait atteindre un point critique. Si nous n'avions pas brisé la logique de cette évolution, nous aurions pu réellement nous trouver au bord de l'affrontement militaire. Cela a été le point de départ de ce que nous appelons maintenant la nouvelle mentalité politique.

L'analyse du monde moderne nous a permis de mieux comprendre ceci, que les relations internationales, tout en conservant leur caractère de classe, tendent toujours plus à être justement des relations entre peuples. Nous avons constaté que les peuples, les nations et les nouvelles entités nationales en devenir, jouent un rôle croissant dans les affaires du monde. Par conséquent, on ne saurait négliger la diversité des intérêts qui entrent en jeu dans les questions internationales.

En partant de la situation actuelle - de l'accroissement de la menace nucléaire, de l'aggravation d'autres problèmes mondiaux et de l'internationalisation progressive de tous les processus dans un monde toujours plus intégré et interdépendant, malgré ses contradictions - nous nous sommes efforcés d'approfondir le concept de la corrélation des classes et de la communauté des intérêts de l'humanité. Nous en avons conclu qu'il était temps de mettre au premier plan les valeurs communes à tous les hommes. En dernière analyse, la survie même de la civilisation est désormais le principal problème auquel est confronté le monde.

A notre avis, certaines tendances positives se font jour dans la vie internationale, qui se manifestent par l'amorce d'une atténuation des affrontements, le renforcement des contacts entre Etats de l'Est et de l'Ouest, la création de conditions favorables pour juguler la course aux armements et régler les conflits régionaux. Il n'y a pas encore eu cependant de changement radical pour le mieux. La situation dans le monde reste complexe et contradictoire. Il existe toujours d'énormes arsenaux d'armes nucléaires, les essais nucléaires se poursuivent, on fabrique de nouveaux types d'armes et le danger d'anéantissement de l'humanité et de toute vie sur notre planète n'est pas écarté. C'est pourquoi la question fondamentale de notre époque est de prévenir la guerre, de mettre fin à la course aux armements et de s'engager résolument sur la voie du désarmement et, au premier chef, du désarmement nucléaire.

A sa XIXe Conférence, le Parti communiste de l'Union soviétique a approuvé la démarche des dirigeants soviétiques qui, afin d'écarter le danger d'une guerre, ont opté pour un dialogue ouvert et constructif et pour le désarmement, ce qui a ouvert la voie à la conclusion du Traité FNI et a permis de faire avancer concrètement les négociations relatives aux armes nucléaires, chimiques et classiques.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Je voudrais maintenant aborder les questions examinées par la Conférence du désarmement, à commencer par les négociations relatives à l'interdiction des armes chimiques.

De grands événements ont eu lieu dans l'intersession qui a précédé la reprise de ces négociations, et, avant tout, la rencontre soviéto-américaine au sommet ainsi que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. A la rencontre au sommet comme à la session extraordinaire, il a été fait une large place aux questions concernant l'interdiction des armes chimiques. Il a été souligné dans la Déclaration commune au sommet soviéto-américain de Moscou qu'il était toujours urgent de conclure une convention efficace établissant une interdiction globale, véritablement universelle des armes chimiques, effectivement vérifiable et qui engloberait tous les Etats capables de fabriquer ces armes. Les participants à la Conférence savent aussi assurément tout l'intérêt manifesté à la troisième session extraordinaire pour les négociations sur les armes chimiques. En effet, il n'y a pratiquement pas eu de délégation qui n'ait abordé cette question. Les négociations ont donc repris dans un climat politique des plus favorables. Il importe maintenant de tirer parti de ces conditions propices pour arriver à des accords concrets sur les questions en suspens.

Parmi les questions qui n'ont pas encore été réglées, je citerai en premier lieu celle du contrôle de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie. La question est compliquée, ne serait-ce que parce qu'elle nécessite la mise en place d'un régime empêchant effectivement la production d'armes chimiques, sans pour autant entraver le développement normal de la chimie à des fins pacifiques. Il s'agira notamment de préserver la confidentialité de l'information sur les installations pertinentes qui sera communiquée au secrétariat technique. Nous partageons le point de vue exprimé par le distingué représentant du Canada, l'Ambassadeur de Montigny Marchand, selon lequel il faut s'attacher à étudier les moyens pratiques de protéger cette information sans porter préjudice, cela va de soi, à l'application effective de la future convention. La réunion de représentants de l'industrie chimique qui a eu lieu en juillet a utilement contribué à l'examen de cette question.

S'agissant de régler la question de la non-fabrication, il est un autre facteur très important à considérer : les diverses formes de propriété, privée et publique. La diversité des systèmes sociaux nationaux influe donc directement sur cette question. A l'évidence, c'est à cette circonstance que sont liées avant tout les difficultés rencontrées dans la recherche d'une solution mutuellement acceptable en ce qui concerne les produits chimiques inscrits au tableau [1]. On le sait, nous proposons que, pour chacun des Etats parties, la fabrication de tels produits ne soit autorisée que dans une installation spécialisée de petite échelle.

Nous partons de l'hypothèse que la convention ne doit pas seulement assurer la destruction des armes chimiques existantes, mais encore empêcher l'apparition, à l'avenir, de nouveaux types de telles armes, plus dangereux encore et qu'il serait en outre plus difficile de soumettre à un contrôle.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Les dispositions de la convention doivent nous mettre à l'abri d'une réapparition de ces moyens de destruction massive. La délégation soviétique entend continuer de participer activement à la recherche d'une solution mutuellement acceptable à ce problème.

L'expérience que la délégation soviétique propose d'effectuer dans l'industrie chimique pourrait contribuer utilement à la mise au point définitive de régimes de vérification de la non-fabrication d'armes chimiques. Nous constatons avec satisfaction que cette expérience suscite un intérêt croissant et que les préparatifs en vue de sa réalisation se concrétisent.

Il reste aussi à régler l'ordre de destruction des installations de fabrication et des stocks d'armes chimiques. Il importe, en l'élaborant, de respecter rigoureusement le principe de la non-diminution de la sécurité des Etats. A notre avis, il faut s'attacher au plus vite à achever les travaux tendant à l'incorporation du document soviéto-américain sur les installations de fabrication d'armes chimiques, présenté en avril dernier, dans les parties pertinentes du "texte évolutif" de la convention.

Les travaux sur l'article X, relatif à l'assistance à fournir aux Etats parties à la convention pour les protéger contre le recours aux armes chimiques, n'ont malheureusement pas encore progressé. La question est importante, puisqu'elle a trait à la sécurité des parties à la convention; aussi mérite-t-elle un examen attentif. Notre position sur la teneur de l'article X étant souple, nous pourrions accepter que soient élaborées des dispositions prévoyant des mesures collectives que prendraient les Etats parties à la convention pour s'opposer à l'emploi ou à la menace de l'emploi d'armes chimiques, voire que soit créé dans le cadre de la convention un mécanisme multilatéral d'assistance mutuelle à cette fin. L'une des solutions possibles serait à notre avis de prévoir la conclusion d'accords spéciaux entre les Etats parties et le secrétariat technique, dans lesquels seraient précisés les formes, les types et les modalités de l'assistance à fournir en application des décisions qu'aurait prises le conseil exécutif.

La délégation soviétique accepterait aussi que soient incorporées dans la convention des dispositions relatives à une coopération entre les Etats parties aux fins de la protection contre les armes chimiques qui serait fondée sur des accords bilatéraux et multilatéraux facultatifs. Nous pensons par ailleurs qu'un accord interdisant les attaques militaires contre les entrepôts d'armes chimiques, les installations de destruction de ces armes et autres équipements des Etats parties qui seront couverts par la convention et à déclarer en vertu de cette dernière, contribuerait aussi au renforcement de la sécurité des Etats parties et à l'efficacité du régime établi par la convention.

La délégation soviétique note avec satisfaction les progrès enregistrés en ce qui concerne l'élaboration des dispositions de la convention relatives à la désignation d'inspecteurs aux fins de la vérification par mise en demeure, ainsi qu'à l'examen des rapports soumis par les équipes d'inspection. Nous avons l'espoir qu'il sera ainsi possible de passer au plus vite à l'examen des principales difficultés que pose l'article IX et qui nous ont empêchés jusqu'à présent d'en arrêter le texte. Je pense avant tout à la nécessité d'inclure

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

dans la convention des dispositions concernant l'obligation pour tout Etat partie d'accepter, sans droit de refus, si un autre Etat partie le demande, qu'il soit procédé en tout endroit de son territoire et dans quelque installation que ce soit à une inspection par mise en demeure. Nous estimons aussi que les procédures à suivre pour la conduite d'une inspection par mise en demeure ne doivent en aucune manière porter préjudice au principe d'un contrôle obligatoire et efficace.

A notre avis, il est temps de s'occuper assidûment des questions relatives à la composition du conseil exécutif et à d'autres aspects, notamment financiers, de la création et du fonctionnement des organes qui seront chargés d'appliquer la convention. L'idée de diviser éventuellement le budget de l'organisation future en deux volets - dépenses administratives et dépenses opérationnelles - nous paraît particulièrement utile. Le premier couvrirait les dépenses de personnel, les activités administratives courantes, l'organisation des réunions des divers organes, etc. L'autre couvrirait le financement des activités pratiques nécessaires pour assurer un contrôle international systématique de l'application de la convention. Quant au barème des contributions des Etats pour les dépenses administratives, il serait établi sur la base des règles de gestion financière de l'ONU et de la pratique suivie à l'Organisation. La contribution d'un Etat partie au titre des dépenses opérationnelles serait à peu près égale au coût d'une opération de vérification internationale systématique sur le territoire de cet Etat.

Les travaux relatifs aux clauses finales de la convention progressent sous la direction immédiate du Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur et distingué représentant de la Pologne, M. Sujka. A notre avis, cela permet d'escompter un progrès certain des négociations d'ici à la fin de la seconde partie de la session de la Conférence. On ne saurait cependant considérer encore comme satisfaisant le rythme atteint.

La délégation soviétique pense qu'il importe aussi de tirer tout le parti possible de l'intersession pour faire progresser les négociations. Nous pourrions y consacrer au moins quatre semaines en novembre et décembre prochains, une fois achevés les travaux de la Première Commission à New York, et presque tout le mois de janvier 1989. Afin de préparer aussi utilement que possible les travaux à mener pendant l'intersession, il faut au préalable déterminer quelles sont les questions sur lesquelles se concentrer durant cette période.

La négociation progressive, ici, d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques doit être, à notre sens, complétée et étayée par des efforts concertés à une échelle internationale plus large. Ces efforts pourraient porter notamment sur des mesures visant à accroître la confiance et la transparence. C'est en vue de cela que la délégation soviétique a soumis le 18 février 1988 un mémorandum concernant l'échange multilatéral de données dans le cadre de l'élaboration de la convention. Ce document a suscité un vif intérêt et de nombreuses réactions. Des contre-propositions intéressantes, en particulier celles de la délégation de la République fédérale d'Allemagne (document CD/828), ont été avancées. Nous serions prêts à accepter que la portée et les modalités de l'échange multilatéral de données que nous avons proposées soient modifiées compte tenu des autres propositions existantes,

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

notamment du plan énoncé par la République fédérale d'Allemagne, suivant lequel les Etats déclareraient les armes chimiques qu'ils détiennent sur leur territoire national et sur le territoire d'un autre Etat, le nombre total des installations censées être couvertes par la future convention dans l'Etat considéré (installations de fabrication d'armes chimiques, entrepôts d'armes chimiques, entreprises fabriquant des produits chimiques inscrits aux tableaux [1], [2] et [3], etc.), ainsi que l'appellation des substances chimiques fabriquées aux fins d'armes chimiques, les types de munitions et de substances toxiques, les noms des produits chimiques inscrits aux tableaux [2] et [3] fabriqués par l'industrie chimique, enfin les plans et méthodes de destruction des armes chimiques. Cependant, il importe au plus haut point que, dans le cadre d'un échange multilatéral de données, on signale aussi le volume des stocks d'armes chimiques, car cette indication revêt une importance particulière aussi bien à titre de mesure de confiance que comme base de négociation de plusieurs dispositions concrètes de la convention concernant notamment l'ordre de destruction des stocks.

A l'évidence, les informations communiquées dans le cadre d'un échange multilatéral doivent être exactes et véridiques. A cet égard, nous partageons entièrement le point de vue exprimé par le distingué représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Friedersdorf, dans son intervention du 28 juillet 1988. Quant aux informations communiquées récemment par les Etats-Unis sur leurs installations de fabrication d'armes chimiques, nous sommes en train de les étudier.

Il est un autre domaine important dans lequel nous devrions déployer des efforts parallèlement aux négociations et que l'on pourrait définir comme étant la préparation morale et politique à l'entrée en vigueur de la convention. Nous saluons la déclaration faite en séance plénière, le 4 août dernier, par le distingué représentant de l'Autriche, qui a dit que son pays avait "l'intention de prendre les mesures nécessaires pour être parmi les premiers Etats à signer la convention". Il serait utile que d'autres Etats fassent connaître leur position sur ce point.

Depuis quelque temps, la prolifération des armes chimiques, qui a déjà eu des conséquences tragiques, préoccupe de plus en plus la communauté internationale. Le Ministre australien des affaires étrangères et du commerce, M. Hayden, notamment, fait part d'une telle préoccupation dans la déclaration dont le texte vient de nous être distribué. De nombreux représentants à la Conférence du désarmement ont exprimé leurs inquiétudes au sujet de la dissémination et de l'emploi des armes chimiques et condamné ce phénomène. La délégation soviétique partage leurs sentiments. Nous sommes absolument convaincus que la seule conclusion à tirer, c'est qu'il nous faut tout faire pour arriver le plus rapidement possible à l'adoption d'une convention sur une interdiction complète et universelle des armes chimiques. C'est là le plus sûr moyen d'empêcher la dissémination et l'utilisation des armes chimiques. Nous invitons tous les participants aux négociations à ne ménager aucun effort à cette fin. Nous constatons avec satisfaction que le distingué représentant de l'Italie, M. Pugliese, a tiré aujourd'hui la même leçon des événements.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'interdiction des essais nucléaires constitue le premier point de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Cette question était déjà inscrite à l'ordre du jour du comité du désarmement en 1962, et la Conférence l'a reprise. Cela fait donc, en tout, plus de 25 ans que l'organe de négociation multilatérale sur le désarmement en est saisi. Force est pourtant de constater, et nous le déplorons vivement, qu'en un quart de siècle nous ne sommes pas parvenus à engager de néogciations sur ce point, alors que le statut même de la conférence l'exige.

Pourquoi donc n'avons-nous pas réussi à faire démarrer les travaux relatifs à une interdiction multilatérale des essais nucléaires ? On nous a longtemps répété que le principal obstacle résidait dans les difficultés que présentait la vérification. Où en sommes-nous à cet égard ?

Le Groupe d'experts sismologues siège sous les auspices de la Conférence depuis 1976 et vient d'achever sa vingt-sixième session ordinaire. Le Groupe contribue utilement à l'élaboration d'un système international d'échange de données sismiques et prépare actuellement une expérience qui portera sur l'échange de données sismiques de niveau II.

Sans aucun doute, cet échange peut jouer un rôle important dans la vérification d'un traité d'interdiction complète des essais. Nous n'avons pas le droit, cependant, de négliger d'autres méthodes existantes de vérification. La représentante de la Suède, Mme Theorin, nous l'a rappelé fort opportunément le 7 juillet dernier : évoquant l'échange de vues constructif qui avait eu lieu à la Conférence organisée à Linköping (Suède) en mai de cette année, Mme Theorin a dit que "les participants à cette conférence avaient souligné la nécessité d'une vérification adéquate et examiné diverses méthodes telles que la surveillance sismique, la vérification par satellite et l'inspection sur place".

A ce propos, je voudrais rappeler une proposition que nous avons faite en 1987 et qui tendait à créer un groupe spécial d'experts scientifiques chargé de soumettre des propositions concrètes concernant un système de vérification d'une renonciation aux essais nucléaires, ainsi qu'à établir un système international de surveillance mondiale de la sécurité radiologique utilisant des liaisons de communications spatiales. Ce groupe serait composé de personnes spécialisées dans la géophysique, la radiochimie, la sismique "proche", l'observation de la radioactivité atmosphérique, etc. Nous estimons qu'il faut évaluer l'efficacité de la vérification d'une interdiction complète des essais nucléaires non seulement en fonction des possibilités offertes par chacune de ces méthodes, mais aussi compte tenu de l'ensemble de ces possibilités.

Il y a quelques jours, nous célébrions le 25ème anniversaire du Traité d'interdiction partielle des essais, signé à Moscou. Au moment de sa conclusion, il s'est avéré impossible de s'entendre sur la vérification d'une interdiction des essais souterrains. A cette époque-là, l'Union soviétique, les Etats-Unis et le Royaume-Uni n'avaient pas la même conception de la vérification. Il eut été extrêmement difficile de trouver un dénominateur commun sur ce point, soit de concilier les intérêts des trois pays.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Aujourd'hui, l'Union soviétique préconise activement une vérification multiple, fondée sur un contrôle aussi bien national qu'international et des inspections sur place.

De la sorte, la vérification ne saurait plus faire obstacle à une interdiction complète des essais.

La délégation soviétique cherche à obtenir la création d'un organe subsidiaire spécial qui puisse mener des négociations sur la question de l'interdiction des essais nucléaires. Cela dit, nous sommes conscients des difficultés réelles auxquelles la Conférence du désarmement se heurte dans l'examen de cette question. C'est pourquoi nous estimons qu'il faut parvenir à un compromis raisonnable, compte tenu des propositions existantes en la matière. Je voudrais apporter mon appui à la suggestion que le représentant de la Tchécoslovaquie, M. Vejvoda, a d'abord faite à titre officieux, en sa qualité de président de la Conférence, en avril 1987, puis confirmée lors de son intervention en séance plénière, le 21 juillet dernier. A notre avis, cette suggestion prend en considération les préoccupations des divers groupes d'Etats et offre la possibilité de résoudre, sur la base du compromis, le problème de la création d'un organe de travail au titre du point 1 de l'ordre du jour.

Nous n'avons pas cessé d'être partisans de la solution radicale : une interdiction immédiate et complète des essais nucléaires, sans pour autant préconiser l'attitude extrême du tout ou rien. Nous sommes conscients des réalités et de ce à quoi sont prêtes les autres puissances nucléaires, avant tout les Etats-Unis; aussi sommes-nous favorables à un règlement progressif et par étapes de cet important problème, qui passerait notamment par des solutions intermédiaires telles que la limitation du nombre et de la puissance des explosions nucléaires expérimentales. C'est précisément à cette fin que nous tenons sur cette question des pourparlers bilatéraux avec les Etats-Unis.

Une fois que nous nous serons entendus sur des mesures plus efficaces de vérification des accords signés en 1974 et 1976, il sera possible d'envisager une diminution radicale de la puissance maximale et du nombre des explosions nucléaires autorisées en une année. Plus tôt nous y parviendrons, mieux cela vaudra. En tout état de cause, ce n'est pas nous qui retarderons le mouvement. Mais ces mesures ne doivent pas être une fin en soi. Nous estimons qu'il faut avancer plus rapidement vers la conclusion d'un traité d'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires. Consciente de l'importance et de l'urgence de ce problème, l'Union soviétique est prête à tout mettre en oeuvre pour parvenir à cet objectif.

Il nous paraît opportun de mener des négociations multilatérales parallèlement aux pourparlers soviéto-américains sur les essais nucléaires. C'est que des pourparlers bilatéraux ne peuvent aboutir qu'à des mesures bilatérales, alors qu'un certain nombre d'autres Etats procèdent eux aussi à des essais. En outre, une interdiction multilatérale des explosions nucléaires expérimentales constituerait un moyen efficace de lutter contre la dissémination des armes nucléaires, en complétant le Traité sur la non-prolifération.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'Union soviétique accueille favorablement la proposition faite par le Mexique, l'Indonésie, le Pérou, Sri Lanka, la Yougoslavie ainsi que le Venezuela de modifier le Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. L'URSS a déjà fait savoir qu'elle appuyait en principe l'idée d'étendre la portée du Traité de Moscou à une interdiction des essais souterrains. Nous nous sommes exprimés en ce sens lorsque, à la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies, nous avons apporté notre soutien à la résolution 42/26 B relative à cette question.

Il nous reste un peu plus d'un mois avant la fin de la seconde partie de la présente session. Qu'aurons-nous en main pour la prochaine session de l'Assemblée générale ? Quels succès dans l'élaboration de mesures de désarmement pourrons-nous signaler à la communauté internationale ? Nous aurons sous peu à faire le bilan de nos travaux. Dans le peu de temps qui reste avant la fin de la session, la délégation soviétique a l'intention de tout mettre en oeuvre pour que les résultats de la présente session soient aussi substantiels que possible.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole au représentant du Nigéria, l'Ambassadeur Azikiwe.

M. AZIKIWE (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole depuis que vous avez été nommé représentant de votre pays à la Conférence du désarmement, permettez-moi tout d'abord de me joindre aux distingués orateurs qui m'ont précédé pour vous souhaiter la bienvenue au nom de la délégation nigériane, qui est particulièrement heureuse de vous voir présider nos travaux pendant le mois d'août. Le Nigéria entretient en effet les relations les plus cordiales avec le pays que vous représentez, l'Indonésie. Connaissant vos qualités de diplomate et votre vaste expérience, nous sommes sûrs que vous dirigerez les travaux de la Conférence avec la plus grande efficacité. Je voudrais vous assurer de l'entière coopération et du soutien de ma délégation dans l'exercice de vos responsabilités.

Permettez-moi également de saisir cette occasion pour dire combien ma délégation est reconnaissante à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Teja de l'Inde, qui a dirigé avec habileté les travaux de la Conférence pendant le mois de juillet. Nous regrettons que l'Ambassadeur Teja ainsi que d'autres distingués collègues, les Ambassadeurs Meizster de la Hongrie, Ahmad du Pakistan et Tin Tun de la Birmanie, nommés à d'autres postes par leur gouvernement, ne siègent plus à la Conférence du désarmement. Tous nos voeux de succès les accompagnent dans l'exercice de leurs nouvelles fonctions. La délégation nigériane voudrait également souhaiter la bienvenue aux Ambassadeurs Kostov de la Bulgarie, Ruoro du Kenya et de Rivero du Pérou, qui viennent d'être nommés à la Conférence du désarmement. Nous nous félicitons par avance de travailler avec eux.

(M. Azikiwe, Nigéria)

Avant d'aborder les points inscrits à l'ordre du jour, j'aimerais m'arrêter brièvement sur la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui vient de s'achever. Cette session - nous en avons tous été témoins - s'est tenue dans un climat international très propice, à un moment extrêmement favorable de l'histoire du processus du désarmement. Les relations entre les deux grandes superpuissances, qui étaient souvent restées tendues et avaient constamment entravé les efforts entrepris dans le domaine du désarmement, se sont considérablement améliorées. Il en est résulté la conclusion du Traité FNI qui fera date dans l'histoire et qui a effectivement déclenché le processus de désarmement nucléaire. Les efforts se sont également intensifiés en vue de parvenir à un accord sur une réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques des superpuissances.

Le Nigéria - ainsi que plusieurs autres pays sans doute - avait espéré que l'élan imprimé par les progrès importants enregistrés à la veille de la troisième session extraordinaire se serait traduit dans les débats de cette session et aurait été le garant de son succès. Il est donc regrettable que les participants n'aient pas pu adopter un document consensuel qui aurait donné au processus du désarmement multilatéral l'impulsion dont il a tant besoin, renforçant et complétant par là-même les résultats obtenus au niveau bilatéral. Cependant, même si nous ne pouvons pas dissimuler notre déception à cet égard, il serait erroné et fallacieux de conclure que la session a été un échec.

Ce serait en effet méconnaître la réalité que de négliger les progrès considérables qui ont été faits pendant la session extraordinaire simplement parce que l'on n'a pas pu, faute de temps, adopter quelques paragraphes sur les 67 que comportait le projet de document de la session présenté par le Président de la Commission plénière, l'Ambassadeur Ahmad du Pakistan.

La participation de très hauts dignitaires prouve l'importance que la communauté internationale attachait à la session et au processus de désarmement multilatéral. Le débat général a également révélé que la communauté internationale était plus soucieuse que jamais du sort de l'humanité et de la civilisation. Les questions de vériication se sont vu accorder une place importante pendant la session et tous les participants se sont mis d'accord pour prier le Secrétaire général d'entreprendre, avec l'aide d'un groupe d'experts gouvernementaux qualifiés, une étude approfondie sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification. Dans l'allocution qu'il a prononcée lors du débat général, le Ministre des affaires étrangères de mon pays a souligné l'importance de la vérification dans les accords de désarmement. Il a toutefois indiqué que la vérification ne saurait remplacer la volonté des Etats de parvenir à un accord ou de s'acquitter, en toute bonne foi, des engagements contractés aux termes de ces accords.

Ma délégation a toujours pensé que le contrôle du respect des termes d'un accord de désarmement quel qu'il soit incomberait avant tout aux parties à cet accord. Toutefois, même dans le cas d'accords de désarmement bilatéraux qui touchent aux armes nucléaires, la peur que suscitent dans le monde entier l'existence et l'utilisation éventuelle de cette catégorie d'armes fait

(M. Azikiwe, Nigéria)

qu'on ne saurait trop insister sur le rôle d'un mécanisme de vérification multilatéral sous l'égide des Nations Unies. La disposition du Traité FNI prévoyant la vérification par mise en demeure devrait réapparaître dans de nombreux accords ultérieurs. C'est un domaine où l'Organisation des Nations Unies peut utilement jouer un rôle. A l'évidence, aucune des parties à l'accord ne recourra inconsidérément à la mise en demeure. Cependant, si cela se produit, la présence d'un inspecteur d'une tierce partie, nommé dans le cadre du mécanisme des Nations Unies, sera rassurante. Cela n'exige pas, en particulier à cette phase initiale du désarmement nucléaire, qu'un dispositif très coûteux soit mis en place au sein de l'ONU. Par contre, il faut que les deux superpuissances reconnaissent que l'Organisation des Nations Unies représente les intérêts internationaux dans le domaine du désarmement nucléaire.

Vous vous rappellerez que, pendant la session, les participants se sont également accordés pour reconnaître que la Conférence du désarmement, organe multilatéral de négociation de la communauté internationale, restait une instance indispensable dans le domaine du désarmement. Elle a été instamment priée d'intensifier ses travaux sur diverses questions de fond inscrites à son ordre du jour. La communauté internationale attend des résultats rapides et positifs de notre Conférence. Nous devrions en conséquence nous consacrer de nouveau aux nobles objectifs pour lesquels elle a été créée et nous engager à travailler ensemble pour répondre aux aspirations profondes de l'humanité, à savoir la réalisation de la paix et de la sécurité.

Le 1er juillet et le 8 août de cette année, nous avons célébré respectivement le dixième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le vingt-cinquième anniversaire de la signature du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires. Le Nigéria, qui est partie à ces deux instruments, a été en fait le premier des 40 pays membres de la Conférence du désarmement à ratifier le Traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le Nigéria avait espéré que ces deux traités auraient permis de créer un monde plus sûr en décourageant de nouveaux essais d'armes nucléaires et en mettant ainsi fin à toute prolifération verticale ou horizontale de ces armes. Les deux traités enjoignaient concrètement aux gouvernements dépositaires - entre autres aux deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires - de "... chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et de poursuivre les négociations à cette fin".

Depuis l'entrée en vigueur de ces deux traités, les essais nucléaires, notamment ceux des superpuissances, se sont poursuivis sans répit. Il en est résulté une accumulation démesurée d'armes nucléaires qui ont atteint un tel degré de précision et de pouvoir meurtrier qu'elles placent aujourd'hui l'humanité au bord de la catastrophe.

Même si l'on a dit qu'aucun nouvel Etat n'avait acquis l'arme nucléaire depuis l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération, ce serait une piètre consolation d'imaginer que le régime de non-prolifération est parfait.

(M. Azikiwe, Nigéria)

On ne peut plus faire la sourde oreille aux bruits qui ne cessent de courir sur le programme nucléaire de l'Afrique du Sud. Le Nigéria est particulièrement soucieux de l'équilibre en matière de sécurité dans la région de l'Afrique, où l'exécution du programme nucléaire du régime sud-africain s'est poursuivie sans frein ni relâche.

Si nous voulons empêcher une nouvelle prolifération des armes nucléaires, nous devrions entamer immédiatement des négociations urgentes sur une interdiction des essais nucléaires. Il est incontestable qu'une telle interdiction briserait le mécanisme permettant de poursuivre l'amélioration qualitative et la mise au point de nouveaux systèmes d'armes nucléaires et ferait naître ainsi la confiance dont on a tant besoin pour progresser sur la voie du désarmement.

La délégation nigériane n'ignore pas que des négociations bilatérales sont en cours entre les deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires sur la question de l'interdiction des essais nucléaires. Cependant, la démarche progressive adoptée par ces Etats, selon laquelle il serait permis d'effectuer des essais à des puissances convenues et à des intervalles de temps définis, tend malheureusement à légitimer les essais nucléaires et n'empêcherait pas nécessairement une amélioration qualitative des armes nucléaires. Ce qui est en jeu, c'est l'interdiction globale des essais nucléaires. Cette question, puisqu'elle touche aux intérêts vitaux de tous les pays en matière de sécurité, est d'autant plus du ressort de la Conférence. Il ne devrait donc pas y avoir de nouveau retard dans la création d'un organe subsidiaire chargé d'entamer de véritables négociations sur une interdiction des essais nucléaires. Ma délégation estime que la plus haute priorité doit être accordée à un traité d'interdiction complète des essais, car il renforcera la confiance non seulement entre les superpuissances, mais aussi dans toutes les régions du monde.

Les armes chimiques sont des moyens de destruction massive dont le pouvoir meurtrier est voisin de celui des armes nucléaires. L'utilisation de ces armes redoutables a été interdite par le Protocole de Genève de 1925, et une convention fait l'objet de négociations depuis deux décennies. Même si le Comité spécial des armes chimiques a beaucoup progressé dans l'élaboration de cette convention, dont la conclusion est maintenant en vue, les rumeurs confirmées d'une utilisation persistante des armes chimiques soulignent d'une manière tout à fait regrettable la nécessité impérieuse d'accélérer le rythme des travaux pour conclure rapidement une convention dans ce domaine.

Nous espérons que le Comité spécial redoublera d'efforts pour achever aussi rapidement que possible les travaux en suspens concernant la convention. Des concessions mutuelles et une volonté plus réfléchie de compromis sont nécessaires à ce stade pour dépasser les principales divergences.

Je voudrais maintenant attirer votre attention et celle de nos collègues sur la question des armes radiologiques. Le Nigéria accorde une grande importance à la question du déversement clandestin de déchets radioactifs à des fins hostiles dans la région de l'Afrique. L'Afrique a besoin du soutien

(M. Azikiwe, Nigéria)

de la communauté internationale pour continuer de s'opposer au danger que présentent des matières qu'elle n'a pas produites et qu'elle n'est techniquement pas en mesure de traiter. Ma délégation note avec satisfaction le consensus réalisé à la troisième session extraordinaire quant au danger d'irradiation dû au rejet clandestin de déchets nucléaires.

Comme nous le savons tous parfaitement, le Comité spécial des armes radiologiques travaille sur une convention qui permettra d'interdire non seulement la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes radiologiques, mais aussi - ce qui est plus important - toutes les méthodes de guerre radiologique. Je dis que ce deuxième élément est plus important car les armes radiologiques en tant que telles n'existent pas encore, alors que deux méthodes connues de guerre radiologique ont été dûment identifiées. Une de ces méthodes consiste à attaquer les installations nucléaires. L'interdiction des attaques contre ces installations fait actuellement l'objet de négociations au sein du Groupe de contact B du Comité spécial des armes radiologiques.

Le déversement ou l'utilisation à des fins hostiles de déchets radioactifs dans des conflits armés constituent, en raison du pouvoir meurtrier des rayonnements, un moyen efficace de mener une guerre radiologique. Le déversement de déchets radioactifs à des fins hostiles préoccupe beaucoup le Nigéria, et un grand nombre d'autres pays partagent sans doute cette inquiétude. Nous considérons donc qu'il est essentiel que cette question soit traitée de façon claire et non ambiguë dans la convention sur les armes radiologiques qui est actuellement examinée par le Groupe de contact A.

Le Nigéria considère qu'il est essentiel que chaque Etat partie au traité s'engage à ne jamais, dans aucune circonstance, déverser de déchets radioactifs à des fins hostiles sur le territoire d'un autre Etat ou à utiliser de tels déchets dans un conflit armé.

Nous ne pouvons plus faire l'impasse sur la question de l'espace ou l'envelopper de propos fumeux. Nous ne pouvons plus nier le fait que le cadre juridique régissant les activités des Etats dans l'espace ne suffit pas, il s'en faut, à prévenir une course aux armements dans ce milieu. Les progrès rapides de la science et de la technique, qui n'avaient pas été prévus au moment où les traités ont été élaborés, ont rendu ce régime caduc. Bien que les activités militaires qui ont lieu actuellement dans l'espace n'impliquent pas encore l'utilisation d'armes, il serait opportun d'adopter dès maintenant les mesures qui s'imposent pour empêcher que la course aux armements s'étende à l'espace. Cette course serait extrêmement onéreuse et hautement déstabilisatrice. L'espace est le patrimoine commun de l'humanité et doit être utilisé exclusivement à des fins pacifiques, dans l'intérêt de l'humanité. Cette dernière frontière ne devrait jamais devenir le théâtre de la course aux armements. Nous espérons que le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace se verra bientôt attribuer le mandat approprié pour étudier sérieusement cette question.

(M. Azikiwe, Nigéria)

La délégation nigériane est heureuse de noter que le Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité redouble d'efforts pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent ses travaux depuis dix ans. Vous savez sans doute que la délégation nigériane a proposé à la session de 1987, dans le document CD/768, de classer les Etats non dotés d'armes nucléaires selon la diversité de leur situation en matière de sécurité, et de définir les engagements que devraient contracter les Etats dotés d'armes nucléaires et ceux qui n'en possèdent pas. La proposition prenait en compte les diverses conditions imposées par les Etats dotés d'armes nucléaires dans leurs diverses déclarations unilatérales et visait à sortir de l'impasse en la matière. A la dernière session de printemps, la délégation nigériane a fait une autre proposition tendant à ce que les Etats dotés d'armes nucléaires mettent de côté leurs diverses déclarations unilatérales afin de faciliter la réalisation de négociations efficaces et l'adoption d'une convention sur la base d'une formule commune. Aux termes de cette proposition, les Etats dotés d'armes nucléaires auraient le droit de faire des réserves lors de la ratification de la convention. Nous espérons que la communauté internationale finira par mettre au point des mesures efficaces qui garantiront les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Pour conclure, je voudrais souligner à nouveau que, venant d'un pays traditionnellement acquis à la cause de la paix internationale, nous continuerons de faire tout notre possible pour participer de façon constructive aux travaux de la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Nigéria de sa déclaration et de ses paroles aimables à l'adresse du Président.

Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Le représentant de l'Inde a demandé la parole. Je la lui donne.

M. SOOD (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis, tout d'abord, de vous adresser les félicitations de la délégation indienne à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'août. Nous sommes heureux, en effet, de voir le distingué représentant de l'Indonésie, pays avec lequel l'Inde entretient des rapports d'amitié et de coopération étroits sur le plan bilatéral, diriger nos débats. Je tiens à vous assurer que la délégation indienne vous apportera son plein concours dans l'accomplissement de vos tâches. Permettez-moi aussi de profiter de cette occasion pour remercier les délégations des paroles aimables qu'elles ont adressées à l'Ambassadeur Teja et qui lui ont été dûment transmises.

Le distingué représentant du Pakistan a jugé bon d'évoquer, devant cette instance à caractère multilatéral, des questions concernant l'Inde et le Pakistan qui sont strictement d'ordre bilatéral. Elles relèvent des relations indo-pakistanaises, qui ont une histoire unique du fait de facteurs spécifiques liés au partage du sous-continent. Par leur complexité et leur ampleur, elles débordent aussi considérablement le cadre des programmes nucléaires entrepris par les deux pays.

(M. Sood, Inde)

Je crois savoir que l'Inde et le Pakistan s'efforcent depuis des années d'asseoir leurs relations bilatérales sur une base large, solide et durable afin de les améliorer. C'est une tâche difficile, et choisir cette instance, comme l'a fait le représentant du Pakistan, pour s'exprimer sur des questions qui sont actuellement examinées à l'échelon bilatéral, ne facilite pas les choses. Je ne me propose pas de suivre l'exemple du distingué représentant du Pakistan. Je me bornerai donc à exercer mon droit de réponse pour exposer aussi brièvement que possible les éléments essentiels de la politique indienne.

En premier lieu, il n'est pas de premier ministre de l'Inde élu depuis l'indépendance qui n'ait déclaré devant notre Parlement que les activités nucléaires du pays étaient orientées exclusivement vers des fins pacifiques. La plupart des gouvernements comprennent parfaitement cette politique. Les experts savent que le programme de l'Inde pour l'énergie nucléaire n'est pas récent et qu'il fait partie intégrante de la stratégie de développement national. Le programme de développement de l'énergie nucléaire jusqu'à l'an 2000 a fait l'objet de débats au Parlement indien, et il est, en outre, administré par un ministère civil. Nos activités dans ce domaine ne sont donc pas entourées de secret, contrairement à celles du Pakistan.

En second lieu, il ne semble pas y avoir de raison valable pour que l'Inde s'efforce de dissiper les doutes imaginaires du Pakistan en acceptant ses propositions de faire partie d'une zone exempte d'armes nucléaires, de signer le Traité sur la non-prolifération, de conclure un accord sur des garanties généralisées, d'acquiescer à des inspections bilatérales, ou de souscrire à une interdiction des essais nucléaires à l'échelon régional. L'Inde, qui s'est donné pour règles la non-discrimination et l'égalité de traitement, est opposée par principe au Traité sur la non-prolifération et l'a toujours été. La position de l'Inde sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires est conforme aux dispositions du Document final, adopté par consensus en 1978 à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous avons déjà exprimé devant d'autres instances nos idées sur ce point et d'autres questions qui y sont liées, aussi ne les répéterai-je pas ici.

Il ne faut pas, cependant, faire l'erreur grave de croire que l'amélioration des relations indo-pakistanaises dépend de la seule question nucléaire. Il est bien d'autres questions qui entrent en jeu. Les porter sur un plan régional ou multilatéral ne contribuera certainement pas à améliorer nos relations bilatérales et pourrait bien plutôt les compliquer.

Enfin, la délégation indienne se réserve le droit de revenir ultérieurement, au besoin, sur cette question.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Inde de sa déclaration et de ses mots aimables pour le Président. Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole à ce stade ?

(Le Président)

Le secrétariat a distribué aujourd'hui un document officieux contenant la liste des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine à venir. Comme de coutume, ce calendrier est présenté à titre purement indicatif et peut être modifié, si besoin est. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Comme je l'ai dit à notre séance plénière de mardi dernier, nous tiendrons maintenant, dès que la séance plénière sera levée, une réunion officieuse qui sera consacrée à l'examen de tous les aspects de la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, y compris des deux rapports qui ont été présentés par le Groupe des 7 et publiés sous la cote CD/WP.286 et CD/WP.341, ainsi qu'à l'examen que la Conférence consacrera ultérieurement à ce sujet.

Le Coordonnateur du groupe des pays occidentaux a suggéré que la prochaine réunion officieuse sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, qui était prévue pour le mardi 16 août, se tienne plutôt le jeudi 18 août. Notre calendrier, on le sait, est fourni à titre d'indication et peut être modifié, selon les besoins. Puis-je considérer que la Conférence accepte la suggestion faite ?

Il en est ainsi décidé.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 16 août, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 40.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.474
16 août 1988
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-QUATORZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 16 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

GE.88-63979/3362N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 474ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence cette semaine son examen du point 4 de l'ordre du jour intitulé "Armes chimiques". Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni. Je donne la parole au premier orateur, le distingué représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur von Stülpnagel.

M. von STULPNAGEL (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole depuis que vous dirigez nos travaux, je tiens tout d'abord à vous féliciter ainsi que votre délégation de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'août. Mes collègues et moi-même sommes heureux, tant d'un point de vue professionnel que sur le plan personnel, de vous voir conduire les débats de notre Conférence. Je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur Teja, qui nous manquera beaucoup, de la manière remarquable dont il a présidé les séances du mois de juillet. Permettez-moi d'accueillir chaleureusement les ambassadeurs qui sont arrivés récemment, dont vous-même, Monsieur le Président, ainsi que les ambassadeurs Kostov de la Bulgarie, Ruoro du Kenya et de Rivero du Pérou. Je tiens aussi à souhaiter la bienvenue aux boursiers du Programme de bourses d'études sur le désarmement qui suivent les débats de la Conférence avant de se rendre dans les différents pays qui les ont invités.

Nous avons appris avec regret, mes collègues et moi-même, que certains d'entre nous avaient quitté Genève ou allaient le faire prochainement, notamment mon ami l'Ambassadeur Mansur Ahmad du Pakistan, dont je n'oublierai jamais la compétence exceptionnelle et les talents de diplomate, l'Ambassadeur Tin Tun de la Birmanie, l'Ambassadeur Teja de l'Inde, que j'ai déjà mentionné, et l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie, qui a présidé avec efficacité et pondération nos travaux pendant le mois d'avril et nous a guidés pendant les mois de mai et juin.

Le 14 avril 1988, j'ai eu l'honneur de soumettre, au nom d'un groupe de pays occidentaux, un document de travail sur la fourniture de données intéressant la convention sur l'interdiction des armes chimiques. En présentant le document, j'ai souligné que l'échange multilatéral de données avant la signature d'une convention constituait non seulement une mesure permettant de renforcer la confiance, mais aussi une condition préalable nécessaire pour élaborer une convention efficace ainsi que pour assurer sans tarder son fonctionnement.

Depuis que le document en question a été soumis, certaines mesures positives ont été prises. A cet égard, je voudrais attirer l'attention sur le document de travail du 19 juillet 1988 présenté par les Pays-Bas sous la cote CD/CW/WP.203, qui fournit des renseignements détaillés suivant le mode

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

de présentation proposé dans le document CD/828, sur la déclaration de l'emplacement des installations de fabrication d'armes chimiques aux Etats-Unis faite par l'Ambassadeur Friedersdorf le 28 juillet 1988, et sur les données détaillées présentées par le Royaume-Uni dans le document CD/CW/WP.206 du 10 août 1988, en ce qui concerne la fabrication de produits chimiques figurant aux tableaux [2] et [3].

En prenant ces mesures, les Etats occidentaux ont manifesté une fois de plus leur volonté d'arriver à une plus grande ouverture et à une transparence accrue - notions que nous considérons comme essentielles dans tous les domaines de la limitation des armements et du désarmement.

Je voudrais aujourd'hui fournir les données relatives à la République fédérale d'Allemagne suivant le mode de présentation qui figure dans le document CD/828. Ces données sont présentées dans le document de travail qui vient d'être distribué.

Je tiens tout d'abord à répéter ce que mon Gouvernement a déclaré à plusieurs reprises dans cette enceinte comme ailleurs : la République fédérale d'Allemagne ne possède pas d'armes chimiques. En outre, aucun des produits chimiques figurant au tableau [1] de l'article VI n'est fabriqué dans mon pays.

Il ressort des renseignements fournis volontairement par les entreprises de l'industrie chimique que quatre composés inscrits au tableau [2] et, à l'exception de la chloropicrine, tous les composés figurant au tableau [3] sont actuellement fabriqués, transformés ou consommés en République fédérale d'Allemagne. Compte tenu des seuils proposés pour les déclarations dans le document de travail CD/802 du 5 février 1988, ces 15 composés sont fabriqués, transformés ou consommés dans 52 installations.

Ces données reflètent la situation telle qu'elle se présentait au début de 1988 et peuvent changer en fonction de l'évolution des conditions du marché et des progrès techniques.

J'espère que dans nos négociations, nous n'avons fait qu'entamer un processus à l'issue duquel tous les Etats membres de la Conférence du désarmement auront fourni des données sur leur industrie chimique et leur capacité de fabriquer des armes chimiques. Ces données non seulement sont nécessaires pour faire avancer la négociation et assurer la mise en oeuvre efficace des dispositions d'une convention sur les armes chimiques, mais encore elles donneront à tous les participants l'assurance que les négociations se déroulent de bonne foi. Dans ce contexte, nous regrettons - bien que l'importance d'une plus grande transparence soit de plus en plus reconnue - que plusieurs membres de la Conférence du désarmement n'aient même pas encore indiqué s'ils possédaient ou non des armes chimiques. C'est pourquoi je voudrais lancer à nouveau un appel à tous les participants pour qu'ils communiquent dès que possible des données intéressant la convention sur les armes chimiques.

En présentant le document CD/828, je me suis déclaré convaincu qu'un échange multilatéral de données exercerait un effet positif sur le cours des négociations. Vu l'état d'avancement de nos négociations, je ne peux cacher

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

ma déception devant les résultats auxquels nous sommes parvenus jusqu'ici cet été. Bien que je me réjouisse du sérieux avec lequel se déroulent nos négociations - et en cela je partage entièrement le point de vue exprimé par l'Ambassadeur de Montigny Marchand dans sa déclaration du 4 août 1988 -, je demeure préoccupé par l'absence de progrès en ce qui concerne un certain nombre de questions.

Permettez-moi de faire un bilan rapide de ce qui a été réalisé pendant la session d'été et de vous donner notre point de vue sur la question.

Le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka, et les présidents des groupes de travail, MM. Cima de la Tchécoslovaquie, Macedo du Mexique et Numata du Japon, n'ont ménagé aucun effort pour faire avancer les négociations. Nous leur sommes extrêmement reconnaissants de leur dévouement, de leur dynamisme et de l'excellent travail qu'ils ont accompli.

Le Groupe de travail A, présidé par M. Cima, a examiné plusieurs questions importantes relatives à la non-fabrication d'armes chimiques. Les débats sur certains des problèmes depuis longtemps en suspens ont certainement contribué à clarifier les positions. Nous déplorons néanmoins qu'ils n'aient pas encore débouché sur des solutions qui non seulement seraient acceptables pour tous mais encore satisferaient aux impératifs d'un mécanisme de vérification efficace. Je pense en particulier aux délibérations sur le régime applicable aux produits du tableau [1] et au problème des produits chimiques létaux supertoxiques, où des exigences continuent malheureusement d'être formulées malgré la nécessité d'arriver à des solutions réalisables et efficaces qui doivent tenir compte d'un aspect fondamental, celui de savoir ce qui est effectivement vérifiable.

Au sein du Groupe de travail A, nous avons aussi eu une discussion très intéressante sur la notion de contrôle ad hoc, qui avait été initialement proposée par nous dans le document de travail CD/791. Je ne vais pas m'attarder ici sur ce sujet car nous avons expliqué en détail notre point de vue sur la question à plusieurs reprises au cours des dernières semaines. Nous allons, en revanche, nous pencher sur les observations intéressantes qui ont été faites à cet égard et nous avons l'intention de présenter prochainement des idées plus précises sur un régime de contrôles ad hoc à établir dans le cadre de l'article VI.

Le 22 juillet 1988, nous avons eu une réunion intéressante avec des experts de l'industrie chimique. J'espère que cette réunion n'était que l'amorce d'un dialogue plus suivi avec les représentants de cette industrie. Je suis convaincu que ce genre de dialogue peut contribuer à améliorer la compréhension entre les négociateurs de Genève et l'industrie chimique, qui sera nécessairement soumise à un contrôle rigoureux et efficace afin de garantir la non-fabrication d'armes chimiques. Je suis tout aussi convaincu que ce dialogue nous sera très utile pour l'élaboration d'un article VI exhaustif, efficace et néanmoins aisément applicable. Comme les discussions du 22 juillet 1988 l'ont fait ressortir clairement, il est nécessaire d'avoir des échanges plus détaillés avec les représentants de l'industrie chimique sur des questions telles que la protection des informations confidentielles.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

Je suis heureux de pouvoir souligner que l'industrie chimique de la République fédérale d'Allemagne, avec laquelle nous avons depuis longtemps des contacts étroits, partage sans réserve notre objectif prioritaire qui consiste à parvenir à une interdiction complète et effectivement vérifiable des armes chimiques.

Permettez-moi de dire aussi quelques mots sur la question des inspections expérimentales dans l'industrie chimique. Nous nous sommes félicités de la proposition présentée à cet effet, le 18 février de cette année, par M. Petrovski, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Pareilles inspections, qui doivent être organisées multilatéralement, nous permettront d'obtenir des renseignements et des précisions qui se révèleront certainement des plus utiles et qui pourraient apporter des éléments indispensables à l'élaboration des procédures relatives à la conduite des inspections dans les installations de l'industrie chimique. Nous sommes prêts à participer à une expérience multilatérale de ce genre. Pour l'instant, la question est examinée soigneusement par mon Gouvernement et les préparatifs d'une expérience éventuelle à l'échelon national sont en cours. Nous nous associons au consensus qui se dégage actuellement sur une démarche par étapes en la matière. Nous serions favorables à la création d'un groupe officieux qui serait chargé de préparer les inspections expérimentales à l'échelon multilatéral. Ce groupe pourrait procéder à un échange de données d'expérience sur les mesures prises au niveau national et élaborer à partir de là une conception commune de l'expérience multilatéral.

Permettez-moi à présent de dire quelques mots sur les travaux des groupes B et C. Nous espérions que pendant la session d'été il serait possible, afin de parachever l'article V, d'introduire dans le texte évolutif des éléments de la proposition commune des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique relative aux installations de fabrication d'armes chimiques. Or nous avons cru comprendre que les efforts déployés dans ce sens avaient été contrariés. Nous soutenons fermement le Président du Groupe de travail B, M. Macedo, qui fait tout son possible pour vaincre les difficultés afin que le texte de l'article V puisse être modifié comme il convient pendant cette session d'été.

En ce qui concerne l'article X, autre point inscrit à l'ordre du jour du Groupe de travail B, nous déplorons que les négociations aient quelque peu rétrogradé. Le document de discussion se rapportant à cet article renferme maintenant un certain nombre de crochets et de notes de bas de page qui mettent en évidence des positions difficilement conciliables, semble-t-il. Nous demandons instamment que les travaux relatifs à cet article se poursuivent dans un esprit de compromis, sans oublier l'objectif ultime. Nous ne devrions jamais perdre de vue les principaux objectifs de la convention actuellement négociée et ce que nous pouvons effectivement faire pour les atteindre.

Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt les travaux entrepris par le Groupe C sous la présidence de M. Numata. Selon nous, le document issu

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

du débat sur le processus postérieur à la présentation du rapport établi à la suite d'une inspection par mise en demeure pourrait servir de base à la recherche d'une solution en la matière. Nous espérons qu'il en sera tenu compte dans le rapport du Comité spécial à la Conférence du désarmement.

En ce qui concerne les débats parfois assez prolongés et détaillés sur les principes directeurs pour l'inspectorat international, je suis convaincu qu'il nous faut passer par ce type d'exercice qui s'est révélé utile et qui a permis de faire ressortir quelques problèmes détaillés qui doivent trouver une solution. Je voudrais encourager M. Numata à poursuivre les consultations parfois difficiles et extrêmement longues sur la question. En effet, elles contribueront dans une large mesure à faire mieux comprendre les procédures d'inspection et aideront aussi à résoudre les problèmes en suspens concernant les inspections sur place par mise en demeure.

Enfin, je tiens à remercier le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka, qui travaille activement sur les clauses finales de la convention. Nous nous félicitons du document de discussion révisé qu'il a présenté la semaine dernière et qui, nous l'espérons, permettra de faire avancer les travaux relatifs aux articles XII à XVI. Les débats consacrés à ces articles ont fait ressortir clairement que quelques questions très importantes étaient en jeu et méritaient toute notre attention puisque leur solution aura des incidences directes sur la viabilité et l'efficacité de la convention. A cet égard, je me contenterai de mentionner la question des réserves et des amendements, sur laquelle a porté une grande partie des discussions lors des consultations officieuses à participation non limitée conduites par l'Ambassadeur Sujka qui ont montré les différences de point de vue.

Pour conclure, je voudrais inviter tous les participants à exploiter au mieux le temps qui nous reste cet été pour que nos négociations concernant une convention sur les armes chimiques aboutissent à des résultats concrets. Nous ne devrions ménager aucun effort pour déblayer le terrain et créer les meilleures conditions possibles pour que nous puissions progresser dans les travaux que nous pourrions décider d'entreprendre lors de l'intersession vers la fin de cette année.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur von Stülpnagel pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à la distinguée représentante du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Solesby.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence. Il n'y a pas si longtemps, me semble-t-il, j'avais eu le plaisir de vous accueillir parmi nous. Mais vous avez pris les rênes du pouvoir avec la confiance et l'assurance d'un vétéran, si je puis dire. Il m'est particulièrement agréable de voir à la présidence le distingué Ambassadeur de l'Indonésie, pays avec lequel nous entretenons de longue date des relations étroites et amicales. Qu'il me soit également permis d'exprimer encore une fois ma grande reconnaissance à l'Ambassadeur Teja de l'Inde pour la façon dont il a dirigé les travaux de la Conférence pendant le mois de juillet.

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

Nous nous approchons maintenant de la dernière phase de la session d'été de la Conférence du désarmement. Dans le sillage de la croisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, il y a eu une volonté générale de développer ses aspects positifs, notamment la convergence de vues sur un large éventail de questions. Le sentiment était qu'il fallait poursuivre les travaux en cours, et c'est ce que nous avons fait.

Je voudrais ce matin m'arrêter sur un aspect de ces "travaux en cours", à savoir les négociations sur une convention interdisant les armes chimiques.

La conclusion d'une convention globale, complète et effectivement vérifiable est une des priorités les plus élevées du programme de limitation des armements et de désarmement tant du Gouvernement britannique que de nos alliés de l'OTAN. Nous voulons parvenir à une convention aussi rapidement que possible. Mais il faut que ce soit une convention satisfaisante, dans laquelle nous puissions avoir confiance. Un certain nombre de problèmes difficiles et épineux restent à résoudre et je souhaiterais, ce matin, m'arrêter sur deux d'entre eux : la vérification et l'échange de données.

La nécessité d'un système fiable de vérification est au coeur de nos négociations. C'est la clé de la convention. Nous avons fait beaucoup de progrès. Nous pouvons dire, non sans une certaine satisfaction, que notre texte évolutif, quelles que soient les mises au point qui restent nécessaires, constitue la base d'une procédure crédible de vérification des activités déclarées concernant les produits des tableaux [1] et [2]. Nous avons donc fait une bonne partie du chemin.

Il faut toutefois faire une réserve concernant ces tableaux. Les agents chimiques énumérés à ce jour dans les tableaux [1] et [3] sont, pour l'essentiel, les agents chimiques traditionnels de la première et de la seconde guerres mondiales, qui ont été perfectionnés dans les années 50. Un ou deux agents relativement nouveaux, tels la saxitoxine, ont été également proposés mais les listes devront, à un moment ou à un autre, être révisées pour s'assurer qu'elles sont complètes. Nous devons également élaborer des procédures qui permettront de modifier les tableaux pour ne pas se laisser dépasser par les progrès techniques.

En dehors des tableaux [1] et [2], il existe également des lacunes importantes dans les procédures de vérification. A l'heure actuelle, il n'y a pas, par exemple, de clause prévoyant des inspections sur place de routine pour les agents du tableau [3]. Il n'y a pas non plus, à ce jour, de disposition concernant l'inspection non conflictuelle d'installations non déclarées. La proposition fort intéressante de la République fédérale d'Allemagne de procéder à des contrôles ad hoc laisse entrevoir une solution possible. Toutefois, l'idée également proposée de registres nationaux laisse entier le problème des installations ne faisant l'objet d'aucune déclaration aux fins d'une convention, en d'autres termes les installations qui devraient être déclarées conformément aux annexes de l'article VI ou inscrites dans des registres nationaux mais qui ne le sont pas. Les contrôles ad hoc, tels qu'ils sont conçus à l'heure actuelle, ne sont pas, à l'évidence, totalement satisfaisants. Toutes ces questions appellent une réflexion plus approfondie. Ma délégation espère présenter, le moment venu, quelques idées détaillées sur ce sujet.

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

La convergence de vues en faveur d'un système d'inspection par mise en demeure a été un résultat important des négociations. Les principales structures sont en place. Cependant, comme nous l'avons fait valoir à maintes reprises, l'inspection par mise en demeure est le filet de protection essentiel de la convention. Elle ne saurait, de par sa nature, se substituer à un régime d'inspections de routine global et solide.

J'ai parlé jusqu'ici, des mécanismes de vérification. Il reste encore à étudier beaucoup plus en profondeur la question de la conduite des inspections sur place. Les inspections doivent être aussi intrusives que nécessaires pour remplir efficacement leur mission. Par ailleurs, nous devons tenir compte des préoccupations légitimes concernant la confidentialité. Comment concilier ces critères ? Là encore, il faut tenir compte non seulement des agents de guerre chimique classiques bien connus, mais aussi des agents nouveaux éventuels. Une réflexion encore beaucoup plus novatrice est nécessaire et l'industrie privée a son rôle à jouer. Nous entretenons des relations étroites et régulières avec nos industriels qui comprennent bien les exigences de la convention.

La solution réside peut-être en partie dans les instruments de vérification. La recherche tant privée que publique a permis de faire des progrès intéressants. Il faut faire plus. Il est clair toutefois que les techniques de vérification ne se substitueront pas, dans un avenir prévisible, à la nécessité d'inspections sur place. Nous devrons avoir recours pendant longtemps encore à un système combinant ces deux éléments.

Si mes propos ne s'éloignent pas trop de la vérité, il reste encore un certain nombre de questions essentielles pour lesquelles nous cherchons toujours des réponses. Pouvons-nous apporter une contribution nouvelle pour nous rapprocher de ces réponses ? Je pense que oui. J'ai le sentiment, partagé par les autorités de mon pays, que les travaux de la Conférence sont arrivés au point où nos concepts doivent être mis à l'épreuve, d'une façon aussi concrète que possible, pour voir dans quelle mesure ils correspondent à la réalité et pour essayer de les améliorer. Il nous faut passer de la théorie à la pratique. Nous devons vérifier les maillons essentiels de la chaîne de la vérification, en particulier ceux qui semblent les plus faibles, pour savoir s'ils peuvent supporter le poids de nos exigences et être renforcés.

Les autorités de mon pays réfléchissent depuis un certain temps à la possibilité de faire des exercices d'inspection des installations considérées. Selon nous, ces exercices devraient, dans un premier temps, être entrepris au niveau national. Les procédures devront d'abord être soigneusement élaborées si nous voulons que les exercices soient utiles. Les inspections pourraient à la fois prendre la forme d'une simple "revue" lorsque la direction de l'installation se montre coopérative et s'inscrire dans un scénario où la direction fait de son mieux pour dissimuler et induire en erreur.

Nous souhaiterions que ces exercices d'inspection effectués au niveau national dans l'industrie civile soient suivis d'inspections multilatérales, et nous nous sommes déjà félicités de la proposition que l'Union soviétique

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

a faite à cet égard. Cela nécessitera une coopération et des contacts étroits de la part des membres de la Conférence. Je suis heureuse de voir que le Président du Comité spécial des armes chimiques a déjà entamé des consultations pour mettre au point un mécanisme approprié. Ma délégation sera heureuse d'apporter tout son concours à cet égard.

Le Traité FNI a établi un précédent important pour les mesures de vérification intrusive. Nous espérons que l'expérience conjointe de vérification actuellement en préparation à Moscou et à Washington permettra de progresser dans le domaine nucléaire. Nous devons nous inspirer de cet exemple dans nos efforts visant à interdire les armes chimiques.

L'échange de données est le second aspect des négociations sur une convention que je voudrais aborder aujourd'hui. Je pense qu'il est maintenant unanimement admis que la fourniture de données exactes est essentielle, surtout de la part de ceux qui détiennent les stocks les plus importants d'armes chimiques. Nous avons besoin de données complémentaires pour pouvoir mettre au point une convention satisfaisante. Si nous voulons que cette convention soit largement acceptée, il est capital de disposer de données crédibles pour assurer le degré de confiance nécessaire à l'égard des intentions des uns et des autres.

Pour notre part, nous venons de procéder à une expérience que j'estime extrêmement importante. En 1986, le Gouvernement britannique avait proposé un échange de visites entre l'établissement de défense chimique de Porton Down au Royaume-Uni et l'installation militaire de Chikhany en Union soviétique. Cet échange vient d'avoir lieu. Nous avons été heureux d'accueillir l'équipe soviétique à Porton Down en mai, et l'équipe britannique a été reçue à Chikhany au début du mois de juillet. L'établissement de Porton Down se borne à des travaux de recherche-développement sur la protection contre les armes chimiques. Nous avons voulu assurer le maximum de transparence pendant la visite. Nos hôtes ont pu aller là où ils le souhaitaient et ils ont exprimé leur satisfaction à la fin de la visite. A Chikhany, on nous a fait voir plus de choses que pendant la visite plus courte que les membres de la Conférence du désarmement avait effectuée en octobre dernier. On nous a toutefois fait comprendre qu'il existait différents points de vue quant au niveau approprié de protection du secret dans ce domaine. Les autorités de mon pays continuent d'évaluer les résultats de ces visites réciproques qui avaient été conçues comme un exercice propre à accroître la confiance. Beaucoup de progrès restent à faire avant d'arriver à la transparence dont nos négociations ont besoin. Nombreuses sont les questions et les inquiétudes qui demeurent.

Bien entendu, l'obtention de données ne dépend pas uniquement des visites. Il faut espérer que tous les pays, en particulier ceux qui possèdent des armes chimiques, fourniront dans les meilleurs délais à leurs partenaires de négociation le plus grand nombre de données possible. L'Union soviétique a proposé une liste des types de données dans le document CD/808 et la République fédérale d'Allemagne, au nom d'un certain nombre de pays occidentaux, dont le Royaume-Uni, a dressé une liste beaucoup plus complète dans le document CD/828. Les autorités de mon pays ont déjà fourni ces données, mais nous sommes prêts à les communiquer de nouveau et à les mettre à jour.

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

Voici nos réponses aux demandes énoncées dans le document CD/828. Tout d'abord, il est bien connu que le Royaume-Uni a abandonné sa capacité offensive de guerre chimique dans les années 50. Des membres de la Conférence ont été invités, en 1979, à assister à la destruction de notre usine pilote désaffectée de fabrication d'agents neurotoxiques, à Nancekuke (Cornouailles). Nous avons décrit dans le document CD/15 quelques-uns des problèmes qu'il avait fallu surmonter.

Compte tenu de ce qui précède, nos réponses aux questions concernant les armes chimiques et les agents de guerre chimique sont les suivantes :

Premièrement, le Royaume-Uni ne possède pas d'armes chimiques ni sur son territoire ni sur le territoire d'un autre Etat. Il n'y a pas sur le territoire du Royaume-Uni d'armes chimiques appartenant à un autre Etat.

Deuxièmement, le Royaume-Uni ne possède pas d'installations de fabrication ou de stockage d'armes chimiques.

Troisièmement, les produits chimiques énumérés dans la liste provisoire d'agents de guerre chimique du tableau [1] de l'article VI peuvent être fabriqués en quantités limitées dans l'établissement de défense chimique de Porton Down (Royaume-Uni) à des fins de recherche-développement pour le matériel de protection. La quantité de chaque agent chimique disponible à un moment donné dans l'établissement de défense chimique de Porton Down est faible.

Quatrièmement, les vieilles munitions ou les agents périmés découverts sur le territoire du Royaume-Uni sont acheminés vers l'établissement de Porton Down pour être détruits dans une petite installation de destruction qui s'y trouve. Celle-ci peut détruire environ 35 kg d'agent toxique en une seule fois.

Il était également demandé dans le document CD/828 de fournir des informations sur un certain nombre d'installations de l'industrie chimique civile susceptibles d'intéresser la convention. Il n'existe pas au Royaume-Uni de législation qui oblige l'industrie privée de fournir aux autorités ce type d'informations. L'Association des industries chimiques du Royaume-Uni a toutefois fourni des renseignements sur les sociétés membres qui fabriquaient des produits chimiques des tableaux [1], [2] et [3]. Ces informations peuvent se résumer comme suit :

Premièrement, une seule société fabrique des produits chimiques du tableau [1] (de petites quantités de moutarde à l'azote à usage médical).

Deuxièmement, quatre sociétés fabriquent des produits chimiques du tableau [2].

Troisièmement, cinq sociétés fabriquent des produits chimiques du tableau [3].

On trouvera de plus amples renseignements dans le document CD/CW/WP.206 qui est actuellement distribué aux représentants.

(Mlle Solesby, Royaume-Uni)

Comme nouvelle preuve de notre volonté de transparence dans ce domaine, nous avons établi un état de la production d'agents de guerre chimique au Royaume-Uni pendant la seconde guerre mondiale et dans les années qui ont suivi jusqu'en 1956, date à laquelle mon pays a abandonné ses moyens de guerre chimique. Cet état expose les types et les quantités d'agents fabriqués et précise l'emplacement des installations de production d'alors. Il décrit également l'expérience que nous avons acquise dans le démantèlement des installations de production. J'ai le plaisir de faire distribuer aux distingués représentants le document CD/856 qui contient ces informations.

En attendant que la convention que nous négocions entre en vigueur et soit, comme nous l'espérons, universellement ratifiée, le Protocole de Genève de 1925 qui interdit l'utilisation des armes chimiques reste un instrument extrêmement important. Les récents exemples d'emploi d'armes chimiques ont consterné mon gouvernement. La réaction de la communauté internationale a été, selon nous, insuffisante. Ces tout derniers jours, les médias ont signalé de nouveaux cas d'utilisation grave d'armes chimiques.

Le Ministre des affaires étrangères de mon pays a avancé, durant la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, un certain nombre de propositions visant à renforcer l'efficacité du Protocole de Genève de 1925. La première était que les gouvernements qui ne sont pas encore partie au Protocole de Genève envisagent sérieusement d'y adhérer. Il n'est pas inutile de le répéter dans cette enceinte, car certains membres de la Conférence du désarmement ne sont pas encore parties à ce protocole. La deuxième proposition avait trait aux enquêtes du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur les allégations d'Etats Membres concernant l'utilisation d'armes chimiques. Sir Geoffrey Howe a proposé que le Secrétaire général "arrête sans tarder des procédures pour enquêter automatiquement sur les allégations d'emploi des armes chimiques". Il a ajouté que ces enquêtes devraient être "menées automatiquement et sans complications d'ordre politique". Nous espérons beaucoup que le groupe d'experts qui se réunit actuellement dans le même bâtiment se mettra d'accord sur les procédures concernant un mécanisme automatique d'enquête des Nations Unies. Mon gouvernement a présenté au groupe d'experts un document exposant notre point de vue dans ce domaine.

Aussi important soit-il de renforcer le Protocole de Genève de 1925, la meilleure façon d'empêcher l'utilisation d'armes chimiques réside dans les efforts déployés par la Conférence en vue de négocier une interdiction complète, globale et effectivement vérifiable de ces armes. J'espère que mes propos soulignent la volonté de mon gouvernement de faire avancer énergiquement ces négociations. Cette interdiction est un trophée que le monde convoite depuis longtemps. Il vaut la peine de faire de gros efforts pour le gagner.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'ambassadrice Solesby pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'elle a adressées à la présidence. Y a-t-il d'autres délégations qui souhaiteraient intervenir ? Je donne la parole au représentant du Pakistan.

M. ASIF EZDI (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Le 9 août, j'avais fait savoir aux membres de la Conférence que le Pakistan était fermement et durablement attaché à la non-prolifération des armes nucléaires, et j'avais souligné les propositions faites à l'Inde par le Pakistan pour que l'Asie du Sud reste une région exempte d'armes nucléaires. Dans une déclaration prononcée le 11 août, le distingué représentant de l'Inde, exerçant son droit de réponse, a contesté que la Conférence soit l'instance appropriée pour soulever des questions de cet ordre qui, a-t-il dit, relevaient strictement du domaine bilatéral. Les distingués représentants à la Conférence connaissent bien cet argument, quoique dans un contexte différent. Ils se rappelleront que ce genre de logique a déjà été employé par certains membres de la Conférence appartenant à un groupe différent pour dénier à cette instance le rôle qui lui revient en tant qu'unique forum multilatéral de négociation de la communauté internationale. Nous sommes déçus de voir la délégation indienne recourir maintenant, elle aussi, à ce même raisonnement.

La prolifération des armes nucléaires est un sujet de préoccupation universelle, comme il est noté dans le Document final adopté par consensus en 1978 à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Le mois dernier, plusieurs délégations ont pris la parole pour marquer le vingtième anniversaire de la signature du Traité sur la non-prolifération. Quelques autres ont officiellement distribué des documents sur ce sujet. Des inquiétudes quant à la prolifération des armes nucléaires en Asie du Sud ont été exprimées dans plusieurs milieux. Les membres de la Conférence du désarmement portent donc un intérêt légitime à cette question. Les propositions du Pakistan à cet égard montreront clairement, nous l'espérons, que nous voulons sincèrement voir notre région rester exempte d'armes nucléaires.

Les déclarations faites par ma délégation et par le distingué représentant de l'Inde montrent aussi à l'évidence qu'il existe des soupçons mutuels quant à nos programmes nucléaires respectifs. Ces soupçons ne peuvent qu'être exacerbés par des allégations et des contre-allégations. Nous n'avons donc formulé aucune accusation de ce genre au sujet du programme nucléaire de l'Inde. Au contraire, nous avons mentionné les propositions du Pakistan uniquement dans un esprit constructif en vue de dissiper ces doutes et ces soupçons.

Il serait étrange de relier, comme a essayé de le faire le distingué représentant de l'Inde, le problème nucléaire entre le Pakistan et l'Inde aux "facteurs spécifiques liés au partage du sous-continent". L'origine de ce problème particulier remonte à 1974, lorsque l'Inde a effectué son explosion nucléaire. Il y a effectivement d'autres problèmes qui ont surgi à propos du partage. Nous ne les soulèverons toutefois pas ici étant donné que des instances multilatérales appropriées existent à cet effet.

Le distingué représentant de l'Inde a dit que le programme nucléaire de son pays "n'était pas entouré de secret, contrairement à celui du Pakistan". Une telle assertion n'est guère convaincante étant donné le secret qui a entouré l'explosion nucléaire de l'Inde en 1974 et le refus catégorique de ce pays d'accepter les garanties généralisées pour son programme nucléaire - pour ne mentionner que ces deux points. Si le programme nucléaire indien n'est effectivement pas entouré de secret comme l'a déclaré le distingué représentant de l'Inde, ce pays ne devrait avoir aucune hésitation à approuver

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

nos propositions visant à ce que les deux pays acceptent simultanément les garanties généralisées ou à ce qu'aient lieu des inspections mutuelles des installations nucléaires des deux pays.

Nous reconnaissons que l'amélioration des relations entre le Pakistan et l'Inde ne dépend pas uniquement de la question nucléaire. Il est malheureusement vrai qu'il existe aussi plusieurs autres questions. Nous continuerons de recourir à toutes les instances multilatérales et bilatérales appropriées pour nous efforcer de les résoudre.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant du Pakistan. Il n'y a plus de délégations qui souhaiteraient intervenir.

Nous n'avons pas d'autres questions à examiner aujourd'hui et, avant de lever la séance, je voudrais rappeler que nous tiendrons jeudi prochain, à la suite de la séance plénière, une réunion officieuse pour examiner sous tous ses aspects la question concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence.

Par ailleurs, j'ai été informé qu'à compter du mercredi 17 août et jusqu'à nouvel ordre, la Salle du Conseil et les salles attenantes I et C.108 seraient nécessaires pour les pourparlers directs concernant l'Iran et l'Iraq. La salle VII sera aménagée pour les négociations de la Conférence du désarmement et de ses organes subsidiaires, et les salles A.206 et A.302 seront mises sur demande à la disposition de la Conférence pour des consultations officieuses, en remplacement des salles I et C.108. La salle III restera comme avant à la disposition de la Conférence. En conséquence, la séance plénière de la Conférence prévue pour le jeudi 18 août ainsi que la réunion du Comité spécial sur le Programme global de désarmement auront lieu dans la salle de conférence VII, au troisième étage.

On m'a également prié d'annoncer que se tiendra aujourd'hui dans la salle C.108, après la séance plénière, une réunion du groupe de contact du Comité spécial sur le Programme global de désarmement chargé des zones exemptes d'armes nucléaires.

La séance est levée à 11 heures.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.475
18 août 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-QUINZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 18 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

GE.88-63996/3990n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 475ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Avant d'engager nos travaux de ce matin, je tiens à exprimer au nom de la Conférence à la délégation pakistanaise et, à travers elle, au Gouvernement et au peuple pakistanais, notre sympathie la plus profonde et nos sincères condoléances à l'occasion de la mort tragique de S. E. le Général Muhammad Zia-ul-Haq, président du Pakistan. Parlant en ma qualité de chef de la délégation de l'Indonésie, pays qui entretient avec le Pakistan des relations spéciales, je tiens à dire toute l'affliction que nous éprouvons devant cette disparition prématurée. Le Général Zia était le Président d'un pays asiatique ami qui compte une vaste population musulmane; par ailleurs, l'Indonésie et le Pakistan attachent une importance vitale aux travaux de la Conférence du désarmement et à la recherche de la paix dans le monde. J'invite les représentants à se lever pour observer une minute de silence à la mémoire de S. E. le Général Zia.

Je tiens par ailleurs à exprimer à la délégation des Etats-Unis notre sympathie et nos condoléances les plus profondes à l'occasion de la mort tragique de l'Ambassadeur Arnold Raphel.

Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent présenter leurs condoléances au nom des différents groupes.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Au nom du Groupe d'Etats occidentaux, je tiens à exprimer notre bouleversement, nos regrets et nos condoléances les plus sincères à la délégation pakistanaise et, par son intermédiaire, au peuple pakistanais, à l'occasion de la mort prématurée et tragique de leur Président, Muhammad Zia-ul-Haq. La disparition du chef d'une nation n'est jamais chose facile, mais les circonstances de la mort du Président Zia sont particulièrement attristantes. Nous déplorons également la mort, dans l'explosion du même appareil, de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Pakistan, Arnold Raphel, et du Général Herbert Wasson.

Je prie la délégation pakistanaise de transmettre nos condoléances au Gouvernement et aux familles de ceux qui ont péri dans cette tragédie. Parlant au nom de ma délégation, je voudrais ajouter que le Président Zia était un ami et un allié de longue date des Etats-Unis, un défenseur de la liberté dans la région du monde dont il était originaire et un ferme opposant à l'agression armée. Il sera vivement regretté par les Etats-Unis et par les peuples épris de liberté de par le monde.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Permettez-moi, au nom du Groupe de pays socialistes, d'offrir nos condoléances à la délégation pakistanaise à l'occasion de la mort tragique du Président du Pakistan, M. Zia-ul-Haq. Je prie la délégation du Pakistan de transmettre nos condoléances au Gouvernement et au peuple pakistanais et l'expression de notre sympathie la plus sincère à la famille du disparu. Je voudrais aussi présenter nos condoléances à la délégation américaine à l'occasion de la disparition, dans cette catastrophe, de l'Ambassadeur des Etats-Unis, M. Raphel.

M. FAN (Chine) (traduit du chinois) : Le Gouvernement et le peuple chinois ont été profondément émus et attristés par la disparition tragique du Président du Pakistan, Muhammad Zia-ul-Haq. Au nom de la délégation chinoise, je présente mes plus vives condoléances à la délégation pakistanaise et, par son intermédiaire, au Gouvernement et au peuple pakistanais.

La géographie rapproche nos deux pays et l'affection entre nos deux peuples est ancienne; le Président Zia-ul-Haq a beaucoup contribué à établir des relations amicales de confiance et d'aide mutuelles entre les Gouvernements et les peuples chinois et pakistanais. Le peuple chinois est particulièrement attaché à cette amitié et la Chine continuera, comme par le passé, à oeuvrer sans relâche au développement de la coopération et de l'amitié avec le Pakistan.

Sous la direction du Président Zia-ul-Haq, le Pakistan a joué un rôle majeur en faveur de la paix et de la stabilité en Asie et dans le monde. La Chine apprécie tout particulièrement les efforts inlassables du Pakistan pour rechercher une solution équitable aux problèmes régionaux, dans le respect des principes et la défense de la justice. Le Pakistan a perdu un dirigeant remarquable et la Chine un ami de longue date que nous respections et dont nous garderons toujours la mémoire.

Je souhaite par ailleurs saisir cette occasion pour présenter mes condoléances à la délégation des Etats-Unis et la prier de transmettre l'expression de la sympathie de la délégation chinoise à la famille de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Pakistan, disparu dans le même avion.

M. MASHHADI (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) : Nous avons été bouleversés par l'incident tragique qui a prématurément emporté le Président Muhammad Zia-ul-Haq, du Pakistan. Le Groupe des 21 exprime ses profondes condoléances au peuple et au Gouvernement pakistanais ainsi qu'à la délégation pakistanaise à la Conférence du désarmement. Notre groupe, le mouvement non aligné, la Conférence islamique ont perdu un dirigeant de premier plan et déplorent cette tragédie. Voisine du Pakistan, la République islamique d'Iran se trouve privée d'un chef d'Etat qui n'a cessé de mener son pays dans le sens de relations fraternelles et de bon voisinage avec elle. L'Iran est privé d'un frère aimé et d'un grand homme d'Etat; le peuple de mon pays restera toujours fidèle à sa mémoire.

Le Groupe des 21 offre aussi ses profondes condoléances aux familles de tous ceux qui ont perdu la vie dans cet accident d'avion.

Le PRESIDENT : Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui l'examen du point 4 de l'ordre du jour : "Armes chimiques". Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient pourront soulever toute question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Je voudrais d'abord, au nom des membres de la Conférence du désarmement, accueillir parmi nous l'Ambassadeur Istvan Varga, qui a récemment été nommé chef de la délégation hongroise. Je suis certain que nous pouvons tous compter sur lui pour contribuer utilement aux travaux de la Conférence.

(Le Président)

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants du Japon, de la République fédérale d'Allemagne et de l'Inde. Je donne auparavant la parole au représentant du Pakistan.

M. ASLAM KHAN (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Au nom du Gouvernement et du peuple pakistanais ainsi que de la délégation pakistanaise, et en mon nom propre, je remercie le Président de la Conférence et tous les distingués représentants qui nous ont si aimablement témoigné leur sympathie en cette bien triste occasion. Leurs condoléances seront transmises au peuple et au Gouvernement pakistanais ainsi qu'aux familles dans le deuil.

M. YAMADA (Japon) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous accueillir très chaleureusement à la Conférence du désarmement et de vous dire combien je suis heureux de vous voir présider nos travaux pour le mois d'août. Vous représentez une grande nation d'Asie avec laquelle le Japon entretient les relations les plus cordiales et les plus amicales. Ma délégation vous offre une coopération sans limites dans l'exercice de vos importantes fonctions à la Conférence.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est donnée de dire à la délégation pakistanaise combien nous avons été bouleversés par la mort tragique du Président Zia-ul-Haq. Le Pakistan vient de perdre un grand homme d'Etat. Le peuple japonais s'associe à ses amis pakistanais qui pleurent la mort prématurée de leur Président. J'adresse aussi à la délégation américaine mes sincères condoléances à l'occasion de la disparition de l'Ambassadeur Arnold Raphel et du Général Wasson.

Je voudrais commencer mon intervention d'aujourd'hui par l'évaluation de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Aux premières heures de la journée du 26 juin, juste avant la clôture de la session, j'ai déclaré en plénière :

"Ma délégation regrette profondément qu'en dépit des nombreuses heures passées ici et des efforts intensifs consentis par tous, nous n'ayons pas été en mesure d'élaborer un document final qui rallie le consensus. De l'avis de ma délégation, cette recherche intensive du consensus a néanmoins été un processus fort utile. Elle nous a permis d'identifier les domaines dans lesquels les points de vue convergent sur nombre d'aspects importants du désarmement auxquels nous devrons nous attaquer dans les années à venir. En fait, nous étions très près d'arriver à un accord. Nous ne devrions pas considérer cela comme un échec. Je constate notamment qu'en ce qui concerne deux questions auxquelles le Gouvernement japonais accorde une haute priorité - l'interdiction des essais nucléaires et la non-prolifération des armes nucléaires -, une grande partie de la communauté internationale partage notre point de vue sur la façon de procéder. Il est également encourageant que nous soyons parvenus à un large degré d'accord à propos des questions liées à un mécanisme qui, alors que nous poursuivons nos efforts de désarmement multilatéral, prend toute son importance. Nous ne devons pas laisser ces accords importants nous échapper. Nous devons redoubler d'efforts aussi bien dans ce domaine que dans d'autres. Pour cela, nous devons tâcher d'utiliser au mieux le consensus réalisé ou les espoirs de consensus que

(M. Yamada, Japon)

nos efforts ont permis de dégager au cours des quatre dernières semaines. Le Gouvernement japonais déclare son attachement sans réserve à la tâche qui nous attend."

J'ai tenu à me donner une assez longue marge de réflexion avant d'aborder ce sujet à la Conférence du désarmement, afin de pouvoir entendre ce que les autres avaient à dire et porter un jugement objectif sur mon évaluation. Depuis le début de nos travaux d'été, un certain nombre d'orateurs ont dressé leur propre bilan de la session extraordinaire, et je suis très encouragé de voir que vous êtes nombreux à partager mon opinion, telle que je l'ai rappelée il y a un instant. Je voudrais me faire l'écho, en particulier, des sentiments exprimés par deux de mes distingués collègues. Le 19 juillet, l'Ambassadeur van Schaik des Pays-Bas a déclaré : "En faisant un bilan de la troisième session extraordinaire, il faut y inclure une évaluation du dialogue et rendre compte de l'ambiance dans laquelle il s'est déroulé et des nombreuses idées et propositions constructives qui ont été soumises et discutées." Le même jour, Monsieur le Président, vous avez déclaré, en votre qualité de représentant de l'Indonésie : "La conviction selon laquelle le désarmement n'est pas une affaire ponctuelle mais un processus continu a été fortifiée au cours de la session extraordinaire qui n'est elle-même qu'un des éléments de ce processus et non une fin en soi". Je partage entièrement ces deux opinions.

L'échec ou le succès de la troisième session extraordinaire dépend de ce que nous allons faire à partir de maintenant. Le document que notre ancien collègue, l'Ambassadeur Mansur Ahmad du Pakistan, a présenté en sa qualité de président de la Commission plénière le tout dernier jour de la session extraordinaire, et les débats qui ont été consacrés par la suite à ce document reflètent fort bien les convergences de vues issues de la session. Si nous refusions de reconnaître ces convergences ou les condamnions à l'oubli, la session serait certainement un échec. En revanche, si nous utilisions ce document et les débats consécutifs comme points d'appui pour nous attacher sans répit à progresser sur la voie du désarmement multilatéral, il nous serait encore possible d'assurer le succès de la session extraordinaire. Comment y parvenir ? En premier lieu, nous devons intensifier nos travaux à la Conférence du désarmement, notamment en ce qui concerne les essais nucléaires et les armes chimiques. Lors de la prochaine session de l'Assemblée générale à New York, il nous faudra élargir les domaines de consensus sur les questions de désarmement. Et pour ce qui est de la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires - dont les préparatifs doivent commencer l'an prochain -, nous devons rechercher un régime de non-prolifération qui soit véritablement universel.

C'est dans cette optique que je voudrais parler aujourd'hui de deux questions prioritaires inscrites à notre ordre du jour : l'interdiction des essais nucléaires et les armes chimiques.

Le Premier Ministre japonais, M. Noboru Takeshita, a déclaré le 1er juin, dans son allocution à la troisième session extraordinaire, qu'il se félicitait des négociations intensives qui se déroulaient actuellement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les essais nucléaires, et qu'il espérait vivement que ces deux pays intensifieraient leurs négociations

(M. Yamada, Japon)

et ratifieraient le plus tôt possible le Traité de 1976 sur les explosions nucléaires pacifiques et le Traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains, afin de procéder à la phase suivante relative à la limitation des essais nucléaires. Il a également souligné que l'évolution positive des relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique devrait être exploitée afin de promouvoir les efforts multilatéraux en faveur d'une interdiction des essais nucléaires.

Nous avons été encouragés de noter qu'un consensus se dégageait, lors des débats ultérieurs à la session extraordinaire, sur la nécessité de voir la Conférence du désarmement intensifier son examen de la question de l'interdiction des essais nucléaires et, en même temps, d'inviter les Etats-Unis et l'Union soviétique à prendre en considération, dans leurs négociations, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, y compris l'importance qu'ils attachaient à la cessation des essais nucléaires dans le cadre d'un processus efficace de désarmement.

Il est également encourageant de voir que les expériences de vérification conjointes des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui ont un caractère historique, vont se dérouler ce mois-ci et le mois prochain, ouvrant la voie à l'achèvement de la première phase des négociations par étapes entre les deux pays, à savoir la ratification des deux traités que j'ai mentionnés plus haut.

Je crois que le terrain est ainsi progressivement déblayé pour que le parallélisme constructif entre les efforts bilatéraux et multilatéraux se développe et porte ses fruits, sinon du jour au lendemain, du moins avec le temps. Il nous faut veiller à ne pas étouffer dans le germe ce processus, mais au contraire à l'alimenter soigneusement. Le mieux serait, à cet égard, que la Conférence du désarmement commence des travaux de fond sur une interdiction des essais nucléaires.

Comment peut-on entamer de tels travaux qui ont été refusés à la Conférence ces quatre dernières années ?

Je persiste à croire, comme je l'ai dit en août dernier, que les réalités politiques sont telles qu'aucun des divers projets de mandat qui nous ont été officiellement présentés ne recueillent, sous leur forme actuelle, l'assentiment général. En avril dernier, l'Ambassadeur Vejvoda, qui était alors Président, a formulé une initiative valable. Un groupe de pays occidentaux s'est déclaré disposé à examiner cette proposition officieuse en tant que base pour parvenir à un consensus. L'Ambassadeur Vejvoda a récemment relancé son initiative et des membres du Groupe socialiste se sont également déclarés prêts à l'appuyer. Il nous reste maintenant à savoir ce que les membres du Groupe des 21 pensent de la proposition. Il faut que nous fassions preuve de souplesse et d'ouverture d'esprit et que nous sortions de l'impasse de ces quatre dernières années. Il faut que nous utilisions comme base de travail les convergences auxquelles nous sommes parvenus à la troisième session extraordinaire.

(M. Yamada, Japon)

L'autre jour, l'Ambassadeur García Robles, l'Ambassadeur de Rivero et l'Ambassadeur Taylhardat nous ont fait part de l'initiative prise par les autorités des six pays coauteurs de la résolution 42/26 B de l'Assemblée générale en vue de convoquer une conférence pour modifier le Traité sur l'interdiction partielle des essais afin de le transformer en traité d'interdiction complète. Les Parties à ce Traité se sont engagées solennellement à chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et à poursuivre les négociations à cette fin. Je comprends bien le découragement qui a saisi de nombreux pays devant l'absence de progrès dans les instances multilatérales à propos de l'interdiction complète des essais, et qui a pu les amener à recourir à la procédure d'amendement. Le Japon s'est toutefois abstenu au sujet de la résolution 42/26 B car nous sommes fermement convaincus que la Conférence du désarmement est l'instance où nous pouvons et où nous devons effectuer le travail le plus utile pour l'interdiction complète des essais. Nous avons de sérieuses réserves quant à une démarche qui peut être prise pour un constat d'échec de la Conférence du désarmement à l'égard de la question des essais nucléaires et qui risque de nous affaiblir dans nos efforts sérieux visant à la traiter au sein de la Conférence.

Le Groupe spécial d'experts scientifiques, qui a tenu sa vingt-sixième session il y a deux semaines, a entrepris des travaux fort intéressants pour notre examen futur de la question de la vérification d'une interdiction des essais nucléaires. Mais il apparaît de plus en plus que le Groupe a besoin que la Conférence du désarmement lui fournisse des orientations politiques appropriées pour pouvoir continuer à faire oeuvre utile en vue d'une interdiction des essais nucléaires. Je voudrais rappeler à ce propos qu'à l'occasion de la troisième session extraordinaire, mon Premier Ministre a annoncé l'intention du Japon d'accueillir une conférence afin de partager les fruits des expériences réalisées en vue de vérifier les essais nucléaires grâce à des moyens sismiques; je tiens maintenant à informer la Conférence du désarmement que des consultations se déroulent actuellement avec l'ONU en vue de convoquer durant le printemps prochain une réunion parrainée par les Nations Unies.

Cherchant à progresser sur la voie d'une interdiction des essais nucléaires, nous devrions aussi tenir compte d'un autre secteur crucial lié aux armes nucléaires, à savoir la non-prolifération. Cette question n'est pas incrite à l'ordre du jour de la Conférence, mais elle constitue un élément important du contexte global dans lequel nous devrions aborder les questions nucléaires durant les années à venir.

Alors que nous approchons des quatrième et cinquième conférences d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui se tiendront respectivement en 1990 et en 1995 et dont dépendra l'avenir de ce traité d'une importance capitale, je crois qu'il deviendra de plus en plus nécessaire que nous abordions les trois principales questions nucléaires - le désarmement nucléaire, l'interdiction des essais nucléaires et la non-prolifération - sous l'angle de leurs relations réciproques, et que nous élaborions une stratégie multilatérale cohérente assurant la paix et la sécurité pour tous.

(M. Yamada, Japon)

C'est pour cette raison que le Japon attache une importance particulière à la nécessité - largement reconnue à la troisième session extraordinaire - pour tous les Etats de déployer des efforts en vue de renforcer encore le régime de non-prolifération et de prendre d'autres mesures visant à arrêter et à inverser la prolifération des armes nucléaires. Nous tenons à oeuvrer activement en commun pour que cette nécessité de plus en plus manifeste se traduise par des actes concrets et significatifs.

On a reconnu à l'unanimité, lors de la troisième session extraordinaire, qu'il était important d'achever sans tarder la convention sur les armes chimiques. Une inquiétude générale a été exprimée à cet égard quant à l'emploi signalé d'armes chimiques et à la dangereuse dissémination de ces armes atroces.

Les négociations consacrées à ce point de l'ordre du jour de la Conférence ont régulièrement progressé. Je tiens à exprimer à cet égard ma profonde gratitude au Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Bogumil Sujka de la Pologne, pour ses efforts inlassables, et à MM. Andrej Cima de la Tchécoslovaquie et Pablo Macedo du Mexique, pour leur dévouement et leur contribution à l'avancement de nos travaux. C'est pour nous un honneur et un privilège de voir mon adjoint présider le Groupe C.

Je crois que les négociations sur l'interdiction des armes chimiques ont maintenant atteint l'étape finale cruciale. Mais il ne s'agit pas ici, selon moi, de se perdre dans le détail et de passer l'ensemble du texte au peigne fin du point de vue juridique. Il reste encore beaucoup à faire avant d'en arriver là. Au stade critique où nous sommes, il faut veiller à ce que la convention soit véritablement globale, efficace, vérifiable et applicable. Et ce n'est qu'en travaillant sur le fond de la question que nous pourrons y parvenir.

Permettez-moi d'abandonner pour un moment le jargon des négociateurs et de voir comment un profane envisagerait la convention. En effet, celle-ci devra, pour être viable, être finalement acceptée par le grand public, aussi bien au niveau international que sur le plan national.

Le profane voudrait donc probablement que la convention interdise réellement les armes chimiques, c'est-à-dire qu'elle permette en premier lieu d'éliminer en dix ans toutes les armes chimiques existantes ainsi que leurs installations de fabrication et de stockage. Il serait aussi important pour lui que sa sécurité ne soit pas menacée durant la période de destruction. Mais il serait sur ses gardes si la production d'armes chimiques devait, pour des raisons de sécurité, se poursuivre ou reprendre pendant cette période.

Il voudrait également être sûr que les industries n'entreprennent plus à l'avenir de mettre au point, fabriquer, etc. des armes chimiques secrètement ou ouvertement. Il comprendrait à cet égard la nécessité de consentir certains sacrifices, mais il n'aimerait pas renoncer aux avantages que lui procurent dans la vie quotidienne les produits des activités chimiques pacifiques.

(M. Yamada, Japon)

Il voudrait que la convention engage tout le monde et ne permette pas à certains de pouvoir posséder ou produire ces armes dangereuses. Il voudrait avant tout être assuré que la convention et son mécanisme remplissent effectivement leur tâche d'interdiction et de vérification, au lieu de s'affaisser sous leur propre poids mort.

Au risque de trop simplifier, tels paraissent être les éléments nécessaires pour que le plus grand nombre possible accepte la convention. S'il en est bien ainsi, il nous faut veiller à ce que ces éléments trouvent place dans la convention. La question est de savoir comment les incorporer.

Permettez-moi de parler tout d'abord de l'universalité ou de la globalité. Il nous faudrait songer à ceux - outre les parties aux négociations actuelles - qu'il pourrait être nécessaire de faire intervenir dans le processus, et à quelle étape. Il faudrait pour cela étudier, avec réalisme, la portée de la participation permettant de donner l'assurance que la convention est universellement viable.

Il nous faut également prouver à un grand nombre d'Etats qu'il est dans leur intérêt et dans celui de la communauté internationale tout entière d'être "dans le coup" plutôt qu'en dehors. Une question importante à cet égard est de savoir comment le système des droits et des obligations découlant de la convention peut être étayé par le mécanisme concernant le non-respect ou les violations. Cette question devra trouver une réponse avant la fin des négociations.

Par ailleurs, la confiance de la communauté internationale à l'égard de la convention dépendra largement de la manière dont fonctionnent dans la réalité ses mécanismes de vérification. Je crois qu'il est important, dans ce contexte, que la charge de la vérification soit répartie équitablement entre les Etats parties, en fonction des risques qu'ils constituent pour les objectifs de la convention.

Durant les dix premières années, cette charge devrait probablement reposer lourdement sur les détenteurs d'armes chimiques, ce qui semblerait naturel étant donné que ce sont leurs armes et leurs installations de production qui constituent le risque le plus évident et le plus direct.

A compter de la onzième année, c'est aux industries chimiques civiles que reviendrait le gros du fardeau, et cela à perpétuité. Pour être durable, le régime de vérification de la non-production devrait être efficace du point de vue du coût. Je citerai à cet égard les remarques pertinentes qu'a faites l'Ambassadeur van Schaik des Pays-Bas le 19 juillet : "Un accord entièrement et parfaitement vérifiable n'est pas ce dont nous avons besoin. Ce qu'il nous faut, c'est une convention dotée de la capacité de vérification voulue pour permettre à toutes les parties d'avoir confiance dans son application."

Il nous faudrait tout d'abord savoir clairement et exactement quels types d'installations, militaires et civiles, seront soumises à vérification et quel en sera le nombre - et essayer de parvenir à la combinaison appropriée de mesures faisant appel à la communication de données, à la surveillance

(M. Yamada, Japon)

à l'aide d'instruments, à des inspections sur place de routine et par mise en demeure ainsi qu'aux autres moyens possibles. Il nous faut rechercher l'équilibre optimal entre les exigences de la vérification et les ressources disponibles.

Cela nécessite une réflexion orientée davantage sur la pratique que sur la théorie. Je me félicite à cet égard des initiatives que certains pays ont prises récemment pour faire face aux réalités - y compris dans le domaine de la non-production - durant le processus d'échange multilatéral de données.

Pour sa part, mon gouvernement effectue actuellement une enquête poussée sur nos industries chimiques afin de recueillir les données voulues. Cette tâche se révèle pour le moins difficile. Mais les résultats tout à fait préliminaires auxquels nous sommes parvenus semblent montrer que le nombre total d'entreprises japonaises qui produisent, consomment et transforment des substances chimiques figurant aux tableaux [2] et [3] de l'article VI - y compris celles de la rubrique "A examiner plus avant" - pourrait être de l'ordre de 700 environ - je répète, 700 - si on les compte sans appliquer de seuils spécifiques. Il ressort également qu'un grand nombre de ces entreprises ou usines, en particulier celles qui consomment ou transforment des substances, ne sont pas de puissantes sociétés géantes ni des oligarchies, mais des petites et moyennes industries disparates. Peut-être la structure économique japonaise est-elle spéciale par rapport à celle des pays occidentaux et des pays à économie planifiée, du fait que nous avons un large secteur où pullulent les PMI de type artisanal. Mais c'est une structure que l'on retrouve dans bien des pays en développement. Telle est l'ampleur du problème auquel nous devrons faire face. Il peut être nécessaire d'examiner si des régimes ou des procédures de vérification conçus essentiellement dans l'optique d'énormes complexes industriels peuvent effectivement s'appliquer à des entreprises ou usines plus petites.

La protection des informations commerciales confidentielles est également un domaine dans lequel il faut que les discussions passent des généralités aux questions pratiques. Mon espoir est de voir les éléments pertinents mis au point non pas en fonction d'apriorismes mais d'après une évaluation objective des exigences en matière de vérification et des préoccupations réelles de l'industrie. Il pourrait être utile à cet égard d'examiner de plus près la question des formules types d'installations.

Considérant la manière dont ces divers éléments peuvent être rassemblés dans une convention viable, nous pensons qu'il est utile d'essayer de voir comment les dispositions concernant la vérification peuvent fonctionner dans la pratique. Selon ma délégation, il conviendrait de procéder à cet égard par étapes, c'est-à-dire effectuer tout d'abord des expériences nationales et rassembler ensuite ces expériences pour voir ce que l'on peut essayer de faire au niveau multilatéral.

Je me suis arrêté assez longuement sur les négociations concernant les armes chimiques précisément parce que j'estime qu'une mise en perspective équilibrée nous permettra en fin de compte de trouver une voie plus rapide pour parvenir à l'objectif que nous cherchons tous à atteindre, à savoir la conclusion dans les plus brefs délais possibles d'une convention sur les armes chimiques.

(M. Yamada, Japon)

Nous risquons de ne pas pouvoir trouver aussi facilement une voie plus rapide pour d'autres points importants de notre ordre du jour, y compris l'interdiction des essais nucléaires. Mais je crois, comme vous, Monsieur le Président, que le désarmement est un processus continu et je suis convaincu que nous pouvons le faire avancer grâce à des efforts résolus et persistants.

Avant de conclure, je tiens à adresser un chaleureux accueil aux représentants qui se sont joints à nous depuis ma dernière intervention en séance plénière. Je me réjouis de travailler en étroite collaboration avec l'Ambassadeur Ruoro du Kenya, l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'Ambassadeur de Rivero du Pérou et l'Ambassadeur Varga de la Hongrie.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Japon de sa déclaration et de ses mots aimables à l'endroit de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur von Stülpnagel.

M. von STÜLPNAGEL (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je m'associe aux condoléances que l'Ambassadeur Friedersdorf a présentées au nom du groupe occidental à l'occasion de la mort prématurée du Président Muhammad Zia-ul-Haq et de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Pakistan. Je félicite le nouveau représentant de la Hongrie à la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Varga, qui vient de prendre ses fonctions parmi nous.

Je voudrais aujourd'hui faire quelques brèves observations sur des questions liées au point 1 de l'ordre du jour, l'interdiction des essais nucléaires.

Pour la toute première fois, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont procédé hier à un essai nucléaire avec la participation d'équipes des deux pays pour vérifier les données enregistrées, et cela en application de l'accord sur l'expérience de vérification conjointe qui porte sur deux essais nucléaires. Le premier s'est donc déroulé hier, à 17 h 12 heure de Greenwich, au polygone d'essais du Nevada; le second doit avoir lieu le 17 septembre 1988, au polygone d'essais soviétique de Semipalatinsk. Nous estimons que l'expérience de vérification conjointe marque un progrès majeur dans les relations entre les deux pays participants, car pour la première fois chacun peut vérifier directement, à la source, l'exactitude des données de l'autre. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui s'est à maintes reprises déclaré favorable à une approche par étapes aboutissant en définitive à la cessation complète des essais nucléaires, a donc l'espoir que le règlement des problèmes de vérification ayant empêché la ratification du Traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et du Traité de 1976 sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques, contribuera dans une large mesure à la réalisation de cet objectif final.

Dès que les signaux sismiques du premier essai effectué dans le cadre de l'expérience conjointe ont été enregistrés par les 13 sismomètres de la station complexe de Gräfenberg, en République fédérale d'Allemagne,

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

un jeu de sismogrammes a été envoyé par télécopie à Genève; les données qui vous ont été adressées vous sont distribuées. La magnitude de l'événement a été estimée à mb = 5,5; selon les informations dont nous disposons à l'heure actuelle, cela correspond à une explosion d'une puissance d'environ 75 kT dans une roche dure humide. Etant donné la géologie du site considéré, la puissance effective de l'explosion devait être supérieure à 100 kT.

Le complexe de Gräfenberg (GRF) qu'exploite l'observatoire sismologique d'Erlangen, en Bavière, est une station sismologique "ouverte", et les Etats membres de la Conférence auraient pu aussi bien saisir directement, via des liaisons de télécommunications publiques, les données qui viennent de leur être transmises. En fait, nous avons été informés qu'un certain nombre de pays ont déjà communiqué avec le complexe et obtenu à leur propre usage les données relatives à la première explosion effectuée dans le cadre de l'expérience de vérification conjointe

Cela m'amène à un autre point important des travaux de la Conférence sur une interdiction des essais nucléaires. Voici 15 jours à peine que le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques a achevé sa seconde session annuelle. La délégation de la République fédérale d'Allemagne s'est exprimée à maintes reprises sur l'utilité des travaux que fait le Groupe spécial sous la compétente direction de M. Ola Dahlman, de la Suède. Nous avons soutenu notamment un principe important, à savoir que les Etats participants devraient avoir gratuitement et librement accès à toute donnée et à tout résultat d'analyse établis par les centres internationaux de données. Nous avons démontré aujourd'hui les capacités de notre station sismologique "ouverte" et souligné ainsi notre position sur la question. Grâce à cette station "ouverte", tout Etat a pu avoir immédiatement et librement accès aux données sur les tracés sismiques enregistrés sans avoir besoin pour cela d'un matériel coûteux et perfectionné. L'avantage que présente le fait de pouvoir disposer immédiatement des données sismiques pertinentes a aussi été reconnu par d'autres pays qui, dans l'intervalle, ont rendu leurs sismomètres et leurs stations complexes directement accessibles, ou ont signalé qu'ils allaient le faire.

Quant à la conception du futur réseau mondial, une politique de libre accès simplifierait les procédures d'échange de données sur les tracés et faciliterait en outre le règlement de divers problèmes abordés par le Groupe d'experts scientifiques à ses sessions précédentes, en particulier la question de la communication entre les centres de données nationaux et les centres internationaux. La possibilité d'un accès direct aux stations participantes rendrait techniquement obsolète toute modalité de communication restrictive telle que le "principe des régions", à savoir l'interconnexion à l'échelon régional de plusieurs centres nationaux et d'un centre international. Quelle que puisse être l'évaluation des avantages d'un tel principe dans le contexte de l'essai imminent d'échange de données à l'échelle mondiale, nous voudrions toutefois proposer que le futur réseau mondial de surveillance sismologique soit conçu dans une perspective technique dynamique, afin de pouvoir y intégrer les techniques de pointe au moment où elles apparaissent.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

Il y a un an, la mission permanente de la République fédérale d'Allemagne organisait ici à Genève, à l'intention des participants à la Conférence du désarmement, une présentation technique qui a fait ressortir les avantages indéniables d'une station sismologique "ouverte" : la liaison avec le système d'enregistrement des données de l'observatoire sismologique de Gräfenberg a été établie par ligne téléphonique commerciale, et divers segments de tracés ont été affichés sur l'écran en direct. Si l'expérience de vérification conjointe avait été effectuée le jour de cette présentation, l'enregistrement des signaux sismiques émis par l'explosion nucléaire considérée aurait été transmis directement et les sismogrammes auraient été identiques à ceux que je vous ai communiqués aujourd'hui. Quant au débat en cours sur les avantages et les inconvénients d'une vérification sismologique d'une future interdiction complète des essais, et sur l'emploi de différentes techniques de mesure ou d'une combinaison de plusieurs méthodes de vérification, je tiens à faire remarquer que, lorsque la puissance de l'explosion effectuée dans le cadre de l'expérience de vérification conjointe et celle des dix explosions précédentes effectuées par les deux puissances nucléaires et que celles-ci auront choisies à cette fin auront été rendues publiques, il devrait être possible d'améliorer considérablement l'estimation des rapports magnitude/puissance pour les deux polygones d'essais. Les experts pourraient alors mieux évaluer l'exactitude des différentes méthodes de mesure, outre que nous disposerions de plus amples informations pour débattre en connaissance de cause des techniques que nous devrions retenir le moment venu aux fins de vérification d'un traité portant sur une interdiction générale et complète des essais nucléaires.

Ce que nous avons fait aujourd'hui à l'occasion de la première expérience de vérification, nous le referons pour l'explosion expérimentale qui doit avoir lieu au polygone d'essais nucléaires soviétique de Semipalatinsk. A notre avis, l'échange immédiat de données sur l'explosion expérimentale du Nevada entre diverses stations sismologiques "ouvertes" a démontré une nouvelle fois l'utilité du concept sous-jacent de libre accès, tout en confirmant que l'échange de données sismiques fondées sur ce principe est devenu pratique courante dans l'intervalle et s'est révélé efficace. Par conséquent, nous recommandons vivement que cette notion soit incorporée à la conception d'un futur réseau mondial de surveillance sismologique.

M. SOOD (Inde) (traduit de l'anglais) : Au nom de la délégation indienne, je tiens à présenter à la délégation du Pakistan et, par son intermédiaire, au peuple pakistanais, nos sincères condoléances à l'occasion de la mort tragique et prématurée du Président Zia-ul-Haq. Nous adressons nos sentiments de sympathie aux familles en deuil. Je voudrais aussi offrir nos condoléances à la délégation des Etats-Unis, qui a subi une perte tragique. Qu'on me permette par ailleurs d'accueillir chaleureusement l'Ambassadeur Varga de la Hongrie; ma délégation se réjouit de travailler étroitement avec lui.

J'ai demandé la parole aujourd'hui pour présenter le document CD/859, intitulé "Plan d'action pour hâter l'avènement d'un ordre mondial non violent et exempt d'armes nucléaires". Ce plan d'action a été soumis à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. En le présentant, le Premier Ministre, M. Rajiv Gandhi, a déclaré ce qui suit :

(M. Sood, Inde)

"L'Inde croit qu'il est possible pour la race humaine de survivre après l'an 2000. L'Inde croit qu'il est possible d'assurer la paix, la sécurité et la survie dans les années 2000 et au-delà, et cela grâce à une action concertée. Nous prions instamment la communauté internationale de négocier immédiatement l'adoption d'un plan d'action limité dans le temps en vue d'instaurer un ordre mondial exempt d'armes nucléaires et ancré dans la non-violence".

Dans ce Plan d'action présenté par l'Inde, la communauté internationale est invitée à négocier un engagement contraignant en vue d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

L'instauration de la paix et de la sécurité a toujours été l'une des aspirations les plus profondes de l'humanité. Dans le passé, les Etats ont cherché à renforcer leur sécurité par l'acquisition et la détention d'armes. A l'ère nucléaire, cette démarche n'est plus valable. La sécurité ne peut plus être envisagée comme un jeu à somme nulle entre adversaires. De nos jours, l'accumulation d'armes nucléaires constitue plus une menace qu'une protection pour l'avenir de l'humanité. C'est pourquoi, il faut rechercher la sécurité dans le désarmement, à l'aide d'efforts concertés. La cessation de la course aux armements et le désarmement véritable sont des tâches qui revêtent la plus haute importance et la plus grande urgence.

Le plan d'action se compose de trois phases et comporte un programme d'élimination de toutes les armes nucléaires échelonné sur 22 ans. Si le désarmement nucléaire constitue la pièce maîtresse du plan à chaque étape, d'autres mesures sont également prévues de nature à favoriser le processus à tous les niveaux; celles-ci couvrent les armes de destruction massive, la réduction des forces classiques, les systèmes d'armes spatiales, le contrôle de la course aux armements sur le plan qualitatif, des mesures connexes propres à accroître la confiance, etc., le tout visant à créer les conditions nécessaires pour atteindre l'objectif commun qu'est le désarmement général et complet. De la même manière, l'accent est mis sur la nécessité d'établir, sous l'égide des Nations Unies, un système intégré de vérification multilatérale qui ferait partie intégrante du cadre multilatéral renforcé nécessaire pour garantir la paix et la sécurité au cours du processus de désarmement et après, dans un monde exempt d'armes nucléaires.

Le plan d'action s'articule autour de quatre éléments essentiels qui peuvent se résumer comme suit : premièrement, tous les pays devraient obligatoirement s'engager à éliminer, par étapes, les armes nucléaires d'ici à l'an 2010; deuxièmement, tous les Etats dotés d'armes nucléaires doivent participer au processus de désarmement nucléaire; troisièmement, il faut instaurer la confiance nécessaire à chaque étape pour accomplir des progrès tangibles; quatrièmement, il faut que des changements interviennent dans les doctrines relatives à la sécurité et les mécanismes institutionnels afin que le monde reste exempt d'armes nucléaires.

Chaque étape exige la tenue de négociations simultanées sur une série de mesures étroitement solidaires. La première étape appelle la conclusion d'un accord sur une réduction de 50 % des arsenaux stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Cette mesure va de pair avec la cessation, par

(M. Sood, Inde)

tous les Etats, de la production d'armes nucléaires et de matières fissiles militaires. Parallèlement, un moratoire sur les essais d'armes nucléaires doit être décidé, qui serait suivi de négociations relatives à un traité d'interdiction complète des essais.

Les mesures connexes, à ce stade, portent sur la conclusion d'une convention interdisant le recours ou la menace de recours aux armes nucléaires, en attendant un désarmement nucléaire complet, l'engagement pris par les Etats non dotés d'armes nucléaires de ne pas franchir le seuil nucléaire et l'ouverture de négociations multilatérales devant aboutir à la conclusion d'un nouveau traité qui pourrait remplacer le traité discriminatoire sur la non-prolifération.

Les négociations sur les traités interdisant les armes chimiques et les armes radiologiques doivent aussi être menées à bien pendant la première étape.

Un moratoire sur les essais et le déploiement de systèmes d'armes spatiales devrait créer les conditions nécessaires à la conclusion d'accords sur l'interdiction de la mise au point, des essais et du déploiement de telles armes. Malgré la complexité de l'entreprise, on ne peut nier que la tâche de prévenir une course aux armements dans l'espace est nettement moins difficile que celle qui pourrait nous incomber de mettre fin à une course aux armements dans l'espace. La première étape prévoit en outre la nécessité d'évaluer les nouvelles techniques et d'engager des négociations pour empêcher qu'elles ne soient utilisées à des fins militaires, ce qui risquerait d'avoir des incidences négatives sur la sécurité internationale.

Lors des étapes suivantes, des négociations seraient menées en vue de la mise en place d'un système général de sécurité mondiale pour régir une planète exempte d'armes nucléaires. Ce système comporterait des mesures institutionnelles destinées à assurer l'application effective des dispositions de la Charte des Nations Unies, des arrangements en vue de libérer des ressources par le biais du désarmement et de les consacrer au développement et l'élimination des menaces d'ordre non militaire à la sécurité. Parallèlement, un système intégré de vérification multilatérale sous l'égide des Nations Unies serait négocié puis mis en place pendant la troisième et dernière étape. Ces 40 dernières années ont vu une militarisation sans précédent dans l'histoire des relations internationales. Pour mettre fin à cette militarisation, il faut créer une nouvelle structure des relations internationales fondée sur la prise de conscience croissante que le monde est interdépendant.

Il est difficile de croire que l'ingéniosité de l'homme doive se mesurer en termes de mégatonnes ou de doctrines sur la sécurité qui conduisent à l'annihilation réciproque. Comme l'a dit le célèbre écrivain Gabriel García Marquez :

> "Il a fallu 380 millions d'années après l'apparition du premier signe de vie sur la Terre, pour qu'un papillon apprenne à voler; puis encore 180 millions d'années pour concevoir une rose qui n'ait d'autre raison d'être que sa beauté; et quatre ères géologiques, pour que les êtres humains, contrairement à nos ancêtres pithécanthropes, élèvent leur chant

(M. Sood, Inde)

au-dessus de celui des oiseaux et meurent d'amour. A l'âge d'or de la science, le talent de l'humanité ne sort pas grandi de ce qu'elle a su concevoir les moyens de réduire à néant, par la simple pression d'un bouton, une évolution aussi magnifique et grandiose qui s'étend sur des millénaires."

Là est en somme la raison pour laquelle nous nous trouvons ici aujourd'hui.

Toute approche globale du désarmement doit se fonder sur l'Article 11 de la Charte des Nations Unies, aux termes duquel l'Assemblée générale est habilitée à étudier les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements. En 1969, l'Assemblée générale a prié la Conférence du Comité du désarmement d'élaborer un programme détaillé, portant sur tous les aspects du problème de la cessation de la course aux armements et du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. L'élan ainsi imprimé a reçu une nouvelle impulsion en 1978 dans le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement. Au paragraphe 109, le Comité du désarmement était chargé d'élaborer ce programme global. La Commission du désarmement de l'ONU a contribué à cette entreprise en concevant les éléments du programme, qui comprenait aussi des sections intitulées "Objectifs", "Mesures", "Mécanismes et procédures". Par la suite, l'organe subsidiaire - tout d'abord le Groupe de travail spécial du Comité du désarmement, puis le Comité spécial de la Conférence du désarmement - a négocié un projet de programme dans le cadre de son mandat. L'Inde a joué un rôle positif à cet égard.

La délégation indienne estime que le document CD/859 devrait aider la Conférence du désarmement à remplir le mandat qui lui a été confié il y a longtemps déjà : négocier un programme global devant aboutir à un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Le PRESIDENT : Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole ? Je donne la parole au représentant des Etats-Unis.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous remercier ainsi que toutes les autres délégations qui nous ont présenté leurs condoléances à l'occasion de la mort prématurée de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Pakistan, M. Raphel. Un certain nombre de délégations ont récemment donné leur point de vue sur la proposition de cinq Etats parties au Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires visant à ce que les dépositaires convoquent une conférence pour amender ce traité. L'objectif reconnu de cet amendement proposé est "de transformer le Traité en un traité d'interdiction complète des essais nucléaires".

La position des Etats-Unis sur la question d'une interdiction complète des essais est bien connue. En particulier, cette interdiction reste un objectif à long terme, lequel doit être envisagé dans le contexte d'une époque où nous ne serons plus tributaires de la dissuasion nucléaire pour garantir la sécurité et la stabilité internationales et où nous serons parvenus à

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

des réductions étendues, profondes et vérifiables des armements, à un équilibre plus stable entre les forces classiques de l'Est et de l'Ouest, à une confiance accrue et à des possibilités de vérification sensiblement améliorées.

Cette position est à la fois réfléchie et raisonnable et, de ce fait, elle devrait être durable. Même si nous nous refusons à amender un traité qui s'est révélé très efficace, du fait que ne sont pas réunies les conditions préalables à un examen de notre part d'une interdiction complète des essais, il ne devrait pas faire de doute que les Etats-Unis s'acquitteront de leurs responsabilités juridiques en tant que gouvernement dépositaire du Traité sur l'interdiction partielle des essais. A cet effet, nous faisons actuellement le nécessaire pour que l'amendement proposé soit distribué rapidement à toutes les parties, ce qui sera accompli prochainement.

Dans le même temps, il convient de rappeler que nous sommes engagés avec l'Union soviétique dans un processus qui pourrait déboucher sur des progrès réels en ce qui concerne les essais nucléaires. Je veux bien sûr parler des négociations par étapes qui se déroulent actuellement dans ce domaine.

A la Rencontre au sommet de Washington en décembre dernier, les deux parties sont convenues que la première étape de ces négociations devait consister à s'entendre sur des mesures de vérification efficaces pour le Traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains et le Traité de 1976 sur les explosions nucléaires pacifiques C'est dans ce cadre que l'Union soviétique et nous sommes parvenus à un accord sans précédent en vue de procéder à une expérience conjointe de vérification sur nos polygones d'essais nucléaires respectifs.

Les Etats-Unis, comme d'autres orateurs l'ont déjà indiqué, ont effectué hier une explosion nucléaire souterraine sur leur polygone d'essais du Nevada. Environ 45 scientifiques, techniciens et observateurs soviétiques munis de leur matériel étaient présents pour mesurer la puissance de l'explosion. Selon les rapports préliminaires, tout s'y est déroulé comme prévu.

Dans un mois, il est prévu de procéder à une autre explosion souterraine au titre de l'expérience conjointe de vérification, réalisée cette fois sur le polygone d'essais nucléaires soviétique près de Semipalatinsk. Des scientifiques et des techniciens américains mesureront la puissance de cette explosion, comme ils l'ont fait hier dans le Nevada, en utilisant notre système de mesure préféré appelé Corrtex. A notre connaissance, c'est le système le plus précis pour déterminer la puissance des explosions nucléaires sans révéler d'informations sensibles.

A l'issue de l'expérience conjointe de vérification, nous espérons achever les travaux concernant les protocoles sur la vérification se rapportant au Traité sur la limitation des essais souterrains et au Traité sur les explosions nucléaires pacifiques. Nous sommes en effet sur le point de parvenir à un accord sur le protocole concernant ce dernier traité. Après cela, nous espérons que les deux traités seront ratifiés par chacune des parties.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Immédiatement après, les Etats-Unis espèrent entamer des négociations sur les modalités d'exécution d'un programme par étapes visant à limiter et finalement à arrêter les essais nucléaires, parallèlement à un programme en vue de réduire et, en définitive, d'éliminer toutes les armes nucléaires.

Nous pouvons tous constater que plusieurs initiatives sur les essais nucléaires sont actuellement en cours. La démarche par étapes tient compte du fait que les problèmes sont complexes et que les négociations seront, en conséquence, ardues. A la différence de la proposition d'amendement du Traité sur l'interdiction partielle des essais, il ne s'agit pas d'essayer de court-circuiter les négociations détaillées et les conditions préalables qui pourraient permettre d'aboutir à une interdiction complète des essais. Plutôt que d'aborder des problèmes complexes de façon simpliste et de proposer des moyens détournés pour les résoudre, je demande instamment aux Etats qui souhaitent une limitation des essais nucléaires propice à la stabilité et à la sécurité internationales de soutenir les efforts déployés par les Etats-Unis et l'Union soviétique dans leur démarche par étapes.

Parallèlement à cet effort, nous devons chercher, au sein de la Conférence du désarmement, à constituer un comité spécial doté d'un mandat approprié qui puisse mener, au niveau multilatéral, des travaux constructifs et concrets sur des questions telles que la portée, la vérification et le respect. Je puis vous assurer que la délégation continuera d'oeuvrer en vue d'un tel comité.

Pour conclure, je tiens à souligner le travail remarquable accompli par le Groupe d'experts scientifiques de la Conférence au titre du point 1 de l'ordre du jour. Nous aurons bientôt la possibilité d'étudier son rapport intérimaire sur sa toute dernière réunion. Nous sommes heureux de voir que des travaux expérimentaux sont entamés dans le cadre du deuxième essai mondial d'échange de données sismiques, cette fois à l'aide de techniques plus modernes et de tracés sismiques. Nous félicitons le Groupe de son travail assidu et lui souhaitons de réussir dans la poursuite de sa tâche.

Le PRESIDENT : Le secrétariat a fait distribuer aujourd'hui un document officieux contenant la liste des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine à venir. Comme de coutume, ce calendrier est présenté à titre purement indicatif et peut être modifié, selon les besoins. S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Les représentants se souviendront que, immédiatement après la séance plénière, nous tiendrons une réunion officieuse pour continuer à examiner la question de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence.

(Le Président)

L'ordre du jour étant épuisé, je vais lever la séance. Je voudrais toutefois auparavant, à la demande du Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sujka, vous informer qu'une réunion officieuse du Comité aura lieu aujourd'hui à 16 h 30, dans la salle III. Elle sera suivie de consultations à composition non limitée sur les inspections expérimentales dans l'industrie chimique en vue d'essayer les procédures de vérification systématique de la non-fabrication d'armes chimiques.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 23 août, ici même, dans la salle VII, à 10 heures comme à l'accoutumée.

La séance est levée à 11 h 35.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.476
23 août 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFENITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-SEIZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 23 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

GE.88-64046/3427N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 476ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui à examiner les points 6 et 7 : "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires" et "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques". Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient peuvent soulever toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui, les représentants de la République populaire démocratique de Corée et du Canada. Comme suite à la décision prise par la Conférence à sa 465ème séance plénière, je donne maintenant la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée, l'Ambassadeur Ri Tcheul.

M. RI TCHEUL (République populaire démocratique de Corée) : Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois en cours, ainsi que de la maîtrise et de la grande expérience avec lesquelles vous guidez nos travaux. Je voudrais également exprimer ma profonde gratitude aux distingués représentants qui ont apporté leur appui à la délégation de la République populaire démocratique de Corée, désireuse de contribuer au désarmement général et complet, pour qu'elle puisse participer aux travaux de cette auguste assemblée.

Etant donné que son territoire et sa nation restent divisés depuis plus de 40 ans et qu'elle n'a toujours pas écarté le danger de guerre, la République populaire démocratique de Corée aspire non moins ardemment que quiconque à la détente de la situation internationale dans son ensemble et attache un vif intérêt au désarmement.

La solution du problème crucial qu'est le désarmement, surtout nucléaire, dépend entièrement de la position des Etats dotés d'armes nucléaires eux-mêmes.

L'apparition de l'arme nucléaire et l'histoire de son développement montrent, par ailleurs, qu'il est difficile d'escompter un désarmement nucléaire si les Etats non dotés d'armes nucléaires ne font pas eux-mêmes des efforts plus énergiques.

Pour ce qui concerne le désarmement nucléaire, les armes nucléaires déployées contre les Etats qui n'en possèdent pas ou contre les régions qui réclament la création de zones dénucléarisées n'ont plus de raison d'être maintenant que la situation internationale dans son ensemble présente des signes de détente.

(M. Ri Tcheul, République populaire démocratique de Corée)

Le démantèlement des armes nucléaires qui visent ceux qui en sont exempts, ne poserait pas de problèmes complexes et ne nécessiterait pas beaucoup de temps.

Depuis longtemps mon gouvernement a proclamé zone dénucléarisée le nord de la péninsule coréenne au-delà de la ligne de démarcation.

Les armes nucléaires qui se chiffrent à plus d'un millier et qui sont actuellement déployées en Corée du Sud et dirigées contre nous constituent un danger fondamental de déclenchement de guerre nucléaire dans cette région.

La présence en Corée du Sud de troupes américaines fortes de plus de 40 000 hommes, effectif qui ne cesse de s'accroître, les manoeuvres militaires de grande envergure auxquelles se livrent sans cesse les Sud-Coréens et les Américains et qui mobilisent un énorme matériel de guerre et plusieurs centaines de milliers de soldats sont pour nous une menace constante et une source d'inquiétude permanente.

La confrontation et le conflit armé dans la péninsule coréenne ne seront profitables pour personne. Si un nouveau conflit doit éclater en Corée, nul n'en sortira indemne et aussi bien les Etats-Unis que la Corée du Sud en subiront les atteintes. Il nous faut donc opter pour la voie qui nous permettra à tous d'être épargnés.

Mon gouvernement estime que son pays et les Etats-Unis devraient au plus tôt se réunir autour de la même table puisque d'eux dépendent la détente et la paix en Corée.

A cet égard, le Comité permanent de l'Assemblée populaire suprême de mon pays a proposé, le 20 juillet dernier, d'entamer des pourparlers à l'échelon parlementaire avec le Congrès américain.

Certains affirment que la présence d'armes nucléaires dans le Sud de la Corée vise à parer à la prétendue "menace" venant du Nord, mais nous pensons qu'ils savent bien que nous n'agirons pas ainsi qu'ils le disent. Notre peuple refuse qu'avec le déclenchement d'une nouvelle guerre son territoire soit réduit en cendres et la nation plongée dans l'horreur.

Nous avons proposé que les pourparlers interparlementaires aient lieu à New York, à Pyongyang ou encore dans un pays tiers. Ils permettront d'aboutir à une meilleure compréhension, d'apporter une contribution effective à la détente dans la péninsule coréenne et de promouvoir le dialogue entre le Nord et le Sud de la Corée en vue de leur réunification.

Nous voudrions dire aux Américains que la guerre qui nous a opposés hier ne nous empêche pas de nous asseoir aujourd'hui à la même table et qu'il n'y a pas de raison que les relations actuellement hostiles ne puissent s'améliorer. N'est-il pas vrai que dans les années 50, nous avons réussi à mettre fin à la guerre par la négociation ?

(M. Ri Tcheul, République populaire démocratique de Corée)

La République populaire démocratique de Corée se fait un devoir de transformer la péninsule coréenne en zone de paix dénucléarisée; elle s'efforce activement d'étendre cette zone à toute l'Asie du Nord-Est et prend des mesures réalistes à cette fin. En vue de créer un climat favorable à l'élimination des armes nculéaires et au retrait des forces étrangères, nous avons présenté une proposition visant à réduire les forces armées par étapes et sur une base mutuelle, et nous avons pris l'initiative de tenir des négociations multilatérales de désarmement pour son application. Suite à cette proposition avancée l'année dernière, mon gouvernement a procédé à une réduction unilatérale des effectifs militaires de 100 000 hommes.

En raison de la tension qui règne sur le sol coréen, nous avons proposé cette année de tenir une conférence conjointe Nord-Sud et, en particulier, le 20 juillet dernier, l'Assemblée populaire suprême de mon pays a pris l'initiative d'organiser une réunion avec l'Assemblée correspondante sud-coréenne, jugeant impérieux de trouver une solution au problème de la non-agression entre le Nord et le Sud.

Le projet de Déclaration commune de non-agression entre le Nord et le Sud stipule ce qui suit :

Premièrement, en aucun cas l'une des deux parties n'aura recours à la force contre l'autre.

Deuxièmement, les deux parties régleront par le dialogue et les négociations leurs différends et leurs problèmes litigieux.

Troisièmement, aucune des deux parties ne prendra part à une agression ou à des actes d'intervention armée étrangère dirigée contre l'autre partie.

Quatrièmement, la ligne de non-agression sera la ligne de démarcation militaire actuelle.

Cinquièmement, chaque partie réduira par étapes ses forces armées et, en même temps, prendra des mesures pour le retrait par étapes des troupes étrangères et de leurs armes nucléaires déployées dans la péninsule coréenne.

Sixièmement, les deux parties feront de l'actuelle zone démilitarisée une zone tampon, s'emploieront à éviter tout conflit armé et litige dans cette zone et, à titre de garantie, y feront stationner une force de surveillance des pays neutres, etc.

Cependant, tous nos efforts n'ont pas encore trouvé l'écho qu'ils méritent et, par conséquent, la situation demeure inchangée. Les mesures unilatérales ne suffisent pas, de par leur nature, pour réaliser la paix, la sécurité et le désarmement.

(M. Ri Tcheul, République populaire démocratique de Corée)

Nous estimons qu'il convient d'appeler toute l'attention voulue sur le fait que les Etats-Unis continuent à aggraver la tension dans la péninsule coréenne, alors qu'ils s'intéressent à la détente dans d'autres parties du monde.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement et la présente Conférence prouvent que le désarmement n'est en aucun cas un problème de méthode mais un problème de principe, et qu'il met en jeu la volonté politique de chaque pays.

Aujourd'hui, alors que la troisième session extraordinaire n'a pas porté ses fruits, les regards du monde entier sont tournés vers les négociations menées à la Conférence du désarmement à Genève, avec l'espoir que des succès remarquables seront enregistrés dans le domaine du désarmement général et complet, surtout nucléaire.

Ma délégation, qui accorde tout leur prix aux différentes initiatives de paix et de désarmement nucléaire prises par les pays socialistes et les pays non alignés, souhaite que soit conclu le plus rapidement possible l'accord sur la réduction de 50 % des armes stratégiques, en tant que suite à la ratification du Traité FNI saluée comme le premier pas en direction du désarmement nucléaire.

La lutte antinucléaire des Etats non dotés d'armes nucléaires pour la réalisation du désarmement général et complet se traduit par un mouvement de création de zones de paix dénucléarisées, qui de jour en jour gagne en ampleur à l'échelle internationale.

Dans cette conjoncture, ma délégation estime qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour favoriser et coordonner de manière unifiée le processus de création de zones dénucléarisées sur le plan mondial.

Il faudra tout particulièrement s'attacher avant tout à la dénucléarisation des régions où sont déployées en première ligne des forces nucléaires, où des armes nucléaires tactiques et de campagne créent le risque le plus grand de provoquer une guerre nucléaire. Des mesures internationales devront être prises pour mettre fin au stationnement des forces armées des Etats dotés d'armes nucléaires, à l'installation de bases nucléaires et à la livraison d'armes nucléaires de toutes sortes dans les pays qui n'en sont pas dotés.

Les peuples de tous les pays et leur gouvernement souhaitent que soit conclue dans le courant de cette année la convention sur l'interdiction des armes chimiques qui fait l'objet de discussions depuis plusieurs années à la Conférence du désarmement. Notre peuple, qui le premier après la seconde guerre mondiale a été victime des armes chimiques, considère que la conclusion de cette convention n'a déjà que trop tardé et il attend impatiemment de la Conférence un document juridique permettant de mettre fin une fois pour toutes aux horreurs de la guerre chimique sur la Terre.

(M. Ri Tcheul, République populaire démocratique de Corée)

Les autres tâches qui incombent à la Conférence du désarmement, notamment la réduction des armes classiques, la prévention de la course aux armements dans l'espace et l'élaboration du Programme global de désarmement, sont aussi importantes que lourdes de responsabilités. Ma délégation ne ménagera pour sa part aucun effort et apportera tout son concours pour que les travaux de la Conférence aboutissent à des résultats fructueux.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République populaire démocratique de Corée de sa déclaration et de ses paroles aimables à l'endroit du Président. Je donne maintenant la parole au représentant du Canada, l'ambassadeur Marchand.

M. de MONTIGNY MARCHAND (Canada) : Ma déclaration d'aujourd'hui portera principalement sur le premier point de l'ordre du jour de la Conférence, la question primordiale de l'interdiction des essais nucléaires, et en particulier sur les travaux du Groupe d'experts scientifiques relatifs à la vérification sismologique d'un éventuel traité.

Avant d'aborder le sujet principal de mon intervention, je voudrais, au nom de mon gouvernement, présenter, comme document officiel de la Conférence, le texte d'une récente déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, M. Clark, à l'occasion du vingtième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, auquel le Canada a été l'un des premiers pays à adhérer.

Comme le dit M. Clark, le Traité sur la non-prolifération "est un instrument d'une importance majeure, en ce sens qu'il oblige les parties à prendre certains engagements ayant pour but de prévenir la prolifération des armes nucléaires et qu'il favorise la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Il établit en outre les principes directeurs pour la réduction négociée des arsenaux nucléaires". Le Canada attache une importance particulière à ce que tous les Etats deviennent pleinement parties à cet instrument. M. Clark a également exprimé sa satisfaction devant les progrès notables enregistrés par les négociations américano-soviétiques sur la réduction des armements nucléaires, le tout conformément aux objectifs énoncés dans les dispositions du Traité sur la non-prolifération relatives au désarmement.

J'ai déjà eu l'occasion de souligner l'importance qu'attache le Canada à l'interdiction des essais nucléaires. Cet objectif fondamental a en effet été réaffirmé par M. Clark dans son discours du 13 juin à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement. Le rapprochement qui s'était manifesté autour de cet objectif pendant les derniers jours de la session avait fait naître l'espoir qu'un consensus pour le début des travaux au sein d'un comité spécial de la Conférence ne saurait plus tarder. Il est donc d'autant plus décevant que, de retour à Genève, nous n'ayons pas encore été en mesure de nous mettre d'accord sur le mandat d'un tel comité. Il n'est pas trop tard pour rallier nos efforts dans ce sens. Nous sommes loin d'avoir épuisé les possibilités d'entente sur un texte de mandat. Le compromis proposé par l'ambassadeur Vejvoda et qui vient d'être remis en jeu constitue, de l'avis de ma délégation, une excellente base de départ.

(M. de Montigny Marchand, Canada)

Le Gouvernement canadien a pris bonne note de la récente initiative prise par cinq pays visant à convertir le traité sur la limitation des essais nucléaires en une interdiction complète des essais nucléaires dans tous les milieux. Comme il partage pleinement l'objectif qui consiste à réaliser le plus tôt possible une interdiction complète des essais, le Gouvernement canadien comprend facilement ce qui motive cette initiative. Il semble cependant indéniable que cette procédure a bien peu de chances d'aboutir au résultat visé. Le Canada demeure d'avis que les négociations directes constituent le seul moyen pratique de réaliser une interdiction complète et réellement vérifiable des essais nucléaires.

Malgré le fait que nous soyons toujours à rechercher les moyens de créer un organe subsidiaire pour nos travaux sur l'interdiction des essais nucléaires, il y a des lueurs d'espoir. Les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la limitation des essais nucléaires progressent. La première étape de ces négociations, qui porte sur l'amélioration des techniques de vérification, devrait aboutir sous peu à la ratification du Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et du Traité sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques. Les négociations porteront ensuite, dans une deuxième phase, sur l'examen de limitations relatives à l'ampleur et au nombre des essais. Certes, ce n'est pas suffisant. Mais ce serait une erreur de vouloir nier l'importance de ces négociations. La ratification prochaine des deux traités mentionnés plus haut constitue un premier pas utile vers l'objectif largement partagé d'un traité sur l'interdiction des essais nucélaires.

Il est également encourageant de constater à la lecture du dernier rapport sur les travaux du Groupe d'experts scientifiques présenté par son président, M. Dahlman, que des progrès, peut-être lents et pénibles, mais concrets et réels, ont été réalisés vers l'objectif d'un réseau mondial de stations sismographiques pour la vérification d'un traité éventuel sur l'interdiction des essais nucléaires.

Lors de sa dernière réunion, le Groupe d'experts scientifiques a approfondi le modèle conceptuel d'un système international moderne d'échange de données sismiques et s'est mis d'accord d'une manière générale sur les normes fonctionnelles d'un système global. Les experts canadiens nous ont laissé entendre, cependant, qu'un certain nombre de problèmes demeurent sans solution quant aux mesures techniques à prendre pour mettre en place ces normes. Le Groupe a décidé d'effectuer des expériences préparatoires afin de mettre à l'épreuve certaines des fonctions proposées pour les centres de données et, ce faisant, l'expérience à grande échelle sur l'échange de données de niveau II est maintenant en cours. Les résultats de ces expériences préparatoires permettront au Groupe d'affiner la conception du système d'échange de données sismiques devant être négocié et mis en place dans le cadre d'un traité.

Le Canada attache une très grande importance à ce travail et lui donne tout son encouragement. Le Groupe a demandé à M. Peter Basham du Canada d'être le coordonnateur principal pour la planificaition et l'exécution de l'expérience à grande échelle, et les autorités canadiennes sont prêtes à lui accorder tout leur appui dans ce rôle important.

(M. de Montigny Marchand, Canada)

J'ai le plaisir d'annoncer qu'en tant que contribution supplémentaire à cet exercice le Canada sera l'hôte d'un atelier technique sur l'échange de données sismiques pour la vérification de l'interdiction des essais nucléaires. Cet atelier, qui s'adresse surtout aux experts, se tiendra à Yellowknife, dans le Grand Nord canadien, en septembre 1989.

L'atelier marquera l'ouverture officielle du centre sismique modernisé de Yellowknife et donnera aux participants l'occasion d'évaluer cette installation en tant que prototype du genre de stations modernes envisagées pour le futur réseau mondial de vérification sismologique. Cet atelier donnera aussi l'occasion aux participants d'évaluer les progrès accomplis et de discuter de problèmes à résoudre, et ceci à mi-chemin du déroulement de l'expérience à grande échelle sur l'échange de données. De plus amples détails sur les dates, le programme de l'atelier ainsi que les arrangements administratifs vous seront communiqués ultérieurement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Canada de sa déclaration. Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole à ce stade ? Je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : L'histoire récente de la péninsule coréenne est connue de tous ici : agression patente et attaque militaire de la Corée du Sud par la Corée du Nord, communiste; réactions des Nations Unies et assistance des Etats-Unis. L'attaque lancée aujourd'hui contre les Etats-Unis par le représentant de la Corée du Nord communiste est des plus grossières et inspire de la répugnance à ma délégation. Les Etats-Unis continueront de venir en aide à leurs alliés de par le monde lorsqu'ils seront sous la menace d'agresseurs. La présence américaine dans la péninsule coréenne est le résultat de la guerre de Corée, qui a été provoquée par la Corée du Nord.

Le PRESIDENT : Le représentant de la République populaire démocratique de Corée a demandé la parole. Je la lui donne.

M. HAN (République populaire démocratique de Corée) (traduit de l'anglais) : C'est avec la permission de l'ambassadeur qu'intervient son adjoint. Notre déclaration ne visait à attaquer personne. Nous nous sommes bornés à noter l'urgence et l'importance du moment présent pour notre péninsule, notre région et le monde. Nous n'avons fait qu'évoquer les réalités de la péninsule et nous venons d'entendre à son propos des bribes d'histoire. Il y aurait beaucoup à dire mais je m'abstiendrai de le faire ici, car ce forum n'est pas le lieu où dire clairement qui sont les responsables des problèmes régionaux. L'histoire et le temps en décideront.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République populaire démocratique de Corée. Un autre membre souhaite-t-il prendre la parole ?

(Le Président)

J'appelle l'attention des membres de la Conférence sur la demande de participation d'un Etat non membre, le Sénégal. Une lettre à ce propos a été distribuée aux délégations, vendredi après-midi. Le représentant du Sénégal souhaiterait parler lors de notre prochaine séance plénière, le jeudi 25 août. Si aucune objection n'est présentée au secrétariat d'ici là, je propose que nous nous prononcions au début de la séance plénière, de sorte que le représentant du Sénégal puisse s'exprimer ensuite.

Avant de lever la séance, j'aurais deux brèves communications à faire. Le Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, qui devait se réunir vendredi après-midi, tiendra sa prochaine séance immédiatement après la plénière du 25 août. Par ailleurs, le Comité spécial des armes radiologiques se réunira le vendredi 26 août, dans la salle VII, à 15 heures.

L'ordre du jour étant épuisé, je lève la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 25 août, à 10 heures.

La séance est levée à 10 h 50.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.477
25 août 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 25 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

GE.88-64073/3506N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 477ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence continue aujourd'hui d'examiner les points 6 et 7 de l'ordre du jour intitulés respectivement "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires" et "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques". Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme il a été annoncé à notre dernière séance plénière de mardi, le secrétariat a reçu une lettre d'un Etat non membre, le Sénégal, concernant sa participation aux travaux de la Conférence. Cette lettre a été déposée vendredi dernier dans les casiers des délégations. Etant donné que le secrétariat n'a reçu aucune objection à cette demande et que le représentant du Sénégal a émis le désir de prendre la parole à la présente séance plénière, je suggère que, comme il a été convenu à notre dernière séance, nous examinions maintenant, pour décision, le projet distribué par le secrétariat sous la cote CD/WP.347. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Tchécoslovaquie, du Sénégal, du Kenya, de la Roumanie et de la Mongolie. Le Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, M. Ola Dahlman, présentera le rapport intérimaire sur la vingt-sixième session du Groupe, qui est publié sous la cote CD/853. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Vejvoda.

M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'août, ainsi que de la manière dont vous dirigez les travaux. Comme la Conférence du désarmement ne tiendra plus qu'une séance plénière officielle ce mois-ci, je pense que nous pouvons dire, d'ores et déjà, que vous avez fait preuve d'une grande compétence et que vous avez cherché dans toute la mesure du possible à faire progresser les travaux de la Conférence et à améliorer l'efficacité de ses procédures. Permettez-moi aussi de remercier l'Ambassadeur Teja de l'Inde pour les efforts qu'il a déployés à la présidence de la Conférence pendant le mois de juillet. L'Ambassadeur nous a maintenant quittés et nous lui souhaitons le succès dans ses nouvelles fonctions.

La tâche qui vous incombe actuellement n'est certes pas aisée. Fonctionnant sur la base du consensus - seule méthode réaliste pour un organe de cette nature - notre Conférence s'efforce, dans un cheminement complexe, de parvenir à des positions communes. La soixantaine de présidents qui ont dirigé ses travaux depuis 1978, date à laquelle remonte sa composition actuelle, pourrait en témoigner. J'ai eu, quant à moi, le privilège d'exercer cette honorable fonction en avril 1987. L'un des points qui avait alors retenu

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

toute mon attention était la création d'un comité spécial chargé du point 1 de notre ordre du jour - Interdiction des essais nucléaires. Des consultations longues et approfondies avaient eu lieu sur cette question et, à la fin de la session de printemps, il était devenu clair qu'aucune des propositions qui avaient été avancées ne permettrait de realiser un consensus.

C'est pourquoi, au milieu du mois d'avril 1987, je me suis hasardé à rédiger une proposition qui, selon moi, constituait un compromis puisqu'elle tenait compte des éléments fondamentaux de tous les projets de mandats existants. Mais, étant donné le manque de temps et les divergences persistantes à propos du point 1 de notre ordre du jour, il a été impossible de mener à terme les consultations concernant ma proposition, laquelle avait été distribuée en tant que document officieux. Près d'un an et demi s'est écoulé depuis lors. Une série de consultations sur une interdiction des essais nucléaires ont eu lieu entre-temps, mais malheureusement l'absence de résultats m'a confirmé dans le sentiment que la Conférence doit arriver à une solution de compromis pour ce qui est du point 1 de son ordre du jour, afin de pouvoir commencer les travaux concrets devant aboutir à la cessation des essais d'armes nucléaires.

Pour l'instant, un certain nombre d'activités sont en cours pour atteindre cet objectif final. A cet égard, nous appuyons les négociations bilatérales entre l'Union soviétique et les Etats-Unis qui, il y a quelques jours, sont entrés dans la phase des expériences pratiques destinées à améliorer les procédures utilisées pour mesurer la puissance des explosions nucléaires. Certains pays ont offert leur concours pour la vérification de l'interdiction des essais nucléaires, ce dont nous nous félicitons. Récemment, on a envisagé d'apporter des amendements au Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais - le Traité dit de Moscou. Inutile de dire que mon pays serait favorable à l'amendement de ce Traité et à l'extension de son champ d'application aux explosions souterraines. Nous considérons que l'action menée dans ce sens compléterait harmonieusement l'effort que la Conférence pourrait faire pour parvenir à l'interdiction complète des essais.

En marge de la Conférence, le Groupe d'experts scientifiques oeuvre depuis des années en vue d'élaborer des procédures pour l'échange de données sismologiques, qui devrait faire partie des procédures de vérification de la future interdiction des essais nucléaires. Il n'empêche que la Conférence du désarmement pourrait et devrait faire bien davantage à cet égard. Ces cinq dernières années, nous n'avons examiné la question de l'interdiction complète des essais qu'en séance plénière, ce qui ne permet pas de procéder à un débat de fond sur les aspects fondamentaux de la question.

Ma délégation estime que la Conférence devrait créer un organe subsidiaire chargé du point 1 de notre ordre du jour. Nous continuons de penser qu'un compromis concernant le mandat d'un tel organe est indispensable. La proposition que j'ai faite en avril 1987 ayant été accueillie favorablement par un certain nombre de délégations, je la présente aujourd'hui en tant que document officiel de la Conférence. Permettez-moi d'insister à nouveau sur le fait que cette proposition ne témoigne pas d'une préférence de la Tchécoslovaquie, mais constitue une solution de compromis qui pourrait servir de base aux consultations ultérieures. En décidant de la soumettre

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

officiellement, j'ai aussi tenu compte de l'avis de plusieurs délégations appartenant à tous les groupes régionaux, qui estimaient que le fait de lui donner un caractère officiel pourrait en faciliter l'examen approfondi. Le libellé du mandat proposé est bien connu de toutes les délégations ici présentes. Je me contenterai de rappeler que, selon nous, les travaux de fond du Comité spécial devraient porter, pour commencer, sur des questions précises et interdépendantes relatives à l'interdiction des essais, notamment la structure et la portée de même que la vérification et le respect. Tous ces travaux devraient être considérés comme un premier pas sur la voie de la conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires. Je suis convaincu que si la Conférence menait activement des délibérations à cet égard, cela nous permettrait de trouver plus facilement les moyens de progresser vers la cessation des essais nucléaires.

L'un des points prioritaires inscrit depuis longtemps à notre ordre du jour est, incontestablement, l'interdiction des armes chimiques. Les délégations ont consacré énormément de temps et d'énergie à l'examen et à l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques, qui entraînerait l'élimination de ces armes et en garantirait la non-fabrication à l'avenir. Cette année aussi, le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, et les trois coordonnateurs des groupes de travail n'ont ménagé aucun effort pour faire avancer l'élaboration de la convention sur les armes chimiques. Je suis personnellement très heureux que l'un de ces coordonnateurs fasse partie de ma délégation.

Maintenant que la session de cette année touche à sa fin on peut essayer de faire le point des travaux du Comité spécial sur les armes chimiques. Mais on s'aperçoit d'emblée que la tâche ne sera pas aisée. En effet, les négociations concernant la Convention sur les armes chimiques se sont caractérisées, cette année, par quelques tendances positives ainsi que par des tendances négatives, et il est difficile de prévoir lesquelles influenceront le plus le cours des négociations à l'avenir.

Permettez-moi de commencer par ce qui nous apparaît négatif, car je préférerais clore ma déclaration sur une note optimiste, si possible. Depuis un certain temps, un consensus semblait s'être dégagé sur le fait que la Convention en question devait interdire clairement toutes les armes chimiques et garantir, de la manière la plus efficace, la cessation immédiate de leur fabrication et leur destruction complète. En outre, on semblait reconnaître d'une manière générale qu'il fallait prendre des mesures efficaces pour empêcher que des armes chimiques soient fabriquées sous le masque d'une production civile à des fins pacifiques. Un consensus existe-t-il toujours sur ces objectifs fondamentaux de la Convention des armes chimiques ? Nous voudrions bien le croire, mais on peut en douter.

Tout d'abord, certaines propositions avancées récemment donnent l'impression que nous sommes en train de négocier une convention qui peut conduire, à long terme, à l'élimination des armes chimiques, mais qui n'empêche pas, en attendant, les Etats parties d'améliorer les stocks d'armes chimiques existants et de continuer à en fabriquer. En outre, les Etats qui ne posséderaient pas d'armes chimiques au moment d'adhérer à la Convention pourraient, en fin de compte, décider de créer leur propre capacité à

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

cette fin. Selon nous, cette démarche est contraire à la raison d'être même de la Convention que nous négocions depuis des années, pour ne pas dire des décennies. Il ne saurait y avoir de place dans la Convention pour des dispositions autorisant la fabrication, le perfectionnement et la prolifération des armes chimiques. Rien ne garantit que, pendant la période de destruction, avant que tous les stocks d'armes chimiques ne soient éliminés, les Etats parties, profitant de quelques dispositions laxistes, décident, pour diverses raisons, de se retirer de la Convention. Cette situation aurait des effets néfastes sur la sécurité internationale et saperait la confiance placée par les Etats parties dans la Convention. La sécurité, pendant le processus de destruction graduelle des stocks d'armes chimiques, doit être assurée par des mesures contraignantes adoptées d'un commun accord et non par la décision imprévisible que pourrait prendre tel ou tel Etat partie de posséder ou non des armes chimiques, de continuer ou non à en fabriquer ou de les moderniser ou non.

Pendant des années, on a insisté sur la nécessité d'une vérification rigoureuse de la Convention sur les armes chimiques. On pourrait donc supposer qu'au moment d'élaborer des mesures de vérification spécifiques pour telle ou telle disposition de la Convention, chacun tiendra à ce que ces mesures voient le jour et soient le plus efficaces possible. Malheureusement, cet empressement n'est pas général, loin de là. L'une des obligations fondamentales qui découleront de la Convention sera de ne pas fabriquer d'armes chimiques. Pour l'instant, rien n'indique dans le texte évolutif actuel comment le respect de cette obligation fondamentale sera vérifié. Nous considérons qu'il s'agit là d'une lacune qui devrait être comblée. De temps à autre, d'aucuns prétendent que certains types d'activités sont invérifiables et, partant, que des mesures de vérification ne peuvent s'y appliquer. Si l'on tient le même raisonnement pour les obligations fondamentales, c'est la méthode qui, selon nous, est à incriminer. Par vérification, nous entendons un processus global qui va de la communication des données à l'évaluation de celles-ci et enfin au choix d'un régime d'inspection approprié. Si l'on trouve un juste équilibre entre les procédures de surveillance et de vérification, on peut s'attendre à ce que celles-ci soient efficaces, même dans les installations où, par exemple, il est peu probable qu'un récipient rempli de produits chimiques appartenant au tableau [1] soit découvert par surprise. Le plus grand nombre estime avec réalisme, semble-t-il, que nous ne pouvons nous attendre à une vérification fiable à 100 %, en particulier en ce qui concerne la question compliquée de la non-fabrication d'armes chimiques. En effet, tous les régimes de surveillance et de vérification allient l'aspect confiance et dissuasion ainsi que l'inspection proprement dite. C'est pourquoi nous ne comprenons pas le refus catégorique de toute surveillance et vérification, refus fondé dans certains cas sur la simple hypothèse que les inspections dans certaines installations ne donnent pas toujours de résultat immédiat.

Pour en finir avec les aspects négatifs des travaux que nous menons au Comité spécial sur les armes chimiques, permettez-moi de dire qu'il nous semble que nous nous appesantissons exagérément sur de nombreuses questions. Il serait peut-être bon que nous ne perdions pas de vue qu'avant que la Convention n'entre en vigueur, un organe préparatoire fonctionnera, qui pourra régler un certain nombre de questions techniques et administratives en ayant

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

une meilleure perception de la situation que celle que nous avons à présent, qu'il s'agisse de la participation à la Convention ou des conditions d'entrée en vigueur. En outre, l'Organisation créée en vertu de la Convention sur les armes chimiques et ses différents organes, en particulier le Secrétariat technique, auront constamment à résoudre un certain nombre de problèmes techniques que nous ne devrions donc pas, semble-t-il, examiner à fond au stade précédant la rédaction finale de la Convention.

Si les tendances négatives que je viens de mentionner freinent le progrès de nos travaux, nous constatons cependant que quelques résultats positifs ont été enregistrés. Je citerai principalement le souci d'une plus grande ouverture dans les affaires militaires, y compris pour ce qui touche aux armes chimiques. Un certain nombre de séminaires et de réunions de travail organisés ces dernières années, ainsi que les visites internationales dans différentes installations militaires de certains pays, nous ont permis de mieux comprendre les problèmes que nous avons à résoudre. Les connaissances pratiques et l'expérience sont en effet très importantes. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'initiative prise par l'Union soviétique d'organiser des inspections expérimentales dans les installations de l'industrie chimique, tant au niveau national qu'à l'échelle internationale. La Tchécoslovaquie s'intéresse à cette expérience et a l'intention d'y participer. Nous avons suivi attentivement les consultations préparatoires à cet égard qui ont été menées sous la direction de l'Ambassadeur Ekéus de la Suède. Nous estimons aussi que l'élaboration de ce que l'on appelle les listes de contrôle de même que la conception d'un mode de présentation pour la communication des données seraient utiles. Toutefois, à notre avis, il ne faudrait pas être trop ambitieux en cherchant à uniformiser au maximum les procédures à suivre pour les différentes inspections expérimentales. Certes, il faudra qu'il y ait certains éléments communs afin de pouvoir comparer les données et tirer des conclusions générales. Mais il ne faut pas pour autant négliger le côté créatif de la démarche qui, notamment au cours des inspections à l'échelon national, pourrait aussi nous apporter un certain nombre d'éléments novateurs et inattendus, comme cela pourrait bien être le cas lorsque l'on s'occupe pratiquement pour la première fois d'un domaine encore inexploré.
Le calendrier proposé initialement par l'Ambassadeur Ekéus nous paraissait judicieux. Si d'aucuns jugent nécessaire d'y apporter quelques légères modifications, leurs propositions peuvent être prises en compte. Mais si l'on proposait d'étendre de beaucoup le calendrier, ce serait, à notre avis, regrettable. Plusieurs questions auxquelles nous essayons de trouver des réponses seront plus faciles à résoudre lorsque les inspections expérimentales auront été conduites et évaluées. Plus vite nous aurons ces données d'expérience, et mieux nous nous en trouverons.

Parmi les résultats positifs enregistrés pendant la session de cette année, je souhaiterais aussi mentionner les progrès accomplis dans la définition des installations de fabrication d'armes chimiques. Ce fut là pendant assez longtemps l'une des pierres qui manquaient à l'édifice de la convention et qui, aujourd'hui, va enfin trouver sa place. Les débats sur la conduite des inspections sur place par mise en demeure et le rôle des inspecteurs sont aussi sur la bonne voie. On peut voir également un motif d'encouragement dans l'étoffement de l'article XI et des dispositions relatives aux clauses finales. Ma délégation espère que les tendances

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

positives que je viens de mentionner l'emporteront finalement sur les tendances négatives et que, conformément à la pratique récente, le temps disponible entre la fin de la session et le mois de février 1989 sera utilisé pour faire avancer les travaux relatifs à la Convention sur les armes chimiques.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Tchécoslovaquie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Conformément à la décision prise au début de la présente séance, je donne maintenant la parole au représentant du Sénégal, l'Ambassadeur Sene.

M. SENE (Sénégal) : Mes premiers mots seront tout d'abord pour vous féliciter à la suite de votre désignation à la présidence de la Conférence du désarmement en cette période cruciale, frémissante d'espoir et de promesses au regard des perspectives du désarmement.

Ces signes de bon augure que nous percevons nous confortent dans la conviction que les distingués collègues, ici présents, représentant les Etats membres de cette prestigieuse Conférence, apportent des contributions inestimables à l'histoire des relations internationales des temps modernes en essayant de bâtir un système de sécurité collective stable basé sur les principes de la Charte des Nations Unies.

Rien au monde n'est sans doute plus passionnant qu'une telle oeuvre où la diplomatie multilatérale touche au plus profond d'une responsabilité grave mais stimulante qui pose le défi même de la survie et du développement de l'humanité.

Permettez-moi de rendre hommage à S. E. M. Miljan Komatina, Sous-Secrétaire général de l'ONU, dont la vaste expérience des questions internationales et l'immense culture éclairent avec sagesse et lucidité notre approche de la philosophie du désarmement. Pour ma part, il a toujours été un précieux conseiller pour me diriger dans la lecture des documents les plus au point en matière de désarmement.

Enfin je salue les experts, les diplomates, les stagiaires et tous les témoins qui nous assistent sur ce chemin plein d'embûches. A tous ceux-là, je leur dis que même quand la nuit est sombre, il faut savoir lever le regard vers le ciel pour accompagner le regard inflexible de notre éminent collègue mexicain, l'Ambassadeur García Robles, prix Nobel de la paix, qui est l'un des grands maîtres officiant depuis des années dans ce temple du désarmement.

En venant m'adresser aujourd'hui à cette auguste assemblée, je voudrais surtout souligner qu'à la veille du troisième millénaire, l'Organisation des Nations Unies se trouve véritablement à un tournant sans précédent de son histoire. Elle s'enrichit certes en ce moment des plus belles performances du savoir-faire et du talent de son brillant Secrétaire général, S. E. M. Pérez de Cuéllar, qui ouvre ce matin les négociations de paix entre l'Iraq et l'Iran. Nous nous félicitons du cessez-le-feu, du silence des armes qui marquent la fin de cette guerre meurtrière, il faut espérer que les deux bélligérants trouveront à Genève le chemin d'une paix durable, et dans

(M. Séné, Sénégal)

cette perspective vous devinez que le désarmement qui constitue un objectif fondamental pour atteindre le but premier de l'ONU à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationale revêt toute son importance.

Du reste, la seule voie qui soit à la mesure de notre devenir est de faire en sorte que le siècle prochain ne soit pas, comme celui finissant, le témoin des guerres et des rivalités, de la peur et de la méfiance, mais qu'il soit véritablement celui de la fraternité et de la paix dans la coopération internationale digne et civilisée.

Ce n'est un secret pour personne, le monde que nous vivons est un monde qui subit une véritable mutation. Les progrès prodigieux qui ont été accomplis sur le plan des sciences et des techniques depuis le siècle dernier ont certes amélioré la qualité de la vie mais, d'un autre côté, leurs applications à des fins militaires, notamment en matière d'armes de destruction massive, constituent aussi un danger pour la paix et la sécurité internationales.

Dans une déclaration que j'avais faite ici le 23 avril 1985, j'avais eu l'occasion de vous livrer les réflexions de ma délégation sur l'ensemble des questions inscrites à l'ordre du jour de cette importante instance chargée des négociations multilatérales en matière de désarmement.

A cette époque, j'avais d'emblée mis l'accent sur le problème de la course aux armements et plus particulièrement des armements nucléaires qui continuent encore d'absorber des ressources colossales dont les pays ont un grand besoin pour le développement.

Ainsi notre époque est celle où la militarisation est la plus poussée dans l'histoire de l'humanité et la course aux armements nucléaires y demeure un sujet de vive préoccupation.

Donc, à tout prix, il faut éviter qu'une guerre nucléaire puisse éclater par attaque surprise, par erreur, par une défaillance de communication, par un accident ou à la suite d'une fausse alerte. Car l'on sait que les arsenaux dont disposent les deux grandes alliances peuvent dévaster la planète, engendrer le désastre total, éliminer toute vie humaine sur terre et anéantir l'héritage de civilisations bâties depuis des millénaires.

C'est dire donc qu'à l'ère nucléaire, jamais la nécessité du désarmement n'a été tant ressentie avec autant d'acuité comme étant une nécessité vitale pour le maintien de la paix universelle et comme étant aussi un levier indispensable pour le développement économique et social.

En avril 1985, nous avions salué avec un optimisme prudent l'accord annoncé entre les Etats-Unis et l'Union soviétique de reprendre les négociations bilatérales en matière de désarmement qui avaient été interrompues.

Depuis lors, les choses ont évolué et l'optimisme commence à porter les fruits de ses promesses.

(M. Séné, Sénégal)

En effet, les deux superpuissances ont signé et ratifié un traité bilatéral sur l'élimination des armes nucléaires à moyenne portée et s'engagent à négocier une réduction de 50 % de leurs armes nucléaires stratégiques.

Indéniablement, quelque chose a changé, parque qu'une évolution politique majeure s'est produite dans les relations internationales.

En concluant un tel traité, les deux superpuissances ont compris que devant la complexité d'un monde de plus en plus interdépendant et multipolaire le processus de désarmement est la meilleure manière de chercher à résoudre les problèmes internationaux de la paix et de la sécurité, de la coopération et du développement.

Car devant la menace du feu nucléaire, l'idée de guerre ne peut plus être considérée comme une continuation d'une politique de course aux armements ruineuse en vue de bâtir une puissance militaire, dût-elle se déployer unilatéralement ou à l'intérieur des pactes.

En d'autres termes, la paix internationale doit être fondée non sur la politique de la force, mais sur l'engagement pour la survie commune de l'espèce humaine par-delà les blocs et les antagonismes idéologiques.

Parce que même si les intérêts, les priorités et les démarches divergent il y a, sans nul doute, une relation étroite et complexe qui existe entre la sécurité des Etats et le maintien de la paix, la sécurité internationale et le désarmement.

Plus précisément, l'aspiration commune à la paix est partagée par tous. A n'en pas douter, le progrès dans le désarmement multilatéral doit aller dans le sens du renforcement de la sécurité des Etats, de l'élimination des tensions internationales et du règlement des conflits régionaux.

Du reste, c'est dans ce contexte qu'il faut analyser les résultats de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement pour en dégager les idées-forces et les thèmes majeurs, les esquisses et les propositions et recommandations qui ont été suggérées.

Je sais que des orateurs éminents ont déjà donné ici leurs observations sur cette troisième session extraordinaire en indiquant que ce fut pour les uns un échec, pour d'autres un demi-échec ou comme l'a souligné l'Ambassadeur Morel, un exercice dont la nature est à la fois stimulante et décevante.

Sans aucun doute, toutes ces constatations ainsi établies peuvent s'expliquer selon le point de vue où l'on se place.

Pour ma part, je considère que cette troisième session extraordinaire ne pouvait être l'aboutissement de notre marche en avant ni le point de départ, mais qu'elle n'est qu'une étape dans la recherche obstinée et patiente du consensus.

(M. Séné, Sénégal)

De toute manière, le désarmement n'est pas comme on l'a dit un dogme aux règles immuables, ni une métaphysique ni non plus une idéologie mais c'est une discipline de l'esprit qui puise ses racines dans les profondeurs stratégiques et qui s'impose de nos jours à la conscience humaine face aux applications militaires des découvertes scientifiques et technologiques et leur capacité de destruction au regard du devenir et de la continuité historique de l'humanité et de son environnement.

Evidemment, les conceptions évoluent à la lumière des changements et des transformations du monde qui donnent au désarmement aujourd'hui des dimensions multiples et par-delà les positions respectives et l'exigence de responsabilité collective le désarmement pose la question fondamentale du destin existentiel de l'homme lui-même sur terre aujourd'hui.

Donc, malgré l'absence d'un document final, à la troisième session extraordinaire, les délibérations de ce forum ont valeur de symbole et ont marqué l'attachement profond de la communauté internationale à la cause du désarmement.

D'abord, le haut niveau de la représentation politique avec la présence de 23 chefs d'Etat ou de gouvernement, sept vice-présidents ou vice-premiers ministres, 61 ministres des affaires étrangères, sans oublier la participation des ONG et les personnalités venant des cinq continents, tout cela illustre le sérieux avec lequel la communauté internationale a voulu aborder la problématique du désarmement.

De plus, la richesse des débats a permis de dégager des concepts nouveaux, de saisir la diversité des problèmes techniques, d'élaborer des modes d'approche, autant de matières à réflexion qui montrent le regain de conviction et de détermination des participants à l'égard des objectifs, des principes et de buts déjà approuvés par le consensus historique qui avait été obtenu lors de la première session extraordinaire consacrée au désarmement.

Vu à travers ce forum donc, il nous apparaît que le désarmement doit être conçu sous l'aspect à la fois nucléaire, chimique et classique, y compris également les thèmes horizontaux tels les mesures de confiance, la vérification, la transparence, les procédures d'enquête, le développement de nouvelles technologies et leurs applications pacifiques ainsi que la prévention de leur dissémination non contrôlée.

Alors, le désarmement est peut-être perçu comme étant un processus intégré et permanent au sein duquel les Etats s'efforcent de régler avec réalisme et persévérance, au moyen d'une démarche multilatérale, les questions les plus graves de la sécurité au regard des impératifs mondiaux du développement.

A n'en pas douter, l'on pouvait croire qu'au moment où les deux superpuissances ont ratifié le traité sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, la communauté internationale se trouvait devant une occasion sans précédent, lors de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, pour élaborer et adopter un programme multilatéral de désarmement à moyen et long terme.

(M. Séné, Sénégal)

Cependant, rien n'était moins sûr lorsque l'on sait la complexité des intérêts en jeu dans les négociations multilatérales en matière de désarmement et la difficulté de formuler les idées selon un langage acceptable par tous et pouvant mener au consensus.

Lors de cette troisième session extraordinaire, il semble que les grandes puissances aient d'ailleurs compris que le désarmement et l'équilibre stratégique doivent être considérés globalement et sous tous leurs aspects : nucléaire, biologique, spatial, classique et autres, tout en tenant compte des situations particulières en matière de sécurité. Corrélativement nul ne peut ignorer que les armes dites conventionnelles sont utilisées quotidiennement dans les guerres qui ravagent le tiers monde et que leur puissance de destruction et leur potentiel offensif sont sans cesse en croissance.

Et puis, le fait de signer un traité d'élimination d'une catégorie d'armes nucléaires ne signifie pas la fin de la course aux armements même s'il atteste une tendance à la réduction quantitative des armes nucléaires.

De plus, cela n'enlève en rien l'application accélérée des progrès scientifiques et technologiques en vue de mettre au point une nouvelle génération d'armes nucléaires, classiques ou spatiales.

Ainsi donc, au cours de la troisième session extraordinaire, des participants ont souvent réaffirmé que les superpuissances qui possèdent les arsenaux les plus importants et les plus perfectionnés portaient une responsabilité particulière dans le domaine du désarmement.

Elles devraient donc donner l'exemple en réduisant de façon significative leurs arsenaux nucléaires et classiques et en arrêtant la course aux armements.

Telle est la voie la meilleure pour consolider les tendances positives dans l'évolution des relations internationales actuelles et les renforcer grâce à de nouvelles mesures destinées à accélérer les processus de limitation des armements en vue de mieux exploiter les potentialités et les possibilités du désarmement.

A cet égard, le parallélisme constructif entre les négociations bilatérales soviéto-américaines et les efforts multilatéraux de désarmement sous l'égide des Nations Unies renforcerait la Conférence du désarmement comme instance de négociation unique de la communauté internationale dans ce domaine.

En un mot, les travaux de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement auront permis non seulement de confirmer les priorités déjà reconnues en matière de désarmement, mais de dégager de nouvelles propositions utiles pour donner une impulsion et un élan dynamique, à la poursuite des négociations au sein de la Conférence du désarmement.

Parmi les problèmes urgents à résoudre qui ont été soulignés lors de la troisième session extraordinaire, il y a tout d'abord la nécessité de mettre au point une convention d'interdiction universelle et globale des armes chimiques.

(M. Séné, Sénégal)

Dès lors, l'une des tâches prioritaires de la Conférence du désarmement est d'avancer résolument sur la voie d'un accord prévoyant l'interdiction et la destruction totale des armes chimiques.

D'autant qu'à présent, des rapports alarmants sur l'utilisation des armes chimiques et leur prolifération confirment le besoin de déployer d'urgence un effort maximum sur ce plan en vue d'achever l'élaboration du projet de convention. Il faut donc poursuivre les discussions sur les diverses parties du texte de la convention en abordant, par exemple, tout à tour, la question de la destruction des armes chimiques, les inspections par mise en demeure, l'assistance multilatérale, le développement économique et technologique ainsi que les clauses finales.

Toutefois, la clarification du problème de la non-fabrication et l'échange de données à ce sujet au niveau multilatéral, le tout assorti d'inspections expérimentales, pourraient permettre d'asseoir une pratique opérationnelle pour les régimes de vérification.

En d'autres termes, il faut s'entendre sur un système suffisamment élaboré pour assurer, à l'avenir, la non-fabrication en mettant au point un mécanisme d'inspection obligatoire renforcé par la mise en demeure. A la limite, l'on peut même envisager la création d'un organe international chargé de surveiller les dispositions de la convention pour en accroître la transparence, mais ce ne sont là que des hypothèses de travail.

En attendant, les armes chimiques continuent d'être fabriquées et qui, plus est, il semble que les techniques et les agents de guerre chimique sont toujours perfectionnés avec le risque d'être utilisés alors que leur prolifération constitue on le sait une menace de plus en plus grande pour l'humanité.

D'où la nécessité d'assurer la participation solidaire de tous les Etats de la Communauté internationale pour garantir l'application intégrale d'une convention sur les armes chimiques. Ce faisant, il sera possible de rendre plus acceptable le contenu des engagements qui doivent être pris et de susciter l'intérêt de tous les Etats afin de créer les bases d'une adhésion universelle à ladite convention.

Dans cet ordre d'idées, ma délégation soutient la proposition de la Yougoslavie de tenir, le moment venu, une conférence spéciale des Nations Unies pour l'adoption de la convention sur l'interdiction totale des armes chimiques et sur leur destruction.

Assurément, la conclusion d'une telle convention serait un triomphe incontestable pour la diplomatie multilatérale en matière de désarmement, singulièrement pour notre organe de négociation et pour toutes les délégations qui participent aux travaux de la conférence du désarmement.

En second lieu, les participants à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ont aussi rappelé que, s'agissant du document final de la deuxième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de

(M. Séné, Sénégal)

la fabrication et du stockage des armes bactériologiques ou à toxines et sur leur destruction, l'on a enregistré les déclarations des Etats qui affirment ne posséder aucun des agents toxiques, armes, matériels ou vecteurs énumérés dans l'article premier de la Convention.

Bien sûr, même si le principe de la validité des déclarations unilatérales est reconnu en matière de désarmement comme étant un facteur de confiance, il ne peut, néanmoins, se substituer aux obligations découlant de la force exécutoire d'une convention.

En troisième lieu, au cours de la troisième session extraordinaire, on a également souligné l'importance de l'interdiction des essais nucléaires et à cet égard, il convient tout d'abord de clarifier les problèmes qui font obstacle à la mise au point même d'un mandat, encore plus d'un traité global en identifiant les moyens de les réévaluer ou de les résoudre à la lumière de l'expérience acquise au sein des organes successifs de négociations. Dans cet ordre d'idées, j'ai noté avec intérêt la proposition que vient de faire l'orateur qui m'a précédé, le distingué Ambassadeur de Tchécoslovaquie, concernant le mandat qui pourrait être confié à un groupe de négociation pour l'examen de cette question.

Certes, l'ouverture de négociations bilatérales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique en relation avec la ratification des traités de 1974 et 1976 sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires ou d'interdiction en fonction d'un seuil relatif aux explosions nucléaires à des fins pacifiques est, en soit, un pas positif dans la bonne direction.

Cependant, quelle que soit l'importance de ces négociations biltérales, l'on ne saurait faire l'impasse sur les travaux de la Conférence du désarmement relatifs à l'interdiction des essais nucléaires.

En effet, plus de 1 600 explosions expérimentales ont eu lieu l'année dernière et l'on sait que des essais nucléaires se poursuivent.

Souvent, diverses raisons techniques telles la fiabilité et la sécurité sont données par les Etats pour justifier les explosions effectuées, alors que l'on sait que le but essentiel est de mettre au point des types d'armes ayant une capacité plus efficace et plus perfectionnée, ce qui prolonge ainsi la course qualitative aux armements. Autre point qui devrait faire l'objet d'un examen approfondi au sein de la Conférence du désarmement, ce sont les aspects de la vérification d'une interdiction des essais nucléaires dont mon collègue a parlé tout à l'heure. Dans ce domaine, l'installation d'un réseau mondial de stations sismiques devrait être mis au point à côté d'autres méthodes de contrôle dont la vérification par satellite et l'inspection sur place qui pourraient assurer la surveillance des essais nucléaires dans le cadre d'un traité d'interdiction.

En vue de présenter un intérêt réel pour la Communauté internationale, les pourparlers sur les essais nucléaires devraient, selon certains, viser dans un premier temps des accords limitant la puissance et le nombre des essais à un niveau significatif sur le plan militaire étant entendu que cette phase qui ne serait que transitoire devra conduire à la conclusion d'un traité d'interdiction des essais selon un calendrier précis et raisonnable.

(M. Séné, Sénégal)

En quatrième lieu, dans le domaine de la limitation des armements nucléaires, le traité de non prolifération des armements nucléaires, auquel adhèrent 136 Etats et qui a vu le jour le 1er juillet 1968 pour entrer en vigueur le 5 mars 1970, constitue un point de référence du processus général de désarmement. Ce traité, dis-je, est indissociable du désarmement nucléaire et, à ce titre, il demeure un instrument international indispensable pour la sécurité mondiale et la confiance entre les Etats.

Je saisis l'occasion pour saluer l'adhésion récente de l'Espagne et de la Trinité-et-Tobago, et de l'intention de l'Arabie saoudite d'être partie à ce traité avec l'espoir que d'autres suivront.

Concrètement, le régime de non-prolifération est donc, par excellence, multilatéral et rassemble des pays qui ont explicitement renoncé à acquérir des armes nucléaires et les pays qui y adhèrent de facto. Mais au moment où des progrès sont engagés sur la voie du désarmement nucléaire, tous les Etats, grands et petits, dotés ou non d'armes nucléaires se doivent de contribuer à la prévention de la prolifération nucléaire.

Autrement dit, le désarmement nucléaire est le meilleur moyen de prévenir la prolifération des armements nucléaires car sinon, c'est l'ensemble du régime de non-prolifération objet de l'un des principaux traités multilatéraux qui risquerait d'être sérieusement compromis au moment où nous commémorons le vingtième anniversaire de la conclusion du TNP.

Parce qu'en définitive, le TNP a pour objectif non seulement d'empêcher l'apparition de nouveaux Etats nucléaires, mais aussi d'obliger les Etats actuellement dotés d'armes nucléaires de les éliminer, comme il est stipulé à l'article VI.

Cette situation d'inégalité fait dire à certains que le TNP n'a servi en définitive qu'à empêcher la prolifération horizontale des armes nucléaires chez les Etats non dotés de ces armes et qui sont parties au Traité.

C'est dire que l'une des obligations de la plus haute importance reste la conclusion d'un traité sur l'interdiction des explosions nucléaires expérimentales. Telle est la condition non seulement pour empêcher l'apparition de nouveaux Etats nucléaires, mais aussi pour préserver le régime du TNP lui-même.

De plus, selon les mêmes opinions, il serait également nécessaire que les Etats parties au TNP soutiennent les initiatives des groupes d'Etats qui souhaitent conclure des traités régionaux sur la base d'arrangements auxquels ils seraient parvenus librement en vue d'assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs dans l'esprit de l'article VII dudit traité.

En attendant, les Etats non dotés d'armes nucléaires demandent des garanties négatives de sécurité collective formulées dans un instrument international en bonne et due forme, parce que notre conviction est que tous collectivement nous sommes responsables de la paix mondiale et de la sécurité internationale.

(M. Séné, Sénégal)

Enfin, nous avons pu déceler lors de la troisième session extraordinaire que des participants ont aussi souvent indiqué que le TNP rappelle dans son préambule le Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires en ce qui concerne la nécessité de chercher à mettre fin à toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires et de poursuivre les négociations à ce sujet au sein de la Conférence du désarmement.

En évaluant la situation à l'occasion du vingtième anniversaire de la conclusion du TNP, force est de reconnaître qu'en dépit des mesures qui ont été prises sous l'empire des accords SALT ou qui seront prises en application du traité sur les armes nucléaires de moyenne portée, l'accumulation des arsenaux nucléaires est nettement plus importante aujourd'hui qu'en 1968.

Evidemment, la signature et la ratification du traité sur les armes nucléaires de moyenne portée conclu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et les négociations en cours pour une réduction de 50 % de leurs armements stratégiques dans le respect du traité ABM signé en 1972 sont autant d'actes qui s'inscrivent dans la bonne direction.

J'ajoute que la conclusion d'une convention sur les armes chimiques ainsi que l'équilibre des arsenaux d'armements classiques entre les deux grandes alliances seraient une preuve irréfutable de bonne foi à l'égard des obligations contractées conformément aux dispositions de l'article VI du TNP.

Sans aucun doute, une telle évolution aurait-elle une grande portée dans le désarmement nucléaire sur terre étant entendu qu'il faut éviter, par ailleurs, que les intérêts vitaux de la sécurité de tous les Etats ne soient menacés par de nouveaux dispositifs militaires implantés dans l'espace, ce qui m'amène à parler du dernier point, la prévention de la course aux armements dans l'espace.

La dimension multilatérale de l'utilisation pacifique de l'espace exige que tous les Etats participent activement à la prévention d'une course aux armements dans ce domaine.

Il est vrai, l'espace fait déjà l'objet de mesures de protection dont il faut tenir compte pour établir un instrument international approprié.

Parce que les activités concernant l'exploration et l'utilisation de l'espace devraient être effectuées conformément aux principes du droit international, y compris ceux de la Charte des Nations Unies.

Plus précisément, il faut consolider et renforcer le régime juridique en vigueur applicable à l'espace et tirer les enseignements utiles de travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU.

Pour sa part, la Convention de 1975 sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique stipule dans son article IV que chaque Etat doit fournir au Secrétaire général des informations sur les fonctions de l'objet spatial en précisant, avant tout, s'il est conçu à des fins militaires ou autres.

(M. Séné, Sénégal)

Cependant, il semble que jusqu'à ce jour aucun objet spatial dont le lancement a été enregistré n'ait été décrit comme ayant une fonction militaire. Et pourtant, ce problème avait été déjà posé en 1985 par plusieurs Etats membres de la Conférence du désarmement, et notamment en ce qui concerne les satellites qui, on le sait, remplissent parfois une mission civile ou militaire ou les deux à la fois.

Mais de fait, même si on ne peut montrer qu'une arme a été déjà mise sur orbite de façon permanente ou durable, l'on suppose que des essais d'armes antisatellites ont été utilisés.

En tout état de cause, il faut éviter que les puissances spatiales ne s'arrogent toute liberté d'action pour faire de l'espace une aire d'activités laissée à leur seule discrétion. Car au demeurant, l'espace comme les fonds marins doivent relever du patrimoine commun de l'humanité.

Ici, il s'agit donc de veiller à l'application du régime juridique existant aux fins du contrôle des armements pour renforcer la confiance et accroître la transparence. La sagesse voudrait aussi que l'on garde à l'esprit les principes énoncés dans la résolution de l'Assemblée générale 1721 (XVI) de 1961 qui demande à tous les Etats de fournir des renseignements sur leurs objets lancés dans l'espace.

Enfin, l'objectif à long terme doit être d'interdire complètement la mise au point, l'essai, la fabrication et le déploiement d'armes spatiales.

En attendant, il faut à tout le moins interdire les armes antisatellites et se pencher sur les définitions et les techniques de vérification visant à prévenir une course aux armements dans l'espace.

Voilà, somme toute, les réflexions que m'inspirent les courants actuels porteurs des mutations qui s'opèrent Nolens Volens sous nos yeux à travers les initiatives de désarmement entre les deux superpuissances à l'intérieur de la Conférence du désarmement et leur impact possible sur un désarmement général.

A coup sûr, les négociations bilatérales et l'accord entre les superpuissances sont nécessaires pour entreprendre tout désarmement mais les efforts multilatéraux sont indispensables pour soutenir le processus parce que le désarmement engage la responsabilité de tous les pays. Les efforts bilatéraux et multilatéraux devraient donc se compléter et se renforcer mutuellement. Résolument, la Conférence du désarmement doit élargir et approfondir les bases de la discussion sur tous les points inscrits à son ordre du jour, en tenant compte des priorités dans le cadre de ses mécanismes de négociation, de ses procédures et de ses méthodes de travail.

A la faveur du climat actuel de détente, il faut faire appel à la volonté politique des puissances qui ont les responsabilités particulières dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et à tous les Etats Membres de l'ONU pour prendre des actions urgentes en vue de s'attaquer à la course aux armements, écarter les risques de guerre, refréner l'usage de la force et prévenir les interventions afin d'accroître la confiance entre tous dans la perspective d'un désarmement général et complet.

(M. Séné, Sénégal)

Telle est la voie à suivre pour réduire, voire éliminer, les causes de méfiance et de crainte, de malentendu ou d'erreur de calcul eu égard aux activités militaires des Etats et à la recherche d'un règlement négocié des questions internationales majeures, notamment des nombreux conflits régionaux dans le monde.

Pour tout dire, les faits nous montrent chaque jour que le monde est entré dans l'ère de la négociation institutionnalisée, qui est devenue une voie incontournable pour résoudre les problèmes avec réalisme et efficacité dans le sens du compromis et du respect des principes.

Mais pour autant, au sein de ce forum de négociation sur le désarmement mondial, le souci primordial d'empêcher un holocauste nucléaire ne doit pas nous faire perdre de vue l'irrépressible nécessité de prévenir la guerre en général en développant la compréhension mutuelle entre les Etats grâce aux relations politiques, à la coopération économique, aux échanges commerciaux et culturels, au respect du droit humanitaire et surtout à la promotion des droits de l'homme.

Il faut également aider au plan régional à l'adoption de mesures sur la limitation des armements, la conclusion de traités de désarmement, l'institution de zones exemptes d'armes nucléaires et de zones de paix susceptibles d'accroître la confiance et la stabilité entre les Etats afin d'améliorer la situation politique internationale.

Du reste, dans la problématique nouvelle des structures de la sécurité, le concept de capacité défensive non nucléaire prend ici du relief et pose le cas de la relation entre désarmement nucléaire et désarmement classique.

En tout cas, aucun organe international n'est plus désigné que la Conférence du désarmement pour assumer la responsabilité de la négociation sur la sécurité et le désarmement à l'échelle mondiale en vue de conclure des accords durables grâce à une plus grande transparence de la vérification dans les domaines que je viens d'évoquer.

A vrai dire, la Conférence du désarmement comme cadre institutionel du désarmement multilatéral n'appelle de notre part aucun changement important.

Toutefois, ma délégation tient à rappeler l'intérêt qu'elle porte à la mise en oeuvre de la décision déjà prise depuis 1983 en vue d'un élargissement équilibré de la composition de la Conférence pour renforcer la dynamique du mécanisme de négociation.

Enfin, le Sénégal, encore une fois, ne ménagera aucun effort pour apporter sa contribution à l'élaboration du programme global de désarmement pour mieux définir, à la lumière des faits nouveaux, les objectifs et les priorités, le calendrier des étapes futures et les règles de leur mise en oeuvre.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Sénégal pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Kenya, l'Ambassadeur Ruoro.

M. RUORO (Kenya) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que ma délégation prend la parole en séance plénière de la Conférence du désarmement durant la session d'été, permettez-moi de féliciter très chaleureusement votre délégation et vous-même qui assurez les fonctions de président pour le mois d'août. Je tiens également à vous accueillir officiellement à la Conférence en tant que chef de la délégation indonésienne. Vous représentez un pays avec lequel le Kenya entretient de très bonnes relations et, dans l'exercice de vos fonctions - dont vous vous acquitterez, nous en sommes convaincus, avec talent - vous pouvez être assuré de la coopération de ma délégation.

Permettez-moi également de saisir cette occasion pour remercier l'Ambassadeur Teja et la délégation indienne de la très grande compétence avec laquelle les travaux de la Conférence ont été dirigés pendant le mois de juillet. Puisque c'était la dernière fois qu'il était à la tête de la délégation indienne à la Conférence, nous tenons à lui faire nos adieux et à lui souhaiter beaucoup de succès dans l'avenir. Ma délégation souhaiterait également saluer les Ambassadeurs Tellalov de la Bulgarie, Tin Tun de la Birmanie, Meiszter de la Hongrie et Ahmad du Pakistan et leur souhaiter à tous un avenir radieux. Je tiens également à souhaiter la bienvenue aux nouveaux chefs de délégation qui, comme moi, viennent de se joindre aux membres de la Conférence. Je pense aux Ambassadeurs Dimitar Kostov de la Bulgarie, Oswaldo de Rivero du Pérou et Istvan Varga de la Hongrie. Je peux les assurer de la coopération de ma délégation dans les travaux de la Conférence. Ma gratitude va également aux distingués représentants qui m'ont adressé des paroles aimables de bienvenue. Je les assure que ma délégation est prête à coopérer avec eux dans les efforts qu'ils feront pour atteindre les objectifs de la Conférence.

L'issue de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement a déçu les espoirs de la majorité des participants. Des questions importantes ont été examinées dans le domaine du désarmement et certaines ont fait l'objet d'accords, mais il n'existe aucun cadre de référence permanent pour ces discussions et accords importants du fait qu'il n'y a pas eu de document final consignant les résultats des débats. Un consensus a pu se faire sur un grand nombre d'entre elles, mais il a été impossible à réaliser pour quelques-unes compte tenu du peu de temps dont disposaient les participants.

S'il faut regretter l'absence de consensus sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour de la troisième session extraordinaire, qui n'a pas permis de rédiger un document final, la communauté internationale ne doit toutefois pas se laisser aller au découragement face à cette situation. De nouveaux efforts doivent être entrepris pour faire du désarmement un objectif réalisable, qu'il soit envisagé au niveau bilatéral, régional ou multilatéral.

Les résultats peu satisfaisants de la troisième session extraordinaire n'ont fait que confirmer le fait que le désarmement est un processus complexe et qu'il ne faut pas toujours s'attendre à ce que les résultats positifs obtenus dans un organe de négociation sur le désarmement se reflètent dans une autre instance. Je pense aux progrès qui ont été réalisés dans les négociations bilatérales entre l'Union soviétique et les Etats-Unis avant

(M. Ruoro, Kenya)

la convocation de la troisième session extraordinaire. Alors que tout a été dit sur cette dernière, il s'imposera à tous que les principes et objectifs, qui ont été convenus dans le passé sur l'ensemble des questions de désarmement, doivent être maintenus si nous voulons que les efforts multilatéraux faits dans le domaine du désarmement soient couronnés de succès. C'est une tâche à laquelle doivent se consacrer tous les pays, grands ou petits, car dans le monde interdépendant qui est le nôtre aujourd'hui, la paix et la sécurité internationales sont un souci majeur pour tous les pays.

Le traité bilatéral qui a été signé et qui vient d'être ratifié par les Etats-Unis et par l'Union soviétique sur l'élimination en Europe de leurs armes nucléaires à portée intermédiaire et à plus courte portée (Traité FNI) a été salué comme le premier traité de désarmement nucléaire visant à liquider une catégorie entière d'armes nucléaires.

La puissance destructrice des armes nucléaires et les conséquences très graves d'une guerre nucléaire sont des faits établis et il est tout à fait louable qu'après avoir accumulé pendant des années des armes nucléaires, les Etats-Unis et l'Union soviétique aient été les premiers à réduire le nombre de leurs ogives. Le nombre d'armes nucléaires à éliminer est infime par rapport à celui des ogives qui existent encore, mais le fait important est que les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont engagés dans une politique de désarmement nucléaire. Le Traité FNI contient des procédures de vérification sans précédent qui sont conçues pour garantir le respect par les deux parties des dispositions du Traité et qui pourraient servir de modèle pour d'autres accords de désarmement. La négociation fructueuse du Traité FNI a peut-être ouvert la voie à de nouveaux accords visant à éliminer d'autres catégories d'armes nucléaires. Ma délégation espère que la démonstration de l'élimination des missiles soviétiques à laquelle nous avons été invités à Volgograd, en URSS, sera suivie de la destruction réelle des missiles des deux superpuissances conformément au Traité FNI.

Il est possible qu'un deuxième traité prévoyant une réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques soit conclu dans un avenir proche entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Si ce traité est signé, les relations entre les deux pays entreront dans une nouvelle ère qui conduira au renforcement de la paix et de la sécurité internationales grâce à un processus de désarmement nucléaire progressif entre les deux pays.

Le désarmement nucléaire est une question prioritaire pour tous les Etats et plus tôt des mesures seront prises pour atteindre cet objectif, plus sûr sera le monde pour nous tous et pour les générations à venir. Si nous admettons le fait que les arsenaux actuels d'armes nucléaires sont plus que suffisants pour anéantir toute vie sur Terre, tous les Etats devraient unir leurs efforts pour faire en sorte qu'un tel conflit n'éclate jamais.

La hantise des armes nucléaires ne doit pas nécessairement être omniprésente dans les relations entre les Etats-Unis, l'Union soviétique et leurs alliés. La suspicion mutuelle, les rivalités politiques et idéologiques ne devraient pas servir de point de départ à la conduite des affaires internationales entre Etats. Certes, nous admettons que des différences qui s'expliquent par l'histoire ont contribué à la course aux armements

(M. Ruoro, Kenya)

nucléaires; toutefois nous savons aussi qu'un conflit nucléaire ne peut profiter à aucun Etat. Nous nous rappelons la déclaration commune que le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev avaient faite à l'issue de leur réunion au sommet de Genève en 1985, dans laquelle ils avaient à juste titre proclamé qu'"une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée".

Selon nous, cette déclaration commune a marqué un tournant dans les relations futures entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, en particulier pour ce qui est de leur politique sur l'emploi des armes nucléaires. C'était admettre clairement que ni les Etats-Unis ni l'Union soviétique n'auraient de chances de profiter d'un conflit nucléaire et qu'ils uniraient leurs efforts pour éviter qu'un tel conflit ne survienne. Nous considérons le Traité FNI, qui fera date dans l'histoire, comme la première étape vers la réalisation des objectifs contenus dans cette importante déclaration commune soviéto-américaine de 1985.

Le désarmement nucléaire est une question qui figure en bonne place dans l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Si l'on compare les résultats obtenus dans ce domaine aux multiples efforts qui ont été entrepris pour progresser vers le désarmement nucléaire, il ressort à l'évidence que la Conférence a encore beaucoup à faire pour traiter de manière efficace les questions de son ordre du jour relatives aux armes nucléaires. Les efforts déployés pour parvenir à un accord sur les questions touchant les armes nucléaires ont, pour des raisons bien connues, été contrecarrés au sein de la Conférence. On ne s'est guère rapproché de l'objectif d'une interdiction des essais nucléaires, question qui préoccupe beaucoup la communauté internationale. Les essais nucléaires ne cessent de faciliter la mise au point d'armes nucléaires plus modernes et accélèrent ainsi le rythme de la course aux armements nucléaires. Il existe, au sein de la Conférence du désarmement, des opinions divergentes quant au mandat d'un organe subsidiaire chargé de la question d'une interdiction complète des essais nucléaires, mais il y a accord général sur le fait que la Conférence devra aborder tôt ou tard cette question dans son intégralité. Différer sans cesse les travaux sur ce point ne fait que contribuer à la mise au point de nouvelles armes nucléaires plus meurtrières et augmenter les chances de voir d'autres Etats acquérir l'arme nucléaire.

Bien plus, une interdiction des essais nucléaires serait conforme à l'engagement pris par les Etats - dont certains dotés d'armes nucléaires - qui sont parties au Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, engagement qui consiste à "chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais" et de "poursuivre les négociations à cette fin". Le 5 août de cette année a marqué le vingt-cinquième anniversaire du Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires et nous ne pouvons que noter la proposition faite par un certain nombre de pays, dont l'Indonésie, le Mexique, le Pérou, Sri Lanka, le Venezuela et la Yougoslavie, en vue d'amender ce traité pour y inclure également une interdiction des essais nucléaires souterrains. Cette proposition, comme d'autres sur cette question, mérite un examen sérieux de la part de tous les Etats.

(M. Ruoro, Kenya)

Le Groupe des 21 s'est à plusieurs reprises prononcé sans ambages sur la question d'une interdiction des essais nucléaires. Il a fait preuve de souplesse et espère que les autres participants en feront autant. Il est parfaitement clair qu'il est indispensable de parvenir à un consensus sur le mandat d'un organe subsidiaire chargé d'examiner cette question, et des efforts devraient être entrepris en ce sens. La Conférence devrait être habilitée à mettre en place les structures permettant d'engager la négociation multilatérale d'une interdiction complète des essais nucléaires. Le projet de mandat (document CD/829), proposé et présenté en avril 1988 par le Groupe des 21, tend précisément à réaliser le consensus nécessaire car il tient compte des positions des autres groupes sur cette question. Cette proposition reste valable et nous espérons que les autres groupes l'examineront d'un oeil favorable.

Les négociations sur une convention interdisant les armes chimiques ont montré ce que la Conférence du désarmement peut obtenir si tous les Etats manifestent une volonté politique sur l'ensemble des questions inscrites à son ordre du jour. Même s'il reste encore dans ce projet de convention certaines questions importantes qui doivent faire l'objet d'un examen approfondi, les négociations progressent à un rythme encourageant car tous les Etats qui y participent sont décidés à résoudre les problèmes qui demeurent. On peut espérer que la Conférence sera en mesure de conclure dans des délais raisonnables une convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Etant donné que des armes chimiques auraient été utilisées pendant la tragique guerre entre l'Iran et l'Iraq - qui vient, il faut l'espérer, de s'achever - nous engageons tous les Etats à continuer de respecter le Protocole de Genève de 1925 interdisant l'emploi de ces armes. La communauté internationale doit rester attachée à l'objectif d'une élimination de ces armes et faire en sorte qu'elles ne soient plus jamais utilisées comme armes de guerre.

Il faut multiplier les efforts entrepris pour prévenir une course aux armements dans l'espace et la Conférence devrait poursuivre son débat fort utile sur cette question. Nous sommes profondément convaincus que l'espace ne devrait être utilisé qu'à des fins pacifiques propices au développement scientifique, économique et social de tous les pays. L'extension à l'espace de la course aux armements poserait de sérieux problèmes pour la paix et la sécurité internationales. Il faut tout faire pour empêcher l'implantation de systèmes d'armes dans ce milieu ou la mise au point de systèmes d'armes espace-espace, espace-terre ou terre-espace. La communauté internationale devrait convenir d'un accord multilatéral sur les activités militaires pacifiques dans l'espace qui seraient autorisées et dont les concepts seraient définis et convenus.

La question des arrangements internationaux efficaces destinés à garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires - comme le mien, entre autres - contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires est importante pour tous les Etats non dotés d'armes nucléaires. Il ne faut pas oublier qu'une majorité importante d'Etats appartenant à cette catégorie ont renoncé à leur droit d'acquérir des armes nucléaires en adhérant au Traité de 1968 sur la non-prolifération, dont nous avons célébré le vingtième anniversaire

(M. Ruoro, Kenya)

le ler juillet dernier. En étant parties au Traité sur la non-prolifération, ces Etats escomptent se voir octroyer dans le cadre d'un traité international ayant un caractère juridiquement contraignant des garanties inconditionnelles les assurant qu'ils seront protégés contre l'emploi ou la menace des armes nucléaires.

Les garanties données aux Etats non dotés d'armes nucléaires se bornent pour l'instant aux déclarations unilatérales faites par chacun des Etats dotés d'armes nucléaires, déclarations qui n'ont pas un caractère juridiquement contraignant et qui peuvent être annulées à tout moment. Ma délégation tient donc à préciser que les déclarations unilatérales des Etats dotés d'armes nucléaires, même si elles sont faites avec les meilleures intentions, sont insatisfaisantes, tout comme le seraient des déclarations unilatérales d'Etats non dotés d'armes nucléaires sur la non-acquisition d'armes nucléaires.

Diverses propositions ont été présentées au sein du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité, et nous serions favorables à l'examen d'une formule qui tienne compte des préoccupations exprimées à cet égard par les Etats dotés d'armes et par ceux qui n'en possèdent pas.

Le Comité spécial des armes radiologiques travaille depuis un certain temps déjà à l'élaboration d'une convention interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes radiologiques. Deux questions ont été retenues aux fin d'examen par le Comité : la première concerne l'interdiction des armes radiologiques, qui n'existent pas encore, et la seconde porte sur l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires, qui existent réellement.

Une question qui, selon nous, pourrait être également examinée dans le cadre des travaux du Groupe de contact sur l'interdiction des armes radiologiques est celle du déversement à des fins hostiles de déchets radioactifs. Nous appuyons cette proposition, qui a été faite par l'Ambassadeur Azikiwe du Nigéria dans sa déclaration en séance plénière du 11 août 1988. Le déversement ou l'utilisation à des fins hostiles de déchets radioactifs dans les conflits armés sont un moyen potentiel de mener une guerre radiologique. Les Etats devraient s'engager à ne jamais, en aucune circonstance, déverser de déchets radioactifs à des fins hostiles sur le territoire d'un autre Etat ou à utiliser de tels déchets dans un conflit armé.

Les déversements clandestins de déchets radioactifs et industriels, auxquels on aurait procédé dans certains Etats africains, sont regrettables. Ces activités inqualifiables ont de graves conséquences pour la santé des populations de ces pays, pour leur agriculture et pour leur environnement en général, et les responsables devraient y mettre un terme. Les pays africains, comme tous les autres pays, veulent bénéficier de la technologie nucléaire mais ne veulent pas des déchets radioactifs ou autres.

Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, qui a tenu sa quarante-huitième session ordinaire à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 23 mai 1988, a adopté une résolution dans laquelle il demandait notamment l'arrêt du déversement de déchets nucléaires et industriels en Afrique. Nous espérons que tous ceux qui participent à ces activités funestes se conformeront aux dispositions de cette résolution.

(M. Ruoro, Kenya)

Le désarmement est un objectif réalisable si tous les Etats font preuve de volonté politique dans les organes de négociation bilatéraux ou multilatéraux. Si la Conférence du désarmement veut obtenir les résultats que l'on attend d'elle, tous les Etats membres devront manifester la volonté politique dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat de négociation sur tous les points de son ordre du jour en donnant la priorité aux questions de désarmement nucléaire.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Kenya pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie, l'Ambassadeur Dolgu.

M. DOLGU (Roumanie) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord d'associer ma délégation à tous ceux qui ont exprimé avant moi leur satisfaction de vous voir présider les travaux de la Conférence du désarmement pour le mois d'août, à un moment où nous sommes appelés à intensifier nos efforts et à leur donner une orientation aussi concrète que possible. Nous saluons en votre personne le représentant d'un pays, l'Indonésie, avec lequel la Roumanie entretient et développe des relations d'amitié et de collaboration dans tous les domaines. Je tiens en même temps à rendre hommage à l'Ambassadeur Teja de l'Inde pour la manière efficace dont il a su conduire nos travaux pendant le mois de juillet. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'Ambasadeur Ruoro du Kenya, l'Ambassadeur de Rivero du Pérou et l'Ambassadeur Varga de la Hongrie. Je tiens également à exprimer nos meilleurs voeux de succès dans leur nouveau poste et dans leur future carrière aux collègues qui, ayant fini leur mission, viennent de quitter Genève.

Notre collègue du Sénégal nous a rappelé combien variées étaient les expressions utilisées pour qualifier les résultats de la récente session extraordinaire de New York. Pour sa part, la délégation roumaine partage le sentiment de frustration de ceux qui regrettent que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée au désarmement n'ait pas su produire un document final consensuel. Quelque soit l'angle sous lequel on pourrait considérer ce dénouement, nous pensons qu'il faut reconnaître qu'il s'agit, en réalité, d'un échec. Un échec qui ne devrait pas être dramatisé car la session n'a été en fin de compte qu'un épisode dans un processus vaste et de longue durée, mais qui est d'autant plus regrettable qu'il exprime la persistance de l'incapacité d'assurer un rôle approprié aux négociations multilatérales dans l'ensemble des efforts de désarmement.
La Roumanie compte parmi les pays qui jugent un tel rôle indispensable et qui pensent que les efforts multilatéraux, au premier chef au sein de l'ONU, devraient jouer un rôle décisif dans les processus de désarmement. A nos yeux, il convient que les négociations bilatérales, régionales et multilatérales se complètent et se renforcent mutuellement, avec pour but de faire progresser, à un rythme aussi rapide que possible, ce dernier processus. Cela dit, je voudrais souligner, d'ailleurs comme d'autres orateurs qui nous ont précédés, que le résultat de la troisième session extraordinaire ne devrait pas nous démobiliser. Au contraire, ce résultat devrait entraîner un redoublement des efforts, y compris et surtout dans cette enceinte qui constitue l'unique forum de négociations multilatérales dont dispose l'ONU en matière de désarmement.

(M. Dolgu, Roumanie)

C'est pourquoi nous faisons nôtres les opinions sur les éléments positifs qui sont ressortis du dialogue qui a eu lieu lors de la session et notamment sur la nécessité de retenir et d'élargir les convergences qui se sont fait jour, d'oeuvrer pour le rapprochement des points de vue, là où le consensus n'a pas pu être réalisé. Il convient d'examiner sérieusement les leçons du dialogue de New York, tant positives que négatives, pour enrichir l'approche des problèmes et faciliter leur solution au sein de la Conférence.

Il est encourageant que, tant à la session extraordinaire que dans les interventions prononcées durant les séances plénières de notre Conférence, le rôle et la mission de la Conférence du désarmement n'aient pas été remis en question. Au contraire, toutes les déclarations ont commencé par un appel en vue de poursuivre et d'intensifier les travaux de ce forum multilatéral de négociation, mais pour que ces déclarations gardent leur crédibilité, il faut passer à l'action et faire en sorte que les déclarations trouvent leur expression dans les faits et dans des accords concrets de désarmement. L'enjeu est extrêmement important, car il y va de la paix et de la sécurité et, en fin de compte, de la survie de l'humanité.

Il est vrai que le dialogue soviéto-américain a déjà produit ou est en train de produire des résultats tangibles, voire certaines percées. Il n'en reste pas moins que la course aux armements continue, aussi bien sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif. La situation internationale reste complexe et contradictoire et la menace d'une guerre nucléaire continue de planer sur l'humanité, avec la même perspective sombre - l'anéantissement de la civilisation et de la vie sur la planète, car les réductions prévues par le Traité FNI ne sont pas de nature à affecter d'une manière substantielle le potentiel de destruction existant, qui plus est, le processus de la mise au point de nouveaux types et systèmes d'armes continue inlassablement par l'utilisation des acquis les plus récents de la science et de la technologie. Cela est vrai non seulement pour les armes nucléaires, mais aussi pour les armes chimiques et les armements classiques. Par conséquent, si l'on tient compte des perfectionnements apportés aux différents types et systèmes d'armement, force nous est de constater que malgré les réductions prévues, la puissance effective de destruction des arsenaux militaires ne cesse de s'accroître. Comme nous l'avons déjà souligné, il n'y a pas lieu de céder à l'euphorie.

L'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ont une responsabilité particulière dans le domaine du désarmement. C'est pourquoi ces deux grandes puissances devraient être encouragées à aller de l'avant dans leurs efforts bilatéraux de réduction des armements nucléaires. Ces efforts et leurs effets sont une condition nécessaire mais non suffisante pour un processus réel, soutenu et global de désarmement. Ils ne devraient et ne sauraient se substituer aux efforts multilatéraux entrepris par les Etats membres de la Conférence du désarmement et par la communauté internationale dans son ensemble. Il faut redoubler d'efforts pour la réalisation de pas concrets visant à des réductions significatives dans tous les domaines, et au premier chef dans celui des armements nucléaires.

(M. Dolgu, Roumanie)

Une préoccupation particulière provient du fait que les essais nucléaires continuent. Comme l'a souligné la distinguée représentante de la Suède, l'Ambassadrice Theorin, il est véritablement aberrant de continuer à perfectionner des armes, en l'occurrence nucléaires, dont le but déclaré est de ne jamais servir autrement que sous forme dissuasive et qui, par les négociations engagées, sont vouées à une élimination définitive. Par ailleurs, la poursuite de tels essais cause des dommages irréversibles et imprévisibles à l'environnement. Ce sont là probablement des raisons pour lesquelles les débats de la troisième session extraordinaire ont mis une fois de plus en évidence - et avec quelle force - l'urgence d'un traité sur l'interdiction générale des essais d'armes nucléaires, de même que la nécessité de mesures propres à mettre un terme à tout effort de modernisation de ces armes. C'est pourquoi notre gouvernement a étudié avec un grand intérêt et appuie l'initiative des six pays non alignés visant à élargir la portée du Traité de Moscou de sorte qu'il puisse s'appliquer également aux essais souterrains.

Pour ce qui est du point approprié de l'ordre du jour de la Conférence, "Interdiction des essais nucléaires", nous aurions préféré - comme d'ailleurs la plupart des autres délégations - nous joindre à un consensus relatif à la constitution d'un comité spécial sur la base de la proposition du Groupe des 21 figurant dans le document CD/829. Dans le même temps, nous partageons l'opinion qu'il faut commencer le plus tôt possible un examen au fond de la question. C'est pourquoi nous appuyons la proposition de compromis que vient de présenter notre collègue et ami le représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Milos Vejvoda.

Plusieurs orateurs se sont référés à l'importance du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé il y a 20 ans. Nous saisissons cette occasion pour rappeler, comme nous l'avons déjà fait auparavant, que la meilleure voie pour consolider le régime de non-prolifération consiste à prendre des mesures concrètes, significatives et énergiques en matière de désarmement nucléaire, conformément aux dispositions appropriées du Traité.

En effet, seuls de nouveaux pas accomplis par les Etats dotés d'armes nucléaires, au premier chef par l'URSS et les Etats-Unis, sur la voie de la réduction continue des armements nucléaires et de l'élimination de ceux-ci, sont à même de contribuer à conférer au Traité un caractère universel et à renforcer sa validité.

Je saisis cette occasion pour réitérer notre appui à la proposition visant à élaborer le plus tôt possible un programme général de désarmement nucléaire ayant pour but la réduction par étapes et la liquidation complète de ces armes d'ici à l'an 2000.

Je ne saurais conclure ce thème, combien important, du désarmement nucléaire sans adresser nos remerciements à la délégation de l'Union soviétique pour les informations présentées par l'Ambassadeur Oboukhov sur l'état des négociations bilatérales soviéto-américaines concernant les armes nucléaires et spatiales. Nous avons écouté avec un grand intérêt ces informations qui donnent suite à une demande présentée par certaines délégations - dont la mienne - et qui s'adressent aux participants aux négociations bilatérales à Genève sur les armes nucléaires et spatiales.

(M. Dolgu, Roumanie)

Pour ce qui est de l'espace, nous nous prononçons en faveur de toute mesure visant à interdire la mise au point, la fabrication et le déploiement de tous les systèmes d'armes spatiales et en faveur du respect rigoureux de toutes les réglementations existant déjà en la matière. La prévention de l'extension à l'espace de la course aux armements et l'arrêt de cette course devraient aller de pair avec l'établissement d'un régime qui garantisse en fait l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins exclusivement pacifiques, en tant que patrimoine commun de l'humanité.

Afin d'assurer les conditions nécessaires à la stabilité et à la sécurité de tous les Etats, de réduire le danger de guerre et de réaliser le désarmement, il faudrait que l'on procède, en étroite relation avec les mesures pratiques de réduction et de liquidation des armes nucléaires, à l'élimination de toutes les armes chimiques. Nous réitérons notre position en faveur de l'intensification des négociations visant à élaborer le projet de Convention sur l'interdiction et la destruction des armes chimiques.

Dans ce contexte, j'aimerais faire plusieurs remarques. Tout d'abord, jusqu'à la conclusion et l'entrée en vigueur de la Convention, les Etats devraient réaffirmer la validité du Protocole de Genève et prendre l'engagement de ne recourir en aucune circonstance à ces armes.

Deuxièmement, la Convention devrait assurer un équilibre nécessaire entre droits et devoirs, notamment entre pays possesseurs et non possesseurs d'armes chimiques. Cela comporte le développement pacifique et sans entraves de l'industrie chimique de chaque pays, l'élargissement de la coopération internationale et des échanges entre les Etats dans les domaines liés à l'application de la Convention, le développement du potentiel scientifique de chaque pays et son utilisation uniquement pour le progrès économique et social.

Notre délégation se félicite du rétablissement du Comité spécial de la Conférence appelé à mettre au point le Programme global de désarmement et tient à souligner l'importance que revêt un tel document pour la définition des principales lignes directrices des futures négociations sur le désarmement et pour le dynamisme de ces négociations.

Nous exprimons l'espoir que, sous la présidence si compétente de notre éminent collègue, l'Ambassadeur García Robles, et grâce à une action continue et persévérante visant à aboutir à des solutions généralement acceptables, le projet de Programme global puisse être soumis dans les meilleurs délais à l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins d'examen et d'adoption.

Un tel programme, avec des calendriers et des étapes bien définis, serait de nature à offrir une perspective claire et à contribuer à l'affermissement et à l'accroissement du rôle primordial que l'Organisation des Nations Unies est appelée à jouer dans le processus de désarmement.

Pour ce qui est du problème de l'amélioration et de l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement, nous estimons que les activités en cours - et nous aimerions à cet égard rendre hommage au Groupe des Sept et à son président, notre collègue et ami l'Ambassadeur Fan, de la République populaire de Chine - ne sont pas dépourvues d'importance. Il existe

(M. Dolgu, Roumanie)

certes des possibilités non utilisées d'éviter le gaspillage de notre temps et de mieux mettre à profit nos compétences et l'expertise de nos gouvernements. Mais, comme d'autres délégations, nous sommes d'avis que le manque de progrès concrets et le rythme insatisfaisant des négociations ne sont pas liés en premier aux insuffisances de l'organisation des travaux ou des procédures. En réalité, ce qui nous manque c'est la volonté politique de la part de tous les Etats membres de la Conférence. En l'occurrence il s'agit de la position de principe générale quant au rôle du multilatéralisme, la Conférence n'étant en fait que le cadre le plus approprié pour l'approche multilatérale des problèmes de désarmement. Je terminerai par des mots étrangement similaires à ceux qu'a utilisés mon prédécesseur, parce que je pense que si l'on souhaite que les premiers pas en direction du désarmement soient suivis d'autres mesures permettant de constituer un processus irréversible et vigoureux, une telle volonté politique représente un élément indispensable.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Roumanie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Mongolie, l'Ambassadeur Bayart.

M. BAYART (Mongolie) (traduit de l'anglais) : Avant de commencer ma déclaration, je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession au poste important de la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'août. Vous représentez un grand pays asiatique, l'Indonésie, avec lequel la Mongolie entretient des relations d'amitié et de coopération. Je tiens aussi à exprimer les félicitations de ma délégation pour la compétence et le sérieux avec lesquels vous avez dirigé nos débats, ainsi que pour les efforts que vous avez faits en vue de promouvoir les travaux de la Conférence.

Je voudrais transmettre notre gratitude à l'Ambassadeur Teja de l'Inde, qui a habilement conduit nos travaux en sa qualité de Président de la Conférence pour le mois de juillet, et nous lui adressons nos meilleurs voeux.

Je tiens également à saisir cette occasion pour accueillir chaleureusement l'Ambassadeur Varga de la Hongrie. Ma délégation sera heureuse d'entretenir avec lui les mêmes relations étroites de coopération et d'amitié que nous avons eues avec son prédécesseur, mon ami l'Ambassadeur David Meiszter.

Mon intervention d'aujourd'hui portera sur le point 4 de notre ordre du jour, c'est-à-dire les armes chimiques.

La Mongolie demeure tout à fait convaincue de la nécessité de conclure dans les plus brefs délais une convention sur l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage d'armes chimiques et sur leur destruction.

Mon pays a déjà déclaré qu'il ne détenait pas d'armes chimiques et n'entendait pas en mettre au point, en fabriquer ni en acquérir. Notre déclaration reposait en particulier sur notre ferme conviction que la convention serait signée dans un avenir proche, mettant ainsi un terme à

(M. Bayart, Mongolie)

la menace que constituent les armes chimiques. C'est dans ce même esprit que je tiens à déclarer aujourd'hui que le gouvernement de mon pays entend être parmi le premier à signer la convention dès qu'elle sera ouverte à la signature.

Depuis la reprise des négociations sur les armes chimiques en juillet dernier, le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, ainsi que les présidents des trois groupes de travail, n'ont pas ménagé leurs efforts pour que la Conférence puisse trouver aux problèmes en suspens des solutions acceptables par tous.

Malgré cela, l'évolution des négociations sur le texte d'un projet de convention laisse beaucoup à désirer. Il est impératif que tous les participants aux négociations s'efforcent activement de résoudre un certain nombre de problèmes clés et qu'ils fassent preuve de la volonté politique et du zèle nécessaires pour parvenir à un accord.

Ma délégation aimerait faire quelques remarques sur certaines dispositions du projet de convention qui, selon elle, revêtent une importance particulière.

Au cours de la présente session, le Groupe A a poursuivi des travaux intensifs sur l'article VI. Dans ce domaine, les participants aux négociations ont concentré leur effort sur les produits chimiques inscrits au tableau [1] et sur les activités qui s'y rapportent. C'est là un choix tout à fait naturel puisque ce sont ces produits chimiques qui constituent le plus grand risque en ce qui concerne l'application de la future convention. On le sait, le texte évolutif traduit un accord unanime sur le fait que ces produits chimiques doivent être exclusivement fabriqués dans une installation unique de petite échelle dont la capacité ne dépassera pas une tonne métrique par an.

Toutefois, il est probable que la convention fera une exception pour la production de moutarde à l'azote, qui sera autorisée hors d'une installation de petite échelle à condition que les installations de fabrication de ce gaz soient soumises à un régime de vérification tout aussi strict que celui qui est prévu pour les installations de petite échelle.

Les produits chimiques létaux supertoxiques ne figurant pas au tableau [1], c'est-à-dire les produits inscrits au tableau [4], ainsi que leurs installations de fabrication respectives, pourraient aussi représenter un grand danger pour les buts de la convention. Tous les participants aux négociations partagent cette crainte. Nous pensons qu'il faudrait inscrire dans la convention des dispositions qui préviendraient ce danger. Nous n'avons pas de solution toute prête à apporter mais nous sommes convaincus que si ce problème n'est pas résolu d'une façon ou d'une autre, la convention ne sera pas suffisamment efficace.

Au cours des négociations sur le tableau [4], une délégation a prétendu qu'il serait impossible de vérifier les produits chimiques qui doivent figurer dans ce tableau. Ce n'est pas notre opinion, et nous pensons avec le représentant de la République fédérale d'Allemagne (CD/792) "que l'on pourrait

(M. Bayart, Mongolie)

créer un système cohérent de vérification valable pour les produits chimiques létaux supertoxiques, comme c'est d'une manière générale le cas pour les substances énumérées aux annexes 1, 2 et 3".

Jusqu'à présent, les participants aux négociations se sont particulièrement attachés à rechercher le meilleur moyen de traiter les informations dans le domaine de la chimie commerciale et d'en préserver la confidentialité. Ils y ont été amenés par les progrès mêmes des négociations sur l'élaboration de régimes de non-fabrication d'armes chimiques. En dépit de toutes les difficultés rencontrées et de la complexité de la question, nous pensons que le problème peut être résolu. A cet égard, nous avons jugé intéressante l'idée qu'a avancée le représentant des Pays-Bas lors de la réunion des experts industriels de classer les informations que les Etats parties devront fournir au secrétariat technique conformément aux dispositions de la future convention.

Nous nous réjouissons que des consultations aient été engagées sous la direction de l'Ambassadeur Ekéus de la Suède sur la mise à l'épreuve des procédures de surveillance internationale systématique de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie commerciale qui sont négociées à l'heure actuelle. Nous sommes persuadés que cette expérience contribuera, sur le plan pratique, à résoudre des problèmes concrets, à renforcer la confiance et à améliorer l'atmosphère générale des négociations. En même temps, nous estimons que les travaux préparatoires et l'expérience elle-même devraient avoir lieu dans les plus brefs délais pour que les résultats obtenus puissent servir à accélérer les négociations en cours.

La Mongolie pense que l'heure est venue de résoudre la question des herbicides et des pesticides. Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies, on compterait chaque année, principalement dans les pays en développement, 2 millions de cas, dont 40 000 mortels, d'empoisonnements uniquement dus à une mauvaise utilisation de pesticides. Ces chiffres effrayants montrent bien, s'il en était encore besoin, qu'il est nécessaire de faire figurer dans la convention des dispositions interdisant d'utiliser ces produits chimiques comme armes de guerre.

Tout en ne négligeant aucun effort pour qu'aboutissent rapidement les négociations sur les armes chimiques et que soit conclue une convention dans ce domaine, la Mongolie se prononce résolument et inlassablement pour le renforcement et le strict respect du Protocole de Genève de 1925. A cet égard, je tiens à rappeler qu'en application de la résolution 2603(XXIV), que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée à l'initiative de mon pays, 14 Etats ont accédé à ce protocole au cours de la seule année 1970. La violation des objectifs et principes du Protocole est incompatible avec les efforts visant à interdire complètement les armes chimiques et à en détruire les bases de production industrielle. C'est pourquoi nous appuyons l'initiative du Royaume-Uni, qui a proposé de mettre au point des procédures d'enquête automatique sur les allégations d'emploi d'armes chimiques.

Enfin, et peut-être surtout, mon pays attache une grande importance aux dispositions de la convention en matière d'assistance et de coopération

(M. Bayart, Mongolie)

économique et technique, conformément auxquelles les Etats parties à la convention s'engageraient à favoriser le développement de l'industrie chimique à des fins pacifiques.

En conclusion, je tiens à souligner combien il importe de poursuivre entre les sessions les négociations sur les armes chimiques. Le travail que la Conférence a accompli de façon quasiment régulière durant l'intersession au cours de ces dernières années s'est révélé extrêmement fécond.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Mongolie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au dernier orateur inscrit pour aujourd'hui, M. Ola Dahlman, Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques.

M. DAHLMAN (Suède) (prenant la parole en sa qualité de président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques) (traduit de l'anglais) : J'ai le plaisir de vous faire rapport sur la récente session du Groupe d'experts et de présenter son rapport intérimaire, publié sous la cote CD/853.

La vingt-sixième session officielle du Groupe, qui s'est tenue du 25 juillet au 5 août, a réuni des experts et des représentants de 24 pays. Le secrétariat a fourni d'excellents services aux participants durant toute la session.

Le Groupe a convenu il y a deux ans qu'il fallait moderniser considérablement le système mondial décrit initialement dans le premier rapport du Groupe (CCD/558) et mis à l'épreuve dans le cadre d'un essai à grande échelle, en 1984 (CD/720). Ce nouveau système est fondé sur l'échange rapide de tracés et paramètres sismiques et sur le traitement de ces données dans les Centres internationaux.

Certains se demanderont comment un tel système, utilisant les techniques modernes existantes pour échanger et traiter des données en grandes quantités, peut améliorer les possibilités effectives de surveiller une interdiction des essais nucléaires.

A maints égard, le nouveau système sera bien plus utile, du point de vue des applications scientifiques, que tout ce dont on dispose à présent à l'échelle mondiale. Il fournira non seulement un volume de données bien plus gros, mais aussi, ce qui est plus important encore, des données d'une qualité nettement supérieure. L'utilisation, aux Centres internationaux de données, des tracés sismiques provenant de plusieurs stations améliorera radicalement la qualité de l'information sur les événements sismiques, notamment en accroissant la précision avec laquelle sont déterminés les paramètres de la source, et réduira encore le nombre de signaux enregistrés par des stations isolées, et impossibles à associer à un événement sismique particulier. Il importe de diminuer autant que possible le nombre des signaux non associés, car ils risquent de faire naître des incertitudes, voire des soupçons.

(M. Dahlman, Suède)

Grâce à ce nouveau système, tout Etat participant pourra aussi accéder facilement à des données de haute qualité sur les tracés sismiques, en vue de leur analyse détaillée après coup.

L'utilisation des données produites par un système moderne de ce type offrirait donc à toutes les parties à un traité des possibilités accrues de procéder à des opérations de vérification sur un pied d'égalité.

Le recours à un matériel technique moderne et à des méthodes nouvelles d'analyse sismologique aurait-il aussi pour effet d'améliorer la capacité du système de détecter et d'identifier les événements de plus faible magnitude ?

Dans son premier rapport (CCD/558), le Groupe a évalué les capacités attendues de plusieurs exemples de réseaux mondiaux possibles, comprenant chacun une cinquantaine de stations sismiques. Ces estimations, mais aussi des calculs analogues faits par des scientifiques indépendants, indiquent que, d'une manière générale, les réseaux seraient capables de détecter des événements de magnitude 4 environ dans l'hémisphère nord et, en outre, que les événements survenant dans l'hémisphère sud devraient être plus importants - un demi-point de magnitude au moins - pour être détectés avec la même probabilité. Un événement de magnitude 4 correspond à une explosion entièrement couplée en roche dure d'une puissance d'environ 1 kt.

Depuis lors, le Groupe n'a plus établi d'estimation des capacités, et la question n'a été que brièvement abordée. Plusieurs pays, cependant, ont présenté au Groupe des documents indiquant les capacités pratiques de certaines stations ou de réseaux nationaux. Je voudrais vous faire part de quelques observations personnelles afin de vous donner une idée des effets que pourrait avoir sur les capacités de détection d'un réseau le fait d'incorporer les découvertes scientifiques et techniques récentes à la conception du nouveau système.

La sensibilité d'une station sismologique moderne isolée est déterminée principalement par le bruit sismique continuel. Celui-ci varie considérablement d'un lieu à l'autre et est généralement plus faible dans les endroits écartés à l'intérieur de grands continents. Il peut être supprimé par les stations sismologiques complexes, comportant plusieurs capteurs disposés selon un plan particulier de manière à former une antenne.

En gros, le taux de réduction du bruit est proportionnel à la racine carrée du nombre de capteurs; 10 capteurs réduiraient le bruit par un facteur de 3, 25 capteurs par un facteur de 5, etc.

Même si le recours aux techniques modernes n'améliore pas nettement les capacités de détection de certaines stations isolées, il reste que l'enregistrement et le traitement numérique des signaux faciliteront l'interprétation en aval des signaux détectés. Grâce aux techniques modernes, il est aussi plus facile de concevoir des stations complexes très sensibles.

La valeur de la magnitude d'un événement à partir de laquelle il peut y avoir détection dépend de la distance séparant l'événement de la station. Des enquêtes nationales ont fait apparaître que des explosions sous l'eau de

(M. Dahlman, Suède)

l'ordre de 100 kilos avaient été détectées à des distances d'environ 100 km et que des explosions souterraines d'une puissance de deux tonnes environ avaient été observées à plus de 1 000 km. A des distances dites télésismiques, comprises entre 2 000 et 10 000 kilomètres, la capacité de détection est moins tributaire de la distance effective et est généralement considérée comme correspondant à une magnitude 4 pour les stations bien placées.

La capacité de détection d'un réseau donné est donc déterminée dans une grande mesure par la densité et le type - simple ou complexe - des stations qui le constituent. Ainsi, le seuil de détection serait nettement plus faible pour un réseau comprenant 500 stations, par exemple, que pour le réseau d'environ 50 stations envisagé jusqu'à présent par le Groupe et serait encore plus faible pour un réseau de 5 000 stations, lequel, cependant, produirait d'autant plus de données à échanger et à analyser.

Mais l'extension spectaculaire et encore récente des moyens de télécommunications font qu'il est possible de transmettre des volumes importants de données d'une partie du globe à l'autre. Grâce aux techniques informatiques modernes, nous pouvons désormais analyser et échanger des volumes de données bien plus importants qu'il n'y a quelques années.

Il n'existe donc aucun obstacle technique majeur quant au nombre de stations qui puissent être intégrées dans le réseau mondial.

Le progrès des techniques nous offre ainsi la possibilité d'établir un système mondial très performant. Décider des capacités qui devraient effectivement être mises en place n'est donc plus qu'une question politique.

Le Groupe a été informé de l'expérience de vérification conjointe menée par les Etats-Unis et l'Union soviétique. L'expérience porte sur la réalisation et l'enregistrement rapproché de deux explosions nucléaires, l'une au polygone d'essais du Nevada, effectuée le 17 août dernier, et l'autre à celui de Semipalatinsk, prévue pour le 14 septembre prochain. Une fois publiées et comparées aux enregistrements faits dans les stations sismologiques réparties sur la planète, les données relatives à la source (puissance, profondeur de tir et conditions géologiques, notamment) de ces dix explosions et des 10 explosions nucléaires choisies par les deux pays parmi celles qu'ils ont effectuées précédemment, fourniraient, à mon avis, une base de données très précieuse à partir de laquelle nous pourrions mettre au point les méthodes d'analyse sismologique et évaluer les capacités des réseaux mondiaux.

La tâche que le Groupe spécial doit accomplir à présent se divise en trois étapes, soit :

Présenter son cinquième rapport indiquant les fonctions que devra remplir le nouveau système moderne et donnant une première idée de la conception de ce système;

Procéder à une expérience à grande échelle afin de mettre à l'épreuve la plupart des éléments clés d'un tel système et les corrélations entre ces éléments;

(M. Dahlman, Suède)

Enfin, réévaluer la conception initiale du système compte tenu des résultats de l'expérience.

A sa dernière session, le Groupe a examiné de près un projet concernant son cinquième rapport, établi par le secrétaire scientifique du Groupe, M. Frode Ringdal, de la Norvège, où sont décrites les fonctions qu'un système international moderne devrait remplir ainsi que la conception initiale d'un tel système. Le rapport et ses appendices, qui restent à élaborer, présente les quatre composantes principales du système : un réseau mondial de stations sismologiques modernes extrêmement sensibles; les Centres nationaux de données dans chacun des pays participants; les Centres internationaux de données chargés de rassembler et d'analyser les données disponibles; les canaux de transmission nécessaires à l'échange rapide d'informations à l'intérieur du système.

Le Groupe a convenu des fonctions que devrait remplir le système et est sur le point de s'entendre également sur la conception initiale de ce dernier. Il faudrait approfondir encore quelques-unes des questions en suspens, en particulier celle de savoir comment organiser les voies de transmission. Quoi qu'il en soit, le Groupe prévoit de soumettre son cinquième rapport à la Conférence du désarmement après sa prochaine session.

Quant à la planification de l'expérience à grande échelle, le Groupe a beaucoup avancé sur ce plan, en s'inspirant des documents établis par le coordonnateur de l'expérience, l'expert canadien M. Peter Basham. Le Groupe a décidé de donner à l'expérience à grande échelle le nom de "deuxième Essai technique du Groupe d'experts scientifiques". Compte tenu de la démarche progressive qu'il avait décidé de suivre en ce qui concerne la réalisation de l'expérience, le Groupe a identifié trois phases d'activités. La première, celle du démarrage, portera sur un certain nombre d'essais qui seront effectués à l'échelon national ou dans le cadre d'une coopération entre pays. Plusieurs de ces essais ont déjà commencé ou débuteront sous peu. Ainsi qu'il ressort du résumé des plans relatifs à ces essais de démarrage, qui figure en annexe au rapport intérimaire, ces expériences, qui toucheront tous les éléments du système, seront assez vastes et feront intervenir un grand nombre d'institutions et d'experts scientifiques de par le monde.

Les résultats de ces activités de démarrage seront examinés aux deux prochaines sessions du Groupe.

La deuxième phase, celle de la mise en train, préparera la voie à la troisième et dernière phase, celle de la réalisation complète de l'Essai technique du Groupe. On prévoit maintenant que si toutes les installations et procédures nécessaires peuvent être mises en place, grâce aux efforts individuels et collectifs des Etats, la deuxième phase (mise en train) débutera vers la fin de l'année 1989, et la troisième phase (réalisation complète de l'Essai) en 1990. Ainsi vient de commencer une entreprise scientifique vaste et concertée.

Le Groupe spécial suggère que sa prochaine session, sous réserve de l'approbation de la Conférence du désarmement, ait lieu à Genève, du 6 au 17 mars 1989.

(M. Dahlman, Suède)

Ainsi prennent fin mes observations et ma présentation du rapport intérimaire du Groupe spécial d'experts scientifiques.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, qui a présenté le rapport publié sous la cote CD/853. Comme vous le savez, il nous faut adopter la recommandation figurant au paragraphe 10 de ce rapport qui porte sur la date de la prochaine session du Groupe spécial. Nous procéderons à cette adoption à notre prochaine séance plénière, le mardi 30 août.

La liste des orateurs est épuisée pour aujourd'hui. Y a-t-il d'autres membres qui souhaiteraient prendre la parole à ce stade ? Je n'en vois pas.

Comme à l'accoutumée, le secrétariat a distribué aujourd'hui un document officieux contenant la liste des réunions que la Conférence et ses organes subsidiaires doivent tenir la semaine prochaine. Comme vous le savez, cette liste est donnée à titre purement indicatif et peut être modifiée au besoin. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Je tiens à informer les membres que le secrétariat commencera la semaine prochaine à distribuer les parties techniques du projet de rapport annuel, ainsi que les projets de paragraphes de fond sur les points de l'ordre du jour pour lesquels des organes subsidiaires n'ont pas été créés. Au moment voulu, je proposerai la semaine prochaine des dates pour leur examen. Comme d'habitude, nous tiendrons une réunion officieuse pour une première lecture des parties techniques, tandis que les projets de paragraphes de fond seront examinés lors de consultations officieuses.

J'ai l'intention d'examiner aujourd'hui avec les présidents des organes subsidiaires les dates concernant l'adoption des rapports des comités spéciaux, étant donné que le temps presse. Il ne nous reste que 14 jours de travail avant l'ajournement de la Conférence et nous avons encore beaucoup à faire.

Comme je l'ai annoncé à notre séance plénière de mardi dernier, le Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires tiendra sa prochaine réunion immédiatement après la séance plénière d'aujourd'hui, au lieu de demain après-midi. Je voudrais rappeler également que le Comité des armes radiologiques a prévu de tenir sa prochaine réunion demain 26 août à 15 heures, dans cette salle même.

Il n'y a plus de questions à examiner aujourd'hui et je vais donc lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu ici même le mardi 30 août, à 10 heures.

La séance est levée à 12 h 30.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.478
30 août 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-HUITIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,

le mardi 30 août 1988, à 10 heures

Président : M. Wisber Loeis (Indonésie)

GE.88-64201/4229n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 478ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord, au nom de la Conférence, souhaiter chaleureusement la bienvenue à S.E. M. William Burns, Directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis d'Amérique, qui s'adressera à la Conférence aujourd'hui. Je tiens à le remercier de l'intérêt qu'il porte aux travaux de la Conférence et je suis sûr que les membres suivront son intervention avec un intérêt particulier.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui à examiner le point 8 de l'ordre du jour intitulé "Programme global de désarmement". Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la République de Corée et de la Bulgarie. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le représentant des Etats-Unis d'Amérique, S.E. M. William Burns, Directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency.

M. BURNS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : C'est un plaisir pour moi que d'être ici, aujourd'hui, avec la délégation des Etats-Unis pour m'adresser à la Conférence du désarmement. J'ai passé beaucoup de temps à Genève à travailler sur les questions de désarmement, mais mes efforts ont été essentiellement consacrés aux négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les armes nucléaires et spatiales et, cette semaine, à la troisième conférence d'examen du Traité américano-soviétique sur les systèmes antimissiles balistiques. En ma qualité de directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, je suis de près les travaux de la Conférence du désarmement et je vois aujourd'hui dans la salle de nombreux amis et collègues avec lesquels nous avons des objectifs communs. Je me félicite de l'occasion qui m'est donnée de parler devant un auditoire respecté et de participer directement à vos efforts.

Je voudrais commencer en vous félicitant, Monsieur le Président, au nom de la délégation des Etats-Unis, pour la maîtrise avec laquelle vous accomplissez votre tâche durant le mois d'août. L'Indonésie est un pays ami de longue date et la participation de votre délégation aux travaux de la Conférence aux côtés de la nôtre reflète notre attachement mutuel à la recherche de moyens propres à renforcer la sécurité internationale grâce au mécanisme des accords de limitation des armements et de désarmement. Je tiens aussi à saluer, à l'occasion de son départ, l'Ambassadeur Teja de l'Inde, avec lequel notre délégation a entretenu d'excellentes relations de travail alors qu'il dirigeait la délégation indienne. La délégation des Etats-Unis tient également à accueillir cordialement l'Ambassadeur Istvan Varga de la Hongrie et elle se réjouit à l'avance de coopérer étroitement avec lui et avec ses collègues.

De nombreux événements se sont produits dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement depuis que j'ai pris mes fonctions de directeur de l'Agence il y a environ cinq mois. Des activités se sont déroulées aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral. Je suis heureux de dire que globalement, elles ont eu un caractère positif. Selon nous,

(M. Burns, Etats-Unis d'Amérique)

un observateur impartial ne pourrait que conclure que les événements ont fait avancer notre objectif fondamental, qui est un avenir plus sûr et plus stable pour la communauté mondiale. Ces divers progrès n'ont certes pas été accomplis du jour du lendemain. Le bilan n'est pas non plus entièrement positif et beaucoup reste à faire. Le monde est quotidiennement confronté à des conflits armés, réels ou en puissance, et à la perspective d'une prolifération des armes nucléaires et chimiques; nous notons la dissémination de techniques dangereuses et déstabilisantes en matière d'armes nucléaires et de missiles balistiques, et nous avons été témoins de l'utilisation répétée d'armes chimiques au mépris d'une norme de droit international qui compte parmi les plus anciennes. Ainsi, tout en étant encouragés par les progrès récemment enregistrés, les tâches pressantes qu'il nous reste à accomplir ne laissent pas de temps pour l'autosatisfaction, car nous devons aller de l'avant. Mon gouvernement en est conscient et nous ne nous reposons pas sur nos lauriers.

Dans le domaine de la maîtrise des armements à l'échelon bilatéral, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont mis à effet, le 1er juin dernier, le Traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, qui interdit pour la première fois dans l'histoire une catégorie entière d'armes nucléaires et prévoit une vérification rigoureuse de la destruction de ces armes. Le Traité FNI, accompagné de ses protocoles et d'un mémorandum d'accord, a été communiqué à la Conférence, au début de cette année, par ma délégation et par celle de l'Union soviétique dans les documents CD/798 et CD/800.

Je suis heureux de vous informer que nos deux pays appliquent actuellement avec succès les clauses d'inspection de ce traité historique. Comme nombre d'entre vous avez pu le constater tout récemment, les missiles nucléaires à portée intermédiaire sont effectivement détruits et les installations pertinentes sont effectivement contrôlées afin de veiller à ce que les dispositions du Traité soient appliquées. Je faisais partie de la délégation des Etats-Unis aux négociations FNI, et il est encourageant de voir que le dur labeur des négociateurs et les efforts patients des autres fonctionnaires américains et soviétiques, ainsi que ceux des alliances respectives, son finalement récompensés.

Il est vrai que les réductions quantitatives visées par le Traité FNI ne portent que sur un faible pourcentage des armes nucléaires des deux parties. Il est cependant faux que ces réductions aient par conséquent peu d'importance. Bien au contraire, le Traité marque le début d'un processus de réduction des armes nucléaires qui contribuera à de nouvelles réductions, à une sécurité accrue et à une confiance mutuelle plus grande. En outre - et ceci est d'une importance immédiate pour les autres efforts en matière de maîtrise des armements et de désarmement et, plus particulièrement, pour nos négociations sur les armes chimiques -, le Traité FNI contient un régime de vérification rigoureux qui constituera un précédent utile pour élaborer les clauses de vérification d'autres accords de désarmement. Nul ne devrait donc douter que le Traité FNI est un document important marquant une étape sur la route longue et ardue du désarmement.

(M. Burns, Etats-Unis d'Amérique)

Durant cette même période de cinq mois qui s'est écoulée depuis mon entrée en fonctions, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont également signé un accord prévoyant la notification préalable des lancements de missiles balistiques. Cet instrument vous a été également communiqué sous les cotes CD/847 et CD/845. Il s'agit d'un accord visant à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire à la suite d'un accident, d'un malentendu ou d'une erreur de calcul. Il s'agit d'une mesure qui, nous en sommes certains, confère une plus grande stabilité à nos relations avec l'Union soviétique. La stabilité et la prévisibilité contribuent à créer un climat dans lequel les négociations sur le désarmement peuvent progresser. Cet accord est donc étroitement lié aux efforts que nous déployons en vue de parvenir à une réduction véritablement substantielle, équitable et vérifiable des arsenaux nucléaires stratégiques des deux parties.

Le 12 juillet, la dixième série des pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales a commencé ici, à Genève. Comme l'a noté le Président Reagan dans une déclaration diffusée à cette occasion, les deux parties ont accompli des progrès considérables depuis que les négociations ont débuté il y a plus de six ans.

Dans le cadre des pourparlers sur la réduction des armements stratégiques, un accord de principe a été obtenu en vue de réduire les forces stratégiques de 50 %, d'imposer un plafond de 6 000 ogives nucléaires pour 1 600 vecteurs nucléaires stratégiques, et d'établir des sous-plafonds de 4 900 ogives nucléaires balistiques et de 1 450 ogives pour 154 missiles lourds. Les parties sont également convenues d'une réduction de 50 % de la capacité d'emport des missiles soviétiques. En outre, on s'est entendu sur des règles de décompte pour les armements embarqués à bord des bombardiers lourds. Un accord existe au sujet de certaines mesures de vérification comprenant plusieurs types d'inspection sur place, des échanges de données et des moyens permettant de réduire la possibilité de tricher. Ces progrès ont été consignés dans un projet de texte conjoint, lequel définit aussi, bien entendu, les domaines de désaccord persistants.

Au sommet de Moscou, un certain terrain d'entente a été dégagé au sujet des concepts de vérification des missiles mobiles - s'ils étaient autorisés dans un traité sur la réduction des armements stratégiques -, ainsi qu'au sujet des missiles de croisière lancés par air.

Dans l'instance traitant des questions relatives à la défense et à l'espace, notre objectif est d'arriver à nous entendre sur le moyen de gérer, conjointement avec l'Union soviétique, une transition stable en vue de s'appuyer davantage sur des défenses efficaces qui ne menacent personne. Un accord séparé sur ces questions est en cours d'élaboration, reflétant les principes que le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev ont ébauchés en décembre dernier au sommet de Washington. Par ailleurs, les travaux se poursuivent quant à un projet de protocole visant à améliorer la prévisibilité tandis que des recherches sont effectuées dans le domaine de la défense stratégique et que des préparatifs sont faits en vue d'une transition possible vers un recours accru aux défenses. Rares étaient ceux qui, au début de ces pourparlers, s'attendaient à ce que nous allions aussi loin.

(M. Burns, Etats-Unis d'Amérique)

Nous estimons que l'Initiative de défense stratégique des Etats-Unis a constitué une incitation importante pour des négociations sérieuses dans le domaine de la défense et de l'espace. Selon les termes du Président Reagan, il s'agit de "notre plus grand espoir pour un monde plus sûr". Le programme de recherche-développement et d'essai entrepris par les Etats-Unis est pleinement conforme au Traité de 1972 sur les systèmes antimissiles balistiques. Comme nous l'avons dit clairement, l'Initiative de défense stratégique n'est pas à marchander et nous n'accepterons pas d'y apporter des changements qui la paralyseraient. Nous poursuivrons les recherches et les essais et, en cas de succès, nous procéderons à son déploiement.

Je sais que de nombreux participants à la Conférence voudraient poser la question suivante : après six ans de négociations, quand pouvons-nous escompter la mise au point d'un traité sur les réductions d'armes stratégiques et d'un accord sur les questions concernant la défense et l'espace ? Je peux répondre que les Etats-Unis recherchent des accords satisfaisants et qu'ils ne négocient pas suivant un calendrier arbitraire. Je peux également dire que, s'agissant de questions vitales en matière de sécurité internationale, les Etats-Unis estiment que l'absence d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord. Nous continuerons donc nos travaux sans relâche, mais sans impatience.

Je parlerai maintenant brièvement des autres questions. En premier lieu, les Etats-Unis continuent à rechercher une interdiction des missiles balistiques intercontinentaux mobiles, à moins que l'on puisse parvenir à des dispositions efficaces en matière de vérification s'appliquant à des limitations, auquel cas nous pourrions envisager d'en maintenir un certain nombre en service. Comme je l'ai noté, certains éléments d'un régime de vérification possible ont été dégagés dans la Déclaration commune de Moscou (CD/846), mais il reste à aborder d'autres aspects importants.

En deuxième lieu, les Etats-Unis recherchent une sous-limite de 3 000 ogives pour les missiles balistiques intercontinentaux afin de veiller à ce qu'un accord de réduction des armements stratégiques renforce la stabilité grâce à des réductions profondes de ces systèmes d'armes extrêmement menaçants.

En troisième lieu, les Etats-Unis continuent de craindre sérieusement que des limites concernant les versions nucléaires des missiles de croisière lancés par mer ne puissent être vérifiées avec efficacité. Les Etats-Unis sont convenus avec l'URSS, au sommet de Washington, de chercher une solution mutuellement acceptable à la question de la limitation du déploiement des missiles de croisière à longue portée lancés par mer et dotés d'armes nucléaires. Les deux parties n'ont pas encore trouvé de solution.

En quatrième lieu, s'agissant des missiles de croisière lancés par air, les deux parties se sont entendues, au sommet de Moscou, sur certaines règles permettant de distinguer les catégories de bombardiers lourds diversement armés en vue de convertir les bombardiers d'une catégorie à une autre et de décompter les bombardiers et les ogives. Il reste toutefois d'importants problèmes à résoudre, notamment le nombre d'ogives à attribuer aux bombardiers lourds équipés pour emporter des missiles de croisière nucléaires lancés par air, la question des bombardiers capables d'embarquer uniquement des armes classiques et la portée permissible pour les missiles de croisière lancés par air.

(M. Burns, Etats-Unis d'Amérique)

Comme je l'ai noté au début de mon intervention, je suis également chargé, en étant ici à Genève, de diriger la délégation des Etats-Unis à la troisième conférence d'examen du Traité de 1972 sur les systèmes antimissiles balistiques. Comme cet examen est actuellement en cours, je ne suis pas en mesure d'entrer dans le détail du sujet. Je soulignerai toutefois que les Etats-Unis estiment que le grand radar à éléments en phase de Krasnoïarsk, en Union soviétique, constitue une violation importante d'un élément central de ce traité et que des mesures doivent être prises afin de résoudre ce grave problème.

En élargissant quelque peu mon point de vue, je m'arrêterai brièvement sur ce que je juge être un problème grave pour la sécurité internationale, à savoir les menaces que constituent la prolifération des missiles balistiques, la prolifération de la capacité de se doter de dispositifs explosifs nucléaires et la prolifération des armes chimiques. Aucune de ces trois espèces de prolifération ne correspond à notre intérêt collectif ni ne vise à la stabilité internationale. Elles ne peuvent que compliquer les tâches consistant à empêcher le déclenchement d'un conflit à l'échelle locale et régionale, voire mondiale, et à résoudre de tels conflits une fois qu'ils ont commencé - comme en témoignent les tristes événements de la région du Golfe.

Or l'ironie veut que les systèmes d'armes nucléaires à portée intermédiaire semblent s'étendre à d'autres régions du monde au moment même où les deux principaux Etats dotés d'armes nucléaires sont convenus de les détruire. Les Etats-Unis engagent vivement tous les autres Etats à examiner de près cette évolution inquiétante et à rechercher des mesures en vue d'éliminer la présence déstabilisatrice de ces missiles.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, le Secrétaire d'Etat Shultz a attiré tout particulièrement l'attention sur le problème posé par la prolifération de la capacité de se doter de dispositifs explosifs nucléaires. Je tiens à rappeler aujourd'hui ce qu'il a dit, en particulier que les Etats-Unis considèrent ce problème comme étant le plus important pour la communauté internationale dans le domaine de la sécurité. Les préparatifs ont déjà commencé pour la quatrième conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération qui doit avoir lieu en 1990. Les Etats-Unis cherchent à ce que cet examen soit couronné de succès, à ce que le Traité soit renforcé et à ce que des mesures soient prises pour promouvoir le régime de non-prolifération à l'échelle mondiale. Ils s'opposent à tout plan qui aurait pour effet l'extinction du Traité, convaincus comme nous le sommes que la sécurité mondiale en serait gravement atteinte. L'élimination des contraintes énoncées dans le Traité aurait un effet déstabilisant dramatique. La dissémination continue des armes nucléaires ne résoudra aucun problème de sécurité; elle ne fera qu'en créer de nouveaux et rendre plus difficile notre tâche actuelle consistant à éliminer les causes sous-jacentes des tensions et des conflits régionaux. Les Etats-Unis continuent à croire fermement que tous les Etats tireraient profit de l'adhésion universelle au Traité sur la non-prolifération.

(M. Burns, Etats-Unis d'Amérique)

En ce qui concerne la prolifération des armes chimiques, il s'agit d'une question qui intéresse directement la Conférence du désarmement et la négociation d'une interdiction des armes chimiques qui soit globale, effectivement vérifiable et véritablement universelle. L'emploi répété d'armes chimiques en violation du Protocole de Genève de 1925 a sapé l'autorité de cet instrument et a estompé une norme internationale qui, pendant plus d'un demi-siècle, a empêché avec succès les Etats de recourir systématiquement aux armes chimiques en tant que moyens de guerre. Cette norme internationale est d'autant plus affaiblie lorsque ces violations répétées du Protocole de 1925 n'arrivent pas à susciter une condamnation immédiate, énergique et universelle.

Les Etats-Unis sont résolus à renforcer la norme internationale contre les armes chimiques, et nous sommes convaincus que le moyen le plus efficace d'y parvenir est de négocier une interdiction complète, vérifiable et véritablement universelle des armes chimiques - sujet sur lequel je m'arrêterai plus loin. Je voudrais vous engager à vous souvenir, durant vos négociations consacrées à la Convention sur les armes chimiques, des enseignements de la guerre du Golfe.

En attendant cette interdiction, nous collaborerons étroitement avec les autres pays en vue de prévenir la dissémination dangereuse et l'utilisation illégale des armes chimiques. A cet égard, il faudrait exercer des pressions politiques appropriées, appliquer des restrictions bien spécifiques à l'exportation de certains produits chimiques et appuyer la réalisation d'enquêtes par l'ONU dans tous les cas d'emploi présumé. Nous engageons les autres pays à se joindre à nous pour mettre un terme à l'érosion du Protocole de Genève de 1925, qui établit une norme contraignante contre l'utilisation des armes chimiques.

Je voudrais maintenant passer à la question importante de la négociation d'une interdiction des armes chimiques. Dans l'intervention qu'il a prononcée à la Conférence le 28 juillet, l'Ambassadeur Friedersdorf a exposé en détail les vues des Etats-Unis sur les questions actuellement négociées. Ne voulant pas revenir sur le même sujet, j'esquisserai brièvement la manière générale dont les Etats-Unis envisagent les négociations.

En termes simples, les Etats-Unis sont résolus à négocier une interdiction des armes chimiques générale, effectivement vérifiable et véritablement universelle, englobant ainsi tous les Etats capables de fabriquer de telles armes. A cette fin, les Etats-Unis ont présenté à la Conférence en 1984 un projet de convention (CD/500) qui constitue encore la base de leur position.

En même temps, nous ne sous-estimons pas la difficulté et la complexité de la tâche. Malgré les progrès considérables qui ont été accomplis, il reste à résoudre des problèmes ardus en vue de mettre au point des moyens efficaces de vérification, d'assurer une sécurité non diminuée pour tous les Etats durant la période de transition et de veiller à ce que l'interdiction soit véritablement universelle. A notre avis, il est important de s'attaquer à ces problèmes à titre de priorité permanente.

(M. Burns, Etats-Unis d'Amérique)

Le type de convention que nous recherchons ne peut être obtenue que par des négociations multilatérales. La Conférence du désarmement doit être le point de convergence des efforts visant à parvenir à cette interdiction. Sur des sujets spécifiques, les discussions bilatérales peuvent faciliter la solution de problèmes dans le cadre des négociations multilatérales. Par conséquent, en plus de notre participation active et suivie aux travaux multilatéraux, nous examinons périodiquement des questions fondamentales avec l'Union soviétique, et avec d'autres pays, en vue de trouver des solutions mutuellement acceptables. A notre avis, les efforts multilatéraux aussi bien que bilatéraux sont essentiels. De plus, les preuves de dissémination des armes chimiques nous ont rendus de plus en plus conscients de la nécessité de consulter les Etats qui ne participent pas aux travaux de la Conférence.

Comme vous le savez, les Etats-Unis cherchent depuis longtemps à décourager les attaques chimiques par une capacité de riposte de même nature. Nous continuerons de maintenir cette capacité jusqu'à ce que la menace d'attaques chimiques soit éliminée grâce à une interdiction efficace, vérifiable et véritablement universelle des armes chimiques.

Comme nul ne l'ignore, la campagne pour l'élection présidentielle bat actuellement son plein aux Etats-Unis. Différentes options politiques sont débattues en toute rigueur sur de nombreux problèmes. Mais l'interdiction des armes chimiques se situe hors du débat. La détermination des Etats-Unis à cet égard constitue un engagement durable auquel sont attachés les deux partis américains. Pour sa part, l'administration Reagan continuera sincèrement à poursuivre cet objectif jusqu'à ce que la nouvelle administration soit en place en janvier prochain. Nous oeuvrerons de concert avec toutes les délégations en vue de résoudre les questions difficiles qui se posent encore.

Je voudrais ajouter une ou deux mises en garde. Alors que vous progressez vers l'achèvement de vos travaux sur l'interdiction des armes chimiques, il faut résister à la tentation de se précipiter en passant sur les détails. Il n'est pas réaliste de croire qu'un comité préparatoire ou un organe directeur peut venir à bout de problèmes dont la solution a échappé à vos experts qualifiés au cours des années passées. C'est avant l'entrée en vigueur d'un traité qu'il faut résoudre les divergences. Je ferai observer par ailleurs que des exercices d'inspection peuvent être très utiles pour découvrir des domaines de controverse potentiels tandis qu'il est encore temps de les éliminer - avant l'entrée en vigueur du Traité.

J'ai mentionné la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Les Etats-Unis partagent la déception manifestée par de nombreux Etats devant le fait qu'il n'a pas été possible de s'entendre sur un document final. Mais nous ne pensons pas que la session a été un échec. Comme l'ont noté ici d'autres orateurs, les échanges de vues qui se sont déroulés et les travaux qui ont été effectués en vue d'arriver à un consensus sur le document final montrent une compréhension approfondie des problèmes réels que pose notre quête mutuelle d'un monde plus pacifique. Et le réalisme dans nos travaux n'est en aucun cas une mauvaise idée.

(M. Burns, Etats-Unis d'Amérique)

Les Etats-Unis restent attachés aux démarches multilatérales à l'égard de la limitation des armements et du désarmement, là où elles sont appropriées, comme l'atteste ma présence ici aujourd'hui. En même temps, les Etats-Unis sont résolus à tirer parti de toute démarche - y compris aux niveaux bilatéral et régional - qui offre à leur avis des perspectives de sécurité croissante. Je noterai dans ce contexte la poursuite encourageante de l'application de l'Accord de Stockholm, avec ses procédures de vérification sur place obligatoire en vue de surveiller la conformité de certaines activités militaires, et les deux séries de pourparlers à Vienne visant à parvenir à des accords sur deux volets de négociation autonomes concernant respectivement de nouvelles mesures de confiance et de sécurité et les armements classiques en Europe.

Le domaine de la limitation des armements et du désarmement est vaste. D'autres questions sont importantes pour la Conférence du désarmement, telles que les essais nucléaires et l'espace, que je n'ai pas abordées aujourd'hui faute de temps. Pour ce qui est des essais nucléaires, l'Ambassadeur Friedersdorf a résumé, le 18 août, les vues des Etats-Unis sur diverses démarches visant à parvenir à une interdiction efficace et vérifiable de ces essais. De plus, il a fourni à la Conférence un rapport préliminaire sur la première phase de l'expérience conjointe de vérification qui a eu lieu le 17 août sur le polygone d'essais du Nevada. S'agissant de l'espace, les Etats-Unis n'ont pas encore identifié d'autres mesures pratiques de limitation des armements dans ce milieu qui pourraient être traitées à l'échelon multilatéral. Cependant, notre intérêt se maintient et nous restons prêts à continuer d'examiner à la Conférence du désarmement des questions se rapportant à la maîrise des armes spatiales.

Pour conclure, je tiens à dire une fois encore que je suis honoré d'avoir eu l'occasion de m'adresser à la Conférence du désarmement. Je suis vos travaux avec attention depuis Washington et je souhaite à la Conférence de réussir dans l'examen des questions multilatérales qui sont inscrites à son ordre du jour.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique pour son importante déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée, l'Ambassadeur Sang Ock Lee.

M. SANG OCK LEE (République de Corée) (traduit de l'anglais) : Qu'il me soit permis, tout d'abord, de transmettre les remerciements du Gouvernement de la République de Corée à la Conférence du désarmement, qui a bien voulu inviter le représentant de la République de Corée à participer aux travaux de la seconde partie de sa session de 1988 et à prendre la parole en séance plénière.

Monsieur le Président, je tiens à vous exprimer mes félicitations sincères à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'août. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour remercier tout particulièrement M. Komatina, Secrétaire général de la Conférence, ainsi que ses collaborateurs, des efforts qu'ils n'ont cessé de déployer afin de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de la Conférence, et de l'avoir préparée minutieusement.

(M. Sang Ock Lee, République de Corée)

Je commencerai par vous faire part de quelques observations sur la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, qui s'est achevée récemment. La session extraordinaire, très attendue, a été suivie de près, car elle avait lieu alors que des faits nouveaux et constructifs avaient été enregistrés dans le domaine du désarmement et à un moment où les relations Est-Ouest donnaient des signes d'amélioration.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont signé et ratifié le Traité FNI, le tout premier accord à prévoir l'élimination d'une catégorie entière d'armes nucléaires. Des progrès notables ont aussi été enregistrés ici, à la Conférence du désarmement, dans les négociations visant à la conclusion d'une convention sur les armes chimiques.

Il est tout particulièrement encourageant de noter que cette évolution positive de la situation reflète un acquiescement toujours plus large des membres de la communauté internationale à l'idée qu'il n'est pas possible de parvenir à un état de paix et de sécurité véritables dans le monde par la course aux armements et l'accumulation continuelle d'armes.

La participation de 90 dirigeants nationaux au moins et de plus de 200 organisations non gouvernementales à la session extraordinaire a mis clairement en évidence les grands espoirs que la communauté internationale avait mis dans cete assemblée. Il y a eu de francs échanges de vues sur la situation internationale actuelle et les orientations futures de notre action en faveur du désarmement. Un grand nombre de pays ont avancé des propositions concrètes et constructives concernant la limitation des armements et le désarmement.

Il est vraiment regrettable que l'Assemblée générale n'ait pas été en mesure d'adopter un document final à sa troisième session extraordinaire, malgré les efforts énergiques déployés par de nombreux participants pour mettre au point une démarche commune susceptible de conduire à une paix et à une sécurité durables.

Cela dit, la délégation de la République de Corée ne considère pas la session extraordinaire comme un échec. A notre avis, elle a été opportune et utile, puisqu'elle a servi à faire connaître les positions des divers pays ou groupes de pays sur le désarmement à l'heure actuelle et à mettre en lumière les convergences et divergences d'opinions. De la sorte, la session extraordinaire est à considérer plutôt comme une étape nécessaire dans le long processus des négociations multilatérales sur le désarmement.

Les données d'expérience, sinon les résultats tangibles, qui se dégagent de la session extraordinaire peuvent constituer une base solide pour orienter avec bon sens et réalisme les efforts que devra déployer la communauté internationale afin de parvenir à la limitation des armements et au désarmement. Nous devrions donc, par une action concertée et résolue, en développant et en élargissant les points d'accord, chercher une approche commune des nombreux problèmes qui se posent dans le domaine du désarmement.

(M. Sang Ock Lee, République de Corée)

La délégation de la République de Corée estime que l'une des directions importantes dans lesquelles nous pouvons escompter de réels progrès est le renforcement du régime régissant la non-prolifération des armes nucléaires. Le 1er juillet dernier, nous avons célébré le vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération. Le régime établi par ce traité a permis de limiter dans l'ensemble la prolifération des arsenaux nucléaires chez les Etats non dotés d'armes nucléaires. Et bien que l'on objecte que renforcer ce régime n'empêcherait guère les puissances nucléaires de poursuivre la course aux armements nucléaires, il reste qu'une telle mesure favoriserait globalement le désarmement nucléaire.

L'un de nos principaux motifs d'optimisme sincère à cet égard est que le régime jouit d'un appui international exceptionnel, le Traité comptant plus de 130 Etats parties.

La République de Corée respecte fidèlement les dispositions de cet instrument depuis qu'elle y a adhéré en 1975 et continuera de faire honneur à son engagement initial en la matière. Elle invite instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer sans tarder au Traité sur la non-prolifération.

Ce mois d'août marque aussi le vingt-cinquième anniversaire de la signature du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Tout comme le Traité sur la non-prolifération, le Traité d'interdiction partielle des essais est considéré comme étant l'un des acquis historiques les plus importants des négociations multilatérales relatives au désarmement. Il a contribué dans une large mesure à freiner la course aux armements nucléaires et à endiguer la dissémination des armes nucléaires.

Cela n'a pas suffi, néanmoins, à faire cesser définitivement le perfectionnement et l'accroissement des armes nucléaires. Le pouvoir destructeur de ces armes devient toujours plus écrasant et leurs possibilités plus redoutables.

La délégation de la République de Corée estime qu'il convient d'arrêter la prolifération verticale des armes nucléaires en élaborant un traité plus exhaustif sur l'interdiction des essais et en adoptant une démarche progressive pour parvenir au désarmement nucléaire.

A cet égard, nous notons avec satisfaction que les Etats-Unis et l'Union soviétique sont d'accord sur le principe de réduire de 50 % leurs armes stratégiques offensives, et avons l'espoir que les négociations entreprises par ces deux pays déboucheront sur des résultats positifs dans un proche avenir.

Le désarmement nucléaire revêt certainement une grande importance aux yeux de la Conférence du désarmement, mais n'en n'est pas le seul souci : la communauté internationale est confrontée à bien d'autres problèmes particulièrement difficiles, tels que la dissémination des armes chimiques et d'autres types d'armes de destruction massive.

(M. Sang Ock Lee, République de Corée)

Nous accueillons avec satisfaction les progrès notables enregistrés par la Conférence du désarmement dans l'élaboration d'une convention multilatérale sur une interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction; au demeurant, il y a encore à faire avant que l'instrument puisse être conclu.

La communauté internationale attache un rang de priorité des plus élevés à la conclusion de l'accord multilatéral sur les armes chimiques, étant donné, en particulier, qu'il s'agit là d'armes de destruction massive, faciles à fabriquer et peu coûteuses.

Il convient de ne rien négliger afin d'assurer la participation de tous les Etats ayant la capacité de produire de telles armes. Ceux-ci doivent élaborer ensemble des modalités efficaces d'inspection sur place et par mise en demeure.

Nous avons l'espoir que la Conférence du désarmement pourra nous offrir, à brève échéance, une convention efficace et vérifiable sur les armes chimiques. Comme nous le savons tous, le plus difficile sera de mettre la dernière main aux quelques questions en suspens, et c'est néanmoins l'essentiel.

S'ils conçoivent différemment la sécurité, les Etats cherchent tous, néanmoins, à assurer leur sécurité nationale. Les négociations multilatérales sur le désarmement doivent donc obéir au principe de la sécurité non diminuée de tous les Etats. En aucun cas des mesures de désarmement ne devraient sacrifier les soucis de sécurité d'Etats indépendants, qu'ils soient dotés d'armes nucléaires ou non, puissants ou faibles, grands ou petits.

A cet égard, la délégation de la République de Corée attache une importance particulière à la vérification : conçue comme une mesure parallèle, celle-ci est propre à assurer le succès des efforts qui sont déployés en vue de parvenir au désarmement. De fait, on ne saurait se passer de mesures de vérification adéquates et efficaces pour garantir le respect de tout accord relatif à la limitation des armements et au désarmement.

Nous accueillons avec satisfaction et appuyons les principes relatifs à la vérification qu'a établis la Commission du désarmement durant sa première session de fond de 1988. Nous avons l'espoir que la communauté internationale continuera à mettre au point des principes directeurs adéquats en la matière, qui répondent aux préoccupations légitimes de chaque Etat partie à un accord et satisfassent les besoins particuliers de tout accord.

Depuis quelques années, on prend à nouveau conscience de l'importance des mesures propres à accroître la confiance en tant que facteur de renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Les pays sont toujours plus nombreux à préconiser une franchise, une transparence et une prévisibilité plus grandes sur le plan militaire, attitude qui, selon la délégation de la République de Corée, favoriserait l'élimination des obstacles aux efforts de désarmement que sont la méfiance et la crainte.

(M. Sang Ock Lee, République de Corée)

Nous devrions continuer à promouvoir un dialogue constructif et à élaborer des mesures propres à accroître la confiance, afin de faciliter la création d'un climat plus favorable à la réalisation de l'objectif que constitue le désarmement général et complet.

Le monde est maintenant entré dans une ère de réconciliation et de coopération qui transcende les idéologies et les systèmes politiques. Nombre de pays procèdent à des ajustements afin de satisfaire les exigences de changement et de réforme à l'intérieur comme à l'extérieur. Plusieurs conflits régionaux qui s'éternisaient semblent s'orienter depuis peu vers un règlement.

Malgré tous ces faits nouveaux positifs, la situation dans la péninsule coréenne reste toujours aussi tendue. L'hostilité et la méfiance l'emportent toujours dans les relations entre les deux parties de la Corée, même à présent, 35 ans après la guerre de Corée. Il n'y a pas de contacts ni d'échanges véritables entre les deux parties.

C'est dans ces circonstances que le Président de la République de Corée, M. Roh Tae Woo, a énoncé, dans sa déclaration extraordinaire en date du 7 juillet 1988, les six principes directeurs d'une action de réconciliation et de coopération avec la Corée du Nord.

Cette nouvelle initiative a pour but de faire cesser ce vain jeu diplomatique entre le Sud et le Nord, fait de concurrence et d'affrontement, afin qu'il soit possible de parvenir à une paix et à une union durables dans la péninsule coréenne.

Nous avons l'espoir que cette nouvelle politique, qui s'insère dans un contexte de réconciliation et de coopération à l'échelle mondiale, donnera un nouvel élan au dialogue et à la négociation entre les deux parties de la Corée et, partant, nous fera avancer plus rapidement vers une réunification pacifique.

Je voudrais maintenant m'arrêter brièvement sur la question du désarmement dans la péninsule coréenne. Le Gouvernement de la République de Corée est d'avis que pour engager des négociations sur le désarmement entre les deux parties de la Corée, il faut en tout premier lieu extirper la méfiance profonde des uns à l'égard des autres et rétablir un climat de confiance mutuelle.

Prenant la parole le 10 juin dernier à la troisième session extraordinaire, le Ministre des affaires étrangères de la République de Corée a d'ailleurs mis l'accent sur l'importance que revêt l'accroissement de la confiance. Rappelant les faits qui caractérisent les relations intercoréennes, mais aussi tout l'ensemble de facteurs qui entrent en jeu sur le plan du désarmement, le Ministre a suggéré un moyen d'aborder le désarmement dans la péninsule coréenne en trois étapes, à savoir : premièrement, les deux parties

(M. Sang Ock Lee, République de Corée)

bâtiraient la confiance entre les deux Etats grâce à une reprise du dialogue et à l'élargissement des relations; deuxièmement, elles concluraient un pacte de non-agression, à titre de disposition institutionnelle destinée à empêcher la reprise des hostilités; enfin, elles engageraient des négociations sur l'adoption de mesures concrètes en faveur de la réalisation des objectifs de désarmement dans la péninsule.

Une fois que la confiance entre le Sud et le Nord serait rétablie et que les dispositions institutionnelles nécessaires pour assurer la sécurité seraient prises, les deux parties seraient en mesure de prendre des mesures plus concrètes en vue de la négociation du désarmement, en procédant notamment à des échanges d'informations militaires et en organisant des réunions d'experts militaires.

En outre, les deux parties pourraient envisager de mettre en place une ligne de communications directe entre les autorités militaires des deux Etats et de prendre des dispositions en vue de la notification préalable des grandes opérations militaires et de l'invitation d'observateurs à l'occasion de manoeuvres d'entraînement militaire à grande échelle.

Grâce à ces mesures, les deux parties seraient mieux à même d'enregistrer des résultats tangibles dans le cadre des négociations sur le désarmement, car elles auraient chacune une idée plus précise du plan des activités militaires de l'autre, ce qui leur permettrait de déceler plus facilement et plus rapidement des anomalies.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a fait apparaître les difficultés auxquelles se heurte la communauté internationale pour parvenir à un consensus sur une action multilatérale en faveur du désarmement, et cela ne fait qu'ajouter encore plus que jamais à l'importance que revêt la Conférence du désarmement, instance multilatérale unique de négociation en la matière, de même qu'à la responsabilité qui est la sienne de formuler les orientations futures de l'action pour la limitation des armements et le désarmement.

Avant de conclure, je tiens à rappeler que le Gouvernement de la République de Corée continue à appuyer fermement les efforts déployés à l'échelon multilatéral, et en particulier dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, pour parvenir au désarmement. Nous sommes très heureux de participer aux travaux de la Conférence du désarmement. Nous ferons tout notre possible pour aider la Conférence à accomplir sa tâche importante.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République de Corée pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, l'Ambassadeur Kostov.

M. KOSTOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord accueillir parmi nous nos nouveaux collègues, l'Ambassadeur Varga de la Hongrie et l'Ambassadeur Aung Thant de la Birmanie. Je leur souhaite le succès au sein de la Conférence et puis les assurer de mon désir de voir se poursuivre la coopération qui existe entre nos délégations.

Au cours des dernières séances plénières, la plupart des orateurs ont accordé une attention particulière, et l'on pourrait même dire une attention exceptionnelle, aux négociations relatives à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Voilà qui est bien naturel. La seconde partie de la session tire à sa fin, et l'heure est venue de faire le bilan annuel d'une session dont les travaux ont porté en grande partie sur la négociation d'un accord interdisant les armes chimiques. Ma délégation aimerait par conséquent faire connaître son point de vue en insistant sur certains des problèmes essentiels rencontrés dans la négociation.

Dans l'ensemble, les négociations ont débuté dans un climat politique favorable. Personne ne conteste qu'il est nécessaire d'achever l'élaboration de la Convention dans les plus brefs délais, ainsi que l'on montré clairement les déclarations de tous les ministres des affaires étrangères qui ont pris la parole devant la Conférence au printemps dernier. La déclaration commune au sommet américano-soviétique de Moscou a souligné "l'importance des efforts déployés pour faire face, en tant que tâche qui reste urgente, au défi unique que présente l'interdiction des armes chimiques et pour conclure une convention efficace". Lors de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, les délégations ont été très nombreuses à voir dans l'élaboration d'une convention interdisant les armes chimiques une tâche particulièrement importante et urgente de la Conférence du désarmement. Le communiqué de Varsovie du Comité politique consultatif des Etats parties au Traité de Varsovie a souligné à son tour que la conclusion d'une convention sur une interdiction complète des armes chimiques et sur leur destruction constituait un des objectifs prioritaires du désarmement.

L'élimination définitive de toute une catégorie d'armes de destruction massive qui semblaient avoir pratiquement disparu depuis la première guerre mondiale est d'autant plus urgente que ces armes sont utilisées et risquent de proliférer. Les preuves avancées par les Nations Unies de l'utilisation toujours plus importante de gaz délétères lors d'opérations récentes dans la guerre du Golfe accentuent encore le caractère d'urgence de cette question. Les Etats membres de la Conférence du désarmement devraient donc se montrer plus résolus encore à ne rien négliger pour faire aboutir le plus tôt possible des négociations qui se poursuivent déjà depuis des années. D'aucuns prétendent que si cette interdiction n'est pas appliquée sans tarder "le diable chimique sortira de sa boîte", et ils ont peut-être raison.

On peut se demander si l'atmosphère politique favorable a permis aux négociations de progresser sensiblement. Il est difficile d'apporter une réponse simple à cette question puisque les négociations dans le cadre de la Conférence continuent d'être caractérisées par des hauts et des bas.

(M. Kostov, Bulgarie)

Nous tenons avant tout à noter que le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur de Pologne M. Sujka, a déployé et continue de déployer de grands efforts pour accélérer le rythme des négociations. Dans ce domaine, il a bénéficié de l'appui énergique des présidents des groupes de travail, le Camarade Cima (Tchécoslovaquie), M. Macedo (Mexique) et M. Numata (Japon). Nous sommes très reconnaissants à M. l'Ambassadeur Sujka et aux trois présidents des groupes de travail de leur dévouement et de la contribution qu'ils ont apportée à nos travaux.

Au premier plan des problèmes que les négociations n'ont pas permis de résoudre se trouve la question de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie chimique civile. L'objectif des négociations est clair : il s'agit d'établir un régime qui, d'une part, garantirait la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie chimique civile et, d'autre part, n'entraverait pas la mise au point et la fabrication de produits chimiques à des fins pacifiques. La réalisation de cet objectif constitue cependant une tâche complexe et difficile. Il faut s'entendre sur des dispositions qui doivent tenir compte d'exigences différentes mais justifiées puisqu'il s'agit en effet 1) de traiter les deux types de propriétés - la propriété d'Etat et la propriété privée - sur un pied d'égalité, 2) de prendre en compte les particularités de la production non seulement dans les grands ensembles industriels mais aussi dans les petites et moyennes entreprises, 3) d'établir un régime de vérification à la fois efficace et raisonnable sur le plan financier, 4) de garantir le caractère confidentiel des informations. La complexité de la tâche exclut par définition tout maximalisme et exige beaucoup d'efforts pour trouver un dénominateur commun et parvenir à une solution qui convainque de la viabilité et de l'efficacité de la Convention.

Ma délégation appuie toutes les initiatives visant à faciliter le règlement des problèmes que pose encore l'élaboration de l'article 6.

Nous pensons que les réunions avec des représentants de l'industrie chimique civile se sont avérées utiles. En 1989, les négociations ne pourraient que profiter d'une reprise de ces rencontres pendant les demi-sessions de printemps et d'été.

Ma délégation accueille favorablement la proposition soviétique d'organiser une expérience internationale dans l'industrie chimique civile. Nous espérons que pareille expérience contribuera utilement à l'élaboration d'un régime de vérification de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie civile. Nous notons avec satisfaction que la préparation de l'expérience est entrée dans sa phase pratique.

Comme l'a déclaré devant la Conférence le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie, M. P. Mladenov, lors de la séance du 14 avril, l'industrie chimique de mon pays ne fabrique aucun des précurseurs clefs d'armes chimiques inscrits au tableau 2. Pour cette raison, nous n'aurons probablement pas d'installations faisant l'objet de vérifications internationales de routine. Toutefois, les résultats de

(M. Kostov, Bulgarie)

l'expérience nous intéressent. Nous espérons que les données qui seront publiées après l'expérience nous aideront à mettre au point les dispositions sur les "contrôles ad hoc" dont le protagoniste sera le Secrétariat technique. A l'avenir, on pourrait peut-être aussi effectuer une expérience internationale portant sur ce type de vérification.

Selon nous, la mise au point des dispositions de l'"inspection par mise en demeure" se déroule de façon encourageante, notamment en ce qui concerne la procédure de nomination des inspecteurs internationaux et les activités du Conseil exécutif après réception du rapport de vérification. Nous pensons que ce type de vérification doit contribuer à une meilleure application de la Convention. En tout cas, il ne devrait pas être l'occasion d'un affrontement dont les implications risquent d'être fâcheuses.

Dans une certaine mesure, la question de l'ordre de destruction des stocks d'armes chimiques et des installations de fabrication reste à résoudre. Tous les pays tiennent à obtenir des garanties en matière de sécurité nationale. Ils devraient donc être assurés que la Convention ne permettra pas que la sécurité d'un pays ou d'un groupe de pays se trouve diminuée.

Si l'on pense qu'il est nécessaire d'égaliser les stocks d'armes chimiques vers la fin de la huitième année qui suit l'entrée en vigueur de la Convention, la logique amène à en déduire que le processus de destruction devrait suivre un calendrier approuvé placé sous un contrôle international strict.

Ma délégation partage le point de vue exprimé par M. Marchand, Ambassadeur du Canada, qui estime que pour ce qui est de la mise au point du régime convenu de destruction progressive des armes chimiques, "l'une des préoccupations essentielles est de s'assurer que ce processus ne diminue en rien la sécurité nationale au cours des dix années de la période très sensible de destruction". Il n'est donc pas possible de considérer comme constructives des propositions qui, pour citer encore mon collègue canadien, "n'ont pas d'autre effet que de permettre la fabrication et la prolifération d'armes chimiques au cours de cette phase critique".

Nous constatons avec satisfaction que, pour achever les travaux sur l'article 5, on a décidé d'inclure dans le texte évolutif de la Convention la proposition soviéto-américaine sur les installations de production d'armes chimiques.

Nous sommes préoccupés par l'absence de progrès tangibles dans l'élaboration de l'article 10. Selon nous, l'octroi d'une assistance à un Etat membre en cas d'utilisation ou de menace d'utilisation d'armes chimiques contre lui devrait découler du principe de la sécurité non diminuée. Il ne faut pas négliger non plus que la Convention a un caractère universel. On peut logiquement penser qu'elle serait plus intéressante, tant sur le plan politique que sur le plan juridique, si elle prévoyait l'octroi d'une assistance à chaque Etat partie en cas d'utilisation ou de menace d'utilisation d'armes chimiques contre lui.

(M. Kostov, Bulgarie)

Nous estimons opportune la proposition qu'a avancée le 11 août de cette année, M. l'Ambassadeur Nazarkine, chef de la délégation soviétique, en faveur de l'élaboration, par les Etats parties à la Convention, de mesures collectives pour s'opposer à l'utilisation ou à la menace d'utilisation d'armes chimiques. Nous pensons qu'il serait souhaitable d'envisager des mesures de nature à la fois technique et politique.

En principe, tout le monde convient que la Convention ne devrait pas léser les intérêts légitimes des Etats parties qui souhaitent développer leur industrie chimique civile. Les difficultés qui sont apparues lors de l'élaboration des dispositions sur le renforcement de la coopération économique, scientifique et technique en matière de fabrication et d'utilisation de produits chimiques à des fins pacifiques nous ont rendus perplexes. La Bulgarie souhaite s'associer à cette coopération sur une base bilatérale et multilatérale. Les progrès réalisés par le Groupe A nous semblent donc encourageants.

L'heure est venue d'intensifier et de recentrer les négociations portant sur certains aspects politiques et financiers de la Convention. Il est vrai que les problèmes liés à la composition du Conseil exécutif ainsi qu'à la constitution et au fonctionnement des organes chargés de l'application de la Convention ne sont pas sans analogie avec certains problèmes des relations internationales. Mais il est également vrai qu'ils sont si spécifiques qu'on ne peut se contenter de puiser mécaniquement dans l'expérience du passé ou l'expérience actuelle.

Nous tenons à noter avec satisfaction l'élan que M. l'Ambassadeur Sujka, Président du Comité spécial, a donné aux travaux sur les dispositions finales de la Convention. Nous pensons que le document révisé qu'il a présenté pour examen constitue une bonne base pour nos travaux futurs; ce document devrait permettre de poursuivre l'élaboration des dispositions des articles 12 à 16, qui sont essentielles à la viabilité et à l'efficacité de la Convention.

Selon nous, il serait bon que les efforts pour achever l'élaboration de la Convention bénéficient de l'appui de mesures pratiques qui faciliteraient la signature et l'entrée en vigueur de la Convention. Nous accueillons avec satisfaction les déclarations des délégations australienne et autrichienne, qui ont proposé de soumettre à un contrôle leur fabrication et leur commercialisation de certains produits chimiques. A cet égard, je tiens à rappeler à la Conférence que mon gouvernement a approuvé le 30 décembre 1986 un décret restreignant les exportations de produits chimiques à double fin.

Selon nous, la demi-session d'été aura contribué utilement à résoudre certains problèmes des négociations. Mais devons-nous pour autant nous montrer satisfaits du rythme auquel progressent les négociations ? Nous ne sommes pas enclins à répondre par l'affirmative.

(M. Kostov, Bulgarie)

Ma délégation estime elle aussi qu'il faut mettre à profit dans toute la mesure possible la période intersession en poursuivant les négociations. Il serait bon de faire le meilleur usage du temps dont nous disposerons entre le mois de novembre, quand la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies aura achevé ses travaux, et la fin du mois de janvier 1989. Evidemment, nous y parviendrons d'autant mieux que nous aurons déterminé plus précisément les questions sur lesquelles les négociations devront porter pendant cette période. Le maximum doit être fait pour qu'en 1989 la Conférence puisse vaincre les derniers obstacles qui empêchent la mise au point définitive d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Ma délégation est prête à s'associer très activement à ce processus.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de la Bulgarie. La liste des orateurs est épuisée, mais deux représentants, celui de la République démocratique allemande et celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ont demandé la parole. Je la donne tout d'abord au représentant de la République démocratique allemande.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Ma délégation voudrait saisir cette occasion pour vous remercier très chaleureusement, Monsieur le Président, du travail que vous avez accompli avec succès en tant que Président de la Conférence pour le mois d'août. Nous ne pouvons que rendre hommage à votre dévouement et à vos qualité de diplomate, qui reflètent également le rôle constructif que joue votre pays dans les efforts visant à accroître la sécurité internationale et régionale. Nous tenons aussi à remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Teja, pour la tâche qu'il a accomplie en juillet, et à lui souhaiter beaucoup de réussite dans l'avenir.

Beaucoup d'entre nous sont rentrés hier d'un voyage particulièrement intéressant en Union soviétique. Nous avons eu l'occasion d'assister sur place à la destruction de missiles SS-20. Au nom des participants du groupe de pays socialistes, je voudrais demander à l'Ambassadeur Nazarkine de transmettre nos sincères remerciements à son gouvernement et aux nombreux assistants militaires et civils pour les conditions excellentes dans lesquelles s'est déroulé notre séjour.

Nous avons vu les premiers effets du Traité FNI et nous avons assisté à l'explosion fascinante d'une arme au service de la paix. Il y aura encore beaucoup d'autres explosions de ce genre à l'avenir. D'un point de vue politique, militaire et technologique, il est maintenant possible d'éliminer par étapes les moyens de destruction massive les plus dangereux. Pour la première fois dans l'histoire, des sytèmes d'armes modernes ont été détruits volontairement en présence d'inspecteurs de l'autre partie, de représentants de l'Organisation des Nations Unies et de la Conférence du désarmement ainsi que de la presse. Ce n'était, il n'y a pas si longtemps encore, qu'un rêve bleu.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Depuis cet événement, on accorde de plus en plus d'attention à l'adoption de mesures visant à éliminer en fin de compte toutes les armes nucléaires. Les travaux se poursuivent en ce qui concerne l'accord sur une réduction de 50 % des arsenaux stratégiques de l'URSS et des Etats-Unis. Ce qu'il faut, c'est que de nouvelles options zéro soient également décidées dans d'autres domaines, sans qu'il y ait compensation pour les armes éliminées.

La destruction des missiles SS-20 dont nous avons pu être témoins comporte également un message pour la Conférence du désarmement. Elle nous appelle à faire tout notre possible pour arrêter d'un commun accord et aborder ensemble les tâches multilatérales liées à la cessation de la course aux armements nucléaires, au désarmement nucléaire et à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. L'exemple du Traité FNI est très encourageant pour l'accélération de l'élaboration de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Vouloir c'est pouvoir.

Nous tenons également à remercier nos amis soviétiques de l'occasion que nous avons eue de visiter les monuments commémoratifs de la ville héroïque de Volgograd. C'est ici que la route a été barrée aux conquérants fascites et qu'un tournant a été franchi dans la deuxième guerre mondiale qui a fait de nombreuses victimes. Chacun d'entre nous a ressenti le lien intrinsèque qui existe entre le passé de cette ville et la destruction des missiles SS-20. Il faut que la paix soit garantie pour nous-mêmes et pour les générations à venir grâce au désarmement qui accroît la sécurité internationale et la coopération pacifique de tous les Etats et de tous les peuples. C'est également l'objectif des travaux de la Conférence du désarmement à Genève.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Ma brève intervention sera consacrée à deux sujets. D'une part, en ce qui concerne ce qu'a déclaré le directeur de l'Agence des Etats-Unis pour la maîtrise des armements et le désarmement. M. Burns, à propos de la construction en Union soviétique du radar de Krasnoïarsk, je voudrais dire ce qui suit : il est connu que le radar de Krasnoïarsk est une station de poursuite d'objets spatiaux et que son utilisation n'est pas interdite par le Traité ABM. Parallèlement, en tant que manifestation de bonne volonté, l'Union soviétique s'est déclarée prête à démanteler l'équipement de ce radar en cas d'accord sur le respect du Traité ABM durant la période convenue, tel qu'il a été signé en 1972.

Par ailleurs, je voudrais exprimer ma reconnaissance au distingué représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose, et aux délégations au nom desquelles il a pris la parole, pour l'appréciation manifestée à l'égard de l'initiative qu'a prise l'Union soviétique d'organiser une visite de démonstration de la destruction de missiles conformément au Traité FNI. Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance aux participants qui ont remercié personnellement la partie soviétique d'avoir organisé la visite. La délégation soviétique transmettra à Moscou l'appréciation dont ils ont fait preuve à cet égard.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

De nombreux participants à la visite m'ont demandé combien d'Etats avaient envoyé des représentants. Je pense qu'il est donc utile de donner ici quelques chiffres. La visite a rassemblé les représentants de 40 Etats - sans compter évidemment l'Union soviétique - dont 32 pays membres de la Conférence du désarmement et 15 pays invités à s'adresser à cette instance. Y ont également participé le Secrétaire général de la Confrence. M. Komatina, qui représentait en même temps le Secrétaire général de l'ONU, et le Secrétaire général adjoint, M. Berasategui. En tout, 64 personnes de la Conférence du désarmement ont suivi la visite. Quelques personnes représentant le Conseil de sécurité et un grand nombre de journalistes étaient par ailleurs présents.

Je crois que cette démonstration, au cours de laquelle nous avons vu de nos yeux la mise en oeuvre concrète du Traité soviéto-américain sur les missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, exercera également une action stimulante sur les travaux de la Conférence du désarmement. En fait, nous avons été témoins de la naissance d'une zone exempte d'armes nucléaires. J'espère que le moment viendra où nous serons témoins de mesures visant à réaliser aussi des accords multilatéraux de désarmement dans les domaines nucléaire, chimique et classique.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Un autre membre voudrait-il intervenir ? Je donne la parole à l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Cette semaine, l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis a diffusé un dossier d'information intitulé "Violation soviétique du Traité de 1972 sur les systèmes antimissiles balistiques (ABM) : le radar de Krasnoïarsk". Avec votre permission, je voudrais le citer à l'intention de la Conférence :

"Le Traité ABM - Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont signé le Traité ABM en 1972 et, par la suite, un Protocole au Traité qui est entré en vigueur en 1976. Ces deux textes interdisent le déploiement de systèmes ABM, sauf que chaque partie est autorisée à déployer un tel système autour de sa capitale ou dans une seule zone de déploiement de missiles balistiques intercontinentaux. L'un des principaux objectifs du Traité ABM est d'empêcher le déploiement d'une défense antimissile balistique du territoire. Le Traité impose des limites aux systèmes ABM, y compris aux radards ABM, ainsi que des contraintes aux radars de veille avancée contre des attaques de missiles balistiques qui pourraient, suivant leur emplacement, leur orientation et leur capacité, contribuer à une défense ABM.

Le radar de Krasnoïarsk - Depuis maintenant plusieurs années, les Etats-Unis nourrissent de graves préoccupations quant au non-respect du Traité ABM par l'Union soviétique. En particulier, la construction près de Krasnoïarsk, en Sibérie, d'un grand radar à éléments en phase constitue, en raison de son emplacement et de son orientation, une violation importante d'un élément central du Traité ABM. Selon le Traité, les seules fonctions permises pour un grand radar à éléments en phase dont l'emplacement et l'orientation sont analogues à ceux du radar de Krasnoïarsk concerneraient la poursuite spatiale et les moyens techniques nationaux de vérification.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Sur la base de preuves concluantes, nous jugeons toutefois que le radar de Krasnoïarsk est essentiellement conçu pour la détection et la poursuite de missiles balistiques et non, comme le prétendent les Soviétiques, pour la poursuite spatiale et les moyens techniques nationaux de vérification. De plus, la portée du radar de Krasnoïarsk comble une lacune majeure dans la couverture des écrans soviétiques de détection, de veille et de poursuite des missiles balistiques. Son emplacement lui permet de donner l'alerte à une attaque de missiles balistiques et d'acquérir des données pour caractériser l'attaque qui permettraient aux forces stratégiques soviétiques de riposter à temps et pourraient aider les forces défensives soviétiques à planifier la bataille.

La construction d'un grand radar à éléments en phase tel que celui qui se trouve près de Krasnoïarsk est particulièrement importante du fait que de tels radars ont toujours été considérés comme l'élément précurseur de la mise en place d'une éventuelle défense du territoire. Le radar de Krasnoïarsk, couplé aux autres activités soviétiques dans le domaine des systèmes ABM, indique la possibilité que l'Union soviétique prépare une défense antimissile balistique de son territoire national.

Depuis juillet 1983, les Etats-Unis ont fait part au Gouvernement soviétique de leurs préoccupations à l'égard du radar de Krasnoïarsk. Bien que le Gouvernement soviétique ait cherché à donner l'impression qu'il tenait compte de ces préoccupations, il n'a pas pris les mesures nécessaires pour les dissiper. En octobre 1987, le Secrétaire général Gorbatchev a déclaré au Secrétaire d'Etat Shultz qu'il imposait un moratoire d'un an sur la construction du radar de Krasnoïarsk. Des responsables soviétiques ont offert de temps à autre de prendre des mesures à l'égard du radar illégal de Krasnoïarsk, mais uniquement en échange de concessions américaines. Aucune de ces propositions n'est acceptable : l'obligation soviétique de se conformer aux termes du Traité ABM n'est pas susceptible de compromis ou de conditions. Les Etats-Unis estiment que le moyen de résoudre cette question est de démanteler le radar de Krasnoïarsk sans délais ni conditions préalables.

Le 24 août, les Etats-Unis et l'URSS ont commencé le troisième examen quinquennal du Traité ABM. En vertu du Traité, ces exercices périodiques sont nécessaires pour que chaque partie ait l'occasion d'examiner le fonctionnement général du Traité et toute préoccupation s'y rapportant. Le principal souci des Etats-Unis porte sur les violations soviétiques, en particulier le radar de Krasnoïarsk. Lors de cet examen, notre objectif premier était donc d'exhorter les Soviétiques à réparer leurs violations. Nous signifierons clairement à l'Union soviétique que l'existence du radar de Krasnoïarsk remet en question la viabilité future du Traité ABM. A moins que la violation concernant ce radar ne soit réparée, les Etats-Unis seront forcés d'envisager d'exercer leurs droits conformément au droit international en vue de prendre des contre-mesures appropriées et proportionnées. Dans ce contexte, les Etats-Unis devront également envisager de déclarer que le radar de Krasnoïarsk constitue une violation matérielle du Traité ABM.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Le Président a chargé le Ministère de la défense d'élaborer, de concert avec les autres organismes compétents et le Congrès, un certain nombre de ripostes appropriées et proportionnées au cas où l'Union soviétique continuerait de refuser de réparer la violation constituée par le radar de Krasnoïarsk. Après avoir entendu ce que les Soviétiques ont à dire lors de l'examen quinquennal, le Président consultera le Congrès et nos alliés à propos des mesures qu'il conviendra de prendre".

Ainsi s'achève la déclaration de l'Arms Control and Disarmament Agency.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant des Etats-Unis d'Amérique. Y a-t-il un autre membre qui souhaiterait intervenir ? Je donne la parole à l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : En ce qui concerne la déclaration que vient de lire le distingué représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Friedersdorf, je voudrais rappeler que les questions relatives au respect du Traité ABM sont examinées au niveau bilatéral dans le cadre de la Commission consultative permanente. La partie soviétique a déjà donné, au sein de cette commission, les éclaircissements appropriés à la partie américaine au sujet des soupçons que celle-ci a émis quant à la construction du radar de Krasnoïarsk.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration l'Ambassadeur Nazarkine. Je ne vois pas d'autre membre qui souhaiterait prendre la parole.

Comme convenu à notre dernière séance plénière, je vais maintenant saisir la Conférence, pour adoption, de la recommandation figurant au paragraphe 10 du rapport intérimaire sur la vingt-sixième session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, tel qu'il est publié sous la cote CD/853. Conformément à cette recommandation, la prochaine session du Groupe spécial se tiendra du 6 au 17 mars 1989. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte la recommandation figurant au paragraphe 10 du rapport intérimaire.

Il en est ainsi décidé.

Le Président du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité m'a demandé d'annoncer que des consultations officieuses de ce Comité se tiendront dans la salle A.206 immédiatement aprés la séance plénière.

Comme vous le savez, l'Ambassadeur Douglas Roche, du Canada, est à Genève pour consulter les membres de la Confrence à propos des préparatifs concernant les travaux de la prochaine session de la Première Commission de l'Assemblée générale. Je pense que les membres ont déjà été informés des consultations qui se déroulent avec les divers groupes. Je voudrais simplement rappeler à cet égard qu'une réunion se tiendra demain à 16 heures, dans cette salle, avec les membres de la Conférence.

(Le Président)

Je voudrais aussi informer les membres que le Secrétariat va distribuer aujourd'hui diverses sections du projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Le texte anglais des parties techniques sera disponible cet après-midi et les différentes traductions suivront, jeudi, voire mercredi après-midi dans certains cas. Les parties techniques seront publiées sous la cote CD/WP.348. La liste des documents indiqués va jusqu'au CD/863 inclus. Les projets de paragraphes de fond concernant les points 1, 2 et 7 de l'ordre du jour seront également disponibles sous les cotes CD/WP.349, 350 et 351. Le texte en langue anglaise sera distribué aujourd'hui et les autres versions jeudi. Le calendrier des activités de la semaine prochaine, que nous adopterons à la séance plénière de jeudi, prévoira des réunions consacrées à l'examen de ces documents.

La séance plénière d'aujourd'hui étant la dernière du mois d'août, permettez-moi de prononcer quelques mots à l'expiration de mon mandat de président. Comme vous le savez, la plupart d'entre nous revenons aujourd'hui de la visite de démonstration de l'élimination de missiles soviétiques, qui constitue un aspect important de l'application du Traité FNI. Je voudrais donc prier notre distingué collègue, l'Ambassadeur Nazarkine, de bien vouloir transmettre une fois encore notre gratitude au Gouvernement soviétique qui nous a donné la possibilité d'assister à la démonstration de démantèlement et qui a organisé notre visite de façon impeccable en manifestant une courtoisie et une amabilité sans faille.

Comme vous le savez, j'ai mené durant le mois d'août des consultations avec les coordonnateurs de chaque groupe et avec l'Ambassadeur Fan de la Chine afin d'examiner les questions d'organisation en suspens concernant les points 1, 2, 3 et 7. Deux séries de réunions plénières officieuses se sont tenues pour examiner la contribution fort utile que le Groupe des sept a présentée au sujet de la question concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence du désarmement et l'élargissement de sa composition. En outre, des consultations ont eu lieu avec les coordonnateurs des trois groupes et l'Ambassadeur Fan à propos du rapport de la Conférence à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Une autre consultation s'est déroulée avec les présidents des différents comités en ce qui concerne la présentation de leur rapport à la Conférence. J'estime que ces consultations et ces réunions ont été très utiles et que les nouvelles idées et contributions qui en sont issues pourraient être utilisées dans nos travaux futurs.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer à toutes les délégations ma gratitude pour leur appui et leur compréhension qui ont assurément éclairé mon chemin durant le mois d'août. Mes remerciements vont aussi au Secrétaire général de la Conférence, l'Ambassadeur Berasategui, ainsi

(Le Président)

qu'aux autres membres du Secrétariat, aux interprètes, aux traducteurs et aux fonctionnaires des conférences qui ont apporté leur précieuse assistance aux efforts visant à assurer la bonne marche des travaux. Je voudrais également offrir à mon successeur, l'Ambassadeur Ardakani de l'Iran, tous mes meilleurs voeux et l'assurer du plein appui de ma délégation. Encore une fois, je vous adresse tous mes remerciements.

Il n'y a plus d'autres questions à examiner aujourd'hui et je vais donc lever la séance. Je voudrais toutefois annoncer encore que les membres du Groupe des 21 sont priés de rester dans la salle après la plénière pour examiner les questions urgentes concernant l'espace extra-atmosphérique.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 1er septembre, à 10 heures.

La séance est levée à midi.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.479
1er septembre 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-NEUVIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 1er septembre 1988, à 10 heures

Président : M. Ali Akbar Velayati (République islamique d'Iran)

puis : M. Ali Shams Ardakani (République islamique d'Iran)

GE.88-64254/3593N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 479ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Comme la République islamique d'Iran assume la présidence pour le mois de septembre et durant l'intersession jusqu'au début de la session de 1989, j'ai décidé d'ouvrir personnellement la première séance plénière de ce mois. Mon pays a toujours reconnu l'importance des travaux effectués par la Conférence du désarmement et, pour cette raison, je me trouve aujourd'hui ici à la présidence en ma qualité de Ministre des affaires étrangères.

En ma capacité de Président, je voudrais tout d'abord accueillir chaleureusement, au nom de la Conférence, S.E. le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Norvège, Mme Helga Hernes, et S. E. le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques multilatérales et spéciales du Brésil, M. Bernardo Pericás, qui s'adresseront aujourd'hui à la Conférence.

Au nom de la Conférence, je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur Wisbert Loeis de l'Indonésie pour l'efficacité avec laquelle il a dirigé les travaux de cet organe durant le mois d'août. Il a fait preuve de ses talents bien connus de diplomate pour traiter d'un certain nombre de questions dont était saisie la Conférence.

Conformément à la pratique établie, je voudrais maintenant prononcer une allocution d'ouverture en ma qualité de représentant de la République islamique d'Iran.

La République islamique d'Iran préside les travaux de la Conférence du désarmement durant une période capitale où se dessine dans l'arène internationale une évolution importante. La salle dans laquelle se réunit habituellement la Conférence est maintenant utilisée pour des pourparlers concernant l'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU en vue de parvenir à une paix juste, permanente et durable pour l'Iran et l'Iraq et pour l'ensemble de la région. C'est là une manifestation symbolique des liens qui existent entre la paix et la sécurité internationales et le désarmement.

A cette occasion, le Président de la République islamique d'Iran, Seyed Ali Khamenei, a formulé, dans un message adressé à la Conférence, ses voeux de succès pour nos travaux qui appellent des décisions importantes pour l'humanité, des décisions qui peuvent garantir la paix et la sécurité internationales et prévenir une montée en flèche de la course aux armements. Le message se termine par ces mots : "J'espère que les membres de cet auguste organe pourront prendre des mesures en vue de réaliser les buts élevés de la Conférence qui visent à un monde plus sûr grâce à l'adoption de mesures collectives pour le désarmement véritable".

La cessation de la course aux armements et l'adoption de mesures de désarmement n'ont de sens que si elles sont envisagées dans le cadre de la garantie collective de la sécurité des Etats. L'un des problèmes fondamentaux qui est à la base de la course aux armements a été l'inefficacité de l'application et de l'utilisation du système de sécurité collective envisagé dans la Charte des Nations Unies. En l'absence de garantie effective,

(Le Président)

les pays continuent à rechercher la sécurité en renforçant leur potentiel militaire et en s'enlisant dans le bourbier de la course aux armements. Il a été prouvé que cette démarche n'a pas pu garantir une sécurité authentique pour un seul pays ou groupe de pays. La course aux armements est devenue aujourd'hui un cercle vicieux qui gaspille les ressources économiques mondiales et ne connaît aucune limite. Bien que le sombre avenir de la course aux armements soit connu de tous, cependant, en l'absence de tout système international fiable ou d'organisation capable de juguler efficacement l'agression, cette course est devenue une carte forcée pour chaque pays. L'accumulation des armes et l'envolée des dépenses militaires ne sont pas directement liées à la puissance économique des nations. Bien plutôt, cette tendance a été confortée par le risque d'agression dans une région et par la politique d'agression poursuivie par d'autres.

Les peuples du monde doivent être assurés que la communauté internationale viendra à leur aide au cas où leur sécurité serait menacée. L'un des moyens essentiels et les plus efficaces pour accorder cette assistance consiste à respecter pleinement les règles impératives du droit international (jus cogens) reflétées dans la Charte des Nations Unies et cristallisées dans les normes du droit internationalement reconnues telles que les conventions. Il est navrant de constater que ces règles ont été violées durant l'actuelle décennie de telle manière que les espoirs des peuples ont été presque anéantis. L'un des devoirs fondamentaux à l'égard du désarmement est de redonner vie aux espoirs des pays vis-à-vis de ces règles internationales au moyen de mesures propres à instaurer la confiance.

Il est affligeant de voir que le Protocole de Genève de 1925 a été violé impunément, intensivement et aveuglément. Il s'agit là d'une tendance très dangereuse, conduisant à ce que les moyens de destruction massive tels que les armes chimiques se banalisent peu à peu, et la réaction internationale face aux informations concernant l'emploi répété d'armes chimiques, étayées par diverses équipes d'enquête de l'ONU, a été quelque peu marquée par l'acquiescement. Si l'emploi de ces armes devient effectivement un moyen normal de poursuivre des objectifs militaires, il sera alors presque impossible de le juguler à l'avenir. Il est urgent que la Conférence, seule instance de négociation multilatérale sur le désarmement, mette la dernière main à l'instrument qu'elle négocie afin d'avoir une convention complète, globale et universellement vérifiable interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques. Les progrès ont été jusqu'ici remarquables et la communauté internationale attend avec impatience la conclusion rapide de cette convention. A cet égard, les rapports des équipes d'enquête et, en particulier, les résolutions 612 et 620 du Conseil de sécurité faciliteront notre travail de mise au point de la convention.

Les résultats de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ont été décourageants. C'était pourtant là une occasion unique pour la communauté mondiale d'élaborer et d'adopter un programme multilatéral de désarmement. Le consensus aurait été obtenu si un très petit nombre de pays avaient manifesté la volonté politique nécessaire. Il ne faut pas oublier que les pourparlers multilatéraux et bilatéraux sur le désarmement sont complémentaires et s'appuient mutuellement. Sans les uns, les autres seront au mieux inefficaces.

(Le Président)

Comme nous sommes tous des victimes en puissance d'une catastrophe nucléaire, la Conférence devrait impulser les débats et les négociations sur les trois premiers points de l'ordre du jour concernant les questions nucléaires. La course aux armements nucléaires est une tragédie sur le plan moral et spirituel. Pendant plus de 40 ans, diverses tentatives ont été faites sous différents prétextes pour la justifier. C'est vouloir expliquer l'inexplicable, défendre l'indéfendable et justifier la folie. L'existence des armes nucléaires - pour ne pas parler de la menace de leur emploi - est moralement inacceptable quelles que soient les circonstances. Il ne pourra y avoir sur terre de zone ou de région libre de la menace d'annihilation nucléaire tant que ces instruments de génocide pourront être mis au point, perfectionnés et déployés. L'Accord FNI entre les deux superpuissances est un pas dans la bonne direction à condition d'être suivi de mesures concrètes et tangibles visant à réduire radicalement les arsenaux nucléaires, sans chercher en même temps de compensations dans d'autres domaines. Il n'existe plus maintenant, sur le plan de la vérification, d'obstacles sérieux à une interdiction complète des essais nucléaires. C'est là une mesure qui est réalisable du point de vue technique et politique, et qui n'a aussi que trop tardé.

L'espace extra-atmosphérique est le patrimoine commun de l'humanité et nous sommes en faveur de limiter les possibilités de conflit dans ce milieu, dont l'exploration et l'exploitation sont maintenant poursuivies par un nombre croissant de pays. Il est essentiel que nous parvenions à des accords qui empêcheront effectivement l'armement de l'espace et assureront la continuation d'un régime de liberté du ciel. Le régime juridique en vigueur n'est pas suffisant et la Conférence du désarmement devrait accélérer ses efforts en vue de le consolider, de le renforcer et de le compléter. Les activités concernant l'exploration et l'utilisation de l'espace devraient être effectuées conformément au droit international, y compris la Charte des Nations Unies. Le but ultime de la Conférence du désarmement devrait être d'interdire complètement la mise au point, l'essai, la fabrication et le déploiement d'armes spatiales. Dans l'intervalle, une mesure partielle de la plus grande urgence pourrait consister à interdire les armes antisatellites.

Le Comité spécial des armes radiologiques devrait poursuivre ses travaux sur les deux questions examinées. Il est dans l'intérêt de tous les Etats d'interdire les attaques contre les installations nucléaires étant donné qu'elles aboutiraient à des destructions massives ayant les conséquences les plus graves. L'interdiction du déversement clandestin de déchets nucléaires à des fins hostiles devrait également recevoir l'attention voulue au sein de ce comité.

La Conférence du désarmement s'est vu confier une lourde responsabilité en vue de contribuer à préserver les générations futures du fléau de la guerre. C'est là une question d'une grande importance pour nous tous et, par conséquent, les problèmes dont est saisie la Conférence doivent être traités avec dévouement et conviction à l'égard de cette cause. Je prie le Tout-Puissant de vous accorder à tous le succès dans l'accomplissement de ce devoir fondamental.

(Le Président)

Ainsi s'achève mon allocution d'ouverture. Etant donné que l'Ambassadeur Nasseri, notre représentant permanent à Genève, est comme vous le savez entièrement pris par les négociations en cours sur la résolution 598 avec le Secrétaire général, mon conseiller principal au Ministère des affaires étrangères, S. E. l'Ambassadeur Ali Shams Ardakani, présidera les travaux de la Conférence durant le mois de septembre. Je voudrais donc inviter maintenant l'Ambassadeur Ardakani à occuper la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de septembre.

M. Ardakani (République islamique d'Iran) prend la présidence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Conformément à son programme de travail, la Conférence continue aujourd'hui à examiner le point 8 de l'ordre du jour intitulé "Programme global de désarmement". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Norvège et du Brésil, la Présidente du Comité spécial des armes radiologiques et le représentant de l'Argentine.

Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, la représentante de la Norvège, S. E. Mme Helga Hernes, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Mme HERNES (Norvège) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le représentant de la République islamique d'Iran, à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de septembre. Je suis heureuse que vous occupiez ce poste élevé alors que la situation dans votre région prend un tour favorable. J'ai écouté avec beaucoup d'attention la déclaration importante prononcée par votre Ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati.

La seconde partie de la présente session de la Conférence se tient dans le sillage de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. La Norvège reste convaincue qu'il faut poursuivre le processus de désarmement multilatéral, lequel doit faire partie intégrante du processus global de désarmement. Dans ce contexte, il convient de ne pas négliger ceci que la session extraordinaire a été malgré tout l'occasion d'un débat constructif et a même servi à atténuer les divergences de vues. Rétrospectivement, je crois que l'issue de la session extraordinaire confirme le rôle de catalyseur joué par la Conférence du désarmement dans le processus de désarmement multilatéral au moment même où les négociations bilatérales enregistrent des progrès.

Lors de son intervention devant cette instance, le 15 mars dernier, le Ministre norvégien des affaires étrangères, M. Thorvald Stoltenberg, a fait état d'une publication, Contributions by Norway to the Conference on disarmament, 1982-1987 (Contributions de la Norvège à la Conférence du désarmement, 1982-1987), parue le 7 mars 1988 sous la cote CD/813. J'ai aujourd'hui l'honneur de présenter deux nouveaux documents, qui constituent un nouvel apport de la Norvège aux travaux de cette instance importante.

(Mme Hernes, Norvège)

Ils traitent de diverses questions liées à la convention sur les armes chimiques, et à une interdiction complète des essais nucléaires, respectivement.

La question d'une interdiction complète, universelle et efficace des armes chimiques occupe un rang de priorité élevé au sein des travaux de la Conférence du désarmement. Nous pourrions atteindre cet objectif important sous peu. Nous devons poursuivre les négociations sans fléchir afin de conclure la convention sur les armes chimiques dès que possible. Il ne faut ménager aucun effort pour éliminer cette catégorie d'armes de destruction massive.

Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage à l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, qui a présidé le Comité spécial des armes chimiques en 1988, et qui a aussi dirigé avec compétence cet organe subsidiaire il y a six ans, époque à laquelle il avait lancé les travaux sur plusieurs questions importantes relatives à la convention. Des progrès notables ont été enregistrés dans l'intervalle. Il faut bien admettre, cependant, qu'il reste à régler plusieurs questions politiques délicates et un certain nombre de problèmes techniques complexes.

Dans le cadre de cette convention, il s'agira de vérifier l'élimination des stocks d'armes chimiques et des installations de fabrication sur une période de 10 ans, mais aussi de suivre en permanence les activités de l'industrie chimique. Il n'a jamais été conclu de traité multilatéral ayant une portée aussi large et établissant un régime de vérification si complet. La convention sur les armes chimiques aura donc une incidence importante sur tout accord de désarmement multilatéral négocié ultérieurement.

La non-production constitue l'une des principales questions en suspens. Les discussions qui se sont déroulées à la réunion d'experts de l'industrie en juillet dernier ont toutefois permis d'éclaircir certains aspects du problème, et la proposition soviétique relative aux inspections expérimentales d'installations de l'industrie chimique, qui est actuellement examinée au Comité spécial, pourrait bien favoriser une nouvelle convergence de vues.

A ce jour, seuls les Etats-Unis et l'Union soviétique ont déclaré qu'ils possédaient des armes chimiques. Les autres pays qui ont des stocks de telles armes devraient suivre leur exemple. Du fait qu'ils sont les deux principaux détenteurs d'armes chimiques dans le monde, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont investis, cependant, d'une responsabilité particulière en ce qui concerne l'application d'une interdiction des armes chimiques. C'est pourquoi le Gouvernement norvégien constate avec satisfaction que le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev ont réaffirmé, lors de leur rencontre à Moscou, l'importance des efforts déployés pour faire face, en tant que tâche qui reste urgente, au défi unique que présente l'interdiction des armes chimiques et pour conclure une convention efficace.

Les pourparlers bilatéraux ont déjà facilité le processus de négociation multilatéral, et tout dernièrement encore, dans le domaine de la destruction des installations de fabrication d'armes chimiques. A ce propos,

(Mme Hernes, Norvège)

le Gouvernement norvégien accueille aussi avec satisfaction le document soumis le 28 juillet dernier par les Etats-Unis, où ceux-ci déclaraient l'emplacement de leurs cinq installations de fabrication d'armes chimiques.

Il convient que tous les Etats participant à la Conférence du désarmement déploient des efforts énergiques afin que nous puissions conclure une convention universelle, complète et effectivement vérifiable. A ce stade des négociations, il s'impose de procéder à un échange multilatéral de données intéressant la convention.

Je puis vous assurer que la Norvège, qui ne possède aucune arme chimique, continuera à jouer un rôle actif dans les travaux relatifs à une convention interdisant ces armes insidieuses. La Norvège condamne fermement tout recours aux armes chimiques - le Protocole de Genève de 1925 doit être respecté. Les cas d'emploi des armes chimiques signalés récemment font ressortir la nécessité de débarrasser le monde une fois pour toutes de ces armes exécrables.

La Norvège a lancé en 1981 un programme de recherche sur la vérification d'une convention interdisant les armes chimiques. Ce programme, qui est réalisé par l'Etablissement norvégien de recherche en matière de défense, est axé plus particulièrement sur la vérification des allégations concernant l'utilisation d'armes chimiques.

Le programme de recherche norvégien a un objectif double : en premier lieu, il s'agissait de mettre au point des méthodes de vérification concrètes qui puissent être employées en toutes saisons et qui couvrent toutes les phases d'une enquête sur des allégations concernant l'utilisation d'armes chimiques. En deuxième lieu, nous avons procédé à des essais sur le terrain et à des analyses afin d'établir une base de données réaliste et solide qui facilite la mise en oeuvre de la convention une fois qu'elle sera entrée en vigueur.

Alors que les travaux de recherche antérieurs avaient été axés sur la vérification d'allégations dans des conditions hivernales, les essais entrepris en 1987 et 1988 ont été effectués dans des conditions estivales. Les principales conclusions faites à l'issue de ces derniers travaux sont reproduites dans le document CD/861, que j'ai le plaisir de vous présenter aujourd'hui.

Comme il est dit dans le document CD/861, dans le contexte d'une convention sur les armes chimiques, il est intéressant de noter que le sarin, le soman, le tabun et le VX (agents neurotoxiques), ainsi que le gaz moutarde (agent vésicant), ont pu être détectés dans des échantillons contaminés d'eau, d'herbe, de sable et de terre après avoir été exposés pendant deux semaines dans des conditions estivales. Il a aussi été démontré que les méthodes mises au point pour des conditions hivernales peuvent être employées directement pour des travaux se déroulant dans des conditions estivales.

Les essais ont confirmé une nouvelle fois la validité des procédures relatives à la vérification des allégations concernant l'utilisation d'armes chimiques, que le Canada et la Norvège ont proposées dans le document CD/766 du 2 juillet 1987, et dont il est tenu compte dans le texte évolutif. Enfin,

(Mme Hernes, Norvège)

les résultats font ressortir la nécessité d'améliorer les aspects techniques des méthodes d'analyse compte tenu des progrès rapides de la science et de la technique.

Nous estimons que les travaux de cette nature facilitent le débat poursuivi au sein du Comité spécial des armes chimiques sur la conduite des inspections par mise en demeure et les principes directeurs en la matière pour l'inspectorat international. En outre, plusieurs éléments des procédures élaborées peuvent servir à la vérification d'autres dispositions de la convention, notamment celles qui portent sur la destruction des stocks. J'ai le plaisir de vous informer que la Norvège continuera ses travaux de recherche afin de contribuer à l'élaboration d'une convention efficace.

L'interdiction des essais nucléaires constitue l'une des questions les plus importantes qui figurent à l'ordre du jour de la Conférence. Une telle interdiction doit viser tant les essais d'armes nucléaires que les explosions nucléaires effectuées à des fins pacifiques, car ces dernières fournissent inévitablement des informations qui ont une portée militaire.

Le Gouvernement norvégien prend note avec satisfaction de la première expérience de vérification conjointe à laquelle se sont livrés les Etats-Unis et l'Union soviétique au polygone d'essais du Nevada le 17 août dernier. Nous avons l'espoir que cette expérience et celle qui doit avoir lieu dans 15 jours au polygone soviétique près de Semipalatinsk ouvriront la voie à la ratification à brève échéance des deux traités limitant les essais nucléaires, signés en 1974 et 1976.

Le système de vérification d'une interdiction complète des essais nucléaires devrait avoir pour composante essentielle un réseau sismologique mondial - d'où toute l'importance du travail fait par le Groupe spécial d'experts scientifiques en ce qui concerne l'essai mondial à grande échelle d'échange et de traitement des données sismiques et les concepts d'un système international moderne d'échange de données sismiques.

Il y a 20 ans, les Etats-Unis et la Norvège signaient un accord concernant la recherche sur les stations sismologiques complexes. Cette collaboration bilatérale a produit des résultats qui ont de vastes incidences sur la vérification sismologique d'une interdiction complète des essais nucléaires. Elle a commencé par la mise en place, en Norvège, d'une station sismologique complexe de large ouverture, NORSAR, entre 1968 et 1970. Un autre jalon important en a été l'ouverture en 1985 de NORESS, station complexe perfectionnée, de faible ouverture, dans le sud de la Norvège, puis de son pendant, ARCESS, implanté en 1987 dans la région arctique de Finnmark, dans le nord de la Norvège.

J'ai le plaisir aujourd'hui de présenter à la Conférence le document CD/862, relatif à la création d'un réseau sismologique mondial incorporant des stations complexes de faible ouverture. Ce document présente les premiers résultats de l'exploitation de la station complexe ARCESS et fait ressortir les incidences importantes des essais que constituent NORESS et ARCESS pour les travaux menés actuellement par le Groupe d'experts scientifiques.

(Mme Hernes, Norvège)

En 1986, la Norvège a proposé (document CD/714, du 14 juillet 1986) que le réseau sismologique mondial, dans la mesure où cela est faisable, comprenne des stations complexes de petite ouverture et que le concept NORESS serve de base pour normaliser les stations. Les premiers résultats de l'exploitation de la nouvelle station complexe ARCESS confirment la validité des arguments avancés en faveur de cette proposition.

La Norvège continuera à s'attacher à des activités de recherche axées sur une meilleure exploitation des capacités offertes par les stations complexes au sein d'un futur réseau mondial. Globalement, ces recherches auront pour objet de contribuer à la conception et à la mise à l'épreuve d'un système mondial qui, une fois établi, présentera l'avantage unique d'être capable de fournir les données nécessaires à la détection, à la localisation et à l'identification rapides et sûres d'événements sismiques partout dans le monde. Ainsi conçu, ce système sera des plus précieux, car il aidera à donner aux Etats l'assurance qu'un traité d'interdiction complète des essais est respecté.

J'ai été chargé de confirmer, lors de mon intervention à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, l'offre faite par le Gouvernement norvégien d'incorporer au besoin les trois installations sismologiques nationales - NORSAR, NORESS et ARCESS - dans un réseau sismologique mondial. Ces stations, qui comptent parmi les plus modernes du monde, assurent une couverture sismologique excellente d'une large partie de l'hémisphère boréal ainsi que de certains secteurs de l'hémisphère austral.

Une interdiction complète des essais étayerait les efforts qui sont déployés afin d'enrayer la dissémination verticale et horizontale des armes nucléaires. L'année 1988 marque le vingtième anniversaire de la signature du Traité sur la non-prolifération. Celui-ci reste, à notre avis, l'accord multilatéral de limitation des armements le plus important qui ait été conclu à ce jour. Cet instrument a contribué notablement à la stabilité et à la sécurité internationales. La quatrième conférence d'examen du Traité, qui aura lieu en 1990, revêt une importance capitale aux yeux de la Norvège.

Avant de conclure, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer par votre entremise, Monsieur le Président, mon appréciation à la délégation de l'Union soviétique qui a invité un représentant de la Norvège à la démonstration de l'élimination de trois missiles SS-20 au polygone d'essais de Kapoustine Yar, le 28 août. Cette démonstration a montré l'importance du Traité FNI et mon gouvernement est extrêmement reconnaissant aux deux puissances de l'avoir élaboré.

Je me suis limitée à deux des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. La Norvège, qui est le candidat approuvé par le Groupe occidental pour devenir membre de la Conférence, prend part aux travaux de tous les organes subsidiaires de cette instance. Je puis vous assurer que nous poursuivrons notre participation active aux efforts importants que déploie la Conférence pour promouvoir le processus multilatéral du désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie la distinguée représentante de la Norvège pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'elle a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil, S. E. le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques multilatérales et spéciales, M. Bernardo Pericás.

M. PERICAS (Brésil) (traduit de l'anglais) : La délégation brésilienne vous prie, Monsieur le Président, d'agréer ses meilleurs voeux de succès dans vos travaux, et elle tient aussi à vous assurer de sa collaboration sans réserve. Nous avons écouté avec grand intérêt l'allocution du Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran. Au nom de la délégation brésilienne, je voudrais également féliciter l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie pour l'excellent travail qu'il a accompli en tant que Président de la Conférence pour le mois d'août.

Le Gouvernement brésilien attache une très grande importance aux travaux de la Conférence du désarmement et est fermement convaincu qu'il faudrait examiner sous tous ses aspects le mandat de négociation que lui a confié l'Organisation des Nations Unies. La préservation et le renforcement de cette instance sont d'une importance capitale pour la communauté internationale, et en particulier pour l'immense majorité des Etats souverains qui, quelle que soit leur puissance militaire, ne peuvent renoncer au droit de se faire entendre sur une base équitable et démocratique à propos de questions relatives à leur propre survie.

Le Brésil est parfaitement conscient et fier de la contribution qu'il a apportée, en paroles et en actes, à la cause de la paix et du désarmement. Les annales de la Conférence du désarmement et des organes qui l'ont précédée montrent qu'avec les autres membres du groupe des pays neutres et non alignés, nous avons toujours été aux avant-postes dans la lutte pour réduire les menaces de guerre et les tensions internationales, en présentant des propositions créatives et réalistes dont un certain nombre se sont par la suite concrétisées dans d'importants traités internationaux tels que le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et le Traité sur l'interdiction partielle des essais.

Nous en sommes au dernier mois des séances plénières officielles de la Conférence du désarmement pour la session de 1988, et le Brésil pense que le moment est venu de faire le bilan de la situation dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale.

L'année 1988 a été très importante dans les relations internationales. Ce qui semble l'avoir caractérisée jusqu'à présent, ce sont les initiatives positives qui ont été prises pour régler certaines des crises régionales les plus graves.

Les progrès réalisés en ce qui concerne la question de l'Afghanistan, les négociations entre l'Iran et l'Iraq - qui se déroulent dans ce bâtiment même - et les pourparlers quadripartites qui sont en cours sur la situation en Afrique australe et qui portent notamment sur l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, tout cela montre clairement qu'il est possible d'apporter des solutions pacifiques aux conflits et prouve que rien ne saurait vraiment se substituer à la paix et à la justice.

(M. Pericás, Brésil)

Bien que les succès obtenus dans le domaine des conflits régionaux aient ravivé la foi dans les vertus du multilatéralisme, et bien que la communauté internationale ait été priée sans tarder d'approuver et d'appuyer les accords conclus jusque-là, le regain de confiance dans les Nations Unies ne s'est pas étendu à d'autres domaines d'activités fondamentaux de l'Organisation.

En juin dernier a eu lieu la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Précédée par un accord important entre les deux grandes puissances sur les forces nucléaires intermédiaires, elle aurait pu tirer parti de l'amélioration du climat pour faire réellement progresser le désarmement.

La communauté internationale a certes de nombreuses raisons de déplorer que la troisième session extraordinaire n'ait pas débouché sur un consensus, mais elle ne saurait succomber au découragement, et encore moins s'estimer vaincue. La résistance et l'obstruction qui ont empêché jusque-làd'appliquer le Programme d'action adopté en 1978 ne se seraient pas évanouies même si l'on avait adopté par consensus un nouveau document final pour le compléter. L'importante mutation à laquelle nous assistons actuellement sur la scène internationale nous a peut-être amenés à concevoir des espoirs exagérés, et certains d'entre nous ont cru que si le multilatéralisme ne pouvait fonctionner quand les grandes puissances étaient en désaccord, l'inverse était automatiquement vrai. Malheureusement, la logique de la pensée politique nous a une fois de plus surpris par sa spécificité. Partant des mêmes faits - les progrès du dialogue et des négociations bilatérales entre les deux grandes puissances - d'autres ont tiré des conclusions différentes, à savoir que le bilatéralisme représentait la bonne voie pour résoudre la plupart des questions du désarmement et que le multilatéralisme ne valait - à condition encore qu'il soit soumis à un contrôle strict - que dans des domaines très précis, comme les armes chimiques, ou dans la mesure où il portait sur ce que l'on appelle des "thèmes horizontaux" comme les mesures de renforcement de la confiance ou la vérification.

Plutôt que de croire que nous entrons maintenant dans l'ère d'un bilatéralisme nouveau ou d'un multilatéralisme sélectif, nous préférons penser que cette évolution, si elle dure et suit sa logique, finira par porter de nouveaux fruits et par renforcer le multilatéralisme véritable, notamment dans le domaine des négociations sur le désarmement. Force nous est de reconnaître, en tout cas, que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale a été organisée à un moment où l'évolution des choses n'apparaissait pas encore très clairement, où les signes encourageants étaient encore mêlés aux vieilles craintes, où les vues nouvelles interagissaient avec les réactions bien arrêtées - tant au niveau bilatéral qu'aux niveaux régional ou mondial - et que ces mélanges et relations complexes et ambigus ne nous facilitaient pas la tâche. Le "quasi-consensus" de New York a été en quelque sorte un sous-produit de la période incertaine que le monde est en train de traverser.

Le Brésil estime avoir rempli sa tâche. Pour montrer l'attachement profond et sérieux de mon pays à la cause du désarmement, le Président Sarney a décidé d'apporter en personne le message du Brésil à l'Assemblée générale. Il a présenté certains principes que nous estimons fondamentaux pour

(M. Pericás, Brésil)

les pourparlers multilatéraux en matière de désarmement. Comme l'a déclaré le Président Sarney, aucun Etat ne devrait exiger d'un autre Etat des mesures de désarmement qu'il n'est pas prêt à adopter lui-même; les préoccupations d'un Etat en matière de sécurité sont tout aussi justifiées, importantes et pertinentes que celles d'un autre Etat, le progrès industriel et technique ne libère aucun Etat de l'obligation d'appliquer et de respecter les mesures de désarmement qui ont fait l'objet d'un accord international, la non-militarisation de l'espace constitue un préalable essentiel à l'adoption de mesures substantielles de désarmement régional, la prolifération géographique des armes nucléaires compromet la politique des nombreux Etats qui ont choisi de renoncer à l'arme nucléaire.

Pour une bonne part, ce qui s'est passé au cours de la troisième session extraordinaire n'acquerra sa forme historique définitive que dans les mois et les années à venir, même s'il est vrai qu'avec le temps les événements perdent de leurs couleurs. Nombre d'idées ont été présentées à la troisième session extraordinaire pour la première fois, il faut qu'elles mûrissent et qu'elles soient bien comprises par tous les participants. Nous espérons aussi, puisqu'elles ont été une fois de plus rejetées quasi unanimement, que certaines vieilles idées y auront été présentées pour la dernière fois . Dans un proche avenir, ces deux tendances se dessineront plus clairement.

Pour réaffirmer son attachement permanent à la paix et à la justice dans les relations internationales et pour montrer qu'il était toujours disposé à oeuvrer sans cesse à l'édification d'un monde meilleur et plus sûr pour tous, le Brésil a organisé à Rio de Janeiro, du 25 au 29 juillet, la première réunion des Etats de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, à laquelle ont participé des représentants de haut niveau de 21 Etats de cette région.

De l'avis de tous les participants, cette réunion a atteint son objectif principal, qui était de permettre entre les Etats de l'Atlantique Sud un échange de vues fécond et constructif sur les moyens de renforcer leur coopération au service de la paix et du développement.

Approuvé par consensus et d'ores et déjà distribué en tant que document officiel de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Document final publié à l'issue de la réunion prie les Etats des autres régions, en particulier les Etats importants sur le plan militaire, de respecter scrupuleusement la région de l'Atlantique Sud comme zone de paix et de coopération et de se montrer prêts à adopter des mesures pratiques visant à réduire leur présence militaire dans la région et ultérieurement, à y mettre fin, à ne pas y introduire d'armes nucléaires ni d'armes de destruction massive et à ne pas étendre à la région des rivalités et des conflits qui lui sont étrangers.

Les participants à cette réunion ont également estimé que l'adoption de mesures de désarmement nucléaire et de limitation des armements ne devrait pas entraîner par la suite un redéploiement d'armes nucléaires dans d'autres zones géographiques.

(M. Pericás, Brésil)

Comme l'a déclaré notre Ministre, M. Abreu Sodré : "Cette initiative marque une étape dans l'histoire des relations internationales. Elle symbolise la détermination de nos pays à assumer de façon adulte le rôle toujours plus important qui leur revient sur la scène internationale. En même temps que les autres initiatives importantes qui ont été prises dans diverses zones de l'hémisphère sud, elle montre clairement que les pays en développement sont résolus à s'acquitter leur part de responsabilité en s'efforçant de préserver la paix et de réduire les tensions dans leur région et en stimulant une coopération mutuellement avantageuse".

Nous sommes fermement convaincus que le succès de la réunion de Rio donnera un nouvel élan aux efforts déployés par les pays de l'Atlantique Sud pour améliorer leurs relations dans une atmosphère de paix et de liberté au service de leur intérêt mutuel et de l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale.

Avant de conclure, je tiens à annoncer officiellement à la Conférence du désarmement que, le 18 août 1988, l'Assemblée constitutionnelle nationale brésilienne a adopté et inscrit dans la version définitive de la nouvelle Constitution brésilienne le principe selon lequel "sur le territoire national, toutes les activités nucléaires ne seront autorisées qu'à des fins pacifiques et avec l'approbation du Parlement".

Cette décision souveraine des représentants que le peuple brésilien a élus pour rédiger la nouvelle Constitution du pays sanctionne dans son expression juridique la plus élevée la politique que le Brésil n'a cessé de suivre pour lutter contre toutes les formes de prolifération des armes nucléaires. Je suis convaincu que tous les pays représentés dans cette enceinte comprendront pleinement l'importance de cette décision.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Brésil pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole à la Présidente du Comité spécial des armes radiologiques, S. E. L'Ambassadrice Solesby du Royaume-Uni, qui va présenter le rapport du Comité spécial publié sous la cote CD/864.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord dire que je suis heureuse d'être parmi les premiers à vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence. Parlant pour le moment en ma qualité de représentante du Royaume-Uni, je tiens à vous souhaiter la bienvenue à votre poste élevé et à vous assurer de la pleine coopération de ma délégation au cours des semaines à venir. Je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie qui a dirigé nos travaux durant le mois d'août. Comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter le rapport annuel du Comité spécial des armes radiologiques que j'ai eu l'honneur de présider cette année. Le Comité spécial a été en mesure d'adopter son rapport (CD/864) à la fin de la semaine dernière. Je remercie les délégations qui ont participé aux travaux du Comité et dont l'attitude coopérative m'a permis de présenter ce rapport aujourd'hui.

(Mlle Solesby, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

J'espère que les distingués délégués conviendront que le rapport du Comité spécial fournit un compte rendu clair, quoique succinct, de nos travaux. Tel a été, en tout cas, notre but. Ce rapport inclut, bien sûr, les rapports du groupe de contact sur l'interdiction des armes radiologiques au sens traditionnel et du groupe sur l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires. A ces rapports sont joints les documents des coordonnateurs qui rendent compte de l'examen des questions traitées. Pour ma part, je crois que ces documents donnent une bonne image de l'état de nos travaux, sans chercher à dissimuler les divergences de vues au sein de la Conférence. Le Comité spécial nous recommande de prendre les rapports des groupes de contact comme base de nos travaux ultérieurs. Ces rapports ne lient en rien les délégations, qui pourront ajuster leurs activités futures comme elles l'entendent. Je suis certaine que le rapport fournir aune aide très utile au Comité spécial pour s'acquitter de la tâche qu'il a entreprise afin de parvenir à un accord sur le fond de ses travaux.

Ainsi qu'il ressort des rapports des groupes de contact, les travaux du Comité spécial ont progressé cette année. Lors de la session de printemps, les groupes de contact ont concentré leur attention sur la vérification, le respect et les autres éléments principaux et sont parvenus à combler des lacunes qui existaient dans les rapports précédents. Lors de la session d'été, ils ont examiné les textes et de nouvelles propositions ont été faites; les délégations ont ainsi eu la possibilté d'éclaircir davantage et de préciser leurs positions. Toutefois, je dois dire qu'il subsiste des différences de fond considérables et que rien n'indique qu'on soit sur le point de les résoudre.

Comme il apparaît dans le rapport, le Comité spécial a, cette année encore, examiné les deux questions dans des groupes de contact séparés. Il n'a pas abordé la question de savoir si cette méthode pouvait être retenue l'an prochain, et il est vrai que dans le passé sa valeur n'a pas fait l'unanimité. Cependant, l'expérience que j'ai acquise cette année m'amène à approuver sans réserve l'Ambassadeur Meizster de la Hongrie qui a dit, en présentant le rapport de l'an dernier, que l'adoption de la méthode des groupes de contact séparés était une initiative qui allait dans le bon sens.

Il est évident pour tous ceux qui ont participé aux travaux du Comité spécial que ce sont les groupes de contact qui ont assuré l'essentiel de la tâche. Selon le rapport, les deux coordonnateurs, MM. Wayarabi de l'Indonésie et Györffy de la Hongrie ont aidé la présidente. C'est présenter les choses en termes très mesurés comme il sied dans un rapport imprimé. En fait, ils ont l'un et l'autre consacré un temps, une énergie et une ingéniosité considérables à une tâche qui n'était pas toujours simple. Ce fut pour moi un grand plaisir de travailler avec eux et c'est avec joie que je leur exprime mes sincères remerciements pour leur excellent travail. Je remercie également les coordonnateurs de groupes et, bien sûr, le secrétariat, pour leur coopération et leur aide. J'ai le plaisir de vous présenter ce rapport à vous-même, Monsieur le Président, ainsi qu'à la Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie la Présidente du Comité spécial des armes radiologiques pour avoir présenté le rapport du Comité. Je tiens à féliciter l'Ambassadrice Solesby d'avoir mené à bien les travaux de

(Le Président)

l'organe subsidiaire qu'elle présidait. Je voudrais noter à cet égard que c'est le premier Comité spécial qui a adopté son rapport alors que le temps nous presse pour conclure la session annuelle à la date prévue. J'ai l'intention de saisir la Conférence du rapport du Comité spécial pour adoption à notre prochaine séance plénière. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, l'Ambassadeur Câmpora.

M. CAMPORA (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Au début de votre présidence en cette dernière étape de la session de la Conférence du désarmement, je voudrais tout d'abord vous présenter, Ambassadeur Ardakani, qui représentez la République islamique d'Iran, mes voeux de succès dans vos délicates fonctions et vous assurer, au nom de la délégation argentine, que nous sommes tout à fait prêts à collaborer avec vous. Nous avons écouté avec le plus grand intérêt l'allocution du Ministre iranien des affaires étrangères, S. E. M. Ali Akbar Velayati, ainsi que celle de S. E. le Secrétaire d'Etat de la Norvège, l'Ambassadrice Helga Hernes, qui fera l'objet de notre meilleure attention.

Alors que la session de 1988 de la Conférence du désarmement touche à sa fin, nous avons l'impression que les conditions favorables qui règnent sur la scène internationale ne sont pas reflétées comme il se doit dans les travaux de cet organe de négociation.

En effet, nous ne pouvons nier l'apparition de signes précurseurs d'une période de détente internationale, pendant laquelle le rythme de la course aux armements, qui avec des hauts et des bas a été la sombre caractéristique des années postérieures à la deuxième guerre mondiale, devrait diminuer sensiblement.

Les nouveaux rapports qui se sont établis entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, de même que la solution des conflits régionaux vers laquelle on s'achemine peu à peu - solution politique qui exclut le recours aux moyens militaires - constituent des faits saillants de la vie internationale qui devraient stimuler les négociations sur le désarmement au niveau multilatéral.

Or, ce n'est pas le cas. Nos délibérations semblent retomber dans un système qui ignore ce nouveau climat international positif. Nous ne parvenons toujours pas à surmonter nos inhibitions politiques ni à régler les problèmes de procédure qui entravent les travaux de la Conférence.

Nous sommes tout particulièrement convaincus qu'un sentiment profond et injustifié de méfiance subsiste quant à la fonction constructive de négociation que peut remplir notre instance multilatérale en ce qui concerne certains des points de son ordre du jour. Nous pensons aussi que d'autres questions pourraient être inscrites qui, à notre avis, sont mûres pour une négociation multilatérale à la Conférence du désarmement.

La délégation argentine espère que la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies sera l'occasion favorable pour exploiter comme il se doit les possibilités qu'offre la nouvelle conjoncture internationale dans le domaine du désarmement.

(M. Cámpora, Argentine)

Tout d'abord, nous tenons à dire que nous partageons l'avis de ceux qui estiment que la négociation entre les Etats-Unis et l'Union soviétique en matière de vérification des essais nucléaires aura franchi une étape importante lorsque l'expérience de vérification conjointe aura été réalisée.

Nous devons dire que nous aspirons, de même que toute la communauté internationale, à ce qu'aboutisse cette négociation qui progresse pas à pas.

A cet égard, il convient de rappeler que les chefs d'Etat ou de gouvernement auteurs de l'Initiative des six nations pour la paix et le désarmement se sont prononcés en faveur d'un accord international qui mette fin à tout jamais aux essais nucléaires, en indiquant dans leur déclaration de Stockholm du 21 janvier 1988 qu'"un accord quel qu'il soit qui n'exclut pas la possibilité de poursuivre les essais ne serait pas acceptable".

Nous espérons donc que l'expérience conjointe permettra aux deux parties de ratifier sans délai le Traité de 1974 sur l'interdiction partielle des essais et le Traité de 1976 sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques, afin que nous puissions aller sérieusement de l'avant sur la voie de la cessation définitive et vérifiable des essais d'armes nucléaires.

Si c'était le cas, nous pensons que l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa prochaine session, pourrait être en mesure d'adopter par consensus une seule et même résolution sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires, qui servirait de base à l'élaboration d'un mandat de négociation pour un comité spécial qui relèverait de la Conférence.

Dans ce contexte, il faut que les relations multilatérales bénéficient des progrès réalisés à l'échelon bilatéral. Ainsi, les organes des Nations Unies pourront eux aussi aller de l'avant dans la négociation d'une interdiction universelle des essais d'armes nucléaires, en créant, pour commencer, un système de vérification approprié à l'échelon international, qui garantirait ultérieurement le respect effectif des obligations découlant du traité.

A cet égard, nous pensons que tout progrès réalisé bilatéralement dans l'harmonisation des moyens de vérification à adopter sera précieux pour les travaux importants en la matière que poursuit depuis plusieurs années le Groupe d'experts scientifiques de la Conférence du désarmement présidé par M. Dalhman de la Suède.

Nous constatons avec satisfaction que les activités de démarrage dans le cadre de l'essai technique à grande échelle concernant l'échange de données sismologiques sont sur le point d'être lancées, sous la direction du coordonnateur, M. Basham, du Canada.

En ce qui concerne l'exploitation du futur réseau sismologique, nous partageons l'avis exprimé par quelques délégations, avis réitéré par la délégation de la République fédérale d'Allemagne à la séance plénière du 18 août, qui a préconisé l'adoption du concept de "station ouverte" par les Etats faisant partie du réseau, afin de garantir l'accès libre et dynamique à l'information disponible.

(M. Cámpora, Argentine)

L'Argentine, dans le cadre de l'échange de données sismiques à l'échelon régional, applique ce concept dans les faits avec des institutions analogues en Amérique du Sud.

L'adoption du concept de station ouverte nous paraît par ailleurs la solution la plus logique, puisque l'objectif de cet effort multilatéral est la coopération.

Nous voudrions, en outre, exprimer notre reconnaissance aux Gouvernements japonais et canadien, qui ont annoncé qu'ils allaient organiser des séminaires et des ateliers, respectivement, au printemps et en automne 1989, afin de favoriser l'échange de données d'expérience dans le domaine de la collecte et de l'analyse de données sismiques.

Ce type de rencontres à caractère technique, analogues à celles que la Suède a organisées en mai dernier, à Linjköping, au nom des participants à l'Initiative des six nations pour la paix et le désarmement, prouvent à l'évidence que nous disposons de l'appui scientifique indispensable pour parvenir à la cessation des essais d'armes nucléaires.

Encore faut-il qu'il y ait la volonté politique nécessaire.

Nous comprenons ce qui a motivé les pays qui ont proposé l'amendement du Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, par réaction devant l'incapacité de la Conférence du désarmement à mettre en route un processus de négociation devant conduire à la cessation des essais d'armes nucléaires.

Si la Conférence du désarmement n'est pas en mesure de négocier un traité à cette fin, il est compréhensible que quelques pays proposent d'amender le Traité de 1963.

Toutefois, si des pays estiment que l'amendement n'est pas le meilleur moyen d'aborder la question, ils ne doivent pas pour autant entraver les travaux importants menés par l'organe multilatéral de négociation qu'est la Conférence du désarmement.

Nous pensons aussi que la prévention d'une course aux armements dans l'espace pourrait bien faire l'objet d'une résolution adoptée par consensus. On peut espérer que l'Assemblée générale élaborera une résolution qui obtiendra l'appui unanime des délégations, ce qui donnerait un élan vigoureux aux travaux de la Conférence l'année prochaine.

A cet égard, nous nous sentons le droit de réclamer que soit facilité au moins l'examen multilatéral des propositions qui ont été présentées au Comité spécial. Ces propositions sont en harmonie avec le régime juridique multilatéral applicable à l'espace et conformes aux dispositions du Traité ABM de 1972 sur le contenu duquel les négociations bilatérales progressent sensiblement, d'après ce que l'on sait.

(M. Cámpora, Argentine)

Nous pensons aussi que l'Assemblée générale sera en mesure d'adopter une résolution par consensus concernant le désarmement classique, qui pourrait peut-être servir de base solide à l'examen de ce point par la Conférence du désarmement en vue de négocier des accords spécifiques.

Si les points susmentionnés, en particulier la cessation des essais d'armes nucléaires et la prévention d'une course aux armements dans l'espace, pouvaient bénéficier d'une convergence de volontés politiques, la Conférence du désarmement, qui travaille aujourd'hui efficacement à l'élaboration d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques, serait alors engagée dans une série de négociations de fond sur des points importants de l'ordre du jour. Cela lui permettrait de mettre ses travaux en accord avec la situation internationale qui s'améliore, comme chacun le sait.

Par ailleurs, je crains fort que nous n'ayons du mal, en tant que représentants responsables, à échapper à la critique de ceux qui nous accusent de ne pas savoir comment parvenir à des solutions concrètes devant déboucher sur des accords de désarmement, qui reflètent ce climat international favorable créé tant par les grandes puissances que par un grand nombre de pays ayant décidé de résoudre leurs conflits régionaux par des voies politiques.

Le désarmement devrait donc être une conséquence inéluctable de ce climat international, pour autant que nous décidions d'en tirer pleinement parti.

En ce qui concerne la cessation de la course aux armements nucléaires, nous pensons que l'application des dispositions du Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire, de même que les propositions encourageantes qui ont été avancées dans le contexte des pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique concernant une réduction de 50 % de leurs armes stratégiques, permettront aussi à l'Assemblée générale d'envisager ce point sous un angle nouveau. Tout cela devrait faciliter les progrès sur la voie de l'élaboration de textes qui concilient les différentes positions relatives aux résolutions controversées sur la cessation de la course aux armements nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire.

D'une manière générale, nous supposons donc que la prochaine session de l'Assemblée générale reflétera, à travers les délibérations de la Première Commission, l'existence d'un climat international caractérisé par la détente, ce qui devrait donner lieu à des déclarations traduisant une plus grande convergence de vues en ce qui concerne les différentes questions relatives au désarmement.

L'esprit qui prévaut dans la déclaration que je viens de faire est celui qui animera la délégation argentine lors de la réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés, laquelle doit se tenir à Chypre la semaine prochaine. Nous nous rendons là-bas avec la ferme intention de réaliser des progrès dans le domaine du désarmement multilatéral en réaffirmant le rôle fondamental qui incombe dans ce domaine à l'Organisation dans Nations Unies.

(M. Cámpora, Argentine)

Avant de terminer, je voudrais exprimer la satisfaction de ma délégation à l'égard de la présentation qu'a faite le Sous-Secrétaire général du Ministère brésilien des affaires étrangères, l'Ambassadeur Bernardo Pericás, du document final de la première réunion des pays parties à l'Initiative visant à transformer l'Atlantique Sud en zone de paix et de coopération. Nous nous permettons de recommander aux délégations participant à la Conférence du désarmement d'examiner attentivement ce document étant donné qu'il a une haute signification pour la paix et la coopération internationales dans l'Atlantique Sud.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Argentine pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. La liste des orateurs est maintenant épuisée et je ne vois pas d'autres membres qui souhaiteraient prendre la parole.

Le secrétariat a distribué à ma demande le calendrier des réunions que doivent tenir la semaine prochaine la Conférence et ses organes subsidiaires. Comme à l'accoutumée, ce calendrier est donné à titre purement indicatif et pourra être modifié selon les besoins.

Vous noterez que des consultations officieuses à participation non restreinte sur les points 1, 2 et 7 sont prévues pour le lundi 5 septembre à 10 heures afin de commencer à examiner les projets de paragraphes de fond concernant ces points. Une réunion officieuse est également prévue pour le mardi 6 septembre immédiatement après la plénière afin de commencer l'examen en première lecture des parties techniques du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies comme l'a annoncé mon prédécesseur à la dernière séance plénière, les documents de travail pertinents - CD/WP.348 pour les parties techniques du rapport et CD/WP.349, 350 et 451 pour les projets de paragraphes de fond - ont déjà été distribués en anglais et dans certaines langues. Les textes traduits dans toutes les langues devraient être prêts aujourd'hui. Suivant la pratique adoptée par la Conférence, seule est indiquée la réunion d'ouverture pour les consultations officieuses à participation non restreinte sur les projets de paragraphes de fond. Des réunions supplémentaires seront au besoin décidées au fur et à mesure qu'avanceront les travaux. Le secrétariat m'a également informé qu'il fera distribuer au début de la semaine prochaine les projets de paragraphes de fond sur le point 3 de l'ordre du jour ainsi que sur la question concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Je voudrais aussi rappeler que le jeudi 8 et le vendredi 9 septembre sont des jours de congé officiels de l'Office des Nations Unies à Genève et qu'aucune réunion n'aura donc lieu durant cette période.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le calendrier.

Il en est ainsi décidé.

On m'a prié de vous annoncer que des consultations officieuses du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace auront lieu le vendredi 2 septembre à 10 heures dans la salle A.206 afin d'examiner le projet de rapport de cet organe.

(Le Président)

Le Président du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité m'a demandé de vous informer qu'une réunion de cet organe se tiendra ici immédiatement après la séance plénière.

Comme il n'y a plus de questions à examiner aujourd'hui, je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 6 septembre, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 45.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.480
6 septembre 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 6 septembre 1988, à 10 heures

Président : M. Ali Shams Ardakani (République islamique d'Iran)

GE.88-64307/3683N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 480ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord accueillir chaleureusement au nom de la Conférence le nouveau représentant de la Birmanie, l'Ambassadeur Aung Thant, qui est aujourd'hui parmi nous. Je puis l'assurer de la coopération de ma délégation dans l'accomplissement de ses nouvelles fonctions importantes.

Je voudrais aussi accueillir à la Conférence du désarmement une délégation du clergé de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui assiste à la séance d'aujourd'hui. Cette délégation est en visite à Genève et a manifesté un intérêt particulier pour les questions de désarmement. Je tiens à la remercier de son souci à l'égard d'un sujet aussi capital.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux et l'adoption de son rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait examiner une question ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Comme il est indiqué dans le calendrier des réunions qui doivent se tenir cette semaine, la séance plénière d'aujourd'hui sera immédiatement suivie d'une réunion officieuse consacrée à l'examen des parties technique du projet de rapport à l'Assemblée générale, figurant dans le document CD/WP.348 qui a été distribué dans toutes les langues.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Egypte, de la Hongrie et des Etats-Unis d'Amérique. Je donne la parole au distingué représentant de l'Egypte, l'Ambassadeur Elaraby.

M. ELARABY (Egypte) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais vous dire tout d'abord la satisfaction personnelle que j'éprouve à vous voir occuper ce poste. Nos deux délégations coopèrent étroitement depuis des années dans le domaine du désarmement et j'espère qu'elles poursuivront sur cette voie à l'avenir. La République islamique d'Iran a présidé avec beaucoup de compétence les travaux du Groupe des 21 pendant le mois d'août et je suis persuadé que sous votre direction avisée la session en cours achèvera ses travaux avec succès.

Je tiens également à féliciter l'Ambassadeur Loeis et la délégation de l'Indonésie qui ont su si bien diriger nos travaux pendant le mois d'août.

Au cours des dernières semaines, plusieurs de nos collègues ont dû assumer d'autres responsabilités. Deux de vos distingués prédécesseurs nous ont quittés : l'Ambassadeur Meiszter de la Hongrie et l'Ambassadeur Teja de l'Inde, qui est un de mes plus chers amis depuis plus de 20 ans maintenant. Ils nous ont quittés en laissant le souvenir précieux d'hommes qui ont contribué activement au succès de nos travaux. Nous voulons aussi rendre hommage à l'Ambassadeur Mansour Ahmad du Pakistan, qui a fait un travail admirable en tant que Président de la Commission plénière de la troisième session extraordinaire. Tous nos voeux accompagnent également dans leur

(M. Elaraby, Egypte)

tâche future l'Ambassadeur Tin Tun de la Birmanie et l'Ambassadeur Tellalov de la Bulgarie. D'autre part, nous avons la chance d'accueillir dans nos rangs l'Ambassadeur de Rivero du Pérou, l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie, l'Ambassadeur Ruoro du Kenya et l'Ambassadeur Varga de la Hongrie.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a pris fin sans pouvoir adopter de document final. Plusieurs avis ont été émis à ce sujet. Ma délégation ne cache pas qu'elle a été profondément déçue. Elle n'en reconnaît pas moins que cette session a réussi à centrer l'attention du monde sur les efforts de désarmement. Les délégations qui y ont participé étaient d'un niveau très élevé, et la session extraordinaire leur a permis de procéder à un échange de vues général et utile et de s'accorder sur certaines questions. Toutefois, il a été impossible de recueillir un consensus. Pour reprendre l'expression pertinente de Mme Theorin, chef de la délégation suédoise, "la communauté mondiale se trouvait devant une occasion unique d'élaborer et d'approuver un programme multilatéral de désarmement pour les années à venir". Malheureusement, cette occasion unique n'a pas été saisie.

Cependant, il ne faudrait pas voir dans l'impossibilité d'adopter un document final un obstacle insurmontable. Tout le monde s'accorde à reconnaître que le document final de la première session extraordinaire adopté en 1978 a marqué un tournant, voire un moment décisif, de nos efforts de désarmement. Ce document final, avec son programme d'action et les priorités énumérées aux paragraphes 43 à 47, complète selon nous la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies. Nous devrions rester tournés vers l'avenir et faire ressortir les résultats concrets que nous avons obtenus jusque-là pour nous appuyer dessus.

Nous ne devons pas laisser s'étioler notre foi dans le multilatéralisme et dans le mécanisme de désarmement multilatéral. Nous croyons que l'échec du multilatéralisme pourrait entraîner l'écroulement de tout le système isssu de la Charte des Nations Unies et compromettre gravement le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'Egypte reconnaît l'importance que revêtent les négociations bilatérales entre les deux grandes puissances; celles-ci ont en effet une responsabilité toute spéciale dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement ainsi qu'en ce qui concerne la réalisation de tous les objectifs de la Charte en matière de paix et de sécurité internationales.

Cependant, les négociations bilatérales ne sauraient selon nous remplacer les négociations multilatérales au sein de la Conférence du désarmement.

Ma délégation a fait distribuer, dans le document CD/850 daté du 1er août 1988, le texte de la déclaration publiée par le ministère égyptien des affaires étrangères à l'occasion du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Je rappellerai que l'Egypte a été l'un des premiers pays à signer ce traité, le premier jour de l'ouverture à la signature, le 1er juillet 1968. Nous ne l'avons ratifié que le 22 février 1981. Cette décision, nous l'avons prise en dépit du fait qu'un pays de notre région, à savoir Israël, a refusé jusqu'à ce jour d'adhérer à cet instrument juridique important; ma délégation tient

(M. Elaraby, Egypte)

à saisir cette occasion pour appeler une fois de plus Israël à le faire sans tarder. Pareille initiative contribuerait sans aucun doute à diminuer la tension et à calmer les esprits au Moyen-Orient.

Il faudrait également rappeler que le Traité sur la non-prolifération prévoit un régime plus strict pour s'assurer de l'absence d'armes nucléaires. Je me réfère en particulier à l'article 7 du Traité qui stipule en effet : "Aucune clause du présent Traité ne porte atteinte au droit d'un groupe quelconque d'Etats de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs".

Grâce aux efforts conjoints de l'Egypte et de l'Iran, l'Assemblée générale a adopté dès 1974 un projet de résolution sur la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient. Depuis 1980 l'Assemblée générale adopte cette résolution par consensus, ce qui signifie qu'elle est approuvée non seulement par tous les pays de la région, mais également par les cinq puissances nucléaires. Ce qu'il faut à l'heure actuelle, c'est examiner les moyens de la faire appliquer. L'Egypte a donc présenté le 24 juin 1988 à la Commission plénière de la session extraordinaire de New York une proposition tendant à autoriser le Secrétaire général "à nommer un représentant personnel ou un groupe d'experts, chargé d'entrer en contact avec les Etats de la région aux fins de formuler un projet de traité modèle et d'instaurer des mesures pratiques permettant d'instaurer les conditions nécessaires à la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-orient". Nous espérons que la Conférence du désarmement étudiera sans tarder cette proposition, que ma délégation soumettra de nouveau à l'Assemblée générale à sa prochaine session.

Les principes inscrits dans le Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique, ainsi que les autres instruments juridiques pertinents, constituent le régime juridique régissant les activités dans l'espace. Le renforcement de ce régime juridique répond aux intérêts légitimes de l'ensemble de l'humanité. Nous devrions tous diriger nos efforts dans ce sens. Toutefois, l'évolution rapide des techniques fait que ce régime, en dépit de ses nombreux points positifs, doit être constamment mis à jour, restructuré et renforcé. Dans ma déclaration du 21 avril dernier, j'ai mentionné une insuffisance à corriger, à savoir qu'il faudrait élargir le champ d'application de l'article 4 du Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique de façon qu'il interdise tous les types d'armes, au lieu de se limiter aux armes nucléaires et autres moyens de destruction massive. Cet élargissement a pour objectif de réserver l'espace aux seules utilisations pacifiques. C'est là une exigence à laquelle il faut répondre sans tarder étant donné le danger toujours plus grand que représente une course aux armements dans l'espace. L'Egypte demeure convaincue qu'il faut prendre des mesures urgentes pour consolider, renforcer et développer le régime juridique existant et pour en accroître l'efficacité. En même temps, nous estimons que les accords bilatéraux et multilatéraux en vigueur devraient être scrupuleusement respectés.

Le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace n'a pas eu la tâche facile cette année. Au cours de la session d'été, son président, l'Ambassadeur Taylhardat du Venezuela, en a dirigé les travaux avec beaucoup d'habileté et nous a fourni un document très utile où figuraient

(M. Elaraby, Egypte)

une liste des propositions concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les noms de leurs auteurs. Ma délégation a pris bonne note des discussions intéressantes et des nombreuses interventions au sujet de ces propositions. Il apparaît qu'au cours de sa session d'été le Comité a consacré davantage de temps et donné davantage d'importance à ces propositions. C'est là un fait qui doit à notre avis ressortir de notre rapport.

J'aborde maintenant le point 4 de l'ordre du jour. Ma délégation se réjouit, une fois de plus, de constater combien ont progressé les négociations en vue d'élaborer une convention interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques et prévoyant leur destruction. A cet égard, ma délégation ne peut manquer de noter avec satisfaction le rôle éminent qu'a joué le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne.

Je tiens aussi à saluer l'initiative positive que les Etats-Unis ont prise le 28 juillet en signalant l'emplacement de chacune de leurs installations de fabrication de produits chimiques. L'Egypte y voit une contribution importante aux mesures de renforcement de la confiance qui sont nécessaires pour appuyer nos efforts en faveur de la conclusion de la convention.

Nous saluons également l'initiative prise l'an dernier par l'Union soviétique à l'installation militaire de Chikhany et invitons les autres Etats à prendre des mesures similaires pour renforcer le climat de confiance.

L'Egypte appuie pleinement les initiatives actuelles pour élaborer une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Elle est signataire du Protocole de Genève concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Elle a également été parmi les premiers Etats à signer la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. Malheureusement, certains événements qui se sont déroulés dans notre région nous ont empêchés de la ratifier plus tôt. Nous espérons que cette question ne se posera pas pour les futurs accords de désarmement.

Je saisis cette occasion pour redire que l'Egypte voit dans l'interdiction des armes chimiques une norme fondamentale du droit international de notre monde actuel qui doit être observée scrupuleusement. Bien qu'elle reconnaisse que des progrès considérables ont été accomplis dans nos travaux, elle n'en oublie pas pour autant qu'il reste beaucoup à faire. Un grand nombre des divergences qui subsistent en matière de concepts et de méthodes ne portent pas seulement sur de simples détails de rédaction.

L'Egypte, comme bien d'autres Etats, pense que, pour qu'un Etat adhère à une convention qui touche à des aspects importants de sa sécurité et pour qu'il prenne sur lui toute une série d'obligations, la condition sine qua non est que cette convention s'applique à tous les Etats. Certains pays clefs, notamment tous les Etats des régions dites "chaudes", devraient y adhérer simultanément. La non-adhésion de certains Etats pourrait bien constituer un écueil fatal pour la convention.

(M. Elaraby, Egypte)

Dans nos efforts pour parvenir à l'universalité, nous pensons qu'il faut prendre en compte deux éléments essentiels : les consultations préalables et, d'autre part, les garanties et sanctions. En ce qui concerne les consultations préalables, qui doivent être les plus larges possibles, l'Egypte ne pense pas qu'il soit bon que la Conférence du désarmement présente la convention directement à l'Assemblée générale pour adoption. Elle préfère que tous les Etats, qu'ils soient ou non membres de la Conférence du désarmement, soient invités à une conférence d'examen de la convention. Nous pensons aussi qu'il faudrait engager le plus tôt possible des travaux préparatoires en vue de consultations sur tous les aspects de la convention et sur ses implications éventuelles. A cet égard, j'aimerais rappeler la proposition présentée à la troisième session extraordinaire par le ministre yougoslave des affaires étrangères en faveur de la tenue d'une conférence extraordinaire des Nations Unies chargée d'examiner et d'approuver la convention sur les armes chimiques. Selon nous, les mérites de cette proposition sont grands. Nous approuvons la tenue d'une conférence internationale placée sous les auspices des Nations Unies et ouverte à tous les signataires éventuels de la convention. A notre avis, cette procédure permettrait une participation directe et contribuerait donc dans une grande mesure à la conclusion d'un document global acceptable par tous.

Le second élément lié au concept d'universalité est constitué par les garanties et sanctions. Entre nous soit dit, une convention sans garanties ni sanctions risquerait de n'être ni universelle ni crédible. Nous voudrions que soient prévues des sanctions spécifiques au cas où un Etat, partie ou non à la convention, en violerait les dispositions. Nous aimerions également avoir des garanties nous assurant que les sanctions seront appliquées effectivement et sans discrimination. Ma délégation propose que la conférence envisage d'incorporer un nouvel article à ce sujet. Nous pourrions étudier le fond et la forme de cet article durant la prochaine intersession de la Conférence. Nous avons beaucoup apprécié la souplesse de la position de l'Ambassadeur Nazarkine de l'Union soviétique dans son discours du 11 août. Nous nous réjouissons en particulier qu'il ait dit que les Etats parties à la convention devaient être protégés contre le recours aux armes chimiques aux termes de l'article X. L'Egypte est elle aussi favorable à l'élaboration de dispositions prévoyant des mesures collectives que prendraient les Etats parties à la convention pour s'opposer à l'emploi ou à la menace de l'emploi d'armes chimiques. Il est rassurant de constater que la délégation soviétique accepterait que soient incorporées dans la convention des dispositions relatives à une coopération entre les Etats parties aux fins de la protection contre les armes chimiques qui serait fondée sur des accords bilatéraux et multilatéraux facultatifs.

Il est un autre domaine qui devrait attirer particulièrement notre attention, et c'est celui de la vérification. Nous convenons avec de nombreuses délégations qu'il nous faut une convention vérifiable, crédible et sans lacune. Il faut donc absolument que la convention prévoie une vérification efficace. Mais cette exigence ne devrait pas être poussée au point de menacer la sécurité nationale des Etats parties. Nous inclinons à penser que l'utilisation non abusive de ce dispositif est aussi importante

(M. Elaraby, Egypte)

que le concept même de vérification. Nous sommes donc favorables à l'incorporation de dispositions précises fixant les procédures de vérification, en particulier en ce qui concerne l'inspection par mise en demeure.

Nous estimons notamment que l'adhésion à la convention dépendra dans une large mesure de la place qu'elle fera à la coopération internationale en vue de développer les utilisations pacifiques de l'industrie chimique; il ne faut pas non plus que la convention entrave l'utilisation de la chimie à des fins pacifiques.

Pour ce qui est des réunions entre les sessions, je rappellerai seulement qu'elles ne peuvent se tenir tant que la Première Commission n'a pas conclu ses travaux à New York, et qu'entre décembre et janvier les vacances nous ôtent en général au moins trois semaines; dès lors, il est clair que nous ne disposons que d'environ six semaines de travail. Pour faire le meilleur usage du temps qui nous est imparti, ma délégation propose que nous nous concentrions sur certaines questions spécifiques comme les garanties et sanctions, l'inspection par mise en demeure et les articles X et XI.

Ma délégation note avec satisfaction que les travaux sur l'article VI ont progressé. Nous comprenons cependant qu'il faut consacrer davantage de temps aux produits chimiques létaux supertoxiques énumérés au tableau [1] et fabriqués à l'échelle du laboratoire, et étudier leur importance pour la recherche médicale et la défense. En ce qui concerne les tableaux figurant en annexe à cet article, nous pensons que, pour des raisons pratiques, il faudrait prévoir une procédure permettant de les mettre à jour à chaque fois que c'est nécessaire. L'Egypte estime que les tableaux [1] et [3] devraient pouvoir être modifiés à chaque fois que de nouveaux agents chimiques sont fabriqués.

Ma délégation a participé à la réunion des experts de l'industrie qui s'est tenue le 22 juillet; elle est d'avis que ces réunions sont d'une importance capitale et qu'elles contribuent efficacement à faire avancer la mise au point d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques. Je saisis cette occasion pour remercier la délégation suédoise qui a présidé cette réunion avec beaucoup de compétence, nous permettant ainsi d'obtenir de nombreux résultats en un temps très court. Nous espérons que cette réunion sera suivie d'autres, tout aussi positives.

Avant de conclure, je voudrais aborder une question qui préoccupe gravement les Africains, à savoir l'utilisation de notre continent pour décharger des déchets nucléaires et industriels. Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni pour sa quarante-huitième session ordinaire à Addis-Abeba du 19 au 23 mai dernier, a étudié cette question et a approuvé la résolution à cet égard. Le paragraphe premier de ce texte dispose que le déversement de déchets nucléaires et industriels en Afrique est un crime contre l'Afrique et son peuple. L'Ambassadeur Azikiwe du Nigéria a déclaré le 11 août 1988 : "Le déversement de déchets radioactifs à des fins hostiles préoccupe beaucoup le Nigéria, et un grand nombre d'autres pays partagent sans doute cette inquiétude. Nous considérons donc qu'il est essentiel que cette question soit abordée de façon claire et non ambiguë

(M. Elaraby, Egypte)

dans la convention sur les armes radiologiques qui est actuellement examinée par le Groupe de contact A." L'Egypte appuie la demande du Nigéria et espère que les dispositions permettant de lui donner suite seront bientôt élaborées.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Elaraby pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence, ainsi que pour avoir rappelé la collaboration de nos deux pays dans le cadre des travaux antérieurs de la Conférence. Je donne maintenant la parole au distingué représentant de la Hongrie, l'Ambassadeur Varga.

M. VARGA (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Je tiens avant tout à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence pour le mois de septembre et je vous souhaite de diriger avec succès les travaux de la Conférence à la fin de sa session de 1988. Ma délégation est prête à coopérer pleinement avec vous et à vous aider à vous acquitter de vos responsabilités.

Je voudrais exprimer ma gratitude à votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Wisber Loeis de l'Indonésie, qui a présidé nos travaux en août avec beaucoup de diplomatie et de dévouement. Août 1988 restera gravé dans ma mémoire comme le mois où la bienvenue m'a été souhaitée par le Président de la Conférence et par un grand nombre de mes distingués collègues ici présents. Je voudrais dire combien je suis reconnaissant de l'accueil bienveillant et amical qu'ils m'ont réservé. En réponse aux voeux et aux paroles chaleureuses qu'ils m'ont adressés, je tiens à les assurer que ma délégation et moi-même ferons de notre mieux pour coopérer avec eux comme mes prédécesseurs l'ont fait par le passé. Je voudrais accueillir à mon tour chaleureusement le nouveau représentant de la Birmanie et lui souhaiter le succès dans sa tâche.

Bien que nouveau venu à la Conférence du désarmement, unique organe de négociation multilatérale à l'échelle mondiale, les questions de sécurité internationale, de maîtrise des armements et de désarmement me sont cependant sous un certain angle familières. J'ai acquis mon expérience dans ce domaine particulier de la diplomatie multilatérale en représentant mon pays à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le fait d'avoir participé à la réunion de suivi de Madrid et à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement, ainsi que l'humble expérience acquise à cette occasion, m'aideront beaucoup, je l'espère, à me familiariser avec le travail politique compliqué et avec le processus de négociation que poursuit cet organe unique dans des domaines vitaux du désarmement multilatéral.

Alors que la session de 1988 de la Conférence du désarmement tire à sa fin, on est tenté de dresser le bilan des résultats obtenus durant l'année. Tel n'est pas mon but, et je me permettrai de me montrer quelque peu sélectif en n'abordant que les questions qui ont retenu mon attention au cours de ma brève présence en cette enceinte.

Comme de coutume, ma délégation a pris une part active aux travaux du Comité spécial des armes radiologiques; aussi ai-je appris avec satisfaction que ce comité avait été le premier à achever ses travaux et à présenter son rapport à la Conférence. Je tiens à féliciter l'Ambassadrice Tessa Solesby du Royaume-Uni pour l'efficacité avec laquelle elle a dirigé les travaux du Comité.

(M. Varga, Hongrie)

Je partage son avis sur les résultats des activités en matière d'interdiction des armes radiologiques, sur l'importance des progrès, fondamentaux même s'ils restent modestes selon les critères de l'ONU, qui ont été réalisés au cours de la session de 1988, et sur la méthode à adopter pour traiter les deux questions.

Ma délégation n'est pas la seule à accorder un rang de priorité élevé aux négociations sur l'interdiction des armes chimiques. Je voudrais dire combien elle a apprécié les efforts de l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, Président du Comité spécial des armes chimiques, ainsi que l'esprit d'initiative avec lequel il a guidé les travaux du Comité. Ma délégation suit avec un grand intérêt les préparatifs de l'exercice d'inspection expérimentale qu'effectue le groupe officieux dirigé par l'Ambassadeur Ekéus de la Suède. Quand les Etats intéressés auront mené à bien les exercices d'inspection expérimentale, nous pourrons, espérons-le, procéder à la compilation d'un grand nombre de données d'expérience pratiques en matière de vérification de la non-fabrication d'armes chimiques. Il deviendra dès lors plus facile de clarifier définitivement les autres questions dans ce domaine.

L'intérêt que nous portons aux préparatifs de l'exercice d'inspection expérimentale témoigne aussi de la grande importance que le Gouvernement de la République populaire hongroise continue d'attacher à la conclusion, dans les meilleurs délais, d'une convention sur l'interdiction complète et globale de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques pour tous les Etats sans exception, comme l'a justement souligné l'Ambassadeur Elaraby de l'Egypte dans son intervention. Pour que cette convention puisse être conclue le plus tôt possible, les autorités hongroises ont procédé à une étude approfondie de la situation de l'industrie chimique nationale par rapport à la future convention. A la suite de cette étude, et pour faire prévaloir la franchise dans les échanges multilatéraux de données, notre Ministre des affaires étrangères, dans sa déclaration du 4 février 1988, a informé la Conférence des productions de notre industrie chimique et de leur utilisation à des fins pacifiques. Dans sa déclaration du 29 mars 1988, mon prédécesseur a donné plus de détails sur ce sujet.

Poursuivant mon examen sélectif, je ne peux que regretter de constater que la Conférence du désarmement n'a pas réussi cette année non plus à progresser dans le domaine pourtant le plus important, celui de l'interdiction des essais nucléaires. Nous restons convaincus que l'interdiction de ces essais contribuerait efficacement, à elle seule, à faire cesser la course aux armements nucléaires. La poursuite des essais va contre les efforts déployés par la grande majorité des Etats pour mettre fin au perfectionnement des types d'armes nucléaires utilisés actuellement et à la mise au point d'armes nouvelles. C'est pourquoi nous insistons pour que l'on interdise tous les essais d'armes nucléaires à jamais et dans tous les milieux.

Nous n'ignorons pas les difficultés rencontrées pour engager des travaux de fond en matière d'interdiction des essais nucléaires dans un cadre structurel adéquat. Nous pensons toutefois que des divergences de vues ne sauraient inévitablement empêcher de commencer ces travaux de fond. Plusieurs propositions ont été faites pour résoudre la question, au sein de

(M. Varga, Hongrie)

la Conférence du désarmement ou en dehors de cette instance. Les Gouvernements indonésien, mexicain, péruvien, sri-lankais, vénézuélien et yougoslave ont notamment proposé officiellement d'amender le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau dans le cadre d'une conférence des Etats parties. Nous nous félicitons de cette proposition, qui vise à résoudre en dehors de la Conférence du désarmement le problème de l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

Nous nous félicitons aussi de tous les efforts déployés pour faire sortir la Conférence du désarmement de l'impasse. C'est pourquoi ma délégation juge encourageante l'initiative prise par la Tchécoslovaquie qui, dans le document de travail CD/863 présenté par notre distingué collègue l'Ambassadeur Vejvoda, a proposé "d'engager, comme première mesure en vue de la conclusion d'un traité sur l'interdiction des essais nucléaires, des travaux de fond sur des questions spécifiques et en corrélation se rapportant à l'interdiction des essais, notamment la structure et la portée ainsi que la vérification et le respect". Ma délégation estime que ce document - que la Conférence a d'abord examiné un certain temps à titre officieux avant d'en être saisie officiellement - contient des propositions réalistes et applicables à ce stade et dans cette enceinte.

Je soulignerai pour conclure que la Conférence du désarmement poursuit depuis longtemps déjà l'élaboration d'un programme global de désarmement; cette année, elle a abordé ce point sous la direction inlassable de l'Ambassadeur García Robles. A titre personnel, permettez-moi de dire combien j'ai été impressionné par la bonne volonté et l'esprit constructif de la délégation indienne, qui a présenté un plan d'action pour hâter l'avènement d'un ordre mondial non violent et exempt d'armes nucléaires.

Ce qui indique que la session de 1988 de la Conférence du désarmement touche à sa fin c'est, notamment, que les comités spéciaux présentent successivement leur rapport à la Conférence en séance plénière. Nous entendrons bientôt, espérons-le, le rapport du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité que préside mon distingué collègue, l'Ambassadeur Kostov de la Bulgarie. J'espère que le Comité spécial des armes chimiques et le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace seront bientôt en mesure de présenter leur rapport, permettant ainsi à la Conférence de clore sa session de 1988.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Hongrie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, vous assumez la présidence alors que la Conférence parvient à son point culminant, qui est l'élaboration du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies, et alors que des capacités de direction sont nécessaires pour que notre session soit couronnée de succès. Notre délégation oeuvrera à cette fin de manière constructive et dans un esprit de coopération. Notre délégation se joint aux voeux de bienvenue adressés au nouveau représentant de la Birmanie, l'Ambassadeur Aung Thant.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Nous serons heureux de travailler avec lui et avec sa délégation. Nous souhaitons également la bienvenue à la délégation des ecclésiastiques soviétiques qui assiste à notre séance d'aujourd'hui.

Le 30 août, le directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, William P. Burns, s'est adressé à la Conférence du désarmement. Dans son allocution, le général Burns s'est référé au troisième examen du Traité américano-soviétique de 1972 sur les systèmes antimissiles balistiques, mais il a noté qu'il n'était pas encore à même d'entrer dans le détail du sujet. Cet examen s'est achevé le 31 août et les Etats-Unis ont publié une déclaration concernant son issue. Etant donné l'intérêt manifesté à cet égard au moment de l'exposé du général Burns, et en raison de l'importance générale des questions bilatérales concernant la maîtrise des armes nucléaires pour la Conférence du désarmement, je crois utile de citer cette déclaration dans son intégralité :

"Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont procédé au troisième examen du Traité ABM, qui est requis tous les cinq ans aux termes des dispositions du Traité. L'examen s'est déroulé du 24 au 31 août 1988. La délégation des Etats-Unis était dirigée par William P. Burns, directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency.

"Durant l'examen, les Etats-Unis ont souligné l'importance des violations soviétiques à l'égard du Traité ABM, qui constituent une menace pour la viabilité de cet instrument. A aucun moment de la conférence d'examen l'Union soviétique n'a indiqué qu'elle était prête à remédier à ces violations sans lier son accord en la matière à des exigences inacceptables.

"Spécifiquement, les Etats-Unis ont discuté avec les Soviétiques de leur grave préoccupation devant le fait que le déploiement par l'Union soviétique d'un grand radar à éléments en phase près de Krasnoïarsk constitue une violation importante d'un élément central du Traité ABM. De tels radars prennent des années à construire et sont essentiels pour assurer une défense à l'échelle du pays - qui est interdite par le Traité. Les restrictions imposées par le Traité en ce qui concerne l'emplacement, l'orientation et les fonctions de radars de ce genre sont donc des dispositions essentielles du Traité. Par conséquent, la violation constituée par le radar de Krasnoïarsk est très grave, en particulier quand on reconnaît que cette installation représente un élément d'un réseau de radars qui ont la possibilité inhérente d'évaluer les attaques pour venir à l'appui d'une défense contre les missiles balistiques.

"Le radar de Krasnoïarsk doit être démantelé afin que l'Union soviétique remédie à cette violation. Depuis plus de cinq ans, tant à la Commission consultative permanente créée en vertu du Traité que par d'autres voies diplomatiques, les Etats-Unis ont exhorté l'Union soviétique à remédier à cette violation manifeste en démantelant le radar. Durant l'examen, les Etats-Unis ont souligné les mesures spécifiques que l'Union soviétique doit prendre pour remédier à cette violation d'une manière vérifiable. Ils ont également dit clairement que

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

l'existence du radar de Krasnoïarsk rendait impossible de conclure à l'avenir tout accord dans le domaine des armements stratégiques ou dans celui de la défense et de l'espace. Ils ont observé un ralentissement de la construction, mais ce ralentissement - voire un arrêt total de la construction - serait insuffisant pour remédier à la violation du Traité ou pour répondre aux préoccupations américaines concernant l'impact important de la violation.

"Les Etats-Unis ne peuvent pas tolérer indéfiniment cette violation grave et manifeste du Traité. La violation doit être réparée. Tant que le radar de Krasnoïarsk ne sera pas démantelé, les Etats-Unis continueront de soulever la question de la violation substantielle et des mesures de riposte proportionnées. Rien de ce qui s'est passé durant la Conférence d'examen ni l'achèvement de cette dernière ne devraient être interprétés comme portant atteinte de quelque manière que ce soit aux droits qu'ont les Etats-Unis, conformément au droit international, à l'égard de toute violation soviétique du Traité. Etant donné que l'Union soviétique ne s'est pas montrée prête, durant la Conférence d'examen, à répondre aux préoccupations des Etats-Unis concernant la violation constituée par le radar de Krasnoïarsk, les Etats-Unis devront envisager de déclarer cette violation continue comme une violation substantielle du Traité. A cet égard, ils se réservent entièrement le droit, conformément au droit international, de prendre à l'avenir des mesures de riposte appropriées et proportionnées.

"Durant l'examen du Traité ABM, les Etats-Unis ont également discuté de la violation du Traité constituée par les radars illégalement installés à Gomel. Ils se réservent également le droit de répondre à cette violation d'une manière appropriée et proportionnée. Ils ont également examiné avec l'Union soviétique un certain nombre de préoccupations concernant le respect du Traité ABM, qui donnent globalement à penser que l'Union soviétique prépare éventuellement une défense antimissile du territoire, qui est interdite. Il s'agit là d'une préoccupation particulièrement grave. Comme l'a noté le Président, cette évolution 'aurait de profondes incidences sur l'équilibre vital entre l'Est et l'Ouest. Une capacité unilatérale soviétique de défense antimissile du territoire, acquise en violation du Traité ABM, pourrait éroder notre force de dissuasion et mettre en doute sa capacité'.

"Les Etats-Unis continuent de nourrir une préoccupation profonde et durable quant aux incidences de l'évolution du non-respect du Traité ABM par l'Union soviétique. Comme le Président Reagan l'a fait observer en décembre 1987 :

> 'Aucune violation d'un traité ne peut être considérée comme une question mineure et on ne peut non plus avoir confiance dans des accords si un pays peut choisir quelles dispositions il respectera ... La réparation des violations de l'Union soviétique montrera si celle-ci est véritablement disposée à s'engager dans des relations plus constructives et à élargir la base de la coopération entre nos deux pays pour ce qui est des questions de sécurité.'

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

"Les Etats-Unis n'accepteront pas les violations de l'Union soviétique ni le principe 'deux poids, deux mesures', et se réservent le droit de prendre à l'avenir des mesures de riposte appropriées et proportionnées."

Ainsi s'achève la déclaration des Etats-Unis.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant des Etats-Unis d'Amérique. La liste des orateurs d'aujourd'hui est maintenant épuisée. Y a-t-il d'autres intervenants ? Je donne la parole au distingué représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de septembre et vous exprimer mes voeux de succès à ce poste. Je voudrais également dire à votre prédécesseur, le distingué représentant de l'Indonésie, l'Ambassadeur Loeis, notre reconnaissance pour l'efficacité et le succès avec lesquels il a rempli sa tâche de président durant le mois dernier. Je tiens aussi à saluer nos nouveaux collègues à la Conférence, le distingué représentant d'un Etat socialiste, la Hongrie, l'Ambassadeur Istvan Varga, dont nous avons écouté aujourd'hui l'intervention avec beaucoup d'intérêt. Je souhaite également la bienvenue au nouveau représentant de la Birmanie, l'Ambassadeur Aung Thant.

J'ai pris la parole pour donner lecture de la déclaration qui a été faite par la délégation soviétique au sujet des résultats de l'examen du fonctionnement du Traité sur les systèmes antimissiles balistiques. Je vais maintenant lire cette déclaration.

"Conformément aux dispositions du Traité entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, les représentants de l'URSS et des Etats-Unis d'Amérique se sont réunis à Genève, du 24 au 31 août 1988, pour procéder à l'examen du Traité prévu après chaque période de cinq ans.

"La partie soviétique part du fait que cet examen doit conduire au renforcement du Traité ABM, qui a une importance fondamentale pour assurer de nouveaux progrès dans le domaine du désarmement et renforcer la stabilité stratégique et la sécurité internationale. La préservation et le renforcement de ce traité incombent conjointement aux parties - l'URSS et les Etats-Unis.

"La délégation soviétique a procédé à toutes les discussions dans un esprit de non-confrontation en vue de rechercher des solutions mutuellement acceptables, en ce qui concerne aussi bien la réaffirmation politique de l'engagement des parties à l'égard des buts et des objectifs du Traité que la recherche de solutions techniques concrètes susceptibles d'éliminer les préoccupations mutuelles et les situations ambiguës qui se sont fait jour durant les échanges de vues entre les parties.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

"La délégation soviétique s'est efforcée de faire en sorte que la réaffirmation de l'engagement à l'égard du Traité et les ébauches convenues concernant les moyens de dissiper les préoccupations des deux parties soient reflétées dans une déclaration ou un communiqué commun qui serait publié à l'issue de l'examen du Traité. Malheureusement, cela n'a pas été possible étant donné que la partie américaine n'a pas voulu examiner sur le plan pratique les préoccupations de la partie soviétique et s'est efforcée de réduire l'ensemble de l'examen du Traité ABM à l'acceptation par la partie soviétique de la demande américaine concernant le démantèlement du radar encore inexistant de Krasnoïarsk.

"La partie américaine a publié une déclaration unilatérale sur les résultats de l'examen qui contient une évaluation non objective de la situation existante.

"La présente déclaration de la délégation soviétique expose des faits qui donnent un tableau réel de la situation concernant le respect du Traité ABM et de la nature des discussions qui se sont déroulées.

"En ce qui concerne le radar en cours de construction dans la région de Krasnoïarsk, la partie soviétique a de nouveau affirmé que cette installation est destinée à la poursuite d'objets spatiaux et ne tombe pas sous le coup des limitations du Traité ABM. Les Etats-Unis continuent malgré tout de lui attribuer des fonctions d'alerte aux missiles. Ces allégations américaines ne s'appuient pas sur des faits, mais sur des présuppositions et des évaluations subjectives.

"En tant que geste de bonne volonté et désireux de dissiper les préoccupations des Etats-Unis, nous nous sommes déclarés disposés à démanteler le matériel de cette installation de telle manière que cela puisse être vérifié et ne donne pas lieu à des doutes de la part des Etats-Unis, à condition que l'on s'entende sur le respect du Traité ABM tel que signé en 1972.

"La partie américaine s'est également déclarée préoccupée par le fait que divers éléments du radar appelés aux Etats-Unis 'Pawn Shop' et 'Flat Twin' sont enlevés du polygone d'essais de Sary-Chagane pour être installés dans la région de Gomel, opération qui est décrite sans fondement comme étant le début du déploiement de radars ABM.

"Sur la base des faits que nous avons présentés et de la visite des représentants officiels des Etats-Unis dans la région de Gomel, la partie américaine a pu s'assurer qu'en réalité, les éléments du radar 'Flat Twin' et du fourgon automobile 'Pawn Shop' servaient à créer dans ladite région des bancs de mesure pour l'essai et le réglage d'antennes à réflecteur qui sont beaucoup utilisées dans l'économie nationale du pays. Ces travaux ne contreviennent aucunement au Traité ABM.

"Nous avons déclaré en même temps qu'en vue de dissiper les préoccupations des deux parties concernant le respect du Traité ABM, la partie soviétique serait prête à résoudre de manière radicale la question des autres éléments du radar 'Flat Twin' et du fourgon automobile 'Pawn Shop' auxquels se réfère la partie américaine.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

"La partie américaine a de nouveau évoqué la possibilité que l'Union soviétique prépare une défense antimissile de son territoire. Elle a réitéré les allégations qu'elle avait déjà avancées, auxquelles la partie soviétique avait donné les réponses voulues. Aucune des questions soulevées, prises individuellement ou dans leur ensemble, ne justifie les préoccupations exprimées par les Etats-Unis.

"La partie soviétique a également présenté un certain nombre de propositions constructives qui, si elles étaient appliquées, contribueraient à résoudre d'autres questions soulevées par l'une ou l'autre des parties. A ce titre, il s'agirait de convenir que les parties se communiqueront à l'avance les plans concernant la construction de grands radars à éléments en phase, en indiquant leur destination; de convenir de marques permettant de distinguer les radars ABM des autres radars; d'élaborer des procédures pour le démantèlement ou la destruction des radars ABM sur les polygones d'essais; d'autoriser des représentants de l'Union soviétique à visiter le radar américain situé au Groenland et le chantier de construction de l'installation de lancement de "fusées-sondes" à Shemya afin que l'Union soviétique puisse matériellement se rendre compte des activités des Etats-Unis qu'elle considère, sur la base des données dont elle dispose, comme une violation du Traité (le radar du Groenland) ou comme une situation préoccupante (les travaux de construction sur l'île Shemya).

"Malheureusement, nos propositions n'ont pas reçu d'écho positif de la partie américaine. Malgré un état de choses réel, elle continue à nier gratuitement ou à prétendre ne pas voir les raisons pour lesquelles l'Union soviétique a de sérieuses préoccupations quant au respect des obligations contractées par les Etats-Unis en vertu du Traité. La partie américaine n'a pas répondu à certaines de nos propositions, et les réponses qu'elle a données à d'autres questions ne sauraient être jugées satisfaisantes.

"La partie américaine ne s'est pas montrée non plus disposée à prendre des mesures en vue de remédier aux violations du Traité ABM qu'elle a commises.

"Depuis 1975, la partie soviétique se déclare préoccupée au sujet du déploiement par les Etats-Unis de grands radars à éléments en phase du type 'Pave Paws', tant sur le territoire américain qu'à l'extérieur. Notre préoccupation provient du fait que ces grands radars ont des paramètres suffisants pour constituer des radars ABM. Conjointement avec le radar de Grand Forks, les radars susmentionnés peuvent servir à mettre en place une défense antimissile du territoire américain, ce qui est incompatible avec les dispositions de l'article I du Traité ABM qui interdisent de créer la base d'une défense antimissile du territoire national.

"La partie soviétique est particulièrement préoccupée du fait que les Etats-Unis ont commis une violation du Traité ABM en déployant, après son entrée en vigueur, un nouveau grand radar à éléments en phase du type "Pave Paws" au Groenland et en construisant un radar analogue en Grande-Bretagne. Le Traité ABM réglemente strictement le déploiement

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

de grands radars à éléments en phase ayant une puissance supérieure à trois millions, compte tenu de leur destination. En outre, les radars d'alerte aux missiles qui possèdent de telles caractéristiques ne sont autorisés à être déployés qu'à la périphérie du territoire national, où ils doivent être orientés vers l'extérieur.

"Le grand radar américain à éléments en phase situé à Thule (Groenland) a une puissance qui dépasse sensiblement trois millions. La région de Thule ne se trouve pas à la périphérie du territoire national des Etats-Unis. La partie américaine a elle-même indiqué que le radar de Thule était destiné à l'alerte aux missiles. En conséquence, le déploiement d'un grand radar à éléments en phase dans la région de Thule constitue une violation du Traité ABM.

"Le début de la construction d'un radar analoque à Fylingdales constitue une violation identique.

"La partie soviétique a exprimé également d'autres préoccupations concernant le respect du Traité ABM par les Etats-Unis.

"Désireuse de trouver une solution aux questions concrètes qui se sont posées, la partie soviétique s'est déclarée effectivement prête à dissiper les préoccupations des deux parties. Il est naturel que la recherche de solutions doive être faite sur une base réciproque, sans s'écarter de l'essentiel qui est la réaffirmation par les parties de leur engagement à l'égard des buts et des dispositions du Traité ABM.

"Ce n'est pas par notre faute si les pourparlers n'ont pas permis de trouver des solutions positives aux questions examinées. Cependant, la partie soviétique estime que les efforts communs visant à rechercher des solutions de principe pourraient être poursuivis, et nous y contribuerons. En particulier, le Traité prévoit un mécanisme pour l'examen des préoccupations exprimées par les parties - la Commission consultative permanente. La session ordinaire de cette Commission soviéto-américaine, qui doit se tenir à Genève en automne de cette année, devrait être précisément consacrée à cette fin, notamment conformément aux instructions qui peuvent être données à la Commission à la suite de la rencontre prochaine du Ministre des affaires étrangères de l'URSS avec le Secrétaire d'Etat américain."

Ainsi s'achève la déclaration de la délégation soviétique sur les résultats de l'examen du fonctionnement du Traité ABM.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à celui de mon prédécesseur. Je donne maintenant la parole au représentant du Royaume-Uni.

M. KENYON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (traduit de l'anglais) : Ma délégation voudrait se joindre à ceux qui ont souhaité la bienvenue à l'Ambassadeur Aung Thant qui vient de prendre ses fonctions à la Conférence du désarmement. Nous voudrions également souhaiter la bienvenue aux membres du clergé soviétique qui observent nos activités aujourd'hui.

(M. Kenyon, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Le Gouvernement du Royaume-Uni rejette entièrement toute allégation selon laquelle le système radar à éléments en phase de Fylingdales au Royaume-Uni constituerait une violation des obligations des Etats-Unis au titre du Traité ABM.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Royaume-Uni et je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je voudrais répondre aux allégations de l'Ambassadeur de l'Union soviétique concernant les violations présumées des Etats-Unis à l'égard du Traité ABM à Thule (Groenland) et à Fylingdales au Royaume-Uni. Les Soviétiques ont formulé ces allégations comme ils l'ont fait par le passé. Ces radars ne constituent pas des violations du Traité ABM. Les Soviétiques ont avancé ces allégations afin de détourner l'attention de leurs violations du Traité. Lors des récents pourparlers, nous avons répondu, comme auparavant, que ces deux installations existaient déjà lorsque le Traité ABM a été signé en 1972. Leur modernisation est permise par le Traité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique pour sa déclaration. Il n'y a maintenant plus d'orateurs. Vous vous rappellerez qu'à notre dernière séance plénière, j'avais annoncé que je vous soumettrai pour adoption le rapport du Comité spécial des armes radiologiques, que sa présidente, l'Ambassadrice Solesby, a présenté à la 479ème séance plénière. Nous allons donc procéder ainsi. La Conférence est saisie pour adoption du rapport du Comité spécial publié sous la cote CD/864. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

Le secrétariat me fait savoir que les projets de paragraphes de fond du rapport annuel à l'Assemblée générale concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, figurant dans le document CD/WP.353, ont été distribués hier après-midi dans leur version anglaise. Le texte dans les autres langues sera distribué demain à midi. Les projets de paragraphes de fond sur le point 3 de l'ordre du jour figurent dans le document CD/WP.352 et leur version anglaise sera déposée cet après-midi dans les casiers des délégations. Comme dans le cas précédent, le texte dans les autres langues sera prêt demain à midi. Comme vous le savez, des consultations officieuses à participation non restreinte se déroulent actuellement sur les poins 1, 2 et 7 de l'ordre du jour. Une fois terminés les débats sur ces points, les consultations porteront d'abord sur les projets de paragraphes de fond concernant l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, et ensuite sur le point 3 de l'ordre du jour intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées".

Alors que nous approchons de la fin de la session annuelle, le calendrier doit rester souple pour l'organisation des réunions de la Conférence et des consultations officieuses à participation non restreinte concernant le rapport annuel à l'Assemblée générale. En conséquence, je n'ai pas l'intention

(Le Président)

de distribuer aujourd'hui le calendrier des réunions qui devront se tenir la semaine prochaine. Par ailleurs, il nous faudra peut-être modifier la date de clôture si nous ne parvenons pas à régler dans les jours qui viennent les questions concernant le rapport.

Comme je l'ai noté au début de la matinée, nous tiendrons immédiatement après la plénière une réunion officieuse de la Conférence pour commencer à examiner le projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Comme il n'y a plus de questions à examiner aujourd'hui, je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 13 septembre, à 10 heures.

Je donne la parole au représentant de la Birmanie.

M. AUNG THANT (Birmanie) (traduit de l'anglais) : Je tiens à vous remercier très sincèrement des paroles chaleureuses de bienvenue que vous m'avez adressées au début de la séance. Je voudrais remercier aussi très sincèrement tous les membres de la Conférence du désarmement qui ont eu à mon égard des paroles aimables, en particulier les distingués représentants de l'Egypte, de la Hongrie, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et du Royaume-Uni. Quand je regarde la salle où nous nous réunissons, je suis saisi par tout le savoir, l'expérience et la sagesse qui y sont accumulés. J'en suis d'autant plus désireux de collaborer avec tous les membres, en espérant pouvoir contribuer modestement aux travaux de la Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur de la Birmanie pour les paroles aimables qu'il a adressées à mes collègues et à moi-même, et je puis de nouveau l'assurer que ma délégation coopérera pleinement avec lui aux travaux de la Conférence.

Cet après-midi, la réunion officielle du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace sera remplacée par des consultations officieuses, qui se tiendront dans la salle VII à 15 heures. Le Comité se réunira demain dans la salle VII, à 15 heures, pour adopter son rapport.

La séance est levée à 11 h 35.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.481
13 septembre 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGT UNIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 13 septembre 1988, à 10 heures

Président : M. Ali Shams Ardakani (République islamique d'Iran)

GE.88-64365/4484n

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 481ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui son examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux ainsi que du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui la représentante de la Finlande, le Président du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, les représentants de la République démocratique allemande, des Pays-Bas et de la Suède, le Président du Comité spécial sur le Programme global de désarmement et les représentants de la République fédérale d'Allemagne et de l'Australie. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit sur la liste, la représentante de la Finlande, Mme Rautio.

Mme RAUTIO (Finlande) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous adresser tous mes voeux pour l'accomplissement de votre tâche importante. Je suis certaine que vous guiderez la Conférence avec succès jusqu'à la prochaine session en 1989.

La Finlande participe depuis plusieurs années aux travaux de cette importante instance de négociation. J'ai demandé la parole aujourd'hui afin de vous présenter un nouveau "Livre bleu" finlandais, le deuxième rapport de recherche à paraître en 1988. C'est la treizième étude dans la série consacrée aux méthodes et aux appareils d'échantillonnage et d'analyse à employer pour la vérification du désarmement chimique. Le premier rapport que nous avons publié cette année (CD/843), intitulé "Standard Operating Procedures for the Verification of Chemical Disarmament, D.1 A Proposal for Procedures Supporting the Reference Database" (Procédures normales de fonctionnement pour la vérification du désarmement chimique; D.1 Proposition concernant les procédures relatives à la base de données de référence), a été présenté au Comité spécial des armes chimiques vers la mi-juillet. Le présent rapport (CD/873) a pour titre "Computer-aided Techniques for the Verification of Chemical Disarmament; E.1 Verification Database" (Vérification du désarmement chimique à l'aide de techniques informatiques; E.1 Base de données pour la vérification). Des exemplaires de ce document seront distribués aux membres de la Conférence, en même temps que le texte de ma déclaration.

La future convention sur les armes chimiques exigera des Etats parties qu'ils fassent des déclarations très complètes et établissent des plans détaillés. La vérification du respect de la convention requerra que le secrétariat technique ait facilement accès à un volume énorme de données de référence exactes et sûres. Le processus de vérification continuera tant que la convention restera en vigueur et produira donc des masses de données ainsi que des quantités de rapports et de documents difficiles à administrer. Tout cela doit être géré de manière à assurer la fiabilité et la confidentialité. Pour toutes ces considérations, nous estimons que les techniques informatiques constituent le seul moyen raisonnable d'aborder la tâche.

Dans le rapport considéré, nous étudions la possibilité d'appliquer les techniques informatiques au stockage et à la manipulation des données relatives à la vérification. La base de données informatisée porte le nom de

(Mme Rautio, Finlande)

"base de données pour la vérification". Les possibilités d'utiliser les différentes techniques actuellement disponibles pour gérer les données y sont examinées et les différents moyens d'exploiter ces techniques sont décrits dans les grandes lignes.

Nous avons construit un prototype de base de données relationnelles aux fins de stockage des données de référence analytiques, soit celles dont on a besoin pour identifier avec certitude les composés chimiques, suivant différentes techniques d'analyse. Le prototype comporte également des structures provisoires pour le stockage de données autres qu'analytiques, notamment les données fixes permanentes intéressant la vérification - organisations, installations, etc. - et les données concernant les procédures opérationnelles, telles que les rapports d'inspection.

Les différents types de données pour lesquels il serait possible et nécessaire d'établir une base aux fins de vérification d'une interdiction des armes chimiques sont les suivantes : données structurelles, textes, données concernant les structures chimiques, modèles et images, et données de référence. Pour la disposition d'ensemble des données, nous avons tenu compte de différents éléments, soit la nature des données à enregistrer, la forme sous laquelle elles seront mémorisées, l'emplacement physique de la mémoire, comment et par qui les données seraient utilisées, leur sauvegarde et les temps de stockage.

Nous montrons comment la technique des bases de données peut servir à appuyer les diverses procédures relatives à la vérification du désarmement chimique. Certaines méthodes que nous décrivons sont des procédures préparatoires, qui pourraient être établies immédiatement. D'autres, c'est-à-dire les procédures de vérification effective, ne seraient mises en place que par la suite, après l'entrée en vigueur de la future convention.

Par exemple, l'établissement d'une base de données librement accessible aux fins de la vérification internationale faciliterait et accélérerait l'échange d'informations sur les travaux de recherche effectués à présent dans différents pays. Les procédures d'identification des produits chimiques interdits devra faire l'objet d'un accord international. La base de données pourrait y contribuer en servant à l'évaluation des méthodes nouvellement mises au point. Tous les participants tireraient profit d'un tel service, car il serait possible d'avoir à la fois un aperçu des recherches faites ailleurs et une information en retour immédiate sur ses propres recherches.

Si une coopération internationale entre laboratoires devait être organisée en vue d'élaborer pour les analyses, des procédures d'exécution normalisées et reconnues internationalement, la base de données pourrait être utilisée pour obtenir les instructions de travail préliminaires et pour la mémorisation des résultats et des observations sur les méthodes. Il serait ainsi possible de suivre continuellement l'état d'avancement des travaux et les progrès enregistrés - en plus de l'évaluation statistique plus facile des résultats. Si ces activités d'élaboration débouchaient sur des méthodes d'identification sûres d'un point de vue scientifique, ainsi que reproductibles, les procédures pourraient être utilisées pour établir des données de référence intéressant les composés énumérés dans la convention,

(Mme Rautio, Finlande)

à l'usage du futur inspectorat international. Les procédures pourraient ensuite être soumises à la commission préparatoire pour approbation. Cela allégerait considérablement la tâche de cette commission, qui sera chargée de mettre au point des méthodes et des appareils de vérification, puis de former des inspecteurs à leur emploi. La base de données serait un outil idéal pour suivre le travail des laboratoires et l'exécution des calendriers, ainsi que pour effectuer l'évaluation statistique des résultats et diffuser le résumé des résultats à chaque laboratoire participant.

C'est après l'entrée en vigueur de la convention, au moment où le processus de vérification commencera effectivement, que la base de données pour la vérification du désarmement chimique sera la plus utile. Les principales activités qu'elle peut appuyer sont les suivantes : stockage de la documentation, élaboration des calendriers, préparation d'une inspection, enregistrement des résultats d'inspection, prise de décision, établissement de rapports, suivi des échantillons et service de référence pour les laboratoires.

S'agissant du stockage des documents, une base de données bien organisée à cet égard faciliterait la gestion de toute la documentation - déclarations, rapports, formules types d'installations, etc. - et réduirait les effectifs nécessaires pour effectuer le travail administratif, et, par conséquent le coût global de la vérification.

Un système d'élaboration des calendriers sert à planifier le travail de telle manière que toutes les activités se déroulent au moment voulu et que le personnel nécessaire soit disponible pour chaque activité. La future convention indiquera plusieurs périodes durant lesquelles différentes activités devront se dérouler. Si les calendriers convenus de toutes les activités sont introduits dans la base de données, celle-ci peut servir à répartir les opérations afin d'éviter que, par exemple, les inspections ne soient prévues en trop grand nombre durant certains mois. Les inspections de routine dont la date n'est pas fixée d'avance pourraient être prévues pour les périodes creuses.

Après l'entrée en vigueur de la convention, une formule type sera établie, selon les accords types, pour chaque installation déclarée. La formule type énoncera tous les points de l'installation soumis à vérification, les appareils à utiliser, l'endroit où ils devront être implantés, etc. Les informations données dans chaque formule type d'installation, ou à tout le moins les renseignements pertinents, pourraient être introduits dans la base de données pour la vérification et servir ainsi de répertoire de toutes les opérations à effectuer durant l'inspection. Il serait possible d'établir pour chaque installation une liste de tous les documents, équipements, pièces de rechange, etc., requis pour l'inspection. Le rapport d'inspection pourrait être tapé sur un système de traitement de texte et mémorisé dans une base de données textuelles.

Presque toutes les données rassemblées durant la vérification de l'application de la convention devront être évaluées. Ce sera là une tâche très laborieuse, mais aussi la plus importante que les inspecteurs aient à accomplir. Il s'agira de contrôler les données afin de s'assurer qu'elles ne

(Mme Rautio, Finlande)

contredisent pas les accords, déclarations et rapports d'inspection antérieurs. Il est possible qu'il faille pour cela parcourir un grand nombre de documents différents. A cet égard, il pourrait être largement fait appel aux capacités de combinaison des informations qu'a une base de données. Les échantillons prélevés au cours des inspections et qui ne sont pas analysés sur place seront envoyés au laboratoire du siège ou à d'autres laboratoires agréés pour analyse. La base de données, qui contiendrait des informations sur les équipements disponibles, pourrait faciliter le choix du laboratoire.

En utilisant les codes adéquats, le laboratoire agréé pourrait introduire directement dans la base de données relative aux échantillons les résultats qu'il a obtenus en suivant différentes techniques d'analyse. Le système comparerait la teneur effective de ces échantillons avec la composition des échantillons de contrôle et ferait ressortir toute variation. Cette méthode de travail garantirait l'impartialité des analyses et protégerait le secret commercial, puisque les laboratoires d'analyse ignoreraient où et par qui les échantillons ont été prélevés.

Les laboratoires agréés chargés d'analyser les échantillons prélevés lors d'inspections pourraient utiliser la partie analytique de la base de données, c'est-à-dire les données d'identification et les procédures d'exécution normalisées. Ces données pourraient également être mises à la disposition des laboratoires relevant des autorités nationales, afin que ceux-ci puissent utiliser les données de références correspondantes dont ils ont besoin, notamment pour analyser les doubles des échantillons prélevés durant les inspections. Les membres de l'inspectorat international n'auraient accès aux bases de données sur les échantillons et les résultats d'analyse qu'en fonction des informations à connaître. Les laboratoires agréés quant à eux, devraient pouvoir introduire leurs résultats d'analyse dans la base de données sur les échantillons, à l'aide des codes correspondants, sans avoir la possibilité de la consulter.

Si l'on veut tirer tout le profit possible des techniques informatiques, il faudra probablement mettre en place divers systèmes d'appui, outre la base de données pour la vérification. Parmi ces systèmes pourraient figurer l'ordinateur personnel des inspecteurs, un système de gestion de l'information pour les laboratoires chargés de la vérification, des logiciels pour appareils servant à la spectrométrie de masse ou à résonance magnétique nucléaire, des logiciels pour appareils de surveillance automatique, et des banques de données internationales à caractère général.

On trouvera dans le document à l'examen une description technique du prototype de base de données élaboré dans le cadre du projet finlandais. Il s'agit d'un système à mémoire virtuelle fondé sur une base de données relationnelles et fonctionnant sur un supermicro-ordinateur MicroVax II. Nous avons opté pour une méthode d'itération des données reposant sur des techniques de prototypage rapide, les procédures de vérification effectives n'étant pas encore bien définies.

Le prototype contient des données de référence analytiques ainsi que des données opérationnelles. La description faite dans notre rapport est centrée sur les premières, car c'est surtout du traitement des données de ce type et des techniques y relatives dont nous avons l'expérience. Les données de

(Mme Rautio, Finlande)

référence génériques sur des organisations, des installations, etc., n'y ont été incorporées que pour illustrer les possibilités de la base de données. La description des données opérationnelles est loin d'être exhaustive, étant donné que les procédures d'exécution n'ont pas encore été convenues à la Conférence du désarmement ou le seront ultérieurement à la commission préparatoire.

Les données relatives aux composés chimiques devraient être mises à jour continuellement afin qu'elles soient aussi complètes que possible au moment où la convention entrera en vigueur. De nouveaux composés pourront être incorporés à la base de données après les déclarations initiales. A l'heure actuelle, celle-ci ne contient guère de données d'identification sur les produits chimiques énumérés dans les tableaux de la Convention, car nous sommes en train d'établir de nouvelles données suivant les procédures d'exécution normalisées pour les analyses décrites dans notre premier rapport de 1988. Nous estimons qu'il importe d'enregistrer dans des conditions identiques et les données de référence et les données sur les échantillons effectivement prélevés lors d'inspections, sans quoi l'identification risque de ne pas être fiable. Les échantillons de produits chimiques inscrits aux tableaux de la convention, que le Royaume-Uni a bien voulu nous donner, ont facilité notre tâche à cet égard. Nous accueillons aussi avec une vive satisfaction l'offre faite par la Suisse de nous fournir certains produits chimiques spécifiques figurant eux aussi dans ces tableaux. Plusieurs autres pays ont signalé qu'ils envisageaient de nous communiquer de tels échantillons, ce dont nous leur sommes reconnaissants.

On trouvera dans le rapport un manuel de l'utilisateur de notre prototype. Au moment de publier ce rapport, nous ouvrons l'accès au prototype aux fins d'expérimentation et d'évaluation internationales, afin de démontrer l'usage qui peut être fait de ce type de système de gestion informatisée des données relatives à la vérification. Nous encourageons les utilisateurs à nous faire part de leurs observations et à contribuer à des idées nouvelles. Des noms d'utilisateur seront affectés et des mots de passe fournis sur demande à tous les Etats participant aux négociations. Nous espérons être en mesure d'organiser prochainement un cours de formation des utilisateurs, pour faciliter l'évaluation du système et susciter des idées quant à son perfectionnement. Pour obtenir un nom d'utilisateur et le mot de passe, il suffit de remplir et de renvoyer à la délégation finlandaise le formulaire joint au texte distribué de la présente déclaration. Pour l'instant, il n'y a aucune restriction quant au nombre d'utilisateurs que peut accepter notre prototype; chaque délégation peut donc proposer autant de candidats qu'elle souhaite. Nous serions heureux de connaître les commentaires et les suggestions des laboratoires travaillant dans ce domaine, afin que ce prototype de système puisse être mis au point, puis employé de manière courante par le futur secrétariat technique.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie la représentante de la Finlande pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'elle a adressées à la présidence. Je donne la parole au Président du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, l'Ambassadeur Kostov, qui présentera le rapport du Comité spécial publié sous la cote CD/868.

M. KOSTOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : En ma qualité de Président du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, j'ai l'honneur de présenter le rapport du Comité spécial publié sous la cote CD/868.

Je voudrais tout d'abord remercier les membres du Comité pour la bonne volonté et la coopération active qu'ils ont manifestées à mon égard et à celui de mon prédécesseur, l'Ambassadeur Tellalov, aussi bien durant la période de grande activité qui a précédé la présentation du rapport spécial que pendant la seconde partie de la session.

Le rapport dont vous êtes saisis est axé sur les négociations et les délibérations qui ont eu lieu durant la seconde partie de la session et ne fait pas double emploi avec le bilan des négociations sur la question qui est dressé dans le rapport spécial. Cependant, l'échange de vues qui s'est déroulé pendant la première partie de la session est résumé avant que soient abordés les travaux effectués durant la seconde partie.

Je dirai clairement dès l'abord que les délibérations du Comité spécial durant la seconde partie de la session n'ont pas permis d'avancer; les divergences de perception des intérêts en matière de sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires et de ceux qui n'en possèdent pas restent prononcées, et nous ne sommes toujours pas parvenus à trouver une "approche commune" ou une "formule commune". Cependant, il ne serait pas juste d'omettre les aspects positifs qu'a dégagés l'examen de la question cette année.

Je mentionnerai ici en particulier le fait que toutes les délégations ont réitéré une fois encore qu'elles étaient prêtes à continuer de rechercher une "formule commune" afin de garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires et, notamment, une "formule commune" qui puisse être incluse dans un instrument international juridiquement contraignant. Ce terrain d'entente important existe toujours.

En outre, je voudrais souligner qu'on a avancé récemment plusieurs idées nouvelles qui ont stimulé jusqu'ici des discussions et des débats intéressants, bien qu'il n'y ait pas encore eu de résultat concluant. Ces idées et ces débats sont reflétés dans le rapport dont vous êtes saisis.

Par ailleurs, je voudrais dire un mot de la tonalité des réunions de cet été. L'absence manifeste de confrontation sur le sujet et les délibérations qui se sont déroulées avec beaucoup de sérieux me conduisent à penser que cette question bénéficie également de ce qui est perçu comme un climat politique international généralement amélioré. Ce fait ne doit pas être sous-estimé.

Par conséquent, les résultats des réunions que le Comité spécial a tenues cette année semblent montrer qu'il reste indispensable de garantir efficacement les Etats non dotés d'armes nucléaires contre la menace ou l'emploi des armes nucléaires; c'est ainsi que le Comité spécial recommande que les travaux se poursuivent dans ce domaine, et l'un des moyens d'y parvenir est de le rétablir l'an prochain.

(M. Kostov, Bulgarie)

Pour conclure, je voudrais exprimer mes remerciements sincères à tous les services du secrétariat qui ont aidé le Comité spécial à accomplir sa tâche cette année.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Président du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, qui a présenté le rapport du Comité publié sous la cote CD/868. Je tiens à féliciter l'Ambassadeur Kostov pour la conclusion des travaux du Comité spécial. J'ai l'intention de soumettre à la Conférence pour adoption le document CD/868 lors de notre prochaine séance plénière, le jeudi 15 septembre. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois en cours. Vous avez accepté cette responsabilité à un moment où commencent à apparaître des occasions d'apporter un règlement politique à un certain nombre de conflits régionaux. Voilà qui ravive notre espoir de pouvoir adopter des mesures collectives pour parvenir à un désarmement authentique.

Je tiens à vous dire combien ma délégation apprécie l'efficacité avec laquelle vous guidez les travaux de la Conférence ce mois-ci, au moment où nous mettons définitivement au point notre rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je saisis aussi cette occasion pour remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie, de l'excellent travail qu'il a fait.

En même temps, j'aimerais souhaiter cordialement la bienvenue à nos nouveaux collègues, l'Ambassadeur Varga de la Hongrie et l'Ambassadeur Aung Thant de la Birmanie, en leur présentant tous mes voeux de réussite à Genève. Qu'ils sachent aussi que ma délégation est prête à coopérer étroitement avec eux.

Les négociations sur la convention relative à l'interdiction des armes chimiques ont été cette année encore au centre des préoccupations de la Conférence. Nous tenons à exprimer notre reconnaissance particulière au Président du Comité, l'Ambassadeur Bogumil Sujka de la Pologne, ainsi qu'aux coordonnateurs des trois groupes de travail, MM. Andrej Cima de la Tchécoslovaquie, Pablo Macedo du Mexique et Sadaaki Numata du Japon, qui ont accompli un travail considérable avec beaucoup de dévouement et ont fait en sorte que nos négociations puissent progresser le mieux possible. Un certain nombre de résultats positifs ont été obtenus à ce jour et les possibilités de règlement d'autres problèmes complexes se sont améliorées.

Par ailleurs, c'est à juste titre que de nombreuses délégations ont fait remarquer que le rythme de la mise au point du texte de la convention s'était ralenti. Un travail intensif dans une atmosphère marquée par une volonté politique plus affirmée et par un accroissement de la confiance pourrait remédier à cette situation.

(M. Rose, République démocratique allemande)

La résolution 620 (1988) du Conseil de sécurité a un effet bénéfique sur nos travaux. Elle contribue à perfectionner les instruments internationaux dirigés contre l'utilisation des armes chimiques. En même temps elle fait explicitement référence à nos négociations sur une interdiction générale et efficace des armes chimiques.

Nous avons également pris bonne note de la déclaration qu'a faite récemment à la Conférence le Directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, M. Burns, qui a rappelé que son pays s'était engagé à poursuivre sérieusement ses activités en faveur d'une interdiction des armes chimiques, quelle que soit l'issue des élections présidentielles.

J'aborderai maintenant quelques points essentiels du projet de convention.

Nous nous réjouissons des progrès qui ont été accomplis dans l'élaboration de l'article II et de l'annexe de l'article V. Ils sont dus aux efforts de l'Union soviétique et des Etats-Unis, qui se sont entendus sur une définition des installations de fabrication d'armes chimiques et sur les engagements que doivent prendre les Etats en matière de destruction de ces installations. Ces dispositions permettent de garantir la sécurité de tous les Etats au cours de la période de dix ans qui suit l'entrée en vigueur de la convention.

Ma délégation tient à rappeler qu'au cours de cette période, il faut interdire toute fabrication d'armes chimiques et exclure que des stocks et des installations de fabrication d'armes chimiques puissent être exemptés d'un contrôle international.

De grands efforts ont été faits pour résoudre les problèmes que pose encore l'article VI.

Il serait certainement extrêmement important de parvenir à un accord total sur le régime concernant les produits chimiques inscrits au tableau [1]. Ma délégation s'est efforcée de contribuer à cette fin en présentant le document de travail CD/CW/WP.195. On pourrait, à titre de compromis, prévoir de concentrer la fabrication de produits chimiques du tableau [1] dans une installation de fabrication à petite échelle. On peut concevoir deux exceptions à ce principe. Tout d'abord, s'il s'agit d'une fabrication à des fins pharmaceutiques particulières. On a mentionné, par exemple, la nécessité de fabriquer de la moutarde à l'azote. La fabrication de ce produit dans des quantités correspondant aux besoins réels devrait être facilitée. Les mesures de vérification à appliquer dans ce cas devraient viser à garantir que ce produit est intégralement utilisé pour la fabrication de produits pharmaceutiques. Ce régime cesserait de s'appliquer une fois que le produit chimique serait devenu un ingrédient du produit final c'est-à-dire du médicament.

La deuxième exception pourrait concerner la synthèse pour la recherche fondamentale ou à des fins médicales. A cet égard, nous pensons que des seuils supérieurs de 10 ou 100 grammes par an sont suffisants. Les laboratoires effectuant cette synthèse devraient être spécifiquement autorisés par leur gouvernement et faire l'objet d'une déclaration au Secrétariat technique.

(M. Rose, République démocratique allemande)

En outre, leur nombre devrait être aussi restreint que possible. Il faudrait poursuivre les consultations sur ces questions.

Il faut également apporter une réponse à la question de la protection des informations confidentielles en relation avec l'article VI. Ainsi qu'il ressort de notre document de travail CD/CW/WP.194, de nombreux passages du projet de convention montrent bien que cette question fait depuis longtemps l'objet d'un examen attentif. On a proposé de classer les informations selon leur degré de confidentialité. Pour notre part, nous appuyons cette proposition et sommes prêts à participer aux discussions à ce sujet. Rappelons que le rôle du Directeur général du Secrétariat technique dans ce domaine a déjà été indiqué à l'article VIII et qu'il lui appartient de réglementer l'utilisation et la protection des données confidentielles. La Commission préparatoire pourrait établir un modèle de réglementation comportant également une classification des informations selon diverses catégories.

Un autre problème se pose à propos de l'ancienne catégorie [4]. Selon nous, il ne fait pas de doute qu'il existe des produits chimiques et des installations ne relevant pas des catégories [1] à [3] et présentant néanmoins un risque aux termes de la convention. Les efforts entrepris pour les identifier et pour mettre au point un régime approprié se sont révélés vains. Il faudra toutefois poursuivre dans ce sens.

Des efforts considérables ont été entrepris pour apporter de nouvelles précisions sur l'inspection par mise en demeure, en particulier sur le rôle du Conseil exécutif après la présentation d'un rapport d'inspection. Les principes concernant la procédure ébauchés l'an dernier sous la présidence de l'Ambassadeur Ekéus de la Suède ont été amendés. C'est sur cette base que nous devons construire.

Nous avons beaucoup travaillé à la mise au point des principes directeurs pour l'Inspectorat international chargé de l'inspection par mise en demeure. Ma délégation y a contribué en présentant le document de travail CD/CW/WP.198, où elle suggère d'apporter des amendements importants aux principes directeurs figurant dans l'additif. Ce qu'il faut, c'est s'entendre définitivement sur quelques points fondamentaux puis préciser ensuite dans le détail les dispositions pertinentes.

Nous espérons que nos vues sur les procédures spéciales exposées dans l'ébauche de manuel concernant les inspections par mise en demeure, que nous avons présentée au Comité spécial dans le document de travail CD/CW/WP.208, seront accueillies favorablement. Une compréhension en profondeur de ces questions pratiques devrait aider la Conférence à résoudre les questions de principe.

Malheureusement, on n'a pu encore enregistrer de progrès sur la composition, la prise de décisions et les autres questions de procédure concernant le Conseil exécutif. Nous avons proposé une solution dans le document CD/812. Notre objectif fondamental est de mettre sur pied un organe efficace dont la composition équilibrée et le fonctionnement démocratique permettraient de ne pas douter que les décisions prises correspondent bien aux intérêts de toutes les parties contractantes en matière de sécurité.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Une évolution positive des choses est en train de se dessiner puisque, parallèlement aux négociations, des mesures sont prises pour que la convention soit conclue et entre en vigueur le plus tôt possible et qu'elle fasse l'objet d'une adhésion universelle.

En premier lieu, il faut mentionner les échanges de données et d'informations sur la possession ou la non-possession d'armes chimiques et d'installations de fabrication de ces armes, ainsi que sur les activités visées à l'article VI.

La République démocratique allemande a appuyé l'initiative de l'Union soviétique dès février 1988. Le Ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Oskar Fischer, a déclaré lors de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale que la République démocratique allemande ne possédait ni ne fabriquait d'armes chimiques. Je suis en mesure aujourd'hui de compléter cette déclaration en présentant un document de travail qui sera publié sous la cote CD/871.

La compilation des données figurant dans notre document de travail a été établie sur la base des tableaux [1] à [3] du projet de convention actuel (CD/831) en prenant en compte les produits chimiques qui ont jusqu'à présent fait l'objet d'un accord préliminaire.

Les données ont été compilées à partir des informations recueillies avec l'aide des organes et institutions compétents. Elles reflètent la situation existant en 1988.

Cette compilation a un caractère préliminaire et est susceptible d'être davantage concrétisée à la suite de la conclusion de la convention.

Dans notre document de travail, les fourchettes de fabrication, de transformation ou de consommation ont été choisies en fonction de la situation de notre industrie.

Le nombre d'installations figurant dans le document de travail correspond au nombre des emplacements.

Un exemplaire du document que je viens de mentionner a été distribué en même temps que le texte de la présente déclaration. En le présentant, la République démocratique allemande a conscience de prendre une mesure pratique supplémentaire pour faciliter les négociations, accroître la confiance et accélérer la conclusion de la convention. Nous réaffirmons que nous sommes décidés à figurer parmi les premiers Etats qui la signeront et la ratifieront.

Plusieurs pays projettent de procéder à des inspections expérimentales nationales, première étape vers des exercices multilatéraux. La République démocratique allemande envisage elle aussi de procéder à un exercice national de ce type cette année. Les préparatifs de cette expérience sont d'ores et déjà en cours. Nous remercions l'Ambassadeur Ekéus, qui a bien voulu coordonner les activités des pays participant à ces exercices.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Nous avons en outre étudié comment faire en sorte que, dès son entrée en vigueur, la convention bénéficie de l'adhésion la plus large possible. On a proposé d'organiser une conférence spéciale à ce sujet; c'est là une idée intéressante. La quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies nous fournira une première occasion d'aborder cette question. En attendant, je voudrais faire quelques observations sur la meilleure façon d'utiliser cette possibilité.

Lorsque l'Assemblée générale étudiera à sa quarante-troisième session le rapport de la Conférence du désarmement, il conviendra d'informer tous les Etats Membres de l'Organisation de l'état des négociations et des tâches à résoudre avant l'entrée en vigueur de la convention. Cela nous paraît d'autant plus nécessaire que les Etats qui ne participent pas aux négociations au sein de la Conférence du désarmement ont peut-être des difficultés à bien comprendre le texte évolutif.

Le Président du Comité spécial des armes chimiques pourrait faire le point sur les négociations, les coordonnateurs des divers groupes ajoutant des commentaires.

Toutes les délégations auraient ensuite l'occasion de procéder à un échange de vues. Les consultations officieuses entre les délégations pourraient donner une occasion supplémentaire de discussion.

Pour que ces activités laissent une trace, il serait bon que le Président fasse une déclaration finale ou, le cas échéant, qu'un projet de résolution soit adopté.

S'agissant des activités en vue d'accélérer la conclusion d'une convention universelle, j'aimerais aussi attirer votre attention sur les mesures régionales prises à cette fin. Je pense tout particulièrement à l'idée d'une zone exempte d'armes chimiques en Europe centrale. Nous sommes fermement convaincus que, parallèlement aux travaux préparatoires à une interdiction universelle des armes chimiques, la création d'une zone de ce genre serait très utile à la convention et contribuerait à lui gagner une adhésion universelle.

La situation où nous nous trouvons devrait nous amener à unir tous nos efforts au sein de la Conférence du désarmement pour conclure le plus tôt possible une convention sur l'interdiction de toutes les armes chimiques en continuant de travailler énergiquement à l'élaboration de ses articles et annexes. C'est là pour la Conférence le seul moyen de s'acquitter de sa tâche.

Je quitterai Genève dans quelques jours où j'ai séjourné cinq ans, cessant ainsi de diriger la délégation de la République démocratique allemande à la Conférence du désarmement. Au cours de cette période, j'ai pu observer un revirement très positif de la situation internationale. J'ai eu en outre l'occasion d'assister à la destruction des missiles SS-20, qui est l'expression symbolique de cette évolution. Cet événement m'a marqué profondément.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Bien qu'il reste des problèmes complexes à résoudre, le climat actuel est marqué par un regain d'espoir et par le souci de concilier les intérêts. On voit apparaître dans tous les domaines des relations entre les Etats de nouvelles possibilités d'ententes et d'accords. Nos travaux au sein de la Conférence devraient s'en trouver fortement marqués.

Je suis fermement convaincu que cet organe renferme de grandes possibilités de coopération féconde pour parvenir à un accord de limitation des armements et de désarmement. Il est dans l'intérêt de tous les Etats, petits et grands, dotés ou non de l'arme nucléaire, d'épuiser ces possibilités. C'est pourquoi la Conférence jouera un rôle encore plus important à l'avenir.

S'inspirant, dans son action, du programme de paix et de désarmement adopté par les Etats socialistes, la République démocratique allemande n'a pas ménagé ses efforts pour que les travaux de la Conférence se révèlent constructifs et portent leurs fruits. Elle poursuivra dans ce sens à l'avenir. Pour nous, ce n'est pas répéter un slogan que d'affirmer que les efforts bilatéraux, régionaux et multilatéraux devraient se compléter et se renforcer mutuellement. A nos yeux, le parallélisme constructif est plutôt une nécessité urgente si l'on veut que l'ensemble de l'humanité puisse vivre dans la paix et la sécurité grâce à la réduction et à l'élimination des armements, notamment des armes de destruction massive.

Je saisis cette occasion pour exprimer bien haut ma gratitude et mes remerciements à tous mes collègues et à tous les membres des délégations pour leur collaboration précieuse et leur amitié. Je peux vous assurer que je garderai le meilleur souvenir de tous les collègues avec lesquels j'ai travaillé et qui m'ont ouvert de nouveaux horizons.

Je tiens également à dire toute ma gratitude au Secrétaire général de la Conférence, l'Ambassadeur Miljan Komatina, à son adjoint, l'Ambassadeur Vicente Berasategui, ainsi qu'à leurs collaborateurs compétents et efficaces, notamment aux interprètes et traducteurs.

Au moment de prendre congé, je vous adresse, à tous, mes voeux de bonne santé, de bonheur et de réussite dans l'exercice de vos responsabilités.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Au nom de la Conférence, je voudrais saluer à l'occasion de son départ notre collègue et ami, l'Ambassadeur Rose, qui s'est distingué pendant cinq ans par ses remarquables compétences, par ses talents de diplomate et par son ardeur au travail. Il a présidé la Conférence à l'ouverture de la session de cette année et a prouvé une fois encore toute la valeur de sa contribution aux activités de notre organe. Je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur Rose du concours qu'il a prêté à tous les membres de la Conférence durant les années qu'il a passées ici. Tout en représentant son pays avec efficacité, il a gagné grâce à sa chaleur notre respect et notre amitié. Nous lui souhaitons le succès dans son nouveau poste et formulons des voeux de bonheur pour son épouse et pour lui.

Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas, l'Ambassadeur van Schaik.

M. van SCHAIK (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : je voudrais tout d'abord vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence. Votre pays procède actuellement à des négociations compliquées dans une salle voisine que nous avons très volontiers quittée à cet effet. Nous souhaitons à votre pays et à vous-même le succès dans ces deux entreprises, conduisant d'une part à la paix dans la région du Golfe et d'autre part à l'accroissement de la sécurité par la maîtrise des armements et le désarmement. Nous espérons sincèrement que le terme qui a été mis aux terribles souffrances dans la région du Golfe aidera effectivement la Conférence à progresser, en particulier dans le domaine des armes chimiques. Je voudrais aussi remercier l'Ambassadeur Loeis - ainsi que ses collaborateurs - pour la manière exemplaire dont il a présidé nos travaux durant le mois d'août.

Nous voudrions souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, les Ambassadeurs Aung Thant de la Birmanie et Varga de la Hongrie, et nous espérons saluer bientôt l'arrivée de l'Ambassadeur Sharma de l'Inde. Nous serons heureux de collaborer étroitement avec eux. Leurs prédécesseurs, les Ambassadeurs Tin Tun, Meiszter et Teja, ont marqué la Conférence de leur empreinte et nous leur adressons tous nos voeux. Je tiens en particulier à rappeler la contribution de l'Ambassadeur Dávid Meiszter avec lequel ma délégation a collaboré très étroitement, contribution qui a également porté sur l'aspect humain de nos travaux. Je viens d'apprendre avec regret que l'Ambassadeur Harald Rose, de la République démocratique allemande, allait lui aussi nous quitter bientôt, mais nous espérons que ses nouvelles fonctions lui permettront de suivre nos travaux, habitués comme nous le sommes à avoir avec lui des discussions franches et amicales.

Je voudrais aborder aujourd'hui quelques sujets qui jouent un rôle dans les travaux actuels de la Conférence et auxquels ma délégation attache une importance particulière. Je me joindrai d'abord à tous ceux qui ont exprimé l'espoir que les progrès en cours dans les négociations sur le désarmement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique permettront à la Conférence de parvenir également à des résultats plus concrets.

Nous sommes heureux de voir que les négociations bilatérales ont bien avancé jusqu'ici et nous sommes encouragés par l'esprit dans lequel elles se déroulent. Nous tenons beaucoup à ce que les deux pays progressent encore, en premier lieu dans les négociations START, mais aussi dans d'autres domaines tels que les essais nucléaires. Cependant, nous espérons sincèrement que les deux pays trouveront aussi le moyen de donner davantage de substance aux négociations multilatérales au sein de la Conférence. Il conviendrait de matérialiser graduellement le concept d'interaction constructive entre les négociations bilatérales et multilatérales, comme l'ont avancé un grand nombre de délégations, dont l'une des premières a été je crois celle du Royaume-Uni par la voix de l'Ambassadrice Solesby - de même que le concept de parallélisme constructif auquel vient de se référer l'Ambassadeur Rose.

Cela m'amène au premier sujet que je voudrais examiner aujourd'hui : les essais nucléaires. Nous sommes heureux de voir que les négociations en sont arrivées au point où il semble possible de parvenir à un accord sur les dispositions en matière de vérification pour les deux traités bilatéraux déjà conclus dans le domaine de la limitation des essais. Nous espérons vraiment que les conditions seront bientôt réunies pour que ces traités soient ratifiés. Nous notons avec satisfaction l'intention des deux Etats d'engager,

(M. van Schaik, Pays-Bas)

immédiatement après la ratification, des négociations sur les moyens d'appliquer un programme par étapes en vue d'une interdiction complète des essais, c'est-à-dire en reliant la réduction des armes nucléaires à celle du nombre et de la puissance des essais. Nous n'ignorons pas la difficulté de telles mesures, mais c'est effectivement sur la base de réductions réelles du nombre et de la puissance des essais que des progrès pourront être réalisés.

Le même principe vaut pour le rôle de la Conférence du désarmement dans ce domaine et pour la manière dont une interaction constructive pourrait se matérialiser entre les négociations bilatérales et les travaux effectués ici à la Conférence. Le Groupe spécial d'experts scientifiques oeuvre à l'heure actuelle fort utilement, mais ce travail ne peut être mis en perspective que si la Conférence obtient des résultats pratiques dans un contexte plus large, englobant la portée, la vérification et le respect. Il est tout à fait regrettable qu'une telle démarche - qui est bien entendu étroitement liée aux négociations bilatérales - soit impossible en raison du désaccord persistant sur le mandat du comité à reconstituer.

Ma délégation voudrait inviter instamment les autres délégations à accepter en fin de compte un mandat qui permette au comité spécial de reprendre ses travaux. On pourrait y parvenir sur la base de ce que l'on appelle le projet de mandat occidental. On pourrait aussi essayer de s'entendre à partir de la proposition soumise par l'Ambassadeur Vejvoda de la Tchécoslovaquie. Nous n'ignorons certes pas que des délégations - appartenant en particulier au groupe des pays non alignés - souhaitent commencer tout de suite avec un mandat de négociation plus ambitieux. Etant donné toutefois que le consensus n'est pas actuellement possible sur cette base, nous pensons qu'il faudrait au moins commencer avec un objectif plus modeste et plus pratique.

Dans ce contexte, je voudrais dire quelques mots sur l'initiative lancée par six pays en vue d'une conférence des parties au Traité sur l'interdiction partielle des essais qui viserait à apporter des amendements à cet instrument. Nous comprenons tout à fait l'esprit dans lequel cette proposition a été présentée. Ma délégation voudrait cependant formuler quelques observations et poser certaines questions sur l'utilité pratique de cette initiative.

En premier lieu, il est manifeste que, pour diverses raisons, le moment n'est pas encore venu pour interdire complètement les essais. Par conséquent, nous ne comprenons pas pourquoi les six pays concernés estiment que la conférence d'amendement proposée serait l'instance appropriée pour régler cette controverse profonde, ni en fait comment cette conférence pourrait nous rapprocher de l'objectif d'une interdiction des essais.

En deuxième lieu, les amendements n'ont été présentés qu'en partie : le volet le plus difficile - les dispositions promises en matière de vérification - ne nous a pas encore été exposé. Les délégations savent sans doute que la vérification est bien la question principale qui, jusqu'à présent, n'a pas été traitée sous tous ses aspects; nous n'avons pas encore pu la résoudre. Nous nous demandons pourquoi les partisans de la conférence d'amendement estiment que cette question complexe devrait être abordée en dehors de la Conférence du désarmement plutôt qu'en son sein.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

Par ailleurs, nous prévoyons de grandes difficultés pratiques lorsque cette conférence d'amendement se réunirait. Devrons-nous alors arrêter les travaux de la Conférence du désarmement, y compris les préparatifs de l'expérience des experts scientifiques ? Combien de temps sera consacré à examiner le financement de la conférence, ses modalités, son lieu de réunion ? Nous croyons franchement que nous devons continuer à nous efforcer d'examiner le problème dans l'instance appropriée, ici à la Conférence du désarmement, plutôt que d'essayer de détourner l'attention vers une autre instance qui offre, nous le craignons, moins de chances de succès.

Je voudrais maintenant aborder mon deuxième sujet, les armes chimiques. Je crois que tous les participants à la Conférence tiennent à élaborer un accord global interdisant effectivement la fabrication, le stockage et l'utilisation de toutes les armes chimiques. J'espère que nous percevons tous aussi l'urgence qu'il y a à s'entendre sur une convention effectivement vérifiable. Les informations récentes sur l'emploi répété d'armes chimiques sont éloquentes en soi. Elles soulignent l'urgence de la question. Les armes chimiques constituent non seulement un grave risque en puissance, mais aussi une réalité atroce. Nous notons avec une préoccupation profonde les informations concernant le recours aux armes chimiques contre la population kurde. Nous ne connaissons pas la mesure dans laquelle ces armes ont été utilisées, mais cet emploi, s'il a vraiment eu lieu, est répugnant.

Après les nombreuses informations sur cette question, l'opinion publique risque d'avoir tendance à accepter l'emploi des armes chimiques presque comme une chose normale - non pas comme une calamité créée par l'homme mais comme une calamité naturelle. Je tiens à souligner catégoriquement que nous estimons que la violation continue du Protocole de Genève de 1925, dans son esprit et dans sa lettre, constitue un crime inadmissible contre le droit international et contre l'humanité, qui doit être vivement condamné par la communauté mondiale. Il faut mettre à jamais un terme à de telles violations. La communauté internationale doit rester solidaire à cet égard et agir par les voies appropriées, notamment le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale des Nations Unies et la Commission des droits de l'homme, pour appliquer les pressions les plus fortes possibles en vue d'arrêter ce crime.

Dans le cadre des négociations complexes sur une convention interdisant les armes chimiques, nous avons réalisé cette année des progrès sur un certain nombre de points. Bien des problèmes n'en continuent pas moins à se poser, certains de nature plus technique, d'autres d'une portée plus vaste, concernant les préoccupations en matière de sécurité, notamment durant la période de transition de dix ans. L'examen de ces problèmes doit se poursuivre. Pour les Pays-Bas, toutefois, la portée du traité sur lequel nous travaillons depuis si longtemps est manifeste : au titre de la convention, toute la production d'armes chimiques des parties sera interdite, la destruction et l'élimination complète des stocks et des installations de fabrication devant prendre effet dans une période de dix ans.

Certaines remarques ont été faites récemment sur tous les détails qu'il faudra résoudre avant que la convention soit prête pour la signature. Il va sans dire que les dispositions de la convention devront être tout à fait explicites avant que nous prenions des engagements de grande portée, qui devront aussi, d'ailleurs, trouver place dans la législation nationale.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

Mais à chaque fois que nous entrons dans le détail, nous devons nous demander si le bon sens du directeur général du secrétariat qui doit être créé, guidé au besoin par le conseil exécutif ou par la conférence des Etats parties, ne lui permettrait pas de résoudre les problèmes lorsqu'ils se présentent. Nous ne pouvons pas prévoir toutes les situations qui risquent de se produire.

Malgré les nombreux points qu'il reste à résoudre, le "texte évolutif" du projet de traité prend forme. Le consensus s'affermit quant aux principales orientations de ses dispositions. Cependant, tel n'est pas encore le cas de l'article VI, c'est-à-dire le régime nécessaire pour vérifier que les capacités autorisées ne sont pas utilisées à des fins interdites. Nous espérons que les inspections expérimentales nationales que doivent réaliser un certain nombre de pays aideront à résoudre pas mal de problèmes, notamment en ce qui concerne les installations fabriquant des produits du tableau [2]. Vous savez peut-être que les Pays-Bas ont déjà procédé il y a deux ans à une inspection expérimentale de ce genre. Nous étudions actuellement la possibilité d'entreprendre d'autres activités dans ce domaine.

Certains problèmes conceptuels continuent toutefois à se poser dans le contexte de l'article VI. Je prends note de l'idée très intéressante des "contrôles ad hoc", qui peuvent offrir une solution pour empêcher la production illicite dans des installations capables de fabriquer des produits chimiques relevant de la convention mais ne tombant pas sous le coup des procédures de vérification de routine. Il reste beaucoup à faire afin de comprendre toutes les conséquences du système de contrôle ad hoc, notamment les types d'installations chimiques ou d'emplacements à énumérer, le genre de contrôle que les inspecteurs peuvent effectuer et le choix des installations ou des emplacements à contrôler. Etant donné l'importance que peuvent avoir les contrôles ad hoc dans le système global de vérification de la non-fabrication, nous estimons qu'il est essentiel d'examiner ce concept sérieusement et en profondeur.

La convention sera un accord très complexe. Nous avons depuis longtemps dépassé le stade où nous pouvons l'expliquer à nos enfants. Le besoin de cohérence logique n'en reste pas moins. Je voudrais soulever à cet égard la question de l'utilité du tableau [4], ou du tableau [...] comme on l'appelle maintenant, en ce qui concerne les produits chimiques létaux supertoxiques. Pour ma délégation, les points de suspension représentent actuellement des points d'interrogation. Trois raisons principales ont été données pour l'inclusion du tableau [4] dans la convention : premièrement, le tableau [1] n'énumère que les supertoxiques qui ont été effectivement utilisés pour remplir des munitions d'armes chimiques. Selon les partisans du tableau [4], ce dernier porterait sur les autres supertoxiques. Il nous semble toutefois que la plupart des produits chimiques susceptibles de figurer au tableau [4] ne conviennent justement pas à la guerre chimique. Dans le cas contraire, il vaudrait alors mieux les inscrire dans l'un des trois autres tableaux. Deuxièmement, on dit que certaines des installations fabriquant des matières supertoxiques peuvent ne pas s'appliquer pour le moment à la guerre chimique mais pourraient être néanmoins utilisées pour fabriquer des agents de guerre chimique. Selon les partisans du tableau [4], ce dernier permettrait d'inclure de telles installations capables de fabriquer des armes chimiques.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

Cependant, cela ne constituerait qu'une solution tout à fait partielle étant donné que la plupart des installations capables de fabriquer des produits chimiques relevant de la convention n'entreraient pas dans le tableau [4]. En d'autres termes, les installations fabriquant des supertoxiques létaux ne sont que l'une des diverses catégories d'installations ayant éventuellement de telles capacités. A notre avis, un système adéquat de contrôle ad hoc conviendrait beaucoup mieux pour traiter de ces problèmes étant donné qu'il porterait sur toutes les installations chimiques pertinentes. Troisièmement, les partisans du tableau [4] estiment apparemment aussi qu'un tel système serait approprié du fait qu'il pourrait permettre de vérifier la non-mise au point d'agents de guerre chimique. A notre avis, la non-mise au point est une autre question, qui ne peut pas entrer dans le cadre d'un régime visant à vérifier la non-fabrication d'agents toxiques connus et de leurs précurseurs dans des quantités importantes sur le plan militaire. La mise au point implique presque par définition que l'agent est encore inconnu et que les quantités produites ne sont pas militairement importantes. Si un régime de vérification de la mise au point est possible, il vaudrait mieux l'envisager séparément. Dans ce cas, il faut se demander ce qu'est exactement la mise au point, et par quels stades il faut passer avant qu'elle acquière de l'importance pour les buts de la convention. Il se peut que nous puissions élaborer certaines mesures de confiance qui conviendraient à cette fin, comparables à celles qui ont été convenues durant la dernière conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques.

D'une manière générale, il faudra beaucoup de temps pour résoudre les questions complexes concernant la vérification de la non-fabrication et les autres problèmes connexes, compte tenu également des discussions avec l'industrie qui sont nécessaires pour trouver des solutions optimales. Nous espérons donc que les délégations se pencheront sur ces questions de manière à trouver des solutions appropriées dans un délai raisonnable.

La vérification risque d'être le problème le plus long et le plus difficile à résoudre avant de donner à la convention sa forme définitive. Mais la tâche la plus délicate sur le plan politique risque fort de porter sur la nécessité d'assurer une participation maximum à la convention. Il ne s'agit pas seulement ici de la signature et de la ratification de la convention par les pays qui participent actuellement aux travaux - les 40 pays membres de la Conférence et la quinzaine de pays qui se sont joints à nous et contribuent aux travaux. Il s'agit aussi de savoir comment encourager les autres pays à s'intéresser à l'entreprise. Nous pensons qu'il est encore trop tôt pour prévoir les procédures les plus aptes à garantir que la Convention deviendra un instrument véritablement universel. Un moyen pourrait consister à tenir une conférence finale ouverte à tous les Etats une fois réglés tous les détails de la convention.

Nous voudrions à ce stade nous limiter à une remarque valable dans le court terme. De l'avis des Pays-Bas, tous les pays qui souhaitent se joindre actuellement aux travaux pourraient devenir observateurs. Nous comprenons tout à fait que divers pays, pour des raisons pratiques peut-être, n'aient pas encore la possibilité de suivre la marche quotidienne des négociations. Mais nous espérons que les représentants de ces pays pourront au moins se familiariser avec les rapports que nous avons produits et, s'ils le veulent,

(M. van Schaik, Pays-Bas)

poser des questions, à titre personnel et officieux, à ceux d'entre nous qui sommes le plus étroitement liés aux travaux de la Conférence. Cela pourrait nous être utile et faciliter aussi par la suite le processus de ratification de la convention.

Je voudrais parler maintenant brièvement de la question de l'espace. Mon pays attache une importance particulière à des mesures appropriées concernant la maîtrise des armements dans ce milieu - sujet complexe qui n'admet pas de solutions simples. Les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, en particulier au sujet du Traité ABM, montrent clairement combien il est difficile et ardu de parvenir à des résultats tangibles dans ce domaine. Lors de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, le ministre néerlandais des affaires étrangères, Hans van den Broek, a souligné l'importance de s'entendre sur une période de non-retrait du Traité ABM. Il est donc encourageant d'apprendre que les Etats-Unis et l'Union soviétique avancent très lentement vers un accord sur ce sujet, lequel renforcerait la stabilité en créant un environnement stratégique plus prévisible.

La prévisibilité a été aussi renforcée récemment par la conclusion d'un accord entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les notifications préalables des lancements de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles lancés par sous-marins. Je me demande s'il ne serait pas possible d'étudier plus avant les conséquences de cet accord pour les autres pays. Le Comité sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace pourrait peut-être examiner la question de savoir si cet accord pourrait servir d'exemple pour les autres pays en cause. Etant donné que les accords bilatéraux sur les notifications préalables des lancements de missiles intercontinentaux favorisent clairement la stabilité et, partant, la sécurité de tous, des engagements similaires de la part des autres Etats en cause seraient importants.

Je ne voudrais pas prescrire ou prévoir ce que les autres Etats en cause pourraient faire à cet égard, mais ils pourraient peut-être envisager d'agir comme s'ils étaient parties à l'accord bilatéral. Ils pourraient peut-être aussi envisager formellement d'adhérer à l'accord bilatéral. Ou ils pourraient encore songer à créer leur propre mécanisme multilatéral. Je suis persuadé que des arrangements de ce genre devraient être en fin de compte solidement ancrés dans le droit international en vue de parvenir à des engagements contraignants de la part de tous les Etats en cause.

Durant la session passée de la Conférence du désarmement, on a beaucoup parlé du régime juridique existant. Les vues de mon gouvernement sur ce sujet vous sont connues : nous estimons qu'il y a lieu d'améliorer ce régime - d'en combler les lacunes, pour ainsi dire - et nous estimons que la Conférence du désarmement devrait examiner la question en profondeur. Il conviendrait à notre avis de se pencher sérieusement sur un aspect du problème, qui est le renforcement de la Convention sur l'immatriculation.

En attendant un accord sur ce sujet, nous voudrions souligner l'importance de l'application appropriée de ladite Convention, qui pourrait aboutir notamment à des renseignements plus nombreux et plus précis sur la nature et la fonction des objets spatiaux. L'application plus complète de

(M. van Schaik, Pays-Bas)

la Convention pourrait fort bien accroître la transparence et renforcer la confiance de tous les pays concernés. Les Etats pourraient aussi être prêts à améliorer les procédures de notification au titre de la Convention. Par exemple, les notifications pourraient être faites avant et non après les lancements d'objets dans l'espace. Des suggestions utiles ont été présentées récemment dans un document de travail par l'Australie et le Canada. Les Pays-Bas souscrivent pleinement à ces suggestions.

Avant de conclure, je voudrais remercier ici la délégation et le Gouvernement de l'Union soviétique pour l'invitation qui nous a été faite d'assister à la première opération de destruction de missiles SS-20 et pour l'hospitalité qui nous a été accordée à cette occasion. Cela a été une expérience importante que d'être témoins du début de la destruction d'une catégorie tout entière d'armes modernes qui a pendant si longtemps bloqué la route du désarmement.

La destruction de ces missiles s'est produite dans un grand fracas. J'aimerais poser la question suivante : quand entendrons-nous le fracas du succès de la Conférence - non pas le fracas sur la table mais celui de la destruction des armes ? Ou, si vous préférez, quand verrons-nous les fumées de la destruction au titre du point 6 de l'ordre du jour ? Ou bien encore, quand entendrons-nous le silence pour fruit de nos travaux au titre du point 1 de l'ordre du jour ? Nous espérons que l'année 1989 nous rapprochera de ce moment.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Pays-Bas pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je prie le Tout-Puissant pour que se réalisent bientôt les voeux formulés par l'Ambassadeur à l'égard de mon pays durant les pourparlers sur la paix dans la région du golfe Persique. Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède, l'Ambassadeur Ekéus.

M. EKÉUS (Suède) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord exprimer la grande satisfaction de la délégation suédoise de vous voir à la présidence de la Conférence pour le mois de septembre et durant l'intersession. Nous interprétons la décision de votre gouvernement d'envoyer une telle personnalité de haut niveau pour présider la Conférence comme une expression de l'importance qu'attache votre gouvernement à nos travaux. Je tiens également à exprimer par votre entremise notre gratitude à l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie pour avoir dirigé avec grande compétence nos travaux durant le mois d'août, ce qui a permis à la Conférence de maintenir le cap et d'enregistrer certains progrès. Je voudrais aussi accueillir chaleureusement parmi nous l'Ambassadeur Varga de la Hongrie, l'Ambassadeur Aung Thant de la Birmanie et l'Ambassadeur Sharma de l'Inde.

Je consacrerai l'essentiel de ma déclaration d'aujourd'hui à la question des armes chimiques, mais je voudrais tout d'abord me livrer à quelques brèves réflexions sur le point 1 de notre ordre du jour.

Ce point, qui est l'interdiction des essais nucléaires, est celui qui a le rang de priorité le plus élevé. C'est aussi une question à laquelle mon gouvernement attache la plus grande importance. De l'avis général,

(M. Ekéus, Suède)

il est urgent d'engager des négociations sur ce point; dès lors, comment ne pas être grandement préoccupé par le fait que la Conférence n'a pu aborder l'examen de fond de la question ?

Nous nous sommes tous réjouis des mesures que les grandes puissances ont adoptées pour procéder à une réduction quantitative de leurs arsenaux nucléaires. Le Traité FNI constitue une première étape importante, qui doit bientôt être suivie d'une réduction des arsenaux nucléaires stratégiques. Ce traité est également positif en ce qu'il contribue à renforcer la confiance et à promouvoir le dialogue; il représente aussi un grand intérêt pratique du point de vue des méthodes de vérification. La démonstration en Union soviétique de la destruction de missiles à portée intermédiaire a été un événement concret d'une grande importance symbolique et politique. Nous remercions pour cette initiative la délégation et le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique.

Je tiens toutefois à répéter que, selon nous, des réductions quantitatives ne suffisent pas pour mettre effectivement fin à la course aux armements. En fait, des améliorations qualitatives permettraient à la course aux armements nucléaires de se poursuivre. C'est dans cette perspective qu'il faut voir une interdiction des essais nucléaires. Cette interdiction devrait fournir un moyen efficace pour empêcher la course qualitative aux armements et appuyer les efforts de désarmement réel. Le Groupe d'initiative des six nations a demandé, à Delhi, à Mexico et à Stockholm, que soit immédiatement mis un terme à tous les essais nucléaires. Au sein de la Conférence comme dans d'autres instances internationales cet objectif a reçu un vaste appui politique. Tant le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau que le Traité sur la non-prolifération prévoient de chercher à interdire complètement les essais; la troisième Conférence des parties chargée de l'examen du TNP l'a répété à son tour. Les puissances nucléaires s'y sont elles aussi engagées.

Si ces engagements ne sont pas respectés, le risque est grand de voir se poursuivre non seulement la prolifération verticale mais aussi la prolifération horizontale.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont décidé de procéder à des exercices de vérification conjoints, sur le polygone américain du Nevada et sur le polygone soviétique de Semipalatinsk. L'un de ces essais nucléaires a eu lieu le 17 août et le second est prévu pour le 14 septembre, c'est-à-dire demain. Dans ce contexte, la Suède estime que la poursuite des essais nucléaires contribuera à alimenter la course aux armements. Nous ne pouvons approuver la légitimation des essais nucléaires. Nous ne pouvons non plus accepter en principe les essais sous quelque forme que ce soit. Nous estimons que des exercices propres à accroître la confiance dans ce domaine devraient s'inscrire dans un plan précis visant à conclure une interdiction globale des essais à une date rapprochée et spécifiée. L'objectif n'est pas de vérifier les essais, mais de les supprimer.

Si l'on peut se féliciter des progrès de la transparence dans ce domaine, qui devrait contribuer à la mise au point d'un système de vérification efficace, il devrait être utile que la communauté internationale puisse

(M. Ekéus, Suède)

bénéficier des échanges de données. C'est là une idée modeste si l'on considère que les deux principales puissances proclamaient déjà il y a 25 ans qu'un accord sur un désarmement général et complet devrait être placé sous un contrôle international strict. De nombreux efforts sont déployés au niveau international pour trouver des moyens efficaces de vérifier une interdiction des essais nucléaires. Pour sa part, la Suède est prête à fournir tous les renseignements utiles collectés par l'observatoire de Hagfors.

Au cours de cette session d'été, le Groupe spécial d'experts scientifiques a tenu sa vingt-sixième session. Il a procédé à un examen approfondi de son rapport sur les concepts initiaux d'un système international moderne d'échange de données sismiques, notamment de tracés (données de niveau II). Les différentes parties du système - un réseau mondial de stations sismographiques, des centres nationaux et internationaux de données ainsi que des moyens de communication appropriés - nous fourniront la possibilité de vérifier une interdiction des essais nucléaires. Le Groupe a engagé une expérience à grande échelle sur l'échange et l'analyse de données de niveau II dans le but de préciser encore les principes de fonctionnement d'un réseau sismographique mondial. Les différentes parties du système expérimental seront testées sans interruption et, plus tard, on procédera à des essais intégrés de l'ensemble du système.

Il ressort d'ores et déjà des travaux des experts qu'il sera possible, pratiquement, de mettre sur pied un système mondial capable de vérifier efficacement le respect d'un traité d'interdiction totale des essais, même s'il reste encore beaucoup à faire. Dorénavant la vérification pose donc plutôt un problème politique qu'un problème technique. On ne peut plus alléguer que les méthodes de vérification sont inadéquates pour repousser la négociation d'une interdiction des essais.

Dès lors, comment se fait-il que la Conférence du désarmement ne prenne pas de mesures décisives pour examiner en profondeur la question d'un traité d'interdiction complète ? On peut observer une convergence de fait sur la question du mandat. Il est peu probable que nous fassions avancer les choses en poursuivant la mise au point détaillée du mandat; pareille occupation nous empêchera plutôt de passer à l'examen de fond de la question. On risque de voir dans notre incapacité à définir un mandat un manque d'intérêt pour l'avancement de la question.

En ce qui concerne les mandats proposés, ma délégation pense que les différences qui les séparent sont plus artificielles que réelles. Pour notre part, nous sommes favorables au texte proposé dans le document CD/829 qui révèle, selon nous, une grande souplesse de la part du Groupe des 21.

Ma délégation a également pris bonne note de la proposition figurant dans le document CD/863. Dès le moment où ce texte a été présenté à titre officieux, la Suède a dit qu'elle serait intéressée à travailler sur cette base, et nous persistons à y voir un moyen pour négocier une formule de compromis sur le mandat du Comité spécial.

(M. Ekéus, Suède)

Ma délégation estime qu'il est de la plus haute importance d'accorder aux négociations multilatérales portant sur un traité d'interdiction complète des essais le rang de priorité le plus élevé. Pareilles négociations ne sauraient se tenir ailleurs qu'au sein de la Conférence du désarmement.

Nous avons ici une instance où sont réunies les cinq puissances nucléaires. Nous pouvons facilement accéder à des travaux de référence très avancés en matière de vérification. Nous sommes donc bien préparés et devrions pouvoir donner plus de corps à nos activités en matière d'interdiction des essais. La Conférence constitue un organe important pour la négociation d'un accord qui devrait être acceptable pour tous.

Dans l'optique des travaux de la prochaine session de l'Assemblée générale et de sa Première Commission, ma délégation pense qu'il est important que nous poursuivions nos efforts pour rapprocher nos points de vue sur la question de l'interdiction des essais. Si ces efforts portent leurs fruits, nous aurons certainement davantage de chances de voir rétabli à la prochaine session de printemps un Comité spécial doté d'un mandat efficace au titre du point 1 de notre ordre du jour.

Je voudrais maintenant aborder la question des armes chimiques. La Conférence du désarmement a poursuivi en 1988 ses travaux relatifs à une convention sur l'interdiction des armes chimiques dans le contexte d'une utilisation intensifiée de ces moyens de destruction massive. La situation est grave. Nous sommes menacés par une nouvelle prolifération des armes chimiques et par un perfectionnement toujours accru des agents de guerres chimiques et de leurs méthodes de propagation. Les rapports récents de l'ONU sur l'utilisation persistante de ces armes dans le conflit entre l'Iran et l'Iraq, ainsi que d'autres rapports parus ensuite, montrent de façon tragique combien il importe que nous achevions nos travaux sans tarder. Par son efficacité et son universalité, une interdiction globale des armes chimiques nous protégerait tous, dès son entrée en vigueur, contre une résurgence de la guerre chimique.

Voilà ce qu'on attend de la Conférence du désarmement. Un sentiment d'urgence renforcé doit nous inspirer au moment où nous nous efforçons de résoudre toutes les questions en suspens. La Suède considère que la mise au point d'une convention sur les armes chimiques constitue une priorité de premier ordre pour la Conférence. Nous ne sommes plus loin du but. Notre réussite dynamiserait également le processus de désarmement multilatéral.

Nous devons malheureusement constater qu'en 1988, nos travaux n'ont guère été marqués par un caractère d'urgence, en dépit des appels répétés lancés à cet effet. Certaines questions importantes ont été à peine abordées, d'autres ont demandé un temps et une énergie disproportionnés. Nous sommes tout à fait conscients que des progrès importants ont eu lieu au niveau bilatéral entre les deux principaux détenteurs d'armes chimiques. Nous nous en réjouissons et en mesurons toute l'importance, y voyant la preuve que les efforts bilatéraux et multilatéraux peuvent se renforcer mutuellement. Cependant, nous prions instamment les deux principaux Etats détenteurs d'armes chimiques de redoubler d'efforts et de présenter les résultats obtenus et les accords conclus sous une forme qui en faciliterait l'application dans le contexte multilatéral et l'insertion dans le texte évolutif, par exemple.

(M. Ekéus, Suède)

Si donc nous sommes déçus par la lenteur de nos négociations, il serait injuste de noircir le tableau. Pendant la session en cours, le Comité, présidé avec fermeté et patience par l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, a fait quelques progrès substantiels. Les efforts et le dévouement des trois présidents des groupes de travail, MM. Cima de la Tchécoslovaquie, Macedo du Mexique et Numata du Japon, n'ont pas été vains. Le rapport que la Conférence présente à l'Assemblée générale comporte des éléments nouveaux non négligeables.

J'en mentionnerai quelques-uns. Le Président du Groupe A a été en mesure de faire figurer dans le rapport un texte équilibré et soigneusement libellé sur l'article XI ("Développement économique et technologique"). Sa réussite dans cette tâche a été en partie rendue possible par la souplesse des membre du Groupe des 21, pour qui cet article revêt une importance particulière. Nous regrettons toutefois que le texte actuel de l'article XI n'ait pas été reproduit dans l'appendice I du rapport. L'argument selon lequel le texte en est à un stade d'élaboration peu avancé et il n'y a pas accord général sur les termes et définitions employés nous semble peu convaincaint. Le texte de l'article a fait l'objet d'un examen approfondi et des délégations de tous les groupes y ont apporté leur contribution. Quant aux termes et définitions ils ont été dans une large mesure empruntés à la Convention sur les armes biologiques que la plupart des membres de la Conférence ont signée et ratifiée.

Le principal progrès dans le domaine couvert par le Groupe de travail B a été l'incorporation dans le texte évolutif d'une définition des installations de fabrication d'armes chimiques et l'adoption de termes clairs en ce qui concerne l'ordre de destruction ainsi que les principes et méthodes de destruction.

Grâce à son président, le Groupe de travail C a pu faire des progrès considérables sur la question des inspections par mise en demeure et des procédures à suivre après la présentation des rapports d'inspection.

Après les consultations sur les clauses finales menées par le Président du Comité, nous disposons dans l'appendice II d'éléments bien structurés qui peuvent nous servir d'options. C'est là une base nécessaire pour mettre définitivement au point cet élément important du projet de convention.

En outre, la réunion de juillet avec les experts de l'industrie a mis en lumière un grand nombre d'éléments relatifs au caractère confidentiel des renseignements commerciaux et industriels et a bien montré que dans la majeure partie des pays industrialisés l'industrie chimique était prête à faciliter l'application de la convention.

Enfin, les consultations à participation non restreinte sur les inspections expérimentales ont permis d'obtenir des résultats importants. Puisque j'ai présidé ces réunions, je reviendrai à la fin de mon intervention sur la question des inspections expérimentales et ferai rapport à la Conférence sur les résultats de nos délibérations constructives.

(M. Ekéus, Suède)

Les résultats que la Conférence présente cette année sont donc tangibles, même s'ils sont loin de suffire. Je me bornerai à faire quelques observations rapides sur les problèmes qui restent à résoudre et à indiquer les domaines où, selon ma délégation, il faudra que nous concentrions nos efforts durant l'intersession et pendant la prochaine session.

L'article premier demeure le pivot du projet de convention et la base de tous nos travaux. Au cours de la présente session d'été, il s'est encore trouvé renforcé du fait qu'au paragraphe 6 chaque Etat partie s'engage sans ambiguïté à détruire ses installations de fabrication d'armes chimiques. Les problèmes posés par les passages qui restent entre crochets semblent plus faciles à régler. Il faudra procéder à des consultations sur les activités préparatoires à une utilisation, problème qui est lié aussi à la question de la mise au point d'armes chimiques. La question de "la juridiction ou du contrôle" pourrait être résolue en fonction des autres articles.

La clarté et l'extension de nos dispositions sur la portée donnent à l'ensemble du projet de convention une base pratique et morale et, selon la Suède, les autres questions en suspens peuvent et doivent être réglées sans modifications importantes de l'article premier, qui a acquis un caractère définitif.

On peut en dire de même de l'article II, autre élément fondamental de notre projet de convention. Sans aucun doute, l'incorporation d'une définition convenue des installations de fabrication d'armes chimiques constitue une étape importante qui a été franchie cet été. Cependant, il y a trop longtemps que nous n'avons pas étudié à fond les autres parties de l'article. Le texte actuel correspond à un stade peu avancé de nos négociations et ne prend pas pleinement en compte l'évolution actuelle de la technologie des armes chimiques. L'article II doit contenir des définitions de base applicables dans l'avenir. Les termes actuels de l'article II ont un caractère provisoire et, de ce point de vue, ils nous ont été très utiles, dans certaines limites; toutefois, ils ne nous ont guère aidés lors des dernières négociations sur l'article VI et ses divers régimes. L'évolution des négociations sur les activités non interdites par la convention peut nous rapprocher de nouvelles définitions et de nouvelles méthodes d'utilisation de ces définitions. Selon nous, en ce qui concerne le problème des définitions, le Comité devrait tout d'abord étudier globalement l'article II et les tableaux de l'article VI en vue de transférer les listes de produits chimiques en même temps que certaines définitions, critères et principes dans une annexe spéciale sur les produits chimiques. Il faudrait prévoir des mécanismes de révision pour tenir cette annexe à jour. L'article II lui-même ne devrait contenir que des définitions et critères fondamentaux et permanents.

L'article III ne semble pas devoir être élaboré plus avant à ce stade des négociations. La seule question qui reste à régler est celle de la date à partir de laquelle les déclarations devraient être faites. Les définitions des armes chimiques et des installations de fabrication étant très complètes, il semblerait indiqué, d'un point de vue pratique, de choisir la dernière date figurant dans le texte, à savoir le 26 mars 1975. Cela nous permettrait d'éviter d'inutiles ambiguïtés d'application qui pourraient entraîner des mises en demeure sans objet et virtuellement nuisibles.

(M. Ekéus, Suède)

Pour ce qui est des articles IV et V, la tâche essentielle est de s'accorder sur l'ordre de destruction des stocks d'armes chimiques et des installations de fabrication. Ces articles et leurs annexes sont d'une importance capitale pour appliquer l'article I de façon à garantir la sécurité non diminuée de tous les Etats, y compris de ceux qui ne détiennent que peu d'armes chimiques. Ce problème est à l'étude depuis des années. On trouve maintenant à l'appendice II des éléments utiles sur les principes et l'ordre de destruction des armes chimiques, qui en sont à un stade d'élaboration assez avancé. Il n'en demeure pas moins évident que des différences subsistent dans ce domaine.

La plupart des Etats n'ont jamais éprouvé la nécessité de détenir des armes chimiques dans leurs arsenaux; d'autres, comme le Royaume-Uni, ont décidé unilatéralement de détruire leurs armes chimiques et installations de fabrication sans craindre, apparemment, que leur sécurité s'en trouve diminuée. Toutefois, la période de destruction préoccupe de toute évidence les Etats. Ces dernières semaines, la proposition faite par la France (CD/CW/WP.199) et les discussions serrées sur le rapport du Comité ont montré qu'il y avait là un problème. La Suède se félicite donc que l'on ait décidé par consensus de traiter la question dans son ensemble. Nous n'en maintenons pas moins que toute solution au problème de la sécurité non diminuée doit passer par un nivellement équilibré et asymétrique des stocks d'armes chimiques et par une élimination progressive et équilibrée des installations de fabrication.

La Suède, comme l'ensemble du Groupe des 21, rejette toutefois l'éventualité de la poursuite de la fabrication ou de l'utilisation d'armes chimiques pendant la période de destruction. Cela reviendrait à encourager et légitimer la prolifération de ces armes et à pénaliser les Etats qui se sont abstenus d'en fabriquer. Le projet de convention a pour objectif d'interdire, et non pas de réglementer la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes chimiques.

En ce qui concerne les activités non interdites par la convention, dont traitent l'article VI et son annexe, nous n'avons pas pu faire de progrès marquants au cours de cette session. La réunion des experts de l'industrie sur la confidentialité, la démonstration convaincante d'un matériel de vérification non intrusive du type SNAL (échantillonnage immédiat et analyse ultérieure) que nous a présenté la République fédérale d'Allemagne et, surtout, les exercices prévus d'inspection expérimentale devraient nous fournir, nous l'espérons, des éléments et des aperçus nouveaux qui nous permettront de progresser rapidement.

Nous devons prévoir des régimes d'inspection efficaces sans pour autant nous enliser dans des détails techniques dont le règlement pourrait très bien être confié à la Commission préparatoire et au Secrétariat technique.

L'article VI doit surtout avoir pour but d'assurer les Etats parties à la convention que l'engagement fondamental à ne pas fabriquer d'armes chimiques est respecté par tous les Etats parties. L'article prévoit des méthodes et des principes de contrôle de la fabrication de produits chimiques permettant

(M. Ekéus, Suède)

de vérifier que certaines substances ne sont pas produites ou bien que la fabrication de produits chimiques toxiques et de leurs précurseurs vise des fins non interdites par la convention.

L'approche à adopter doit tenir compte de plusieurs intérêts. Nous devons en premier lieu prévoir qu'il est fort probable que des violations de la convention seront détectées et signalées. Cela signifie qu'il faut un régime strict de vérification des installations déclarées. Outre les dispositions sur les inspections par mise en demeure, il semble qu'il faudrait prévoir aussi des inspections plus discrètes sur le plan politique visant des installations non déclarées au titre des divers tableaux.

En deuxième lieu, il faut éviter d'entraver la recherche, la mise au point et la fabrication à des fins pacifiques. Il faut notamment respecter, au stade particulièrement sensible de la recherche et de la mise au point, les préoccupations légitimes en matière de secret commercial et industriel.

En troisième lieu, il faut que le régime puisse s'adapter facilement à l'évolution des techniques. Pour atteindre ce but, il faut que les principes et objectifs de la vérification soient énoncés clairement et sans ambiguïté, tandis que les méthodes et procédures de vérification technique ainsi que les listes de produits chimiques soumis au contrôle doivent pouvoir être facilement adaptées aux nouveaux acquis de la technique.

Quatrièmement, le régime doit être conçu de telle sorte qu'il puisse s'appliquer sans entraîner des dépenses inacceptables ni un foisonnement administratif impossible à gérer. Il ne devrait donc pas être seulement effectif, mais aussi efficace.

Si nous décidons lors des négociations d'élargir aux installations non déclarées le champ d'application des inspections de routine, comme cela a été proposé avec le système des vérifications ad hoc, nous devons être en mesure d'établir tout d'abord que ce régime accroîtrait réellement notre confiance dans la convention, ensuite qu'il est suffisamment efficace pour ne pas entraîner des ambiguïtés qui pourraient diminuer notre confiance, et enfin que les coûts sont proportionnés aux objectifs. Nous devons déterminer ce que doivent être les objectifs des vérifications ad hoc. Cherchons-nous à savoir s'il y a production non déclarée de produits chimiques inscrits ? Voulons-nous contrôler les produits chimiques non inscrits susceptibles d'une utilisation militaire ? Voulons-nous nous assurer qu'il n'est pas fait un usage abusif d'une capacité de production ? Un régime ne serait ni effectif ni efficace s'il permettait de choisir tout à fait au hasard, et presque par accident, parmi un très grand nombre d'installations, dont la plupart ne sont même pas capables de passer à une activité apparentée à la fabrication d'armes chimiques.

Ce n'est pas en essayant de vérifier ce qui n'est pas vérifiable que l'on suscitera la confiance. La vérification doit porter sur des éléments pertinents et importants. Elle ne saurait être un but en soi.

(M. Ekéus, Suède)

On trouve une illustration typique de ce point dans un domaine comme les premiers stades de la recherche et de la mise au point, qui a suscité des discussions intenses cet été. Ma délégation n'est pas sûre que certaines propositions qui ont été faites à cette occasion nous entraînent dans la bonne direction.

A leurs premiers stades, on ne peut distinguer les activités de recherche et de mise au point concernant les armes chimiques des activités légitimes de recherche à des fins de protection. En ce qui concerne les produits chimiques non inscrits au tableau [1], cette recherche ne peut être distinguée de la recherche légitime intéressant des domaines comme la protection de l'environnement, la sécurité industrielle, la médecine ou l'agriculture. Nous devons choisir une étape du processus de mise au point à partir de laquelle la vérification prend un sens, c'est-à-dire une étape où il serait possible de démontrer qu'il y a eu violation de la convention ou, au moins, une grave anomalie inexplicable. On ne voit guère comment cela pourrait être possible tant que la recherche et la mise au point n'ont pas quitté la phase du laboratoire pour entrer dans celle de l'usine pilote ou des essais d'armes.

En bref, la position de la Suède sur l'article VI serait la suivante. La fabrication des produits chimiques inscrits au tableau [1] doit se limiter aux installations uniques de fabrication à petite échelle, à l'exception des synthèses à l'échelle de laboratoire et des fabrications à des fins médicales ne dépassant pas 10 kg par an.

En ce qui concerne les produits chimiques inscrits au tableau [2], le régime tel qu'il est à l'heure actuelle semble applicable sur le papier. On peut espérer que les inspections expérimentales nous donneront suffisamment de données d'expérience pour mettre ce régime définitivement au point.

Le régime du tableau [3] aura besoin d'être élaboré plus avant. Il pourrait être utile d'étudier un système d'inspections par sondage.

En ce qui concerne le dernier tableau sans numéro dont a parlé aujourd'hui l'Ambassadeur van Schaik, ma délégation pense que c'est la capacité d'une installation donnée qui justifierait qu'elle fasse l'objet d'arrangements de vérification, plutôt que les produits chimiques qu'elle fabrique. On pourrait même supprimer ce tableau s'il était possible de mettre au point une autre méthode d'identification et de contrôle des installations techniquement capables de fabriquer des agents de guerre chimique.

Comme je l'ai déjà dit, toutes les listes devraient être révisées et mises à jour pour figurer, en même temps que les critères et directives pertinents, dans une annexe séparée sur les produits chimiques.

A l'article VII, il nous reste encore une rubrique ("moyens techniques nationaux") sans texte. Ma délégation est prête à étudier avec un grand intérêt tout texte qui sera proposé sur ce sujet. Si aucun n'est proposé, nous suggérons d'abandonner purement et simplement cette rubrique lors de la session prochaine.

(M. Ekéus, Suède)

A l'article VIII, la structure fondamentale de l'Organisation a acquis une forme quasi définitive. La question essentielle qui reste encore à résoudre est celle de la composition, de la procédure et de la prise de décision au sein du Conseil exécutif. Nous gardons une position souple dans ce domaine. Nous tenons surtout à ce que le Conseil exécutif soit à la fois représentatif et efficace. Nous sommes donc plutôt favorables à un organe relativement restreint, pas plus grand en tout cas que le Conseil des gouverneurs de l'AIEA. La composition du Conseil exécutif devrait tenir compte de l'équilibre politique et d'une répartition géographique équitable. Nous comprenons bien les préoccupations des Etats qui, en raison de leur développement industriel, seront soumis à des inspections de routine relativement nombreuses, ainsi que leur désir d'être tout spécialement représentés. Les critères politiques et géographiques devraient permettre de répondre à ces préoccupations.

En ce qui concerne la prise de décision, il faudrait s'efforcer de définir des règles favorables au consensus. Cependant, qui dit pouvoir de décision efficace et effectif dit possibilité de passer aux voix; dès lors, un système de majorité qualifiée semblerait approprié. Pour ce qui est de la majorité requise, il est difficile de décider en faveur des deux tiers ou des trois quarts tant que l'on ne connaît pas la composition du Conseil exécutif ni l'ampleur et la nature des décisions qu'il aura à prendre. Il faut étudier parallèlement la composition et la prise de décision. Il est peu probable aussi que l'on puisse trouver une solution tant que les articles VI, IX, X, XIII et XIV n'auront pas été définitivement mis au point. A un stade ultérieur, il serait peut-être utile d'adopter une conception différenciée de la prise de décision en ce sens que divers types de décisions pourraient être prises à des majorités différentes.

Il reste encore à régler définitivement la question complexe et difficile de la mise en route d'une inspection par mise en demeure aux termes de l'article IX ainsi que des règles à observer pendant ces inspections, compte tenu du principe de l'interdiction du refus. Les documents figurant à l'appendice II constituent une base solide pour rédiger le traité en des termes équilibrés, tant en ce qui concerne les exigences de garantie et de sécurité qu'en ce qui concerne le souci de l'intégrité nationale.

Ma délégation estime, à part cela, que les progrès réalisés par le Groupe de travail sous la direction avisée et énergique de son président, M. Numata, ont été un des grands succès de notre session d'été. Les règles générales applicables aux inspections au titre de l'article IX qui figurent dorénavant dans l'additif à l'appendice I constituent un schéma global. Il reste à espérer que les efforts ne se relâcheront pas et que la partie correspondante du projet de convention sera achevée au début de la session prochaine.

Une autre question que le Groupe de travail C a étudiée apparaît à l'appendice II, dans un nouveau texte sur le processus à suivre après la présentation du rapport. Fondamentalement, la question est de savoir dans quelle mesure le Conseil exécutif doit, devrait ou peut se prononcer sur le rapport d'inspection et quelle importance particulière on doit accorder, s'il y a lieu, à l'évaluation de l'Etat requérant.

(M. Ekéus, Suède)

Pour la Suède, il semble évident qu'il faut accorder au Conseil exécutif la plus grande liberté d'action possible. Nous devons donc écarter une disposition mettant le Conseil dans l'obligation de déterminer s'il y a eu ou non violation de la convention. Dans certains cas, pareille tâche serait tout simplement impossible. D'autre part, nous ne pouvons pas refuser au Conseil le droit de déterminer qu'il y a eu violation si l'inspection en a donné des preuves.

L'article X sur l'assistance a fait l'objet d'un débat de fond en particulier durant la session d'été. Le résultat est toutefois décevant. Le texte qui figure maintenant à l'appendice II comporte de nombreux passages entre crochets et n'est pas dénué d'éléments nettement contradictoires. Il semble qu'il faille revoir l'ensemble de l'article.

La garantie principale contre l'utilisation d'armes chimiques est une convention ayant un champ d'application étendu, et faisant l'objet d'une vérification efficace et d'une adhésion universelle. Telle est la convention à laquelle nous travaillons. Si nous parvenons à la conclure, les questions abordées à l'article X n'ont plus qu'un intérêt assez théorique. Toutefois, cette disposition a un rôle à jouer au cours de la période de transition et on peut donc y voir une autre façon d'aborder la question de la sécurité non diminuée. Mais, pour qu'elle joue son rôle, il faut qu'elle ait une portée réaliste et qu'elle soit applicable. Fondamentalement, elle doit prévoir l'assistance en cas d'utilisation d'armes chimiques. Cet élément ne devrait pas être difficile à mettre au point. Il se trouve malheureusement que nous avons de plus en plus d'expérience dans le domaine de l'assistance aux victimes de la guerre chimique. En outre, cet article peut prévoir des mesures visant à aider les Etats membres à mettre conjointement au point des programmes de protection contre l'utilisation des armes chimiques. Cette coopération doit toutefois être librement consentie. Au cours de la période de transition, la sécurité non diminuée de nombreux Etats non détenteurs d'armes chimiques dépend dans une grande mesure du caractère confidentiel de leurs programmes nationaux et de leur matériel de protection contre l'utilisation de telles armes. De ce point de vue la notion de sécurité nationale est incompatible avec celle d'accords types.

Au début de mon intervention, j'ai déjà mentionné nos progrès concernant l'article XI. Je me bornerai à répéter que, selon ma délégation, les crochets qui restent pourraient être ôtés et le texte transféré à l'appendice I.

En ce qui concerne les clauses finales, l'article XII est devenu une pierre d'achoppement. Pour la Suède, comme pour bien d'autres délégations, l'ensemble de nos travaux serait réduit à néant si des "droits" unilatéralement déclarés par le Protocole de Genève de 1925 devaient être transférés - et donc en quelque sorte fixés définitivement - dans une convention sur les armes chimiques. Celle-ci, à partir de la date de son entrée en vigueur, exclut sans ambiguïté l'utilisation d'armes chimiques et par conséquent toute utilisation de ces armes. Cela ne signifie pas que ces "droits" disparaissent totalement. Ils auront un rôle supplétif, mais uniquement en cas de retrait de la Convention. Pour résoudre la question, la proposition du Canada de supprimer purement et simplement l'article XII mérite d'être pleinement prise en considération. Il va sans dire que la convention ne limiterait en rien les obligations découlant du Protocole de Genève.

(M. Ekéus, Suède)

Notre point de vue sur la question de l'utilisation nous amène à conclure que les Etats parties, exerçant leur souveraineté nationale, auront le droit de se retirer de la convention si des événements extraordinaires portant sur ce qui fait l'objet de la convention ont compromis leurs intérêts suprêmes. Ce droit ne pourrait prendre effet qu'après épuisement de toutes les possibilités prévues par la convention pour remédier à cette situation.

La franchise et la transparence sont très importantes dans nos travaux. La Suède se félicite des déclarations qui ont été faites au cours de cette session en matière de possession ou de non-possession d'armes chimiques et d'installations de fabrication. A cet égard, je suis chargé de déclarer que la Suède ne détient pas d'armes chimiques. C'est sur ces mots que je conclurai mon intervention en qualité de chef de la délégation suédoise.

Je souhaiterais toutefois présenter, en tant que Président des consultations officieuses à participation non restreinte sur les inspections expérimentales, un rapport sur les travaux entrepris dans ce domaine.

Plusieurs dispositions du projet de convention sur les armes chimiques ont trait à l'inspection sur place de l'industrie chimique. Il a été suggéré de procéder à des inspections expérimentales afin d'accélérer les travaux sur la convention et de pouvoir déterminer si les dispositions proposées sont adéquates et pratiques, c'est-à-dire si elles sont de nature à donner aux Etats l'assurance nécessaire que les installations civiles sont exploitées uniquement à des fins non interdites par la convention.

En un premier temps, les inspections expérimentales seraient effectuées à l'échelon national. En un deuxième temps, les Etats mettraient en commun et évalueraient ensemble les données d'expérience qui se dégagent de ces inspections nationales, compte tenu des dispositions pertinentes du projet de convention. Cette évaluation pourrait être axée sur l'examen des éléments nécessaires et sur l'élaboration des modalités de la troisième phase d'activité, à savoir les inspections expérimentales à participation multilatérale.

Sous les auspices du Comité spécial et à la demande de son président, j'ai organisé des consultations officieuses à participation non restreinte en vue de préparer le terrain pour ces inspections expérimentales multilatérales de l'industrie chimique. A la suite de ces consultations, un document a été établi et vous a été distribué. Ce document a principalement pour but d'aider les Etats intéressés à préparer les inspections expérimentales nationales. Les suggestions qui y figurent ne lient en rien les délégations et ne sont aucunement obligatoires; elles sont à considérer plutôt comme une liste de points présentant un intérêt pour les inspections expérimentales. Ce document sera publié en tant que document de travail du Comité spécial rédigé par le Président des consultations.

Comme il a été convenu au cours des préparatifs de ces consultations, les délégations peuvent faire connaître leur avis sur ce document avant la fin de la session. Le présent document est publié, comme je l'ai dit, sous la responsabilité du Président des consultations. Il est divisé en trois parties. La première (A. Approche générale) pourrait servir à l'élaboration

(M. Ekéus, Suède)

de scénarios pour les inspections expérimentales. La deuxième (B. Approche détaillée) propose en quelque sorte un "répertoire" en vue de l'élaboration des procédures relatives à la conduite des inspections expérimentales. La troisième (C. Aspects spécifiques) énumère les points qui pourraient être abordés lors des inspections expérimentales. Les Etats pourraient aussi se référer aux parties pertinentes du document pour établir leur rapport sur les résultats des inspections expérimentales nationales. Les informations disponibles relatives aux inspections expérimentales nationales pourraient être examinées durant l'intersession du Comité spécial des armes chimiques. On pourrait commencer à élaborer en détail les modalités des inspections expérimentales multilatérales lors de la session de printemps de 1989, afin que les premières inspections puissent être effectuées dès que possible, une fois ces modalités élaborées. Ainsi s'achève mon rapport.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Suède pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au Président du Comité spécial sur le Programme global de désarmement, l'Ambassadeur García Robles, qui va présenter le rapport de ce Comité publié sous la cote CD/867.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Ma délégation vous félicite, Monsieur le Président, et se réjouit qu'il incombe à une personnalité ayant votre expérience et vos qualités de présider nos débats durant ce dernier mois de la session, qui est toujours le plus important. Nous voudrions également réitérer nos félicitations à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie, qui a présidé les travaux du mois d'août. Comme vous l'avez indiqué, je vais maintenant prendre la parole en qualité de Président du Comité spécial sur le Programme global de désarmement pour présenter à la Conférence le rapport de ce Comité consacré aux travaux qu'il a effectués en 1988.

Le rapport commence par un bref résumé des travaux du Comité et de la documentation dont il a disposé. Il poursuit en mentionnant que des progrès vers une harmonisation des positions et une réduction des points de désaccord ont été enregistrés, tout en soulignant qu'il n'a cependant pas été possible, dans un délai aussi court, de parvenir à un accord sur toutes les questions en suspens, en conséquence de quoi le Comité a décidé de reprendre ses travaux au début de la session de 1989 avec la ferme intention d'achever l'élaboration du Programme pour en saisir l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session, au plus tard.

Cette brève introduction est suivie d'une vaste annexe d'une quarantaine de pages dans laquelle sont reproduites les dispositions que pourrait contenir le Programme. Ces dispositions sont groupées en six chapitres intitulés introduction, objectifs, principes, priorités, mesures de désarmement, mécanismes et procédures.

En ce qui concerne les quatre premiers chapitres ainsi que le sixième et dernier, le Comité spécial a pu réaliser des progrès très importants. Il existe peu de points qui restent en suspens pour ce qui est de l'introduction, des objectifs, des principes et des priorités, étant donné que l'on peut affirmer qu'il suffirait, pour résoudre n'importe quel problème relatif à ces chapitres, de rester fidèle au Document final de la première session de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

(M. García Robles, Mexique)

En ce qui concerne le cinquième chapitre touchant les mesures de désarmement, il faut tenir compte du fait que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont pu adopter des accords positifs, la Déclaration commune du 8 janvier 1985 constituant un exemple éloquent des efforts qui peuvent être déployés de concert en vue d'arrêter et d'inverser la course aux armements et d'empêcher la prolifération des armes nucléaires.

S'agissant de la création de zones exemptes d'armes nucléaires, on est parvenu à s'entendre sur la majorité des éléments fondamentaux à cet égard. On a pu également préciser les obligations et les responsabilités aussi bien des Etats dotés d'armes nucléaires que de ceux qui n'en possèdent pas, en vue d'empêcher l'augmentation du nombre des premiers et de réduire et, en fin de compte, d'éliminer les armes nucléaires. Pour ce qui est des autres armes de destruction massive, on est convenu que tous les Etats devraient adhérer au Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, qui est connu sous le nom de Protocole de Genève puisqu'il a été signé dans cette ville le 17 juin 1925. On est convenu qu'il était nécessaire de déployer tous les efforts possibles pour mener à bien les négociations qui se déroulent à la Conférence du désarmement en vue de conclure une convention internationale éliminant toutes les armes chimiques. On est également convenu qu'il faudrait parvenir à un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi d'armes radiologiques compte tenu des négociations en cours à la Conférence du désarmement et de toutes les propositions y relatives.

On a pu arriver à une position commune en ce qui concerne la nécessité de poursuivre résolument la limitation et la réduction progressive des forces armées et des armes classiques dans le cadre du progrès vers le désarmement général et complet, en même temps que les négociations sur les mesures de désarmement nucléaire. On est également convenu à cet égard que les Etats qui possèdent les arsenaux militaires les plus importants ont une responsabilité particulière pour ce qui est de poursuivre le processus de réduction de ces arsenaux.

On a pu parvenir à la conclusion que la réduction progressive des budgets militaires sur une base mutuellement convenue, particulièrement de la part des Etats dotés d'armes nucléaires et d'autres Etats militairement importants, serait une mesure qui contribuerait à freiner la course aux armements et offrirait davantage de possibilités de réaffecter au développement économique et social, notamment au profit des pays en développement, les ressources actuellement utilisées à des fins militaires.

Un consensus a été obtenu quant à la nécessité de nouvelles mesures visant à interdire l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou à toutes autres fins hostiles, ainsi que de nouvelles mesures visant à prévenir une course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol, de même qu'une course aux armements dans l'espace.

Afin de faciliter le processus de désarmement, on est convenu qu'il était nécessaire d'adopter des mesures et d'appliquer des politiques visant à renforcer la paix et la sécurité internationales et à accroître la confiance

(M. García Robles, Mexique)

entre les Etats. On s'est également entendu sur le fait que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devaient s'engager entièrement au service des buts de la Charte des Nations Unies et en observer strictement les principes.

On a également reconnu d'une manière générale qu'il était nécessaire que tous les Etats Membres fassent tout leur possible pour améliorer la circulation des informations sur les divers aspects du désarmement afin d'éviter la diffusion d'informations fausses ou tendancieuses concernant les armements et que l'accent soit mis sur la diffusion la plus large possible pour tous les secteurs du public d'informations dignes de foi sur le danger que présente l'escalade de la course aux armements et sur la nécessité d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

On est également parvenu à s'entendre sur le fait que les accords de désarmement et de limitation des armements devraient prévoir des mesures adéquates de vérification satisfaisant toutes les parties concernées afin de créer la confiance nécessaire et de veiller à ce qu'ils soient respectés par toutes les parties sans que cela implique une ingérence indue dans les affaires intérieures d'autres Etats.

Le sixième et dernier chapitre du Programme global, intitulé "Mécanismes et procédures", est totalement exempt de crochets, à l'exception de quatre mots relatifs à la Charte des Nations Unies. On y fait référence aux trois phases que comprendra le Programme : première phase, phase intermédiaire et dernière phase. Il est prévu d'examiner périodiquement - y compris lors de sessions extraordinaires de l'Assemblée générale - l'application des mesures incluses dans les diverses phases du Programme global. Il est stipulé qu'en plus des examens périodiques qui seront effectués lors des sessions extraordinaires, il devrait y avoir un examen annuel de l'application du Programme; pour faciliter cet examen, le Secrétaire général présenterait chaque année à l'Assemblée générale un rapport sur les progrès réalisés dans l'application du Programme. Le dernier chapitre et le projet de Programme global se terminent sur ces mots : "Une conférence mondiale sur le désarmement, à participation universelle et préparée de manière adéquate, devrait être convoquée aussitôt que cela sera opportun".

L'importance que revêt indubitablement le Programme global de désarmement, et que prouvent à l'évidence les parties déjà approuvées par consensus - comme j'en ai donné quelques exemples seulement dans mon intervention - souligne le bien-fondé de la "ferme intention" du Comité spécial, mentionnée dans le dernier paragraphe du rapport sur l'année en cours, de reprendre ses travaux au début de la session de 1989 afin d'achever l'élaboration du Programme pour en saisir l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session au plus tard, comme je l'ai déjà dit au début de mon intervention.

Celle-ci serait d'ailleurs incomplète si je n'exprimais pas ma reconnaissance, de même que celle de tous les membres de la Conférence comme j'en suis certain, à ceux dont les efforts nous ont permis de réaliser des progrès - même si ces derniers n'ont pas été à l'échelle que nous aurions souhaitée - dans plusieurs des questions dont nous nous sommes occupés.

(M. García Robles, Mexique)

Je voudrais saluer ceux qui ont été les coordonnateurs des groupes de contact, et que je mentionnerai dans l'ordre dans lequel nous avons passé chaque semaine en revue lesdites questions : M. Renié, représentant de la France, qui s'est occupé des objectifs; M. Palihakkara, de Sri Lanka, responsable des principes; M. Fagundes, du Brésil, qui s'est chargé des priorités; M. Sood, de l'Inde, qui s'est occupé des négociations bilatérales et multilatérales sur le désarmement nucléaire et des mesures concernant le non-recours aux armes nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire; Mlle González, du Mexique, responsable de tout ce qui a eu trait à la création de zones exemptes d'armes nucléaires; Mlle Letts, de l'Australie, coordonnatrice du Groupe de contact sur les zones de paix; MM. Dejanov, de la Bulgarie, et Lundbo, de la Norvège, qui ont prêté à titre personnel et en tant qu'"amis du président" leur précieux concours dans les consultations destinées à obtenir un texte acceptable pour tous sur le désarmement et la sécurité internationale.

Je mentionnerai aussi Mlle Wilma Gibson qui a contribué aux travaux du Comité, de même que l'ont fait en son absence Mlles Anne Dolan et Audrey Willamson, ainsi que Mme Béatrice Malinverni. Afin d'éviter des omissions involontaires, je dirai que notre reconnaissance va à tous les membres du secrétariat qui se sont occupés du Comité, visibles et invisibles, parmi lesquels les interprètes occupent une place de choix.

Enfin - ou plutôt "last but not least", expression qui convient à merveille - Mlle Aida Levin, qui est la secrétaire du Comité spécial depuis sept ans, soit un an à peine après les débuts de ce qui était alors un groupe de travail, laquelle, comme je l'ai dit en une autre occasion et j'ai plaisir à le répéter, a accompli une tâche importante avec une compétence et une objectivité dignes de tous les éloges.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué Président du Comité spécial sur le Programme global de désarmement pour sa présentation du rapport de cet organe et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je tiens à féliciter l'Ambassadeur García Robles pour la conclusion des travaux du Comité spécial. Comme dans le cas de l'autre rapport présenté aujourd'hui, nous prendrons une décision sur le document CD/867 à notre séance plénière de jeudi prochain.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur von Stülpnagel.

M. von STÜLPNAGEL (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole depuis que vous occupez votre poste, je voudrais vous souhaiter le succès dans l'accomplissement de vos tâches importantes durant ces derniers jours cruciaux de la session de cette année. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Loeis, de l'efficacité avec laquelle il a dirigé nos travaux durant le mois d'août. Par ailleurs, je suis heureux d'accueillir parmi nous l'Ambassadeur Aung Thant de la Birmanie, à qui je souhaite le succès dans ses travaux futurs.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

La Conférence sera saisie, jeudi prochain, du rapport du Comité spécial des armes chimiques. Je voudrais exprimer mon appréciation et mes remerciements au Président de ce comité, l'Ambassadeur Sujka, et aux présidents des groupes de travail, MM. Cima, Macedo et Numata, pour les efforts suivis et le dur labeur qu'ils ont accomplis durant la session passée afin de faire progresser les négociations.

J'ai promis, le 16 août, d'apporter une nouvelle contribution sur les contrôles ad hoc à la lumière des remarques qui ont été faites depuis que ma délégation a présenté le document de travail CD/791 daté du 25 janvier dernier. Le but des contrôles ad hoc est de combler la lacune actuelle en matière de vérification et de fournir une possibilité nouvelle et facilement réalisable pour surveiller aussi les installations de l'industrie chimique qui ne feraient pas l'objet d'inspections sur place conformément aux dispositions figurant jusqu'ici dans le texte évolutif.

Encouragés par l'intérêt manifesté à l'égard de notre idée de départ, nous nous sommes attachés à développer le concept de contrôle ad hoc. Je voudrais présenter aujourd'hui le document CD/869 dans lequel, en tenant compte des discussions intéressantes que nous avons eues à ce sujet durant ces derniers mois, nous avons essayé de préciser ce concept. J'espère que ce document fournira une base utile pour de nouveaux travaux visant à renforcer le régime de vérification de la non-fabrication.

En présentant ce document, nous n'entendons pas fournir toutes les réponses mais bien plutôt stimuler la réflexion. Les points suivants caractérisent le cadre fondamental que nous suggérons d'utiliser : les contrôles ad hoc sont de nature complémentaire; ils doivent être considérés uniquement dans le contexte de l'article VI et constituent une mesure supplémentaire et non intrusive pour vérifier la non-fabrication, le but principal étant de vérifier l'absence de substances énumérées aux tableaux [1], [2] et [3]; ils ont un caractère strictement de routine, le Secrétariat technique les entreprenant au hasard et sans ingérence extérieure; enfin, ils doivent couvrir l'ensemble de l'industrie chimique, sur la base de registres nationaux énumérant toutes les installations de l'industrie chimique conformément à une définition convenue.

Nous espérons que notre document contribuera à parachever rapidement les dispositions du texte évolutif concernant la non-fabrication. A notre avis, il devrait aider à résoudre certains des problèmes qui sont apparus dans le contexte de l'article VI et à propos desquels nous n'avons pas encore pu élaborer des solutions acceptables pour tous. Je pense en particulier au problème des produits chimiques létaux supertoxiques, qui est examiné depuis pas mal de temps et qui fait toujours l'objet de divergences. Les remarques faites aujourd'hui ici semblent en partie confirmer cette opinion. Les contrôles ad hoc pourraient offrir une solution à cet égard et contribuer ainsi à débloquer les négociations. Il est certain que les contrôles ad hoc, en raison de leur nature même, peuvent ne pas résoudre toutes les questions qui ont été soulevées au sujet des besoins en matière de vérification d'une convention efficace. Je crois donc que toutes les préoccupations dans ce domaine méritent d'être soigneusement prises en compte.

(M. von Stülpnagel, République fédérale d'Allemagne)

Je voudrais pour conclure exprimer ma satisfaction de voir que les travaux de l'intersession commenceront le 29 novembre prochain. Nous devons utiliser au mieux le temps dont nous disposerons durant la période d'intersession convenue. Je crois en effet que l'intersession ne devrait pas être consacrée à poursuivre simplement nos travaux en suivant les sentiers battus; nous pourrions plutôt songer à fixer notre attention sur quelques questions particulières que nous avons décidé d'examiner durant cette période. Des travaux intensifs devraient permettre d'accomplir de grands progrès à l'égard de ces questions. Le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka, pourra compter sur toute la coopération active et sur l'appui de ma délégation.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

M. MORRIS (Australie) (traduit de l'anglais) : La déclaration qui suit est faite au nom d'un groupe de délégations occidentales et porte sur le point 1 de l'ordre du jour de la Conférence, l'interdiction des essais nucléaires.

Le groupe d'Etats au nom duquel je prends la parole regrette profondément qu'il n'ait de nouveau pas été possible de s'entendre sur la création d'un comité spécial au titre du point 1 de notre ordre du jour.

Le groupe s'est déclaré à maintes reprises convaincu qu'un tel comité spécial devrait être créé afin d'effectuer les travaux pratiques qui seraient nécessaires avant que puisse voir le jour un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. C'est pour cette raison que, le 20 juillet 1984, le groupe a présenté à la Conférence un mandat pour un tel comité spécial, dont le texte figure dans le document CD/521. Comme nous l'avions alors précisé, le document en question représentait une proposition de compromis de notre groupe.

Ce projet de mandat a été ensuite complété par une suggestion concernant le programme de travail du comité, dont le texte figure dans le document CD/621, ainsi que par de nombreux documents de travail présentés par des membres du groupe aussi bien à la Conférence qu'au Groupe d'experts scientifiques.

Nous avons indiqué à plusieurs reprises que nous nous féliciterions que nos projets de mandat et de programme de travail soient examinés afin de déterminer où peuvent résider les malentendus ou autres difficultés concernant le texte.

Cette offre n'a jamais été acceptée. Elle reste valable aujourd'hui.

Face à ces réalités décevantes, mais parce que nous continuons d'attacher une très grande importance à la création d'un comité spécial au titre du point 1, nous avons indiqué il y a un an que nous serions prêts à examiner avec d'autres délégations, en tant que base éventuelle d'un consensus, le projet de mandat qu'avait élaboré l'Ambassadeur Vejvoda en sa qualité de Président de la Conférence pour le mois d'avril 1987.

(M. Morris, Australie)

Devant cette offre, certains Etats membres de la Conférence ont allégué qu'il ne serait pas possible d'examiner le projet de l'Ambassadeur Vejvoda à moins qu'il ne soit d'abord présenté à la Conférence.

C'est ce qu'a fait l'Ambassadeur Vejvoda, qui a présenté son projet de proposition le 25 août de cette année dans le document CD/863.

En conséquence, le groupe d'Etats occidentaux au nom duquel j'ai pris la parole tient à préciser à nouveau que, tout en accordant la préférence à la création d'un comité spécial sur la base du mandat figurant dans le document CD/521, il est prêt, si cette proposition ne rencontre pas l'assentiment, à examiner la proposition de l'Ambassadeur Vejvoda avec d'autres groupes et délégations, en tant que base éventuelle d'un accord sur la création d'un Comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour.

Le groupe au nom duquel j'ai pris la parole note que la même attitude a été adoptée par le groupe d'Etats socialistes et par la Chine, et regrette que le Groupe des 21, à ce jour, n'en ait pas fait autant. En fait, le Groupe des 21 n'a pas répondu aux demandes visant à ce qu'il accepte simplement de commencer à examiner la proposition de l'Ambassadeur Vejvoda.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de l'Australie et je donne maintenant la parole au représentant du Mexique.

M. GARCÍA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Ce que vient de dire le distingué représentant de l'Australie m'oblige à prendre la parole, mais je crois que quelques mots suffiront.

Il ne s'agit pas - du moins est-ce ainsi que l'interprète ma délégation - de se référer à des propositions qu'ont présentées il y a plusieurs années un groupe de délégations ou une délégation, ou à des propositions qui ont été présentées cette année. Il s'agit de les comparer et de voir si des modifications de fond y ont été apportées. Le distingué représentant de l'Australie s'est référé à la proposition qui a été distribuée sous la cote CD/521 en date du 20 juillet 1984. Auparavant, le Groupe des 21 avait présenté le document CD/492 en date du 28 mars 1984. Ce que nous voudrions, c'est que l'on compare les propositions de 1984 avec celles de 1988. Que disions-nous en 1984 ? En 1984, nous disions : "La Conférence du désarmement décide de rétablir, pour la durée de sa session de 1984, l'organe subsidiaire spécial sur une interdiction des essais nucléaires, qui engagera immédiatement la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires et fera tout son possible pour que la Conférence puisse transmettre à l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session, le projet complet d'un tel traité". Je crois que ce que demandait le Groupe des 21 en 1984 est clair.

Depuis lors, nous avons dit que nous étions disposés à faire preuve de souplesse, à essayer de comprendre le point de vue des autres délégations. Ainsi, dans une proposition qui a été distribuée sous la cote CD/829 en date du 15 avril 1988, que dit le Groupe des 21 ? Le Groupe des 21 dit ceci :

(M. García Robles, Mexique)

L'orateur poursuit en anglais

"La Conférence du désarmement décide d'établir un Comité spécial sur le point 1 de son ordre du jour en vue d'effectuer la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

Le Comité spécial constituera deux groupes de travail chargés, respectivement, d'examiner les questions suivantes, qui sont étroitement liées :

a) Groupe de travail I - Contenu et champ d'application du traité;

b) Groupe de travail II - Respect des dispositions et vérification".

L'orateur reprend en espagnol

Je crois que ce texte est clair; toutefois, s'il était besoin d'une explication, je me permettrais de rappeler ce que j'ai dit en présentant le texte à la Conférence du désarmement. J'ai dit que les mots "en vue de" (en anglais with the objective) étaient susceptibles d'interprétations multiples, mais que chacun pouvait, au moment de l'approbation du mandat, rendre compte de celle qu'il donnait aux mots with the objective, "en vue de".

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant du Mexique. Je ne vois plus d'orateurs qui souhaiteraient intervenir maintenant.

Je suis sûr que tous les membres savent que nous sommes bien en retard dans l'établissement du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies, au point que nous ne pourrons pas clore la session annuelle jeudi, comme il était prévu initialement. En principe, il pourrait être possible de terminer la session par une séance plénière qui aurait lieu vendredi à 15 heures, si l'examen des projets de paragraphes de fond s'achevait aujourd'hui à midi ou immédiatement après les consultations à participation non restreinte sur les paragraphes de fond concernant le point 1, qui doivent avoir lieu à 15 h 15 dans la salle 302. Malheureusement, il reste toute une masse de documents à traiter étant donné que certains organes subsidiaires n'ont pas pu terminer leurs travaux comme il était prévu au départ. Par conséquent, le traitement de la révision des parties techniques du rapport et des paragraphes de fond pour certains points de l'ordre du jour prendra un peu plus de temps qu'auparavant. J'espère que nous pourrons terminer vendredi, mais je préférerais que l'on prenne une décision officielle quant à la date de clôture à notre prochaine séance plénière, quand nous saurons plus exactement où nous en sommes pour la documentation.

Il est bien entendu que, si nous pouvons terminer vendredi à 17 heures, la séance plénière ne sera consacrée qu'à l'adoption du rapport. Toute intervention de fond devrait donc être faite à la séance plénière de jeudi prochain.

Il n'y a plus de questions à examiner aujourd'hui et je vais donc lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 15 septembre, à 10 heures.

La séance est levée à 12 h 55.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.482
15 septembre 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DEUXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations à Genève,
le jeudi 15 septembre 1988, à 10 heures

Président : M. Ali Shams Ardakani (République islamique d'Iran)

GE.88-64390/3743N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 482ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord accueillir parmi nous, au nom de la Conférence, le nouveau représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Sharma, et je tiens à l'assurer de la coopération de ma délégation et à lui souhaiter le succès dans la tâche importante qui l'attend.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit son examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux ainsi que du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui le Président du Comité spécial des armes chimiques, les représentants de la Tchécoslovaquie et des Etats-Unis d'Amérique, le Président du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et les représentants de la République fédérale d'Allemagne, du Pakistan et de l'Australie. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sujka, qui va présenter le rapport du Comité spécial qui a été distribué aujourd'hui sous la cote CD/874.

M. SUJKA (Pologne) (en qualité de Président du Comité spécial des armes chimiques) (traduit de l'anglais) : Avant de présenter à la Conférence le rapport du Comité spécial des armes chimiques, que j'ai l'honneur de présider pendant cette session, permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, de l'efficacité avec laquelle vous vous acquittez de votre tâche en ce dernier mois traditionnellement difficile de la session. A vous voir occuper la présidence, vous qui représentez l'Iran, je ne peux m'empêcher de saisir cette occasion pour exprimer l'espoir sincère de ma délégation que les discussions qui se sont ouvertes à Genève en vue de mettre un terme au conflit armé dans le golfe Persique aboutiront prochainement à une solution favorable, ce qui répondrait à l'attente de l'ensemble de la planète.

J'ai le plaisir de présenter aujourd'hui à la Conférence le rapport du Comité spécial des armes chimiques, tel qu'il figure dans le document CD/874.

Ce rapport a été adopté dans son intégralité par le Comité spécial à sa 21ème séance, le 12 septembre. Au cours de la présente session, le Comité a continué de travailler sur la base du même mandat qui lui avait été attribué pour la première fois en 1984. Ce mandat est reproduit au paragraphe premier du rapport.

Ainsi qu'il en avait été décidé au début de la session, le Comité a étudié tous les articles du projet de convention, tels qu'ils apparaissent dans sa structure préliminaire. Les travaux ont été effectués par trois groupes de travail présidés par MM. Cima de la Tchécoslovaquie, Macedo du Mexique et Numata du Japon. En outre, j'ai procédé à un certain nombre de consultations à participation non restreinte sur les articles XII à XVI du projet de convention.

Sous les auspices du Comité spécial et à ma demande, l'Ambassadeur Rolf Ekéus de Suède a tenu des consultations officieuses à participation non restreinte pour préparer le terrain en vue des inspections expérimentales multilatérales dans l'industrie chimique. Les résultats de

(M. Sujka, Pologne)

ces consultations figurent dans le document de travail CD/CW/WP.213. Je tiens à exprimer à l'Ambassadeur Ekéus ma profonde reconnaissance pour les efforts qu'il a déployés et l'efficacité avec laquelle il a accompli cette tâche.

Une réunion d'experts de l'industrie chimique d'un grand nombre de pays s'est tenue en juillet. Permettez-moi une nouvelle fois de m'adresser à la délégation suédoise et de remercier M. Santesson qui a déployé beaucoup d'énergie à présider cette réunion utile.

Si nous examinons le rapport, nous pouvons voir que, d'une façon générale, il conserve la structure et suit le schéma des sessions antérieures. Il est formé de plusieurs parties sur lesquelles je voudrais faire quelques rapides observations.

Concernant la partie dite technique, je voudrais attirer votre attention sur les conclusions et les recommandations, particulièrement la recommandation portant sur les travaux qui devraient être effectués en deux étapes durant l'intersession avant le début de la session de 1989.

La session de durée limitée de janvier sera précédée de consultations à participation non restreinte. Ces deux sessions sont plus nécessaires que jamais, étant donné que nous nous trouvons à un stade décisif et très particulier des négociations. Les travaux entre les sessions correspondent bien au souhait maintes fois exprimé par l'opinion publique de voir conclu à bref délai un projet de convention globale et portant sur tous les aspects de l'interdiction des armes chimiques.

En parlant des travaux de l'intersession, je voudrais saisir cette occasion pour proposer aux délégations, à la suite de mes consultations, que nous concentrions nos efforts, durant les consultations à participation non restreinte en novembre et décembre et pendant la reprise de la session en janvier, sur les principales questions suivantes : la confidentialité en ce qui concerne la vérification de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie chimique; la sécurité non diminuée durant la période de destruction; les principes directeurs pour l'inspectorat international; l'article X, "Assistance".

Pour ce qui est du rapport, je voudrais appeler votre attention sur l'appendice I, qui représente la version mise à jour du texte évolutif du projet de convention et reflète ainsi le stade actuel de l'élaboration des dispositions dudit projet. C'est la raison pour laquelle il peut être considéré comme une partie fondamentale du rapport.

Comme vous pourrez le constater, des progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines importants. Des modifications diverses, qui englobent aussi bien des améliorations de fond que des corrections de forme, ont été apportées à la majorité des articles et annexes. Je suppose que les délégations ont eu connaissance de ces modifications et qu'il n'est donc pas besoin de procéder à leur identification et évaluation dans le détail.

(M. Sujka, Pologne)

Permettez-moi cependant de relever certains résultats que je placerai parmi les plus importants obtenus au cours de cette session. A l'article II, le terme "installations de fabrication d'armes chimiques" a fait l'objet d'un large consensus. L'article V et en particulier l'annexe qui s'y rapporte ont été développés et rectifiés.

Une nouvelle partie des principes directeurs pour l'inspectorat international concernant les règles générales régissant les inspections au titre de l'article IX a été mise au point et entérinée.

Je voudrais toutefois souligner que, malgré le travail assidu et intensif que nous avons tous fourni durant l'ensemble de la session, les résultats obtenus, tout en étant importants, ne sont pas pleinement satisfaisants - du moins à mes yeux.

L'appendice II contient des éléments de négociation qui en sont à un stade moins avancé. Elle renferme des textes qui reflètent les résultats des travaux entrepris jusqu'ici sur des questions relevant de la Convention. Sa teneur illustre son caractère transitoire. De nouveaux éléments ont été ajoutés, d'autres ont été développés ou transférés à l'appendice I. J'ai toutefois le sentiment que l'on aurait pu faire mieux dans certains domaines.

Il est par conséquent nécessaire de considérer les appendices I et II comme les deux parties d'un même tout. Seule cette optique permettra de voir les travaux du Comité dans une juste perspective. Chaque délégation analysera et évaluera le niveau des progrès réalisés de sa propre manière et suivant ce qu'elle attend.

Pour ma part, je peux dire seulement que nous avons beaucoup travaillé, avec zèle et dans un esprit de sérieux, et que le crédit en revient à toutes les délégations, aux coordonnateurs et aux représentants qui n'ont épargné ni leur temps ni leur bonne volonté pour que nous puissions avancer.

Je remercie beaucoup mes collaborateurs, MM. Cima, Macedo et Numata, dont les efforts inlassables ont été essentiels pour arriver au texte évolutif actuel. Je suis convaincu que notre excellente collaboration se poursuivra également durant les consultations de l'intersession et la reprise de la session en janvier prochain.

Je dois des remerciements particuliers au secrétaire du Comité spécial, M. Bensmail, et à son assistante, Mme Darby, pour leur dévouement constant et leurs efforts soutenus.

Je tiens aussi à exprimer ma gratitude aux interprètes et à tout le personnel technique qui ont contribué à assurer la bonne marche des travaux du Comité spécial.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Président du Comité spécial des armes chimiques pour avoir présenté le rapport du Comité spécial publié sous la cote CD/874, ainsi que pour avoir adressé des paroles aimables à la présidence. Je prie le Tout-Puissant pour que soient exaucés bientôt

(Le Président)

les voeux de paix dans notre région formulés par l'Ambassadeur Sujka. Je tiens également à féliciter l'Ambassadeur pour l'heureuse issue des travaux de cet organe subsidiaire. J'inviterai la Conférence à prendre une décision sur le document CD/874 lors de notre dernière séance plénière. Je donne maintenant la parole au représentant de la Tchécoslovaquie, l'Ambassadeur Vejvoda.

M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Je voudrais d'abord, Monsieur le Président, en ma qualité de chef de la délégation tchécoslovaque, vous accueillir à la présidence de la Conférence. Vous avez déjà prouvé par votre sagesse et vos talents de diplomate que vous pouviez nous guider avec succès durant la période difficile qui clôt la Conférence. Je voudrais également saisir cette occasion pour accueillir parmi nous l'Ambassadeur Varge de la Hongrie, avec lequel, en tant que représentant d'un pays avec qui nous entretenons des relations étroites et amicales, ma délégation collaborera sans aucun doute aussi étroitement qu'avec son prédécesseur, l'Ambassadeur Meiszter. Je tiens aussi à accueillir parmi nous l'Ambassadeur Aung Thant de la Birmanie et l'Ambassadeur Sharma de l'Inde, avec lesquels ma délégation espère également avoir des relations étroites.

Je voudrais maintenant donner lecture de la déclaration du groupe des pays socialistes sur les résultats de la session de 1988 de la Conférence du désarmement.

La session de la Conférence du désarmement a coïncidé cette année avec un événement important pour les efforts multilatéraux visant au désarmement - la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Les délégations des pays socialistes s'attendaient à ce que ces deux manifestations s'influencent mutuellement d'une manière positive. En premier lieu, la Conférence du désarmement aurait intensifié ses travaux durant le printemps et aurait présenté à la session extraordinaire, sinon des accords définitifs, du moins des travaux substantiellement avancés sur les divers points de l'ordre du jour, avec un cadre d'organisation approprié, à la fois souple et efficace. En second lieu, l'Assemblée générale, durant la session extraordinaire, aurait dûment évalué les résultats obtenus par la Conférence ainsi que par d'autres instances consacrées au désarmement, elle aurait confirmé les conclusions auxquelles elle était parvenue en 1978 et en 1982, et elle aurait donné un nouvel élan à la poursuite des négociations multilatérales sur le désarmement.

Malheureusement, la Conférence du désarmement n'a pas pu franchir la première étape de ce processus d'action interdépendante. Notre rapport à la troisième session extraordinaire, qui résumait les travaux et les résultats de la Conférence durant la période écoulée entre 1982 et avril 1988, a été loin d'être encourageant. Bien que certains résultats importants aient été présentés à la troisième session extraordinaire - en premier lieu la conclusion du Traité FNI soviéto-américain - le rapport de la Conférence n'a guère eu à offrir à part la poursuite des progrès concernant l'élaboration de la convention sur les armes chimiques et l'accroissement substantiel de la franchise et de la transparence à cet égard. Sans aucun doute, cela a contribué au fait que la troisième session extraordinaire n'a pas pu aboutir

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

à des recommandations spécifiques pour poursuivre les négociations multilatérales sur le désarmement, ni permettre de renforcer l'efficacité de leur mécanisme. Les pays socialistes estiment que la troisième session extraordinaire, par ses travaux et par les propositions qui y ont été faites, confirment le rôle important que devraient jouer les négociations multilatérales sur le désarmement.

Il n'est pas encourageant de noter qu'au cours de cette année, la Conférence n'a pas réussi, une fois de plus, à parvenir à des résultats spécifiques depuis longtemps attendus. Il est encore plus perturbant qu'une autre année se soit écoulée sans que la Conférence entreprenne une action de fond sur les questions prioritaires du désarmement nucléaire. Cela vaut aussi pour l'interdiction des essais nucléaires, bien qu'un certain nombre d'événements positifs se soient produits dans ce domaine important. Les Etats socialistes continuent d'estimer que l'élaboration sans tarder d'un traité sur l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires figure parmi les mesures les plus urgentes et les plus importantes pour arrêter la course aux armements nucléaires et prévenir la prolifération des armes nucléaires. Tous les moyens devraient être employés pour parvenir à des progrès dans ce domaine prioritaire.

Tout en exprimant leur appui aux négociations générales et progressives qui se déroulent actuellement entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, les membres du groupe ont réaffirmé leur vif intérêt à l'égard des travaux parallèlement menés à la Conférence du désarmement en vue de parvenir sans tarder à l'interdiction des essais nucléaires. A ce propos, ils ont estimé que le projet de mandat du Groupe des 21 (CD/829) constituait une bonne base pour entamer des travaux concrets dans ce domaine. En même temps, le groupe des pays socialistes a prêté son appui au projet initialement proposé à titre officieux par le Président de la Conférence en avril 1987 et officiellement présenté en tant que document de la Tchécoslovaquie sous la cote CD/863. Le groupe des pays socialistes considère avec bienveillance la proposition formulée par le Mexique, l'Indonésie, le Pérou, Sri Lanka, la Yougoslavie et le Venezuela en vue d'amender le Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires. Ils ont déjà déclaré qu'ils appuyaient en principe l'idée d'élargir la portée du Traité de Moscou en lui incorporant une interdiction des essais souterrains. Cette approche s'est également reflétée lors de la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies, où ils ont appuyé la résolution 42/26 B sur cette question.

Des événements positifs se sont produits dans le domaine du désarmement nucléaire. Le Traité FNI soviéto-américain constitue une première mesure réelle de désarmement nucléaire en prévoyant la destruction de deux catégories entières d'armes nucléaires. Les représentants à la Conférence du désarmement ont eu la possibilité unique d'assister à la destruction des premiers missiles soviétiques à portée intermédiaire dans la région de Volgograd. Cette démonstration est d'une haute importance politique. Les pays socialistes considèrent que le moment est venu pour que la Conférence contribue aux efforts visant au désarmement nucléaire sous son aspect multilatéral. Cela deviendra encore plus impératif lorsque, comme ils l'espèrent, l'Union soviétique et les Etats-Unis s'entendront pour réduire

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

substantiellement leurs armes nucléaires stratégiques. Les délégations des pays socialistes se sont félicitées du plan d'action présenté par l'Inde pour un monde non violent et exempt d'armes nucléaires.

Le groupe des pays socialistes regrette que de maigres progrès aient été réalisés dans l'élaboration de mesures visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. Le Comité spécial au titre de ce point, qui travaille depuis 1985, n'a pas été à même d'avancer dans la mise au point de mesures concernant la prévention d'une course aux armements dans l'espace - milieu qui devrait être utilisé uniquement à des fins pacifiques - étant donné que le Comité fonctionne depuis quatre ans sur la base du même mandat qui ne prévoit pas de négociations. Pour leur part, les délégations des pays socialistes se sont efforcées de rendre aussi fructueux et intensifs que possible les travaux effectués dans le cadre du mandat et du programme de travail existants. Le meilleur moyen d'y arriver était de concentrer l'attention sur l'examen des propositions faites par les diverses délégations. Ainsi, le principal résultat de la session de cette année a été de centrer les débats sur le point 3 du programme de travail. Ces débats ont été utiles et ont permis de démontrer le potentiel positif des propositions présentées ainsi que des initiatives accumulées par le Comité spécial. Ils ont confirmé en outre qu'il était nécessaire que les propositions présentées soient examinées quant au fond par des experts et analysées de manière complète et approfondie, compte tenu de leur complexité sur le plan scientifique et technique. Ils ont confirmé une fois encore l'opportunité de la proposition suédoise visant à créer un groupe d'experts gouvernementaux. Le groupe des pays socialistes est en faveur de doter l'an prochain le Comité spécial d'un mandat l'habilitant pleinement à négocier et de lui permettre de jouer son rôle essentiel dans la négociation d'un ou plusieurs accords multilatéraux sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects.

Les pays socialistes regrettent profondément que la Conférence n'ait pas été en mesure, une fois de plus, d'entamer des travaux concrets sur le point 3 de l'ordre du jour, la prévention de la guerre nucléaire. Tout en étant ouverts à des arrangements en matière de procédure, les pays socialistes ont appuyé le projet de mandat proposé par le Groupe des 21, qui était orienté vers le but fixé et suffisamment souple pour permettre d'examiner à la fois la prévention de la guerre nucléaire et toutes les questions qui lui sont liées. L'impasse dans laquelle stagne le point 3 depuis six sessions annuelles est une preuve irréfutable qu'aucun arrangement en matière de procédure ne peut remédier au manque de volonté politique manifesté par certaines délégations pour entamer des travaux concrets visant à réduire et, en fin de compte, à éliminer complètement la menace de guerre nucléaire.

L'interdiction des armes chimiques a continué d'être le seul point de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement pour lequel des négociations réelles sur une convention internationale sont en cours. Certains résultats positifs ont été enregistrés cette année. Le Comité spécial est arrivé à s'entendre sur la définition des installations de fabrication d'armes chimiques et le texte pertinent a été incorporé dans le corps de la future convention. Les pays socialistes se félicitent de cette évolution positive qui constitue une contribution de fond au processus important consistant à identifier et à détruire complètement les installations de fabrication d'armes

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

chimiques. Ils se félicitent aussi que l'article XI, à propos duquel des travaux concrets n'ont commencé qu'à la fin de la session de l'an dernier, ait été substantiellement développé. De l'avis des pays socialistes, le développement économique et technologique ainsi que la coopération dans le domaine de l'utilisation de la chimie à des fins pacifiques devraient trouver la place qui leur revient dans une convention qui interdit les armes chimiques, prend sous contrôle l'industrie chimique et impose ainsi objectivement des contraintes à ceux qui y participent. Les pays socialistes regrettent que le texte actuel de l'article XI n'ait pas pu être inclus dans l'appendice I du texte évolutif. On est parvenu à une plus grande clarté en ce qui concerne les fonctions et les relations réciproques des organes de la future convention, y compris l'énumération des fonctions spécifiques du secrétariat technique. Des consultations actives sur la composition, les procédures et la prise de décisions du Conseil exécutif ont révélé qu'une convergence de vues était possible dans certains domaines. En ce qui concerne les inspections sur place par mise en demeure, des éléments possibles pour la procédure à suivre après la présentation du rapport ont été examinés et sont maintenant reflétés dans l'appendice II. Le développement de l'article X ainsi que les travaux concrets entrepris au sujet des clauses finales constituent également des résultats positifs de la session de cette année. Un autre élément positif dans les négociations a été le démarrage du processus d'échange multilatéral de données, auquel les Etats socialistes ont apporté leur contribution en présentant des données pertinentes et en avançant des idées sur la portée de l'échange. Ce processus devrait se poursuivre et se développer. Les négociations futures peuvent être également facilitées par une évaluation de l'exercice multilatéral d'inspections expérimentales des installations de l'industrie chimique, que l'Union soviétique a suggéré au début de cette session. Le groupe des pays socialistes espère que cette expérience aux niveaux national et international sera réalisée le plus rapidement possible afin qu'elle puisse influer positivement sur nos travaux dès le début de la prochaine session de la Conférence. Il serait utile que le Comité spécial des armes chimiques soit prié au début de la session de 1989 de commencer la rédaction finale de la convention sur les armes chimiques.

La non-fabrication d'armes chimiques est devenue l'une des questions en suspens les plus importantes. Les pays socialistes estiment qu'un régime de vérification rigoureux est nécessaire pour veiller à ce que des armes chimiques ne soient pas mises au point et fabriquées à l'avenir sous le couvert d'activités pacifiques. Des formes appropriées de surveillance et de vérification devraient être appliquées à différents types d'activités de ce genre suivant le risque qu'elles constituent à l'égard de la convention. Il pourrait être dangereux pour cette dernière que la vérification ne soit appliquée que dans certains domaines, sans intervenir dans d'autres. Le groupe des pays socialistes espère que la vérification de la non-fabrication d'armes chimiques sera traitée sous tous ses aspects. Une démarche plus finalisée est également nécessaire pour les travaux consacrés à l'article II, aux inspections sur place par mise en demeure et à certains autres domaines importants.

Ce qui est maintenant nécessaire, c'est d'avoir un sens beaucoup plus aigu de l'urgence en ce qui concerne les travaux de l'intersession et de la prochaine session du Comité spécial des armes chimiques. Nous ne devons pas

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

oublier que, tandis que nous élaborons "avec succès" le texte évolutif de la convention, de nouvelles armes chimiques sont fabriquées et stockées et que l'arme chimique est utilisée à une échelle sans précédent. La modernisation globale de ces armes rendra de plus en plus difficile de les détecter dans le vaste réseau d'installations de l'industrie chimique, et leur prolifération continue est contraire aux objectifs fondamentaux de la convention que nous sommes en train de négocier. A cet égard, le groupe des pays socialistes juge inacceptable que l'on continue de fabriquer, de moderniser ou d'acquérir des armes chimiques après l'entrée en vigueur de la convention, étant donné que cela pourrait aboutir à une prolifération accrue de ces armes, allant ainsi à l'encontre des objectifs de la convention. La sécurité des Etats parties peut être garantie immédiatement après l'entrée en vigueur de la convention grâce à la mise en oeuvre d'un certain nombre de mesures qui permettraient de geler les stocks d'armes chimiques à leurs niveaux actuels et aboutiraient à leur destruction progressive, équilibrée et complète.

Les délégations des pays socialistes se félicitent des modestes progrès de fond qui ont été réalisés en ce qui concerne l'interdiction des armes radiologiques sous les deux aspects envisagés. Elles estiment cependant qu'étant donné la nature du problème à l'examen, davantage de résultats auraient pu être justifiés. Le groupe continue à préconiser des travaux plus efficaces et plus finalisés dans ce domaine, et il appuie la recommandation du Comité spécial visant à ce que les annexes figurant dans son rapport de cette année soient utilisées comme base de ses travaux futurs.

Les délégations des Etats socialistes notent qu'un regain d'intérêt se manifeste de plus en plus en vue d'élaborer des garanties juridiquement contraignantes pour renforcer la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. Il est nécessaire de mettre d'urgence au point de nouvelles démarches afin de surmonter les difficultés rencontrées au sein du Comité spécial sur le point 6. Les propositions présentées au Comité offrent un moyen de sortir de l'impasse. Les délégations des pays socialistes sont en faveur de continuer à rechercher une "approche commune", et plus particulièrement une "formule commune" sur le fond des garanties de sécurité, et elles sont prêtes à accorder toute leur coopération en vue de parvenir à un accord.

Le groupe des pays socialistes est définitivement prêt à poursuivre les travaux sur le Programme global de désarmement aboutissant au désarmement général et complet. En premier lieu, le Programme devrait éliminer les armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Le groupe regrette que cet objectif ne fasse pas l'unanimité au sein du Comité spécial, ce qui rend impossible de mettre au point le projet de Programme global et de le présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies. Le groupe espère que la Conférence du désarmement poursuivra ses efforts en vue d'améliorer son efficacité. Les propositions pertinentes des pays socialistes ont été présentées dans la déclaration de Prague des Ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation du Traité de Varsovie.

Le groupe des pays socialistes espère qu'à sa quarante-troisième session, l'Assemblée générale des Nations Unies évaluera dûment les travaux effectués par la Conférence du désarmement en 1988. Elle devrait en premier lieu lui demander d'activer davantage l'examen des différents points et de stimuler

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

la poursuite des progrès dans ses travaux. Cette démarche renforcerait sans aucun doute l'image de la Conférence du désarmement en tant que seul organe de négociation multilatérale sur le désarmement.

Pour conclure, je voudrais exprimer les remerciements de mon groupe au Secrétaire général de la Conférence, l'Ambassadeur Komatina, à son adjoint l'Ambassadeur Berasategui, et à tous leurs collaborateurs, ainsi qu'au personnel du secrétariat qui nous assure tous les services requis.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Tchécoslovaquie pour sa déclaration et pour les parole aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintement la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Avant d'entamer mon discours préparé, je voudrais saluer chaleureusement le nouveau représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Sharma. Notre délégation se réjouit à l'avance de travailler avec lui au cours des mois à venir.

Alors que s'achève la seconde partie de la session de 1988, la délégation des Etats-Unis estime qu'il importe d'appeler plus particulièrement l'attention sur la question à laquelle, de toute évidence, la Conférence du désarmement travaille le plus activement et qu'elle doit régler de toute urgence. Je vais donc vous faire part de nos observations sur le travail fait cet été en vue de l'interdiction des armes chimiques.

Dans l'ensemble, le bilan des négociations menées durant la période considérée est en demi-teinte et, contrairement à toute attente, on ne peut pas imputer cela à l'absence d'objectif commun, puisque les membres de la Conférence appellent tous de leurs voeux une interdition complète, effectivement vérifiable et véritablement universelle des armes chimiques. Le Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Sujka, tout comme les présidents des trois groupes de travail, MM. Numata, Macedo et Cima, ont travaillé avec sérieux et dévouement à la réalisation d'une convention ainsi conçue. Nous leur sommes reconnaissants de leur attachement à cette cause et de leurs efforts inlassables.

En outre, nous constatons avec satisfaction que, malgré quelques divergences d'opinions, le Comité spécial a pu enfin trouver des solutions de compromis grâce auxquelles ses membres sont parvenus à un accord sur son rapport. En particulier, le Comité a recommandé d'établir une nouvelle procédure qui devrait mettre fin aux discussions incessantes à propos de l'énumération de ses documents dans les rapports, mais aussi réduire le nombre des répétitions inutiles et mettre au premier plan le principe de la responsabilité budgétaire. La délégation des Etats-Unis continuera à chercher des moyens de rationaliser les travaux du Comité spécial sans pour autant porter atteinte aux négociations de fond. J'ajouterai que, étant donné la nécessité de réaliser globalement des économies, il conviendrait de faire des efforts en ce sens dans tous les autres domaines d'activité de la Conférence.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Il reste que les progrès ont été plus lents, alors qu'ils auraient dû continuer à un rythme qui reflète la nécessité urgente et constante de conclure les négociations. Je citerai en exemple les travaux sur les "clauses finales", qui ont même accusé un recul.

Je voudrais présenter ce matin des suggestions constructives afin que nous puissions avancer. Ces observations peuvent se résumer comme suit : premièrement, une participation et une transparence accrues; deuxièmement, la priorité aux problèmes difficiles; enfin, la nécessité de définir des démarches novatrices. Je voudrais vous faire part brièvement de nos propres idées sur chacune de ces questions.

S'agissant de l'élargissement de la participation, les Etats-Unis trouvent encourageant le fait que l'on admette de plus en plus l'importance d'une interdiction véritablement universelle des armes chimiques. Par exemple, les délégations de la République démocratique allemande et de l'Egypte ont avancé des suggestions constructives, tendant à consulter les pays qui ne sont pas représentés à l'heure actuelle aux négociations. Nous en accueillons favorablement l'idée. Il importe beaucoup, en effet, d'appeler l'attention des Etats non membres sur nos travaux, mais n'oublions pas qu'il est capital que les membres de la Conférence y participent activement. S'ils ont l'intention de parvenir à une convention véritablement universelle, les négociateurs doivent entendre et prendre en considération les vues d'Etats les plus divers. Il faut pour cela instaurer un débat plus vigoureux à tous les échelons. Nous encourageons les autres délégations, en particulier celles de pays neutres et non alignés qui ne l'ont pas fait récemment, à s'exprimer tant en séance plénière qu'au sein des groupes de travail chargés de négocier. Prendre une part active aux négociations, c'est aussi faire preuve d'un ferme attachement à la cause du désarmement chimique.

Dans cette même optique, il est encore important d'appuyer le Protocole de Genève de 1925. Cet instrument jette les bases de la négociation d'une interdiction complète des armes chimiques. Chacun d'entre nous a le devoir de faire tout son possible pour éviter une nouvelle érosion des normes qu'il énonce. Les Etats parties au Protocole doivent prendre des mesures afin de mettre un terme aux violations continues et avérées de ses dispositions.

A cet égard, je tiens à informer la Conférence du désarmement que les Etats-Unis sont gravement préoccupés par les attaques a l'arme chimique qui auraient été lancées en Iraq contre la population kurde du pays. Nous avons fait expressément part de notre inquiétude à de très hautes personnalités du Gouvernement iraquien et leur avons indiqué l'incidence que pourraient avoir de tels actes sur les relations entre nos deux pays. Les Etats-Unis ont pris contact avec des responsables de l'Organisation des Nations Unies, des membres du Conseil de sécurité et d'autres Etats pour les consulter sur l'opportunité d'une enquête impartiale, conduite par une équipe d'experts.

Comme l'a suggéré le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, Sir Geoffrey Howe, au cours de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, il conviendrait que les Etats qui ne sont pas encore parties au Protocole y adhèrent. Il est regrettable,

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

en effet, comme l'a noté l'Ambassadrice Solesby dans son intervention en séance plénière le 16 août dernier, que certains membres de la Conférence du désarmement ne soient pas encore parties au Protocole.

Une plus grande transparence est aussi une déclaration d'intention en faveur du désarmement chimique. Nous accueillons avec satisfaction le fait que des données ont été présentées cet été dans le but de faciliter les négociations. Je pense tout particulièrement aux données fournies par l'Ambassadeur Loeis, de l'Indonésie, lors de son intervention du 17 juillet, ainsi que par les représentants des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande, dans divers documents de travail. La délégation des Etats-Unis a elle aussi soumis de nouvelles données à la Conférence. Mais il nous faut de bien plus amples renseignements, en particulier sur la situation dans les pays socialistes et les pays neutres et non alignés. Entre autres, près d'un quart des membres de la Conférence n'ont même pas, semble-t-il, déclaré s'ils possèdent ou non des armes chimiques. Plusieurs pays dont on sait qu'ils ont une industrie chimique importante n'ont pas encore indiqué si leurs équipements industriels tomberaient sous l'effet des dispositions de la Convention relatives à la surveillance de ce secteur. Nous invitons instamment les pays qui ne l'ont pas encore fait à nous communiquer des renseignements généraux sur la question dans un proche avenir.

Il n'est probablement que trop humain de vouloir éviter les questions difficiles et délicates. Mais adopter une telle attitude face aux négociations ne nous conduira qu'à prolonger l'effort à faire pour achever le projet de convention. La Conférence doit bien plutôt s'attacher à identifier les difficultés qui s'opposent réellement à un accord et les régler. Afin de l'encourager dans cette voie, je voudrais mettre en lumière trois questions que la délégation des Etats-Unis juge être des facteurs essentiels du succès des négociations.

L'un des problèmes les plus difficiles et les plus délicats, c'est certainement d'assurer à tous les Etats une sécurité non diminuée pendant la période de transition, c'est-à-dire durant les dix années au cours desquelles il s'agira de détruire les armes chimiques et les installations de fabrication de telles armes. La capacité en matière d'armes chimiques dont les Etats-Unis se sont dotés et qu'ils ont conservée à titre de facteur de dissuasion, constitue un élément important de leur sécurité globale, aussi le pays considère-t-il qu'il est essentiel de faire en sorte que sa sécurité, comme celle de ses alliés, reste intacte alors que cette capacité est supprimée graduellement. Nous partageons assurément les inquiétudes exprimées par d'autres à ce propos, et nous estimons qu'il est grand temps d'aborder directement ces questions, afin de déterminer la nature comme l'étendue du problème, et de procéder à un échange de vues sur les solutions susceptibles de répondre aux exigences de tous. Nous constatons avec satisfaction que la Conférence entend se pencher sur ces préoccupations, qui pourraient l'amener à reprendre plusieurs articles de la Convention, au cours des discussions qui se dérouleront entre les sessions.

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

Il est un autre problème que le Comité spécial doit s'efforcer de régler : comment faire face à la mise au point éventuelle d'agents de guerre chimique nouveaux ? La question a été soulevée récemment par les représentants de l'Union soviétique, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la Tchécoslovaquie. Nous aussi sommes d'avis que le Comité doit examiner minutieusement les dispositions du projet de convention afin de s'assurer qu'elles sont à même de parer aussi efficacement que possible à la menace présentée par d'éventuels agents nouveaux.

Mais délaissons la forme pour aborder le fond du problème. Nous avons l'impression que certaines délégations, en se déclarant préoccupées par la synthèse en laboratoire de petites quantités de produits chimiques inscrits au tableau 1, s'inquiètent, sans vouloir l'avouer, de la mise au point possible d'agents nouveaux. Le Comité spécial a passé des mois à débattre vainement de propositions tendant à faire déclarer de tels laboratoires par les Etats. Nous partageons les préoccupations dont nous a fait part le représentant de la Suède le 13 septembre à ce sujet.

A ce jour, le Comité spécial ne s'est pas attaqué au problème sous-jacent, celui des agents nouveaux, qui est ainsi venu nous empêcher de progresser sur d'autres questions liées au tableau [1]. La délégation des Etats-Unis estime que le Comité devrait régler promptement ces autres questions puis aborder séparément celle des agents nouveaux.

Le troisième point essentiel que je voudrais soulever aujourd'hui concerne la démarche à adopter à l'égard des inspections par mise en demeure. Les consultations intenses qu'a tenues l'Ambassadeur Ekéus au cours de la session de 1987 ont montré clairement que, si les membres appuient dans l'ensemble l'idée d'instituer un régime d'inspection obligatoire, certaines délégations font encore de sérieuses réserves sur certains éléments. Reconnaissant qu'il serait inutile de continuer à attaquer les problèmes de front et que d'autres éléments du régime d'inspection par mise en demeure déterminaient dans une large mesure les conceptions des délégations, le Président du Groupe de travail C, M. Numata, a eu l'intelligence d'axer les travaux de 1988 sur ces autres domaines. Sous sa direction compétente et grâce à sa patience, les discussions ont été très productives, et nous avons pu ainsi ajouter des éléments nouveaux et importants au texte évolutif. Ces succès, nous en sommes certains, faciliteront le règlement de la question centrale qu'est le caractère obligatoire des inspections par mise en demeure, lorsqu'il s'agira de la reprendre. A ce propos, je voudrais aussi dire à la République démocratique allemande notre satisfaction du document de travail qu'elle a présenté récemment sur les procédures d'inspection par mise en demeure. C'est là un document très utile, le tout dernier d'une série d'études par laquelle la République démocratique allemande a contribué d'importance à nos travaux. J'ajouterai, à titre personnel, que notre délégation regrette très sincèrement le départ de l'Ambassadeur Harald Rose, de la République démocratique allemande, et que ses importantes contributions à la Conférence ne seront pas oubliées de sitôt.

A l'évidence, les difficultés qu'il nous reste à régler ne se résument pas aux seules questions dont j'ai fait état. L'Ambassadeur Ekéus a mentionné d'autres problèmes lors de sa déclaration importante, mardi dernier. Certains

(M. Friedersdorf, Etats-Unis d'Amérique)

voudront peut-être mettre l'accent sur d'autres points encore. Nous les encourageons à le faire, pour que chacun sache clairement où se situent les vraies difficultés. C'est uniquement en connaissant mieux les priorités et le champ encore à couvrir que nous parviendrons à conclure une convention.

Je tiens à souligner la nécessité d'adopter des démarches novatrices face au problème particulièrement difficile et unique que pose une interdiction des armes chimiques. Plusieurs idées originales ont été avancées cette année en ce qui concerne notamment les moyens de parvenir à une convention véritablement universelle, d'accroître la confiance durant les négociations, d'établir la base de données dont nous avons sérieusement besoin, de mettre à l'épreuve les procédures d'inspection, et d'accroître l'efficacité du régime de surveillance applicable à l'industrie chimique. Les consultations ouvertes à tous sur les inspections expérimentales, tenues sous la présidence de l'Ambassadeur Ekéus, ont abouti à un ensemble de suggestions précieuses. Les idées avancées ont largement contribué à nos travaux, et dans chaque cas leurs auteurs nous ont indiqué une manière nouvelle et prometteuse d'aborder les problèmes complexes et difficiles qui doivent être réglés.

En outre, la Norvège nous a soumis les tout derniers résultats de ses recherches très utiles en matière d'enquête sur les allégations concernant l'utilisation d'armes chimiques. La Finlande aussi nous a présenté les nouvelles constatations qu'elle a pu faire dans le cadre de ses travaux de recherche, qu'elle a poussés plus loin que quiconque. A notre avis, ces recherches sur les méthodes de vérification contribuent très largement au progrès des négociations. Elles enrichissent le débat et fournissent le matériau - c'est-à-dire la somme de connaissances - dont nous avons besoin pour construire un accord solide. Bref, elles s'intègrent à notre effort commun pour avancer ensemble vers la réalisation d'une convention qui satisfasse véritablement les exigences de sécurité de la communauté mondiale.

Il nous faut bien d'autres idées nouvelles, de la part d'autres délégations encore. Quiconque appelle de ses voeux le progrès continu des négociations a le devoir d'apporter des idées nouvelles qui rendront ce progrès possible. Nous avons l'espoir que les propositions se multiplieront lorsque les négociations reprendront, et qu'elles feront avancer ces dernières.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant des Etats-Unis d'Amérique. Je donne maintenant la parole au Président du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, l'Ambassadeur Taylhardat, qui va présenter le rapport du Comité spécial publié sous la cote CD/870.

M. TAYLHARDAT (Venezuela) (en qualité de Président du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace) (traduit de l'espagnol) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, je voudrais vous exprimer en tant que représentant du Venezuela, Monsieur le Président, notre satisfaction de vous voir diriger les travaux de la Conférence durant le mois de septembre. Nos deux pays sont liés non seulement par une amitié solide, mais aussi par une grande tradition de coopération mutuelle au sein de l'Organisation dont l'objectif fondamental est d'assurer la défense du recours, qui constitue la principale richesse

(M. Taylhardat, Venezuela)

naturelle de nos pays. Vous avez joué personnellement un rôle très actif à cet égard et nous vous offrons notre coopération en vous souhaitant le succès dans votre tâche délicate. Ma délégation se joint aux autres délégations qui ont formulé le voeu que les négociations en cours aboutissent au règlement définitif du conflit dans le Golfe.

Je voudrais saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, les Ambassadeurs Aung Thant de la Birmanie, Varga de la Hongrie et Sharma de l'Inde, à qui nous offrons aussi tout notre concours en leur souhaitant le succès dans leurs nouvelles fonctions.

Je voudrais également dire à l'Ambassadeur Harald Rose, ou lui faire savoir par son collègue, que nous regrettons sincèrement son départ définitif de Genève et le remercions de son agréable compagnie et de sa participation toujours équilibrée et constructive aux travaux de la Conférence. Nous espérons que les nouvelles fonctions que lui confiera son gouvernement nous donneront l'occasion de le rencontrer afin que nous puissions continuer de bénéficier de son précieux concours et de son amitié cordiale.

J'ai maintenant l'honneur de présenter à la Conférence du désarmement le rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, dont j'ai eu le privilège d'exercer la présidence durant l'année en cours. Ce rapport est publié sous la cote CD/870, commme vous l'avez indiqué, et contient quatre chapitres comprenant l'introduction, l'organisation des travaux, les travaux de fond réalisés durant la session de 1988 et les conclusions.

Bien que la lecture de ce document permette d'avoir une idée claire des activités accomplies, je voudrais ajouter à l'intention de la Conférence quelques réflexions sur les travaux qui ont été menés à bien. Pour commencer, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mes trois illustres prédécesseurs à la présidence du Comité spécial, les Ambassadeurs Alfarargi de l'Egypte, Bayart de la Mongolie et Puqliese de l'Italie, qui ont créé les bases sur lesquelles se sont appuyés les travaux de 1988. Chacun d'entre eux a imprimé un élan nouveau et vigoureux aux travaux, ce qui a rendu ma tâche d'autant plus stimulante.

Je crois ne pas exagérer en affirmant que le point 5 de l'ordre du jour de la Conférence a revêtu cette année un caractère particulier étant donné que son examen dans les instances multilatérales a été dominé par deux tendances. D'une part, la grande majorité des pays désirent que soient adoptées des mesures spécifiques visant à empêcher que la course aux armements s'étende à l'espace. D'autre part, cette question a pris un caractère particulièrement sensible et délicat pour certains pays, ce qui les a incités à adopter une position extrêmement prudente et à éviter que la Conférence joue un rôle significatif dans ce domaine en subordonnant l'action multilatérale à l'évolution des efforts accomplis sur le plan bilatéral.

Cela dit, je crois que la lecture du rapport que je présente maintenant à la Conférence permet de reconnaître que la question a fait l'objet cette année d'une attention croissante. Les délégations sont intervenues en nombre plus grand, aussi bien durant les séances plénières de la Conférence qu'au sein

(M. Taylhardat, Venezuela)

du Comité, pour exposer leurs opinions et présenter des propositions concrètes. Cela reflète à mon sens la priorité chaque fois plus élevée qu'acquiert cette question dans l'ensemble du domaine du désarmement.

Mon principal souci en qualité de président du Comité a consisté à essayer de parvenir à ce que, sur la base des travaux effectués les années précédentes, les débats de la présente session permettent de faire progresser les efforts de la communauté internationale visant à prévenir la course aux armements dans l'espace. Au début de nos travaux, j'ai indiqué que pour y arriver, il fallait travailler de la manière la plus efficace et la plus pratique possible, et j'ai adopté à cette occasion les mots qu'avait employés à ce moment-là l'Ambassadeur Morel de la France en soulignant qu'il était nécessaire d'aborder la question de la prévention de la course aux armements dans l'espace "de manière spécifique, concrète, réaliste".

Je crois que cette façon d'orienter les activités du Comité a produit un effet favorable puisque l'examen de la question a subi cette année un changement qualitatif, même si certains se refusent à le reconnaître. Ce changement est tout à fait évident à la lecture du chapitre III du rapport où il est estimé qu'en 1988, on a approfondi encore l'examen quant au fond des questions figurant au programme de travail. Il en est résulté une meilleure appréciation des incidences politiques et techniques délicates que soulève la question. En même temps, on a vu clairement les divergences importantes qui existent dans les positions fondamentales des principaux acteurs de cette problématique complexe. Loin de constituer un recul, je crois que cela représente un pas en avant étant donné que, tant que l'on ne percevra pas clairement ce qui nous sépare les uns des autres, il ne sera pas possible d'essayer d'effacer les divergences et de rapprocher les extrêmes.

Un autre aspect ressort clairement de la lecture du chapitre III du rapport : les délibérations ont pour l'essentiel porté sur les différentes propositions qui ont été présentées au cours de cette année. Cela a donné aux travaux une orientation pragmatique. Il est également ressorti que, bien que tous les membres du Comité reconnaissent que les trois questions figurant au programme de travail sont pareillement importantes et qu'aucune ne peut être considérée comme épuisée, il existe en même temps un secteur important du Comité qui ne désire pas que le programme de travail se transforme en une sorte de camisole de force qui entrave la marche du Comité.

Les débats sur les propositions ont été considérablement facilités par un document officieux que j'ai pris la liberté d'établir, dans lequel j'ai présenté la liste des propositions soumises par les diverses délégations durant les quatre années d'existence du Comité.

En résumé, le fait de concentrer l'attention sur le point du programme de travail relatif aux propositions existantes et aux initiatives futures a permis de mettre davantage en relief ce que l'on a appelé le "lien organique" qui existe entre les trois points du programme de travail. En même temps, cela a montré qu'il était nécessaire pour avancer de concentrer l'attention sur l'identification des mesures concrètes que la communauté internationale peut appliquer pour empêcher la course aux armements dans l'espace.

(M. Taylhardat, Venezuela)

Je dois confesser qu'en accomplissant ma tâche de président du Comité spécial, j'ai eu bien des fois la sensation de conduire un véhicule à quatre roues dont l'une fonctionnait mal et parfois en sens contraire, le résultat étant que le véhicule pouvait à peine se mouvoir avec difficulté.

C'est ainsi que le Comité, pour ce qui est des conclusions, s'est borné à reproduire dans le rapport actuellement présenté à la Conférence le même texte qui figurait dans le rapport spécial soumis à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Cette partie du rapport étant celle où sont réunis les idées et les concepts autour desquels le consensus peut se dégager, il n'a pas été possible d'aller plus loin que ce qui y est dit.

La décision de reproduire les conclusions du rapport spécial a été le résultat d'un compromis qui montre l'esprit de souplesse manifesté par les Etats membres de la Conférence et leur désir d'assurer la continuité future des travaux du Comité spécial.

Pour conclure ma présentation du rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, je voudrais recommander à la Conférence de l'approuver et exprimer en même temps l'espoir sincère que les travaux du Comité recevront l'an prochain l'impulsion exigée par l'importance de la question, afin que ses résultats reflètent fidèlement la préoccupation profonde que succite dans la communauté internationale le danger, chaque fois plus certain, que l'espace se transforme en une nouvelle arène de la compétition dans le domaine des armements.

Je voudrais enfin exprimer ma reconnaissance aux coordonnateurs des différents groupes, les représentants de l'Egypte, de la Mongolie et de l'Italie, ainsi qu'au représentant de la Chine, pour le précieux concours qu'ils ont apporté aux travaux du Comité et pour leurs orientations toujours opportunes et pertinentes qui m'ont considérablement aidé à accomplir ma tâche.

Je dois une reconnaissance toute particulière à Mlle Aida Levin, secrétaire du Comité, pour l'aide précieuse qu'elle m'a accordée à tout moment et pour les efforts infatigables qu'elle a consacrés au Comité. Je suis également reconnaissant à tous les autres membres du secrétariat qui, directement ou indirectement, ont rendu possible notre tâche et ont contribué à assurer tous les services nécessaires pour que les séances du Comité se déroulent sans encombre.

J'adresse aussi mes remerciements aux interprètes et je leur exprime toute notre admiration et notre profond respect pour la compétence et le dévouement avec lesquels ils ont rempli leur tâche.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Taylhardat, Président du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, pour sa présentation du rapport de cet organe subsidiaire publié sous la cote CD/870, ainsi que pour les paroles aimables qu'il a adressées au président et à son pays. Je félicite

(Le Président)

l'Ambassadeur de la conclusion des travaux du Comité spécial, dont nous adopterons le rapport à notre dernière séance plénière. Je donne mainenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur von Stülpnagel.

M. von STULPNAGEL (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord accueillir notre nouveau collègue, l'Ambassadeur Sharma de l'Inde, et lui souhaiter le succès dans nos travaux. Je voudrais aussi saluer amicalement à l'occasion de son départ l'Ambassadeur Rose, mon voisin, qui a apporté de nombreuses contributions fort utiles aux travaux de la Conférence, et je lui adresse mes meilleurs voeux pour ses nouvelles fonctions.

Je voudrais prendre aujourd'hui brièvement la parole pour tenir la promesse que j'ai faite à la Conférence le 18 août dernier, le lendemain de la première expérience de vérification conjointe - l'explosion expérimentale qui a été effectuée au polygone d'essais du Nevada aux Etats-Unis.

Il y a un mois, lorsque l'explosion de la première expérience conjointe a été réalisée, les relevés sismiques de la station complexe de Graefenberg ont été présentés à la Conférence du désarmement. Le but était de démontrer les avantages de stations sismographiques "ouvertes" qui permettent d'accéder immédiatement et librement aux tracés sismiques. En tant qu'éléments d'un système mondial de surveillance sismique, les stations ouvertes sont considérées comme facilitant les procédures d'échange de tracés entre les centres nationaux et internationaux de données.

A l'occasion de la deuxième expérience qui a eu lieu hier à 4 heures TU sur le polygone d'essais soviétique à Semipalatinsk dans le Kazakhstan oriental, le concept de station ouverte a fait de nouveau ses preuves. Cette fois, cependant, les relevés des sismogrammes, qui sont maintenant distribués dans la salle, indiquent les enregistrements de deux stations "ouvertes". Le premier provient, comme dans le cas de la première expérience, de la station complexe de Graefenberg. A une distance de 8 000 km de Semipalatinsk, les signaux sismiques sont arrivés en République fédérale d'Allemagne près de 8 minutes après l'explosion. Les sismogrammes du deuxième relevé montrent les signaux enregistrés dans la station à trois composantes CTB (Charters Towers), située dans le Queensland en Australie. A une distance de 10 000 km de Semipalatinsk, les signaux sont arrivés 5 minutes plus tard à 4:13:07 TU. Immédiatement après l'heure prévue, l'accès au système ouvert australien a été assuré par les lignes de communication à grande vitesse du Réseau international de commutation par paquets de données afin de commencer à transmettre les enregistrements des tracés au Centre national de données de la République fédérale d'Allemagne. De là, nous avons reçu hier matin à Genève les tracés des sismogrammes transmis par télécopie.

Bien que cette expérience d'échange de tracés sismiques ait été conduite à titre bilatéral, d'autres stations de ce type ont pu être incluses du fait que le concept de station ouverte ne requiert pas d'arrangements spéciaux pour l'organisation du transfert de données ni de méthodes techniques perfectionnées. Quoi qu'il en soit, cet essai à petite échelle prouve à nouveau l'efficacité de ce concept et les avantages d'un accès libre et sans entrave aux données.

(M. von Stulpnagel, République fédérale d'Allemagne)

En ce qui concerne l'explosion de la deuxième expérience de vérification conjointe, la magnitude de cet événement a été relevée aux deux stations à mb = 6.0. Les données sismiques de la station australienne confirment ce résultat. En supposant que l'explosion a été effectuée dans de la roche dure humide, la magnitude de Graefenberg correspond à une puissance située juste au-dessous de 150 kT de TNT. Cette hypothèse correspond certainement beaucoup mieux aux conditions géologiques du polygone d'essais soviétique du Kazakhstan oriental qu'à celles du polygone américain du Nevada. Par conséquent, le degré de fiabilité de ce résultat devrait être plus élevé que dans le cas de la première expérience conjointe, qui a été estimée à 75 kT seulement. Si les deux explosions ont eu la même puissance, la force de l'essai nucléaire américain est sous-estimée tant que l'on ne tient pas compte des conditions géologiques propres à la zone. Les incertitudes de l'estimation de la puissance par des moyens sismologiques devraient diminuer si l'on autorise l'accès public aux données sur les expériences conjointes ainsi que sur les essais nucléaires précédents, comme l'ont indiqué les Etats-Unis et l'URSS.

Par ailleurs, nous continuons à espérer que la Conférence sera bientôt à même de commencer des travaux concrets sur la question d'une future interdiction des essais nucléaires au sein d'un organe subsidiaire doté d'un mandat approprié. Comme l'ont montré les résultats des expériences conjointes, il reste à résoudre certains problèmes dans le contexte de la vérification efficace d'une interdiction des essais appliquée au niveau mondial - problèmes qui, grâce aux compétences des membres du Groupe d'experts scientifiques, pourraient tout à fait être abordés à la Conférence. Les pourparlers bilatéraux entre les Etats-Unis et l'URSS sur les questions relatives aux essais nucléaires et les expériences de vérification conjointes ont sensiblement modifié le paysage politique après une longue période de quasi-stagnation. Les membres de la Conférence devraient réagir face à cette évolution en manifestant la souplesse voulue pour parvenir à un parallélisme constructif entre les efforts bilatéraux et multilatéraux dans le domaine du désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration le représentant de la République fédérale d'Allemagne. Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, M. Ezdi.

M. ASIF EZDI (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole ce mois-ci, je voudrais commencer par vous féliciter chaleureusement de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois de septembre. Pays voisins, et frères musulmans, le Pakistan et l'Iran entretiennent des relations très étroites et collaborent depuis longtemps au sein des organismes internationaux. Vous pouvez compter sur le soutien sans réserve de ma délégation tandis que vous vous acquitterez de vos importantes responsabilités au cours de ce mois et pendant l'intersession. Vous avez déjà donné amplement la preuve de votre capacité à guider nos travaux et nous sommes certains que, sous votre direction, la session en cours sera menée à bonne fin, avec souplesse et efficacité. Je tiens également à dire combien ma délégation a apprécié la compétence avec laquelle votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie, a dirigé les travaux de la Conférence le mois dernier.

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

Je saisis cette occasion pour souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Varga de la Hongrie, à l'Ambassadeur Aung Thant de la Birmanie et à l'Ambassadeur Sharma de l'Inde, qui se sont joints à nous depuis la dernière intervention de ma délégation. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec eux pour résoudre les nombreux problèmes difficiles auxquels la Conférence doit faire face. Je transmets aussi les meilleurs voeux de ma délégation à l'Ambassadeur Rose de la République démocratique allemande, qui est affecté à un nouveau poste, et lui dis toute notre reconnaissance pour sa précieuse contribution à nos travaux.

Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la Conférence ce mois-ci, le Ministre des affaires étrangères de votre pays, S. E. Ali Akbar Velayati, nous a rappelé combien il était urgent de conclure une convention interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques. C'est cette question que je me propose d'aborder aujourd'hui.

L'importance d'une interdiction globale, efficace, vérifiable et équitable des armes chimiques est évidente aujourd'hui plus que jamais. Des enquêtes indépendantes effectuées par l'ONU ont permis de conclure à plusieurs reprises que ces armes avaient été utilisées de façon quasi banale au cours de la guerre entre l'Iran et l'Iraq. Ces armes n'ont pas seulement fait des victimes dans les rangs des militaires mais aussi chez des civils innocents. Le monde entier a été bouleversé et indigné par cette violation flagrante du Protocole de Genève, ce qui n'a pas suffi, toutefois, à empêcher que l'on recoure à ces armes horribles. Au contraire, elles ont été utilisées plus intensément et plus fréquemment ces derniers mois. Ces faits nous inquiètent vivement. La guerre entre l'Iran et l'Iraq a montré l'efficacité militaire des armes chimiques, qui ont aidé leurs utilisateurs à remporter des succès sur le champ de bataille. L'interdiction d'utiliser des armes chimiques semble avoir perdu de sa force. Ce sont des leçons que nous devrons garder à l'esprit tandis que nous travaillons à la mise au point d'une convention efficace sur les armes chimiques.

A la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, on s'est généralement accordé pour reconnaître qu'il importait de conclure dans les meilleurs délais une convention sur les armes chimiques et de continuer de donner à cette question un caractère d'urgence. Nous tenons à dire combien nous apprécions le dynamisme et le savoir-faire avec lesquels le Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sujka de la Pologne, et les trois présidents des groupes, MM. Cima de la Tchécoslovaquie, Macedo du Mexique et Numata du Japon, ont guidé nos travaux. Toutefois, en dépit de leur ingéniosité et de leurs efforts, les résultats obtenus cet été ne sont pas ce que l'on pouvait espérer. Il semble que nos négociations soient en perte de vitesse.

Nous n'ignorons pas qu'il reste des problèmes difficiles à résoudre, qu'ils soient de nature essentiellement technique ou politique. Tandis que nous oeuvrons dans ce sens et que nous mettons au point les détails du projet de convention, il convient que nous ne perdions jamais de vue notre objectif :

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

une convention assurant qu'aucune violation importante n'échappe à la détection et garantissant la sécurité non diminuée de tous les Etats parties. Seule une convention de ce type serait viable et capable de susciter l'adhésion de nombreux Etats.

Les discussions au sein du Groupe de travail A sur le contrôle de la non-fabrication dans l'industrie chimique n'ont pas été encourageantes. Les textes de l'article VI et de son annexe qui nous ont été remis au commencement de la session n'ont guère évolué. Sur certains points, nous avons davantage entendu un rappel de positions anciennes que constaté un effort sérieux pour trouver des solutions. Nous ne sous-estimons pas la complexité de la tâche qui consiste à mettre au point un régime de vérification efficace dans une industrie énorme, dont les nombreux produits peuvent servir à toutes sortes d'usages et présenter des risques de niveaux différents pour la convention. Nous reconnaissons également qu'il ne faudrait pas gêner indûment des activités industrielles légitimes. Toutefois, notre considération dominante devrait être de mettre au point des mécanismes qui permettent d'être certain que la convention est respectée et de détecter une éventuelle violation. Si nous devons nous tromper, que ce soit dans le sens d'une intrusion exagérée plutôt que d'une intrusion insuffisante.

Même si aucun progrès pratique n'a été enregistré pour ce qui est de l'article VI, un travail utile et considérable n'en a pas moins été accompli. Cet été, notre dialogue avec des représentants de l'industrie chimique s'est avéré une expérience fructueuse. Le concept d'inspection ad hoc a été repris et notre attention s'est concentrée pour la première fois sur le problème de la confidentialité des informations. Ces deux questions correspondent à des préoccupations légitimes et il faudra les étudier plus en détail. Comme ma délégation l'a déjà dit cette année, la fabrication clandestine dans des installations non soumises à des inspections de routine est un problème réel. En l'abordant, nous devrions veiller à ne pas donner au Secrétariat technique des pouvoirs qui compromettraient son caractère non politique. Nous comprenons bien l'importance que l'industrie attache à la protection des informations sensibles et son souci de ne pas les voir tomber aux mains de concurrents commerciaux. Il ne faudrait cependant pas que ces préoccupations l'emportent sur la nécessité d'une vérification efficace. Nous pensons qu'en ce domaine, les considérations commerciales doivent passer après les considérations de sécurité nationale.

Nous constatons avec plaisir que plusieurs pays qui fabriquent des produits chimiques intéressant la Convention se sont montrés prêts à effectuer des expériences au niveau national pour tester les procédures de vérification prévues par la convention et à centraliser leurs données d'expérience pour que le Comité spécial puisse en faire l'évaluation. Cette opération devrait être bientôt suivie d'exercices multilatéraux d'inspection expérimentale. Sans aucun doute, ces exercices nous aideront à mettre au point les procédures d'inspection. A cet égard, j'aimerais dire combien nous apprécions le travail précieux de l'Ambassadeur Ekéus de la Suède, Président des consultations à participation non restreinte sur les inspections expérimentales.

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

Comme la plupart des autres membres du Groupe des 21, ma délégation attache une importance particulière à l'article 11 sur le développement économique et technologique. Cette question a fait l'objet de discussions intenses au sein du Groupe A, qui a mis au point un texte où les passages restant entre crochets sont assez peu nombreux. Ma délégation avait espéré que, comme les autres textes qui ont bénéficié d'un examen en profondeur et sur lesquels un large accord s'était fait, l'article XI pourrait figurer à l'appendice I. Malheureusement, certaines délégations ont cru devoir s'opposer à son incorporation dans le texte évolutif pour des raisons qui nous paraissent bien peu convaincantes.

L'accord auquel est parvenu le Groupe de travail B sur une définition des installations de fabrication, sur le principe selon lequel toutes ces installations seraient détruites et sur les modifications à apporter en conséquence aux articles II et V du texte évolutif constitue l'un des principaux succès de la session en cours. La question de l'ordre de destruction des stocks d'armes chimiques et des installations de fabrication demeure un problème essentiel. Comme nous l'avons déjà dit dans le passé, pour répondre aux préoccupations de sécurité au cours de la période de destruction, il faudrait apporter des ajustements à l'ordre de destruction. L'entretien de stocks secrets ou la poursuite de la fabrication au cours de cette période seraient toutefois en contradiction avec les objectifs fondamentaux de la convention.

On ne saurait trop insister sur l'importance de l'article X dans une convention viable garantissant une sécurité non diminuée à tous les participants. Il serait irréaliste d'imaginer que la menace chimique va disparaître avec la signature ou l'entrée en vigueur de la convention. Avant d'y adhérer, chaque Etat devrait pouvoir être certain qu'il ne devient pas de ce fait plus vulnérable à une attaque chimique lancée par un adversaire en puissance. Dans le passé, il est arrivé que des armes chimiques soient utilisées contre des Etats qui étaient incapables de rendre la pareille et de se protéger contre ces armes. Avec l'interdiction de la fabrication et de la possession d'armes chimiques, il deviendra encore plus important pour les Etats parties de disposer d'une capacité de protection. Un certain nombre de pays sont dotés de cette capacité, mais la majorité ne l'est pas. Il est donc essentiel que la convention prévoie des mesures efficaces et fiables d'assistance en matière de protection. C'est seulement dans cette optique que l'on peut résoudre la question avec réalisme. Ces problèmes n'ont pas qu'un intérêt spéculatif ou théorique comme l'a prétendu une délégation lors de la dernière séance : ils intéressent directement la sécurité nationale de nombreux pays et ne peuvent être écartés à la légère.

Ma délégation a fait cet été quelques propositions au sein du Groupe B pour améliorer l'article X; elle a notamment proposé que les Etats parties concluent avec l'Organisation, sur la base d'un accord type, des accords relatifs à l'assistance en matière de protection. Certaines délégations, toutefois, préféreraient que les dispositions de l'article X restent floues. Voilà qui ne contribuerait guère à rendre la Convention plus crédible ou plus solide ni à accroître le nombre des Etats parties. J'aimerais à cette occasion dire combien nous avons apprécié la déclaration du 11 août 1988 de l'Ambassadeur Nazarkine de l'Union soviétique, qui a proposé, en ce qui

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

concerne l'article X, l'élaboration de dispositions prévoyant des mesures collectives que prendraient les Etats parties et la conclusion d'accords spéciaux entre les Etats parties et le Secrétariat technique.

Au sein du Groupe de travail C, des progrès sensibles ont été accomplis dans deux domaines spécifiques de l'inspection par mise en demeure, à savoir la procédure à suivre après la présentation du rapport et les principes directeurs pour l'inspection par mise en demeure. Un grand nombre des problèmes clés que pose l'article IX restent cependant à résoudre. Il faudrait, pour remédier à cet état de choses, adopter une approche multilatérale reconnaissant qu'il est dans l'intérêt de chaque Etat partie que soient dissipés les doutes qui ont été à l'origine de l'inspection par mise en demeure. A cette fin, le Conseil exécutif devrait être habilité à résoudre les cas litigieux.

Les discussions sur les clauses finales de la convention qui ont eu lieu sous la direction du Président du Comité spécial ont servi à clarifier divers aspects de la question. Nous espérons qu'elles constitueront une première étape du règlement des problèmes en suspens. Selon nous, la convention devrait exclure explicitement toute possibilité de réserves. En outre, toute réserve apportée dans le cadre du Protocole de Genève à l'égard de l'interdiction de l'utilisation serait de toute évidence incompatible avec l'article premier et donc nulle aux yeux des Etats parties à la convention.

Nous voudrions dire toute notre reconnaissance aux délégations qui ont fourni à la Conférence des informations sur leurs stocks d'armes chimiques et leurs installations de fabrication ainsi que sur les produits chimiques intéressant la Convention qui y sont fabriqués. Ces informations contribuent à renforcer la confiance et facilitent l'établissement de procédures efficaces de vérification.

La semaine dernière, l'Ambassadeur Elaraby de l'Egypte a attiré notre attention sur une question importante que nous n'avions pas encore abordée dans son intégralité : celle des mesures collectives que les Etats parties doivent prendre contre un pays, partie ou non à la convention, qui utilise des armes chimiques ou dont les armes chimiques menacent de toute autre manière un Etat partie. Comme l'ont montré de récents exemples d'emploi d'armes chimiques, une réprimande ou une réclamation de la communauté internationale ne constituent pas une dissuasion efficace. Il est essentiel que la communauté internationale dispose aussi d'un mécanisme obligeant l'Etat récalcitrant à mettre un terme à ses agissements ou augmentant au moins le coût de cette politique. Le texte évolutif actuel prévoit déjà de créer une structure institutionnelle multilatérale pour l'application de la convention. Il faudrait maintenant aborder la question de savoir quel est ou quels sont les organes à qui il appartiendrait de prendre l'initiative des mesures dirigées contre l'Etat contrevenant. Cette question d'organisation relève essentiellement de l'article VIII, mais nous admettons aussi qu'elle touche d'autres parties de la convention. Il vaudrait donc peut-être la peine de traiter de cette question dans un article séparé et de l'étudier au cours de l'intersession en même temps que les autres questions que le Président du Comité spécial a mentionnées il y a quelque temps.

(M. Asif Ezdi, Pakistan)

Plusieurs délégations ont souligné l'importance que revêt l'universalité de la convention sur les armes chimiques. Nous partageons ce point de vue. Pour que la convention soit universelle, le meilleur moyen est de faire en sorte que chaque Etat juge préférable, du point de vue de sa sécurité, d'y adhérer. A cet égard, nous voudrions souligner que des dispositions efficaces sur l'assistance et sur les mesures à prendre en cas de violation peuvent être des arguments importants en faveur de la convention.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pakistan pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a exprimées à mon égard ainsi qu'à celui de mon pays et de mon ministre, à propos de l'allocution que ce dernier a prononcée devant cette auguste assemblée. Je le remercie également des paroles aimables qu'il a adressées à mon prédécesseur, l'Ambassadeur Loeis. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Butler.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Avant de prononcer mon allocution, je voudrais appeler l'attention de la Conférence sur le document CD/872 dont j'ai demandé que la distribution soit faite aujourd'hui. Ce document reproduit le texte d'une déclaration faite le 9 septembre par le sénateur Gareth Evans, Ministre australien des affaires étrangères et du commerce, au sujet de l'emploi d'armes chimiques qui serait fait contre des tribus kurdes dans le nord de l'Iraq.

La séance plénière d'aujourd'hui marque pour moi la fin de cinq années de service en tant que chef de la délégation australienne à la Conférence du désarmement. J'ai donc pensé qu'il était peut-être opportun et, je l'espère, utile, de faire quelques observations personnelles. Je souligne qu'il s'agit d'observations, et de rien d'autre.

Lorsque j'ai pris mes fonctions à la Conférence en février 1984, j'étais le premier Ambassadeur australien affecté aux questions de désarmement. En 1983, le Gouvernement australien avait décidé de débloquer des crédits uniquement réservés au désarmement; cette décision était l'aboutissement direct de deux préoccupations australiennes très spécifiques.

Tout d'abord, nous avons une confiance inébranlable dans les institutions multilatérales qui ont été mises sur pied après les événements terribles de la seconde guerre mondiale. L'Australie a joué un rôle prépondérant lors de la Conférence de San Francisco sur la Charte des Nations Unies et a figuré parmi les Membres originaires de l'Organisation. Nous autres Australiens étions alors convaincus qu'il fallait que la communauté mondiale soit façonnée par un nouvel ensemble de valeurs et de règles, au coeur desquelles était la détermination "à préserver les générations futures du fléau de la guerre", comme il est dit dans la Charte.

C'est toujours notre point de vue aujourd'hui. En fait, il n'a fait que se renforcer à mesure que s'accroissait la communauté des nations à la suite du grand mouvement de décolonisation, qui a fait de l'interdépendance de notre monde moderne une réalité.

(M. Butler, Australie)

En second lieu, l'Australie était profondément convaincue il y a cinq ans, et elle le reste aujourd'hui, que le maintien de la paix et de la sécurité internationales exige que l'on négocie l'adoption de mesures concrètes, pratiques et durables de limitation des armements et de désarmement.

J'ai donc pris ma place à cette Conférence, fort de ces convictions spécifiquement australiennes et très impressionné en même temps parce que je savais que tout au long de ce siècle les diverses formes qu'avait prises la Conférence du désarmement de Genève avaient rassemblé des personnalités de grande envergure chargées de résoudre des problèmes d'une complexité et d'une importance immenses.

L'expérience personnelle que j'ai acquise au cours de ces cinq dernières années, c'est-à-dire pendant la moitié de l'existence de l'actuelle Conférence du désarmement, n'a en rien modifié mon point de vue sur l'importance et la nécessité des travaux que nous effectuons ici.

Cependant, comme tous ceux d'entre nous qui travaillons ici, mon expérience n'a pas été uniforme. Il y a eu en effet des moments où ont semblé devoir l'emporter le découragement ou la déception devant la lourdeur de notre tâche et la lenteur de nos progrès.

Dans d'autres cas, la lumière au bout du tunnel gagnait en intensité et cessait de vaciller. Il est peut-être inévitable que notre expérience soit aussi variée, car on peut véritablement dire des activités en matière de désarmement qu'elles constituent un bon exemple de philosophie en action.

Sur le plan philosophique, nous avons tous à nous prononcer sur la nature de la vie et des relations humaines. Par exemple, nous sommes obligés de nous demander s'il est inévitable qu'il y ait des conflits entre les hommes. S'il s'agit de savoir s'il y aura toujours des points de vue divergents, la réponse est probablement affirmative. Mais s'il s'agit de savoir s'il est inévitable que les hommes dont les points de vue diverqent prennent les armes et se battent, la réponse est que ce n'est rien moins qu'inévitable.

On peut se demander ensuite si c'est la détention d'armes qui rend les conflits violents inévitables ou si c'est le sentiment de leur différence qui entraîne les peuples et les Etats à prendre les armes. Je ne prétends pas apporter une réponse définitive à ces questions, me contentant d'une simple remarque à ce sujet qui concerne particulièrement notre époque.

Jamais, en effet, il n'y a eu autant d'armes que de nos jours. Cela est vrai en termes absolus, c'est-à-dire si l'on prend le montant des ressources consacrées aux armements, mais également en termes relatifs, c'est-à-dire si l'on considère le perfectionnement technique et la puissance de destruction des systèmes d'armements modernes.

C'est là un fait dont il n'y a à mon avis qu'une conclusion impérative à tirer : jamais, depuis que l'histoire existe, nous n'avons eu tant besoin d'un désarmement et d'une limitation des armements. D'où l'importance incontestable des travaux de la Conférence du désarmement. C'est parce que

(M. Butler, Australie)

j'en suis bien conscient que je me propose maintenant de me livrer à une critique constructive de notre façon de procéder. Je le fais en tant qu'ami de la Conférence, et avec optimisme.

Du fait que nous sommes chargés d'une tâche considérable, nous ne devrions pas encombrer les travaux de la Conférence par des considérations idéologiques et quasiment byzantines. Nous perdons trop de temps en controverses purement verbales pour savoir quel dogme en matière de désarmement est le meilleur ou le plus orthodoxe.

Les travaux de la Conférence s'amélioreraient grandement si, laissant là ces controverses, elle se concentrait sur des propositions pratiques et visait des réalités telles que les dépenses d'armement, l'élimination des armes de destruction massive, l'élimination des armes chimiques et la prévention de la course aux armements dans l'espace. Je pense que la Conférence fait la part trop belle aux raffinements diplomatiques. Nous consacrons un temps disproportionné à nous congratuler au moment où nous prenons nos fonctions, alors qu'en temps ordinaire nous ne sommes là que parce que nos gouvernements nous ont nommés, ou bien tout simplement parce que c'est ainsi que le veut l'ordre alphabétique.

L'article 110 du règlement intérieur de l'Assemblée générale des Nations Unies a pour objectif d'empêcher les pertes de temps qu'entraînent les félicitations. C'est un exemple dont nous devrions nous inspirer, comme je l'ai fait aujourd'hui. Faute de cela, nous risquons de passer aux yeux du public pour un club bien gentil et non pour une assemblée de travail.

D'après mon expérience, nous avons passé trop de temps à discuter des mandats de comités spéciaux - ces comités qui devraient être les laboratoires d'un travail sérieux en matière de désarmement. Ce théâtre d'ombres et cette substitution de la forme au fond ne sont pas seulement ahurissants, ils contreviennent probablement, je le dis sérieusement, à un règlement intérieur que nous avons adopté et établi nous-mêmes.

L'article 23 de ce règlement reconnaît en effet que lorsque nous abordons tel ou tel point de l'ordre du jour, nos activités peuvent prendre diverses formes. Il distingue entre les cas où peuvent être réunies "les conditions nécessaires pour négocier un projet de traité ou d'autres projets de texte" et les autres cas où la meilleure façon de procéder est de constituer des groupes de travail, des groupes techniques ou des groupes d'experts gouvernementaux.

Pour en revenir au byzantinisme, je rappellerai qu'il y a 5 ou 600 ans des théologiens chrétiens ont débattu pour savoir combien d'anges pouvaient tenir sur une tête d'épingle. La question n'a jamais été résolue, mais elle semble heureusement avoir été rejetée dans les poubelles de l'histoire. C'est ce que nous devrions faire avec nos controverses sur les mandats, en cessant d'accorder la préférence au menuet diplomatique pour nous atteler à cette tâche plus difficile et plus importante qu'est la limitation des armements et le désarmement.

(M. Butler, Australie)

A la fin de chacune de nos sessions annuelles, nous établissons un rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies sur ce que nous avons fait au cours de l'année. Dans ce rapport, nous rendons compte de la façon dont nous nous sommes acquittés des tâches capitales qui nous ont été confiées. Ce rapport est rédigé en séances privées.

Si nous devons nous réjouir d'une chose, c'est bien de cela, car je ne pense pas que ceux qui nous ont envoyés ici, c'est-à-dire en fin de compte les peuples de nos pays, en croiraient leurs yeux s'ils voyaient ce qui se passe dans ces réunions privées. Lorsqu'il s'agit de répartir les responsabilités pour la lenteur de nos progrès, c'est la débandade et nous nous précipitons comme des lemmings, avec autant d'aveuglement que ces malheureuses créatures.

La question n'est certainement pas de découvrir les responsables mais de repérer les problèmes qui se sont posés et de se demander comment nous pourrons les résoudre la prochaine fois.

Au cours de la période où j'ai participé aux travaux de la Conférence, j'ai assisté à un changement profond dans ce que l'on appelle d'ordinaire les relations Est-Ouest. Ce changement a fait beaucoup progresser le désarmement et, au-delà du désarmement, a permis de résoudre réellement, ou d'envisager de résoudre de graves conflits régionaux. Je félicite ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, ont été les artisans de ce changement et j'ai l'audace de leur en demander davantage.

Nous sommes sur la bonne voie. Nos progrès devraient et doivent se poursuivre. Mais il faut absolument reconnaître que la Conférence du désarmement est un organe universel. Elle représente l'ensemble de la communauté des nations; c'est donc aussi en son sein que se développent non seulement les relations Est-Ouest mais également les relations Nord-Sud.

Je suis très préoccupé de constater que dans le domaine du désarmement les progrès Nord-Sud sont désormais en retard sur les progrès Est-Ouest. Ce qu'il faut, c'est redoubler d'efforts pour résoudre les questions d'armement, de limitation des armements et de désarmement qui inquiètent tant un certain nombre des pays qui n'appartiennent ni à l'Est ni à l'Ouest. C'est à tort que ces questions, en particulier celle des armes classiques, ne figurent pas à notre ordre du jour, et il faut remédier de toute urgence à cet état de choses.

Cela dit, je tiens à préciser clairement que je ne nie pas le caractère universel de la menace que constituent les armes nucléaires. En ce sens, c'est à bon droit que les principaux problèmes que posent les armes nucléaires figurent à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Mais il est pour le moins curieux de constater que certains des Etats membres de cette Conférence qui ne sont pas dotés de l'arme nucléaire, et qui crient bien fort contre ces armes et contre les essais nucléaires, refusent de se joindre au consensus pour aborder le travail concret dans ce domaine. Ils paraissent préférer la protestation idéologique au progrès pratique, et quand s'ajoute à cela, dans certains cas, une inquiétude justifiée devant les programmes nucléaires nationaux des autres pays, il n'y a pas loin de l'idéologie à l'hypocrisie.

(M. Butler, Australie)

D'autre part, si l'on me demandait de dire quel est à mon avis le principal problème auquel nous devons faire face à l'heure actuelle dans cette enceinte, je dirais que c'est celui du conflit larvé entre ce qui se fait sur le plan bilatéral entre les deux principales puissances militaires et ce qui se passe ou, parfois, ne se passe pas au sein de cette Conférence.

Ce n'est pas sans une bonne dose d'ironie qu'on se souviendra qu'il y a trois ans, l'explication le plus souvent avancée pour justifier la lenteur des progrès de la Conférence était que les relations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique n'étaient pas bonnes.

Comment voudrait-on que nous progressions, disait-on, nous qui ne sommes que 38 pays, si les deux autres sont dans une impasse ? Cette arithmétique ne manquait pas d'intérêt.

Puisqu'il se trouve maintenant que les deux en question ne s'en sortent pas mal, la logique voudrait que les choses aillent plutôt mieux de notre côté. Tel n'a pas été le cas. Dès lors, que valait notre logique ?

D'aucuns ont avancé que cela prouvait que l'on avait eu tort de prétendre que nous ne pouvions progresser tant que les deux grandes puissances ne progressaient pas. Je ne suis pas certain que cela ait été, ou soit, vrai. On pourrait également dire que le premier raisonnement logique n'avait servi qu'à masquer d'autres préoccupations. On pourrait analyser plus longuement ce phénomène, mais je crains que l'exercice ne soit stérile.

Ce qui est véritablement essentiel, c'est probablement que ceux d'entre nous qui ne sont pas des superpuissances devraient insister sur la coopération et l'interdépendance dans les activités en matière de désarmement.

Nous devrions non seulement insister sur les progrès bilatéraux entre les Etats qui détiennent une quantité écrasante d'armes, mais faire également en sorte que ces progrès les amènent à participer davantage à nos efforts multilatéraux; nous devrions aussi profiter de leurs efforts bilatéraux pour amener la communauté mondiale à progresser et à prendre de concert les mesures de limitation des armements et de désarmement essentielles.

Je pense que nous devrions tous admettre que les progrès en matière de limitation des armements et de désarmement seront nécessairement tortueux, et que c'est un processus linéaire. Les grands bonds en avant sont rares et, en fait, s'ils ne sont pas maîtrisés, ils pourraient même être inquiétants.

C'est parce que je suis persuadé que nous avons affaire à un processus de ce type que je n'admets pas que l'on dise que notre Conférence a échoué. Je mentionne cette opinion simplement parce qu'on l'entend fréquemment, mais je ne veux lui accorder aucun crédit.

Comme il ressort des négociations sur les armes chimiques, nous avons engagé un processus qui, dans son ensemble, est dynamique.

(M. Butler, Australie)

Si l'on considère les travaux de cette Conférence au cours des dix dernières années par le petit bout de la lorgnette, on adopte nécessairement un point de vue critique. Le raisonnement est simple : la Conférence a pour tâche de produire des accords. Elle n'en a produit aucun. Par conséquent, elle a échoué. C'est comme si l'on prenait une photographie pendant un long voyage et que l'on prétendait ensuite que cette photographie unique donne une idée de l'ensemble du voyage.

Je préfère le point de vue plus large qui reconnaît que nous participons à un processus linéaire et s'efforce de présenter l'ensemble du tableau, le tableau d'un processus continu. Ce que je me suis efforcé de faire, c'est de proposer des façons d'améliorer l'ensemble du tableau.

Le succès de pareil voyage dépend dans une grande mesure de ceux qui y participent. A cet égard, se pose la question de la participation à notre Conférence. Ce n'est pas une question facile. Je dirai donc simplement qu'il est clair qu'un certain nombre des Etats qui participent aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs apportent une contribution très importante à nos activités en matière de désarmement, même s'ils ne sont pas membres de notre instance. Nous devons trouver un moyen de permettre à ces Etats de siéger.

Si je conviens en principe que la Conférence ne pourrait pas bien fonctionner si elle comptait trop de membres, je pense que nous devrions faciliter l'admission de tout Etat qui souhaite et peut contribuer de façon réelle à nos travaux. Je ne suis pas partisan du changement pour le changement, mais je rejette assurément toute conception statique de la vie ou de l'histoire. Je crois fermement que l'on a raison de dire que ceux qui refusent de tirer les leçons de l'histoire sont condamnés à la répéter.

Notre Conférence joue un rôle capital. Si demain, d'une façon ou d'une autre, elle devait disparaître, ceux qui proposeraient de la réinventer mériteraient instantanément d'être appelés hommes d'Etat. Notre Conférence doit changer et croître. J'ai essayé aujourd'hui de proposer des moyens à cette fin.

En conclusion, je crois avec ferveur que nous participons dans cette enceinte à une grande entreprise. Peut-être devrions-nous nous guider à cet égard sur l'une des conclusions de Jacob Bronowski, qui dit dans son livre remarquable "The Ascent of Man" :

> "Les êtres humains ne peuvent échanger d'informations et de connaissances sans une certaine tolérance. Et cela est vrai quel que soit le domaine des échanges : science, littérature, religion ou politique."

Je tiens à remercier mes collègues de la Conférence pour l'amitié dont ils ont témoigné à l'égard de ma femme et de moi-même. Je suis profondément reconnaissant au Secrétariat pour le travail qu'il accomplit. Je vous présente à tous mes meilleurs voeux, et vous souhaite avant tout de réussir dans votre entreprise.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration l'Ambassadeur Butler. Au moment où il va nous quitter, je voudrais rappeler ici que sa contribution insigne aux travaux de la Conférence ainsi que son vif attachement à un monde plus sûr resteront dans notre mémoire et marqueront tous ceux qui oeuvrent dans ce domaine. L'Ambassadeur Butler a bien représenté un pays qui adopte un comportement judicieux à l'égard des questions touchant la paix et la sécurité internationales. Un exemple frappant de cette remarquable attitude est constitué par le document que l'Australie a présenté aujourd'hui et par la position ferme que ce pays a adoptée face à l'emploi répété et avéré des armes chimiques. Au nom de la Conférence, je lui adresse tous mes voeux dans ses nouvelles fonctions et dans sa vie personnelle.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie.

M. LOEIS (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Prenant pour la première fois la parole sous votre présidence, je tiens à exprimer le plaisir qu'a ma délégation de voir ce poste élevé occupé par le représentant d'un pays islamique avec lequel l'Indonésie entretient des relations amicales. Je voudrais également saisir cette occasion pour accueillir chaleureusement les distingués Ambassadeurs Aung Thant de la Birmanie et Sharma de l'Inde et les assurer de la coopération de ma délégation. Nous avons appris que notre distingué collègue l'Ambassadeur Harald Rose, de la République démocratique allemande, allait nous quitter bientôt. Nous venons aussi d'apprendre que les fonctions de l'Ambassadeur Butler en qualité de chef de la délégation australienne à la Conférence du désarmement étaient arrivées à leur terme. Nous adressons à l'Ambassadeur Rose et à l'Ambassadeur Butler tous nos voeux de succès dans leur poste futur.

En qualité de coordonnateur du Groupe des 21 pour le mois de septembre, je voudrais formuler quelques remarques sur la référence au Groupe des 21 qu'a faite dans le cadre du point 1 le distingué coordonnateur du Groupe occidental, l'Ambassadeur van Schaik, lors de la séance plénière du mardi 13 août.

Je voudrais rappeler tout d'abord que la Conférence du désarmement n'est pas un organe délibératif, mais un organe de négociation. Dans le contexte du point 1 de l'ordre du jour de la Conférence, il est tout naturel que cette dernière doive immédiatement négocier et conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le Groupe des 21 est fermement convaincu que, ce faisant, la Conférence apporterait une contribution concrète et importante au désarmement. Depuis qu'elle existe, la Conférence a toutefois été empêchée d'entreprendre une telle négociation. Il est tout à fait regrettable qu'elle se soit enlisée dans des débats de procédure durant ces dernières années.

Au cours de ces débats, le Groupe des 21 a fait preuve de souplesse dans la recherche d'un consensus de façon qu'un comité spécial sur le point 1 puisse être créé. C'est ainsi qu'il a présenté, durant ces cinq dernières années, trois propositions distinctes et concrètes, publiées sous les cotes CD/492, CD/520 et CD/829. Ce dernier document a été présenté le 21 avril de cette année et s'est révélé acceptable pour le Groupe socialiste et pour un Etat doté d'armes nucléaires n'appartenant à aucun groupe. En outre,

(M. Loeis, Indonésie)

le Groupe des 21 voudrait souligner que le document CD/829 incorpore également les principaux éléments de la proposition faite par un membre du Groupe occidental durant sa présidence en février 1986. Par conséquent, le Groupe des 21 soutient que le document CD/829 est celui qui tient le mieux compte de la position de tous les Etats représentés à la Conférence. Cette souplesse de notre Groupe, appuyée par la majorité de la Conférence, n'a pas été imitée, à notre regret, par le Groupe occidental. Au contraire, ce dernier a continué d'insister sur le document CD/521 pendant plus de quatre ans et il le considère toujours, à la date d'aujourd'hui, comme sa position officielle.

La proposition figurant dans le document CD/863 a été officiellement présentée par le distingué Ambassadeur de la Tchécoslovaquie le 25 août dernier, alors que la Conférence était occupée à établir le rapport de sa session de 1988. Le Groupe des 21 a apparemment été de tous celui qui a consacré le plus de temps à l'examen et à l'analyse en profondeur de cette proposition, étant donné la très grande importance qu'il attache à la question. La raison est claire : nous voulons adopter à cet égard une démarche constructive et réfléchie. En fait, nous voulons également éviter que la Conférence soit plongée dans un débat de procédure inutile durant les derniers jours de sa session de 1988, ce qui compliquerait encore ses travaux.

Le Groupe des 21 répondra à son engagement de la manière la plus appropriée et en temps opportun, et serait prêt à fournir sa réponse et à examiner cette proposition ainsi que toute autre proposition lors de notre prochaine session.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Loeis de l'Indonésie pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il m'a adressées. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Sharma.

M. SHARMA (Inde) (traduit de l'anglais) : J'ai demandé à prendre brièvement la parole pour vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que de nombreux collègues, de m'avoir souhaité aujourd'hui la bienvenue. L'Ambassadeur Butler a indiqué dans son allocution que nous semblions consacrer beaucoup trop de temps à nous féliciter mutuellement, mais je dois dire qu'il m'est tout à fait agréable d'être accueilli avec autant de chaleur. Je tiens à vous assurer que ma délégation et moi-même oeuvrerons sans relâche pour accomplir les buts et les objectifs de la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration l'Ambassadeur Sharma et je puis l'assurer, comme je l'ai déjà fait au nom des membres, de la pleine coopération de la Conférence durant sa mission. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Vejvoda de la Tchécoslovaquie.

M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Pardonnez-moi de prendre de nouveau la parole, mais cette fois je serai très bref. Je voudrais simplement dire d'une manière plus formelle, et en dehors du cadre de ma longue intervention, combien ma délégation, mon groupe et moi-même regrettons de voir partir l'Ambassadeur Rose de la République démocratique allemande.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

La vie diplomatique est ainsi faite d'un carrousel qui emporte collègues et amis, règle qui ne souffre pas d''exception et qui, tôt ou tard, nous touche tous autant que nous sommes. Quoi qu'il en soit, j'estime tout à fait approprié d'exprimer nos voeux, nos félicitations et nos remerciements à nos collègues et, pour ce qui me concerne tout particulièrement, à l'Ambassadeur Rose, ami de longue date et l'un des plus proches à la Conférence, qui a toujours excellemment représenté son pays avec lequel le mien entretient des relations fraternelles.

Je voudrais également dire au revoir à l'Ambassadeur Butler qui vient d'annoncer son départ. Lui aussi a été une figure marquante de la Conférence et je lui adresse tous mes meilleurs voeux dans la poursuite de sa carrière. J'espère qu'il me pardonnera d'avoir malmené l'article 110 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, qu'il vient de nous demander d'observer avec riqueur.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration l'Ambassadeur Vejvoda, et c'est à l'Ambassadeur Butler que je donnerai maintenant la parole.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Etant donné que tout le monde viole l'article 110, permettez-moi d'exprimer ma joie de voir à cette table mon vieil ami M. Sharma, de l'Inde. En fait, j'ai demandé la parole en tant que coordonnateur du Groupe occidental pour le point 1 de l'ordre du jour afin de répondre à ce que vient de dire le distingué ambassadeur de l'Indonésie au nom du Groupe des 21. En premier lieu, à titre de clarification, la position officielle du Groupe occidental sur ce sujet est celle qui a été énoncée dans la déclaration faite par ma délégation lors de notre dernière séance plénière. En second lieu, je tiens à exprimer notre appréciation à l'Ambassadeur Loeis pour l'assurance qu'il nous a donnée dans l'intervention qu'il vient de faire au nom du Groupe des 21.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie de sa déclaration l'Ambassadeur Butler, qui est le dernier de la liste des orateurs pour aujourd'hui. Je ne vois pas d'autres membres désireux de prendre la parole.

Comme je l'ai annoncé à notre dernière séance plénière, je vais maintenant inviter la Conférence à prendre une décision au sujet des rapports du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, et du Comité spécial sur le Programme global de désarmement. Les documents pertinents ont été respectivement publiés sous les cotes CD/868 et CD/867 et ont été distribués à la dernière séance plénière.

Nous allons commencer par le rapport du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. La Conférence est saisie pour adoption du document CD/868. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le rapport du Comité spécial.

Il en est ainsi décidé.

(Le Président)

Nous allons passer maintenant au rapport du Comité spécial sur le Programme global de désarmement. La Conférence est saisie pour adoption du document CD/867 contenant le rapport de ce Comité spécial. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

J'aborderai maintenant un autre sujet. Vous vous rappellerez qu'à notre dernière séance plénière, j'avais attiré l'attention sur le fait que nous étions en retard dans l'établissement du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. J'avais noté qu'il y avait beaucoup de documents à traduire et à reproduire à la dernière étape de nos travaux et j'avais souligné la possibilité de devoir inclure la session de 1988 le vendredi à 17 heures. Mes doutes se sont malheureusement confirmés. Le secrétariat m'a fait savoir que les services techniques ne seraient pas en mesure d'assurer la documentation nécessaire pour l'adoption du rapport dans toutes les langues, comme le prévoit le règlement de la Conférence.

J'ai informé ce matin de la situation les coordonnateurs des groupes et, suivant les besoins des services techniques, je leur ai suggéré comme nouvelle date de clôture le mardi 20 septembre à 10 heures, possibilité que j'avais déjà évoquée le 7 septembre. Comme les documents seront publiés dès qu'ils seront prêts, nous devrions pouvoir en recevoir certains avant cette date. La version dans les différentes langues du rapport du Comité spécial des armes chimiques sera disponible entre ce soir et demain matin, et le document CD/WP.348/Rev.1, qui contient les parties techniques ainsi que les paragraphes de fond du projet de rapport, sera déposé en anglais dans les casiers des délégations le lundi à 10 heures. La version dans certaines autres langues étant disponible dans l'après-midi.

Je propose donc que la session de 1988 de la Conférence soit clôturée le mardi 20 septembre et que nous tenions à cet effet une séance plénière exclusivement consacrée à l'adoption du rapport. Je ne vois pas d'objections.

Il en est ainsi décidé.

Il n'y a plus d'autres questions à examiner aujourd'hui et je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 20 septembre, à 10 heures.

La séance est levée à 12 h 30.

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.483
20 septembre 1988

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGT-TROISIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 20 septembre 1988, à 10 heures

Président : M. Ali Shams Ardakani (République islamique d'Iran)

GE.88-64423/3742N

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 483ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence doit adopter aujourd'hui les rapports de deux organes subsidiaires ainsi que son rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Comme je l'ai annoncé à notre séance de jeudi dernier, nous allons d'abord adopter le rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et celui du Comité spécial des armes chimiques. La Conférence est maintenant saisie du rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, publié sous la cote CD/870. Ce document a été distribué lors de notre dernière séance plénière. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le rapport du Comité spécial.

Il en est ainsi décidé.

Le rapport du Comité spécial des armes chimiques est publié sous la cote CD/874 et a été également distribué lors de notre dernière séance plénière. La Conférence est saisie pour décision du rapport du Comité spécial. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai qu'elle adopte ce rapport.

Il en est ainsi décidé.

Nous allons maintenant passer au projet de rapport de la Conférence à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le secrétariat a déposé hier dans les casiers des délégations le document pertinent publié sous la cote CD/WP.348/Rev.1 et l'a redistribué aujourd'hui dans cette salle. Le document publié par le secrétariat contient les parties techniques du rapport annuel, ainsi que les paragraphes de fond concernant les points de l'ordre du jour pour lesquels aucun organe subsidiaire n'a été créé durant la session de 1988 de la Conférence. Les rapports des comités spéciaux seront inclus dans le texte une fois que ce dernier aura été adopté par la Conférence et publié ultérieurement en tant que document officiel.

Les blancs qui figurent dans le projet de rapport seront remplis par le secrétariat au moment de la mise au point du document final. Comme à l'accoutumée, les membres qui trouveront des erreurs techniques ou de forme dans les diverses langues sont priés de transmettre leurs observations directement au secrétariat, étant donné qu'il n'est pas utile de soulever ici des questions d'importance mineure. Cela vaut également pour les légères corrections à apporter afin de conserver l'harmonie du texte dans les diverses langues officielles. En ce qui concerne le rapport annuel, je voudrais aussi vous informer que le secrétariat distribuera à la fin de cette semaine l'index des comptes rendus in extenso de la Conférence pour la session de 1988, qui doit être joint au rapport de la Conférence à l'Assemblée générale conformément au paragraphe e) de l'article 45 du règlement intérieur. L'index distribué par le secrétariat ne va que jusqu'à la 480ème séance plénière comprise, étant donné qu'il devait être donné à ce stade aux services techniques. Le texte final inclura également les séances plénières consécutives, en particulier la dernière séance consacrée aux questions de fond qui a eu lieu jeudi. Le secrétariat serait reconnaissant aux délégations de lui faire parvenir les corrections à cet index avant le jeudi 29 septembre à midi, de façon que l'annexe puisse être traduite et reproduite immédiatement après.

Nous allons donc passer maintenant au texte du projet de rapport annuel publié sous la cote CD/WP.348/Rev.1. Comme je l'ai déjà mentionné, point n'est besoin de s'arrêter sur des points mineurs de rédaction. En fait, le secrétariat a déjà noté quelques erreurs techniques qui seront corrigées. Il y a toutefois une phrase à ajouter au paragraphe 7 du document, qui ne pouvait l'être avant étant donné que la question de la date de clôture de la présente session était encore à l'examen lorsque le document a été mis au point. La phrase à ajouter se lit comme suit :

"A sa 482ème séance plénière, la Conférence a également décidé de clore sa session annuelle le 20 septembre 1988."

Je pense que cette addition est acceptable. Je ne vois pas d'objections.

Nous allons maintenant procéder à l'adoption du rapport annuel à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, tel qu'il figure dans le document CD/WP.348/Rev.1 et tel que je viens de le modifier oralement par la phrase ajoutée au paragraphe 7. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte son rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais maintenant prononcer une déclaration de clôture en tant que Président de la Conférence pour le mois de septembre.

Je tiens en premier lieu à vous remercier tous de m'avoir fait l'honneur de votre coopération afin de mener à bien les travaux de la Conférence durant cette année. Je voudrais remercier tout particulièrement nos comités spéciaux, sous-comités et groupes de travail ainsi que ceux qui les ont présidés et qui y ont participé. Je mentionnerai spécialement S.E. M. Miljan Komatina, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, ainsi que le Secrétaire général adjoint de la Conférence, S.E. M. Vicente Berasategui, tout en n'oubliant pas le secrétariat, les fonctionnaires et les interprètes dont nous avons beaucoup apprécié le travail.

Mon pays est fier d'être membre de la Conférence du désarmement et attache beaucoup d'intérêt aux travaux de cet auguste organe, comme en témoigne la venue régulière dans cette enceinte de notre ministre des affaires étrangères afin de faire connaître ses vues et celles de notre gouvernement. Nous croyons que dans un monde où il y a toujours place pour les agresseurs, les idéaux du désarmement soulèvent l'espoir de l'humanité. Mon pays, qui a été victime de l'agression la plus meurtrière des temps modernes, est un témoin de la nécessité d'appliquer ces idéaux. Nous sommes par ailleurs heureux que la salle traditionnellement consacrée au désarmement ait été désignée pour les pourparlers de paix. Nous espérons que tous les efforts déployés en vue de parvenir à une paix globale, juste, honorable et durable porteront leurs fruits et que la chance dont notre pays a été privé durant de nombreuses années de domination étrangère, suivies par des années de guerre imposée, lui sera à nouveau donnée de jouer le rôle qui lui revient en vue de promouvoir la paix et la sécurité internationales.

Nous avons été l'infortunée victime de l'arme la plus vicieuse et la plus barbare, l'arme chimique. Nous avons vu l'ampleur du génocide commis par les forces iraquiennes non seulement contre des objectifs militaires et civils iraniens, mais aussi contre la population kurde de l'Iraq. Encore plus regrettable que le crime est l'incapacité de la communauté internationale de s'élever contre ceux qui le commettent. Comme l'a mentionné le Président de mon pays dans son message à la Conférence, nous espérons que les insuffisances des règlements internationaux concernant l'emploi des armes chimiques, le génocide et tous les crimes contre l'humanité et contre la paix seront corrigées de manière à contribuer à notre détermination de parachever la convention interdisant la fabrication, le stockage, le transport, le transfert et l'emploi des armes chimiques.

Comme le Président de mon pays l'a déclaré dans son message du 2 septembre 1988, "la République islamique d'Iran évalue positivement l'évolution récente des pourparlers bilatéraux concernant l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire et espère que cette mesure aboutira à de nouveaux pas concrets vers le désarmement général et complet". C'est dire que nous nous félicitons du Traité FNI du 7 décembre 1987, en espérant qu'il sera pleinement appliqué par les signataires.

Bien que l'Assemblée générale, à sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement qui constitue un pas important dans la voie du désarmement, n'ait pas réussi à élaborer un document final viable, elle a toutefois pu aborder les domaines de divergence qui ont empêché son succès. Ces efforts nous font tous espérer que nos idéaux et nos objectifs sont réalisables, afin de nous permettre, à nous et à tous les autres soldats de la paix, d'oeuvrer à un monde meilleur, libéré des menaces de destruction massive et de génocide. Tout nouveau retard dans la création de comités spéciaux sur les trois premiers points prioritaires de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement sera considéré non comme un piétinement de la Conférence, mais comme un pas en arrière.

J'espère que nos insuffisances ne nous conduiront pas à faire face à d'autres sombres réalités, comme dans le cas de l'emploi des armes chimiques, où même la reconnaissance et la condamnation du crime - pour ne pas parler de sa punition - sont l'otage de préoccupations économiques et politiques mesquines, à courte vue et égoïstes. Cette inaction a persisté même après que des équipes techniques spéciales dépêchées par le Secrétaire général de l'ONU ont constaté l'emploi extensif et fréquent d'armes chimiques. Afin d'empêcher la répétition de telles horreurs, la Conférence du désarmement en tant que seul organe international responsable des négociations multilatérales sur le désarmement, devrait être dotée des pouvoirs voulus pour édifier rapidement une convention globale. Un monde exempt de la menace des armes nucléaires, chimiques, biologiques et radiologiques, et de la menace de guerre en général. Puissent les générations futures se souvenir de nous comme étant ceux qui ont choisi d'accomplir et ont accompli des progrès réels dans ce domaine, dépassant les échanges d'amabilités diplomatiques ! In cha'Allah ! si Dieu le veut.

Je vous renouvelle à tous mes remerciements.

Ainsi s'achève ma déclaration. Il n'y a plus d'autres questions à examiner durant cette session annuelle de la Conférence du désarmement.

Avant de nous séparer, je voudrais annoncer que la prochaine séance plénière de la Conférence aura lieu le mardi 7 février 1989, à 10 heures, conformément à l'article 7 du règlement intérieur.

Comme l'a décidé aujourd'hui la Conférence en adoptant le rapport du Comité spécial des armes chimiques publié sous la cote CD/784, et conformément au paragraphe 11 d) de ce rapport, le Comité spécial tiendra une session de durée limitée pendant la période allant du 17 janvier au 3 février 1989, ainsi que des consultations à participation non restreinte entre le 29 novembre et le 15 décembre 1988 pour préparer la reprise de la session.

La séance plénière est levée et la session de 1988 de la Conférence du désarmement est close.

La séance est levée à 10 h 40.